



· BIBLIOTECA ·
· LVCCHESI · PALLI ·



Grande d. S.

92-V-5

III 22 V 5

100
100
100
100
100



CORRESPONDANCE
DU
COMTE CAPODISTRIAS.

IV

GENÈVE, IMPRIMERIE É. CAREY, RUE VERDAINE, 285.

CORRESPONDANCE
 DU COMTE
J. CAPODISTRIAS,
 PRÉSIDENT DE LA GRÈCE,

COMPRENANT

LES LETTRES DIPLOMATIQUES, ADMINISTRATIVES ET PARTICULIÈRES, ÉCRITES
 PAR LUI DEPUIS LE 20 AVRIL 1827 JUSQU'AU 9 OCTOBRE 1831,

RECHERCHÉES ET MISES EN ORDRE

PAR LES SOINS DE SES FRÈRES

ET

PUBLIÉES PAR É.-A. DÉTANT,

l'un de ses secrétaires.

TOME QUATRIÈME.



GENÈVE,

ABRAHAM CHERBULIEZ ET C^e, LIBRAIRES.

PARIS,

MÊME MAISON DE COMMERCE,

rue de Tournon, 17.

—
 M DCCC XXXIX

35251



CORRESPONDANCE
DU
COMTE CAPODISTRIAS,
PRÉSIDENT DE LA GRÈCE.

A M. M. les Présidents des Cours alliés.

Nauplie, $\frac{4}{16}$ avril 1830.

Le gouvernement grec a reçu la note officielle que Messieurs les résidents des cours alliées lui ont fait l'honneur de lui adresser en date du 27 mars (8 avril).*

Il a médité dans un profond recueillement l'acte du 3 février, ainsi que les explications et les développements, dont Messieurs les résidents ont bien voulu en accompagner la communication.

Pénétré du sentiment de ses devoirs, et du désir le plus sincère de s'en acquitter de manière à justifier la

* Voyez pièces additionnelles n° 1.

confiance des Hellènes et celle dont les augustes souverains alliés se plaisent à l'honorer, le gouvernement a tâché d'approfondir la grande et généreuse pensée des augustes fondateurs du nouvel état Grec, et il a cherché ensuite comment il pourrait prendre part à son accomplissement, en se conformant, ainsi qu'il est requis, aux transactions de la conférence de Londres et aux déterminations spéciales que Messieurs les résidents ont portées à sa connaissance.

En reconnaissant que la Grèce formera un état indépendant, les Puissances alliées ont mis le comble à ses vœux légitimes, ainsi qu'aux nombreux bienfaits qu'elles ont daigné répandre sur elle.

Des considérations d'un haut intérêt politique les ont sans doute portées à placer ses destinées sous la sauvegarde d'un gouvernement monarchique et héréditaire, et à faire également le choix du prince qui deviendrait l'organe de leurs intentions généreuses à l'égard de la Grèce, et donnerait ainsi des gages de stabilité à l'œuvre de paix dont l'acte du 3 février vient de poser les bases.

Cette immense tâche est confiée désormais au prince Léopold de Cobourg, et en l'acceptant S. A. R. a voulu prouver au monde civilisé que la Grèce trouverait aussi dans les qualités éminentes qui le distinguent, et dans les nobles sentiments qui le caractérisent, les gages d'un avenir que lui assurent déjà les droits qu'elle a acquis au prix de ses longs malheurs, de ses sanglants sacrifices, et des institutions que ses représentants ont adop-

tées en principe, et qui seules peuvent lui en garantir la jouissance.

Considéré sous ce point de vue général, le sort que dans leur haute sagesse et dans leur bienveillance les augustes souverains alliés destinent à la Grèce lui impose à jamais le devoir d'une gratitude et d'une confiance sans bornes.

Plus le gouvernement désire être l'interprète fidèle de ces sentiments, et plus il doit regretter de ne pouvoir pas s'acquitter de cette honorable mission dans les formes qui lui sont prescrites par les actes du dernier congrès national.

Messieurs les résidents des trois cours se sont trouvés à Argos durant la session du mois d'août, et le premier décret de l'assemblée a mérité sans doute leur attention. Ils n'ignorent donc pas que les arrangements définitifs dont il s'agit maintenant devraient être soumis préalablement aux députés plénipotentiaires de la nation, et se trouver ratifiés par eux.

Le gouvernement devrait donc avant tout les réunir aujourd'hui, et il n'aurait pas hésité à se conformer à cette disposition, si quelques-unes des clauses de l'acte du 3 février, et la teneur de la note de Messieurs les résidents, n'étaient pas de nature à placer les plénipotentiaires de la nation dans la pénible alternative, ou de manquer au mandat qu'ils ont reçu des provinces, ou de se borner à annoncer encore une fois respectueusement les vœux qu'ils forment, pour que les intentions

magnanimes des cours alliées puissent enfin s'accomplir.

Cependant les ordres dont Messieurs les résidents sont munis n'admettent que la stricte exécution des arrangements arrêtés; il ne reste au gouvernement grec, après avoir recueilli l'opinion du sénat, qu'à déclarer à Messieurs les résidents :

1°. Que la publication officielle de l'armistice qui existe de fait se trouve dans la copie ci-jointe de la circulaire que le gouvernement adresse aux commandants des forces de terre et de mer.

2°. Que dans tous les cas l'évacuation par les troupes et escadres grecques de tous les pays, points et îles, qui d'après l'acte du 3 février ne doivent pas faire partie de la Grèce, est une mesure à laquelle le gouvernement grec devra concourir, du moment que les Turcs se retireront de l'Attique et de l'Eubée. Il est également urgent que les commissaires des trois Puissances, par leur présence sur les lieux, puissent prévenir ou du moins mitiger les conséquences funestes qui seront le résultat probable de la nouvelle délimitation; que le gouvernement soit mis à même d'assurer des moyens de subsistance et un sort convenable aux nombreuses familles qui viendront chercher une patrie dans le nouvel état.

3°. Que les musulmans qui se trouvent maintenant en Grèce jouissent non-seulement d'une parfaite sécurité personnelle, mais aussi d'une partie des propriétés que sur leur demande le gouvernement s'est empressé de leur faire rendre.

Pour ce qui est de l'ensemble des actes de la conférence de Londres et des déterminations spéciales dont fait mention la note de Messieurs les résidents, le gouvernement se réserve de mettre sous les yeux de S. A. R. le prince souverain de la Grèce, avec la copie de la présente note, les observations qu'il ne pourrait lui laisser ignorer, sans trahir ses devoirs envers la Grèce et envers S. A. R. elle-même.

S. A. R. est dépositaire de toute la confiance des cours alliées; elles ne lui refuseront donc pas d'accueillir favorablement les démarches que S. A. R. fera en faveur du pays, dont il est appelé à opérer le bonheur sous les auspices d'une paix durable et solide.

A M. M. les Résidents des Cours alliées.

Nauplie, $\frac{4}{16}$ avril 1830.

En vous transmettant, Messieurs, la réponse officielle du gouvernement provisoire grec, permettez-moi de vous exprimer encore une fois les regrets que me fait éprouver la nature des instructions dont vous avez été munis par vos cours.

Dans les entretiens confidentiels que vous avez bien voulu avoir avec moi, je ne vous ai laissé ignorer aucun des motifs qui me portaient à désirer ardemment que votre note du 27 mars (8 avril) fût conçue et rédigée de

manière à m'offrir les moyens de mieux remplir la tâche qu'elle m'impose.

J'aime cependant à vous donner ici, Messieurs, une nouvelle preuve de la sincérité des vœux que je n'ai cessé de former à cet égard, en vous proposant de vous réunir, et de fixer le jour et l'heure où je pourrai avoir l'avantage de vous communiquer les observations que j'ai déjà eu l'honneur d'adresser à S. A. R. le prince Léopold, relativement aux grands intérêts qu'il n'appartient désormais qu'à S. A. R. de régler, de manière à répondre à l'attente des cours alliées et aux espérances légitimes des Grecs.

Au Sénat.

Nauplie, $\frac{4}{16}$ avril 1830.

Après avoir reçu de la part de Messieurs les résidents des cours alliées la communication des actes de la conférence de Londres qui concernent le sort de la Grèce, je vous ai réunis plus d'une fois autour de moi pour vous donner connaissance de ces transactions et pour m'éclairer de votre opinion.

Je ne vous répèterai pas, Messieurs, toutes les observations qu'il était de mon devoir de vous faire, pour vous signaler d'une manière claire et positive le point de vue sous lequel j'envisageais l'acte du 3 février et la

note officielle qui l'accompagne. Je ne vous répèterai pas non plus les considérations majeures d'après lesquelles le gouvernement grec, dans cette grande conjoncture, a dû se tracer la ligne de conduite qu'il a suivie. Il devait d'une part justifier la confiance dont la nation l'honore, et de l'autre faire preuve des sentiments de gratitude qu'inspirent aux Hellènes les intentions généreuses des augustes souverains alliés, et les bienfaits qu'ils doivent à leur munificence.

Telle est la tâche que mes devoirs m'imposaient de remplir, et j'ose me flatter d'y avoir réussi.

C'est à vous, Messieurs, à en juger, en prenant connaissance des pièces ci-jointes. Vous y trouverez les communications de Messieurs les résidents des cours alliées, et la minute de ma réponse officielle.

J'aime à espérer que vous partagerez, Messieurs, mes efforts et ma responsabilité, et que vous rendrez les uns plus efficaces et l'autre moins grave, en portant vous-mêmes à la connaissance de S. A. R. le prince Léopold les vœux légitimes de la nation. C'est lui seul qui peut désormais avec succès en devenir l'organe auprès des cours alliées.

Je vous propose aussi de vous concerter avec moi sur l'envoi d'une députation qui ira au-devant de S. A. R.*

* Voyez *pièces additionnelles* n° 2, la réponse du sénat et le mémoire qui l'accompagne.

A. S. A. Ro. le Prince Léopold.

Nauplie, $\frac{10}{22}$ avril 1830.

Étant à la veille de transmettre à Votre Altesse Royale une volumineuse expédition par le courrier de M. le baron de Rouen, je profite aujourd'hui de celui que fait partir M. Dawkins pour avoir l'honneur de mettre sous vos yeux, mon prince, la copie de la note de Messieurs les résidents, ainsi que celle de ma réponse. J'y joins aussi une copie de ma dépêche et de ma lettre particulière du 25 mars (6 avril).

Le travail du sénat, et les observations dont je l'accompagnerai, offriront à Votre Altesse Royale l'ensemble des vœux que la nation lui exprime.

Je n'en dirai pas davantage aujourd'hui sur ces graves intérêts. Je ne saurais néanmoins me dispenser de vous supplier, mon prince, de pourvoir au plus tôt aux besoins pressants qui m'entourent.

Nous en sommes aux derniers écus des subsides accordés pour janvier, février et mars. Tout ce que j'ai pu faire, c'est de couvrir les dépenses du mois d'avril; mais il m'est impossible d'aller plus loin. C'est le 11 (23) mai qu'échoit le paiement du trimestre à l'armée; et dans ce moment de crise, il est d'une immense importance de lui donner exactement sa solde. Il nous faut donc au moins 1,000,000 de francs pour les premiers jours de mai, et je

vous supplie encore une fois, mon prince, de faire arriver à terme cette somme.

Dans une couple de jours je soumettrai à Votre Altesse Royale l'état de l'armée et de la flotte, ainsi que le budget d'un trimestre pour tous les services.

Si je puis entretenir l'espoir de vous faire trouver, mon prince, le pays dans un état d'ordre et de tranquillité, ce n'est qu'à deux conditions. La première, que Votre Altesse Royale hâte son arrivée en Grèce; la seconde, que le gouvernement provisoire soit en mesures de payer régulièrement l'armée, la marine et les fonctionnaires publics. Hors de ces deux conditions, je ne pourrai rien; et Votre Altesse Royale ne doit pas me faire l'injustice de douter des sentiments qui m'engagent à lui faire part de ma conviction à cet égard.

P. S. Le sénat approuve enfin ma réponse aux résidents des cours alliées, et s'occupe dans ce moment de l'adresse et du mémoire qu'il mettra par mon organe sous les yeux de Votre Altesse Royale. Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'annoncer, mon prince, par le post-scriptum du 26 mars (7 avril), les difficultés étaient grandes, et la note de Messieurs les résidents les aurait rendues insurmontables, si la lettre de Votre Altesse Royale du 28 février ne m'avait donné les moyens de les aplanir.

Votre Altesse Royale aura lieu, j'espère, d'être satisfaite du résultat de mes longues et pénibles conférences

avec les sénateurs et les hommes les plus influents du pays.

Je voudrais faire davantage. Il me tarde d'envoyer une députation auprès de Votre Altesse Royale, et de la faire arriver dans le port où vous vous embarquerez, mon prince, par la frégate et par quelques autres bâtiments grecs.

Quoique le choix de cette ambassade ne soit pas chose facile, et que l'expédition de la frégate et de quelques autres bâtiments exige une dépense que notre caisse n'est pas en état de faire, je tâcherai néanmoins de préparer l'exécution de ces mesures, dans l'attente des ordres qu'il plaira à Votre Altesse Royale de me donner. Je la supplie donc de me les faire arriver une heure plus tôt, et de me marquer positivement l'époque et le lieu où elle est décidée à s'embarquer.

A. S. A. R. le Prince Léopold.

Nauplie, $\frac{12}{24}$ avril 1830.

En répondant à la lettre que Votre Altesse Royale m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 16 (28) février, j'ai cru de mon devoir de mettre sous ses yeux mes observations sur l'acte du 3 février, sur la situation difficile dans laquelle quelques-unes des dispositions de cet acte, et les ordres qu'ont reçus les résidents des cours alliées,

allaient placer le gouvernement grec ; enfin sur les efforts que je ferais dans une conjoncture aussi grave, pour justifier et la confiance des Grecs, et celle dont m'honorent les cours alliées et Votre Altesse Royale. En prenant connaissance des pièces que j'ai l'honneur de joindre ici, Votre Altesse aura, j'espère, la mesure de la bonne volonté et du zèle avec lesquels j'ai tâché d'atteindre ce double but. Je l'aurais atteint peut-être avec plus de succès dans l'esprit des Grecs, si Messieurs les résidents avaient été autorisés à m'en offrir les moyens ; mais les termes péremptoires dans lesquels ils exigent l'exécution des clauses du protocole du 3 février, et les déterminations spéciales qu'ils annoncent dans leur note, n'ont fait que rendre plus difficile la tâche que j'avais à remplir.

Les déterminations que Messieurs les résidents des cours alliées appellent spéciales, décident des intérêts les plus importants, les plus chers de ce pays, et ont fait l'objet de stipulations tout aussi formelles que celles qui sont renfermées dans l'acte du 3 février.

Les Grecs se demandent donc pourquoi la conférence de Londres leur laisse ignorer le protocole qui confère à Votre Altesse Royale la souveraineté de la Grèce, celui qui concerne l'emprunt, celui enfin qui assure aux catholiques les privilèges dont ils jouissaient sous la domination turque, et qui accorde égalité complète de droits à tous les sujets du nouvel état, quelle que soit leur croyance religieuse.

En subissant la domination musulmane, les Grecs

n'ont existé que sous la sauvegarde de leur église. Dès qu'ils se sont constitués en corps de nation, leurs représentants ont déclaré que la religion de l'état est la religion grecque, en admettant par là même en principe la tolérance de tous les cultes. Les transactions de la conférence de Londres n'ayant fait aucune mention directe de la religion grecque, je laisse considérer à Votre Altesse Royale quelle est l'impression que doivent avoir produit ce silence d'une part, et de l'autre les dispositions spéciales concernant les cultes.

C'est à vous, mon prince, qu'il est réservé de rassurer la Grèce sur ce point majeur, en lui annonçant que Votre Altesse Royale embrassera et professera avant tout sa communion. C'est à Votre Altesse aussi qu'il appartient de lui donner un second gage de ses intentions paternelles, en déclarant que l'emprunt ne sera pas exclusivement employé à lever et à entretenir des soldats, mais que la nation y trouvera aussi les ressources qui lui sont indispensables pour indemniser l'armée et la marine, et faire revivre l'agriculture, le commerce et l'industrie. La troisième garantie que les Hellènes ont droit d'attendre de la sagesse et de la justice de Votre Altesse, ils la trouvent déjà dans le vœu que vous avez fait, mon prince, pour qu'ils eussent une part au choix de leur souverain. Votre Altesse ne leur laissera rien à désirer à cet égard, du moment qu'elle leur annoncera qu'ils seront appelés à jouir de leurs droits civils et politiques, d'après les bases posées par le second décret du congrès d'Argos. Le sénat

vous exprime, mon prince, les mêmes vœux, et il se porte aussi l'interprète de ceux que forment les infortunés habitants de la Grèce occidentale, et des îles de Candie, de Samos et de Psara.

Votre Altesse Royale a déjà plaidé leur cause. Elle la plaidera encore, et Dieu la protégera. Si la création du nouvel état Grec a pour but d'affermir sur des bases solides la paix du levant, pourquoi les Puissances laisseraient-elles incomplet leur propre ouvrage, en livrant à des chances périlleuses la navigation de l'Archipel, et les relations de l'état Grec avec les provinces musulmanes du voisinage? Lorsque les commissaires démarcateurs seront sur les lieux, ils ne pourront se dispenser de déclarer que la ligne qu'ils auront à tracer d'après l'article 2 du protocole, ne peut dans aucun cas constituer une frontière. Ils auront de même lieu de se convaincre que les points signalés par la conférence de Londres, se trouvent sur le terrain dans d'autres positions que ne le marquent les cartes qu'elle a consultées.

Quant aux limites maritimes, je n'abuserai pas des moments de Votre Altesse Royale pour lui démontrer que Candie est la clef de l'Archipel.

Les clauses de l'armistice, et en général toutes celles qui concernent les propriétés, ont alarmé à juste titre le sénat. Si en effet les Turcs les expliquent en leur faveur, plus des deux tiers des propriétés nationales leur appartiendront.

Le sultan est hautement intéressé à rendre aux Grecs

les terres et les domaines qu'il leur a confisqués, et il les leur rend déjà, en les invitant à regagner leurs foyers dans ses états. Sans le retour de ces hommes industrieux et actifs, que ferait-il des pays qui resteraient déserts et en friche? En est-il de même de la population que Votre Altesse Royale a adoptée? Où trouverait-elle des moyens de se refaire? Quel serait le fruit de ses sacrifices?

Les Puissances ont pensé soulager la Grèce du fardeau du tribut et des indemnités. Le sera-t-elle si les Turcs qui ont porté les armes pour se défendre peuvent sous les auspices de l'armistice rentrer dans le nouvel état, et réclamer la restitution de leurs propriétés? Quels sont ces Turs? Ce sont ceux qui se sont acharnés à combattre, parce qu'ils avaient le plus à perdre, et qu'ils ont en effet perdu le plus.

Il vous appartient, mon prince, de fixer l'attention des cours alliées sur ce point important, et d'obtenir de leur justice qu'elles transmettent à leurs représentants à Constantinople des instructions conformes aux principes qu'elles ont adoptés, en déclarant que les Grecs seront libérés des charges que leur impose l'acte du 22 mars.

Pour que Votre Altesse Royale puisse apprécier au juste l'étendue de nos besoins et la détresse de nos finances, je joindrai ici les états que les différents ministères viennent de me présenter.

Je terminerai cette dépêche comme celle du 28 mars. Je supplierai Votre Altesse Royale de hâter son arrivée en Grèce. Les hommes que vous êtes appelé, mon prince,

à gouverner vous reconnaîtront comme leur père, lorsqu'au milieu d'eux et dans un moment de crise, vous leur donnerez des gages des sentiments généreux qui vous portent à vous charger de leurs destinées.

A. S. A. R. le Prince Léopold.

Nauplie, $\frac{12}{24}$ avril 1830.

La dépêche que je prends la liberté de mettre sous les yeux de Votre Altesse Royale par le courrier de ce jour, me dispense de l'entretenir plus particulièrement de mes négociations avec Messieurs les résidents des cours alliées, et de leur dénouement. Si je ne me trompe, j'ose le croire satisfaisant; mais il l'eût été davantage, et pour ce pays et pour Votre Altesse Royale et pour les cours alliées, si leurs résidents avaient reçu l'ordre d'exécuter les actes de la conférence de Londres, en se concertant avec moi sur le choix des formes d'après lesquelles ils auraient pu mieux remplir leur tâche. On en a jugé autrement, et j'en déplore les conséquences. Celles qui pour le moment pèsent le plus sur l'administration actuelle, et qui entravent de plus en plus sa marche, réclament qu'on y apporte un prompt remède, et il n'appartient qu'à Votre Altesse Royale de le faire.

Les hommes les plus avancés dans la civilisation ne voient la patrie, l'indépendance et la liberté, que dans

leurs intérêts personnels et dans le présent. Comment peut-il se faire que les Grecs, à peine délivrés du joug musulman, sortis à peine de l'abîme d'une révolution, conçoivent favorablement l'avenir que leur destinent les actes de la conférence de Londres, lorsque ces actes ne leur présentent aucune garantie?

On a statué sur l'égalité des cultes, sans y ajouter au moins l'épithète de chrétiens; et l'on ne dit pas le mot de la religion orthodoxe grecque, qui est celle de l'état.

On a fondé un gouvernement monarchique et héréditaire; mais on n'a pas annoncé en même temps aux citoyens qu'ils ont le droit d'y prendre part.

On a renouvelé la promesse de l'emprunt; mais on ne laisse pas même entrevoir que cet emprunt offrira quelques secours au pays qu'il grève d'une nouvelle dette.

Enfin le nouvel état est d'une part soulagé des indemnités que lui imposait le protocole du 22 mars, mais de l'autre l'article de l'amnistie le menace de l'obligation onéreuse de rendre aux Turcs qui voudront rentrer en Grèce leurs propriétés.

Ces dispositions sont exprimées de manière à faire appréhender aux Grecs qu'elles tendent à attaquer de front et à compromettre à la fois les intérêts de toutes les classes : marins, soldats, cultivateurs, employés publics, tous se croient à la veille de perdre jusqu'à l'espoir de se refaire de leurs longues infortunes.

Ce sont ces hommes que je suis condamné à voir, à

chaque instant; mon cabinet ne désemplit pas. Je fais tout ce qui dépend de moi pour les tranquilliser. Je tâche de leur démontrer que leurs alarmes sont sans motifs; mais la confiance n'est plus de saison. J'avais ce pressentiment il y a peu de jours, et je me suis fait par conséquent un devoir de supplier Votre Altesse Royale de hâter son arrivée en Grèce. Aujourd'hui mon pressentiment commence à se réaliser, et ce sont les faits qui me portent, mon prince, à vous réitérer la même prière.

Il y a de mauvais esprits et des intrigants en Grèce comme partout ailleurs; mais ici il y en a plus encore. Des étrangers, qui n'ont cessé depuis longtemps de semer la discorde, continuent aujourd'hui plus que de coutume leurs coupables menées. C'est avec une effronterie qui se donne des airs d'autorité, qu'ils répètent à ceux même qui ne veulent pas les entendre, que si la Grèce est réduite à la frontière de l'Aspropotamos, si Candie et Samos sont rendues aux Turcs, et si les autres clauses du protocole ne sont pas plus conformes à ses vœux légitimes, c'est que l'Europe a dû se garantir des vastes et ambitieuses combinaisons politiques du gouvernement provisoire actuel. Or ce gouvernement provisoire c'est moi, et ces vastes et ambitieuses combinaisons ce sont mes prétendues relations secrètes avec la Russie.

Quelque absurdes et ridicules que soient ces insinuations, elles ne manquent pas cependant de produire une impression funeste. Il n'y a pas de Grec qui n'ait souffert des pertes considérables; il n'y en a pas qui n'es-

père des dédommagements. Tous ceux donc qui se croient près de porter la peine de la confiance qu'ils ont placée en moi m'accablent de leurs demandes; ils ne voient de salut que dans les concessions que je leur ferai.

Ce n'est pas de quelques individus qu'il s'agit : ce sont les communautés d'Hydra, de Spetzia et de Psara ; c'est l'armée, c'est la milice, ce sont leurs chefs, ce sont enfin toutes les provinces.

Rejeter tout à fait leurs demandes, ce serait légitimer la méfiance de ces hommes, les pousser aux partis extrêmes, et donner lieu au désordre et à l'anarchie. Les accueillir complètement, ce serait faire preuve de faiblesse, encourager d'autres prétentions, et léguer au gouvernement de Votre Altesse Royale des embarras sans cesse renaissants.

Dans une pareille situation, ce ne sont que des termes moyens, combinés de bonne foi et avec quelque sagacité, qui peuvent arrêter le débordement ; et jusqu'à ce moment ces termes moyens m'ont réussi. Mais je le déclare avec une respectueuse franchise à Votre Altesse Royale, leur efficacité ne peut durer que pour peu de temps, et elle sera nulle, si la caisse publique ne reçoit des secours pour le mois de mai.

J'avais compté sur les ressources de la banque nationale ; mais au lieu des placements que devaient lui procurer les nouvelles garanties offertes aux prêteurs par l'hypothèque des domaines nationaux, elle est tous les

jours épuisée par les anciens actionnaires, qui lui demandent la restitution de leurs capitaux, et le gouvernement ne peut pas s'y refuser, sans manquer à la foi publique.

Ce n'est pas tout : les fermiers de l'année dernière doivent encore à l'état des sommes, dont la commission des finances, malgré ses efforts, n'a pu recouvrer jusqu'ici la moindre partie. On peut se rembourser par la vente de leurs biens ; mais qui les achètera ?

Enfin les revenus des provinces seront-ils affermés cette année avec autant d'avantage qu'ils l'ont été l'année dernière ? C'est dans le courant du mois qu'on procédera à cette opération importante, et j'en ignore le résultat. Mais quand même il serait satisfaisant, les nouveaux fermiers seront-ils plus exacts que les anciens ? J'en doute.

Telle est la situation critique de la Grèce, de son gouvernement provisoire, et de ses finances. Au moment où j'écris à Votre Altesse Royale, il n'existe dans la caisse qu'environ 600,000 francs, dont 250,000 vont être distribués parmi les marins qui ont des créances sur l'état, et qui demandent quelques avances pour remettre à flot leurs bâtiments. Nous devons vivre le mois d'avril, et préparer le trimestre de l'armée qui échoit le 11 mai, ce qui en d'autres termes veut dire qu'il faut de toute nécessité faire arriver en Grèce pour les premiers jours de mai, au moins 1,000,000 de francs. Si l'évacuation des provinces occidentales doit s'effectuer dans ces entre-

faites, il est aussi urgent que d'autres fonds soient mis à la disposition du gouvernement grec.

Par ma lettre particulière du 25 mars (6 avril) j'ai fait part à Votre Altesse Royale des considérations majeures qui doivent l'engager à se trouver sur les lieux, pour diriger en personne les opérations difficiles de la délimitation. Aujourd'hui d'autres considérations non moins graves, et qui ont trait à la situation intérieure du pays, m'imposent le devoir de vous réitérer, mon prince, avec plus d'instance le même vœu. Jusqu'à son accomplissement je ne négligerai aucun effort, pour maintenir dans les provinces la tranquillité et l'ordre dont elles jouissent maintenant. J'aime à espérer qu'avec l'aide de Dieu j'y réussirai; si toutefois les secours pécuniaires arrivent à temps, et si, comme j'ai pris la liberté de l'énoncer dans ma lettre particulière, Votre Altesse Royale les apporte elle-même.

A M. le Chevalier Eynard, à Paris.

Nauplie, $\frac{12}{24}$ avril 1830.

C'est à la complaisance de M. de Rouen que je dois la satisfaction de vous écrire ces lignes par le courrier qu'il expédie à sa cour, avec le résultat de la commission que, conjointement avec ses collègues, il a rempli auprès du gouvernement provisoire grec.

Je ne vous parlerai ni des communications que j'ai reçues de la part des résidents des cours alliées, ni de la réponse que je leur ai donnée. Vous les connaîtrez, et dans tous les cas je vous en enverrai une copie par la première occasion.

L'ensemble des documents que je mets aujourd'hui sous les yeux du prince Léopold méritera, j'espère, son approbation. Je serai bien aise de l'apprendre.

Voici en peu de mots les vœux que je lui exprime. Que S. A. arrive une heure plus tôt en Grèce, et qu'elle m'envoie, tout au plus tard pour les premiers jours de mai, au moins 1,000,000 de francs. Ce n'est qu'à ces deux conditions (et ces conditions sont de rigueur), que je pourrai être de quelque utilité à ce pays et à S. A. R., et pour le présent et pour l'avenir.

La volumineuse expédition que je lui adresse lui prouvera que plus je désire justifier sa confiance, et plus je dois lui faire ma profession de foi, et sur la situation critique de ce pays, et sur les moyens que S. A. R. peut et doit employer pour en prévenir les funestes conséquences.

Vous devez avoir reçu à cette heure ma lettre du 22 mars (6 avril) par le prince de Wrède.

Depuis lors les esprits se sont émus et alarmés, plus des explications données par la note officielle des résidents, que par la teneur du protocole du 3 février. J'ai calmé et je calme tout ce monde, et j'aime à me flatter qu'avec l'aide de Dieu j'aurai encore quelque succès. Mais

je le répète, si le prince ne hâte pas son arrivée en Grèce, et que dans ces entrefaites il ne m'envoie pas les secours que je lui demande, je ne lui réponds plus de rien, car nul n'est tenu à l'impossible.

Tâchez, mon cher Eynard, avec votre infatigable activité de faire arriver à temps ces secours. C'est le 11 (23) mai que je dois payer le trimestre à l'armée. Jugez quelles seraient les conséquences, si dans ce moment de crise l'armée se voyait dans la nécessité de se débander. Les soldats diraient : Notre terre natale doit rentrer sous la domination des Turcs, et pour nous forcer à y rentrer aussi le gouvernement ne nous paie pas. Ce serait pousser 8,000 hommes au désespoir et au brigandage. Qu'on y prenne garde. J'en ai le cœur serré ; mais je ne me décourage pas. Dieu nous aidera.

*A M. le Comte de Panin, Président de
Russie.*

Égine, $\frac{22 \text{ avril}}{4 \text{ mai}}$ 1830.

Je reçois avec infiniment de reconnaissance les huit lettres de change, pour la valeur de 77,178 francs 13 centimes, que S. M. l'empereur a daigné mettre à ma disposition, à l'effet de soulager les misères qui accablent encore ce pays.

Grâce à la munificence de S. M. I. les nombreuses fa-

milles qui étaient réduites à mendier leur pain, le gagnent maintenant par le travail. Je crois par conséquent que la somme dont S. M. I. vient de me rendre dépositaire ne saurait être mieux employée qu'à la fondation de quelques écoles d'enseignement mutuel, ou bien d'une école centrale.

Veillez, Monsieur le comte, en mettant aux pieds de S. M. I. l'hommage de ma profonde gratitude, lui rendre compte aussi de l'usage que je compte de faire de ce nouveau bienfait.

A M. le Chevalier Eynard, à Paris.

Nauplie, $\frac{1}{13}$ mai 1830.

J'ai sous les yeux, mon cher Eynard, les journaux de France jusqu'au 20 avril. J'y vois que le prince Léopold est arrivé à Paris le 8; mais par les deux bâtiments qui viennent de nous apporter ces gazettes, je n'ai pas reçu une ligne de votre part.

Vous devez avoir entre vos mains la longue lettre que je vous ai écrite par M. de Wrède, et celle qui est partie plus tard par un courrier de M. de Rouen. Je ne vous répéterai pas leur contenu, mais je le résumerai en deux mots : Que le prince nous envoie le plus tôt possible de l'argent, et qu'il arrive lui-même.

Les personnes qui pensent et parlent des affaires de

la Grèce, comme le Courrier de Smyrne et d'autres journaux que je ne désignerai pas, répandent des bruits alarmants sur la situation intérieure du pays. Ils disent que les chemins sont infestés de brigands, et qu'il y a des insurrections dans toutes les provinces. Tout cela est faux. Ce qu'il y a de vrai, c'est que les intrigants continuent plus que jamais leur métier, et qu'ils n'ont réussi jusqu'ici dans aucune de leurs entreprises. J'ose croire qu'ils ne réussiront pas davantage par la suite, du moment que le prince répondra aux longues lettres que j'ai pris la liberté de lui adresser, et qu'il y répondra de manière à déjouer tous les petits complots, dont la Grèce peut à la longue devenir la victime.

Je viens de faire une tournée à Poros, à Syra, à Égine, et dans la province de Corinthe; elle n'aura pas été faite sans fruit. Si la diplomatie m'en laisse le temps, j'en ferai sous peu de jours une seconde dans l'intérieur du Péloponèse, et j'aime à croire qu'elle sera aussi utile.

Les meneurs étrangers et grecs tâchent de porter le peuple à l'insurrection et à la mutinerie, dans le but unique de prouver au prince que le système actuel est improuvé par la nation, et qu'elle le rejette. Ainsi que je vous l'ai dit, cette poignée de misérables n'a rien pu faire, si ce n'est de mettre à l'épreuve ma vieille expérience, et de m'obliger à redoubler de vigilance et d'activité. Cependant cet état de choses ne peut pas durer, et il est de toute urgence que le prince y mette un terme. Il faut par conséquent qu'il arrive, et qu'il se fasse pré-

céder sans perte de temps par une bonné déclaration. Je me suis expliqué à ce sujet avec S. A. R. d'une manière assez claire et positive. Ayant ainsi rempli mon devoir en toute conscience, il ne me reste plus qu'à attendre, et à faire des vœux sincères pour que S. A. R. n'aggrave pas involontairement la crise dont ce pays est menacé. Le prince se lèguera des embarras qui lui rendront bien pénible la tâche toujours difficile qu'il est appelé à remplir.

Les stipulations de Londres que le sultan vient d'accepter, doivent enfin être exécutées. Celles qui concernent la délimitation feront naître une foule de complications périlleuses, et ce n'est que le prince qui sur les lieux pourra les prévenir, ou du moins en mitiger les funestes conséquences.

Je n'écris pas à S. A. R. par la poste d'aujourd'hui ; je ne fais que de descendre de cheval, et je suis entouré de pétitionnaires, de fonctionnaires publics, et de toute sorte de tracasseries.

Je suis aussi dans l'attente des directions, que S. A. R. a bien voulu m'annoncer par sa lettre du 16 février. Vous pouvez cependant l'assurer que je ne négligerai aucun moyen ni aucun effort, pour maintenir le pays dans une parfaite tranquillité, et pour le lui faire trouver très-disposé à répondre aux intentions bienfaisantes et paternelles qui animent S. A. R. Mais je le répèterai encore une fois, et pour la dernière fois ; que S. A. R. daigne aussi ne pas me faire attendre au delà du mois

de mai les subsides et les réponses que j'ai sollicitées.

J'opère aujourd'hui dans mes dispositions financières, comme si j'avais en caisse les 200,000 francs que vous avez mis à ma disposition, et les 400,000 que S. M. l'empereur de Russie a déjà accordés éventuellement pour compléter, avec les 600,000 que j'ai touchés, 1,000,000. Jugez de l'importance que j'attache à recevoir une heure plus tôt ces secours. Grâce à mes économies sévères, j'ai encore 200,000 francs des 600,000 que forme le subside du trimestre.

Si l'on m'envoie d'Égine la gazette qui renferme ma réponse à la communication de Messieurs les résidents des cours alliées, je la joindrai ici. Dans le cas contraire vous la recevrez sous peu de jours.

M. de Rouen et ses employés m'ont fait comprendre que ma réponse serait mal accueillie. A qui en est la faute? J'ai conjuré Messieurs les résidents de vouloir bien discuter avec moi leur communication. Je leur aurais proposé des termes moyens. Chacun de nous aurait rempli ses devoirs, et le public ne serait nullement instruit de nos débats diplomatiques. Le prince, et par son entremise les cours alliées, auraient pris connaissance des vœux de la Grèce. Ces messieurs ont été inébranlables dans leur marche.

Je vous donne, mon cher Eynard, en passant cette notion préliminaire, pour qu'au cas de besoin vous soyez à même de ne pas laisser dans l'erreur les personnes qui m'honorent de leur bienveillance.

Je finis, parce que la poste doit partir. Je vous recommande de ne pas m'oublier, et de penser que je compte les jours dans l'attente de vos nouvelles.

A M. l'Amiral Ricord.

Nauplie, $\frac{3}{15}$ mai 1830.

Je ne saurais assez vous exprimer ma reconnaissance du service important que vous allez rendre à ce pays.

Les Maïnotes, qu'avec grande peine j'ai pu ramener à l'ordre en établissant dans leurs provinces une administration, des gouverneurs civils et des tribunaux, commencent de nouveau à s'agiter. Leurs chefs, et notamment les Mavromichalis, sont les ressorts des mouvements qui se manifestent, depuis que la Grèce connaît les décisions des cours alliées sur son sort. Ces chefs et peu d'autres attachés à leur parti se proposent de porter le peuple en avant contre les fonctionnaires publics, dans la vue de détourner à leur profit les pauvres revenus publics de ces provinces, et de se montrer contraires au gouvernement actuel.

Des suggestions étrangères leur ont fait croire que de cette manière ils obtiendront la faveur et des avantages considérables de la part du prince souverain. La grande majorité cependant des habitants de Maïna a rejeté et rejette les perfides insinuations des Mavromichalis, et il

n'y a pas de jour que les primats de tous les villages ne m'offrent leurs armes pour anéantir le parti, et pour en arrêter et proscrire les chefs. Accepter ces offres, ce serait légitimer la guerre civile; ainsi je les ai constamment refusées, et je me suis efforcé de maintenir à Maïna la tranquillité et l'ordre par la seule action de l'autorité et de la force du gouvernement.

C'est dans cette vue que j'envoie aujourd'hui sur les lieux le sénateur Génovellis, qui a déjà exercé les fonctions de commissaire extraordinaire avec beaucoup de succès et à la satisfaction générale du pays, quelques chefs de parti exceptés.

La ville de Calamata est forte de la garnison du quatrième bataillon des troupes régulières, et M. Génovellis va se rendre à Marathonisi.

Puisque vous voulez bien, Monsieur l'amiral, faire une apparition dans ces parages avec le vaisseau de guerre le Wladimir, vous ajouterez un grand poids à la mission dont M. Génovellis est chargé.

Je ne doute pas que quelques primats de Marathonisi et des environs ne viennent vous présenter leurs respects. Il suffira que vous vouliez bien leur faire entendre que les cours alliées ont des stations en Grèce, afin de prêter au gouvernement leur coopération la plus active toutes les fois qu'il la leur demandera, afin de faire respecter les lois et les agents qui sont chargés de leur exécution.

J'avais prié l'amiral comte Heyden d'autoriser le ca-

pitaine Épentchin avec le vaisseau l'Alexandre Newsky, à paraître pour une quinzaine de jours à Marathonisi, à Calamata et à Kytriès. Le capitaine Épentchin a reçu en effet cet ordre, et il est maintenant à Poros pour y chercher des provisions.

Dans ces entrefaites et jusqu'à son arrivée, votre présence à Marathonisi fera le plus grand bien; elle encouragera la plus grande masse des habitants à demeurer invariable dans ses bonnes dispositions, et elle déjouera tous les petits complots des intrigants; peut-être contribuera-t-elle à ramener ces derniers sur la route du devoir. Je vous réitère par conséquent, Monsieur l'amiral, tous mes remerciements.

A M. le Chevalier Mustoxidis, à Egine.

Nauplie, $\frac{5}{17}$ mai 1830.

Je n'ai pas répondu, mon cher Mustoxidis, à votre bonne lettre du 31 mars; je ne vous ai pas félicité de l'arrivée de votre épouse; enfin je ne vous ai pas donné signe de vie, parce qu'à côté de mes misères ordinaires j'ai encore la diplomatie. Je vous écris ce peu de mots, parce que pour le moment j'en suis quitte.

J'espère que dans la journée de lundi Messieurs les résidents des cours alliées auront reçu les réponses que leur doit le gouvernement grec, et je pourrai alors faire

voile pour Égine, où je voudrais venir me reposer, ne fût-ce que pour peu de jours.

S'il nous faut publier toutes ces pièces (et je pense que nous ne pouvons pas nous en dispenser), vous aurez de quoi remplir vos colonnes. C'est moi qui vous remettrai ces pièces.

Dites à M. Condostavlos que c'est dans son intérêt, et par conséquent dans celui du gouvernement, que j'ai fait procéder à l'enquête, et il aurait grand tort de vouloir pour cela se retirer. Je lui conseille donc de se tenir tranquille. La seule manière de répondre aux nombreux parleurs de ce pays, c'est de ne leur faire répondre que par l'autorité légale.

Les médailles sont très-bien. Je crois qu'il faudra aussi en distribuer aux enfants de l'orphantrophe et à ceux des autres écoles. Vous verrez la circulaire que j'adresse à cette occasion aux maîtres d'Argos et de Nauplie. L'effet de cette mesure ne peut être que très-salutaire. Les Grecs sont sensibles, et la corde la plus forte est celle de l'amour-propre. Il s'agit de la toucher à propos. Selon moi la médaille donne aux élèves un double gage de l'intérêt que leur porte la patrie. Elle aime à les distinguer dans les écoles élémentaires, et à les voir sur la route qui les mène à l'école centrale.

Nous causerons ensemble de ce qu'il faudra faire à Syra, où l'examen a produit un immense résultat.

Je m'arrête ici à contre-cœur. Ma seule consolation c'est de m'occuper des enfants et des écoles.

A M. le Maréchal Maison, à Paris.

Nauplie, $\frac{12}{24}$ mai 1830.

J'ai mille actions de grâce à rendre à Votre Excellence de la lettre qu'elle m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 15 février.

Elle m'est arrivée par le courrier qui était porteur des actes de la conférence de Londres.

Ces communications m'ont donné un tel surcroît de travail, elles me placent dans une position si difficile, que je n'ose pas me flatter d'en sortir, à moins que le Ciel ne me donne de la force et des moyens que je ne me connais pas.

Je tâche néanmoins de remplir mes devoirs en bonne conscience, et je m'abandonne à la Providence et aux bénédictions des hommes qui vous ressemblent.

Hélas, Monsieur le marquis, qu'il y en a peu, mais fort peu ! Tous les jours je fais sur ce grand chapitre des expériences aussi affligeantes qu'instructives.

Vous ne croiriez pas quels sont les correspondants qui fournissent des articles au gazetier de Smyrne. Si un jour j'ai le bonheur de vous revoir, je vous les signalerai ; mais jusque-là je ne puis vous en dire davantage.

Les diatribes du journal de Smyrne, comme celles des autres gazettes qui sont de la même école et qui tendent au même but, ne peuvent pas m'atteindre ; aussi je ne

suis jamais descendu dans l'arène pour les combattre. Mais il n'en est pas de même de l'effet que ces gazettes produisent sur certains esprits, ou de l'usage qu'en font quelques hommes qui sont placés ici de manière à en imposer. Ces hommes se servent de ce moyen comme de tout autre, afin d'encourager l'esprit de parti et de troubler la tranquillité et l'ordre du pays. Ils se flattent de prouver alors par le fait que la Grèce est impatiente de secouer mon joug.

Aucune des manœuvres dirigées dans ce sens n'a répondu à l'attente des meneurs, et ils échoueront encore, bien entendu cependant qu'on ne me prive pas des secours pécuniaires que j'ai sollicités depuis le mois de mars, et que le prince Léopold hâte son arrivée en Grèce.

Je ne vous fatiguerai pas, Monsieur le maréchal, de détails ultérieurs sur ces pauvres combinaisons, dont vous avez vu sur les lieux les premiers effets; j'aime plutôt à vous exprimer ma gratitude pour les services que rend à ce pays le général Schneider. Il n'y a pas de jour qu'il ne donne au gouvernement une nouvelle preuve de son noble caractère, de sa franchise, de sa loyauté, et de l'intérêt qu'il nous porte.

Il est à espérer que Messieurs les ambassadeurs des cours alliées à Constantinople d'une part, et S. A. R. le prince Léopold de l'autre, ne me laisseront pas longtemps encore sans me procurer les moyens de m'orienter.

Si vous pouvez, Monsieur le maréchal, contribuer de votre côté à ce qu'on nous aide dans ce moment de crise, vous le ferez sans doute.

A M. le Chevalier Eynard, à Paris.

Nauplie, $\frac{12}{24}$ mai 1830.

Je vous envoie, mon cher Eynard, ci-jointe une réponse qui met en ordre notre correspondance d'office.

Je suis toujours dans l'attente de vos lettres et de vos secours. S. A. R. me laisse ignorer ses intentions, et ne m'envoie aucun subside. Mes moyens sont épuisés, et les intrigants vont grand train, dans l'espérance de provoquer des troubles et d'amener l'anarchie. Ainsi que je vous l'ai déjà dit, ils n'ont pas réussi et ne réussiront pas dans leurs coupables desseins, aussi longtemps que je pourrai payer régulièrement les marins, les soldats et les employés publics.

A force de persévérance dans le système d'une sévère économie, j'ai pu couvrir la dépense du trimestre qui est échu hier. La caisse a déboursé environ 500,000 francs, et l'armée est payée ; mais j'ai dû réduire la liste civile, et les employés ne reçoivent que la moitié de leur traitement en espèces, et l'autre leur est assurée dans trois mois. Malgré cette réduction, chacun reste à son poste, et l'administration continue d'aller passablement

bien. Notre état financier encourage les étrangers titrés et non titrés, qui s'obstinent à vouloir se mêler de nos affaires, et cette poignée de Grecs dont ils se sont entourés, pour créer ce que ces messieurs appellent une opposition.

Après avoir échoué deux fois depuis l'année dernière dans le projet de mettre l'armée en pleine insurrection, ils ont essayé, et ils s'efforcent même actuellement, de porter les provinces du Péloponèse à se refuser au paiement des impôts. C'est par les Mainotes et par les provinces de la Messénie qu'ils ont commencé leurs manœuvres. Heureusement que les Pétro-Bey, et d'autres misérables dont ils se sont servis, sont des instruments usés. Toutefois il a fallu prendre des mesures.

Le général Schneider a montré dans ces circonstances tout ce que peuvent dans un esprit droit et dans une âme noble les sentiments de l'honneur et du devoir. Aux premiers symptômes de la mutinerie, il m'a offert spontanément la coopération des troupes françaises. Je l'ai prié de les faire parader autour des villages, où des actes d'insubordination avaient eu lieu. Je vous assure que le seul mouvement de ses troupes produira un effet salutaire, et qu'il n'y aura pas besoin d'en faire davantage.

Comme si ces tracasseries ne suffisaient pas, les meneurs se sont tous groupés maintenant à Nauplie, et j'apprends que dans leurs conciliabules d'Égine ils ont arrêté de faire circuler en secret, au moyen de leurs émis-

saires, un écrit par lequel les signataires adressent leurs remerciements aux Puissances pour l'élection du prince Léopold, et supplient le prince de hâter son arrivée en Grèce.

On m'a parlé de cet acte, et j'ai répondu aux hommes qui en paraissent préoccupés, que la forme en était illégale; que le gouvernement s'était déjà acquitté de ce devoir, soit envers les Puissances alliées, soit envers le prince; et que si les citoyens voulaient de leur côté exprimer leurs sentiments et leurs vœux, pourquoi le feraient-ils en secret et par le moyen d'émissaires, et pourquoi ne s'adresseraient-ils pas au gouvernement? Celui-ci leur aurait offert le moyen de remplir cette tâche d'une manière honorable, en faisant signer l'adresse dans les bureaux des gouverneurs civils ou d'autres fonctionnaires publics dans toutes les provinces.

J'ignore ce qui adviendra de cette nouvelle intrigue. Elle me paraît cependant encouragée et dirigée sous main par une espèce de diplomatie que je ne veux pas qualifier. Ce que je déplore le plus, c'est que la Grèce en portera les conséquences funestes, sans que personne puisse en tirer aucun profit, ni pour le présent ni pour l'avenir.

La haute politique semble redouter les prétentions constitutionnelles des insurgés grecs, dont elle a fait un état indépendant. Elle a improuvé tacitement et le congrès d'Argos et les institutions dont cette assemblée a osé poser les bases. Aussi Messieurs les résidents des cours

alliées m'ont-ils souvent entretenu de leurs alarmes, si, pour répondre à leurs communications, je convoquais le congrès. Or d'où vient que ces messieurs ne s'alarment nullement des adresses signées par des citoyens sans aveu, lesquels prétendent à leur tour représenter la nation et parler en son nom?

Mais il y a plus. Quelques-uns de ces messieurs, en s'entretenant avec moi de ces adresses, non-seulement ne s'en sont point montrés alarmés, mais ils m'ont paru ne pas les désapprouver. A l'un d'eux j'ai exprimé d'un mot seul toute ma pensée à cet égard : « Ce que vous me dites, Monsieur le baron, est un trait de lumière; je commence à être sur la voie, et vous m'y mettez. »

Jugez, mon cher Eynard, d'après cet aperçu comment ces messieurs et leurs clients préparent le terrain où le prince doit fonder le nouvel état. Ils divisent de plus en plus les Grecs qui composent l'administration actuelle, et ceux qui se sont placés en dehors. Ils créent un simulacre de pouvoir national à côté du pouvoir national réel, et ils prétendent par là choisir les Hellènes avec lesquels le prince Léopold organisera le pays et y affermira l'ordre et la tranquillité.

Toutes ces pauvres combinaisons n'ont qu'un seul but, et quelle que soit ma répugnance, je le signalerai. On veut faire accroire au prince et à l'Europe, que depuis que je m'acquitte de ma pénible tâche, rien n'a été fait que dans l'intérêt d'un parti et non dans l'intérêt de la nation tout entière, et que par conséquent la na-

tion est impatiente de secouer le joug de ma tyrannie , pour jouir réellement de la liberté et des droits que les souverains lui reconnaissent.

Ces pauvres esprits caractérisent ce qu'ils appellent mon parti, de parti russe, et par conséquent ils s'efforcent d'accréditer l'opinion que, si la conférence de Londres a restreint les limites du nouvel état, c'est pour ne pas donner à ce parti une force et une consistance, qui pourraient troubler la paix de l'Europe, mais qu'une fois ce parti chassé des affaires tout s'arrangera, sur le continent et sur la ligne maritime, selon les vœux des Grecs.

D'après ce plan, le prince se hâterait de faire table rase. Il considérerait comme non-venu tout acte de mon administration. Il fonderait dans d'autres principes son gouvernement, et surtout il se garderait bien d'appeler dans ses conseils ou dans l'exercice des fonctions publiques les hommes qui m'ont aidé dans mes travaux.

C'est avec cette monnaie qu'on paie, jusqu'ici sans succès, quelques coryphées et une nuée d'émissaires qui couvrent le pays. Le fait est que les meneurs étrangers et grecs ont appris avec peine que le prince Léopold comptait sur les services que je pourrais lui rendre. Ils font et feront tout au monde pour me mettre dans l'impossibilité de m'acquitter de ce devoir envers la Grèce et envers S. A. R. elle-même.

Je n'entretiens pas de ces détails le prince; mais je le ferai du moment que S. A. R. me témoignera le désir d'être informé par moi de ce qui se passe ici. Comme je

vous l'ai écrit, le prince m'a annoncé par sa lettre du mois de février qu'il allait m'écrire longuement. Je suis toujours dans l'attente des directions qu'il a bien voulu me promettre. Je lui ai adressé quatre volumineuses lettres. Je n'ai plus qu'à attendre ses ordres. Jusque-là veuillez vous-même, mon cher Eynard, faire part à S. A. R. de la présente.

La Porte a accédé au protocole; mais rien ne paraît arrêté encore quant au mode d'exécution. Je fais des vœux bien sincères pour que les négociations se prolongent jusqu'à ce que le prince lui-même soit sur les lieux. Il dirigera alors les opérations relatives à tous ces arrangements; et ces arrangements s'exécuteront, sans que de nouvelles complications compromettent encore une fois les grands intérêts qu'on a voulu concilier par les transactions de Londres. Je ne cesserai pas de répéter ma profession de foi à cet égard, et puis il en sera ce qu'il plaira au bon Dieu.

Je suis de retour ici depuis quelques jours. Si je puis me débarrasser du courant des affaires, je continuerai ma tournée dans les provinces du Péloponèse. Le Courrier anglais dira que c'est pour achever les *coups d'état* dont il m'accuse.

Que ces braves gens sont mal informés! J'ai vu les articles par lesquels le Courrier français a répondu. Je joins ici les journaux qui renferment les actes sur lesquels porte l'accusation. Vous verrez s'il s'est agi de faire minuter une constitution au sénat, ou des mesures

qui entravent l'exécution des vues des cours alliées. D'ailleurs les travaux dont le sénat doit s'occuper sont prescrits par les décrets du congrès d'Argos, et ces décrets datent du mois de juillet de l'année dernière, et non du mois de février de cette année.

Les articles cependant du Courrier anglais sont remarquables, et il est bon d'en prendre acte, parce qu'ils jettent un grand jour sur les menées dont je viens de vous donner un aperçu.

A M. G. Mauromatis, Commissaire extraordinaire des Sporades occidentales.

Nauplie, $\frac{18}{30}$ mai 1830.

Je reçois à l'instant votre lettre du 15, et je ne tarde pas à vous répondre.

L'adresse dont vous me parlez m'est connue; quelques-uns des signataires sont même venus m'en faire des excuses. Je n'ai pas douté que les coryphées de cette manœuvre feraient aussi chercher des signataires à Hydra et à Spetzia.

Je ne vois dans cet acte qu'une intrigue diplomatique qui a pour but de faire accroire aux cabinets que la réponse du gouvernement et le mémoire du sénat ne sont pas conformes aux vœux de la nation.

Ces hommes qui signent ces adresses se constituent

eux-mêmes les organes légitimes du pays. Un autre intérêt les presse. En se mettant à ma place, en mesurant mes sentiments d'après les leurs, et en jugeant de même du prince Léopold, ils ont espéré et ils espèrent ou que je les arrêterais court dans leurs menées par quelque acte de rigueur, ou que je me fâcherais au point de quitter mon poste, ou enfin que le prince croyant que je suis réprouvé par ces messieurs, qui se disent la nation, m'engagerait à quitter la Grèce.

Ils se trompent très-grossièrement dans tous ces calculs. Je les laisse faire. Ils se jettent volontairement dans un borbier dont ils ne sortiront pas. Ils deviennent par conséquent eux-mêmes les instruments de leur propre punition.

Je ne me fâche pas, parce que j'ai cinquante-quatre ans, et que j'ai assisté pendant ma carrière publique à bien d'autres changements de décoration sur la scène du monde. J'ai vu l'homme dans de pareilles situations. Je connais aussi l'école à laquelle malheureusement se sont formés les Grecs qui prétendent être en première ligne dans leur pays. J'ajoute à cela les suggestions dont la politique étrangère environne ces pauvres gens, et je ne m'étonne nullement qu'ils aient perdu la tête.

Je leur ai parlé clair comme de coutume, et je leur ai bien démontré que rien de tout cela ne m'affecte au point de me faire transiger avec mes devoirs. C'est pour cela, et parce que j'aime à m'en acquitter en conscience, que moi le premier j'ai prévenu le prince de tout ceci,

et que je l'ai prié très-instamment de hâter son arrivée en Grèce. Je lui ai parlé de ces intrigues depuis les derniers jours du mois de mars.

Dans cet état de choses vous n'avez d'autre direction à suivre que celle dont je suis décidé de ne pas m'écarter moi-même. Vous ne ferez rien pour empêcher qui que ce soit de signer telle adresse que l'on voudra. Il est néanmoins de votre devoir de vous expliquer d'une manière loyale et franche envers tous ceux qui vous en parleront tant à Hydra qu'à Spetzia.

Vous leur direz qu'un acte semblable, par sa forme et par le mystère dont on s'efforce de l'envelopper, ne se caractérise que trop. Que si les primats ou d'autres citoyens croient devoir dans ces circonstances expliquer directement leurs sentiments et leurs vœux au prince souverain, ils doivent avant tout en témoigner le désir au gouvernement, et ils ne doivent pas douter qu'il approuvera toujours que ces citoyens répètent eux-mêmes les sentiments et les vœux qu'il a exprimés au nom de la nation. Hors de cette marche il n'y a qu'intrigue et déconsidération pour les hommes qui s'y prêtent.

Ce devoir rempli, chacun fera ce que bon lui semble, bien entendu que la tranquillité et l'ordre n'en soient pas troublés.

Je viens de vous expliquer toute ma pensée, et vous la comprendrez aisément, parce qu'elle est simple et vraie.

*A M. M. les Commissaires extraordinaires
J. les Gouverneurs provisoires.*

Nauplie, $\frac{21 \text{ mai}}{2 \text{ juin}}$ 1830.

Quelques citoyens, qui cherchent à se placer en première ligne dans leurs pays, ont pensé qu'il était de leur devoir d'exprimer directement à S. A. R. le prince Léopold les sentiments de gratitude que leur inspirent les bienfaits des Puissances alliées, et les vœux qu'ils forment pour que ces bienfaits s'accomplissent par l'organe de S. A. R. elle-même. Ils la supplient par conséquent de se rendre une heure plus tôt au sein de sa nouvelle patrie.

Vous trouverez ci-jointes les copies de deux de ces adresses.

Plus nous désirons que les Grecs se montrent aux yeux de leur souverain dignes des destinées auxquelles la Providence les appelle, et plus nous regrettons que quelques-uns d'entre eux méconnaissent dans cette circonstance ce qu'ils se doivent à eux-mêmes, afin d'atteindre honorablement le but qu'ils se proposent. Ils l'auraient atteint ce but, si, forts des intentions pures et nobles dont ils doivent être animés, ils avaient su apprécier dans tous ses rapports l'importance de leur démarche. Ils auraient reconnu qu'il appartenait au gouvernement seul de lui imprimer un caractère légal, et que ce n'était

que sous de telles formes qu'elle pouvait être agréable à S. A. R. Ils nous auraient alors fait part de leurs intentions, et nous leur aurions offert les moyens de les réaliser, en nous chargeant de porter à la connaissance de S. A. R. l'expression de leurs vœux.

Loin de suivre cette direction, les citoyens dont nous déplorons l'égarement ont préféré peut-être se conformer à des conseils étrangers aux véritables intérêts de la Grèce. Ils ont délibéré sur l'acte dont il s'agit dans des conciliabules secrets. D'obscurs émissaires ont mendié des signatures, et c'est enfin sous une sauvegarde qu'ils n'osent avouer, qu'ils se sont empressés de les faire parvenir à S. A. R.

Le prince en sera peiné, comme nous le sommes; mais S. A. R. ne doutera pas, comme nous n'en doutons pas non plus, que plusieurs signataires ont été entraînés dans le piège à leur insu, ou en subissant l'influence des insinuations dont ils ne sont pas en état d'approfondir la nature.

Vous recevez aujourd'hui ces informations, parce qu'il est de notre devoir d'en instruire les citoyens du département que vous administrez.

Après leur avoir donné lecture des présentes, vous leur déclarerez que vous êtes autorisés à légaliser et à nous transmettre les adresses qu'ils désirent mettre sous les yeux de S. A. R., afin de lui témoigner les sentiments de la reconnaissance dont les pénètrent les bienfaits des Puissances alliées, et de lui exprimer en même

temps les vœux qu'ils forment pour que S. A. R. hâte son arrivée en Grèce.

Interprètes de ces sentiments et de ces vœux, nous les avons déjà exprimés au prince, dès le moment que nous avons reçu les lettres dont il nous a honorés dans le mois de février. La nation est trop unanime dans la confiance sans bornes que lui inspirent les intentions généreuses dont S. A. R. s'est déjà plu à lui donner des gages, pour ne pas être persuadée qu'appelé par les Puissances à gouverner la Grèce, le prince Léopold peut seul désormais faire avancer l'œuvre de sa régénération politique, sur la base des droits inhérents à un état complètement libre et indépendant.

Nous terminerons, en vous engageant encore une fois à ne pas laisser ignorer aux citoyens de votre province le point de vue sous lequel le gouvernement envisage la démarche que quelques-uns d'entre eux viennent de faire auprès de S. A. R.

Vous les assurerez en même temps que les adresses qu'ils rédigeront d'après les formes que nous venons d'indiquer, nous seront exactement transmises, et que c'est avec une véritable satisfaction que nous les ferons parvenir à leur destination.

A. S. A. R. le Prince Léopold.

Nauplie, $\frac{24 \text{ mai}}{5 \text{ juin}}$ 1830.

Ce n'est qu'aujourd'hui que je reçois la lettre du 22 avril, dont Votre Altesse Royale a bien voulu m'honorer.*

* *Lettre de S. A. R. le prince Léopold de Saxe-Cobourg à S. E. le comte Capodistrias.*

Paris, 22 avril 1830.

Mon cher comte, Il s'offre une occasion de vous écrire, et je la saisis avec empressement.

Le chevalier Eynard m'a donné de vos nouvelles, et vous aura tenu au courant. Une affaire bien importante m'occupe dans ce moment-ci. Les Puissances ont exprimé le désir de voir la Grèce indépendante; pour des moyens physiques, elles ne lui en ont point accordé; il faut donc y suppléer par les ressources pécuniaires qui lui donneront une force morale. Dans ceci il ne s'agirait pas seulement du budget, mais de créer cette existence saine qui manque encore au pays.

Vous vous souviendrez que l'ancienne proposition avait été de garantir une rente de 3,000,000 de francs à la Grèce, ce qui lui aurait donné un capital d'au moins 75,000,000. J'ai été bien plus modeste que cela; je ne demande qu'un emprunt de 60,000,000. Cependant on se refuse à cet arrangement, et on veut limiter l'emprunt à 36,000,000.

Je me suis prononcé contre cet arrangement, puisque le capital ne me paraît pas suffisant, et qu'il faut pourtant un peu songer à la possibilité de se débarrasser en quelque sorte de l'ancienne dette. J'ai déclaré que je résignerai, si on ne m'écoute pas, et le coup décisif doit être bientôt porté.

Il est donc possible que la chose soit rompue; peut-être il vous arrivera finalement un autre prince. Je puis cependant en conscience vous

Celles de M. Eynard qui l'accompagnent portent la date du 30, et m'annoncent que la grande affaire de l'emprunt a été enfin décidée selon les vues sages et bienfaisantes de Votre Altesse Royale. M. Eynard m'envoie aussi 154,000 francs, et j'aurai par conséquent de quoi pourvoir aux besoins les plus pressants de l'administration pour quelques jours encore.

Si Votre Altesse Royale a reçu toutes les lettres que j'ai pris la liberté de lui adresser, en date du 6 et du 22 avril et du 24 mai, elle aura accueilli, j'espère, les vœux que je lui ai exprimés sur la nécessité d'envoyer de prompts secours, ainsi que de hâter, mon prince, votre arrivée en Grèce.

Cette nécessité devient tous les jours plus urgente, et Votre Altesse en aura la preuve en jetant les yeux sur les documents ci-joints.

Je déplore les menées odieuses, par lesquelles on s'efforce de présenter sous un jour défavorable l'état intérieur de la Grèce. Néanmoins il est assez satisfaisant, et

dire qu'il sera difficile à qui que ce soit d'avoir les véritables intérêts de la Grèce plus à cœur que moi je les ai eus.

J'ai entendu dire qu'on avait exprimé de la répugnance par-ci par-là de m'avoir pour souverain. Je vous supplie de me faire connaître la vérité, car pour rien au monde je ne voudrais être imposé aux Grecs.

Le véritable traité doit encore se faire; on paraît désireux de m'éloigner, mais je vois qu'il est urgent pour les intérêts de la Grèce qu'il se fasse pendant que je serai à Londres, où je me rends incessamment.

Agréez l'expression de ma sincère amitié, ainsi que de la haute considération avec laquelle je suis, mon cher comte, votre très-dévoué

LÉOPOLD.

Votre Altesse en aura la conviction, lorsqu'elle sera sur les lieux.

Dans mes lettres particulières j'ai exprimé avec une entière franchise à Votre Altesse Royale mon opinion respectueuse sur la confiance que la nation place, mon prince, dans les nobles intentions que vous avez manifestées par votre lettre du 28 février, et que celle à laquelle je réponds confirme, s'il se peut, d'une manière encore plus rassurante.

Je suis dans l'attente des ordres de Votre Altesse, pour connaître l'époque et le lieu de son embarquement. Les bâtiments grecs qui viendraient à sa rencontre sont prêts.

Je me réserve sous peu de jours de vous entretenir plus en détail, mon prince, des intérêts de ce pays qui doivent fixer avant tout l'attention et la sollicitude de Votre Altesse Royale.

A M. le Chevalier Eynard, à Paris.

Nauplie, $\frac{24 \text{ mai}}{5 \text{ juin}}$ 1830.

Vos lettres, mon cher Eynard, du 23 et du 30 avril ne me sont arrivées qu'aujourd'hui. Vous voyez que notre correspondance ne va pas au gré de nos vœux. Il faut prendre patience et passer par là.

Vos 154,860 francs arrivent à point, car il n'y avait

plus dans la caisse que quelques centaines de talaris. Je m'en servirai par conséquent pour les besoins de l'administration, sauf à destiner plus tard aux écoles et à l'agriculture une somme égale, que je prendrai sur le secours de 1,200,000 francs que vous avez sollicité de la conférence de Londres, et que je vous recommande très-instamment de me faire parvenir le plus tôt possible.

C'est depuis le 7 mars aujourd'hui la première fois que je reçois de vos nouvelles. Veuillez par la suite me dédommager de ce long silence.

Je joins ici une lettre pour S. A. R. que je vous prie de lui transmettre.

Je n'ai pas d'expression, mon cher Eynard, pour vous remercier de toutes les preuves d'intérêt que vous donnez à ce pays.

A S. A. R. le Prince Léopold.

Nauplie, $\frac{30 \text{ mai}}{11 \text{ juin}}$ 1830.

Je prends la liberté de joindre ici les duplicata des deux lettres que j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Altesse Royale en date du 12 (24) mai et du 24 mai (6 juin).

Par cette dernière je me suis réservé, mon prince, de vous entretenir avec quelque détail de la situation dif-

ficile et critique où se trouve ce pays. Je m'acquitte aujourd'hui de ce devoir, en profitant d'un bâtiment de guerre russe qui se rend à Naples. Monsieur le comte de Panin a l'obligeance de me faire espérer que mon paquet arrivera promptement et sûrement entre les mains de Votre Altesse Royale.

Les subsides accordés par LL. MM. l'empereur de Russie et le roi de France couvrent notre déficit jusqu'à la fin du mois de mars. Avec ces fonds j'ai néanmoins pu faire payer le trimestre de la solde à l'armée, et fournir aux dépenses de tous les services, jusqu'au moment où la générosité de M. Eynard est venue me procurer les moyens de soutenir encore pour quelques jours l'administration. Je viens de recevoir de sa part environ 150,000 francs; mais cette somme est déjà presque épuisée. Les revenus de l'état nous offriraient des ressources; mais elles sont incertaines, à raison des efforts que les intrigants ne cessent de faire pour paralyser le gouvernement. Ces hommes de malheur sont encouragés, et aujourd'hui ils se montrent avec une effronterie qui serait redoutable, si le peuple ne les connaissait déjà. Cependant les moyens de séduction dont ils se servent peuvent à la longue avoir du succès, surtout si le gouvernement n'est pas mis en mesures de payer régulièrement l'armée et les employés.

La bande des meneurs se compose de quelques étrangers, qui faute de jugement et de bonne conduite ont échoué dans tout ce qu'ils ont cru pouvoir entreprendre

dans ce pays. Elle se compose aussi d'une poignée de Grecs, auxquels une mauvaise conscience impose la nécessité de chercher hors de la nation l'influence et le crédit, qu'ils ont perdus dans l'opinion de la grande masse de leurs concitoyens.

Tant que leurs moyens d'action se réduisaient aux diatribes du journal de Smyrne, les conséquences n'en pouvaient nullement devenir funestes à ce pays; et alors je n'ai jamais pensé qu'il convînt à la dignité du gouvernement de descendre dans une arène semblable pour les combattre. Mais depuis que les actes de Londres nous ont été communiqués, et que Votre Altesse Royale a daigné m'écrire sa lettre du 16 (28) février, ils ont multiplié leurs attaques, non-seulement dans le journal de Smyrne, mais ils ont commencé à agir directement sur toutes les classes. Ils leur prêchent des doctrines qui feraient fortune, si le peuple avait moins de bon sens et de sagacité.

Ils disent aux Rouméliotes : « Secouez le joug d'un gouvernement qui vous livre aux Turcs. Prenez les armes; appelez un homme fort et habile à votre tête, et montrez-vous décidés à périr plutôt que de vous soumettre ou de quitter vos foyers. »

Aux employés : « Pourquoi renoncez-vous à l'avenir que vous promet un nouvel ordre de choses? Vous servez le président : donc vous serez écartés, proscrits. »

Aux marins : « Demandez les indemnités que vous doit l'état. Le président a reçu des sommes considéra-

bles; il les emploie à bâtir des palais, et à soudoyer des émissaires. »

Aux laboureurs : « Pourquoi payez-vous les impôts ? Le prince vous en délivrera pour quelques années, afin de vous donner les moyens de vous refaire. C'est pour cela qu'il n'arrivera en Grèce qu'avec des millions. »

Aux anciens clephtes : « Délivrez-vous une heure plus tôt du gouvernement actuel. Prouvez qu'il n'a plus d'autorité sur vous; faites votre ancien métier: dépouillez les voyageurs. »

J'ai fait procéder à une enquête, et elle m'a fourni jusqu'ici plusieurs notions, qui ne me laissent pas de doute sur le but auquel tendent toutes ces machinations. Ce but, ainsi que je l'ai fait observer à Votre Altesse Royale, est toujours le même. On veut me forcer à quitter mon poste avant même l'arrivée de Votre Altesse Royale, ou du moins rendre impossible la continuation de mon séjour en Grèce, lorsque vous aurez, mon prince, pris la direction des affaires. Ma présence et les témoignages que je puis donner sur les choses et sur les personnes, feraient peut-être envisager à Votre Altesse Royale l'état intérieur de ce pays d'une manière peu favorable aux combinaisons et aux espérances de cette poignée d'intrigants.

Si Votre Altesse Royale m'honore de sa confiance, et si elle ne doute pas de la vérité des faits dont je viens de l'entretenir, elle jugera encore une fois combien sont fondés les motifs qui me portent à la supplier de se

rendre une heure plus tôt en Grèce. Si toutefois des considérations d'un ordre supérieur vous forçaient, mon prince, à différer pour quelque temps encore votre départ, veuillez au moins me transmettre un acte qui, en proclamant vos intentions, servira plus que toute autre mesure à déjouer de coupables manœuvres, et à préserver ce pays du désordre.

Je ne fatiguerai pas Votre Altesse Royale, en lui démontrant l'urgence des secours que j'ai sollicités. J'aime à espérer que, grâce à votre bienveillante intercession, mon prince, la démarche de M. Eynard auprès de la conférence de Londres aura obtenu à cette heure un plein succès.

La circulaire que j'ai adressée à tous les gouverneurs civils de l'état produira un effet salutaire. Toutes les provinces exprimeront maintenant dans des formes légales des vœux qui ne peuvent être qu'agréables à Votre Altesse Royale.

A M. le Général Schneider.

Nauplie, $\frac{9}{21}$ juin 1830.

M. Fabriguette m'a remis hier la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 3 du courant. Quoique d'ancienne date, je l'ai lue avec toute l'attention qu'elle mérite. car elle m'apporte encore de nou-

veaux gages de l'intérêt bienveillant qu'il vous plaît, Monsieur le général, de vouer à ce pays, et au succès des efforts que fait le gouvernement pour tâcher de maintenir l'ordre et la tranquillité.

Plus j'attache de prix à votre noble coopération et à vos conseils, et plus je dois regretter que votre dépêche ne me soit pas parvenue plus tôt. Si je l'avais reçue en son temps, j'aurais saisi avec empressement l'occasion de vous entretenir de vive voix des affaires de Sparte. Peut-être auriez-vous partagé alors mon opinion à leur égard, ou du moins les informations dont vous m'auriez fait part m'auraient engagé à partager la vôtre.

Les officiers qui ont parcouru la basse Messénie, ainsi que les émissaires que vous y avez envoyés, auront sans doute recueilli des renseignements ; mais le point essentiel est de savoir où ils les ont puisés, et quels sont les Spartiates qui leur ont annoncé que le pays avait un grand éloignement pour le sénateur Génovellis. Il s'agirait en second lieu de savoir si c'est là la véritable cause du désordre qui menaçait cette province.

J'ai aussi des informations sur l'état intérieur de Sparte, et elles datent du mois de janvier de l'année 1828. J'ai sous les yeux les rapports des démogéronties et des capitaines de toute la province ; j'ai causé moi-même avec un grand nombre d'entre eux. J'ai enfin le témoignage irrécusable d'une série de faits ; et c'est sur ces données que je suis fondé à reconnaître que ce n'est pas le pays qui ne veut pas de M. Génovellis, mais les

seuls Mavromichalis, et M. Zanétakis, lequel paraît s'être joint aux premiers, non depuis la nomination de M. Génovellis, mais depuis que feu le général Mourzinos a occupé la place de sénateur.

Quel est le lien qui unit cette poignée d'hommes contre l'autorité du gouvernement? quel est le but de leurs intrigues? Ce sont encore les faits qui répondent. Les Mavromichalis accusés de piraterie par M. Godebont, sujet français, et condamnés par le tribunal compétent à l'indemniser, ont eu recours à l'intervention du résident de France, pour obtenir que le gouvernement se chargeât de leur affaire. M. de Saint-Denis, qui était alors le dépositaire des subsides de S. M. T. C., me proposa de faire une retenue de 50,000 francs pour le paiement de M. Godebont. J'y consentis, parce qu'il m'eût été impossible d'agir autrement sans compromettre d'autres intérêts. Je le fis aussi dans l'espoir que cet acte de bonté engagerait les Mavromichalis à prendre part avec leurs concitoyens aux avantages qu'il est au pouvoir du gouvernement de leur accorder.

L'aîné de la famille, Pierre, a été employé dans des places du premier ordre, et ses frères auraient été appelés à remplir des fonctions tant militaires que civiles dans la province, s'il y avait eu moyen de modérer leurs prétentions. Toutefois le gouvernement a été indulgent et généreux à leur égard. Il leur a successivement accordé des subventions, qui depuis deux ans s'élèvent à 200,000 piastres.

Eh bien ! ces hommes ne cessent de se considérer comme formant une puissance, et de se livrer à des excès criminels. Ils se sont emparés plus d'une fois déjà des revenus des douanes, en délivrant des assignations sur leur frère Pierre Mavromichalis, et déclarant que ce dernier les recevrait à compte des indemnités que lui doit la nation.

Toute la question est là. M. Génovellis connaît plus que tout autre les pauvres ressources financières du pays, et il est en état de les faire connaître au gouvernement, comme il l'a fait pendant son administration précédente. Il a accès dans l'opinion du peuple et de la grande majorité des citoyens, qui n'est nullement disposée à se ranger sous la bannière des Mavromichalis. Ce gouverneur ne peut pas être par conséquent dans les bonnes grâces de ces derniers. Eux, et non le pays, éprouvent donc pour lui de l'éloignement. Mais il y a plus.

Calamata est depuis l'année dernière le foyer d'une intrigue dont le principe vient du dehors. Un étranger, Nami Montélaky, qui était fournisseur d'Ibrahim-Pacha et qui demeurait à Zante, est venu s'établir à Calamata sous le prétexte d'y faire le commerce. A ce qu'on prétend, il a débuté par prêter des sommes considérables tant en argent qu'en blé et en orge à plusieurs chefs maïnotes, et les Mavromichalis sont les plus avantagés, dit-on, dans ces avances. M. Montélaky s'est fait même fermier des revenus publics l'année dernière. Cette année il n'y a pas réussi.

Les agents du gouvernement n'ont pu jusqu'ici recueillir dans des formes légales assez de notions pour légitimer une mesure de police rigoureuse envers cet étranger. M. Génovellis, par sa sagacité et par une certaine influence que tout homme n'a pas en tout lieu, aurait pu presser le dénouement d'une enquête. Or c'est pour prévenir ce coup que la clique redouble d'efforts, afin d'empêcher le gouvernement d'envoyer M. Génovellis sur les lieux.

Tout ce que je viens de résumer ici est déduit d'une foule de rapports et de documents qui prouvent, je le répète, jusqu'à l'évidence que les Mavromichalis et une cinquantaine de leurs créatures qu'ils traînent à leur suite, redoutent seuls la présence de M. Génovellis.

Sans doute que cette poignée d'hommes peut grossir, surtout si on la laisse prêcher impunément la révolte et offrir aux Maïnotes l'appât des revenus publics. Jusqu'ici cependant elle n'a pas été écoutée, et pour l'anéantir à jamais je n'aurais qu'à déclarer coupables les Mavromichalis, et permettre aux autres capitaines d'exécuter contre eux les ordres du gouvernement. Cette offre m'a été faite et m'est réitérée chaque jour. Je l'ai rejetée et je la rejeterai constamment, ne voulant dans aucun cas avoir recours à des mesures extrêmes, dont les conséquences tôt ou tard deviendraient funestes pour la nation.

Loin de livrer Sparte à la guerre civile, ou l'administration de cette province aux Mavromichalis, il me sem-

ble que le gouvernement peut et doit suivre la marche qu'il a adoptée. Comme j'ai eu l'honneur de vous l'exposer, Monsieur le général, cette marche est tracée d'après des données positives. Cependant si celles que Votre Excellence a recueillies le sont davantage, je lui saurai un gré infini de me les faire connaître.

Le sénateur Génovellis n'est pas rappelé; mais devant occuper sous peu d'autres fonctions, un de ses collègues le remplacera, et les malheureux qui veulent leur propre perte et celle de leur pays seront alors plus et mieux connus.

Les détails dans lesquels je suis entré, Monsieur le général, vous prouveront, j'espère, tout le cas que je fais de votre opinion, et combien j'apprécie les sentiments généreux qui vous animent en faveur de la Grèce. Je crois vous en donner un nouveau témoignage, en vous priant de faire agir les mêmes personnes qui vous ont donné des éclaircissements sur ceux des Spartiates qui osent parler au nom de leur pays. Du moment qu'ils sauront que vous n'ignorez pas les motifs véritables de leur conduite, ils feront un retour sérieux sur eux-mêmes, et vous leur aurez procuré ainsi des moyens pour leur propre salut.

*A M. Colettis, Commissaire extraordi-
naire des Sporades orientales.*

Nauplie, $\frac{15}{27}$ juin 1830.

Le gouvernement vient de recevoir votre rapport sous le numéro 6,293. Quelle que soit la peine que nous font éprouver les observations qu'il renferme, il n'est pas en notre pouvoir de prendre d'autres mesures, relativement à la situation où doit nécessairement se placer l'administration publique dans l'île de Samos.

Les députés de cette île peuvent bien alléguer leurs droits. Ils peuvent aussi protester contre les décisions des cours alliées; mais c'est à tort qu'ils accuseront le gouvernement d'avoir dépassé ses pouvoirs, ou en d'autres termes d'avoir abusé de la confiance de la nation dont il est le dépositaire.

Il suffit à tout homme qui sait lire et comprendre, de jeter les yeux sur la réponse officielle que nous avons donnée aux communications des cours alliées; il lui suffit d'en faire autant sur le mémoire du sénat, pour se convaincre que le gouvernement a rempli tous ses devoirs sans désespérer du salut commun, et sans compromettre ce salut par des déclarations pour le moins imprudentes.

Pénétré de cette vérité, comme vous devez l'être, vous ne négligerez sans doute, Monsieur, aucun effort

pour la faire connaître et apprécier aux habitants de Samos.

Quelles que soient au reste les délibérations de leur assemblée, le gouvernement ne pourrait dans aucun cas, nous vous le répétons, changer de direction. Quand même par des actes de violence les Samiens retiendraient captifs les fonctionnaires publics du gouvernement grec dans leur île, en quoi cela les avancerait-il, lorsque sur la demande des représentants des cours alliées le gouvernement serait obligé de déclarer que ces fonctionnaires n'ont plus de rapport avec lui, et qu'il ne leur fournirait ni mandat, ni instruction, ni argent? Cette mesure serait extrême; mais elle deviendrait inévitable, du moment que les résidents des cours alliées et les amiraux recevraient l'ordre d'exécuter les clauses du protocole du mois de février.

Nous sommes à la veille de voir arriver ici les firmans et les commissaires ottomans, à moins que cet envoi ne soit retardé par l'abdication que S. A. R. le prince Léopold vient de donner de la souveraineté de la Grèce. Cet acte porte la date du 21 mai (nouveau style). Nous ne le connaissons que par des voies confidentielles et par les gazettes. Lorsqu'il nous sera annoncé officiellement, peut-être recevrons-nous en même temps d'autres communications qui nous feront mieux saisir l'ensemble des motifs qui ont donné lieu à ce grand événement. Peut-être que nous pourrions en entrevoir quelques-unes des conséquences.

Jusque-là cependant nous devons suivre invariablement la ligne de conduite que nous nous sommes tracée ; et vous devez, Monsieur, à votre tour ne pas vous écarter de celle que vous marquent les directions que vous avez reçues par le retour de M. L. Logothétis.

L'administration de Samos étant replacée sur la base qu'elle avait avant votre nomination de commissaire extraordinaire des Sporades orientales, le pays ne peut aucunement souffrir, puisqu'il n'avait pas souffert antérieurement. Sa position envers l'état Grec reste la même, et elle ne changera que lorsque le gouvernement sera invité d'une manière péremptoire par les agents des cours alliées à n'avoir plus de relation avec cette île.

Telles sont, Monsieur, les instructions que nous vous donnons en réponse à votre rapport, et nous vous réitérons la recommandation de vous y conformer. Nous ne doutons ni du zèle ni de la prudence dont vous ferez preuve dans cette occasion.

A. M. l'Amiral Heyden.

Nauplie, $\frac{17}{29}$ juin 1830.

L'escadre russe a déjà quitté ces parages, et Votre Excellence va la suivre. La Grèce habituée à regarder sa présence et la vôtre comme un grand bienfait, doit par l'organe de son gouvernement vous exprimer, Monsieur

l'amiral, ses sentiments de gratitude pour la part généreuse que, conjointement avec tous les officiers sous vos ordres, vous avez prise à sa restauration.

Épuisée par de sanglants efforts et par l'anarchie, elle avait les yeux fixés sur les escadres des Puissances alliées, lorsqu'il y a bientôt trois ans elles vinrent réunies croiser devant les rivages de la Messénie. Dans la journée à jamais mémorable du 8 (20) octobre, la victoire les couronna de lauriers immortels. Votre vaisseau dégréé et jonché de cadavres attestait que dans le combat le danger avait égalé la valeur.

Par ses représentants la nation s'est empressée d'exprimer le désir de perpétuer la mémoire de tant d'exploits, ainsi que sa reconnaissance. Le congrès d'Argos a décrété l'érection d'un monument, et la création de l'ordre du Sauveur, dont il m'a autorisé à vous offrir les insignes de la première classe. Vous n'ignorez pas, Monsieur l'amiral, les motifs qui m'ont empêché jusqu'ici d'acquiescer envers vous, et envers les officiers que vous désignerez au gouvernement grec, cette dette de la reconnaissance nationale.

Je dois donc, quoiqu'à regret, me borner aujourd'hui à être auprès de Votre Excellence l'interprète des vœux et des bénédictions dont vous accompagnez les habitants de toutes les provinces de l'état, et notamment de celles où vous avez fait un plus long séjour.

Poros était naguère encore un bourg pauvre, n'ayant pas un chemin praticable, ni un seul établissement pu-

blic. Vous choisîtes sa rade comme point de réunion de l'escadre, et bientôt l'on vit cette île naître à une vie nouvelle. Les vastes constructions entreprises par les ordres de votre auguste souverain procurèrent des moyens honorables d'existence à une foule de malheureux et à un grand nombre d'ouvriers. Dans l'espace de quelques mois, grâce à l'accroissement de l'aisance générale parmi ses habitants et à de généreuses souscriptions ouvertes parmi les officiers de la flotte, des rues furent percées, des places et des quais établis, une grande école bâtie et organisée.

Quant à vous, Monsieur l'amiral, non-seulement à Poros, mais à Égine, à Nauplie, vous avez voulu aussi laisser des gages de la bienfaisance qui vous caractérise. L'orphelinotrophe, l'hôpital, et d'autres établissements d'utilité publique, vous doivent d'abondants secours. Enfin les malheureux et les indigents n'ont jamais imploré votre charité sans en obtenir des consolations.

En retour de tous les biens que vous avez opérés en faveur de ce pays, votre nom y sera chéri et vénéré; et une fois rendu auprès de votre auguste souverain vous trouverez, Monsieur l'amiral, la plus douce des récompenses dans la bienveillance de l'empereur, qui daignera, la Grèce l'espère, accueillir avec bonté les hommages de la reconnaissance qu'il est de son devoir de vous offrir pour tous les services éminents que vous, Monsieur l'amiral, ainsi que les officiers sous vos ordres, lui ont rendus, en remplissant ainsi les généreuses intentions de S. M. I.

A M. le Chevalier Eynard, à Paris.

Nauplie, $\frac{20 \text{ juin}}{2 \text{ juillet}}$ 1830.

Vos dernières lettres, mon cher Eynard, sont de la date du 30 avril. Depuis lors plusieurs bâtiments français sont arrivés à Modon. Tout le monde a reçu des lettres et des journaux jusqu'à la date du 30 mai. L'un de ces bâtiments, à ce que vient de m'écrire M. le général Schneider et de me confirmer l'amiral de Rigny, m'apporte 300,000 francs de votre part. Manquant d'informations relativement à ce secours, je le recevrai comme un bienfait de la Providence, et j'attendrai sans inquiétude que vos lettres me l'expliquent.

Celles que je vous ai adressées précédemment par duplicata, et la nouvelle de l'abdication du prince Léopold, que je ne connais que par les gazettes, vous donnent la mesure de la crise que subit dans ce moment la Grèce. Avec l'aide de Dieu elle en sortira honorablement, du moins je l'espère, si vous continuez à l'aider.

Les intrigants qui ont comploté pour adresser sous le voile du mystère l'expression de leurs vœux au prince Léopold, ont été complètement déjoués par ma circulaire, et par les adresses légales et publiques que toutes les provinces m'ont envoyées, dans le noble but de témoigner aux Puissances alliées leur reconnaissance, et au prince Léopold les espérances que leur ont fait concevoir les sen-

timents généreux qui l'animent en faveur de sa nouvelle patrie. C'est au moment où je comptais publier par les journaux ces adresses, c'est lorsque j'allais les envoyer en original à S. A. R. que j'apprends son abdication. Ces documents restent en dépôt aux archives, et le temps me dira quel est l'usage que je pourrai en faire.

La communication qui notifie aux cours alliées l'abdication de S. A. R. n'articule aucune des observations que j'ai pris la liberté de faire au prince, afin de l'engager à se rendre sans retard sur les lieux. La première partie de mes dépêches et de mes lettres particulières lui rendait compte avec loyauté et franchise des difficultés. La seconde lui proposait le moyen de les aplanir; et ce moyen, je le répète encore, dans l'état actuel des choses ne peut plus se trouver qu'entre les mains du nouveau gouvernement de la Grèce, c'est-à-dire entre celles de S. A. R., si elle n'avait pas renoncé, ou de tout autre qui acceptera la souveraineté de ce pays.

Les intrigants se gardent bien de croire à la sincérité de mon opinion sur cette grande question. Ils s'efforcent au contraire de la rendre suspecte, et les agents de je ne sais pas trop quelle Puissance étrangère, les ont encouragés, et les encouragent aujourd'hui plus que jamais, à redoubler d'activité dans des menées odieuses. Ces menées ont pour but de faire considérer ma réponse officielle, ainsi que les observations du sénat et mes dépêches au prince Léopold, comme autant de moyens dont je me suis servi pour porter le prince à abdiquer, et par consé-

quent pour ne pas quitter mon fauteuil de président. Que Dieu le leur pardonne!

Jusque-là cependant il faut maintenir l'ordre et prévenir l'anarchie, à laquelle les intrigants grecs et étrangers poussent cette malheureuse nation.

Ainsi que je vous l'ai dit, ils n'ont pas réussi, et j'aime à me flatter qu'ils ne réussiront pas non plus par la suite; mais pour cela il faut :

1°. Que les cours alliées ne tardent pas à donner à la Grèce un souverain.

2°. Que le secours de 1,200,000 francs soit envoyé dans le courant de juillet, ou tout au plus tard dans le mois d'août.

3°. Que les agents des cours alliées en Grèce reçoivent l'ordre de déclarer les intentions de leurs souverains relativement au gouvernement de la Grèce, jusqu'à ce que le nouveau souverain soit élu et prenne possession de la souveraineté.

A ces conditions je répons de la tranquillité du pays, et je ne me refuserai pas à continuer ma pénible tâche. Dans le cas contraire je ne répons de rien.

J'étais à ce point de la présente, lorsque enfin je reçois vos lettres du 24 et du 25 mai. Je vous en accuse aujourd'hui la réception par la voie ordinaire de la poste. Vos lettres sont restées au moins dix jours entre les mains du commandant de la Diligente. Il se peut que ce ne soit qu'une négligence de sa part, mais elle est bien malheureuse; et comme ces accidents se renouvellent presque à chaque

courrier qui arrive de France, je dois vous réitérer la prière de m'adresser vos lettres par la voie du commerce, ou par Marseille, ou par l'Italie.

Dieu vous rendra, mon cher Eynard, le bien que vous faites à ce pays. Vos 340,000 francs me mettent hors d'embarras et d'angoisse pour le mois de juin et peut-être aussi pour le mois de juillet.

Persévérez dans vos démarches, et faites en sorte que les secours que vous avez sollicités arrivent ; mais je le répète, qu'ils ne tardent pas au delà de quelques jours du mois d'août.

Je vais m'occuper de l'idée que vous m'annoncez. Il n'est pas aussi facile que vous le pensez de porter le sénat ou les provinces à prendre l'initiative sur le choix du souverain. Cependant je tâcherai de tirer parti des adresses que les provinces viennent de m'envoyer. Je verrai quelle est la communication que je pourrai faire, pour hâter les décisions définitives des cours alliées.

Sans doute les deux candidats qui paraissent en première ligne, c'est-à-dire le prince Frédéric des Pays-Bas et un prince de Bavière, doivent également réunir les suffrages de la Grèce. L'un est déjà très-avantageusement connu dans ses états, et par la place éminente qu'il occupe, et par les immenses services qu'il a rendus à la Hollande. L'autre a pour lui la reconnaissance qu'inspirent aux Grecs les bienfaits et l'intérêt bienveillant que leur a prodigués le roi de Bavière. Je verrai sous peu de jours si je puis adresser sur ces grandes questions un mémoire aux

cours alliées. En attendant, je vous autorise à vous servir du peu de mots que je vous adresse à cet égard, là où vous jugerez le plus utile.

A M. le Chevalier Eynard, à Paris.

Nauplie, $\frac{21 \text{ juin}}{3 \text{ juillet}}$ 1830.

J'ai déjà répondu, mon cher Eynard, à vos lettres du 24 et du 25 mai, et je vous ai adressé mes actions de grâces pour le secours de 340,000 francs que la Grèce doit à votre persévérante sollicitude. Dieu vous rendra le bien que vous lui faites.

Je profite aujourd'hui de l'obligeance de M. l'amiral de Rigny. Il a la bonté de m'avertir que le courrier qu'il expédie se chargera de la présente, et je la place sous les auspices de M. Litardi.

Je ne vous répèterai pas les raisons qui me portent à faire des vœux bien sincères et bien ardents, pour que les cours alliées ne tardent plus à procéder au choix du nouveau souverain, et à faire connaître aussi à la Grèce leurs intentions.

Il y aura nécessairement un intervalle entre le choix du souverain, son acceptation, et son arrivée en Grèce. Durant ce temps de crise, il est d'un grand intérêt que le pays reste tranquille, et que les Puissances puissent y exécuter leurs décisions, si la Porte n'élève pas de

difficultés à cause de l'abdication du prince Léopold.

Ce qui aurait été sans doute moins embarrassant et plus heureux sous ce rapport, c'eût été que le prince Léopold n'eût pas renoncé. J'ignore quelle est l'impression que lui laisseront les lettres que je lui ai adressées durant les mois de mai et de juin. Si des motifs d'une autre nature ont engagé S. A. R. à résigner, mes lettres ne produiront aucun effet. Dans le cas contraire, elles le porteront peut-être à revenir de sa résolution et à accepter encore une fois. Quoi qu'il en soit, je vous supplie d'insister sur les observations et sur les demandes que vous avez faites à Messieurs les ambassadeurs des Puissances.

Nous sommes ici travaillés par les intrigants de tout genre. Vous connaissez l'affaire des adresses au prince Léopold. Aujourd'hui il est question d'une nouvelle adresse que cette poignée de soi-disant mécontents enverrait à la conférence de Londres, afin de solliciter l'élection d'un souverain. On m'a fait plusieurs rapports sur cette nouvelle intrigue, et j'ai donné la même réponse. J'ai dit et répété qu'une démarche semblable ne peut avoir un effet utile qu'autant qu'elle sera faite dans des formes légales et avec la sanction du gouvernement.

Les diplomates qui sont accrédités auprès du gouvernement actuel m'ont parlé de ces menées. Je leur dis : « Laissez faire, Messieurs, ces gens-là ; mais laissez-les faire tout seuls. Qu'en arrivera-t-il ? De deux choses l'une. Ou les cours alliées reconnaîtront cette poignée d'hommes

comme les véritables et légitimes représentants de la nation, ou non. Dans le premier cas, c'est de ces hommes que je formerai la régence ; ainsi délivré de mon énorme fardeau, je serai heureux. Dans le second cas, ces hommes de malheur seront considérés pour ce qu'ils sont, et la Grèce en sera enfin délivrée. »

Hier en discutant amicalement cette thèse avec M. l'amiral de Rigny, je lui ai démontré avec une évidence incontestable que je ne redoutais pas ces menées ni leurs résultats ; que si les Puissances voulaient mettre encore une fois à l'épreuve ces prétendus patriotes de la Grèce, elles n'auraient qu'à leur confier, ne fût-ce que pour quelques jours, la direction des affaires de cette malheureuse nation ; qu'en mon particulier je me retirerais, et que les faits caractériseraient mieux que je ne veux le faire et ces hommes et leurs œuvres. Monsieur l'amiral a paru d'accord avec moi. Il est bon que vous soyez au courant de tout ceci,

A M. A. de Stourdza, à Odessa.

Nauplie, $\frac{25 \text{ juin}}{7 \text{ juillet}}$ 1830.

Faute d'occasion je n'ai pas répondu plus tôt à votre lettre du 18 (30) avril. Je ne sais pas trop où la présente vous trouvera. Je la recommande à M. Froding ; s'il vous sait déjà arrivé à Odessa, il aura la complaisance de vous

l'envoyer. Dans le cas contraire, elle partira pour Saint-Pétersbourg. Je ne puis assez vous exprimer les regrets que me fait éprouver la résolution que vous avez prise de quitter le service. Vous auriez pu lui être très-utile, et les intérêts de la Grèce et surtout ceux de l'église y auraient considérablement gagné. J'aime encore à espérer que l'empereur vous aura accordé un semestre, mais rien de plus.

J'attends les 300,000 roubles que vous me promettez. Je ne doute pas de l'exactitude de M. Rodofinikin; mais comme depuis trois mois M. le comte de Panin n'a reçu aucun courrier, je me résigne à ce retard. Ce n'est pas le seul. Tel est l'abandon et l'isolement où l'on me laisse, que ce n'est que par la voie des gazettes que j'ai appris comme le public l'abdication du prince Léopold. Jugez des conséquences. Elles seraient encore plus graves et plus dangereuses, si Dieu ne protégeait ce pays, en donnant au peuple un bon sens et des sentiments qui sont à toute épreuve.

Les journaux anglais et les gazettes de l'Europe ont publié les documents que le ministre des affaires étrangères a placés sous les yeux des chambres, au moment où il a annoncé l'abdication du prince Léopold. Vous y verrez ma correspondance confidentielle et particulière avec le prince. Cette publication a déjoué ici bien des petits complots étrangers et grecs; et c'est de cette manière que l'honneur et les intérêts les plus chers de cette nation se trouvent protégés même par les hommes qui sont

le moins bien disposés en sa faveur. J'ignore maintenant par quels autres miracles la Providence nous sauvera. Je n'ai reçu de nulle part aucune communication officielle sur l'abdication du prince, et je ne sais pas si, à l'exception de M. Eynard, il y a quelque âme chrétienne qui pense à notre détresse financière. Autre miracle que la persévérance avec laquelle ce brave M. Eynard se dévoue à la cause grecque. Il vient encore de m'envoyer de ses propres fonds 340,000 francs; et c'est au moyen de ce secours que je puis maintenir le *statu quo*, et un peu d'ordre pour le mois de juin et peut-être aussi pour le mois de juillet. Les ressources du pays nous aideront un peu, mais de longtemps elles ne pourront satisfaire à tous les besoins.

La révolution a créé une masse énorme de fainéants qui veulent vivre aux frais de l'état. Livrer cette masse à elle-même ce serait la livrer au désespoir, c'est-à-dire au brigandage et à la piraterie. Tout calcul fait, ces milliers d'hommes coûteraient alors davantage à la nation. Lorsque son gouvernement aura une base fixe et immuable, lorsqu'il aura des fonds et du crédit, il donnera des terres à ces hommes, qui deviendront alors de bons et utiles citoyens. *Utinam!*

Nos écoles vont passablement bien; mais ce qui leur manque le plus, ce sont des hommes de direction. M. Mustoxidis est à la tête de l'orphantrophe et des écoles centrales; mais à lui seul il ne peut pas suffire, et il est seul à la rigueur de la lettre. Quel dommage que

M. Vardalachos ait au delà de soixante-dix ans. Cependant votre protégé M. Géorgandas me dit qu'il va nous arriver. Il sera le bien venu; s'il tarde, je lui écrirai. Vos livres sont à bon port; on va les distribuer dans toutes les provinces. J'en enverrai quelques exemplaires aux évêques, et j'en ferai mettre en vente à Égine, ici, à Tripolitza, à Corinthe, à Patras, à Lépante, à Messolonghi et à Salona.

Je ne vous parle pas aujourd'hui de la grande affaire du père Anatolios; je n'ai pas trouvé dans votre lettre la copie de la sienne au patriarche. Je doute cependant qu'il me soit donné d'intervenir autant que vous le pensez. Je ne me refuserai cependant pas à faire une demande directe. Je prendrai la liberté d'écrire à l'empereur; mais pour cela je vous prie de m'envoyer la minute de cette lettre, car je ne suis pas tout à fait au courant de l'affaire, et sans votre assistance je ne pourrais écrire que des choses vagues. Lorsque je recevrai votre dépêche officielle sur la commission dont vous avez eu la bonté de vous charger, je vous ferai ma réponse; mais en attendant, je vous prie d'avoir toujours à cœur les intérêts de nos établissements d'instruction publique. Veuillez me rappeler au souvenir de tous les vôtres.

*A MM. les Commissaires extraordinaires
& les Gouverneurs provisoires.*

Nauplie, $\frac{3}{15}$ juillet 1830.

Vous n'ignorez pas, Messieurs, que le congrès national d'Argos a, par son dixième décret, confirmé les dispositions du congrès de Trézène, qui défendent la vente et l'exportation des antiquités hors du territoire de la Grèce.

Vous savez aussi que le gouvernement, par son décret sous le numéro 49, a institué provisoirement à Égine un établissement, dans lequel il tâche de rassembler les antiquités qu'il pourra recueillir aux frais de l'état, et celles que les citoyens éclairés voudront généreusement y placer. Conformément à l'article 2 du décret susmentionné, l'éphore et directeur de cet établissement vient de nous adresser un rapport, par lequel il nous propose les mesures au moyen desquelles le musée national pourra graduellement s'enrichir des restes précieux d'antiquités que renferme le sol classique de la Grèce. Ayant adopté ces mesures, nous allons vous les signaler, afin que vous puissiez contribuer à leur exécution.

Vous porterez par conséquent à la connaissance de la province que vous administrez les dispositions suivantes :

1°. Vous inviterez toutes les personnes qui possèdent des antiquités de quelque genre qu'elles soient, qui en

connaissent ou supposent l'existence dans une terre ou maison quelconque, à venir vous en faire la déclaration dans le plus court délai possible.

2°. Vous donnerez aux uns et aux autres l'assurance positive, qu'ils peuvent être parfaitement tranquilles sur les droits de leur propriété. Le gouvernement n'a aucunement l'intention d'y porter atteinte; l'utilité bien entendue de la nation est son unique but.

3°. Lorsque le propriétaire de quelque antiquité ou toute autre personne vous aura fait savoir l'existence de quelque objet d'art antique, tels que statues, bas-reliefs, inscriptions, cippes, monuments, médailles, vous en demanderez la note détaillée, que vous vérifierez vous-même autant que possible, et que vous adresserez immédiatement au directeur du musée national d'Égine. En attendant, vous aurez soin qu'aucun de ces objets ne soit dégradé, aliéné, caché, ou expédié clandestinement à l'étranger.

4°. Vous inviterez les propriétaires d'antiquités à vous faire savoir ce qu'ils se proposent d'en faire. S'ils veulent les vendre, ils doivent le dire, et vous en informerez le directeur du musée national, qui en fera rapport au gouvernement. Celui-ci se conformant à la loi en donnera permission suivant l'acheteur et la nature de l'objet. S'il juge nécessaire de l'acquérir pour le musée national, il aura la préférence, et le prix en sera débattu par une commission d'experts. Vous appellerez dans ce cas aux citoyens que cet établissement, qui doit intéresser la

gloire nationale, reçoit les dons de la générosité et les offrandes du patriotisme. Il conserve les noms des donateurs et bienfaiteurs du musée, dans un catalogue destiné à les faire passer à la postérité.

5°. Si le propriétaire d'une antiquité veut la conserver dans sa maison, il en est le maître. Vous lui recommanderez toutefois de veiller à ce qu'elle ne soit pas gâtée ou brisée. Si quelque construction antique se trouve dans sa propriété, il ne peut y toucher pour la détruire en tout ou partie, sans une permission spéciale donnée après examen. Lorsqu'il sera démontré que la conservation d'un monument antique cause du dommage au propriétaire du terrain, le gouvernement ne se refusera pas à lui accorder pour cet effet une juste indemnité.

6°. Les fouilles dans les terrains ou ruines appartenant à l'état sont défendues, sans la permission de l'autorité. La contravention entraînera la confiscation des objets découverts, et de plus une amende proportionnée à la valeur de ces objets en cas de récidive.

7°. Vous ferez savoir aux habitants de la province que vous administrez, que toute tentative d'exportation frauduleuse d'antiquités à l'étranger sera punie par la confiscation de ces objets, et de plus par une amende proportionnée en cas de récidive.

8°. Enfin, si d'après les renseignements qui vous seront donnés vous croyez qu'il serait utile de faire des fouilles dans quelques terrains appartenant à l'état, ou dans celui d'un particulier avec son consentement, vous

en donnerez avis au directeur du musée, et vous êtes même autorisés à promettre une petite gratification à ceux qui vous révéleront des antiquités cachées, ou des lieux où des fouilles pourront être faites avec succès.

*A M. Lycurgue Logothétis, Directeur
de Samos.*

Nauplie, $\frac{3}{15}$ juillet 1830.

Nous avons reçu vos communications et celles de la démogérontie, ainsi que les actes de votre assemblée.

Vous ne devez pas douter du prix que nous attachons à l'accomplissement des vœux que forment les habitants de l'île de Samos, et vous devez être assuré que nous n'avons négligé aucun moyen pour justifier la confiance que votre patrie place dans le gouvernement de la Grèce.

Cependant l'avenir ne dépend pas de nous. Ce que nous pourrons dans chaque circonstance, ce sera de vous faire part avec une entière franchise des notions qui viendront à notre connaissance sur le sort de Samos. Nous accomplirons aussi un autre devoir, celui de ne pas vous laisser ignorer notre opinion.

Tâchez, Monsieur, de remplir la mission honorable dont vous charge la confiance de vos concitoyens. Dirigez les affaires avec justice et modération. Maintenez la

tranquillité et la sécurité dans le pays, et faites respecter les lois à ceux de vos compatriotes qui vivent de la navigation et du commerce.

Nous nous dispensons de faire une réponse directe à la démogérontie. Elle trouvera dans les présentes tout ce que nous pouvons lui dire.

Nous vous réitérons l'expression des vœux que nous ne cesserons de former pour la prospérité de votre île et pour le succès de votre administration.

Au Sénat.

Nauplie, $\frac{3}{15}$ juillet 1830.

Vous n'ignorez pas, Messieurs, que plusieurs enfants tures des deux sexes encore en bas âge, qui sont restés en Grèce, ont embrassé la religion orthodoxe, et que par la suite plusieurs d'entre eux se sont unis par le mariage aux habitants du pays.

Sur la demande qu'ils nous ont adressée à plusieurs reprises, nous avons consenti à leur faire accorder une petite portion de leurs anciennes propriétés, comme moyen provisoire de subsistance. Ces demandes continuent ; mais les pétitionnaires font observer à juste titre, qu'étant obligés de payer l'impôt affecté aux domaines nationaux, le bénéfice qui leur reste ne remplit aucunement les intentions bienfaisantes du gouvernement.

Se l'on reconnaît qu'il est de toute justice de ne pas abandonner au plus grand dénuement les héritiers de fortunes très-considérables, devenus victimes des circonstances ; si l'on prend en considération l'intérêt qu'elles ne manqueront pas d'inspirer aux cours alliées, le sénat conviendra avec nous que le gouvernement est obligé de s'occuper de leur sort. Jusqu'à ce qu'une mesure générale et définitive soit adoptée à cet égard, on pourrait d'après notre opinion accorder à chacun des pétitionnaires de cette catégorie une portion de leurs anciennes propriétés. On en calculerait le revenu de manière à leur fournir les moyens de vivre. Ces moyens ne pourraient dans aucun cas outrepasser la somme de 2,000 phénix.

Ces mesures seraient prises cependant aux conditions suivantes. Ceux qui les obtiendraient ne paieraient que la simple dîme ; ils ne seraient pour le moment considérés que comme usufruitiers des propriétés qui leur seraient cédées par le gouvernement. Ils n'auraient pas le droit de les vendre, ni de les mettre sous hypothèque.

Nous engageons le sénat à prendre en considération cet objet important, et à nous faire connaître son opinion.

A. S. A. R. le Prince Léopold.

Nauplie, $\frac{14}{26}$ juillet 1830.

Les documents qui accompagnaient la lettre dont Votre Altesse Royale a bien voulu m'honorer en date du 1^{er} juin * étaient déjà parvenus à la connaissance de la Grèce par la voie des journaux.

* *Lettre de S. A. R. le prince Léopold de Saxe-Cobourg à S. E. le comte Capodistrias.*

Londres, 1^{er} juin 1830.

Monsieur le comte, Je vous communique annexées à la présente lettre les deux dernières notes du 15 et du 21 adressées aux plénipotentiaires des cours alliées. Ces notes vous expliqueront amplement les raisons qui m'ont porté à renoncer à la souveraineté de la Grèce. Je vous prie de les communiquer au sénat, et de lui expliquer en même temps combien il m'est douloureux que des circonstances imprévues aient rompu les liens qui m'attachaient pour peu de temps à la Grèce.

Il me reste la consolation d'avoir fidèlement et consciencieusement défendu les intérêts de la Grèce, de lui avoir obtenu, par le protocole du 20 février, des avantages réels et importants, que celui du 3 ne lui avait point accordés, et de n'avoir eu d'autre objet en vue, pendant le cours de ces discussions assez pénibles, que la véritable indépendance et la vraie prospérité de ce pays. J'étais prêt à les achever par les plus grands sacrifices personnels. L'ensemble des papiers qui ont rapport aux négociations, et que je vous communique également, vous le prouvera jusqu'à l'évidence. Quoique sans connaissance des lieux, j'ai toujours été frappé des immenses difficultés que devaient offrir les délimitations proposées par le protocole du 3 février, tant pour l'indépendance du pays que pour le maintien de la paix, qui cependant est l'objet ostensible du traité du 6 juillet et des protocoles qui l'ont suivi. Ma lettre du 2^a

Si, comme je l'espère, Votre Altesse Royale a reçu les dépêches que j'ai pris la liberté de lui écrire dans le cou-

février vous a exprimé toute ma répugnance d'accéder aux conditions du protocole du 3, et j'ai depuis bien sincèrement regretté d'avoir cédé aux instantes sollicitations qui me furent faites en me représentant que la conclusion précipitée de l'affaire serait avantageuse pour la Grèce. Mes craintes se sont trouvées fondées; car le mémoire du sénat et vos différentes dépêches peignent les suites funestes qu'auraient probablement les délimitations, sous un rapport bien plus alarmant que je n'ai dû le prévoir.

Le contenu de ces dépêches a fait une impression d'autant plus grande sur moi, qu'il était d'accord avec les communications particulières qui me sont parvenues à la même époque, de différentes parts. C'est notamment le général Church, qui exprime les mêmes craintes que vous, et cela dans des termes bien autrement forts que les vôtres. Du moment donc que vous m'aviez officiellement donné connaissance de la répugnance du sénat et du peuple Grec à ratifier l'acte du 3 février, ratification que le sénat appelle lui-même la légalisation d'un esclavage éternel, j'ai adressé le 15 mai une note aux plénipotentiaires. Dans cette note je les prie avec instance de prendre en considération si, d'après vos dépêches, sans y apporter de grands changements, les mesures prises peuvent encore remplir les vœux des Puissances alliées et l'attente de la Grèce. En même temps j'ai préparé les plénipotentiaires à me voir résigner.

Si l'on avait déféré au contenu de cette note, j'aurais pu peut-être par la voie des négociations obtenir un résultat plus favorable; mais ma proposition n'étant pas acceptée, le seul moyen qui se trouvait en mon pouvoir pour affranchir les Grecs des engagements que leur imposait le présent arrangement, était celui de présenter ma résignation. Elle seule donne encore la possibilité d'un changement favorable aux limites, et je fais les vœux les plus sincères pour que cette espérance se réalise. Puisse un examen plus mûr des délimitations engager les trois cours à se départir de celles fixées par le protocole du 3 février. Je prie Votre Excellence de vouloir exprimer en mon nom au sénat, ainsi qu'à la nation Grecque, les regrets que j'éprouve d'être obligé de renoncer à contribuer à l'ouvrage glorieux de la régénération de la Grèce, qui avait tant d'attraits pour moi, et que je ne cesserai de former les vœux les plus

rant du mois de mai, elle aura jugé des motifs qui me portaient à solliciter Votre Altesse Royale avec tant d'instance de hâter son arrivée en Grèce.

Ma lettre du 30 mai (11 juin) vous donnait, mon prince, les informations les plus détaillées sur l'état intérieur du pays. Elle vous rendait compte des mesures que j'avais prises pour éclairer les provinces sur d'odieuses intrigues. J'avais mis sous les yeux de Votre Altesse la circulaire du 24 mai (5 juin), et je lui avais annoncé en même temps que je ne doutais pas de ses résultats.

Je n'ai pas été déçu dans mon attente. Toutes les provinces ont exprimé dans des adresses légalement faites la gratitude dont elles étaient pénétrées pour les bienfaits des cours alliées, et la confiance sans bornes qu'elles étaient heureuses de placer dans vos nobles intentions. Toutes d'une voix unanime suppliaient Votre Altesse de hâter le moment de son arrivée, car elles reconnaissaient qu'il était désormais réservé au prince souverain, investi de la confiance des cours alliées, d'accomplir les destinées de la Grèce.

J'allais transmettre à Votre Altesse l'expression de ces sentiments et de ces vœux, lorsque la publication des

ardents pour sa prospérité, ainsi que pour l'accomplissement de sa véritable indépendance.

Recevez, Monsieur le comte, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Styngé, LÉOPOLD.

notes du 15 et du 21 mai vint frapper les Hellènes d'étonnement et de douleur.

Que Votre Altesse Royale me permette de fixer encore une fois son attention sur la marche que le gouvernement a dû suivre pour s'acquitter de ses devoirs envers le pays, et pour répondre en même temps à la confiance des cours alliées et à celle de Votre Altesse Royale.

Je le répèterai, mon prince : il aurait cru mal remplir cette double tâche, s'il n'avait pas soumis aux augustes fondateurs du nouvel état et à Votre Altesse ses observations respectueuses, tant sur quelques-uns des dispositions du protocole du 3 février, que sur le mode d'après lequel il lui avait été notifié ; mais en même temps il appréciait trop l'étendue des obligations qu'imposait à la Grèce cet acte qui lui garantit le plus grand bienfait, celui d'une indépendance complète, pour ne pas se laisser guider dans sa réponse officielle aux résidents des cours alliées par la seule impulsion de sa reconnaissance.

Daignez, mon prince, jeter les yeux sur ce document, et vous en aurez, j'espère, la conviction.

Le gouvernement grec y déclarait qu'il exécuterait les clauses du protocole, lorsqu'il en serait requis ; et que, puisqu'il restait encore à la Grèce des vœux à former, des espérances à nourrir, c'était dans le sein de Votre Altesse Royale qu'elle les déposerait.

Ces vœux et ces espérances, le sénat les a consignés dans son mémoire ; et par ma correspondance particu-

lière je me suis borné à donner à Votre Altesse toutes les notions qui pouvaient la mettre à même d'en porter un jugement. Cette partie de mes communications n'était donc pas du domaine de la diplomatie.

En choisissant une forme confidentielle, je n'ai eu d'autre but que d'offrir à Votre Altesse Royale l'occasion, et peut-être même les moyens, d'accomplir les intentions généreuses qu'elle avait manifestées par sa lettre du 28 février. Votre Altesse Royale me rendra la justice de croire que je ne pouvais dans aucun cas avoir la pensée de montrer au monde les Grecs méconnaissant leurs obligations envers les Puissances, et encore moins celle de provoquer des discussions, qui auraient pu compromettre gravement les intérêts les plus chers du nouvel état.

Si en effet les négociations avaient pu offrir encore quelques chances favorables, il n'y avait que Votre Altesse Royale qui fût à même d'en tirer parti, et de faire accueillir les vœux légitimes de sa nouvelle patrie. Mais s'il en était autrement, la carrière que vous étiez appelé à parcourir, j'ose l'affirmer, mon prince, n'en eût été que plus glorieuse.

Vous l'auriez entreprise, fort des sentiments généreux que vous inspirait la destinée de ce pays. Les Grecs auraient admiré votre noble courage; la plus juste des causes triomphait de tous les obstacles, et la Providence aurait béni vos sacrifices et vos efforts. Une délimitation plus conforme aux espérances des Grecs ne leur aurait

assurément laissé rien à désirer; dans cette heureuse position Votre Altesse Royale aurait vu disparaître beaucoup de difficultés, qui ne sont que trop inhérentes à la nature des arrangements qu'il s'agit maintenant de mettre à exécution.

Plus les difficultés sont grandes, plus il y a de mérite à s'en charger, et de gloire à les aplanir. Un long travail poursuivi de bonne foi, et avec la persévérance que donnent toujours des intentions droites et pures, rend souvent possible dans les affaires humaines ce qui au premier abord paraît improbable.

Votre Altesse Royale trouvera, j'espère, dans ces observations la mesure des regrets très-profonds et très-sincères, que me fait éprouver la résolution qu'elle a prise. Ces regrets, Votre Altesse Royale peut en être assurée, sont partagés vivement par le sénat et par la nation.

Je vais porter à leur connaissance la lettre de Votre Altesse du 1^{er} juin, la présente réponse, ainsi que l'office par lequel j'en donne communication aux résidents des cours alliées.

Convaincu, comme vous devez l'être, mon prince, de l'affection et du dévouement dont les Grecs vous auraient donné des preuves, veuillez leur conserver votre intérêt bienveillant. A leur tour ils garderont à jamais le souvenir reconnaissant des généreuses démarches que Votre Altesse a bien voulu faire en leur faveur.

En mon particulier, je prie Votre Altesse Royale de

croire que j'attacherai toujours un prix infini à ses bontés.

A M. M. les Présidents des Cours alliées.

Nauplie, $\frac{14}{26}$ juillet 1830.

Le gouvernement provisoire de la Grèce s'empresse de vous transmettre ci-jointe la lettre qu'il vient de recevoir de la part de S. A. R. le prince Léopold, la réponse qu'il lui adresse, ainsi que le message par lequel il porte ces documents à la connaissance du sénat et de la nation.

Nous vous prions de mettre la présente communication sous les yeux de votre auguste souverain. S. M. y verra l'expression des regrets bien vifs que fait éprouver à la Grèce et à son gouvernement l'abdication de S. A. R. Elle y verra aussi l'expression des vœux ardents que la nation forme, pour que cet événement imprévu ne prolonge pas encore un état d'incertitude et de crise, qui peut compromettre ses intérêts les plus chers.

Nous aimons aussi à espérer, Monsieur, qu'étant témoin de tout ce qui se passe dans ce pays, vous lui rendrez justice.

Vous aurez observé avec satisfaction que l'ordre et la tranquillité n'ont pas été troublés, malgré les efforts

d'une poignée d'hommes, qui semblent s'être coalisés dans le but de détourner les citoyens de la marche droite qu'ils veulent suivre. Ces hommes prétendent former une opposition, et se ménager peut-être les moyens de l'exercer ouvertement contre le gouvernement.

En dernier lieu ils ont osé envoyer à S. A. R. le prince Léopold des adresses signées sous le sceau du secret. Par ces adresses ils ont prétendu caractériser l'opinion et les vœux du gouvernement et du sénat dans la grave question du sort de la Grèce, comme si cette opinion et ces vœux n'avaient pas l'assentiment national.

Dans cette grave circonstance le gouvernement a dû en appeler à la loyauté des provinces. En recevant la circulaire dont nous joignons ici une copie, elles ont répondu à notre attente.

Prenant en considération les observations et les faits que nous venons de résumer ici, vous jugerez comme nous, qu'il est d'une grande importance de préserver la Grèce, toujours ferme dans les termes les plus honorables, des nouveaux malheurs dont elle pourrait être menacée par la continuation de ces menées, et par des circonstances extérieures qui à la longue leur seraient peut-être favorables.

Que votre auguste souverain, conjointement avec ses alliés, daigne hâter par le choix du prince souverain le moment où la Grèce, délivrée des incertitudes qui l'environnent, pourra enfin jouir de son entière indépendance. Qu'il daigne aussi dans sa générosité venir en-

core au secours du gouvernement par des avances sur l'emprunt.

Vous pourrez en retour donner à S. M. l'assurance que le gouvernement actuel ne négligera rien pour conserver au pays le repos dont il jouit maintenant. Fort de la droiture de ses intentions, des bonnes dispositions du peuple, et de l'appui moral des cours alliées, il espère avec l'aide de Dieu justifier leur confiance et celle de la nation.

Au Sénat.

Nauplie, $\frac{14}{26}$ juillet 1830.

Les journaux ont déjà porté à votre connaissance les actes par lesquels S. A. R. le prince Léopold a abdiqué la souveraineté de la Grèce, que les cours alliées lui avaient offerte, et que S. A. R. avait acceptée.

Nous vous communiquons aujourd'hui d'après le désir du prince les mêmes documents, ainsi que la lettre qu'il nous a fait l'honneur de nous écrire en date du 1^{er} juin. Nous y annexons aussi la réponse que nous adressons à S. A. R., et l'office par lequel nous en faisons part à Messieurs les résidents des cours alliées.

Pour juger, Messieurs, de ces communications, vous voudrez bien revenir sur celles qui les motivent.

Vous avez honoré de votre suffrage la réponse offi-

cielle que nous avons donnée aux notifications de Messieurs les résidents des trois cours, en date du . . . ; mais en même temps vous avez consigné dans votre mémoire du . . . les observations que le sénat ne pouvait laisser ignorer à S. A. R. sans manquer à ses devoirs. Votre mémoire, ainsi que notre réponse officielle, fixèrent l'attention de tous les citoyens de la Grèce.

Vous n'ignorez pas les motifs qui postérieurement nous ont déterminés à donner l'instruction circulaire aux gouverneurs des provinces. Vous n'ignorez pas non plus les résultats de cette mesure. Toutes les provinces d'une voix unanime ont témoigné les sentiments de gratitude que leur inspirent les bienfaits dont les cours alliées ont bien voulu combler la nation ; toutes se sont empressées de mettre au nombre de ces bienfaits la nomination du prince souverain ; toutes ont hâté son arrivée de leurs vœux, parce que toutes connaissent que c'est lui seul qui désormais peut accomplir la restauration politique de la Grèce.

Nous ne pouvions, nous ne devons pas nous attendre qu'au moment où la nation témoignait sa reconnaissance spontanément et dans des formes légales et solennelles pour le choix du souverain qu'elle appelait au milieu d'elle, S. A. R. donnerait son abdication. Cet événement imprévu ne doit pas cependant nous décourager. Il ne doit pas non plus être considéré par nous comme une chance favorable à l'accomplissement de tous les vœux que nous ne pouvons cesser de former.

Nous avons rempli loyalement nos devoirs, car nos vœux sont aujourd'hui soumis aux augustes souverains alliés. Notre confiance dans leur justice, dans leur générosité et dans leur haute sagesse, est sans bornes. Il leur appartient maintenant de hâter le moment où la Grèce pourra recueillir enfin le fruit de ses longs sacrifices, par la jouissance de sa complète indépendance. Puisque, conformément aux clauses du protocole, cet immense bienfait doit nous venir de la nomination du prince souverain, la nation apprendra le nouveau choix que les Puissances feront, avec autant de joie qu'elle a éprouvé de regrets, en voyant S. A. R. le prince Léopold renoncer à la tâche glorieuse qui lui était confiée.

C'est sous ce point de vue général que nous vous engageons à prendre en considération tant notre réponse à S. A. R. que notre office aux résidents des cours alliées, et nous nous flattons que vous en approuverez la teneur.

A M. le Général Schneider.

Nauplie, $\frac{16}{28}$ juillet 1830.

Je regrette que vous ne m'ayez pas indiqué dans le post-scriptum de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 15, où il serait bon que je fisse mettre en état une caserne pour y loger vingt officiers et

500 soldats. Je ne pense pas que ce soit à Nauplie ou à Argos. D'abord il n'y a pas de bâtiment disponible, ni qu'on puisse mettre en état. Il faudrait en construire un depuis les fondements jusqu'au toit. D'ailleurs ayant causé plus particulièrement avec M. le baron de Rouen du post-scriptum de votre lettre du 6, je lui ai exprimé sans réserve ni restriction ce que je pensais de l'autorisation que vous avez reçue, Monsieur le général, de déférer à la demande que je pourrais être dans le cas de vous faire d'un détachement de 4 à 500 hommes, lequel viendrait à Nauplie ou à Argos pour aider le gouvernement grec de son appui moral.

Si M. de Rouen vous a fait part de notre entretien, il vous aura dit, Monsieur le général, que ce ne sera pas moi qui aurai recours à une mesure semblable. Si en effet le gouvernement grec était réduit au point de ne pouvoir se faire écouter dans sa propre résidence qu'au moyen d'une garnison étrangère, je vous le demande, pourquoi ce gouvernement se ferait-il encore illusion sur sa position? Mais si la nation lui donne tous les jours de nouveaux gages de sa confiance, en réprouvant par les faits et par des déclarations les menées coupables de quelques intrigants, l'apparition dans sa résidence du détachement dont il s'agit ne ferait-elle pas un effet opposé à celui que nous nous proposons d'obtenir?

Les intrigants diraient, comme le journal de Smyrne : Il n'y a plus de gouvernement en Grèce; la nation ne

veut pas de lui, et la preuve en est que pour la contraindre à le respecter il se fait entourer de baïonnettes étrangères. L'armée et le peuple lui demanderaient compte de sa méfiance, et ne concevraient pas assurément les motifs d'une mesure qui ne leur serait pas honorable.

Je ne vous fatiguerai pas, Monsieur le général, d'observations ultérieures sur cette question. A mes yeux elle paraît résolue; néanmoins M. le prince Soutzos a reçu l'ordre d'en entretenir le M. comte Sébastiani.

*A M. le Chevalier Eynard, aux bains
des Pyréniés.*

Nauplie, $\frac{17}{29}$ juillet 1830.

Après une longue et pénible attente j'ai enfin reçu, mon cher Eynard, vos lettres du 5, du 12, du 23 et du 24 juin. Elles me sont arrivées en même temps que la dépêche du 1^{er} juin, dont S. A. R. le prince Léopold a bien voulu m'honorer.

Il me serait impossible de trouver des expressions pour vous témoigner la gratitude que vous doit la Grèce pour toutes les peines que vous êtes données, afin de la préserver de la catastrophe dont la menaçaient la détresse de ses finances et les coupables menées de ses ennemis.

Mes lettres du 20 juin (2 juillet) et du 21 juin (3 juillet)

let) vous ont donné assez de détails et sur un point et sur l'autre. Je ne vous en envoie pas le duplicata, pour ne pas trop grossir ce paquet.

Les subsides que vous avez obtenus nous feront vivre paisiblement jusqu'à la fin d'octobre. Si en effet les 500,000 francs de la France et les 500,000 francs de la Russie arrivent, comme il vous plaît de me le faire espérer, dans le courant de ce mois, je pourrai payer à l'armée le trimestre qui échoit le 10 août, et je couvrirai aussi les autres dépenses avec les revenus du pays. D'autre part si l'Angleterre nous donne 500,000 francs, je pourrai peut-être au moyen de ce secours dans cet intervalle de temps faire avancer de quelques pas l'organisation des Rouméliotes, dont s'occupe avec succès le général Gérard.

Espérons que dans ces entrefaites les Puissances alliées auront élu le nouveau souverain, et que la grande affaire de l'emprunt sera terminée. Vous devez considérer désormais ces deux questions comme étant de rigueur. Elles sont le *sine qua non* de la restauration de la Grèce.

M. le prince Soutzos m'a aussi envoyé son premier rapport qui va jusqu'au 21 juin. Je lui en accuse aujourd'hui réception, et je lui transmets des documents dont il s'empressera de vous donner connaissance. Ces documents sont la réponse que j'adresse au prince Léopold, un message au sénat, et l'office par lequel j'accompagne cette communication à Messieurs les résidents des cours alliées. Je lui envoie aussi la copie de quelques pièces concernant le général Church.

L'ensemble de ces documents vous prouvera que j'ai profité des informations que renfermaient vos lettres. Je signale au prince Soutzos le point de vue sous lequel je désire qu'il présente aux trois cabinets ma réponse au prince Léopold et les autres pièces qui l'accompagnent.

Vous verrez l'usage que j'ai fait des adresses que toutes les provinces m'ont envoyées, et j'aime à espérer que les cours alliées seront satisfaites des facilités que j'apporte au prompt succès de leurs délibérations par rapport au choix du prince souverain.

Je fais des vœux bien sincères et bien intéressés pour la santé de M^{me} Eynard. Il me tarde d'apprendre que les bains l'ont parfaitement rétablie, et que vous serez en état de revenir à Paris pour y achever votre propre ouvrage. Ce n'est que vous et vous seul qui pouvez intervenir de la part de la Grèce dans l'affaire vitale de l'emprunt. Ce n'est que vous qui pouvez donner au nouveau souverain des informations utiles sur la tâche qu'il aura à remplir.

Je continuerai à vous écrire quelques mots jusqu'à votre retour des bains, et je donnerai en attendant au prince Soutzos des instructions dont il recevra l'ordre de vous tenir au courant.

J'écris au prince que j'accepte avec reconnaissance les services qu'il rendra à la Grèce, mais que je ne pourrai prendre aucune mesure à son égard, attendu qu'à la veille de la nomination du souverain de la Grèce, ce n'est pas moi qui puis l'accréditer auprès de S. M. le roi de France.

Vous avez pourvu à son entretien pour le moment, et Dieu pourvoira au reste.

P. S. J'ai reçu déjà le numéro 3 des rapports que le prince Soutzos veut bien me faire, et je lui écris aujourd'hui directement pour le remercier et l'engager à me continuer ses informations qui sont d'un grand intérêt pour moi. On vient de m'annoncer que le 1,000,000 est arrivé à Modon. C'est du baume sur nos plaies.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Nauplie, $\frac{17}{29}$ juillet 1830.

C'est avec infiniment d'intérêt et de satisfaction que j'ai lu, mon prince, votre premier rapport. Les lettres de M. Eynard, qui arrivent en date du 24 juin, complètent les informations que j'attendais avec une légitime impatience.

Si quelque chose peut mitiger les regrets que me fait éprouver le départ de M. Eynard, c'est de vous savoir déjà placé de manière à pouvoir continuer utilement les services que la Grèce doit à cet infatigable et généreux ami de ses intérêts les plus chers.

Il m'écrit avoir pourvu à votre entretien pour le moment. S. M. le roi de France vous honore de ses bontés; ses ministres vous accordent leur confiance. Dans cette

heureuse position, vous êtes bien accueilli par les ambassadeurs des autres Puissances. Vous êtes rempli de zèle pour plaider la cause de votre patrie; vous en avez les talents: vous pouvez donc justifier son attente, et acquérir de nouveaux titres à sa gratitude. Je m'en félicite, et je vous en félicite.

Étant à la veille d'apprendre le choix du souverain, qui sûrement vous chargera volontiers de la légation de Paris, je ne puis pas vous donner aujourd'hui par des lettres de créance le caractère d'agent diplomatique du gouvernement grec. Vous l'êtes par le fait. Les services que vous rendrez et la force des choses feront le reste.

En attendant j'ai recommandé à M. Rizos de vous transmettre des documents sur lesquels je désire que vous appeliez l'attention du ministère de S. M. T. C. et celle des ambassadeurs d'Angleterre et de Russie. C'est dans cette vue que j'en ai fait donner connaissance à Messieurs les résidents des cours alliées.

Ces documents ont trait à l'abdication du prince Léopold, et aux mesures que j'ai dû prendre pour préserver la Grèce occidentale, autant qu'il peut dépendre de moi, des complications et des malheurs dont la menacrait la réalisation des projets de M. le général Church, et d'une poignée d'intrigants étrangers et grecs qui semblent disposés à le seconder. C'est par cette dernière affaire que je commencerai.

On trame en Grèce depuis quelque temps une espèce de complot contre l'ordre actuel des choses. J'ai donné

des notions très-positives à ce sujet tant à S. A. R. le prince Léopold qu'à M. Eynard, et vous supposant au fait de ces détails, je me dispense de les résumer ici.

J'ai ordonné à M. Rizos de vous informer des circonstances et des motifs qui m'ont porté à donner aux gouverneurs civils la circulaire du 21 mai (2 juin). Vous en verrez aujourd'hui les résultats, tant dans ma réponse au prince Léopold, que dans les autres pièces qui accompagnent cette communication.

Nous avons ici une poignée d'hommes qui se démènent, afin d'entraver la marche du gouvernement dans les relations intérieures, et de présenter sous un faux jour le système qu'il a adopté dans les grandes questions qui ont rapport au sort de la Grèce.

M. le général Church a fait cause commune avec cette clique, et c'est probablement après de longues et mystérieuses délibérations, qu'il s'est décidé à se lancer le premier dans l'arène.

J'ai considéré toutes les combinaisons de ces pauvres et malheureux esprits comme je le devais : je les ai méprisées. Du moment cependant que les intrigues peuvent passer du domaine des ténèbres dans celui de la lumière et devenir des réalités, il est de mon devoir de les arrêter dans leur résultat, et s'il le faut d'en extirper le principe. C'est sur cette base que j'ai fondé ma conduite, et que je suivrai, fort de la droiture et de la pureté de mes intentions et de la confiance de la nation.

Vous comprendrez maintenant les motifs qui m'ont

porté à donner au commissaire extraordinaire de la Grèce occidentale l'ordre d'engager le général Church à revcnir sur ses pas et à abandonner ses entreprises. Vous comprendrez aussi pourquoi j'ai fait part aux résidents étrangers des instructions dont j'ai muni M. Rados.

Je désire bien sincèrement que cette mesure suffise, et que d'autres personnes, peut-être plus nuisibles et plus coupables que ne l'est le général Church, fassent un retour sur elles-mêmes, et se conduisent comme l'honneur et le devoir l'exigent. Mais s'il doit en être autrement, quelle que soit la peine que j'en éprouverai, je m'acquitterai de ma tâche. Je tâcherai de les placer dans une position où elles seront dans l'impossibilité de troubler la tranquillité du pays.

Je vous répèterai ici une observation que j'avais consignée dans une de mes lettres au prince Léopold, et qu'il est important que vous ne laissiez pas ignorer au ministère de S. M. T. C. Toutes les informations qu'il aura reçues lui prouvent que l'ordre se maintient en Grèce, et que partout le peuple est voué au travail, et se montre inaccessible aux insinuations perfides dont l'environne des hommes qu'il connaît et qu'il juge avec infiniment de bon sens.

Ce fait répond à toutes les calomnies. Mais un autre fait non moins frappant est celui des adresses que toutes les provinces m'ont envoyées, du moment qu'elles ont eu connaissance de ma circulaire aux gouverneurs civils. C'est maintenant sur ce sujet que je vais vous entretenir.

Ma circulaire avait pour but de déjouer les meneurs. Ils veulent présenter la Grèce en opposition avec son gouvernement actuel, et la Grèce s'est montrée unie plus que jamais à ce même gouvernement. Elle a fait plus; elle a exprimé des sentiments de reconnaissance envers les Puissances alliées, et elle a appelé de tous ses vœux le prince souverain. Cependant devant prononcer ces vœux sans manquer à ce qu'elle se doit à elle-même, elle les a motivés. Elle a dit : Puisque d'après les décisions des Puissances alliées je ne puis jouir du suprême bienfait de l'indépendance qu'au moyen d'un gouvernement monarchique confié à un prince souverain, choisi par les fondateurs du nouvel état, j'appelle de tous mes vœux le prince qu'elles ont élu, parce que c'est lui seul qui peut désormais accomplir mes destinées.

C'est au moment où je proposais l'expédition de ces adresses au prince Léopold, que les journaux ont répandu la nouvelle de son abdication. Plus tard j'ai reçu sa lettre de juin, votre rapport, et les lettres de M. Eynard. Vous verrez ma réponse, le message au sénat, et mon office aux résidents des cours alliées.

Vous partagerez mon opinion. Vous jugerez qu'il m'eût été impossible de faire davantage, pour garantir la Grèce de la grave responsabilité que ferait peser sur elle la lettre du prince Léopold du 1^{er} juin, si les observations qu'elle renferme pouvaient compliquer de nouveau les négociations et retarder le choix du nouveau souverain.

Le prince Léopold relève les difficultés qui sont inhé-

rentes à la délimitation du protocole du 3 février. Il fait sentir qu'il ne veut pas être imposé à la Grèce. La Grèce lui répond : Quelles que soient ces difficultés, si les négociations actuelles ne peuvent pas les aplanir, dois-je pour cela renoncer à mon indépendance ? Mais puisque cette indépendance ne m'est accordée qu'à condition que le gouvernement de l'état soit confié à un souverain choisi par les cours alliées, puisque j'ai accepté avec gratitude l'indépendance, j'appelle de tous mes vœux le souverain dans le sein de la nouvelle patrie qu'il a adoptée.

La manifestation de ces sentiments me paraît aller au-devant des scrupules que pourrait avoir le nouveau prince qui sera choisi à accepter la souveraineté de la Grèce. C'est dans cette vue que j'ai nuancé la rédaction de toutes les pièces que Messieurs les résidents mettront sous les yeux de leurs souverains.

Dépositaire, comme vous l'êtes maintenant, de la pensée dans laquelle elles ont été conçues, vous pourrez donner, tant à M. le prince de Polignac qu'à Messieurs les ambassadeurs d'Angleterre et de Russie, des explications qui ne leur laisseront pas de doute sur le prix que j'attache à contribuer de tous mes efforts à l'accomplissement le plus prompt des intentions généreuses de leurs souverains.

Monsieur l'ambassadeur d'Angleterre vous a témoigné le désir de voir la Grèce proposer des candidats aux Puissances alliées. Une démarche semblable suppose deux choses. D'abord dans le gouvernement grec la faculté de la faire ; en second lieu la certitude du suc-

cès. Je n'ai ni l'une ni l'autre. La nation ne m'a pas investi de ce pouvoir ; et quelle garantie puis-je avoir que le choix sera fait sur la double ou triple liste que je proposerai ? Quels motifs en outre peuvent guider le gouvernement dans ses propositions ? Tout ce que je pourrais faire, ce serait de tirer parti des adresses que les provinces m'ont envoyées en faveur du prince de Cobourg, et de mettre ces mêmes adresses au profit des négociations dont s'occupent les cours alliées, pour choisir le nouveau souverain. Je ne pouvais et je ne puis rien de plus.

Ce que je vous recommande, c'est de ne négliger aucune occasion, afin de hâter par vos instances le choix du prince souverain. Ce choix répondra sans doute aux vœux de la Grèce, parce que les Puissances ne peuvent vouloir que ce que veut cette nation.

Il ne me reste qu'à vous parler des subsides. Vous m'avez annoncé la bonne nouvelle que vous a donnée M. R^{***}. M. Eynard me dit qu'il ne quittera Paris, que lorsqu'il saura le 1,000,000 embarqué pour la Grèce. Tout ceci me rassure. Cependant comme plus d'une fois des subsides déjà arrêtés, et même arrivés en Grèce, ont tardé longtemps à être mis à la disposition du gouvernement, je dois vous engager à insister pour que le 1,000,000 dont il s'agit soit remis au gouvernement tout au plus tard dans le courant du mois d'août. Tout retard pourrait devenir funeste.

Vous insisterez également auprès de Monsieur l'am-

bassadeur d'Angleterre, pour que les 500,000 francs promis aussi par sa cour soient une heure plus tôt envoyés en Grèce et remis au gouvernement.

A M. le Général Schneider.

Nauplie, $\frac{21 \text{ juillet}}{2 \text{ août}}$ 1830.

Puisque les intrigants tâchent de troubler la tranquillité dans les provinces d'Arcadie et de Cariténa, si ma mauvaise santé et la saison n'y mettaient pas d'obstacle, je me serais rendu sur les lieux en personne, pour voir de près ce qui se passe, et faire cesser promptement, s'il se peut, les symptômes de désordre qui se manifestent.

Mais l'une et l'autre ne m'empêchent pas d'arriver avec le paquebot à Modon, et d'y faire venir quelques hommes de ces provinces; je tâcherai de les comprendre et de me faire comprendre d'eux, et j'aime à espérer que cela suffira. A moins d'obstacles imprévus, je me propose donc de partir tout au plus tard mercredi.

Quelque désagréables que soient les motifs de cette course, je m'en console par l'espoir qu'elle ne sera pas sans résultat, par cela seul que je me trouverai à votre quartier général.

A M. M. les Présidents des Cours alliées.

Nauplic, $\frac{24 \text{ juillet}}{5 \text{ août}}$ 1830.

Le gouvernement grec s'empresse de vous transmettre une copie de la réponse que le sénat vient de faire au message qu'il lui a adressé en date du 14 (26) juillet, et dont il a eu l'honneur de vous donner communication.*

* *Lettre du sénat à S. E. le président de la Grèce.*

Nauplic, $\frac{23 \text{ juillet}}{4 \text{ août}}$ 1830.

Le sénat a pris en considération le message du gouvernement sous le numéro 532, ainsi que les pièces y jointes, savoir; 1^o, la lettre adressée au gouvernement par S. A. R. le prince Léopold, en date du 1^{er} juin; 2^o, la réponse du gouvernement à S. A. R. sous le numéro 530; 3^o, la note officielle du gouvernement à Messieurs les résidents des cours alliées; 4^o, la réponse de Messieurs les résidents à la note du gouvernement.

Après avoir mûrement médité le contenu de ces documents, il adresse à Votre Excellence le message suivant.

Lorsque les hautes décisions des augustes protecteurs de la Grèce, que renferme l'acte du 3 février ainsi que ceux qui en forment le complément, furent communiquées au gouvernement grec, sans que la nation pût être convoquée pour les apprécier dans toute leur étendue, droit qu'elle s'était explicitement réservé, le sénat exprima sa profonde reconnaissance envers les souverains alliés, pour la grande et généreuse pensée qui avait présidé à la restauration politique de la Grèce. Il approuva la note que le gouvernement adressa dans cette circonstance à Messieurs les résidents, et par laquelle il s'engageait à exécuter, autant que cela serait en son pouvoir, les clauses du protocole. Le sénat ne

Vous verrez, Monsieur le résident, que le sénat, en fondant son opinion sur les vœux exprimés unanime-

ment néanmoins se dispenser de faire part au prince Léopold de quelques observations, et de lui soumettre en même temps les moyens d'exécution qu'il jugeait propres à faciliter l'accomplissement de la tâche glorieuse que S. A. R. était appelée à remplir.

Les provinces honorant le gouvernement et le sénat de leur confiance, se réunirent à eux dans leurs témoignages de gratitude envers les Puissances alliées, et hâtèrent de leurs vœux ardents l'arrivée du souverain. La magnanimité des cours alliées en offrant à la Grèce le plus grand des bienfaits, l'indépendance, avait réservé au prince souverain le soin d'en faire recueillir les avantages au pays. Investi de la confiance des hautes Puissances, et du pouvoir d'accomplir en faveur de la Grèce l'œuvre de l'indépendance, le souverain ne pouvait être considéré par elle que comme le garant d'un avenir heureux. D'ailleurs les vertus personnelles du prince Léopold, et les nobles sentiments que S. A. R. avait plus d'une fois exprimés, s'étaient présentés à la nation comme autant de gages qui lui assuraient la jouissance de ses droits. Ainsi lorsque dans ses nombreuses adresses le peuple grec se livrait à la joie la plus vive et au sentiment de la plus profonde reconnaissance, c'était sous ces différents rapports qu'il avait envisagé l'élection du prince souverain et conçu les plus douces espérances.

De quelle vive douleur le peuple grec n'a-t-il pas dû être frappé, déçu comme il l'a été dans son attente par l'abdication du prince Léopold? événement d'autant plus douloureux que S. A. R. venait de donner à la Grèce des présages consolants pour son bonheur futur.

Quant au paragraphe de la note que le gouvernement adresse à Messieurs les résidents, relativement à la nomination d'un nouveau souverain, le sénat déclare qu'il ne peut opiner sur un sujet de si haute importance, qu'en s'étayant des vœux de la nation grecque, vœux qui sont clairement énoncés dans ses adresses solennelles. Considérant le choix d'un autre prince sous le même aspect que la nation, il le désire avec la même ardeur avec laquelle toute nation doit désirer ce qui peut opérer son bonheur et sa restauration. En conséquence, plein d'une confiance sans bornes dans l'équité et dans la haute sagesse des augustes protecteurs de la Grèce, il attend leurs déterminations finales comme des arrêts salutaires de la Providence, augurant par les bienfaits dont

ment par les provinces, partage celui que nous avons énoncé dans notre office du 14 (26) juillet.

Vous pouvez par conséquent donner encore une fois à votre auguste souverain l'assurance que la nation apprendra avec une profonde gratitude le choix du prince, auquel les cours alliées confieront l'accomplissement de leurs généreuses intentions en faveur de la Grèce.

Nous aimons à espérer qu'à cette occasion vous mettez sous les yeux de votre auguste souverain les observations les plus propres à convaincre S. M. de la nécessité urgente d'engager le prince qui sera choisi à se rendre une heure plus tôt sur les lieux.

les Puissances ont déjà comblé la Grèce de ceux qu'elles lui assureront pour l'avenir.

Le sénat adressant ce message au président, prie S. E. de vouloir bien transmettre à S. A. R. le prince Léopold l'expression de la légitime douleur qu'il a ressentie de son abdication inattendue, ainsi que l'expression de la reconnaissance dont le pénètrent les généreux sentiments qu'il a manifestés. Il aime à espérer que S. A. R. conservera à la nation cette disposition bienveillante.

Dans la lettre, d'ailleurs pleine d'un noble intérêt, de S. A. R., il est énoncé que le sénat qualifie la ratification de l'acte du 3 février de légalisation d'un esclavage éternel. Le sénat se trouve dans le pénible devoir de déclarer qu'il n'a point donné une qualification pareille à l'acte mémorable de la conférence de Londres, acte qui stipule et consacre le plus grand des bienfaits qu'aient accordés aux Hellènes les augustes fondateurs du nouvel état, l'indépendance.

Signés, *Le président*, D. TZAMADOS.

Le secrétaire, P. SOUTZOS.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Modon, $\frac{29 \text{ juillet}}{10 \text{ août}}$ 1830.

Avant de quitter Modon, je suis bien aise de vous donner, mon prince, une nouvelle occasion de rendre service à la Grèce, et de prouver encore une fois aux cours alliées que le gouvernement désire justifier la confiance dont elles l'honorent.

Dans les explications que j'ai eues avec Messieurs les résidents sur les mesures qu'il faudrait prendre pour prévenir, ou du moins pour mitiger, les conséquences funestes de la délimitation, j'ai souvent insisté sur la nécessité de placer cette opération difficile et dangereuse sous la sauvegarde de l'autorité et de la puissance des cours alliées. J'ai fait observer à Messieurs les résidents que les commissaires délimitateurs représenteraient l'une, et que les bâtiments de guerre des trois stations et les troupes françaises pourraient représenter utilement l'autre.

C'est dans cette vue que j'ai demandé à M. le général Schneider, si au moment où il s'agira de rendre aux Turcs les provinces de l'Acarmanie et de l'Étolie, il pourrait mettre une forte garnison à Patras et dans le château de Morée. De cette position les troupes françaises pourraient se porter à Lépante, à Messolonghi, et partout où le besoin l'exigerait.

Le général Schneider a reconnu avec moi l'importance de cette mesure ; mais il m'a témoigné les regrets qu'il éprouve d'être dans l'impossibilité de l'adopter, à raison du peu de troupes qu'il a à sa disposition.

Devant être appelées à prendre part à l'occupation des forteresses de l'Attique et de l'Eubée, les troupes que le général a actuellement sous ses ordres ne suffisent pas pour en envoyer en même temps à Patras et dans la Grèce occidentale. Le général a bien voulu m'assurer que par le courrier d'aujourd'hui il fait son rapport au ministère de la guerre sur cet objet important.

Je vous autorise par conséquent à en entretenir vous-même le prince de Polignac, et à solliciter l'envoi d'un second régiment. Vous ferez observer au prince que c'est autant dans l'intérêt des cours alliées que dans celui de la Grèce, que je prends la liberté d'articuler cette demande. Elles désirent en effet que les clauses du protocole concernant la délimitation s'exécutent, sans que des complications graves viennent mettre encore en question ce qui a été décidé. La Grèce désire également atteindre le but que les cours alliées lui assignent, en faisant preuve de gratitude et de bonne volonté.

En exprimant avec une entière franchise le but qu'il a en vue, le gouvernement remplit sa tâche. Vous aurez rempli la vôtre, en portant ce vœu à la connaissance du ministère français et de Messieurs les ambassadeurs d'Angleterre et de Russie.

Puisque vous aurez l'occasion d'entretenir le ministère

de la guerre, je vous autorise aussi à lui recommander M. le lieutenant Pourchet. Cet officier dirige les travaux de notre arsenal de Nauplie, et mérite tous les jours davantage la satisfaction de ses chefs et du gouvernement. Le général Schneider sollicite pour lui un grade; j'ose-
rai unir mes instances aux siennes.

Je ne vous parlerai pas du général Schneider lui-même. Je ne saurais assez me louer de ses nobles et généreuses dispositions à m'offrir sa coopération. Je suis témoin du bien qu'il fait tous les jours dans les places de la Messénie. Le pays sort de ses ruines, et ses progrès attestent tout ce que peut l'action du bon exemple. Si vous avez le bonheur de vous présenter au roi, ne manquez pas de faire connaître à S. M. combien le général Schneider met de zèle à remplir ses généreuses intentions en faveur de la Grèce, et combien ce pays lui doit de reconnaissance.

*A M. Lycourgue Logothétis, Directeur
de Samos.*

Nauplie, $\frac{4}{16}$ août 1829.

J'allais vous expédier par un courrier la lettre ci-jointe, lorsque j'ai reçu votre messenger avec vos lettres du lesquelles accompagnent celles que vous adressez à Messieurs les résidents des cours alliées.

J'ai pris connaissance des unes et des autres, avec l'intérêt sincère que m'inspire votre situation. Mais plus je désire concourir de tous mes moyens à la rendre aussi conforme que possible aux vœux que vous pouvez former, et plus je dois insister auprès de vous, afin que vous vous décidiez immédiatement à l'envoi d'une députation soit à Constantinople, soit à Nauplie.

Toutes les informations que j'ai reçues en dernier lieu de la part des cours alliées me prouvent évidemment qu'elles sont plus que jamais dans la ferme résolution de ne rien changer aux clauses du protocole du 3 février. L'île de Samos ne peut donc plus se considérer comme faisant partie de l'état Grec ; et elle ne peut par conséquent régler ses intérêts qu'avec la Porte, mais sous la sauvegarde des Puissances alliées.

Puisque vous me donnez la latitude de juger, s'il pouvait vous être utile de faire remettre par votre messenger à Messieurs les résidents les lettres dont il était porteur, je vous les renvoie ci-jointes, et je vous engage à en écrire d'autres, par lesquelles vous leur demanderez leur intervention et leur garantie. Vous pouvez faire de cette garantie la condition de tous les arrangements que vous propose la Porte.

Ce qui vous prouvera que le parti que je vous propose est le seul que vous puissiez suivre, c'est qu'il m'est impossible de vous accorder les patentes et les passeports que vous me demandez. Ils ne garantiraient pas votre navigation et votre commerce, attendu que les bâtiments

de guerre des Puissances alliées, et en général aucune autorité étrangère, ne les reconnaîtraient comme légitimes.

C'est avec une peine inexprimable que je dois vous faire cette communication ; mais encore elle est fondée sur le désir de rendre service à votre patrie.

A M. A. de Stourdza, à Odesa.

Nauplie, $\frac{10}{22}$ août 1830.

Je vous rends mille grâces, mon cher Stourdza, de vos lettres, et notamment de celle du 8 (20) juillet, laquelle m'est arrivée très-exactement et très-promptement.

Elle me trouve comme à l'ordinaire accablé de travail et abreuvé d'amertume. Nous avons ici des commissaires turcs, qui semblent très-disposés à procéder de bonne foi à l'exécution des clauses du protocole concernant la délimitation. Mais les commissaires délimitateurs destinés par les cours alliées ne sont pas encore tous à leur poste. Le Russe a été le plus diligent, et il est déjà ici.

La conférence de Londres a fait droit à quelques-unes des réclamations respectueuses de la Grèce. Elle n'a pu rien changer aux décisions relatives aux limites : mais les instructions que les commissaires ont reçues sont aussi avantageuses que possible.

La Russie et la France ont envoyé au gouvernement 1,000,000 de francs à compte de l'emprunt, et l'Angleterre lui en promet de son côté 500,000.

En s'occupant du choix du nouveau souverain, les trois cabinets ont reconnu d'un commun accord que jusqu'à ce que ce choix soit fait, et que le nouveau souverain arrive sur les lieux, il était de leur devoir et de leur intérêt de soutenir le gouvernement provisoire, et de lui donner les moyens de maintenir la tranquillité et l'ordre dans le pays.

L'abdication du prince Léopold a excité d'abord des alarmes et des récriminations contre moi ; mais la publicité qu'il a donnée à mes lettres a dessillé tous les yeux. Le zélé Eynard a fait plus encore : il a livré aussi aux journaux ma correspondance avec lui. L'ensemble de tous ces témoignages a mis dans son plus grand jour la droiture de ma conduite. Le ministère anglais lui-même a fini par me rendre justice ; et la preuve en est qu'il se décide à nous secourir pour le moment avec 500,000 francs à compte de l'emprunt.

La réponse que j'ai faite à la dépêche par laquelle S. A. R. m'annonce son abdication, et toutes les pièces qui l'accompagnent au sénat et aux résidents des cours alliées, calment toutes les mauvaises consciences. Si l'on m'envoie à temps les gazettes qui renferment ces documents, vous les recevrez par la poste d'aujourd'hui.

Nous en étions à ce point de nos pénibles travaux, lorsque les nouvelles de France des derniers jours de

juillet viennent encore couvrir notre horizon de ténèbres, et menacer d'une tempête affreuse la nacelle de l'état Grcc. Elle n'est pas encore dans le port. A l'aide de quelle boussole pourra-t-on désormais la gouverner?

Les événements du 28 et du 29 juillet ne me sont connus que par des fragments de gazettes, et par une première communication formelle que le général Schneider vient de m'adresser. Jugez maintenant de l'anxiété avec laquelle j'attends les communications que MM. le comte de Panin et Dawkins sont chargés de me faire. Je ne m'arrête pas sur ce grave sujet ; je le livre à vos méditations, et je serai bien aise d'en recueillir le fruit.

J'espère que M. Rodofinikin vous tiendra parole, et qu'il protégera les intérêts de nos écoles. Si ses efforts n'aboutissent pas à un prompt résultat, je me déciderai alors d'adresser mes humbles instances à S. M. I.

Les affaires de l'Épire sont toujours *in statu quo*. On prétend qu'à cette heure le visir est déjà de retour à Constantinople. Il me paraît difficile que la Porte puisse mettre en bon ordre les affaires de cette partie de ses états. L'histoire d'Ali-Pacha est sous les yeux de tout le monde. Comment peut-on se faire encore illusion?

A M. M. les Présidents des Cours alliées.

Nauplie, $\frac{15}{27}$ août 1830.

Par sa note du 14 (26) juillet et les documents qui y étaient joints, le gouvernement grec a répondu d'avance à l'office que vous lui avez fait l'honneur de lui adresser le 21 du courant, pour lui annoncer la renonciation de S. A. R. le prince Léopold à la souveraineté de la Grèce.

En me référant aux communications mentionnées ci-dessus, je me bornerai par conséquent à vous prier, Monsieur le résident, d'assurer à votre auguste souverain que les sentiments douloureux dont elles étaient l'expression se gravent, s'il se peut, chaque jour plus profondément dans le cœur de tous les habitants de ce pays. Livré depuis si longtemps à des incertitudes sans cesse renaissantes, ce peuple soupire après le moment où il pourra jouir de l'existence calme et assurée que lui promettent les généreuses décisions des trois cours.

Il apprendra donc avec une vive reconnaissance qu'elles ne cessent de vouer leurs efforts à lui procurer cet immense bienfait, en s'occupant à cet effet du choix d'un nouveau souverain, et de l'exécution des autres arrangements dont elles sont convenues.

Rien assurément ne pouvait être plus propre à faciliter l'accomplissement de cette grande tâche que les dispositions salutaires que vous avez bien voulu, Monsieur,

me faire connaître par votre office d'hier, et qui entreut dans un nouveau protocole, signé à Londres le 16 juin 1830 par les représentants de l'alliance.

Le gouvernement s'empressera de fixer l'attention du sénat et de la nation sur cet acte, dans lequel il a plu aux cours alliées de donner des développements importants à quelques-unes des clauses du protocole du 3 février.

L'un et l'autre partageront sans doute sa sincère gratitude, voyant que les souverains, augustes protecteurs de la Grèce, en stipulant de nouveaux avantages en sa faveur, ont daigné prendre en considération les vœux et les observations que son gouvernement avait jugé de son devoir de ne point leur laisser ignorer, et lui donner ainsi un précieux gage de leur accord et de leur haute bienveillance.

A M. M. les Présidents des Cours alliés.

Nauplie, $\frac{15}{27}$ août 1830.

La communication jointe à l'office que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date d'hier, me donnait quelques éclaircissements sur celles des stipulations de la conférence de Londres qui concernent les propriétés musulmanes, les privilèges accordés aux catholiques, et les mesures relatives à la délimitation.

Vous ne doutez pas. j'espère, Monsieur le résident,

de la vive satisfaction avec laquelle j'ai pris connaissance des observations dont vous m'accompagnez chacun de ces points. En les précisant, en rassurant ainsi complètement la Grèce sur les clauses auxquelles elle aurait pu prêter une interprétation peu favorable à ses intérêts, les cours alliées lui ont imposé de nouvelles obligations qu'elle sait apprécier, et qu'il lui tarde de remplir, en contribuant pour sa part avec empressement et loyauté à l'exécution des arrangements qui doivent constituer le nouvel état.

A M. Condostavlos, Membre de la Commission des Finances.

Nauplie, $\frac{15}{27}$ août 1830.

Quels que soient les efforts de la diplomatie, je ne croirai à la prompte évacuation de l'Eubée et de l'Attique, que lorsque le gouvernement grec pourra acheter les propriétés turques, par un arrangement au moyen duquel il donnerait en espèces sonnantes une partie des valeurs, et l'autre en obligations.

D'après les explications que j'ai eues avec le commissaire turc qui est ici, je pense que si le gouvernement pouvait disposer de 200,000 écus, cette grande affaire se terminerait promptement et très-fort à l'avantage des Grecs.

Sans la révolution qui a éclaté en France, j'aurais pu compter sur l'emprunt, et employer par conséquent une partie des avances que les trois cours nous ont faites pour vivre jusqu'au mois de novembre. Ne le pouvant pas, il ne me reste qu'une seule ressource, à l'égard de laquelle je vais vous demander votre opinion.

Je voudrais proposer, tant aux capitalistes grecs qu'aux étrangers, de prêter au gouvernement la somme de 200,000 talaris aux conditions suivantes :

1°. Ils ne la prêteraient que pour l'achat des propriétés particulières des Turcs, tant dans l'Eubée que dans l'Attique.

2°. Ils prêteraient pour trois ans, à l'intérêt de 8 pour 100.

3°. Les prêteurs pourraient acheter des biens nationaux dans l'île d'Eubée et dans l'Attique avec les obligations de l'emprunt.

4°. Selon la somme que représenteraient les obligations, le gouvernement accorderait une prime de tant pour 100.

C'est avec ces indications que je vous prie de me faire un projet d'emprunt, et si vous croyez qu'en venant vous-même par le cutter à Nauplie, vous pouvez vous acquitter de cette commission, je vous y verrai avec grand plaisir. Comme je me propose dans le courant de la semaine prochaine de faire une tournée moi-même à Égine, je pourrai vous y ramener.

A MM. les Présidents des Cours alliés.

Nauplie, $\frac{16}{28}$ août 1830.

Le gouvernement grec se conformera avec la plus grande exactitude aux dispositions que Messieurs les résidents des cours alliées viennent d'arrêter de concert avec Hadji Ismaïl-Bey, commissaire de la Porte ottomane, et dont ils lui ont fait l'honneur de lui faire part par leur office du 15 (27) courant.

Il croit pouvoir se dispenser de répéter ici les observations qu'il a eu l'honneur de leur adresser à différentes reprises, sur les précautions qui lui semblent indispensables pour prévenir les conséquences fâcheuses que pourrait entraîner l'exécution des clauses relatives à la délimitation, surtout dans la Grèce continentale.

Dans cette vue le gouvernement grec a proposé que les commissaires délimitateurs fussent chargés eux-mêmes de diriger ces opérations, que les forces de l'alliance fussent placées de manière à seconder en cas de besoin les commissaires, et qu'il fût accordé au gouvernement un fonds spécial, à l'effet de le mettre à même de secourir ceux des habitants qui émigreraient dans le nouvel état.

Je dois par conséquent réitérer le vœu qu'à l'époque fixée pour l'évacuation de Vonitza et du golfe Ambra-

cique les conditions mentionnées ci-dessus se trouvent remplies.

J'insisterai d'autant plus sur ces points, que la rétrocession du golfe Ambracique et de Vonitza implique nécessairement celle de Macrinoros, attendu que les troupes qui occupent ces défilés devront se retirer aussi, pour ne pas rester isolées et perdre toute communication avec le reste de l'armée. Dès lors il ne s'agira plus dans le fait de la restitution seule de Vonitza, mais de l'abandon simultané de toutes les positions que les Grecs occupent aujourd'hui dans l'Acarnanie et dans la haute Étolie.

Pour le cas où les trois commissaires démarcateurs ne fussent pas encore arrivés au moment de l'évacuation de Vonitza d'une part et de l'Attique de l'autre, les employés de confiance que Messieurs les résidents se proposent d'envoyer sur les lieux ne pourront être que très-utiles.

*A MM. Calogéropoulos, Manos,
& Missoglou.*

Nauplie, $\frac{19}{31}$ août 1830.

Nous vous appelons, Messieurs, à vous réunir, pour vous rendre immédiatement dans l'île d'Eubée et en Attique, à l'effet de remplir, d'après les directions que nous allons vous tracer, une mission importante.

Vous n'ignorez pas que, par une suite des transactions que la Grèce doit à la sollicitude bienveillante des augustes cours alliées, l'île d'Eubée et l'Attique vont être définitivement incorporées au nouvel état. Vous n'ignorez pas non plus les clauses de ces transactions, qui concernent les avantages stipulés en faveur des musulmans qui ont des propriétés dans les dites provinces.

Messieurs les résidents des cours alliées nous ayant demandé à ce sujet une déclaration, nous leur avons répondu comme nous le devons. Le secrétaire du gouvernement pour les affaires étrangères reçoit l'ordre de vous donner copie de ces documents.

Il vous remettra aussi les articles des transactions de Londres, qui sont destinés à préciser en quels lieux, et quelles sont les propriétés que les musulmans ont le plein droit de vendre, et combien ceux parmi les Turcs qui veulent demeurer en Grèce et conserver leurs propriétés, doivent compter sur la protection du gouvernement.

Vous verrez d'après ces articles qu'il ne peut être question que des propriétés particulières, situées dans le pays où se trouvent les Turcs, et dont ils ont maintenant la pleine et entière possession. Vous verrez aussi l'importante distinction établie par rapport aux Vacoûs, et la clause qui précise le moment où commencera l'année qui est accordée aux Turcs, pour qu'ils puissent aliéner leurs propriétés particulières.

En vous rendant dans l'île de Nègrepont, et partout

sur votre passage, vous aurez occasion de vous entretenir avec les Turcs sur la part que prend le gouvernement grec à l'exécution des clauses susmentionnées. Vous leur déclarerez que l'objet de votre mission est de leur répéter les assurances que nous avons données à cet égard à Messieurs les résidents par notre office.

Vous leur répéterez par conséquent de notre part :

1°. Que tous ceux des propriétaires musulmans qui voudront rester dans le pays conserveront leurs propriétés, et y jouiront avec leurs familles d'une sécurité parfaite.

2°. Que ceux qui veulent vendre leurs propriétés auront de notre part toute l'assistance et toutes les facilités qu'il sera en notre pouvoir de leur offrir.

3°. Qu'en général le gouvernement remplira avec une scrupuleuse exactitude toutes les stipulations des actes de Londres qui leur sont favorables, et qu'il s'attend en conséquence à une réciprocité complète de leur part.

Après vous être expliqués dans ce sens avec Omer-Pacha, et avec les autres Turcs élevés en grade, employés, ou occupant les premières places dans le pays à raison de leur fortune, vous leur prouverez par le fait que votre mission n'a pour but que de leur offrir l'assistance et les facilités que nous pouvons leur donner.

Dans cette vue vous aurez soin d'encourager les citoyens de la Grèce qui se rendent sur les lieux ou qui s'y trouvent, à acheter les propriétés particulières dont il s'agit. Vous ferez plus. Lorsque les contrats seront

faits sous la sauvegarde des lois et d'après les clauses du protocole, c'est-à-dire lorsque la propriété sera légitimement prouvée par des actes formels et légaux, lorsqu'elle sera dans la catégorie de celles dont le protocole autorise la vente, vous n'hésitez pas, sur la demande de l'acheteur, à nous adresser un rapport, en vertu duquel le gouvernement confirmera l'achat.

Quel que soit le désir des Grecs et des étrangers d'acheter des propriétés en Eubée et dans l'Attique, il se peut que leur arrivée sur les lieux soit retardée, et que les Turcs se pressent de réaliser leur fortune en numéraire. Dans cette hypothèse vous leur ferez observer que le protocole leur réserve une année entière, et que le gouvernement, après la prise de possession de l'Attique et de l'Eubée, pourra peut-être favoriser, comme intermédiaire, des arrangements qui leur faciliteront la vente des propriétés qui se trouveront encore à leur disposition.

Si nos ressources financières nous le permettaient, nous nous empresserions de leur offrir cette facilité. Nous achèterions les biens en question, après avoir procédé à une estimation par experts choisis de part et d'autre, et après être convenus du prix et du mode de paiement. Nous n'avons pas cette possibilité dans le moment actuel; mais nous ne renonçons pas à l'espoir de nous la procurer sous peu de temps.

Pour ce cas nous vous autorisons à entrer en pourparlers à ce sujet avec Omer-Pachia, avec le mollah, et

avec les autres propriétaires. S'ils consentent à entrer en négociations, vous y procéderez en vous conformant aux règles suivantes :

1°. Vous examinerez avant tout les titres de propriété que vous présentera le propriétaire turc qui vous proposera l'achat de son bien.

2°. Le titre reconnu légal et valide, vous procéderez au choix des experts, qui se rendront sur les lieux pour mesurer et estimer le bien en question. A ces experts le propriétaire uaira les siens.

3°. Pendant que les experts procéderont à l'estimation, vous tâcherez de vous procurer des informations indirectes sur la nature du domaine, sur ses productions, sur leur quantité dans une année moyenne, et en général sur la valeur du fonds.

4°. D'après la base d'estimation, vous traiterez avec le propriétaire sur le prix et sur le mode de paiement. Vous nous enverrez un rapport détaillé, avec les propositions du propriétaire et les vôtres.

5°. Pour le cas d'acheter, vous déclarerez d'avance que si le gouvernement s'y décide, cela ne lui serait guère possible qu'à des prix modiques, mais équitables, et à condition que le paiement ne s'effectueraient qu'à de longs termes, sauf à donner au moment de la prise de possession un petit à-compte.

Les Turcs possèdent aussi des vivres et du bétail, dont ils désirent se défaire. Il vous est recommandé de faire prendre connaissance de ces objets, et de vous informer

de la quantité, de la qualité, et du prix. Il nous intéresse aussi de connaître les conditions auxquelles les Turcs voudront les vendre. Ces conditions ont trait également à la somme et au terme du paiement.

Vous ne négligerez pas enfin de veiller et de faire veiller à ce que les Turcs ne vendent point des propriétés qui appartiennent à l'état, et que le protocole réserve au gouvernement grec. Vous nous procurerez toutes les notions possibles sur la population, les revenus publics, les domaines de l'état, les mines, les bois, et autres ressources qui appartiennent au fisc. Vous nous adresserez vos rapports le plus souvent que vous pourrez, et nous ne vous ferons pas attendre des directions ultérieures.

Au Sénat.

Nauplie, $\frac{22 \text{ août}}{3 \text{ septembre}}$ 1830.

Dans les explications que j'ai eues avec le mollah, commissaire de la Porte pour la vente des propriétés des provinces qui doivent passer d'une domination à l'autre, je n'ai pas négligé de lui demander comment, par un juste retour de réciprocité, il favoriserait la vente des propriétés appartenant aux Hellènes, dont le pays serait rétrocédé à la Porte.

Le commissaire ottoman, sans prendre aucun engagement, m'a témoigné le désir de connaître en quoi com-

sistent ces propriétés, et quelle en est approximativement la valeur. Je lui ai répondu que je tâcherais de lui procurer ces informations; je vous propose donc, Messieurs, de vous occuper à les recueillir.

Les données que je puis mettre à votre disposition consistent dans les tableaux dressés par les différentes commissions destinées dans le temps à enregistrer les propriétés particulières et publiques des provinces de l'état. Le secrétaire d'état vous transmettra conjointement le tableau des provinces de la Grèce orientale. Après les avoir consultés, veuillez les lui rendre, attendu que ces tableaux doivent servir à d'autres travaux administratifs, dont vous n'ignorez pas l'importance. Ceux des membres du sénat qui ont des connaissances locales peuvent être destinés par Monsieur le président à se réunir en comité pour s'occuper du travail dont il s'agit.

Ce travail consisterait dans un tableau indiquant, dans chacune des provinces de la Grèce continentale que la délimitation place hors de la juridiction du nouvel état, l'énumération et la valeur approximative des propriétés particulières.

Quoique ce tableau ne préjuge aucune question, je pense néanmoins que le sénat en s'en occupant doit en réserver la connaissance pour lui seul et pour le gouvernement.

Après avoir ainsi répondu à la partie de votre message sous le numéro 102 qui concerne ces graves intérêts, j'ajouterai mon opinion quant aux propriétés en

Attique, que le gouvernement avait aliénées avant la chute de l'acropole.

Si les immeubles sont aujourd'hui entre les mains de leurs anciens propriétaires ou des ayants droit, le gouvernement, d'après la lettre du protocole, ne pourrait leur contester la faculté de les aliéner. Quant aux acquéreurs grecs que la catastrophe de l'acropole a dépossédés, ils n'ont qu'à subir le sort de la guerre, ou présenter en temps et lieu leur pétition, pour que le gouvernement fasse examiner si leur prétention à une indemnité peut être admissible ou non.

Le gouvernement a envoyé dans l'île d'Eubée une commission, et le secrétaire pour les affaires étrangères vous donnera la copie des instructions dont elle est munie. Vous verrez que j'ai fait tout ce qui pouvait dépendre de moi, pour protéger les intérêts légitimes de nos frères les habitants de cette île.

J'avais comme vous, Messieurs, entretenu l'espoir qu'en faisant un appel au patriotisme et à la sage prévoyance des Hellènes, le gouvernement aurait pu contracter un emprunt, et se ménager ainsi les moyens de négocier un arrangement en bloc avec les Turcs propriétaires, et d'accélérer l'évacuation des forteresses et de l'île d'Eubée. Les demandes partielles que j'ai faites, dans la vue de pressentir l'opinion de quelques capitalistes, me donnent des résultats très-peu encourageants ; et je doute qu'en proclamant les conditions d'un emprunt, quelque avantageuses qu'elles soient, le gouver-

nement puisse compter sur un nombre d'actionnaires pour des sommes considérables. Devant donc renoncer à cet espoir, je ne puis que m'adresser à l'étranger, et je le ferai, quelque fâcheux et préjudiciables que soient les incertitudes et les retards, conséquence nécessaire d'une semblable direction dans les circonstances actuelles.

Au Sénat.

Nauplie, $\frac{24 \text{ août}}{5 \text{ septembre}}$ 1830.

Vous trouverez, Messieurs, ci-jointe l'ordonnance par laquelle nous instituons une commission statistique, ainsi que les instructions dont nous la munissons.* Les

* *Instructions à la commission statistique.*

Nauplie, $\frac{24 \text{ août}}{5 \text{ septembre}}$ 1830.

Du moment que nous avons pu tracer les premières lignes de l'organisation intérieure de l'état, nous avons chargé les commissaires extraordinaires et les gouverneurs provisoires de recueillir dans leurs provinces respectives toutes les notions statistiques possibles. Les rapports que ces fonctionnaires publics nous ont adressés et qui vous seront remis, vous fourniront un premier aperçu.

Nous avons, à la fin de l'année dernière, nommé dans chaque département des commissions chargées de recueillir à leur tour des renseignements plus positifs sur l'état de la population et sur celui des propriétés particulières et nationales. Le secrétaire d'état vous transmettra la cir-

tableaux qu'elle est invitée à dresser nous offriront les moyens de mettre à exécution le paragraphe 2 de l'article 7 du troisième décret du congrès d'Argos.

Nous allons maintenant vous faire part du plan que nous nous proposons de suivre, afin d'atteindre avant

culaire d'après laquelle les commissions ont réglé leurs travaux. Il vous remettra aussi les tableaux qu'elles ont confectionnés.

C'est sur l'ensemble de ces données que nous vous chargeons de composer avant tout le tableau statistique de chaque province. Pour le moment il suffira que vous vous occupiez du Péloponèse.

Ces tableaux indiqueront avec précision :

- 1°. Le nombre des habitants.
- 2°. Le nombre de ceux d'entre eux qui possèdent des propriétés.
- 3°. Le nombre de ceux qui cultivent des terres nationales et qui n'ont pas de propriétés.

Ce travail est celui dont nous avons le plus pressant besoin, et nous ne saurions assez vous recommander de le hâter.

Étant chargés de continuer vos recherches et vos travaux sur cette partie si essentielle, nous vous invitons à nous adresser toutes les observations que vous serez dans le cas de faire, tant par rapport aux renseignements qui vous sont communiqués que par rapport à ceux que vous jugerez nécessaire de vous procurer.

Le but que vous aurez à atteindre sera de donner en son temps au gouvernement la statistique complète de l'état; mais tous les travaux que vous ferez à cet égard devront être dirigés de manière à ce que le gouvernement puisse en profiter au fur et à mesure qu'il pourra en avoir besoin.

C'est dans cette pensée qu'après avoir jeté un coup d'œil sur l'ensemble des documents que vous recevrez, vous nous proposerez le plan d'après lequel vous jugerez pouvoir le mieux remplir les intentions du gouvernement.

La commission des finances vous fournira les livres et les choses nécessaires à vos travaux. Vous vous réunirez dans un des appartements du sénat, et les secrétaires des deux sections sont tenus de vous prêter leur coopération. Vous recevrez . . . phénix par mois, à compter du 1^{er} septembre.

tout le but que nous vous avons signalé par notre message sous le numéro . . . , et de remplir aussi les vœux qui nous sont exprimés de la part de tous les citoyens.

Il s'agit de procurer une propriété foncière à ceux des habitants des différentes communes de l'état qui n'en ont point, d'accorder le même avantage à ceux qui, possédant déjà des propriétés, désireraient en acquérir d'autres.

C'est sur les indications que renfermeront les tableaux dont la commission statistique est chargée, que les gouverneurs des provinces, aidés des commissions locales, des démogéronties respectives, et de deux primats ou délégués des communes, arrêteront définitivement :

1°. Le nombre des familles ou des individus qui manquent de propriété.

2°. L'étendue de terre à portée de la commune qui leur sera assignée, en calculant selon la qualité du terrain la portion que chaque famille ou chaque individu pourra posséder. Le règlement fixera le maximum et le minimum de chaque portion.

3°. La division des terres assignées à la commune en lot, et le partage de ces lots par le tirage au sort.

4°. L'estimation de chaque lot par experts nommés d'une part par le gouvernement et de l'autre par la commune.

5°. Enfin le décret fixera les termes dans lesquels chaque citoyen ou chaque famille qui aura accepté son lot, sera tenu d'en payer le prix à la caisse publique. Nous

pensons que ce terme devrait se trouver entre dix et quinze ans.

Le décret déterminera aussi le mode de paiement.

D'après le système actuel de la perception de l'impôt, chaque contribuable paierait la simple dime pour la quote-part qu'il payait chaque année au trésor, en déduction de la dette qu'il aurait contractée pour la portion de terrain qui lui aurait été assignée. Si l'on échangeait le système de l'impôt, en le faisant porter non sur les produits, mais sur la terre, alors cette déduction deviendrait plus simple et plus facile.

Le décret arrêterait aussi que, lorsque les communes auraient été ainsi satisfaites, il serait libre à chaque citoyen d'acheter les terres qui resteraient encore à la disposition de l'état. A cet effet ces terres seraient mesurées, divisées en lots, et estimées. Chaque lot, selon les qualités du terrain et les accidens des localités, serait calculé de l'étendue de 500 à 1,000 stremmes. Ces lots seraient vendus au plus offrant, et le prix en serait payé dans des termes fixés.

Les acquéreurs des terres assignées aux communes ou de celles vendues après, comme nous venons de le dire, recevront un acte de propriété que le gouvernement leur délivrera, et en le recevant ils paieront une petite rétribution par stremme.

Ces rétributions formeront le fonds avec lequel seront indemnisés les démogérontes, leurs adjoints, les experts, ainsi que les greffiers qui auront dressé les

procès-verbaux, les enregistrements, et tous les actes relatifs à ces opérations.

Je vous engage, Messieurs, à prendre en considération ces premières idées et à me communiquer les vôtres, sans toutefois procéder dès ce moment à la rédaction du projet de décret dont il s'agit. Le gouvernement s'en chargera après avoir recueilli votre opinion, et il vous le communiquera, lorsque la rédaction en sera définitivement arrêtée.

Ce décret pour sa première partie n'a besoin d'aucune sanction nationale, puisqu'il ne renferme que l'exécution du paragraphe 2 de l'article 7 du troisième décret du congrès d'Argos. La seconde partie qui n'est pas sans importance, pour être exécutée doit être auparavant sanctionnée par la nation. Nous pensons cependant que le décret une fois rédigé avec votre approbation, pourrait être envoyé aux gouverneurs civils, afin de le porter à la connaissance et aux suffrages des provinces. Nous sommes assurés d'avance que tous les citoyens l'accueilleront d'une voix unanime, et alors le décret aurait toute la force d'une loi.

Il va sans dire, Messieurs, que notre intention n'est point de porter atteinte à l'hypothèque qui pèse sur les propriétés nationales à cause des anciens emprunts. Le décret sera rédigé de manière à ce qu'il ne s'élève point de difficulté à cet égard.

Veuillez me faire part de vos observations, et je ne tarderai pas à vous communiquer le projet de décret.

A M. le Sénateur Metaxas, en Commission à Sparte.

Nauplie, $\frac{26 \text{ août}}{7 \text{ septembre}}$ 1830.

Toutes les informations que j'ai reçues relativement à la situation de la famille de Kyriakoulis, fils de Pierre Mavromichalis, me portent à vous autoriser à reconnaître sur les lieux et à me proposer les secours que le gouvernement pourrait offrir à sa veuve et aux orphelins.

Si d'autres membres de la même famille ont des torts envers le gouvernement, il n'est pas juste que la famille de celui des Mavromichalis qui est mort au service de la patrie en souffre.

Je vous recommande donc de mettre un soin particulier à remplir cette commission, et d'en faire connaître l'esprit à ceux des Spartiates qui vous entourent.

A M. le Baron de Saint-Vincent, à Paris.

Nauplie, $\frac{8}{20}$ septembre 1830.

Les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, en date du 24 juillet et du 14 août, me sont arrivées en même temps. Ces deux dates embrassent un siècle, si

c'est par la nature et l'importance des événements que le temps doit se mesurer.

Ceux dont les journaux nous rendent compte, et que votre lettre du 14 août résume en peu de mots, exerceront nécessairement une grande influence sur les destinées de la Grèce. Espérons que les questions majeures dont vous voulez bien m'entretenir par votre lettre du 24 juillet, seront sans retard ultérieur décidées par la triple alliance, dans la noble et grande pensée d'affermir sur une base plus large le nouvel état. Espérons aussi que la Grèce contribuera à cet immense résultat, par le système qu'elle suivra dans sa restauration sociale et politique.

J'ai eu l'honneur de vous faire part de mes observations sur cette partie de la tâche difficile que je m'efforce de remplir; permettez-moi de les rendre encore une fois présentes à votre mémoire. Peut-être serez-vous, Monsieur le baron, dans le cas d'en faire un bon usage. Je le crois d'autant plus que quelques-uns de vos compatriotes, qui ont comme vous visité ce pays, s'obstinent à le voir, non dans la situation morale et matérielle où l'ont placé quatre siècles d'esclavage et huit années d'anarchie, mais dans celle où voudraient le placer, dans des intentions sans doute louables, les hommes à doctrines républicaines.

Ces derniers voient avec peine que le gouvernement actuel se refuse à donner dès aujourd'hui à la Grèce des institutions constitutionnelles, et c'est à ce titre qu'ils le

blâment. Sans m'en inquiéter, je poursuis ma marche ; et plus je consulte de bonne foi l'expérience de tous les jours, plus je suis intimement convaincu que, si j'en suivais une autre, je trahirais la confiance de cette nation et je manquerais à tous mes devoirs.

Selon mon opinion il ne peut être question dans l'époque actuelle, et pendant quelques années encore, que de préparer les éléments d'une bonne organisation sociale et politique, à l'aide de l'instruction, du travail et du temps. En partant de là, je m'occupe avec persévérance surtout de trois choses : d'établir dans chaque commune une ou plusieurs écoles d'enseignement mutuel ; de jeter les bases d'écoles normales et d'écoles d'arts et métiers ; de donner enfin aux nombreux prolétaires dont se compose la presque-totalité de la population, la jouissance de la propriété territoriale, en accordant à chaque famille de laboureur un morceau de terre à des conditions équitables.

Quelque insurmontables qu'aient pu paraître au premier aspect les difficultés qui s'opposaient à l'exécution de ces mesures, elles sont en grande partie exécutées. Il n'existe plus de commune sans une école, et les établissements d'Égine font des progrès notables.

J'ai déjà rassemblé des matériaux pour faire une es-
pèce de cadastre. Une commission statistique s'en occupe, et sous peu j'espère que le gouvernement pourra assigner aux habitants des provinces, qui n'ont pas de propriétés, quelques stremmes de terre à chacun.

Cette opération achevée, ces hommes sortiront du véritable esclavage qui les opprime, et devenus libres ils jouiront du droit de suffrage et se constitueront en communes, non comme par le passé par l'action du plus fort, mais par la puissance des lois. Un système municipal sera aisément organisé, et de ce même système résultera, par une conséquence toute naturelle, une représentation nationale.

Jusque-là toute constitution ne ferait que favoriser des intérêts individuels, et fonder le pouvoir du plus fort sur l'ignorance et l'abrutissement de la masse. Ce pouvoir une fois établi, il serait difficile, pour ne pas dire impossible, qu'il n'arrivât de deux choses l'une : ou le renversement de ce pouvoir par une explosion révolutionnaire, ou l'affermissement de la plus funeste des tyrannies. Je ne deviendrai jamais complice ni de l'un ni de l'autre de ces deux résultats.

Telle est ma profession de foi sur ce grand chapitre des intérêts les plus chers de la Grèce, et telle est aussi la pensée dans laquelle est conçu le second décret du congrès d'Argos qui le concerne. En m'expliquant par mes lettres particulières à ce sujet avec S. A. R. le prince de Cobourg, je lui ai énoncé cette même opinion. J'en agirai de même à l'égard du prince qui sera nommé ; et s'il veut bien m'honorer de son attention, je lui développerai toutes les considérations qui viennent à son appui. Lorsqu'il sera sur les lieux il en jugera.

Je ne vous en dis pas davantage, Monsieur le baron,

et je finis en vous priant de me continuer votre amitié. Vous m'en donnerez une preuve en m'écrivant souvent. Tant que M. Eynard est à Paris, il se chargera volontiers de vos lettres; en son absence ce sera M. le prince Soutzos qui me les transmettra.

*A M. le Chevalier Eynard, aux bains
des Pyrénées.*

Nauplie, $\frac{8}{20}$ septembre 1830.

Je réponds, mon cher Eynard, à vos lettres du 11 août. D'abord les journaux, et plus tard les lettres du prince Soutzos, m'ont donné les nouvelles de Paris des derniers jours de juillet. Comme vous le faites observer, les événements qui caractérisent ces journées sont de nature à remplir un siècle.

Je suis heureux d'apprendre que la santé de M^{me} Eynard est rétablie, et que vous êtes décidé de hâter votre retour à Paris, et d'y faire quelque séjour afin de continuer à la Grèce vos généreux services. Le moment est très-décisif pour ses intérêts les plus essentiels, et ce n'est que vous, et vous seul, qui puissiez leur assurer toute la protection dont ils ont besoin. J'aime à espérer que ce sera toujours sous la même sauvegarde de la triple alliance, que ces intérêts seront définitivement réglés.

Je prends la liberté de les placer directement sous les

auspices du roi des Français. J'écris une lettre à S. M., et je charge le prince Soutzos de la lui présenter. Je lui en envoie la copie, et il vous en donnera connaissance.*

Il ne s'agit plus que du choix du prince souverain et de la conclusion de l'emprunt. Le prince Soutzos vous communiquera les dépêches que je lui ai écrites pendant votre absence; il vous communiquera aussi ma réponse au prince Léopold et toutes les pièces qui l'accompagnent, et vous en serez satisfait.

Vous êtes assez au fait de la situation financière de ce pays, pour comprendre combien je suis impatient d'apprendre que l'emprunt est conclu. Au moyen du 1,000,000 de francs que j'ai reçu, et en ne m'écartant jamais de la plus sévère économie, je puis faire face aux dépenses les plus strictement nécessaires jusqu'à la fin d'octobre. Si l'Angleterre nous envoie dans les entrefaites les 500,000 francs qu'elle vous a promis, je pourrai atteindre la fin de l'année. Mais le gouvernement devra s'abstenir de faciliter, comme il le désire et comme il le doit, l'évacuation de l'Attique et de l'Eubée.

Les commissaires turcs destinés à présider à l'exécution de cette mesure sont venus ici, et ont eu plusieurs entretiens avec moi. Si j'avais pu disposer de 300,000 écus, l'évacuation à cette heure serait effectuée, et voici comment. J'aurais stipulé une convention avec les Turcs, en vertu de laquelle le gouvernement aurait acheté en

* Cette lettre ne s'est pas trouvée dans les archives du président.

bloc toutes leurs propriétés particulières. On aurait procédé de gré à gré à l'estimation de ces propriétés, et le paiement se serait opéré à de longues échéances, sauf le débours immédiat d'une somme d'à peu près 300,000 écus. Avec ce fonds les chefs turcs n'auraient plus le prétexte de ne pouvoir pas liquider les arrérages de leurs soldats, et l'évacuation ne rencontrerait plus d'obstacles. A défaut de cette avance les choses restent *in statu quo*, attendu que les capitalistes étrangers et grecs n'ont pas assez de confiance, tant que les Turcs restent en possession du pays. J'ignore ce que deviendra tout ceci, mais ce que je sais bien, c'est que l'île d'Eubée comme l'Attique sont livrées dans ce moment à l'anarchie et à la destruction.

Désirant faire tout ce qui peut dépendre de moi pour procurer au gouvernement le moyen de faciliter l'exécution du protocole, je vous donne, mon cher Eynard, à considérer les propositions suivantes :

Indépendamment de l'emprunt qui, aux termes des transactions de Londres, doit être conclu sous la garantie des Puissances alliées, le gouvernement grec en contracterait un second, qu'il destinerait spécialement à l'acquisition des immeubles que les musulmans possèdent en Attique et en Eubée, et à l'égard desquels un article du protocole du 3 février leur garantit le droit de vente. Ce second emprunt serait de 8 à 10,000,000 de francs, dont le tiers au moins payable immédiatement.

Les sûretés que le gouvernement donnerait aux prê-

teurs seraient l'hypothèque des propriétés particulières désignées ci-dessus, ainsi que celle des biens appartenant aux mosquées, aux fondations pieuses, etc., situés dans les mêmes territoires.

J'ignore la valeur des domaines compris dans cette dernière catégorie, mais elle doit être considérable. Quant à ceux de la première, d'après une estimation approximative, ils peuvent être évalués à une somme de 5,000,000 de francs. Au surplus, si les terres que le gouvernement acquerrait en Attique et en Eubée ne représentaient pas une valeur hypothécaire suffisante, le gouvernement l'accroîtrait du prix des autres terres nationales du Péloponèse et de la Grèce continentale.

Le remboursement de l'emprunt s'opèrerait par l'émission d'obligations portant intérêt, lesquelles stipuleraient que les prêteurs s'engagent à recevoir en paiement du capital l'équivalent en terres, dès que le gouvernement sera en mesures de procéder à la vente des biens nationaux. A son tour ce dernier accepterait alors comme argent comptant celles des obligations que les prêteurs auraient préféré négocier. Jusque-là les intérêts (ils pourront être de 5 à 6 pour 100) leur seraient exactement payés. Le gouvernement ne se refuserait pas même à leur assigner à cet effet un fonds spécial, savoir une petite partie du produit des domaines, et dans ces entre-faites les parties contractantes auraient tout le temps d'établir d'un commun accord le prix des terres destinées au remboursement de l'emprunt, soit au moyen

d'une expertise contradictoire, soit en prenant pour base de l'évaluation le revenu de dix années.

Ces premières indications seraient bien imparfaites pour tout autre qui connaîtrait ce genre d'affaires moins bien que vous. Veuillez donc vous donner la peine de les développer vous-même, de les rectifier, enfin d'en former le fond d'un projet que vous présenteriez aux capitalistes de l'Europe. Si vous voyiez la possibilité d'en arrêter dès à présent avec eux les dispositions, à des conditions réciproquement avantageuses, vous avez plein pouvoir de le faire, et vous m'enverriez dans ce cas le contrat aussi promptement que possible, pour que le gouvernement puisse l'approuver et le signer.

Je ne vous cacherai pas que je nourris l'espoir de vous voir remplir avec succès la commission dont je vous charge ; car mes propositions me paraissent cadrer avec celles qu'une compagnie française vient de m'adresser par l'entremise de M. Pois de Bard, son fondé de pouvoirs. C'est M. Delaborde qui l'a muni d'instructions relatives au projet de cette compagnie, et il vous donnera par conséquent toutes les informations que vous pourrez désirer à ce sujet. M. Pois de Bard m'assure qu'il s'agirait de réunir une somme de 12,000,000, que les actionnaires emploieraient à l'achat et à l'exploitation de terres en Grèce.

Ma proposition leur offrirait peut-être, avec non moins d'avantages, plus de sûreté. Car ils placeraient leurs capitaux à un intérêt supérieur à celui de tous les

effets publics de l'Europe, et à l'expiration de quelques années (je présume que ce ne sera guère au delà de trois à quatre ans) ils se trouveraient en possession de terres, dont le prix aurait été équitablement arrêté. Au contraire, si la compagnie achetait en ce moment des propriétés soit turques, soit grecques, elle s'exposerait non-seulement à être trompée dans ces transactions si difficiles dans ce pays, mais elle soulèverait aussi un cri général contre elle et contre le gouvernement, que les nationaux accuseraient de livrer des provinces entières à des spéculateurs étrangers, lorsqu'à peine une fraction du peuple possède un morceau de terre.

Je le répète, à moins qu'on ne me donne un fonds de 1,500,000 francs, et cela une heure plus tôt, l'Eubée et l'Attique resteront entre les mains des Turcs, jusqu'à ce que les Puissances puissent concerter des mesures de vigueur pour les en faire sortir; et je crains que jusque-là il n'y ait plus de temps qu'il n'en faut pour compléter l'épuisement et la ruine du pays et des habitants.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Nauplie, $\frac{8}{20}$ septembre 1830.

C'est faute d'occasion que j'ai manqué, mon prince, à vous accuser la réception de vos dépêches sous les nu-

méros 4 et 5. J'envoie la présente à Modôn, sans savoir quand elle sera expédiée en France.

Je vous transmets ci-jointe une lettre pour S. M. le roi des Français, dont vous trouverez copie dans ma lettre à M. Eynard. Je laisse cette dernière à cachet volant, pour que vous en preniez connaissance. Si M. Eynard est parti pour la Suisse, vous la lui enverrez, et c'est d'après les directions qu'il pourra vous donner que vous aurez la complaisance de vous occuper des intérêts que je lui recommande avec instance.

Je n'ai aucune instruction à vous tracer sur les questions majeures qui sont encore soumises aux décisions des cours alliées. Je ne le pourrai que lorsque Messieurs les résidents accrédités auprès du gouvernement grec recevront l'ordre de me faire quelques communications de la part de leurs cours.

Vous êtes à portée de connaître, au moment où vous recevrez ces lignes, si la conférence de Londres a continué ses délibérations, et quels en ont été les résultats. Dans ce cas je compte sur l'empressement avec lequel vous m'en ferez part. Dans le cas contraire le service le plus signalé que vous puissiez rendre à la Grèce, serait de solliciter en sa faveur le prompt accomplissement des deux mesures vitales dont l'exécution forme la condition et la base de son existence. Je vous le répète encore une fois, ces deux conditions sont le choix du prince souverain et la conclusion de l'emprunt.

Par la lettre que j'écris à M. Eynard, vous verrez

dans quelle situation nous place le manque des ressources suffisantes pour faciliter l'évacuation des territoires qui sont encore entre les mains des Turcs. Habiles à se prévaloir de la déférence qu'on se plaît à leur témoigner, ces derniers ne cessent d'accumuler les prétextes, afin d'ajourner indéfiniment l'exécution des engagements que leurs commissaires ont contractés envers Messieurs les résidents. En attendant, les musulmans sont toujours maîtres absolus en Attique et en Eubée, et lorsqu'ils devront enfin céder à des injonctions péremptoires, peut-être même à la force, le gouvernement grec ne trouvera plus dans les provinces qu'ils auront abandonnées, qu'à réparer des maux et des pertes sans fin.

Si au contraire le gouvernement possédait une partie de l'emprunt, il mettrait un terme à tous ces délais et préviendrait leurs suites funestes, car il achèterait en bloc et à bon compte les propriétés des Turcs, et fournirait par là à leurs chefs des moyens de liquider la solde des troupes albanaises qui occupent Athènes, Caristos, Nègrepont, etc.

D'ailleurs en supposant que les cours alliées ne puissent aplanir de quelque temps encore les difficultés que paraît rencontrer la nomination d'un prince, comment le gouvernement provisoire pourvoira-t-il dans ces entrefaites aux besoins de l'administration? Ainsi que je vous l'ai déjà marqué, les subsides qu'il a reçus de la France et de la Russie, joints aux revenus des provinces, suffiront pour cet objet jusqu'au mois de novem-

bre. Mais au-delà de ce terme je ne prévois que nouveaux embarras financiers, et avec eux la cessation de l'état de parfaite tranquillité dont le pays jouit actuellement.

Pénétré de ces considérations, voici les démarches que je vous conseille de faire, avec tout le zèle et l'activité qui vous distinguent.

1°. Insistez auprès de l'ambassadeur de S. M. Britannique pour que le subside de 500,000 francs qui nous a été promis, nous soit envoyé une heure plus tôt.

2°. Dans vos entretiens avec lord Stuard et M. le comte Pozzo di Borgo, appelez leur attention sur l'urgence de hâter le choix du prince souverain, et sur celle encore plus grande de conclure l'emprunt, ou au moins d'en mettre dès à présent une partie à la disposition du gouvernement grec. Autrement les clauses relatives à la délimitation resteront inexécutées.

3°. Faites plus. Fort des bontés dont le roi daigne vous honorer, soumettez-lui les mêmes observations respectueuses. S. M. les accueillera, j'espère, avec bienveillance. Je l'énonce dans la lettre que je prends la liberté de lui adresser. S. M. a tant fait déjà pour ce pays, qu'il doit augurer le plus heureusement des nouveaux bienfaits qu'il est appelé à recueillir de sa part. Je me flatte que le roi verra un gage des sentiments de gratitude et de confiance qu'il inspire à la Grèce, dans l'empressement avec lequel le gouvernement a donné les ordres nécessaires pour que les forteresses de

Nauplie fêtassent l'avènement de S. M., en répondant aux salves des bâtimens de guerre français stationnés dans la rade. Cependant M. de Rouen ne m'a encore rien communiqué officiellement sur les changements qui se sont opérés en France.

Veillez, mon prince, me rappeler au souvenir de M. le comte Molé. Nos relations d'amitié datent de loin, et je ne saurais désirer assez ardemment que les circonstances me permettent de les renouer et de les cultiver, dans un moment où les lumières et les nobles sentimens de M. Molé peuvent exercer une influence si heureuse sur les décisions qui concernent l'avenir et le bonheur de la Grèce.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Nauplie, $\frac{29 \text{ septembre}}{11 \text{ octobre}}$ 1830.

J'attache un grand prix, mon prince, à ne pas tarder de répondre à votre dépêche sous le numéro 6 du 17 (29) août. Elle ne m'est arrivée que peu de jours après que je vous ai envoyé la mienne du 8 (20) septembre ; par conséquent je n'ai rien à ajouter sur les intérêts majeurs que j'ai recommandés à votre zèle éclairé et à votre activité.

J'apprends avec infiniment de plaisir que M. et M^{me} Ey-nard sont à Paris, et que la cure des eaux minérales de Bonne leur a parfaitement réussi.

Vous avez trouvé dans ma lettre du 8 (20) septembre de quoi tranquilliser Monsieur l'ambassadeur d'Angleterre sur la situation actuelle de la Grèce.

Je vous ai fait observer que nos ressources financières peuvent à peine suffire jusqu'à la fin du mois de novembre, et qu'au-delà de ce terme, faute de nouveaux secours ou de la conclusion de l'emprunt, je ne prévoyais que des embarras, et avec eux la cessation de l'état de parfaite tranquillité dont le pays jouit maintenant.

En effet la tranquillité et le bon ordre n'ont été troublés nulle part, quoiqu'une poignée d'intrigants aient mis en mouvement tous leurs moyens pour faire éclater la guerre civile à Sparte, pour infester de voleurs les grandes routes, et pour porter enfin quelques provinces du Péloponèse à refuser les armes à la main le paiement des impôts. Le bon sens du peuple a opposé une résistance admirable à toutes les insinuations perfides de ces hommes de malheur, et ceux d'un ordre secondaire qu'ils ont employés, soit à Sparte soit dans les provinces du Péloponèse, et qui se trouvent compromis envers le pays et le gouvernement, n'ont trouvé leur salut qu'en arrivant ici, en demandant pardon, et en révélant les complots devant l'autorité des tribunaux. J'ai fait suivre ces procès, et je ne doute pas de l'effet salulaire que produiront quelques actes de justice.

Je me dispense de signaler ici les intrigants. Ils se sont montrés eux-mêmes par leurs adresses au prince Léopold. Cependant il ne faut pas les placer tous dans la même ca-

tégorie. Il y a des meneurs. Ceux-ci se composent du petit nombre de Grecs étrangers au pays, qui y sont arrivés pour prendre part à la révolution, qui y ont pris part en effet, mais sans succès réel ni pour eux ni pour la Grèce. Les autres sont des troupes mobiles tirées de la classe des anciens primats, qui ne s'accommodent pas d'un ordre de choses qui ne leur livre pas les provinces où ils ont quelques propriétés, et où ils prétendent avoir une influence prépondérante. Ces derniers sont très-peu nombreux, et demandent déjà grâce au gouvernement. Cependant les uns comme les autres n'ont et ne peuvent avoir aucun crédit dans l'opinion des classes plus considérables, telles que la bourgeoisie, les laboureurs, l'armée. Ces hommes sont ceux qui avaient le pouvoir, et que la guerre civile a replongés dans la foule.

Le gouvernement n'a opposé à leurs menées aucune mesure de rigueur. Il les a constamment avertis qu'il connaît leurs complots, qu'il déplore leur aveuglement, et qu'il ne les redoute pas, parce qu'il est fort de la confiance de la nation.

La seule mesure que j'aie cru cependant devoir prendre, a été de faire séjourner pendant trois ou quatre semaines quelques-uns des nouveaux bataillons rouméliotes dans le Péloponèse. Leur apparition devait montrer aux intrigants que l'armée obéit au gouvernement. Elle devait aussi montrer aux provinces qui semblaient peu disposées à payer l'impôt, que le gouvernement a le moyen de les y contraindre.

Cette démonstration a suffi. Les impôts sont payés. Les voleurs sont arrêtés et vont être jugés, et les bataillons par leur conduite me donnent l'espoir que sous peu ils pourront être graduellement organisés et disciplinés d'après les principes des troupes régulières.

Si, comme je n'en doute pas, Messieurs les résidents rendent compte à leurs cours respectives des faits dont ils sont témoins, Monsieur l'ambassadeur d'Angleterre recevra à son tour des informations positives sur ce qui s'est passé et sur ce qui se passe en Grèce. Il se convaincra dès lors que les troubles et les désordres n'ont existé que dans les projets insensés des hommes qui prétendent créer une opposition contre le gouvernement provisoire actuel; mais n'ayant pu accomplir aucune de leurs coupables espérances, ils se consolent en donnant matière au journal de Smyrne de remplir ses colonnes de diatribes calomnieuses.

Vous pouvez, mon prince, mettre sous les yeux de lord Stuart l'exposé que je viens de vous faire, et je vous engage à profiter de cette occasion pour prier S. E. d'interposer ses bons offices auprès de sa cour en faveur de la Grèce.

Je ne vous répèterai pas ce que je vous ai recommandé par ma dernière lettre. Que les cours alliées daignent hâter le choix du souverain du nouvel état. Qu'elles hâtent la conclusion de l'emprunt. Que le ministère de S. M. Britannique veuille bien ne pas retarder l'envoi des 500,000 francs qu'il nous a promis.

Je vous sais gré des démarches que vous faites, et dont votre lettre du 6 me rend compte. Vous porterez aussi le contenu de la présente à la connaissance de M. le comte Molé et de Monsieur l'ambassadeur de Russie.

A M. le Colonel Heideck, à Munich.

Nauplie, $\frac{6}{18}$ octobre 1830.

Il y a bien longtemps, mon cher colonel, que je ne reçois pas de vos nouvelles, et que je ne vous donne pas des miennes.

Vos jeunes architectes ont parfaitement répondu à vos recommandations. Ils sont employés très-activement et très-utilement, et j'en suis heureux. Je ne vous en dirai pas autant pour beaucoup d'autres amateurs. Comme vous savez, nous n'en manquons pas ici; cependant faute de mieux il faut passer par là.

Tout le reste marche assez bien, quelque grandes et insurmontables que soient les difficultés dont le gouvernement provisoire est entouré. Ces difficultés sont dans la nature des choses qu'il doit régler, et elles sont plus encore le résultat d'événements extraordinaires et inattendus, qui semblent mettre encore en question ce qu'on pensait avoir été décidé.

Deux des commissaires délimitateurs sont ici depuis quelques mois. Le troisième tarde à arriver. Nous som-

mes en attendant *in statu quo*, et nos relations de bon voisinage avec les Turcs sont très-régulières et très-amicales.

Notre caisse est vide. Les ressources de l'emprunt sont en hypothèse; et c'est cependant sur ces ressources que le gouvernement comptait pour asseoir enfin sur une base solide et ferme l'administration et l'organisation des différentes branches du service.

Néanmoins il existe jusqu'ici un peu d'ordre; et ce qui me console de tous les désagréments dont se compose ma triste existence, c'est que nos élèves dans toutes les écoles font des progrès étonnants. J'ai assisté ces derniers jours aux examens des Évelpides. Tous ont bien répondu: mais trois qui sont tirés de l'orphrhanotrophie ont dépassé toute attente dans la solution des problèmes d'algèbre et de géométrie. Il en est de même dans la nouvelle école centrale d'Égine pour la langue nationale.

A l'orphrhanotrophe et dans toutes les écoles d'enseignement mutuel, les élèves montrent une vraie soif d'instruction et de travail. La somme totale des élèves dans toutes les écoles élémentaires établies dans l'état s'élève déjà à huit mille.

Vous connaissez l'imperfection et la pauvreté de nos moyens en tout genre, et vous jugerez par conséquent avec indulgence ces premiers résultats. Vous en jouirez, parce que vous y avez contribué plus que tout autre.

Si j'avais des maîtres et des directeurs comme il y en a dans votre patrie, dans la courte période de trois ou tout au plus de cinq ans nulle branche de l'administration ni du service ne manquerait plus d'employés capables. Mais où trouver dans ce pays les maîtres et les directeurs nécessaires, et comment persuader aux étrangers qui jouissent d'une grande considération et d'une belle fortune chez eux, de venir en Grèce; et même lorsqu'ils y seraient, comment les utiliser s'ils ne connaissent ni le pays ni la langue?

Plus je médite ce grand problème, et plus j'en trouve la solution difficile. Cependant il faudra le résoudre, et j'ose même croire de pouvoir y parvenir, du moment que nulle incertitude ne planera plus sur les destinées de la Grèce. En attendant, pensez-y, mon cher colonel. Donnez-moi vos idées : elles sont pratiques, et par conséquent utiles.

J'espère sous ce rapport tirer quelque parti de l'institut de M. Desjardins. J'ai fait même dans cet espoir quelques sacrifices. J'entretiens à mes frais des élèves, et j'avais même proposé à M. Desjardins de venir s'établir en Grèce. Cependant les informations qu'on me donne sont très-défavorables. On prétend que le désordre dans lequel se trouve cet établissement est extrême; que les élèves sont abandonnés à eux-mêmes et souffrent la misère. Veuillez me dire ce que vous en savez. Vous me rendrez un grand service.

Je vous adresse la présente à Munich. J'ai vu dans les

gazettes que vous y êtes arrivé en accompagnant S. M. le roi. Si, comme je n'en doute pas, vous avez le bonheur d'approcher de S. M., veuillez mettre à ses pieds mes hommages respectueux.

A M. Crud, à Genève.

Nauplie, $\frac{6}{18}$ octobre 1830.

J'ai reçu, mon cher Crud, votre aimable et bonne lettre du 24 août. J'apprends avec peine que vous êtes encore dans l'attente d'une réponse à celle que vous avez bien voulu m'écrire dans le temps. Je suis sûr de vous avoir répondu, car je me rappelle qu'il était question d'agriculture, et des secours que la Grèce devait solliciter sous ce rapport si essentiel de la part des pays qui sont le plus avancés dans cette branche vitale de leur civilisation. Je n'ai pas toutes les minutes de ma correspondance, car à peine ai-je le temps de dicter mes réponses.

Je vous vois déjà à Genève et au milieu des vôtres, et je suis bien aise de vous entretenir de cette Grèce à laquelle vous portez, ainsi que tous vos concitoyens, un si noble intérêt. Je tiens infiniment à l'opinion des hommes qui vous ressemblent, et je suis par conséquent flatté de celle dont vous honorez ma conduite.

La tâche qui m'est imposée est au-dessus de mes for-

ces et de mes moyens, non cependant de ma bonne volonté. Je m'efforce de remplir mes devoirs, n'importe les difficultés insurmontables qui sont dans la nature des hommes et des choses de ce pays, et plus encore dans l'influence qu'y exercent nécessairement les intérêts et les événements du dehors.

La Providence n'a pas opéré en vain des miracles pour sauver la Grèce. Dans ses immuables décrets elle a arrêté que cette nation sortirait du tombeau, et qu'elle reprendrait sa place dans le rang des nations libres et indépendantes. Ce décret doit donc s'accomplir, et il s'accomplira par le concours des circonstances qui semblent le plus s'y opposer. Telle a été ma conviction depuis l'année 1821. Elle n'a pas varié, et l'autorité des faits lui donne dans ma conscience des racines tous les jours plus profondes, s'il se peut. Fort de cette conviction, je ne puis pas me laisser décourager par les obstacles que je rencontre à chaque pas et dans toute affaire quelconque, majeure ou secondaire, intérieure ou extérieure. Tout au contraire, ces obstacles ne font que ranimer mes espérances et mes efforts.

Ce peu de mots vous expliquent la marche que j'ai suivie. Je ne m'en écarterai pas. Elle est droite, elle doit par conséquent mener au port de salut.

Mais pour y arriver qu'a fait la Grèce? que peut-elle faire? Jusqu'ici elle n'a pu que montrer toutes les plaies que lui ont léguées quatre siècles d'esclavage et sept années d'anarchie. Les sonder, c'est reconnaître qu'elles

sont mortelles; mais elle désire sincèrement et ardemment se soumettre au régime qui seul peut la guérir radicalement et pour toujours.

Ce régime est le travail. Nous en avons tous les éléments, moins un, faute duquel nous restons pour ainsi dire les bras croisés. Le travail exige des avances, et les avances ne peuvent se faire qu'au moyen de l'argent d'abord, et plus tard du crédit.

Je calcule en masse ce que l'état possède : 10,000,000 de stremmes de terres à mettre en culture. On peut évaluer le stremme à 44 mètres carrés. La population au maximum ne peut être évaluée au delà de 7 à 800,000 âmes. Les revenus de l'état ne peuvent guère atteindre dans ce moment plus de 4,000,000 de francs.

Les dépenses réduites au minimum pour l'armée, la marine, l'administration de l'état et l'instruction publique, exigent la somme annuelle de 7,000,000. Il y a par conséquent un déficit dans notre budget; et ce déficit de 3,000,000 deviendrait plus considérable, si le trésor de l'état devait faire des avances à l'agriculture, au commerce et à la navigation. Ces avances exigeraient l'addition d'une somme une fois payée de 8 à 10,000,000.

Voici quel serait le mode d'après lequel l'avance serait employée. Je ferais placer 4 ou 5,000,000 dans une banque hypothécaire, laquelle prêterait à 8 pour 100. Dès lors l'usure qui démoralise ce pays serait frappée dans sa source. On prête aujourd'hui à 12, 20 et 25 pour 100 sur gages.

L'oisiveté qui démoralise encore davantage la classe moyenne et celle qui prétend au premier rang dans l'ordre social, cesserait graduellement. La masse improductive des employés publics serait aussi diminuée considérablement, car personne ne pourrait plus solliciter un emploi, sous prétexte qu'il manque d'un moyen de subsister.

Les chefs enfin des troupes de terre et de mer, avec le nombreux cortège de leurs gens, n'accablent plus le gouvernement de leurs demandes, et le gouvernement ne serait plus contraint, comme il l'est aujourd'hui, de leur accorder de petites gratifications, à l'effet de préserver le pays et le commerce du brigandage et de la piraterie. Ces chefs obtiendraient des dotations en terre. Leurs gens y prendraient part; et en prêtant aux uns et aux autres de quoi bâtir des chaumières et de quoi acheter des bœufs et des semences, le gouvernement ferait de ces mêmes hommes des citoyens paisibles et utiles.

Or pour atteindre à la fin ce double but, le gouvernement devrait pouvoir disposer de 10 à 12,000,000 de francs.

Après m'être tracé ce plan, je me suis demandé si la Grèce n'aurait pas encore d'autres dépenses à faire pour couvrir de forteresses sa ligne de frontières, pour fonder ses institutions religieuses, militaires, maritimes, ses écoles, et pour payer sa dette extérieure?

Aussi pour couvrir ces dépenses et celles dont j'ai

fait mention plus haut, j'ai sollicité des Puissances alliées la garantie d'un emprunt de 60,000,000, lesquels seraient versés dans la caisse de la Grèce, à raison de 10 ou 15,000,000 par an.

Nous espérons toujours que cet emprunt sera conclu ; mais si des circonstances majeures le retardaient et le rendaient impossible, n'y aurait-il pas moyen de persuader vos capitalistes de venir à notre secours par un emprunt dont j'ai donné l'idée à M. Eynard ? Il vous en parlera sans doute.

Je sais que vous n'êtes pas capitaliste ; mais je sais aussi que votre opinion a un grand poids sur celle de vos concitoyens. J'offre des conditions avantageuses qui me semblent satisfaisantes. J'ai aussi donné à M. Eynard des pouvoirs assez étendus, afin que nulle difficulté ne puisse l'arrêter.

Si nous avons de quoi donner une bonne et ferme direction et un but bien déterminé à l'activité de ce peuple, il occupera rapidement une honorable et belle place dans l'ordre des nations civilisées ; mais je le répète, ce but ne peut être atteint que par la fondation de l'état de propriété, et le moyen en doit être le travail. Il se peut que des hommes plus entendus et plus habiles trouvent un meilleur moyen de civiliser la Grèce. Quant à moi, je n'en connais pas d'autre. Je mets fin à cette longue lettre.

A M. le Chevalier Eynard, à Paris.

Nauplie, $\frac{9}{21}$ octobre 1830.

Mon cher Eynard, Le prince Soutzos m'a écrit en date du 10 septembre que vous étiez à Paris, que vous travailliez toujours avec la même ardeur pour cette Grèce qui vous doit tant de services importants, et qu'enfin vous vous occupiez d'une longue lettre que je recevrais sous peu. Vous pouvez juger avec quelle impatience je l'attends. Aujourd'hui j'en écris une au prince qu'il vous communiquera, et je joins ici à cachet volant celle que j'adresse à M. Crud. En vous donnant la peine d'honorer de votre attention l'une et l'autre, vous connaîtrez au juste la situation du pays et du gouvernement, nos périls et nos espérances. Il me serait impossible de vous en dire davantage.

Vous êtes, vous serez toujours le même. C'est donc sur vous et sur votre active et bienveillante sollicitude que je compte.

Pour vous consoler et pour me consoler, je vous dirai que la ferme-modèle de Tirynthe, bâtie et organisée par vos bienfaits, a déjà trente élèves, dont M. Paléologue se charge de faire d'excellents valets de ferme. Que l'école centrale d'Ègine, bâtie également à vos frais et qui porte votre nom, compte plus de trois cents élèves, et que ces élèves font des progrès étonnants. Enfin que toutes

les écoles prennent de la consistance, et qu'elles me donnent beaucoup, mais beaucoup à espérer.

N'importe notre détresse, une grande route est tracée, et pour la première fois depuis des siècles on pourra se rendre commodément de Nauplie à Argos en voiture.

Je baise les mains à M^{re} Eynard, et je vous salue de tout mon cœur.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Nauplie, $\frac{9}{21}$ octobre 1830.

Je me hâte, mon prince, de vous accuser la réception de votre dépêche sous le numéro 7 du 10 septembre. Les informations qu'elle m'apporte et la pièce qui y était jointe m'ont fait éprouver une véritable satisfaction.

J'approuve en tout point la juste mesure que vous avez mise dans vos démarches, et je vous engage à en faire autant par la suite. Le mode que vous avez su choisir pour faire en même temps et dans les mêmes termes vos communications au ministère français et aux ambassadeurs d'Angleterre et de Russie est préférable à tout autre, et je me dispense de vous en développer les motifs.

Le dernier paragraphe de votre dépêche me porte à ne plus douter du secours que j'attends de la part du ministère britannique. Vous me dites : J'apprends au

moment même que l'Angleterre a envoyé les 500,000 francs. Je dois donc recevoir d'un instant à l'autre cette somme; mais jusqu'ici ni M. le résident Dawkins, ni M. l'amiral Malcolm, ne semblent autorisés à m'en donner la moindre assurance.

Si vous avez reçu, comme je l'espère, mes lettres, vous jugerez de l'anxiété avec laquelle je compte les jours. C'est le 10 novembre qu'échoit le trimestre de l'armée. Sans pouvoir disposer du subside qui m'a été promis, il m'est impossible de satisfaire à ce pressant besoin. Observez que c'est dans ce moment que Messieurs les résidents se proposent de pousser la faible garnison turque hors de l'acropole, et de me demander en retour l'évacuation de Vonitza et la retraite de notre flottille du golfe Ambracique.

Si ces mesures précipitées doivent s'accomplir, et que je n'aie pas de quoi payer l'armée, ni les moyens de donner quelque secours aux nombreuses familles qui quitteront l'Acarnanie, comment pourrai-je garantir le pays et le voisinage des incursions armées, de la dévastation, et du désordre?

J'ai itérativement entretenu Messieurs les résidents de ces observations, et M. Rizos vous enverra la copie des communications officielles que je leur ai adressées, tant par rapport aux arrangements dont ils sont convenus avec le commissaire de la Porte, que relativement au sort déplorable auquel l'île de Candie paraît condamnée sans retour.

Ces lignes vous donnent l'idée la plus complète et la plus claire de la situation où se trouve le gouvernement, et de la détresse de ses finances.

Avant-hier M. l'amiral Malcolm et M. Dawkins étaient chez moi. Je leur ai lu le dernier paragraphe de votre lettre. L'un et l'autre m'ont déclaré qu'ils n'avaient reçu aucune information à l'égard du subside de 500,000 francs. Cependant M. Dawkins m'a engagé à lui transmettre un petit mémorandum confidentiel, au moyen duquel il puisse donner à milord Aberdeen les notices qui lui sont nécessaires, pour justifier devant le parlement l'envoi de ce secours à la Grèce. Quoique intinément convaincu de l'inutilité complète de cette pièce, je n'ai pas hésité à la transmettre le lendemain à M. Dawkins, et M. Rizos vous en enverra une copie.

Mais quand même j'aurais reçu les 500,000 francs dont il s'agit, en peu de semaines le gouvernement se trouvera encore dans les mêmes embarras et en face des mêmes besoins. D'ailleurs les devoirs seront et plus nombreux et plus pressants, si l'on s'obstine à hâter l'exécution des mesures relatives à la délimitation.

Ainsi que je vous l'ai fait observer tantôt, et que je l'ai répété au risque de fatiguer la patience des cabinets alliés, l'évacuation de l'Acarnanie et de l'Étolie ramènera dans le territoire grec des centaines de familles dénuées de tout moyen de subsistance. L'île de Candie et les autres îles qui restent hors de la ligne maritime seront désertées par une foule d'émigrés, qui tous viendront de-

mander au gouvernement du pain et des chaumières. Peut-il leur refuser quelque secours? Que deviendront ces malheureux livrés à la misère et au désespoir? Ne feront-ils pas nécessairement les brigands et les pirates?

C'est sur cette thèse que je vous invite, mon prince, de fixer l'attention bienveillante du ministère français, ainsi que de Messieurs les ambassadeurs d'Angleterre et de Russie. Une fois qu'ils seront pénétrés de la nécessité impérieuse de prévenir ces funestes conséquences, ils jugeront peut-être que le moyen le plus facile, le plus prompt et le moins dispendieux, serait de procurer sans délai ultérieur au gouvernement grec les ressources de l'emprunt.

J'ai traité cette même question de l'emprunt, mais sous un autre point de vue, dans une lettre particulière que j'ai adressée à un de mes bons amis de la Suisse. Vous la trouverez ci-jointe. Je la laisse à cachet volant, afin que vous puissiez en tirer quelques notes, et en faire l'usage que vous jugerez le plus utile.

Si l'emprunt de 60,000,000 peut se faire, qu'il soit conclu au plus tôt. Sans cela les secours que les Puissances ont donnés à la Grèce, et tous ceux qu'elles lui accorderont, seront perdus.

Dans vos entretiens avec Messieurs les ambassadeurs et avec Monsieur le ministre des affaires étrangères de France, vous pouvez facilement leur démontrer cette vérité importante.

Dans le courant de trois années terminées par le mois de janvier prochain, la France et la Russie ont généreu-

sement fourni à la Grèce environ 8,000,000, et à présent l'Angleterre lui prête 500,000 francs. Si depuis deux ans, au lieu de ces subsides les trois cours avaient garanti l'emprunt, elles auraient moins dépensé, et l'état Grec serait à cette heure organisé sur une base large et solide.

Mais il y a plus. Par leur garantie les Puissances ne seraient peut-être pas obligées dans le fait à faire aucune avance, attendu que le gouvernement grec, en recevant le premier versement de l'emprunt, se mettrait en mesures de payer exactement aux prêteurs le dividende, et de leur assurer aussi le paiement du capital à une époque déterminée. Supposons que l'emprunt soit conclu au 5 pour 100, l'emploi des fonds que recevrait le gouvernement grec lui donnerait bien davantage, et il est évident que le gouvernement serait en mesures d'acquitter honorablement ses engagements envers les prêteurs.

Vous verrez dans ma lettre à M. Crud l'idée d'une banque hypothécaire. Arrêtez-vous à cette institution, et dites-vous que les citoyens de la Grèce en payant d'abord le 8 pour 100 à la banque, et en employant les capitaux qu'ils auraient empruntés, à l'agriculture, à l'industrie, à la navigation et au commerce, paieraient encore à l'état des sommes considérables, soit à titres de dîmes, soit à titre de douane; et tout cela donnerait un bénéfice bien supérieur à ce que serait l'intérêt payable aux prêteurs.

Je suis entré dans tous ces détails, mon prince, pour vous mettre à même de plaider victorieusement la cause de l'emprunt, en démontrant au ministère français et à

Messieurs les ambassadeurs que leurs gouvernements ne feraient que nous prêter le crédit moral, dont la Grèce ne pourra pas jouir tant que son sort ne sera pas définitivement arrêté, et qu'il serait de toute nécessité qu'il le fût.

L'emprunt dont il s'agit une fois conclu, la Grèce a une ancienne dette envers l'étranger : c'est celle des deux malheureux emprunts faits à Londres. Il n'est nullement dans les intérêts de son gouvernement de ne pas procéder à un arrangement équitable avec ses créanciers ; mais pour cela encore faut-il que ce même gouvernement soit soutenu dans ses négociations avec eux par le crédit des Puissances, c'est-à-dire par le nouvel emprunt.

Je ne me dissimule cependant pas que tous ces raisonnements peuvent être perdus, si par malheur les événements deviennent plus forts que les dispositions bienveillantes et généreuses des cours alliées ; et dans ce cas la Grèce ne peut trouver son salut qu'en contractant elle-même un emprunt sur les bases que j'ai déjà indiquées à M. Eynard. Dans cette triste hypothèse, vous avez, mon prince, à travailler de votre côté auprès des capitalistes français, en suivant les conseils et les directions que M. Eynard vous donnerait.

Je ne lui écris que quelques mots, en me référant au contenu de la présente ; vous voudrez bien la lui communiquer, soit qu'il se trouve à Paris, soit qu'il ait déjà pris ses quartiers d'hiver en Suisse.

J'attends avec une grande impatience les informations qu'il me promet par sa lettre du 10 septembre, et je les es-

père favorables. Tous mes vœux seraient remplis, si elles m'annonçaient que la conférence de Londres a repris ses délibérations, et que leur dénouement est au moins prochain.

J'ai lu avec une grande attention les journaux jusqu'à la date du 26, et M. l'amiral Malcolm a reçu le Galiguani jusqu'au 29. J'en ai le cœur serré. Espérons que la Providence ne nous abandonnera pas; mais tâchons aussi de nous aider nous-mêmes; ne nous décourageons pas et marchons droit.

M. Rizos vous enverra par la poste d'aujourd'hui un premier bulletin avec les nouvelles de notre voisinage. J'ai déjà pris des mesures pour qu'il puisse par la suite vous tenir au courant de tout ce que nous apprenons, tant des provinces limitrophes, que de Smyrne et de Constantinople.

La tranquillité et le bon ordre dans le pays continuent à se maintenir d'une manière très-satisfaisante. Nos faiseurs, pour ne pas dire intrigants, semblent avoir mis bas les armes. Les principaux coryphées sont venus chez moi. Ils ont prétendu faire l'apologie de leur conduite, et ils avouent des fautes qu'ils s'efforcent de caractériser d'innocentes et inoffensives. J'ai reçu leurs assurances. Je les ai accueillis avec calme et patience. Je leur ai expliqué leur fait, et j'ai conclu par leur dire qu'il leur appartient désormais de combler la fosse qu'ils ont creusée de leurs propres mains entre eux et le gouvernement provisoire actuel. Que cette fosse une fois comblée, nous nous ren-

contrerons, et qu'alors je serai bien aise de me trouver encore au milieu d'eux, comme je l'ai été dès mon arrivée jusqu'à l'année dernière.

Ce peu de mots vous en disent assez, mon prince, sur ce chapitre. Pour le compléter, j'ajouterai que le général Clurch est revenu sur ses pas, du moment qu'il en a reçu l'injonction du gouvernement. M. Dawkins m'a demandé si je ne voyais pas d'inconvénient à ce qu'il vînt s'établir à Argos. Je lui ai répondu que je n'en voyais aucun tant que le général se tiendrait tranquille.

S. M. M. les Professeurs de l'École ecclésiastique.

Nauplie, $\frac{9}{21}$ novembre 1830.

C'est avec un véritable plaisir que nous avons appris par le rapport du gouverneur de Poros l'ouverture de l'école ecclésiastique, ainsi que la cérémonie qui a eu lieu à l'occasion de son inauguration, à laquelle se trouvaient présents les professeurs ecclésiastiques, et qui fut honorée par la présence des officiers de S. M. l'empereur de Russie qui se trouvaient à Poros. Ayant commencé cette tâche sacrée en invoquant Dieu, nous espérons que nos vœux pour recueillir des fruits dignes de vos travaux, de la sollicitude du gouvernement et des espérances de la nation, seront exaucés.

A M. le Chevalier Eynard, à Florence.

Nauplie, $\frac{10}{22}$ novembre 1830.

Je vous rends mille et mille grâces, mon cher Eynard, de vos lettres du 30 septembre et du 10 octobre. M. de Ribeaupierre, qui a obtenu un congé pour aller chercher sa famille à Naples, m'offre la bonne occasion de vous répondre directement, et je m'empresse d'en profiter.

J'ai lu et médité toutes vos notes, et il ne me reste qu'un vœu à former, c'est qu'elles soient aussi fertiles qu'elles devraient l'être en prompts résultats. Espérons-le. Quoi qu'il en soit, vous aurez rendu encore une fois de grands services à la Grèce.

Vous trouverez ci-jointes les copies des lettres que je viens d'expédier au prince Soutzos. Il me serait impossible de vous en dire davantage sur notre situation actuelle, et sur les besoins qui nous pressent au commencement de la nouvelle année.

Ce n'est que par un nouveau miracle que la Providence pourra tirer ce pays des périls dont le menace la longue incertitude qui plane toujours sur son avenir. Quoiqu'en Italie, vous ferez assurément tout ce qui peut dépendre de vous pour que les cours alliées ne nous laissent point périr de misère.

Par ma dernière lettre je vous ai longuement entretenu de l'idée d'un emprunt que le gouvernement grec

contracterait, au moyen des garanties qu'il pourrait donner, tant par ses revenus, que par les facilités qu'il offrirait aux prêteurs d'acheter des terres nationales. Je vous prie de vous occuper de ce projet. Ce n'est que vous seul qui pourriez le faire réussir. Du moment que vous en verrez la possibilité, veuillez m'en dire un mot, afin que je vous envoie quelqu'un de ma part, soit pour travailler à la grande œuvre sous votre direction, soit pour se joindre à vous comme vous le jugerez le plus utile où le plus convenable.

Je suis bien aise que vous ayez pu fournir au prince Soutzos de quoi vivre avec sa nombreuse famille. Vous demandez un acte du gouvernement qui lui accorde 36,000 francs par an. Quelle que soit ma conviction personnelle sur la nécessité de lui donner un semblable traitement, quoique je reconnaisse comme vous que personne ne pourrait mieux servir la Grèce à Paris, néanmoins il me serait impossible de faire choix du prince Soutzos à des conditions pareilles. Il n'y a pas de Grec parlant français qui ne se croie capable de faire l'agent diplomatique en France. Il n'y en a pas un seul qui ne déteste du fond de l'âme les Grecs du Phanare. Tous par conséquent se coaliseraient pour jeter les hauts cris contre le gouvernement qui prodiguerait à leurs yeux les pauvres ressources de l'état, au profit d'une famille qui n'a rien fait en Grèce pour la Grèce. Il est par conséquent très-heureux que vous ayez pu me tirer de ce grand embarras. Vous m'enverrez vos comptes. Cette dépense s'y

trouvera. La chose étant réglée par vous sera approuvée sans murmure et sans plainte.

Ainsi que je vous l'ai déjà écrit, j'ai fait prendre note du paiement que vous avez fait pour l'achat du charbon de terre.

Puisque nous sommes sur le chapitre des finances et de la comptabilité, ne pouvez-vous pas me trouver un homme de capacité, mais d'une capacité éprouvée, dans les travaux qui concernent cette partie si essentielle de l'administration? Tout ce que j'ai pu faire jusqu'ici pour la monter sur des principes d'ordre et de contrôle n'a pas répondu à mon attente. Les Grecs connaissent à peine la tenue des livres des négociants, et ne vont pas plus loin. Cette branche du service ne va pas à mon gré. Je suis plus que moralement convaincu qu'on me trompe, et que l'administration actuelle donne lieu à des malversations, lesquelles sont énormes à raison de notre détresse.

L'homme que je vous demande doit être un administrateur, fort de ses connaissances pratiques dans l'organisation et dans le service des finances. Je ne veux pas un doctinaire, un économiste politique. Je veux un travailleur auquel je puisse dire : Voici des données, voici mes idées, pensez-y, communiquez-moi vos observations, et ensuite minutez un règlement que vous mettrez en exécution, avec les aides que je placerai auprès de vous. Il en aura grand besoin pendant quelque temps, attendu que tous les actes et toute la correspondance sont en grec ;

mais parmi les employés il y en a qui savent l'italien et le français.

Si vous me trouvez cette perle d'homme, je ne prétends pas que vous m'en fassiez cadeau. Je lui donnerai le traitement dont vous serez convenu avec lui. Pour les premiers mois je l'attacherai à la personne du président, et il travaillera avec lui.

Voici encore une autre commission. Dans nos écoles centrales, tant militaires que civiles, nous avons le plus grand besoin d'un bon maître de dessin. Je ne erois pas qu'il soit difficile d'en trouver un en Italie. Ce maître doit pouvoir instruire les élèves dans le dessin de l'architecture militaire et civile. Les dispositions des élèves sont étonnantes.

Je continuerai à vous écrire en Italie.

A M. A. de Stourdza, à Odesa.

Nauplie, $\frac{10}{22}$ novembre 1830.

Mon cher Stourdza, Je profite du départ pour Constantinople du jeune prince Soltihoff, jusqu'ici secrétaire de M. le comte de Panin, pour vous remercier de votre bonne lettre du 7 (19) octobre. Le prince reste à la légation de Russie, et il aura la complaisance de se charger de vos lettres et des miennes.

Notre situation est toujours la même, c'est-à-dire pré-

caire; on nous menace tous les jours de l'exécution des décisions du protocole qui concernent la délimitation, et tous les jours de nouveaux incidents retardent des mesures dont les conséquences ne peuvent être que désastreuses. Tout ce qu'on a fait jusqu'ici après de longs débats et de volumineuses écritures, a été de livrer Candie aux troupes de Méhémet-Ali. Le seul moyen qui me restait pour offrir quelque protection à ceux des malheureux Candiotes qui ne peuvent s'accorder avec les Turcs, c'était de tenir une garnison grecque à Grabuse aussi longtemps que possible, et de ne retirer cette garnison qu'à condition que des soldats de marine des escadres alliées la remplaçassent. Cette cruelle et douloureuse opération vient enfin de s'accomplir. Maintenant les émigrés candiotes arrivent de toutes parts dans les îles et ici, tous dans le dénuement le plus complet, et nous demandent du pain et des chaumières.

Je suis accablé de ce surcroît de dépenses dans un moment où l'on m'écrit de Paris et de Londres que l'affaire de l'emprunt est plus que problématique, et que je ne dois pas non plus compter sur la possibilité d'obtenir de nouvelles avances de la part des cours alliées. Ce n'est que depuis peu de jours que M. Dawkins m'a annoncé qu'il est autorisé à mettre à ma disposition les 20,000 livres sterling que son gouvernement nous avait promises depuis le mois de juin. Avec ce secours qui complète le 1,000,000 et demi accordé par les Puissances sur l'emprunt quelques jours après l'abdication du prince Léo-

pold, je puis à peine satisfaire aux besoins les plus pressants jusqu'à la fin de l'année. Mais alors que deviendrons-nous? Je ne cesse de frapper à toutes les portes. S'ouvriront-elles? Dans l'état actuel des choses en France comment l'espérer?

Je suis loin cependant de me décourager. J'ai fait et je continue à faire toutes les démarches possibles pour obtenir ou la conclusion de l'emprunt ou la continuation des avances, et le bon et excellent M. Eynard m'a secondé et me seconde avec un zèle et une activité qui ne sont plus de saison dans notre bas monde. En même temps je mets en œuvre tous les ressorts imaginables, pour essayer de porter la nation à se suffire à elle-même, du moment qu'elle ne pourra plus espérer les secours que les Puissances lui ont promis.

Nous avons de beaux domaines et des terres incultes qui renferment dans leur sein des trésors. Les unes se composent de plantations de raisins de Corinthe et d'oliviers; les autres sont des terrains fertiles, arrosés par des eaux de source ou de rivière, et à portée de la mer.

Le sénat discute dans ce moment les différents projets que je lui ai communiqués sur un sage système de partager quelques millions de stremmes de terres nationales aux paysans qui ne sont pas propriétaires. Par cette distribution l'état se procurera un revenu annuel considérable, soit qu'il donne ces terres en exigeant une rente perpétuelle sur leur valeur, soit qu'il en exige le prix à de longs termes. Ceci est pour les terres incultes ou mal

cultivées. Quant aux domaines, il pourrait les vendre définitivement contre le paiement immédiat de leur valeur. On la fait monter à plusieurs centaines de milliers de talaris, ce qui nous donnerait, si la chose peut réussir, un capital au moyen duquel nous pourrions ou couvrir notre déficit, ou assurer le dividende d'un emprunt que dans cette hypothèse le gouvernement contracterait à l'étranger.

Réfléchissez, mon cher Stourdza, sur toutes ces données. Elles vous offrent les éléments que vous pourriez peut-être combiner, dans le double but de résoudre heureusement toutes les questions que vous m'avez adressées par votre dernière lettre.

Pourquoi les capitalistes d'Odessa ne formeraient-ils pas une compagnie qui souscrirait, je suppose, pour la somme de 50,000 talaris? Elle enverrait en Grèce avec l'argent un fondé de pouvoirs qui achèterait des terres; et si elle se décidait à les distribuer aux laboureurs que la guerre a accumulés dans les parages de la mer Noire, je me fais fort de lui accorder de très-bonnes terres aux conditions les plus avantageuses.

Les actionnaires placeraient leurs capitaux à un haut intérêt. Ils deviendraient propriétaires en Grèce; et le jour où ils viendraient s'y établir, ils jouiraient de tous les avantages que donne la fortune. Ils seraient des citoyens utiles, et ils feraient une œuvre de bien, en procurant du travail et du pain aux malheureux qui sont expatriés. Ils auraient enfin rendu un grand service à la nation, à laquelle ils tiennent à honneur d'appartenir.

C'est sur cette grande thèse que je vous engage à pérorer les Inglessis, les Séraphinos, et autres. La somme leur paraîtra peut-être énorme; eh bien! qu'ils se cotisent pour une somme moins forte, mais qu'ils donnent au moins le bon exemple; les capitalistes grecs de Trieste, de Vienne et de Livourne le suivront. Sans cela les capitalistes anglais et français finiront par s'emparer des meilleures terres.

Je propose aux richards d'Odessa des terres incultes, dans la supposition qu'ils se décideront à y coloniser les Grecs de Mosconissia, de Varna, d'Anehlion, et de Sozopolis, etc., dont vous me parlez. Dans la supposition qu'ils préfèrent des domaines déjà cultivés, je pourrai également leur en vendre, et avec l'argent que j'en tirerai, ce sera moi qui coloniserai vos protégés.

Enfin s'il veulent prêter une forte somme au gouvernement grec à l'intérêt de 8 pour 100 et avec l'hypothèque des dits domaines, ils placeront leur argent à la banque, et j'en profiterai également pour accueillir et utiliser ces émigrés. Je ne vous en dis pas davantage sur ce chapitre. C'en est assez pour un homme comme vous.

Quant aux émigrés du Phanare, je n'ai pas de réponse satisfaisante à leur faire. J'ai reçu leur lettre, et j'en ai causé longuement avec M. de Ribeaupierre; *sunt verba et voces pratereaue nihil*. Je ne me refuserai pas cependant au devoir de leur donner quelque consolation, pour le cas où la Providence nous en accorde à nous-mêmes. Sous peu de jours je vous enverrai ma réponse à leur lettre.

Je ne finirai pas cette longue lettre sans vous recommander encore une fois l'affaire de Varvakis. Faites tout ce qui pourra dépendre de vous pour que M. Rodofinikin et M. Daschkoff nous procurent les 300,000 roubles. Nous en avons le plus grand besoin pour soutenir nos écoles, et pour leur donner le développement que réclament chaque jour davantage les progrès étonnants des élèves.

Je viens de faire une tournée dans le Péloponèse et dans la Grèce occidentale. M. Cannas qui fait ses premières armes auprès de moi m'a accompagné. Il vous dira qu'à Messolonghi et à Anatolico il y a deux bonnes écoles d'enseignement mutuel, remplies d'élèves pleins de zèle. A Messolonghi il y aura bientôt une école hellénique, qui sera dirigée par l'honnête et respectable professeur Palamas.

Grand Dieu! que de bonnes institutions ne pourrait-on pas fonder; mais où sont les moyens?

A M. le Général Adam, à Corfou.

Nauplie, $\frac{15}{27}$ novembre 1830.

A l'occasion du départ du bâtiment national qui va chercher à Corfou le généreux secours que nous donne l'Angleterre, je joindrai, mon général, à la lettre d'office par laquelle je vous recommande l'amiral Sactouris, quelques mots pour solliciter un bienveillant accueil de

vosre part, en faveur des démarches que M. Gérosta-lhis prendra la liberté de faire auprès de vous en mon nom.

Il y a quelques mois que l'arrivée de M. Paléologue, élève distingué de l'école d'agriculture de Roville, et le don que M. Eynard fait à la Grèce, ont contribué à encourager l'industrie agricole, en mettant le gouvernement à même d'entreprendre la fondation d'une ferme-modèle. L'établissement a été en effet formé près des ruines de l'ancienne Tirynthe, et il commenec à prospérer, autant que nos faibles ressources actuelles peuvent le permettre. Mais jeté au milieu de cette belle plaine d'Argos, isolé, et sans communication avec les deux villes entre lesquelles il se trouve placé, les avantages que je me promettais d'en faire retirer au pays eussent été en grande partie paralysés. Cette considération, indépendamment de toutes celles qui se présentent pour démontrer l'utilité immense des grandes routes, m'engagea à prendre immédiatement des mesures pour le tracement d'une route, qui en passant devant la ferme-modèle, mènerait en ligne directe à Nauplie et à Argos. Ce tracé s'est effectué; les deux tiers de la route sont achicvés, et déjà des roulages de transport et même quelques voitures particulières parcourent journellement la distance qui sépare ces deux points.

Pardonnez-moi, mon général, ces détails. Je m'y arrête pour vous donner une idée des espérances que ces premiers résultats me font concevoir, et du prix que je

dois attacher à ce que vous vouliez bien me fournir les moyens de leur donner plus de développement.

D'après ce qu'on m'assure, l'administration de Corfou possède pour la construction des grandes routes un matériel très-considérable, consistant en tombereaux, charrettes, brouettes, pioches, pelles, rateaux, outils pour briser les pierres, etc. Ces objets ne sont peut-être plus de la même nécessité pour elle à présent que des chaussées traversent en tout sens l'île, et dans tous les cas elle les remplacerait toujours facilement et à peu de frais. Le gouvernement grec au contraire pour se les procurer aurait non-seulement à supporter des sacrifices pécuniaires considérables, mais aussi la perte de temps qui serait inévitable, s'il devait les commander en France ou en Italie.

Je vous adresserai encore, mon général, une seconde demande, celle d'obtenir de vos pépinières la plus grande quantité d'arbres qu'il vous serait possible de nous céder, en les choisissant surtout parmi ceux d'une croissance rapide, tels que les acacias, les catalpas, les sycomores, et autres que vous, mon général, qui possédez, au dire de tout le monde, un riche et délicieux jardin, connaissez sans doute mieux que moi.

Je m'arrête, et j'abandonne à M. Gérostathis le soin de vous entretenir, s'il le faut, plus longuement du double service que je me permets de vous demander. Il est entendu que le prix de tous les objets que vous auriez la complaisance de nous fournir, serait convenu d'un com-

mon accord entre M. Gérostathis et la personne que vous destinerez à cet effet, et que s'il n'outrepasse pas ce que le gouvernement peut affecter dans ce moment à des dépenses qui ne sont pas de la dernière urgence, le montant vous en serait immédiatement remis sur les mêmes 20,000 livres sterling que vous gardez à la disposition du gouvernement.

M. le Ministre Canaris.

Nauplie, $\frac{15}{27}$ novembre 1830.

M. Lalande, commandant de la station française, nous prévient qu'il expédie un brick dans les parages de Candie, et il a la complaisance de nous informer que le commandant de ce bâtiment a l'ordre de s'enquérir si en effet le nombre des Candiotes qui désirent émigrer en Grèce est aussi considérable que vous nous l'avez annoncé dans vos rapports au ministère de la marine en date du

Nous pensons, de même que Messieurs les amiraux, que les pétitions que vous avez reçues des différentes provinces exagèrent de beaucoup le nombre des familles candiotes qui se trouvent dans la cruelle nécessité de s'expatrier.

Quoi qu'il en soit, il est de notre intention que vous offriez à ces malheureux, autant que vos moyens pour-

ront vous le permettre, les embarcations qui sont à votre disposition.

Il faut cependant que leur départ soit accéléré autant que possible, attendu que la prolongation de votre séjour dans les parages de Candie peut motiver, selon l'opinion de Messieurs les amiraux, des discussions et des complications très-fâcheuses.

Quoique nous ne partagions pas cette opinion, puisque d'une part votre commission a un but que les résidents des cours alliées ont bien voulu eux-mêmes nous signaler, et que de l'autre les traités donnent aux Candiotes le droit d'émigrer dans le nouvel état, néanmoins nous désirons que ce but soit atteint dans le plus court délai possible, et que tous les Candiotes qui sont décidés à émigrer s'embarquent.

A cet effet nous avons itérativement demandé à Messieurs les amiraux de nous aider. Nous les avons priés d'ordonner à leurs propres bâtimens de se charger de quelques familles. La réponse que nous venons de recevoir de leur part nous fait espérer que cette assistance aura lieu. Il est utile que vous en soyez informé.

Nous ne devons pas vous laisser ignorer que Messieurs les amiraux ont reçu des rapports par lesquels on tâche de donner un caractère équivoque à votre mission. On vous suppose chargé de distribuer des munitions de guerre, et d'encourager par conséquent les Candiotes aux hostilités et à la résistance. On a été plus loin; on a prétendu que M. Renieri avec les membres

de son conseil abusent du nom du gouvernement grec et de son influence, pour faire espérer aux Candiotés que les décisions des cours alliées à leur égard vont changer. Nous nous sommes refusés à faire réponse à cette double incrimination. Nous respectons trop ce que nous nous devons à nous-mêmes, pour descendre à de semblables explications. Cependant il est de notre intention que vous fassiez parvenir à la connaissance de M. Renieri les bruits calomnieux dont il est l'objet, et que vous l'engagiez, ainsi que nous l'avons fait nous-mêmes tant que nous étions en correspondance avec lui, à se retirer de Candie, et pour ce cas vous lui offrirez une place à bord de la corvette.

Nous finissons en vous recommandant de continuer à remplir votre mission avec le zèle qui vous distingue. Plus vous en accélérerez le terme, plus vous sauverez de Candiotés, et plus vous justifierez la confiance que nous inspirent vos services et votre noble caractère.

A M. Bétant, à Genève.

Nauplie, $\frac{20 \text{ novembre}}{2 \text{ décembre}}$ 1830.

J'ai sous les yeux, mon cher Bétant, votre aimable lettre du 25 août, et celle aussi que M. le docteur Gosse m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 19 septembre. Vous savez combien mes moments sont comptés, et vous

ne m'en voudrez pas si je ne réponds qu'à l'un de vous. Ce sera par une autre occasion que j'écirai à M. Gosse ; en attendant, dites-lui mille choses de ma part.

J'ai envoyé à M. Mustoxidis votre lettre.* J'espère pouvoir me rendre moi-même sous peu de jours à Égine, et je serai auprès de lui votre fondé de pouvoirs, en ma qualité de citoyen de Genève.

Notre petite collection de débris d'antiquités devient tous les jours plus intéressante. Si nous avons à dépenser autant qu'il le faudrait pour faire des fouilles, elle le serait encore davantage. Cependant je ne me presse pas, et j'aime à me flatter que les voyageurs ne nous les enlèveront plus de contrebande comme cela arrivait autrefois.

Égine n'est plus la résidence du gouvernement ; mais elle renferme dans ce moment le noyau de tous nos établissements d'instruction publique. A côté de l'orphanotrophe, où sont élevés 500 jeunes Grecs, il y a deux écoles normales, l'une pour l'enseignement mutuel, et l'autre pour la langue et la philologie helléniques, pour les éléments des sciences exactes, les langues étrangères, le dessin et la musique. Cette seconde école porte le nom de M. Eynard, parce qu'elle a été bâtie et fondée à ses frais.

Une grande et belle imprimerie grecque travaille à côté de ces écoles à l'impression des livres nécessaires,

* Concernant la demande de quelques objets d'antiquités pour le musée de Genève.

tels que grammaires et cahiers pour servir de texte aux leçons. C'est avec l'argent que le comité de Genève a mis à ma disposition en dernier lieu, que j'ai payé une bonne partie de cette imprimerie à M. Didot, et je vous prie de le dire à M. Favre, à M. Munier, et à tous ceux de leurs collègues que vous connaissez.

Les élèves qui fourmillent à Égine dépassent, y compris l'orphanotrophe, le nombre de 1,500. Leurs progrès sont très-satisfaisants. Il en est de même dans toutes les provinces; chacune a une ou deux écoles d'enseignement mutuel. Elles nous donnent un total de 8,000 élèves. Sous peu toutes seront instituées d'après la méthode de M. Sarasin, et par des maîtres qui sortiront de l'école normale d'Égine.

L'école militaire de Nauplie nous donne aussi de belles espérances. Dans l'examen public de cette année les élèves se sont distingués au delà de toute attente.

Un séminaire est institué dans le couvent de Poros. Cet établissement date de peu, et par conséquent il a besoin d'une surveillance plus soutenue et plus immédiate. C'est vous dire que je me la réserve.

Enfin, grâce encore aux bienfaits de M. Eynard, une ferme-modèle est établie à Tirynthe. M. Paléologue, qui sort de l'établissement de M. Dombasle, en est le directeur. Il a aussi sous sa direction soixante élèves, dont il nous promet de faire d'excellents valets de ferme.

Nauplie commence à être déblayée de ses ruines, et prend tous les jours davantage la tenue d'une ville. Les

chaumières que j'avais fait établir il y a deux ans, dans un emplacement destiné à devenir un faubourg, disparaissent, et sont remplacées par de belles et grandes maisons. C'est le faubourg de *Pronia* ou de la Providence.

Le tracé d'une grande route qui mène à Argos est presque achevé. On va de Nauplie à Argos en cinq quarts d'heure. Argos se montre avantageusement de Nauplie ; on y compte déjà plusieurs maisons assez bien bâties.

Dans mes fréquentes tournées j'ai eu lieu de me convaincre qu'un peu de bien se fait partout. Les habitants jouissent d'une parfaite tranquillité. Ils travaillent et améliorent maintenant leur sort. Dès que l'amélioration matérielle aura atteint un certain degré de consistance, l'amélioration morale y gagnera sans doute. Les écoles d'enseignement mutuel y contribuent déjà, et y contribueront bien plus avec le temps.

En voyant la Grèce sous ce point de vue, on a la conviction intime qu'elle fait journellement de grands progrès vers sa restauration sociale et politique. Cependant il y a des étrangers, et même des Grecs, qui voient le pays sous un autre aspect. Ils le trouvent asservi, parce que le gouvernement ne l'a pas encore appelé à prendre une part constitutionnelle dans la direction des affaires publiques.

Chacun est libre de voir et de juger comme bon lui semble ; mais je ne changerai pas pour cela d'opinion, ni de direction. Plus je désire que la Grèce s'élève à la hauteur d'une nation libre et indépendante, plus il est

de mon devoir de chercher à lui faire atteindre ce grand but dans le plus court espace de temps possible, et moins je puis me faire illusion sur la situation où l'ont laissée l'esclavage de quatre siècles et l'anarchie des sept dernières années.

Dès qu'elle en sera sortie par ses propres efforts, c'est-à-dire par le travail, elle se donnera des lois constitutionnelles, et les éléments de ces lois se trouvent tout préparés. Ils sont déjà en œuvre dans chacune des branches de l'administration dont le développement graduel composera en temps et lieu l'ordre constitutionnel. Le sénat pour la législation, les gouverneurs des provinces, les ministres pour l'administration, les tribunaux pour la justice, offrent des institutions qui d'après mon opinion sont autant d'écoles où nous nous efforçons de former des magistrats et des administrateurs. C'est aux écoles, aux travaux agricoles, au commerce, à la navigation, à l'industrie, à nous donner des citoyens.

Je suis entré, mon cher Bétant, dans tous ces détails, parce que plusieurs personnes, non contentes d'avoir une opinion contraire à la mienne, croient encore devoir la faire partager au public. Je suis loin d'ambitionner tous les suffrages. Il me suffit de mériter ceux des hommes qui veulent le bien de la Grèce en bonne conscience, et sans être liés à aucun système. C'est pour cela que je vous ai donné une esquisse rapide de l'état du pays, et des principes dont son gouvernement n'est nullement disposé à s'écarter.

A M. le Comte Mocenigo, à Turin.

Nauplie, $\frac{20 \text{ novembre}}{2 \text{ décembre}}$ 1830.

J'ai reçu, mon cher comte, très-exactement les lettres que vous avez eu la bonté de m'écrire en date de juillet et d'août. Je ne vous en ai pas accusé la réception plus tôt, parce que je ne suis pas le maître de mon temps. Il est consacré au service du pays, et je puis vous assurer que je n'ai pas un seul moment à ma disposition pour mes affaires personnelles.

Aujourd'hui plus que par le passé ma situation et celle du pays s'aggravent, à raison des événements qui ont eu lieu durant cette époque en France, en Hollande, et en d'autres pays. Jusqu'ici, depuis l'abdication du prince Léopold, rien n'a été statué sur les questions majeures qui doivent faire l'objet des négociations entre les cours alliées. Pouvons-nous espérer qu'elles s'en occuperont dans ce moment? En attendant, que deviendrons-nous? Surtout comment vivrons-nous sans subsides et sans les ressources de l'emprunt?

En luttant contre tout le monde pour faire des économies, et pour qu'on ne gaspille pas trop les pauvres revenus de l'état, je puis, grâce aux 500,000 francs que l'Angleterre vient de mettre à la disposition du gouvernement, faire aller l'administration peut-être jusqu'à la fin de l'année. Mais après?... Convenons qu'il y a de quoi

se décourager. Cependant je ne désespère pas du salut de ce pays, parce que j'ai grande confiance en Dieu.

La bonne opinion dont vous voulez bien honorer ma conduite dans les circonstances difficiles où je me suis trouvé, me procure une véritable satisfaction, et je vous en sais gré. J'ignore, mon cher comte, quand et où nous pourrons encore nous rencontrer. Vous savez combien je serais heureux de vous revoir, et d'apprendre ce que vous croyez utile de me communiquer. L'hiver n'est pas une saison de voyage, et dans tous les cas vous n'êtes pas assez marin pour faire une course d'agrément en Grèce.

Ainsi ce serait moi qui devrais venir vous chercher. J'en aurais le plus grand besoin, ne fût-ce que pour me reposer, et pour prendre les eaux minérales. Tout ceci est dans l'avenir. Espérons qu'il sera conforme à nos vœux.

*A M. le Maréchal Maison, Ministre
des Affaires étrangères de S. M. le Roi
des Français.*

Nauplie, $\frac{20 \text{ novembre}}{2 \text{ décembre}}$ 1830.

La Grèce se félicite d'apprendre que la confiance du roi des Français a appelé Votre Excellence au ministère des affaires étrangères.

Vous avez, Monsieur le maréchal, pris une part si décisive à son avenir, vous y avez si puissamment contribué en la délivrant des Égyptiens, et en vouant une généreuse sollicitude en faveur de son organisation militaire, qu'elle ne peut pas douter de l'intérêt bienveillant avec lequel vous voudrez bien accueillir les vœux qu'elle forme pour que ses destinées s'accomplissent.

M. le prince Soutzos a déjà eu l'honneur d'exprimer nos vœux à Votre Excellence, du moment où elle a pris la direction des affaires. Il les lui exprimera encore aujourd'hui, au risque de la fatiguer de ses instances.

Il vous démontrera, Monsieur le maréchal, que malgré tous ses efforts, la malveillance n'a pu jusqu'ici atteindre le but qu'elle se proposait. Depuis l'année dernière elle aurait voulu réveiller l'esprit de parti, troubler la tranquillité intérieure, et surtout porter l'armée à la mutinerie et à la révolte. Elle a cependant échoué contre le bon sens du peuple et des soldats.

Ces derniers prennent déjà rang dans le bataillon-modèle que M. le général Gérard organise; et si le gouvernement pouvait disposer des fonds indispensables à cet effet, les vingt bataillons de Rouméliotes seraient déjà réduits à dix, portant fusil à baïonnette, et faisant le service de troupes disciplinées et régulières.

C'est dans l'attente des secours que je n'ai cessé de solliciter, que je prépare les éléments de cette réforme. Elle aura lieu sans difficultés et avec des résultats immenses pour ce pays, du moment que je pourrai assigner

aux soldats qui seraient licenciés quelques arpents de terre et quelques centaines de francs, au moyen desquels ils puissent s'établir et acheter du bétail.

Ces hommes qui sont aujourd'hui consommateurs, deviendraient producteurs. Ayant une propriété ils respecteraient la propriété. Hors de cette combinaison je n'en connais aucune autre.

Licencier 2 ou 3,000 soldats sans leur faire un sort, ce serait donner une fatale consistance aux anciens *clephtes*, et compromettre non-seulement la sûreté intérieure du nouvel état ; mais aussi les relations de bon voisinage avec les Turcs.

Or tant que les cours alliées se borneront à donner des subsides provisoires au gouvernement grec, il ne pourra prendre aucune des mesures qui sont relatives ni à la réforme dont il s'agit, ni à aucune autre conçue dans la pensée de l'avenir. Il est forcé de vivre au jour la journée, et de se tenir dans une situation précaire.

D'autre part cette situation s'aggrave encore davantage à raison des grands événements qui ont eu lieu en France et dans d'autres états, depuis les derniers jours du mois de juillet. M. le prince Soutzos aura l'honneur de mettre sous vos yeux mes observations à cet égard, et je vous supplie, Monsieur le maréchal, de ne pas leur refuser votre attention.

Je n'abuserai pas de vos moments, Monsieur le maréchal, en répétant encore ici les raisons majeures qui me portent à solliciter la prompte décision des questions

sur lesquelles la conférence de Londres doit se prononcer définitivement. J'oserai néanmoins vous faire observer qu'à la longue le *statu quo* est inadmissible, et qu'il sera fatal pour ce pays, si son gouvernement est privé de tout secours pécuniaire. Celui que M. Eynard a demandé au mois de mars devient indispensable, quand même les autres questions seraient décidées dans ces entrefaites.

Je demande pardon à Votre Excellence de tous ces détails. Elle a eu la bonté de me permettre jusqu'ici de lui en faire part, et j'aime à espérer qu'elle ne me refusera pas cette consolation par la suite.

*A M. le Baron Reuhmann, Président
de Prusse.*

Nauplie, $\frac{15}{27}$ décembre 1830.

Je vous félicite et je me félicite de vous savoir chargé des intérêts de la Grèce à Constantinople.

M. le comte de Nesselrode a la bonté de m'annoncer que lorsque M. Boutenieff vous remplacera, vous serez condamné à venir délivrer M. le comte de Panin.

Quels que soient mes regrets de voir partir M. le comte de Panin, et de ne pouvoir rien faire pour vous rendre moins pénible votre séjour en Grèce, je me réjouis au moins pour ma part de trouver en vous l'appui ferme et

l'assistance dont ce pays a besoin toujours, et aujourd'hui plus que jamais.

Je ne vous entretiens pas, Monsieur le baron, de notre situation et de nos affaires. M. le comte de Panin remplira suffisamment cette tâche. Il vous enverra même une copie d'une dépêche que j'adresse au ministère impérial relativement à la délimitation.*

Nous attendons avec une grande anxiété les nouvelles que vous serez dans le cas de nous envoyer; celles que nous ont apportées les journaux de Paris arrivent jusqu'au 26 novembre, et elles ne sont guère de bon augure.

P. S. M. le colonel Skalon vient de me communiquer le beau travail qu'il a fait sur la ligne de frontières, qu'il est chargé de tracer conjointement avec ses collègues. Il est d'une haute importance que ce travail arrive le plus tôt possible à sa destination. Il méritera sans doute l'approbation de l'empereur; et il est à espérer que les cabinets de Londres et de Paris reconnaîtront la justesse des observations de M. Skalon. J'ose vous prier par conséquent, Monsieur le baron, d'accélérer autant que faire se pourra l'expédition de votre courrier.

* La copie de cette dépêche ne s'est pas trouvée dans les archives du président.

*A M. G. Mavromatis, Gouverneur
d'Hydra & de Spetzia.*

Nauplie, $\frac{16}{28}$ décembre 1830.

Nous croyons nécessaire de vous faire connaître le premier résultat des explications que nous avons eues avec les différents plénipotentiaires des îles d'Hydra et de Spetzia qui se trouvent ici.

Nous leur avons déclaré sans hésitation l'impossibilité où nous sommes de faire une proposition au sénat concernant l'approbation de leurs comptes. Notre opinion à cet égard devrait pouvoir se fonder sur les rapports des deux commissions qui ont été instituées à l'effet de liquider les comptes susmentionnés. On n'a qu'à jeter les yeux sur les rapports de ces deux commissions pour se convaincre de cette vérité, et à cet effet nous vous les transmettons ci-joints en copie.

Désirant aplanir autant qu'il pouvait dépendre de nous cette difficulté, et offrir aussi un prompt secours aux îles maritimes, nous avons proposé à leurs plénipotentiaires une double manière de procéder à la conclusion définitive de cette affaire importante. Nous leur avons énoncé de vive voix notre opinion sur ce double rapport, et puisque ces messieurs ont désiré l'avoir par écrit, nous la leur avons donnée dans la pièce ci-jointe.

Ces messieurs semblent peu satisfaits des propositions

qu'elle renferme; cependant ils se réservent d'en conférer avec leurs concitoyens.

C'est dans la vue de vous mettre à même de les éclairer à votre tour et sur les intentions du gouvernement et sur leurs propres intérêts, que nous vous transmettons ci-jointe cette même pièce. Vous leur ajouterez que nous ne nous refuserons pas à prendre en considération les contre-propositions qu'ils jugeraient pouvoir faire, tant dans le système d'un arrangement en bloc, que dans celui d'une liquidation régulière.

Vous ne leur laisserez cependant pas ignorer que s'ils persistaient dans la prétention de faire reconnaître par le gouvernement, sur la base des travaux de la première commission, la dette d'environ 18,000,000 de phénix, nous serions dans la nécessité de donner par une communication officielle au sénat, l'exposé des faits qui concernent cette négociation, et celui des motifs sur lesquels se fondent nos propositions. Cette pièce serait alors rendue publique, et la nation en jugerait.

Nous vous saurons gré des efforts que vous ferez pour accélérer les réponses que nous attendons avec impatience des citoyens des îles, qui demandent les indemnités en question.*

* Le gouvernement leur avait offert pour liquidation définitive 6,000,000 de phénix, un tiers en terres, un tiers en inscriptions, et un tiers sur l'emprunt espéré, ou le total en terres. S'ils n'étaient pas contents de cette offre, il leur proposait de désigner une commission pour juger de leurs prétentions. Ils s'y refusèrent, insistant pour que le gouvernement

A M. Lioukhas, Sénateur & Plénipotentiaire du Gouvernement, à Athènes.

Égine, 25 décembre 1830.
6 janvier 1831.

Je réponds sans retard à votre lettre du 22. Vous n'ignorez pas peut-être à cette heure qu'Ismail-Bey a invité Messieurs les résidents des cours alliées à se rendre à Athènes pour conférer avec eux sur l'exécution des ordres que, conjointement avec Omer-Pacha, il vient de recevoir de Constantinople. Ces ordres portent que l'évacuation doit se faire le plus tôt possible de part et d'autre, sur tous les points de la frontière.

M. de Rouen et M. le comte de Panin n'ayant reçu aucune direction à cet égard de la part de leurs supérieurs, les trois résidents répondent collectivement à Ismail-Bey que du moment que les directions qu'ils attendent leur seront parvenues, ils se rendront à son invitation.

Dans cet état de choses, je ne puis consentir à ce qu'Ismail-Bey se donne la peine de venir à Égine pour s'entretenir avec moi. Messieurs les résidents pourraient croire que le gouvernement grec poursuit avec Ismail-Bey des négociations dont il leur fait un mystère.

acceptât leurs comptes, et plaçât ce capital imaginaire dans la banque à 8 pour 100, chargeant ainsi le trésor d'un débours de 1,440,000 phénix par an, payables à cent particuliers tous insulaires.

Je n'hésite donc pas à vous autoriser à lui expliquer les motifs par lesquels je ne puis pas accueillir sa proposition. Si lorsque Messieurs les résidents se rendront à Athènes, Ismaïl-Bey désire s'entretenir aussi avec moi, il n'aura qu'à me le faire savoir, et je tâcherai alors de le satisfaire en me portant à Salamine. Je ne me propose de rester à Égine que peu de jours, et par conséquent je ne vous engage pas à y venir vous-même.

Je pense au surplus que nous ne pouvons avoir aucune part à ce que les Turcs évacuent ou n'évacuent pas une heure plus tôt les pays qu'ils occupent. Cela dépend des ordres que recevront les résidents.

A M. le Général Schneider.

Nauplie, $\frac{26 \text{ décembre } 1830.}{7 \text{ janvier } 1831.}$

Je remercie Votre Excellence des lettres qu'elle m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 22 et du 30 décembre.

J'apprends avec infiniment de satisfaction les mesures que vous avez prises pour faire sortir de ses ruines le château de Navarin.

M. de Ribeaupierre a quitté Égine le 19 (31) décembre. Le surlendemain j'ai fait encore une apparition à Salamine. On y organise maintenant six bataillons, et du moment que cette organisation sera terminée je compte

me rendre encore sur les lieux avec M. le général Gérard, pour inspecter les troupes et les envoyer ensuite à leur destination.

Cette grande affaire finie, je voudrais, n'importe la saison, faire une tournée dans le Péloponèse, et me procurer ainsi le plaisir de voir Votre Excellence.

A Corinthe, à Calavrita, à Patras, à Gastouni, on remue autant qu'on peut les esprits. Des voyageurs intrépides ne cessent de se transférer de l'un de ces points à l'autre, dans le but d'instituer des associations secrètes, et de pousser quelques hommes au désordre. Ils n'ont réussi jusqu'à présent qu'à faire intercepter un seul courrier du gouvernement.

Si les protecteurs de la Grèce la laissent pour longtemps encore dans l'incertitude sur son avenir, et qu'ils n'assistent pas le gouvernement au moyen de l'emprunt ou de la continuation des subsides, je n'oserais plus répondre du maintien de la tranquillité intérieure. Mais il y aurait plus. Peu de jours suffiraient pour détruire le fruit de tous les sacrifices que les Puissances ont portés pour la restauration de ce pays.

J'ai exposé cet état de choses dans le mémoire dont je joins ici une copie. M. de Rouen le communiquera sans doute au ministère du roi, et la Providence fera le reste.*

Nous resterons dans l'attente des décisions des cours

* Ce mémoire ne s'est pas trouvé dans les archives du président.

alliées, et si dans les entrefaites les intrigants osent faire plus que ce qu'ils ont déjà fait jusqu'ici, le gouvernement frappera fort, et au cas de besoin Votre Excellence ne lui refusera pas l'assistance qu'elle lui a si souvent et si généreusement offerte.

A M. Giannitzis, Gouverneur d'Égine.

Égine, $\frac{31 \text{ décembre } 1830.}{12 \text{ janvier } 1831.}$

J'ai communiqué à vous, ainsi qu'à vos collègues les plénipotentiaires de Psara, les explications que j'ai eues avec les plénipotentiaires d'Hydra et de Spetzia, concernant la grande affaire des indemnités.

Ainsi que je vous l'ai annoncé, je vous envoie ci-jointe la copie des instructions qu'a reçues M. Mavromatis, gouverneur d'Hydra et de Spetzia, et toutes les pièces qu'elles accompagnent. En prenant connaissance de ces documents, conjointement avec les autres plénipotentiaires de Psara, vous pourrez apprécier les propositions que le gouvernement a faites aux plénipotentiaires d'Hydra et de Spetzia, ainsi que les motifs sur lesquels ces propositions se fondent.

Ces mêmes propositions vous sont également adressées, et vous pouvez maintenant en faire l'objet de vos délibérations, et vous expliquer avec une entière franchise sur leur teneur. Le gouvernement est prêt à prendre en

considération les propositions qu'à votre tour vous seriez dans le cas de lui faire.

Vous jugerez peut-être devoir fixer plus particulièrement son attention sur la part d'indemnité à laquelle la communauté de Psara a droit. Loin de voir dans cette partie de la liquidation des obstacles insurmontables, nous y voyons au contraire un moyen de conclure un arrangement qui serait sans contredit à la pleine satisfaction de la communauté.

Lorsque la question des limites sera définitivement résolue, et que les mesures qui en dépendent seront exécutées, le gouvernement s'empressera de remplir les vœux que la communauté de Psara lui a exprimés, et de lui assigner un territoire pour qu'elle puisse s'y établir.

Or en s'acquittant de ce devoir, le gouvernement pourra aussi y ajouter toutes les concessions qui seront en son pouvoir, afin d'offrir à la communauté les indemnités que, par suite de la liquidation dont il s'agit, il serait reconnu lui devoir. Ces concessions pourraient consister en terrains, en maisons et en argent, si les finances de l'état le permettent.

En séparant donc les titres de la communauté d'avec ceux des particuliers, il nous semble que la liquidation devrait s'opérer avec plus de facilité.

Il ne me reste plus d'explications à vous donner, et je vous engage à me faire connaître une heure plus tôt le résultat des délibérations que vous aurez avec vos collègues sur le contenu de la présente.

*A. S. A. le Visir de Roumélie.*Égine, $\frac{2}{14}$ janvier 1831.

Je viens de recevoir la lettre que Votre Altesse m'a fait l'honneur de m'écrire par le courrier auquel je fais remettre la présente.

Je ne saurais assez exprimer à Votre Altesse les sentiments dont me pénètrent les témoignages de confiance et d'amitié qu'elle se plaît à me donner. Je la prie de croire que j'y attache un grand prix, et que je ferai tout ce qui peut dépendre de moi pour lui en donner des preuves, aussi souvent qu'elle voudra m'en offrir l'occasion.

Celle qui a motivé sa lettre a depuis longtemps fait l'objet de mes soins les plus vigilants et de ma sollicitude la plus persévérante.

L'anarchie et les désordres de tout genre qui ont longtemps dévasté les contrées dont Votre Altesse me fait l'honneur de me parler, leur lèguent des malheurs qui semblent y perpétuer encore les funestes habitudes du brigandage.

Je n'ai négligé et je ne néglige aucun des moyens à ma disposition pour en préserver la Grèce, et certes elle n'accueillera pas ceux qui voudraient dorénavant s'y réfugier.

Des ordres très-positifs et très-sévères ont été donnés

depuis longtemps; je les réitère aujourd'hui, en enjoignant aux chefs militaires et aux gouverneurs civils de remplir strictement les instructions dont ils sont munis, et je ne doute pas du zèle et de la vigilance qu'ils déploieront pour se conformer aux intentions du gouvernement. Quelque pénible et difficile que soit ma tâche à raison de la situation où se trouve encore ce pays, je m'efforcerai néanmoins de la remplir, et pour préserver la Grèce de la contagion du brigandage, et pour commencer sous des auspices favorables et réciproques des relations d'amitié et de bon voisinage avec Votre Altesse.

*A M. le Commissaire extraordinaire de la
Grèce occidentale.*

Égine, $\frac{3}{15}$ janvier 1831.

Peu de jours après la réception de vos deux derniers rapports, j'ai reçu de la part du visir une lettre, par laquelle il demande de la manière la plus positive et la plus instante que le gouvernement n'accorde pas d'asile aux capitaines et aux soldats qu'il qualifie du nom de brigands, et qui sont dans ce moment en armes contre lui.

Je réponds au visir par le Tartare auquel je confie la présente pour vous, que le gouvernement a veillé et veille très-attentivement afin de préserver la Grèce de la contagion du brigandage, et qu'il renouvelle aujourd'hui

tant aux commandants militaires qu'aux gouverneurs civils, l'ordre de ne permettre à aucun capitaine ou corps armé de passer en deçà des positions que nous occupons.

J'ai autorisé le secrétaire du gouvernement pour la guerre à adresser sans perte de temps les circulaires aux commandants militaires, et à vous en donner connaissance, ainsi qu'à votre collègue de la Grèce orientale.

M. Rodios doit vous avoir développé les considérations qui me portent à attacher la plus grande importance à l'exécution la plus stricte des ordres susmentionnés. Je me dispense par conséquent de vous les répéter ici, et je me borne à vous recommander de ne négliger de votre part aucun soin, afin que le visir demeure convaincu que nous savons et que nous pouvons garantir le pays de l'invasion des brigands qu'il poursuit.

Messieurs les résidents des cours alliées ayant l'intention de se rendre incessamment à Athènes pour conférer avec Ismaïl-Bey des intérêts relatifs à la délimitation, m'ont engagé à les attendre ici pour m'entretenir sur ce sujet. Lorsque j'aurai vu ces messieurs, et que je connaîtrai au juste de quoi il est question, je m'empresserai de vous faire parvenir les informations et les directions qui pourront vous être nécessaires. Jusque-là vous recommanderez, et par vous-même et par les employés qui sont sous vos ordres, aux habitants du pays de rester tranquilles et de vaquer paisiblement à leurs affaires.

A M. le Secrétaire d'état.

Égine, $\frac{5}{17}$ janvier 1831.

Je ne crois pas qu'il convienne dans ce moment d'engager une espèce de guerre avec les Spartiates.

Si en effet Constantin Mavromichalis s'est rendu à Liméni dans l'intention de ramener sa famille à l'ordre, et s'il y réussit, comme je n'en doute pas du moment qu'il sera de bonne foi, la tranquillité sera maintenue pour le moment, et nous tâcherons par la suite et graduellement d'extirper, s'il se peut, le mal dans sa racine. Dans le cas contraire il faudra de toute nécessité en venir à des mesures de rigueur; mais ce n'est pas à mettre deux bataillons à la disposition de M. Cornélius que ces mesures peuvent se borner. Il faudra plus que cela : il faudra donner la direction d'une pareille entreprise à un magistrat d'un ordre supérieur, et de plus l'appuyer de forces navales considérables.

M. Cornélius paraît en sûreté, soit qu'il se trouve dans le château fort d'où il nous écrit, soit qu'il se soit embarqué, comme le prétend M. Tangopoulos. C'est donc d'après les informations que nous recevrons que nous tracerons la ligne de conduite.

En attendant, il est d'un grand intérêt de mettre en mouvement tous les moyens en notre pouvoir pour donner au voyage que Constantin Mavromichalis vient de

faire un but utile. A cet effet le secrétaire de la guerre lui écrira d'office de revenir avec les siens, et de plus qu'il aura justifié la confiance du gouvernement, s'il emploie son influence auprès d'eux pour faire cesser le scandale qui a eu lieu à Liméni, et pour que ce scandale ne se reproduise plus.

Vous engagerez de même le sénateur Zanétakis à employer à son tour son crédit dans le même but. Vous lui ferez connaître que vous m'avez rendu compte des observations qu'il vous a faites, et vous lui direz que je suis très-disposé à les prendre en considération. Vous les discuterez en effet en conseil avec vos collègues, pour que je puisse à mon tour en délibérer au plus tôt.

Il serait aussi nécessaire que Pierre Mavromichalis lui-même écrivît d'une manière ferme et positive aux siens; d'abord pour désavouer les insinuations qu'on prétend qu'il leur a faites; en second lieu pour les engager à venir tous à Nauplie, où le gouvernement aura soin, s'il le faut, de les établir. Vous lui direz que c'est la dernière condescendance que le gouvernement peut avoir pour lui et pour sa famille.

A. M. Dawkins; Résident d'Angleterre

Nauplie, $\frac{23 \text{ janvier}}{5 \text{ février}}$ 1831.

J'ai l'honneur de vous remercier de l'empressement

avec lequel vous avez bien voulu porter à la connaissance de S. E. le haut-commissaire de S. M. Britannique dans les îles Ioniennes, la communication que je vous ai adressée touchant la fuite du sénateur Pierre Mavromichalis.

Les nouvelles que je viens de recevoir de Sparte m'annoncent que le neveu et les parents de Mavromichalis avaient fait courir le bruit que c'était à bord d'une frégate anglaise qu'il s'était rendu à Liméni. C'est apparemment le bâtiment de M. Gordon qui, portant pavillon ionien, a donné lieu à cette coupable et dangereuse machination.

En conséquence de ces informations, je devrais donner sans retard l'ordre au mirarque Canaris, qui a le commandement des bâtiments nationaux en station dans les parages du Péloponèse, de visiter le bâtiment de M. Gordon, pour le cas où, en revenant de Zante, il se dirigerait vers Liméni ou vers quelque autre port de la péninsule, et d'y arrêter Pierre Mavromichalis, s'il se trouvait à bord.

Mais avant de prendre cette mesure, je erois devoir vous en prévenir, Monsieur le résident, afin qu'elle ne puisse donner lieu à aucune interprétation fâcheuse.

En cas que Mavromichalis restât dans les îles Ioniennes, je suis dans l'obligation de vous prier de vouloir bien employer vos bons offices, pour qu'il soit expulsé de leur territoire, et mis ainsi hors d'état de troubler la tranquillité de la Grèce.

A M. le Gouverneur provisoire de Sparte.

Nauplie, $\frac{26 \text{ janvier}}{7 \text{ février}}$ 1831.

J'ai reçu vos rapports jusqu'à la date du 15, ainsi que vos lettres particulières de la même date.

Je déplore avec vous l'aveuglement des hommes qui se laissent entraîner aux désordres par les insinuations insensées des Mavromichalis. Vous n'ignorez pas que le chef de cette famille, le sénateur Pierre, embarqué sans passeport dans le bâtiment de M. Gordon, a atteint la rade de Zante; on ne sait pas si c'est à cause du temps ou à dessein.

Les rapports que je viens de recevoir de Catacolo, en date du 19, m'annoncent que Pierre Mavromichalis y est arrivé avec une barque galaxidiote, à cause du vent contraire.

Si les ordres que le gouvernement a donnés sont exécutés avec exactitude, comme je n'en doute pas, il sera ramené à Nauplie par le paquebot à vapeur qui a été envoyé à cet effet depuis avant-hier. Au reste, qu'il soit arrêté ou non, le tribunal compétent le jugera.

Vous trouverez ci-joint le message que j'ai adressé à ce sujet au sénat, le rapport que la commission vient de me faire, et l'acte par lequel il est suspendu de ses fonctions. Vous recevez aussi la circulaire qui a été adressée à tous les gouverneurs civils de l'état. Ils sont chargés de recueillir

lir l'opinion des magistrats et des primats de chaque province sur le désordre de Liméni et sur la famille Mavromichalis.

D'après les informations que renferment vos rapports, j'ai lieu de croire que toutes les provinces de Sparte se prononceront dans le sens le plus favorable au maintien de l'ordre et de la tranquillité. Vous leur rendrez service en leur procurant cette occasion de faire preuve des sentiments qui les animent.

Le mirarque Canaris doit avoir reçu les ordres qui sont nécessaires pour encourager de sa présence les Spartiates qui réprouvent la conduite des hommes réunis à Liméni. Du moment qu'ils seront isolés dans ce district, ils ne tarderont pas à reconnaître leur propre égarement, et peut-être même à se débarrasser des intriguants.

Lorsque la procédure sera avancée, le tribunal compétent émettra les ordres nécessaires pour faire comparaître devant lui les autres membres de la famille Mavromichalis.

Comme je vous l'ai dit dans ma dernière lettre particulière, je vous confirme l'autorisation de vous établir à Kytriès ou à Marathonisi.

Vous trouverez ci-jointe la copie d'une adresse que viennent de m'envoyer quelques-uns des habitants et des primats de Marathonisi. Vous leur ferez savoir en réponse que le gouvernement se plaira à recueillir les observations que M. le sénateur Zanétakis lui fera touchant les améliorations qui forment l'objet de leurs vœux ; qu'il ne tardera

pas à leur faire connaître ses décisions ultérieures, et qu'il ne se refusera pas, si les circonstances l'exigent, à engager Monsieur le sénateur même à se rendre en personne sur les lieux.

A M. le Prince Soutzos, à Paris,

Nauplie, $\frac{27 \text{ janvier}}{8 \text{ février}}$ 1831.

J'ai tardé, mon prince, à vous accuser la réception de votre dépêche sous le numéro 12, parce que je désirais pouvoir vous faire part du résultat des instructions que Messieurs les résidents des cours alliées avaient reçues de Constantinople, concernant l'évacuation d'Athènes, de l'Eubée et de l'Acarnanie.

Je me trouvais à Égine, lorsqu'ils m'ont invité à les y attendre afin de conférer avec moi sur les mesures relatives à cette question grave et affligeante. Je n'entre-rais ici dans aucun détail sur mes entretiens avec Messieurs les résidents; vous en concevrez assez l'esprit et le but par les offices que ces messieurs m'ont adressés plus tard, et par les réponses que je leur ai faites.

L'échange de ces documents a eu lieu à Salamine. Messieurs les résidents s'y étaient rendus pour traiter avec Ismaïl-Bey, et m'avaient témoigné le désir de m'y voir. Messieurs les amiraux Malcolm et Ricord y étaient; et M. Lalande, commandant de la station française, ainsi

que M. le général Schneider, y sont arrivés aussi de Modon.

Les conférences avec Ismaïl-Bey ont abouti à faire reconnaître à Messieurs les résidents et à Messieurs les amiraux qu'ils devaient encore avoir recours à Constantinople pour solliciter de nouvelles directions. Le commissaire turc ne s'est montré nullement disposé à hâter l'évacuation d'Athènes et de l'Eubée; le gouvernement grec, tout en déclarant qu'il était prêt à se conformer aux décisions des cours alliées, a répété à cette occasion toutes les observations qu'il a énoncées depuis l'année dernière, et les conséquences funestes des arrangements inexécutables que le protocole du 3 février arrête relativement à la délimitation de la Grèce continentale.

C'est à Salamine, et lorsque Messieurs les résidents, les amiraux et le général Schneider s'occupaient de ces intérêts majeurs dans des intentions très-favorables à la justice de notre cause, que M. Dawkins le premier a reçu des instructions de la part de lord Palmerston. Elles lui confient la tâche de se concerter avec ses collègues et avec moi, à l'effet de retarder l'évacuation de Vonitza et de l'Acarmanie. Lord Palmerston lui explique le but auquel tendent les dispositions bienveillantes de la conférence de Londres, et lui recommande par-dessus tout la discrétion et le secret. M. le comte de Panin a reçu aussi par le même courrier quelques mots de M. le comte Mathussevitch.

Messieurs les résidents n'ont pas eu de peine à rem-

plir ces ordres, puisque les négociations de Salamine renvoyaient, comme je vous l'ai marqué, toutes les décisions ultérieures à Constantinople, et que par conséquent les choses en Grèce restent *in statu quo*.

A peine de retour à Nauplie j'ai reçu aussi vos dépêches sous les numéros 13 et 14, et elles me donnent toutes les informations que je pouvais désirer pour comprendre les ordres dont M. Dawkins est muni et les communications que M. de Rouen vient de me faire. Je ne saurais assez vous remercier du zèle et de l'activité que vous déployez, afin de contribuer pour votre part à sauver la petite nacelle de l'état Grec du naufrage qui la menace, même au moment où elle doit entrer dans le port.

Désirant vous procurer les moyens de poursuivre cette grande tâche, je vais vous faire part avant tout de mes observations sur la question dont s'occupent les cours alliées, pour donner au nouvel état une véritable frontière continentale. Je vous donnerai en second lieu un aperçu exact de notre situation intérieure; je répondrai enfin à quelques-uns des articles de vos dépêches sur lesquels vous me demandez des directions.

M. Rizos vous transmet tous les documents relatifs aux négociations de Salamine, ma correspondance avec le visir Kiutahy, et les nouvelles de l'Épire et de l'Albanie.

Je n'ai rien à ajouter quant aux notes de Messieurs les résidents et à mes réponses. Elles vous offrent encore

une fois l'occasion de confirmer dans leurs généreuses dispositions M. le comte Sébastiani et lord Palmerston. J'espère que Messieurs les ambassadeurs et les plénipotentiaires de Russie les partageront.

L'argument le plus frappant et le plus solide sur lequel la conférence de Londres peut fonder la décision de revenir sur la question de la frontière continentale, c'est, il me semble, l'impossibilité physique d'établir la ligne que trace le protocole du 3 février.

Le commissaire russe, M. Skalon, a rédigé un beau travail que je vous envoie ci-joint. Il a eu la complaisance de me le communiquer, et je erois ne pouvoir en faire un meilleur usage que de vous le transmettre. Vous pouvez le placer sous les yeux de M. le comte Sébastiani, de M. le comte Pozzo di Borgo, et de Monsieur l'ambassadeur d'Angleterre. Vous pouvez aussi l'envoyer à M. le comte Mathussevitsh.

La délimitation que propose M. Skalon sacrifie l'Acaranie; mais il fait observer lui-même que ce sacrifice laisse entièrement découvert le flanc gauche de l'état Grec, parce qu'il considère les deux lignes de l'Aspropotamos et du Sperchius comme des données inaltérables.

Au contraire si, comme il paraît, il s'agit maintenant d'un nouvel arrangement, assurément la ligne proposée par la conférence de Poros est la seule qui puisse mériter la haute intervention des cours alliées.

Dans l'une et dans l'autre hypothèse, il ne faut pas se faire illusion sur l'opiniâtreté avec laquelle la Porte se

refusera à toute concession, malgré l'impossibilité évidente d'exécuter les clauses du protocole du 3 février.

Si j'étais appelé à articuler une opinion sur le mode le plus prompt et le plus sûr de trancher cette immense question, sans que la Porte puisse élever des plaintes légitimes ou opposer la moindre résistance, je répèterais aujourd'hui ce que j'avais proposé à Messieurs les représentants des cours alliées à Poros, ce que les circonstances actuelles m'autorisent à proposer aux augustes cours alliées.

La guerre et l'anarchie désolent les provinces limitrophes de la Roumélie. Les mesures de violence par lesquelles le visir a cru soumettre les Albanais et les capitaines grecs, n'ont fait que réveiller leur esprit belliqueux; et si, comme on l'assure, le pacha de Scutari se met à la tête des uns et des autres, la dévastation et le désordre seront à leur comble.

Cet état de choses n'est et ne peut pas être seulement momentané et transitoire; il durera et se renouvellera souvent. Pour s'en convaincre on n'a qu'à consulter l'histoire des faits de tous les temps; celle surtout du règne d'Ali-Pacha fournit des témoignages irrécusables.

Or comment les Puissances alliées peuvent-elles espérer, qu'avec une frontière semblable à celle que trace le protocole du 3 février, l'état Grec soit à même de se préserver des irruptions des capitaines albanais et grecs, sujets de la Porte, et en révolte contre elle? Comment, si ces hommes se réfugient en Grèce, le gou-

vernement pourra-t-il maintenir des rapports de bon voisinage avec les Turcs ?

C'est donc autant dans l'intérêt de la Porte que dans celui du nouvel état et de l'alliance, qu'il faut donner à la Grèce une frontière qui séparé militairement les deux états, et assure à la Grèce les provinces dans lesquelles les Turcs n'ont ni propriétés ni force morale, et dans lesquelles par conséquent ils ne pourront jamais établir leur pouvoir sur une base solide et pacifique.

La ligne de Volo au golfe d'Arta, surtout si l'on y comprenait Prévésà, répondrait en tout point à ces vues salutaires ; mais la Porte n'y consentira que pour autant que les faits lui prouveront l'inutilité de son opposition.

En partant de ces considérations, les Puissances ne peuvent-elles pas admettre le principe que la rétrocession des territoires indiqués dans le protocole du 3 février ne peut s'effectuer que par l'entremise des Puissances elles-mêmes, et dès lors que les défilés de Macrinoros, Vonitza, Caristo, Nègrepont, Carababa, et Athènes, seront occupés par leurs troupes ?

Les populations qui se trouvent hors de la ligne actuelle viendraient au-devant des troupes alliées ; et pour éviter les hostilités entre elles et les Turcs, ces mêmes troupes se porteraient sans délai vers les positions qui constituent la ligne de Volo au golfe d'Arta. Une fois là, les Puissances déclareraient à la Porte que la force des

choses leur impose la nécessité de considérer cette ligne comme la frontière du nouvel état, et qu'elles interviendront pour faire obtenir en retour au sultan une indemnité pécuniaire de la part du gouvernement grec. Le montant en serait pris sur les fonds de l'emprunt.

Je doute que hors de ce mode les Puissances atteignent leur noble but, quelles que soient la justice et la haute sagesse avec lesquelles elles jugent devoir rectifier la frontière continentale du 3 février.

Il ne nous appartient pas de prendre l'initiative sur aucune de ces questions; mais il est de notre devoir de les soumettre confidentiellement à la considération des augustes cours alliées. Nous devons insister de la manière la plus respectueuse, mais la plus pressante, pour que des retards ultérieurs ne compromettent pas tous les jours davantage les grands intérêts qu'il s'agit de sauver.

Que l'alliance daigne fixer son attention sur l'état dans lequel se trouvent dans ce moment l'Épire et l'Albanie; qu'elle considère que les Turcs supposant l'Europe à la veille d'une guerre, peuvent s'aveugler au point de faire des tentatives d'agression contre la Grèce; et qu'elle décide par conséquent une heure plus tôt des mesures qui lui paraîtront les plus propres à préserver ce pays à peine constitué de nouvelles catastrophes.

Ce n'est pas tout. Les mêmes questions, envisagées dans leur rapport avec notre situation intérieure, se présentent sous un aspect encore plus alarmant; et si les cours alliées se plaisent à les considérer sous ce se-

cond point de vue, elles se hâteront d'autant plus, j'espère, de les résoudre, et de faire parvenir leurs décisions à la connaissance de leurs résidents et du gouvernement grec.

Les mêmes hommes qui s'étaient flattés de troubler l'ordre et la tranquillité lors de l'élection du prince de Cobourg, essaient aujourd'hui de poursuivre leurs coupables desseins. L'année dernière c'était le prétexte d'aller au-devant du nouveau souverain. Actuellement c'est dans la vue, déclarent-ils, d'associer la Grèce au mouvement des peuples qui s'insurgent contre leurs gouvernements, et de lui faire ainsi obtenir les bienfaits d'une constitution démocratique et d'un gouvernement fédératif.

C'est dans ce but que cette poignée d'intrigants s'est efforcée de mettre en vigueur une phrase des constitutions d'Épidaure et de Trézène, par laquelle est sanctionné le principe de la liberté de la presse. D'autre part ils ont fomenté l'esprit de parti et de révolte à Liméni, province de Sparte, dans laquelle les Mavromichalis font leur résidence. Ils ne cessent de pousser les primats d'Hydra, de Spetzia et de Psara, à demander dans ce moment à la caisse publique leurs indemnités, qui ne consistent en rien moins qu'en 15,000,000 de francs.

Un principe n'étant pas une loi, et la presse libre supposant toute une législation qui n'a jamais existé et qui n'existe pas en Grèce, je viens d'interdire la publication

d'un nouveau journal qui allait prêcher dans toutes les provinces l'insurrection.

M. Rizos vous communiquera les documents relatifs à Liméni et aux Mavromichalis, et je joins ici le message que j'adresse au sénat. L'ensemble de ces pièces vous donnera une idée complète de cette triste affaire.

Les primats des îles dont j'ai fait mention plus haut, tout en hésitant à accepter les propositions du gouvernement, hésitent cependant aussi à se livrer aux insinuations perfides de ces meneurs. Les gouverneurs sont à leur place, la tranquillité publique n'a jamais été troublée, et la population des îles ne se laisse point ébranler par les fantaisies ambitieuses ou par la cupidité de quelques-uns des primats. Il en est de même dans l'Archipel, dans le Péloponèse, et dans la Grèce continentale.

Les hommes qui s'agitent et s'efforcent de bouleverser le pays sont ceux que je vous ai signalés dans mes précédentes lettres. Ce sont (permettez-moi de les appeler de leur nom collectif) les Phanariotes, quelques étrangers qui n'ont pas pu faire fortune, quelques primats qui voudraient se partager les pauvres revenus de l'état en se plaçant chacun à la tête de sa province, et quelques jeunes gens qui viennent endoctrinés du dehors.

Les meneurs se flattent que les Puissances ne pourront plus s'accorder sur la question du gouvernement grec. Ils s'attendent dès lors à ce qu'elle soit renvoyée à un

congrès grec, et ils tâchent de se ménager dès aujourd'hui les moyens de la faire décider à leur profit.

Or pour réussir dans ce projet, ils s'efforcent de paralyser la marche du gouvernement actuel, et surtout de le placer dans l'impossibilité de payer l'armée et les fonctionnaires publics. Ils savent et espèrent que l'état est et sera réduit à ses seules ressources financières, et c'est pour les lui enlever qu'ils redoublent d'efforts dans ce moment,

En effet, s'ils pouvaient exciter des troubles dans les provinces, le gouvernement ne pourrait plus affermer les revenus publics, et dès lors il ne saurait se soutenir. L'année financière de la Grèce commence au mois de mars, et c'est dans le courant de ce mois et dans les premiers jours de février que les fermes sont données au plus offrant, et que la caisse publique recueille le premier tiers que doivent lui payer les fermiers.

Je n'ose pas répondre de ce qui adviendra de toutes ces intrigues. Ce qui me paraît cependant assez probable, c'est qu'elles manqueront leur but; et mon opinion à cet égard se fonde sur le bon esprit qui jusqu'ici anime le peuple et l'armée.

Je suis d'ailleurs fermement et irrévocablement résolu de ne m'écarter en aucune manière de la ligne de conduite que je me suis tracée, et je ne me prêterai dans aucun cas au moindre changement dans l'ordre actuel des choses, avant d'avoir connu les décisions de la conférence de Londres.

Pour remplir cette double tâche, un double secours m'est indispensable. Les résidents des cours alliées doivent être autorisés à soutenir d'un commun accord le gouvernement; et le subside que vous avez sollicité avec tant de zèle doit être accordé et expédié en Grèce le plus tôt possible, quelle que soit la somme que l'on juge pouvoir donner. Celle de 1,200,000 francs ou de 1,000,000 suffirait pour le moment, car indépendamment de l'assistance matérielle, l'appui moral produirait l'effet le plus salutaire.

Fort de ces informations, appelez, mon prince, l'attention du ministère français et de Messieurs les ambassadeurs sur l'urgence des décisions qui se discutent à la conférence de Londres.

Supposez que dans ces entrefaites, à défaut d'un secours pécuniaire quelconque et d'un langage unanime, clair et positif de la part des résidents des cours alliées, le mouvement de Liméni s'étende dans les autres provinces de Sparte, dans le Péloponèse et dans la Grèce continentale; qui pourra empêcher la lutte entre les Grecs et les Turcs? Si le visir est en forces, pourquoi ne pénétrerait-il pas dans les provinces que le protocole lui assigne, et plus loin si les chances lui deviennent favorables? Si au contraire les troubles de l'Albanie et le pacha de Scutari le tiennent enfermé à Janina, pourquoi les capitaines grecs et albanais qu'il a menacés d'extermination ne feraient-ils pas cause commune avec les Rouméliotes, et dès lors quelles en seraient les suites?

Si jusqu'à présent le gouvernement a pu maintenir le plus grand ordre dans la Grèce continentale, si les rapports avec le visir sont très-satisfaisants, c'est que l'armée est obéissante, et que les habitants attendent leur salut de la justice des cours alliées et de la coopération sage de leur gouvernement. Mais peut-il en être de même si ce gouvernement est entravé, arrêté dans son action? s'il n'a pas de quoi payer l'armée et les fonctionnaires publics, et si les meneurs sont encouragés à insurger le peuple?

Je suis si accablé de travail et d'affaires, qu'il m'est impossible de trouver le temps nécessaire pour donner à toutes ces considérations les développements dont elles seraient susceptibles. Je vous confie cette tâche. Vous la remplirez avec le talent et la sagacité qui vous caractérisent.

J'approuve les démarches que vous avez faites, et dont vous me rendez compte par votre lettre sous le numéro 13, et je vous engage à les continuer en vous étayant du contenu de la présente, et des documents que M. Rizos vous transmet.

Notez les nuances propres à chacune des réponses que Messieurs les résidents ont adressées à mes communications sur la fuite de Pierre Mavromichalis. Notez aussi le bâtiment qui l'a reçu à son bord.

Je ne pourrai faire à M. Villévêque et à ses amis d'autre réponse que celle que vous avez faite. Cependant si des capitalistes veulent acheter des terres en Eubée,

ils n'ont qu'à envoyer leurs agents et les capitaux qu'ils destinent. Une fois sur les lieux, leurs fondés de pouvoirs jugeront du mode d'après lequel ils pourront le mieux assurer le succès de leur entreprise. Vous pouvez leur donner l'assurance la plus positive que je les aiderai de tous mes moyens, et que je leur offrirai toutes les facilités qui seront en mon pouvoir.

La Grèce a une banque qui paie le 8 pour 100 d'intérêt avec la garantie des domaines de l'état. En faisant des placements à cette banque, les capitalistes peuvent se ménager le temps d'acheter des terres nationales. Ils les paieront à l'état au moyen de billets de la banque. S'ils préfèrent acheter directement aux Turcs leurs propriétés, le marché est ouvert à tout le monde, et je vous le répète, je prêterai à la société dont M. Villévêque est l'organe toute mon assistance.

A M. le Chevalier Eynard, à Rome.

Nauplie, $\frac{29 \text{ janvier}}{10 \text{ février}}$ 1831.

Je dois, mon cher Eynard, vous accuser la réception de vos lettres, l'une datée de Florence le 9 novembre, et l'autre de Rome le 8 décembre. J'ai tardé à m'acquitter de ce devoir, parce que je voulais vous donner des informations bien positives sur nos grands intérêts et sur notre situation. Depuis la réception de vos lettres j'étais

tous les jours dans l'attente des nouvelles de Paris et de Constantinople. Ces dernières sont arrivées, et elles ont apporté à Messieurs les résidents l'ordre de se concerter avec les Turcs, pour que l'évacuation des places qui, d'après le protocole du 3 février, doivent être rétrocédées mutuellement, fût effectuée le 24 janvier (nouveau style). Il y a eu à cet effet des conférences à Salamine, où je me suis aussi rendu ; mais on a fini par reconnaître qu'il fallait de part et d'autre avoir recours à de nouvelles instructions, et des courriers sont en conséquence partis pour Constantinople.

Dans ces entrefaites j'ai reçu de la part du prince Soutzos des lettres du 7 janvier ; elles m'annoncent que la conférence de Londres a repris ses délibérations dans des vues extrêmement bienveillantes envers la Grèce. Nous sommes encore dans l'attente de leur résultat, et j'ai tout lieu d'espérer qu'il sera conforme aux vœux légitimes des Grecs.

Je viens d'envoyer au prince Soutzos un gros volume. Il sera donc à même de mettre sous les yeux du ministère français et de Messieurs les ambassadeurs et plénipotentiaires de Russie et d'Angleterre toutes les notions qu'ils pourront désirer pour résoudre une heure plus tôt les grandes questions dont ils s'occupent.

Je lui envoie aussi le tableau le plus exact de notre situation intérieure, et je regrette de ne pouvoir pas vous envoyer la copie de ce travail. Le résumé en est que la tranquillité et l'ordre continuent à se maintenir malgré

les efforts des meneurs. Ils ont lancé à Sparte les Mavromichalis, dans l'espoir de pousser les habitants indociles de ces provinces aux troubles et au brigandage ; mais ils n'y ont pas réussi. Un seul petit endroit (Liméni), où les Mavromichalis font leur résidence, a fait un peu de bruit. Le mouvement s'est arrêté là, et les autres provinces ne semblent nullement disposées à se laisser égarer.

Le prince Soutzos en suivant vos bonnes directions ne cesse d'insister auprès des cours alliées, afin d'obtenir les secours pécuniaires qui nous sont indispensables. Les réponses qu'il a reçues ne le découragent pas, et je partage ses espérances.

Avec les 500,000 francs que l'Angleterre nous a donnés en tout dernier lieu, j'ai payé l'armée jusqu'à la fin de l'année ; mais un nouveau trimestre sera échu à la fin de mars. En attendant, je tâche de faire face aux dépenses les plus urgentes avec les pauvres revenus de l'état, et je compte toujours sur le succès des démarches que j'ai faites et que le prince Soutzos réitère auprès des cours alliées.

Adieu, mon cher Eynard, veuillez présenter mes hommages à vos dames, et agréez vous-même l'expression bien sincère et bien cordiale de toutes mes amitiés. Tout à vous de cœur et d'âme.

*A MM. les Présidents des Cours alliées.*Nauplie, $\frac{9}{21}$ février 1831.

Il est de mon devoir de ne pas vous laisser ignorer l'abus qu'ont fait les hommes de Liméni de la mission dont a été chargé en dernier lieu le commandant d'un brick que M. Lalande y a expédié.

Les trois pièces ci-jointes sont la traduction littérale, 1°, de la lettre que ces mêmes hommes prétendent avoir adressée à M. le commandant Lalande; 2°, de la proclamation qu'ils ont envoyée par des émissaires dans les provinces de Sparte; 3°, d'une lettre que M. le sénateur Zanétakis vient de recevoir de la part d'une personne de confiance qui se trouvait à Liméni au moment de l'arrivée du brick français.

Je dois ajouter que les primats et les capitaines des provinces m'ont fait annoncer qu'ils vont m'adresser des protestations solennelles contre la lettre et la proclamation susmentionnées. Ils déclarent qu'ils n'entendent pas permettre que cette poignée de leurs concitoyens révoltés contre le gouvernement ose s'exprimer au nom et de la part de leur patrie, attendu qu'elle les flétrit et les réprime.

Je ne pense pas qu'en effet ces hommes aient osé envoyer à M. Lalande une lettre revêtue de formes non-seulement illégales, mais révolutionnaires. Il peut y avoir

des Spartiates qui manifestent leurs opinions personnelles comme bon leur semble; mais il ne peut pas y en avoir qui, aux yeux d'un commandant de la station française, se donnent le titre de commission constitutionnelle de Sparte, et accompagnent la signature de ses membres d'un cachet portant des armes que la nation n'a pas adoptées.

Ces observations ne sont pas aussi minutieuses qu'on peut le croire au premier aspect. J'aime à espérer, Messieurs les résidents, que vous partagerez mon opinion à cet égard.

Je vais faire part confidentiellement à M. le général Schneider et à M. le commandant Lalande de la présente communication. Elle n'a d'autre objet que de prévenir les versions par lesquelles différents journaux en France accompagneront sans doute la publication de ces pièces. Ce ne sera pas la première fois que les intrigants en Grèce auront saisi une occasion pour donner matière à des articles de gazette.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Nauplie, $\frac{12}{24}$ février 1831.

Je viens de recevoir votre lettre sous le numéro 15 en date du 7 (19) janvier, ainsi que les deux annexes qu'elle accompagne, et je profite d'une prompte occasion que

m'offre M. le commandant Lalande pour vous répondre.

Je vous ai écrit longuement il y a peu de jours, et j'aime à espérer que l'ensemble des informations que renferme ma lettre précédente vous offrira les moyens de faire encore preuve du zèle et du talent qui vous distinguent.

Ainsi que je vous l'ai annoncé, les mouvements de Liméni et les projets insensés des Mavromichalis ont manqué leur but. Le sénateur Pierre, chef de cette famille, a été arrêté à Clarenza, conduit dans un des forts de Nauplie, et sera jugé. L'un de ses frères s'est présenté volontairement à bord de la corvette qui est sous les ordres du brave Canaris, et les autres neveux et parents ayant échoué partout où ils ont voulu employer de coupables intrigues, en feront probablement autant.

Toutes les provinces de Sparte et du Péloponèse ont envoyé au gouvernement à cette occasion des adresses par lesquelles elles expriment des sentiments très-honorables. J'ai donc lieu d'espérer que la tranquillité et le bon ordre seront maintenus en Grèce.

La copie ci-jointe du dernier rapport que je viens de recevoir de Messolonghi vous donne une idée complète de notre position sur le continent et des bruits qui circulent dans le voisinage.

Les représentants des cours alliées vont faire des démarches auprès de la Porte pour obtenir la ligne de Volo à Arta. Je forme des vœux pour que ces démarches puissent avoir un prompt succès, mais je n'ose m'en flatter. Les ob-

servations que je vous ai communiquées par mes dernières lettres vous en donnent les motifs.

Si la Porte s'obstine à refuser son assentiment, et si elle est encouragée par la manière d'envisager les grands intérêts compromis par la crise qui menace la Belgique, la Pologne et d'autres contrées de l'Europe, notre position deviendrait difficile et périlleuse. Mais ne nous en alarmons pas avant le temps, et espérons dans la Providence.

En me conformant à votre désir, je joins ici une lettre pour M. le comte Sébastiani. J'en joins aussi une autre pour lord Granville. Vous en prendrez connaissance par les copies que je vous transmets, et je vous engage à les mettre sous les yeux du comte Pozzo di Borgo, en lui présentant mes amitiés.

Les deux points les plus urgents et les plus essentiels sont les secours pécuniaires et l'instruction collective pour Messieurs les résidents.

Je n'ai qu'à me louer des rapports qu'ils entretiennent avec le gouvernement; mais ces rapports deviendront encore plus utiles, du moment qu'ils seront le résultat de nouvelles instructions communes. Dans les circonstances actuelles, il faut que l'alliance se montre aux yeux des Grecs et des Turcs plus forte et plus unie que jamais. Toute apparence qui pourrait légitimer des doutes à cet égard induirait l'esprit mobile des uns et l'orgueilleuse ignorance des autres, à des erreurs dont les conséquences seraient funestes.

J'aime à espérer que vos démarches auprès de M. le comte Pozzo di Borgo et de lord Granville auront été bien accueillies à Londres, et que la conférence aura décidé de nous envoyer les secours que vous avez sollicités. Notre détresse est extrême. Cependant je tâche de satisfaire aux besoins les plus pressants au moyen des petites économies que j'ai pu faire; mais sous peu de jours elles seront épuisées.

Nous allons affermer les revenus, et je compte sur cette ressource pour le paiement du trimestre qui expire au mois de mars.

Je m'occupe d'un moyen subsidiaire, et j'y aurai recours si nous ne recevons aucun secours des Puissances. Ce moyen subsidiaire consisterait dans une émission de papier-monnaie qui comblerait le déficit d'un semestre. La banque nationale serait autorisée à émettre et à prêter au gouvernement ce papier. Il l'emploierait selon ses besoins à payer les fonctionnaires et l'armée, partie en numéraire et partie en papier-monnaie, et il recevrait dans les mêmes proportions l'acquittement de ce que les fermiers et les douaniers doivent à la caisse publique.

Indépendamment de cette garantie j'en donnerai une seconde. La banque mettrait en vente des domaines nationaux pour une valeur égale à la somme qu'elle aurait prêtée au gouvernement en papier-monnaie, et ces domaines seraient achetés exclusivement au moyen du papier-monnaie en circulation.

Cette mesure à laquelle je prépare les Grecs depuis deux ans n'est pas encore à leur portée. L'agiotage peut la rendre nuisible et même désastreuse. Le régime turc a fait les mœurs de ce pays, et ce n'est pas en deux ou trois ans qu'on peut les réformer. Toutefois, je vous le répète, si la question de l'emprunt n'est pas résolue, si l'on ne vient pas à notre secours dans le commencement du mois de mars, je serai forcé de recourir au papier-monnaie, mais dans les limites et avec les garanties dont je viens de faire mention.

J'ai communiqué mes idées à ce sujet à quelques négociants du pays, en les encourageant à s'associer au gouvernement. Je viens de recevoir de leur part un projet dont je vous envoie l'extrait. Veuillez le faire connaître à quelques capitalistes les plus forts et les plus solides, et voyez s'il y aurait moyen de les engager à se mettre à la tête d'une semblable entreprise.

Je ne crois pas que les Grecs puissent l'accomplir à eux seuls. Selon mon opinion ce ne sont pas les capitaux qui leur manquent, mais c'est quelque chose de plus qui ne s'acquiert ni en peu de temps ni par volonté; c'est le crédit.

Si un capitaliste étranger plaçait une somme considérable et qu'il devînt lui-même le directeur de l'établissement, son crédit prêterait à celui des capitalistes grecs l'appui moral dont il a besoin.

Je vous ai déjà dit ce que je pense de la demande dont vous avez chargé M. Eynard. Je lui ai écrit en der-

nier lieu que j'approuve complètement le parti que vous avez pris.

*A M. le Comte Sébastiani, Ministre des
Affaires étrangères de S. M. le Roi des
Français.*

Nauplie, $\frac{12}{24}$ février 1831.

Les rapports de M. le prince Soutzos me donnent de nouveau la mesure de tout ce que la Grèce doit au bienveillant intérêt dont Votre Excellence l'honore. J'ose vous prier de vouloir bien le lui continuer, au moment où il s'agit d'asseoir ses destinées sur une base large et solide.

Je n'abuserai pas, Monsieur le comte, de vos moments pour appeler votre attention sur les questions dont s'occupe la conférence de Londres. Je continuerai seulement à vous supplier d'en hâter la décision.

M. le prince Soutzos a reçu et reçoit aujourd'hui des informations qui vous prouveront, Monsieur le comte, combien il est urgent de ne pas livrer pour longtemps encore le sort de ce pays aux chances des négociations avec la Porte, vu les événements qui peuvent avoir lieu dans les entrefaites.

J'ai fait et je ferai tout ce qui peut dépendre de moi

pour préserver les Grecs des égarements qui les ramèneraient à l'anarchie, et pour entretenir d'autre part des relations amicales avec le visir et avec tous les Turcs du voisinage.

Jusqu'à présent j'y ai réussi; mais je ne me dissimule pas qu'à la longue mes efforts ne pourront avoir un succès assuré que pour autant que l'appui moral des résidents des cours alliées y contribuera, et qu'un secours pécuniaire quelconque prouvera aux Grecs et aux Turcs que l'alliance subsiste. Ce peu de mots vous donneront, Monsieur le comte, l'idée la plus complète de notre situation, et ils vous expriment en même temps nos vœux.

M. le baron de Rouen, qui connaît à cette heure et assez bien les hommes et les choses de ce pays, ne vous laissera, j'espère, aucun doute sur l'urgente nécessité des décisions que la Grèce invoque de la haute sagesse du roi et de ses alliés et de votre sollicitude éclairée.

A Milord Granville, Ambassadeur d'Angleterre, à Paris.

Nauplie, $\frac{12}{24}$ février 1831.

Milord, Jè suis heureux d'apprendre que Votre Excellence est encore appelée à contribuer au succès des négociations qui ont pour objet les destinées de la Grèce.

M. le prince Soutzos m'a rendu compte, Milord, de

vos bienveillantes dispositions, et je vous prie d'en agréer mes actions de grâces les plus sincères.

M. Soutzos a reçu et reçoit encore aujourd'hui des informations qui le mettent à même de vous démontrer combien il est urgent de hâter la décision des grandes questions dont s'occupe la conférence de Londres.

Plus des intérêts d'un ordre supérieur absorbent l'attention des cabinets, plus ceux de la Grèce semblent devoir être promptement et définitivement réglés.

Dans l'état de fermentation dans lequel se trouvent les esprits dans presque toutes les contrées de l'Europe et en Turquie même, j'ose croire que tout retard ultérieur de la part des cours alliées dans les transactions relatives au nouvel état Grec accrédi tera l'espoir de chances favorables à des projets que le bon sens et la raison relèguent dans le champ des utopies.

Si les Grecs et les Turcs se font illusion sur leur avenir, si les uns et les autres se laissent égarer, les conséquences en deviendront funestes.

C'est pour aller au-devant de ce danger, que j'ai demandé avec instance que les résidents des cours alliées soient munis d'instructions collectives, en vertu desquelles ils puissent convaincre les Turcs et les Grecs que, nonobstant les grands changements survenus en Europe, l'alliance subsiste toujours, et que c'est d'elle que dépendent l'affermissement du sort de la Grèce et l'établissement des relations de ce pays avec la Porte. Cette conviction morale produira l'effet le plus salutaire, si

toutefois elle est appuyée par les secours pécuniaires que M. le prince Soutzos a sollicités.

Veillez, Milord, appuyer de vos bons offices auprès de M. le comte Palmerston les vœux que je prends la liberté de vous exprimer. Vous avez accueilli avec tant de bonté ceux dont je vous ai fait part en 1827 ; votre généreuse coopération a si puissamment favorisé à cette époque leur accomplissement, que je croirais manquer à tous mes devoirs, si je n'avais encore recours à votre assistance. M. le prince Soutzos la sollicitera souvent, et je vous supplie de ne pas la lui refuser.

Au Sénat.

Nauplie, $\frac{17 \text{ février}}{1 \text{ mars}}$ 1831.

Nous vous avons entretenus plus d'une fois, Messieurs, dans nos conférences confidentielles, de la situation des finances de l'état. Nous avons appelé votre attention sur le déficit qui résulte, soit des retards que mettent les fermiers et les contribuables à remplir leurs engagements, soit des événements qui viennent d'avoir lieu dans différentes contrées de l'Europe, et qui semblent devoir retarder encore les décisions concernant l'emprunt ou les avances des cours alliées.

Quoique nous n'ayons négligé aucun moyen pour obtenir, jusqu'à la conclusion de l'emprunt, des secours

de leur munificence, nous ne nous dissimulons pas néanmoins les grandes difficultés qui s'opposent au prompt accomplissement des vœux que nous leur avons exprimés.

Dans cet état de choses, nous avons engagé la commission des finances à nous présenter le budget de l'année qui commence au mois de mars, et nous lui avons aussi communiqué nos idées sur les mesures qu'il serait urgent de prendre pour combler le déficit, jusqu'à ce qu'il nous soit possible de régler définitivement nos finances ou par le moyen d'un emprunt ou en utilisant les ressources de l'état, dès que les circonstances seront devenues plus favorables.

La commission des finances vient de nous transmettre les rapports ci-joints sous les lettres A et B. L'un présente le budget de l'année, l'autre le projet d'un décret, en vertu duquel le déficit serait comblé par l'émission de 3,000,000 de phénix en papier-monnaie.

Nous vous invitons, Messieurs, à prendre en considération ces rapports, et à émettre votre opinion sur le projet de décret.

M. Papadopoulos, membre de la commission des finances, portera la parole pour la commission, et donnera au sénat les éclaircissements que celui-ci pourra désirer sur le projet, et le soutiendra dans la discussion à laquelle il donnera lieu.

Nous ne vous développons pas les avantages inappréciables que la nation pourrait retirer du système d'après

lequel nous nous proposons de combler le déficit. Mais nous vous faisons observer que plus ces avantages sont grands, et plus le gouvernement doit être jaloux de les assurer à la nation.

Il doit mettre d'autant plus de précaution et de soin, pour la préserver des funestes conséquences auxquelles le discrédit du papier-monnaie et les opérations qui en seraient la suite pourraient donner lieu.

Tous les pays qui sont avancés dans la civilisation doivent aux institutions sur lesquelles se fondent le crédit public les projets de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, de la navigation. Les avances ou les capitaux sont le ressort principal de tout développement et de tout perfectionnement des ressources matérielles qu'une nation possède, et de celles qu'elle trouve dans les dispositions morales et intellectuelles.

La Grèce est richement dotée de ces ressources; mais les capitaux lui manquent, et ce n'est que le crédit qui peut les lui procurer. Or le crédit ne peut se créer à volonté et en peu de temps. Il est le résultat de nombreux antécédents, et malheureusement ceux de la nation Grecque ne sont pas de nature à le lui procurer.

C'est d'après ces considérations que nous avons désiré d'ajourner encore pour quelques années l'émission du papier-monnaie, et nous ne nous décidons aujourd'hui à vous le proposer, que parce que nous ne trouvons pas d'autre moyen pour combler le déficit.

Le gouvernement n'emploiera ce papier qu'autant

qu'il ne pourra pas s'en dispenser, et il le retirera de la circulation dès l'instant qu'il aura reçu des secours du dehors ou que l'emprunt sera conclu.

C'est d'ailleurs un essai que nous faisons. Si, grâce aux précautions que nous ne négligerons pas de prendre, il réussit, nous aurons résolu le grand problème de nos finances de la manière la plus heureuse.

Si nous pouvons nous placer dans cette belle position, la liquidation de nos dettes et les emprunts s'opéreront, non par le moyen du crédit que nous sollicitons de la générosité des cours alliées, mais par le crédit national.

C'est à atteindre ce grand but que doivent tendre nos efforts: Vous pouvez compter, Messieurs, sur ceux que fera le gouvernement, comme celui-ci se plaît à compter sur votre coopération.

A. M. M. Sugdouris & Doumas, à Syra.

Nauplie, $\frac{25 \text{ février}}{9 \text{ mars}}$ 1831.

Nous partageons, Messieurs, les vœux que vous exprimez par votre adresse du 3 février, et nous nous plaisons à vous annoncer nous-mêmes que c'est avec une véritable satisfaction que nous nous empressons non-seulement à consentir, mais à prendre part à leur accomplissement.

Vous avez formé le projet de fonder, d'entretenir, et

de perfectionner graduellement une école du commerce à Syra, au moyen d'une souscription à laquelle contribueront aussi les deux compagnies d'assurances. Nous autorisons aujourd'hui le gouverneur à souscrire en notre nom, pour 1,500 phénix par an, et nous aimons à espérer que vos efforts auront un plein succès auprès de vos confrères les négociants grecs établis à Syra, et dans d'autres places de commerce, soit du levant, soit ailleurs.

Du moment que les souscriptions vous donneront les fonds nécessaires pour le premier établissement de l'école, les souscripteurs tiendront alors leur première réunion, pour élire les commissaires et les conseillers, et pour procéder aux autres mesures, selon le projet de règlement que vous nous avez proposé.

Cependant ce règlement, avant d'être porté à l'approbation des souscripteurs et à celle du gouvernement, devrait être modifié, attendu qu'il embrasse à la fois les dispositions qui concernent l'établissement et l'organisation de la société des souscripteurs, et celles qui sont relatives à l'organisation de l'école. Nous croyons que ces dernières devraient pour le moment se borner aux bases indiquées dans le projet que nous avons sous les yeux. Mais la société se réserverait de les développer successivement et à mesure que les fonds lui permettraient de procurer à l'école, suivant le nombre et la capacité des élèves, de nouvelles classes et des maîtres; tant pour les langues étrangères que pour la géographie, la statisti-

que, l'histoire du commerce, et les éléments du droit maritime et commercial.

Nous entrons dans ces détails, parce que nous désirons vous engager à poursuivre, avec le zèle et les talents qui vous distinguent, l'œuvre de bien que vous venez d'entreprendre. Connaissant maintenant notre opinion, vous pouvez rédiger la minute de l'acte qui constitue et organise la société des souscripteurs, et celui qui trace les premières bases de l'organisation de l'école. C'est en approuvant ces deux actes et en prenant part à la souscription, que le gouvernement sanctionnera l'établissement par lequel les négociants de Syra rendront un service éminent à la patrie.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Nauplie, $\frac{9}{21}$ mars 1831.

J'ai sous les yeux, mon prince, vos dépêches sous le numéro 16 en date du 7 février, ainsi que les journaux jusqu'à celle du 25. L'ensemble des notions que j'ai pu recueillir des unes et des autres n'est guère consolant. Bien loin de là; avec moins de confiance en Dieu, il y aurait de quoi se décourager.

Je crois comme vous que des intérêts majeurs absorbent toute l'attention des cabinets, et que c'est de la conciliation de ces intérêts que dépend le maintien de la

paix. Si elle n'est pas possible, il y aura la guerre, et dès lors la décision de notre avenir deviendra encore plus problématique. Or ces longues incertitudes aggravent tous les jours davantage notre situation.

Les Tures du voisinage deviennent exigeants et hautains. M. Rizos vous transmet aujourd'hui la copie de documents qui vous mettront à même de bien juger des discussions relatives aux affaires de l'Attique et de l'Eubée et de nos relations avec le visir. Vous verrez d'une part, que le gouvernement fait tout ce qui peut dépendre de lui pour être en bonne harmonie avec les Tures, et pour ne pas leur fournir le moindre prétexte de rupture; mais nous observons de l'autre avec peine que Messieurs les résidents manquant d'instructions, sont hors d'état de joindre leurs efforts aux nôtres.

Je ne reviendrai pas sur la question de la frontière : je ne ferais que vous répéter les observations que je vous ai adressées par ma dernière expédition ; ainsi je m'en abstiens.

J'en dirai autant de nos affaires intérieures. Le bon ordre et la tranquillité continuent à se maintenir partout. Partout le peuple est occupé de la culture des terres, de la restauration des villages, des bourgs et des villes. A Syra et à Nauplie les citoyens s'occupent aussi de commerce ; et à l'exception de quelques faiseurs de brochures ou d'amateurs de presse périodique, à l'exception de peu d'hommes qui prétendent au monopole des intérêts des provinces et des revenus publics, nul ne

s'inquiète des grands événements qui tiennent en suspens dans ce moment les destinées du monde. Toutefois si ces événements font pencher la balance du côté d'une guerre générale; si cette guerre exerce, comme il est presque certain, une influence en Grèce, alors il est impossible de prévoir quelles en seraient les conséquences au milieu de nous.

Les meneurs cependant que je vous ai signalés par mes lettres précédentes, ne cessent de travailler sous main les esprits faibles et de remuer les passions féroces. Après avoir échoué auprès des Spartiates, ils ont entrepris les Hydriotes et les Spéziotes. Ces insulaires prétendent à des indemnités, qui se montent d'après leurs calculs à 15,000,000 de francs; et c'est dans les circonstances actuelles qu'ils voudraient forcer le gouvernement à reconnaître cette énorme dette, à en inscrire une partie pour en payer les intérêts, et à en liquider une autre, au moyen de concessions en terres des domaines nationaux.

C'est pour contraindre le gouvernement à signer une capitulation semblable, que quelques primats de ces îles ont l'air de vouloir se mutiner. Jusqu'ici ce ne sont que des paroles, et j'ose croire qu'il n'en sera pas davantage, à moins que des insinuations du dehors ne viennent exalter davantage les insulaires, et encourager les espérances des hommes qui en font l'instrument de leurs coupables projets. Je me propose de me rendre dans quelques jours à Poros, afin d'appeler auprès de moi ces primats. Il

se peut que je parvienne à leur faire entendre raison.

Comme je vous l'ai marqué dans mes dernières dépêches, nos ressources pécuniaires sont épuisées. Il n'y a dans la caisse qu'une centaine et quelques milliers de francs. Je suis en face du trimestre qui expire à la fin de ce mois. Si les revenus de l'année sont dans ces entre-faites affermés, je pourrai alors payer les soldats et les marins. Dans le cas contraire que deviendrons-nous ?

Je vous envoie ci-jointe la copie d'une réponse que j'ai faite à deux négociants anglais, lesquels m'ont offert leurs services pour l'institution d'une banque. Je tâche d'utiliser cette idée, et je vous engage à en faire autant auprès de quelques capitalistes de France. C'est le même projet dont je vous ai parlé, mais sous une forme qui le présente plus avantageusement.

Je ne me dissimule point toutefois les difficultés presque insurmontables que vous opposera tout capitaliste. Ce sont celles que je rencontre moi-même, et elles se réduisent toutes à une seule. La Grèce fera-t-elle un état ? Cet état a-t-il un gouvernement ? Le gouvernement peut-il répondre de ses propres engagements ? Ou en d'autres termes, les cours alliées sont-elles bien d'accord sur le parti qu'elles doivent prendre pour assurer le sort de la Grèce ?

Il se peut que dans les circonstances actuelles il soit impossible de solliciter et d'obtenir une réponse à ces questions ou à celle qui les résume toutes. Ce qui cependant en vaudrait une, ce serait 1,000,000 et demi, ou

quelques centaines de milliers de francs donnés par l'alliance à compte de l'emprunt. Ce fait produirait une impression très-favorable dans l'opinion des capitalistes, et l'institution de la banque serait alors possible.

Si les démarches de M. Pozzo di Borgo et les vôtres n'ont eu jusqu'à présent aucun succès auprès de la conférence de Londres, plaidez maintenant la question encore une fois sous ce même point de vue. Priez de ma part M. le comte Pozzo et lord Granville, et aidez-vous de leurs bons offices.

Je n'insiste pas de nouveau sur l'impérieuse nécessité d'un secours pécuniaire, comme je ne vous répète pas l'urgence de faire parvenir une heure plus tôt à Messieurs les résidents des instructions collectives, en vertu desquelles ils soient en mesures de contribuer de leur côté au maintien de la tranquillité et de l'ordre dans l'intérieur, et à tenir aussi les Turcs en respect. Vous avez sans doute entretenu de ces intérêts M. le comte Sébastiani et Messieurs les ambassadeurs d'Angleterre et de Russie; et vous jugerez si, en recevant la présente, il conviendra que vous fassiez de nouvelles démarches auprès d'eux.

Je vous sais gré des informations que vous me donnez concernant les objets qui sont nécessaires à notre petit arsenal. J'aime à espérer que vous aurez un succès complet, et que M. Pourchet recevra sous peu les moyens dont il a besoin pour mettre en état nos forteresses.

A M. le Chevalier Eynard, à Genève.

Nauplie, $\frac{9}{21}$ mars 1831.

Mon cher Eynard, Lorsque vous étiez à Paris je recevais plus souvent de vos nouvelles. J'ai fait tout ce qui a pu dépendre de moi pour vous transmettre aussi fréquemment que possible les miennes.

Je vous envoie aujourd'hui un exemplaire de notre gazette française, et vous y verrez au juste les progrès que nous avons faits dans la branche de l'instruction publique. Je vous envoie aussi la réponse que je viens d'adresser aux propositions de deux négociants anglais relativement à l'institution d'une banque.

Nous sommes à la fin de mars, et nous n'avons pas encore fait banqueroute; mais elle est imminente.

Les nouvelles que j'ai reçues du prince Soutzos par le dernier courrier sont du 7 février. Elles ne me donnent aucun espoir, quels que soient l'activité et le zèle dont il fait preuve, et je ne puis pas m'en plaindre. Je me dispense de vous en dire la raison. Je n'espère pas non plus grand'chose du projet de banque; mais je vous en parle pour n'avoir rien sur la conscience. Le seul vœu que je forme dans ce moment, c'est que que les événements, d'accord avec la sagesse des hommes, hâtent une heure plus tôt la décision de notre sort. Cet état d'agonie est à la longue insoutenable.

Je vous prie de me rappeler au souvenir de vos dames, et je vous réitère, mon cher Eynard, l'expression de toutes mes amitiés.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Modon, $\frac{16}{28}$ avril 1831.

C'est à Nauplie, mon prince, que j'ai reçu vos dépêches sous le numéro 17, ainsi que les lettres de M. Eynard qui m'annoncent l'envoi des 200,000 francs que la Grèce doit encore à sa généreuse sollicitude.

Votre numéro 18 me trouve ici ; je viens de faire ma tournée afin de voir ce qui se passe à Sparte. Je m'arrêterai une couple de jours de plus ici, pour fêter la Saint-Philippe.

M. le commandant Lalande expédie demain une frégate à Toulon, et j'en profite. Quoique épuisé de fatigue et de désagréments, et malade plus que de coutume, je saisirai le peu d'instants qu'on me laisse libre, pour vous faire connaître encore une fois notre situation.

Sans le secours de 200,000 francs elle se serait aggravée au point de rendre plus que probable une crise funeste. Je n'aurais pu faire payer le trimestre à l'armée et à la marine, et les intrigants auraient excité les Rouméliotes et les insulaires à la mutinerie, peut-être même à la révolte. Les efforts qu'ils ont faits dans cette vue cou-

pable n'ont pas réussi jusqu'à présent, et ils ne réussiront pas non plus, tant qu'officiers, soldats et matelots seront payés régulièrement.

Cependant les hommes de malheur que je vous ai signalés par mes lettres précédentes continuent et renforcent leurs menées au milieu des Hydriotes et des Spartiates. Ils ont choisi les deux pays qui sont les plus accessibles aux séductions révolutionnaires. L'un comme l'autre renferme une population nombreuse, pauvre, brave, mais démoralisée. L'un et l'autre ont des primats, lesquels pensent avoir figuré en première ligne durant la guerre et l'anarchie, parce qu'ils ont occupé les places de chefs de l'état. Auprès de ces primats les faiseurs grecs et étrangers ont pensé alors faire fortune, et c'est dans la même vue qu'ils les poussent aujourd'hui à la sédition.

Je vous ai entretenu des premiers mouvements des Mavromichalis et des prétentions absurdes des îles maritimes. J'avais calmé ces mouvements. Pierre Mavromichalis et son frère sont arrêtés. Spetzia et un grand nombre de capitaines hydriotes comprennent leurs véritables intérêts, et tâchent de les régler d'accord avec le gouvernement. Il n'en est pas de même de ceux des Hydriotes qui reconnaissent pour chefs les Condouriotis, les Miaoulis et les Tombazis. Ce parti est mené par Mavrocordatos et par nos soi-disant libéraux. Pour les mettre en évidence et les compromettre sans retour avec le gouvernement, ces meneurs ont établi à Hydra une im-

primerie et y publient une gazette, laquelle propage deux fois par semaine les doctrines les plus subversives, si toutefois le peuple en Grèce peut se laisser émouvoir par ces doctrines.

Les Spartiates aussi, c'est-à-dire les habitants de Liméni et de Scardamoula, où les Mavromichalis ont fait autrefois leur résidence, promènent un drapeau sur lequel ils ont peint un Lycurgue et un Léonidas, et demandent la liberté de la presse et une constitution représentative.

Ce qu'au fond demandent les hommes de Mavromichalis, c'est de piller les provinces limitrophes, et surtout Mistra et Calamata. Ce qu'au fond demandent les Hydriotes du peuple, ce sont des appointements, c'est de l'argent.

Les primats des uns et des autres ambitionnent le pouvoir, et ils l'espèrent par une réforme constitutionnelle. Les meneurs les flattent de cet espoir, la brochure de Coray à la main, et au moyen des lettres qu'ils reçoivent souvent de leurs frères et amis de Marseille et de Paris.

En dernier lieu cette clique a voulu faire un essai. Elle a engagé un Psariote qui lui appartient à hisser le pavillon *tricolore* à bord d'un bâtiment, au moment où il voulait lever l'ancre d'Égine. Ce bâtiment n'avait point en règle les papiers nécessaires pour porter le pavillon national, et il a voulu faire voir à la démogérontie, au gouverneur civil et au pays, qu'il n'en avait pas besoin.

Le peuple d'Égine et de Psara s'est assemblé sous la présidence de ses démogérontes; et après avoir constaté quels étaient les Psariotes et les étrangers qui avaient provoqué ce scandale, d'une voix unanime il les a expulsés d'Égine.

A Liméni également on avait préparé un pavillon *tricolore*; et profitant du passage par ce district de deux ingénieurs-géographes français qui travaillent à la grande carte du Péloponèse, les neveux et les frères de Mavromichalis ont proclamé que c'est sous les auspices de la France qu'ils entreprennent le renversement du gouvernement actuel et l'établissement d'un nouveau gouvernement constitutionnel. La correspondance interceptée me donne la preuve matérielle que Liméni et Hydra s'efforcent de mettre de l'ensemble dans leurs projets et dans leur plan d'opérations.

A peine arrivé ici, j'ai eu des entretiens avec M. le général Schneider et M. le commandant Lalande. Je leur ai fait part de mes observations, et j'ai fixé leur attention sur les conséquences graves dont la Grèce serait menacée, si aux yeux de la nation les meneurs pouvaient s'étayer d'un appui quelconque de la part de l'armée d'occupation et de la flotte française. M. le général Schneider et M. le commandant Lalande ont semblé partager entièrement mon opinion. Ils ont reconnu que si cet état de choses se prolongeait, le gouvernement serait contraint d'avoir recours aux armes; et que cette guerre étant par sa nature irrégulière, son action dé-

truirait en peu de temps tout ce qui a été fait jusqu'ici pour soustraire le peuple aux influences fâcheuses des partis, des capitaines et des primats.

En effet pour anéantir les hommes de Liméni et de Scardamoula, le gouvernement n'aurait besoin que d'armer contre eux les autres provinces de Sparte qui le demandent, et qui sont dans l'attente que le gouvernement agréé leurs offres. Il en serait de même pour faire chasser de la Grèce les meneurs. Je n'aurais qu'à en donner l'ordre aux communautés où ils se trouvent. Mais en révélant ainsi aux masses et aux chefs qui se mettront à leur tête le secret de leur puissance, quel est le pouvoir qui les dompterait ensuite? Ce ne serait plus un pouvoir national libre et indépendant de leur influence. Or c'est pour préserver la nation de cette funeste influence que j'ai travaillé assidûment depuis trois ans, et je ne me résignerai jamais à replonger moi-même cette malheureuse nation dans les horreurs du désordre et de l'anarchie.

C'est dans l'espoir de prévenir une érise semblable que j'ai adopté d'autres mesures, et que j'ai demandé la coopération du général Schneider et de M. le commandant Lalande. Le premier a déjà rappelé les deux officiers ingénieurs de Liméni, et le second y enverra un brick, pour faire entendre aux Mavromichalis des paroles sages, mais fermes et sévères. D'un autre côté je tâcherai d'établir un cordon sanitaire autour de Liméni et de Scardamoula; et s'il ne suffit pas, j'en établirai un se-

cond sur les limites de Sparte et dans ses parages. J'isoleraï la maladie jusqu'à ce que le remède nous arrive du dehors, attendu que le principe véritable du mal est sans contredit hors de la Grèce. C'est dans le même esprit que je traite et que je traiterai les Hydriotes; et en général je m'efforcerai d'empêcher les progrès de la contagion, et de la guérir, s'il se peut, là où elle pourrait fixer ses foyers.

Il est inutile, mon prince, de vous répéter ici tout ce que je vous ai écrit sur la nature du remède dont nous avons le plus urgent besoin.

Messieurs les résidents avec lesquels, avant de quitter Nauplie, j'ai eu plusieurs entretiens sur cet état de choses, sont muets, car ils manquent d'instructions. Or c'est à solliciter ces instructions que doivent se concentrer tous vos efforts. Que la conférence ordonne à Messieurs les résidents de parler un langage uniforme; qu'ils déclarent que les Puissances alliées, jusqu'à ce qu'elles aient décidé les questions majeures relatives au sort définitif de la Grèce, ne reconnaîtront aucun autre ordre de choses que celui qui se trouve maintenant établi en vertu des actes du congrès d'Argos; et toutes les parodies révolutionnaires qu'on prépare ici s'évanouiront à la confusion de leurs abjects auteurs. Dans le cas contraire, si la conférence de Londres oublie encore la Grèce, si les agents étrangers manquent toujours d'instructions, et si les événements qui envahissent l'Europe poussent les nations à la guerre, la Grèce su-

bira une catastrophe, et c'est la main toute-puissante du Seigneur qui peut seule la sauver.

Je vous ai chargé par mes lettres précédentes de solliciter ces instructions collectives, car j'en pressentais la nécessité; les faits me prouvent que je ne me suis pas trompé. Toutes les autres demandes tendent au même but. Il s'agit de convaincre les Grecs; il faut leur prouver que l'alliance subsiste, et qu'elle veut aujourd'hui ce qu'elle voulait l'année dernière. Tout est là. Que cette preuve soit donnée par une déclaration; qu'elle le soit par la conclusion de l'emprunt, et qu'elle le soit par le choix du prince souverain et par la délimitation; pourvu que la preuve soit donnée et qu'elle frappe les convictions, la Grèce maintiendra son repos. Assurément nous devons former des vœux pour que ce grand but soit atteint au moyen de la décision définitive des questions majeures; mais dans tous les cas une déclaration nous ménagerait le temps et les moyens d'attendre le dénouement des négociations, qui tiennent dans ce moment en suspens les destinées de l'Europe.

Je n'ai pas besoin de vous dire, mon prince, combien je compte dans ces graves conjonctures sur votre zèle et sur vos talents. Vous en avez donné des preuves à la nation. Elle vous devra son salut. Un jour elle vous paiera de gratitude.

A M. le Chevalier Eynard, à Genève.

Nauplie, $\frac{16}{28}$ avril 1831.

J'ai reçu, mon cher Eynard, vos lettres du 8 janvier et du 9 mars, au moment où je quittais Nauplie pour aller moi-même voir de près ce qui se passe dans les provinces de Sparte. Je suis ici de retour de ma tournée. J'écris aujourd'hui au prince Soutzos et à votre neveu par une frégate qui va mettre à la voile. J'ajoute ces lignes pour vous, noble et généreux bienfaiteur de la Grèce.

Vos 200,000 francs sont arrivés comme par miracle à point nommé. Je devais payer le trimestre à l'armée et à la marine, et la caisse publique n'avait que 200,000 phénix ; et pour solder le trimestre il en fallait 500,000. La paie manquée, les meneurs auraient eu beau jeu auprès des troupes et des marins. Ce peu de mots vous donnent, mon cher Eynard, la mesure du service que vous avez rendu à ce pays.

Je n'ai pas le temps de vous répéter ce que j'écris au prince Soutzos sur notre situation intérieure. Elle se ressent de la maladie qui affecte et remue l'Europe. Je tâche de l'en préserver. Il en sera au reste ce qu'il plaira à Dieu.

A. M. le Général Schneider.

Nauplie, $\frac{14}{26}$ mai 1831.

Depuis la réception de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 18, je n'ai pas eu l'occasion de voir réunis Messieurs les résidents, et je n'ai pas jugé urgent de leur proposer une conférence, afin de nous entretenir sur la part qu'on aurait dû prendre, dans le cas où le maintien du bon ordre et de la tranquillité exigerait qu'un détachement des troupes sous vos ordres eût à prendre position vers la frontière.

Les rapports que je reçois tous les jours de la Grèce continentale sont très-rassurants. Karatassos, richement doté de proclamations et de projets d'adresses, a prétendu renverser les gouverneurs des provinces et instituer une administration nouvelle, qu'il a nommée constitutionnelle. Il s'est dirigé sur Thèbes et sur Talandi, n'ayant à sa suite que six officiers de notre soi-disant état-major et une centaine de soldats. Les autres bataillons et la population en masse s'étant levés contre lui, il a dû se réfugier à Livanatès, d'où il a déjà fait pressentir l'inspecteur des troupes, s'il voulait s'interposer auprès du gouvernement pour lui obtenir le pardon.

A Talandi il a enlevé des magasins de l'état les vivres qu'il y a trouvés; mais ce n'était que peu de chose; à peine aura-t-il de quoi subsister six ou huit jours. Il

avait mandé les démogéronties; elles ont arrêté ses messagers et envoyé au gouvernement ses lettres.

Les gardes qu'il avait laissées à Thèbes et à Talandi ont été arrêtées, et les dépositions de ces gens sont très-remarquables. Karatassos avait promis aux officiers et aux soldats qu'il a séduits, argent, vivres et munitions de guerre, que deux bâtiments d'Hydra allaient leur distribuer : c'est pour cela qu'il les a menés à Talandi. N'ayant pas trouvé ces bâtiments, sa suite a commencé à se décourager et à se disperser. On a saisi les lettres qu'il adressait à ses confrères d'Hydra, dit-il, par lesquelles il leur rend compte de ses opérations, et leur demande avec instance les secours qu'il attendait.

Mon frère est déjà à Thèbes, et il sera aujourd'hui à Talandi. Il tâchera de faire arrêter cet homme et ceux qui lui restent, parce que s'il allait grossir les bandes qui dévastent les provinces voisines sur le territoire turc, nous aurions des embarras et des inquiétudes plus sérieuses encore.

Déjà le visir, avec lequel je suis dans de bonnes relations, porte plainte de ce que quelques-uns des capitaines grecs qui sont aujourd'hui les alliés des Albanais, se sont réfugiés dans le Valtos et dans la partie de Patradjik que le gouvernement administre. Je viens de lui répondre en lui exposant avec une entière franchise les motifs qui mettent le gouvernement dans la pénible situation de ne pouvoir pas arrêter complètement et autant qu'il le voudrait ce qui n'est utile ni au pays ni aux

provinces limitrophes, par l'inviolabilité d'une ligne de frontière qui ressemble à la ligne actuelle. Cependant je lui propose de se concerter avec nous pour prévenir, ou au moins pour mitiger, les conséquences funestes de cet état de choses. Si, comme on vient de me l'écrire, le visir a eu des succès contre le pachia de Scutari et qu'il retourne sur ses pas, il se peut qu'il ne se borne pas à des remontrances; et dans ce cas que ferons-nous? C'est une question sur laquelle j'ai aussi appelé l'attention de Messieurs les résidents, et à cette occasion je les pressentirai aussi sur celle que me signale votre sage prévoyance. .

Les Hydriotes continuent leurs petites manœuvres, et les Spartiates semblent se donner du temps pour la réflexion. M. Zanétakis est allé à Marathonisi avec l'assentiment du gouvernement. Nous verrons ce qu'il saura faire pour mettre un terme aux mutineries de Liméni.

La poste du Péloponèse ne me parle que des voyageurs anglais qui, dans leurs entretiens avec les gens du pays, leur démontrent que les mouvements de Liméni, et tous ceux qui auront pour but la réorganisation constitutionnelle du pays, sont honorables et dignes d'éloge. Cette leçon ne semble pas avoir été donnée avec succès, attendu que les hommes auxquels ces messieurs se sont adressés ne paraissent pas partager leur opinion.

Je ne vous fatiguerai pas, Monsieur le général, de plus longs détails sur nos affaires. Je m'empresserai de vous informer de ce qu'en pensent Messieurs les résidents, pour le cas dans lequel elles deviendraient plus graves.

A M. l'Amiral Ricord.

Nauplie, $\frac{15}{27}$ mai 1831.

Nous avons reçu la lettre que Votre Excellence nous a fait l'honneur de nous adresser en date du 29 avril, durant la tournée que nous avons faite en dernier lieu dans l'intérieur. Cette circonstance vous expliquera, Monsieur l'amiral, le retard qu'a éprouvé la réponse que le gouvernement grec doit à la communication qu'elle renferme. Nous allons nous acquitter de cette tâche en vous exposant les faits que Votre Excellence pourrait attester, si elle le juge convenable ou nécessaire.

Votre Excellence n'ignore pas que lorsque les troupes de S. A. le vice-roi d'Égypte ont occupé Candie, plusieurs des habitants de cette île ont instamment demandé votre protection et celle de vos collègues, pour émigrer dans le nouvel état Grec. Votre Excellence et ses collègues ont accordé cette protection, et un grand nombre de Crétois se sont réfugiés en Grèce.

Ceux d'entre eux qui étaient débarqués dans les îles de l'Archipel, et notamment à Naxos, sollicitèrent de la part du gouvernement la permission de retourner en Candie, non pour s'y fixer, mais pour recouvrer, disaient-ils, leurs propriétés, telles que bétail et autres objets qui leur appartenaient.

C'était vers la fin de l'année. Nous n'avons pas ac-

cueilli la demande des émigrés candiotes, redoutant les conséquences de leur apparition dans leur terre natale, dans un moment où l'ordre n'était pas encore parfaitement établi; c'est alors que vous avez fait déclarer aux pétitionnaires que leur demande ne serait accueillie que pour autant que chacun serait muni d'un passeport de la part du gouvernement grec; que ce passeport serait visé par les résidents des cours alliées, et que Messieurs les résidents se seraient donné la peine de réclamer l'intérêt de Messieurs les consuls des cours alliées en Candie, en faveur des pétitionnaires.

Vous n'ignorez pas non plus, Monsieur l'amiral, que vous avez fait dans le temps des démarches à cet effet, et qu'elles restèrent sans résultat, attendu que Messieurs les résidents ont fait connaître que les consuls respectifs en Candie ne dépendaient que de Messieurs les ambassadeurs accrédités auprès de la sublime Porte.

Dans cet état de choses, les commandants turcs en Candie ont porté plainte contre les Candiotes réfugiés en Grèce; et nous avons ordonné au mirarque Sahinis, commandant de la station dans l'Archipel, de veiller à ce que les Candiotes débarqués à Naxos et dans les autres îles ne se rendissent pas furtivement dans les parages de Candie; mais de les adresser à Nauplie, où nous avons tâché de faire quelque chose pour eux.

Les Candiotes qui se sont conformés à cette direction, sont venus; ils ont essayé une seconde fois d'obtenir la protection de Messieurs les résidents, et ne l'ayant pas

obtenue, ils vont tout seuls. Les commandants ottomans de Candie ont pris connaissance de leurs vœux, et ne s'y sont pas opposés.

Ces Candiotes accourent dans les places de la Messénie avec leurs familles et leur bétail.

Tels sont les faits qui ont eu lieu.

Nous finissons par déclarer que le gouvernement grec n'a jamais mis obstacle à ce que les Candiotes se rendissent encore dans leur terre pour s'y rétablir.

A M. M. les Présidents des Cours alliés.

Nauplie, $\frac{29 \text{ mai}}{10 \text{ juin}}$ 1831.

Le gouvernement grec saisit avec empressement l'occasion que, conjointement avec vos collègues, vous voulez bien offrir par votre office du . . . d'appeler encore une fois votre bienveillante attention sur la situation tous les jours plus difficile et plus critique, où le placent les provinces limitrophes ottomanes et les plaintes du visir.

Son fils Emin-Pacha, son lieutenant à Janina, nous a adressé en dernier lieu la lettre que nous joignons ici avec la réponse que nous lui avons faite. Nous vous prions de prendre en considération l'une et l'autre, et de juger, d'après les notices que vous pouvez vous-mêmes recueillir aisément sur les lieux, s'il est dans le pouvoir du gouvernement grec de maintenir sur la ligne actuelle

de la frontière une police aussi régulière et aussi sévère que l'exigerait la coopération que le visir lui demande, afin de préserver le pays des incursions dévastatrices des clephtes.

Le gouvernement grec fait et fera tout ce qui peut dépendre de lui pour concourir à ce résultat. Il est hautement intéressé à garantir les provinces qu'il administre du fléau du brigandage. Mais il ne peut se faire illusion, ni sur l'insuffisance naturelle de ses propres moyens, ni sur les circonstances qui rendent encore plus qu'insuffisants ces mêmes moyens.

Nous ne vous détaillons pas ici les faits qui caractérisent les circonstances actuelles. Nous nous bornons à vous faire observer que l'état d'incertitude où se trouvent les habitants des provinces sur lesquelles la délimitation doit se prononcer (celui de guerre et d'anarchie), encourage les hommes qui ont vécu de tout temps les armes à la main à courir les chances de la lutte actuelle entre les troupes du visir et celles du pacha de Scutari, et des chefs albanais et grecs qui se sont joints à ces derniers.

Dans cet état de choses nous avons proposé au lieutenant du visir d'envoyer auprès de lui un homme de confiance, pour s'entendre avec lui et avec le visir son père sur les mesures que d'un commun accord nous pourrions prendre, afin de mitiger autant que possible les conséquences funestes du brigandage.

Ce terme moyen pourrait peut-être avoir un résultat plus satisfaisant, si d'accord avec Messieurs vos collègues

vous vouliez aussi envoyer de votre part quelqu'un de vos agents auprès du visir ou d'Émin-Pacha. Il lui ferait connaître avec une entière franchise les dispositions sincères du gouvernement grec, et il serait en quelque sorte témoin des explications que la personne de notre confiance lui donnerait, ainsi que des arrangements dont elle pourrait convenir avec lui.

Si nous pouvions être assurés que la question relative à la délimitation de la frontière ne tardera pas encore longtemps à être résolue, le moyen le plus sûr de satisfaire les Turcs et d'assurer la tranquillité de l'état Grec, ce serait sans doute de donner suite sans perte de temps au plan dont j'ai eu l'honneur de vous parler dans nos entretiens d'Égine et de Salamine au commencement de l'année.

Si les troupes françaises au nom de l'alliance prenaient position sur quelque point de la frontière actuelle, nul doute que leur apparition seule n'apportât le remède le plus efficace. Les capitaines grecs, qui comptent sur un asile dans le nouvel état Grec, y rentreraient pour ne plus en sortir, ou se condamneraient pour toujours à la soumission ou à la misère, vaincus par les Turcs.

Il vous appartient, Monsieur le résident, de prendre en considération, conjointement avec vos collègues, les observations qu'il est de notre devoir de vous communiquer, et de nous faire connaître ensuite les résolutions que vous aurez prises.

*A M. le Maréchal Soult, Ministre de
S. M. le Roi des Français.*

Nauplie, $\frac{1}{13}$ juin 1831.

Monsieur le maréchal, Par ma lettre du 9 février j'ai pris la liberté d'exposer à Votre Excellence les motifs qui me portaient à considérer comme un bienfait accordé par elle à ce pays l'autorisation qu'il lui plairait d'accorder à M. le capitaine Pourchet de nous continuer ses utiles services. Aujourd'hui je m'empresse, Monsieur le maréchal, de vous offrir l'expression des sentiments de reconnaissance que m'inspire l'intérêt bienveillant avec lequel vous avez bien voulu accueillir à cet égard mes observations et mes vœux. La communication que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser du Havre, en date du 19 mai, m'est un précieux gage de cet intérêt, et vous ne sauriez douter de tout le prix que j'y attache.

A M. le Chevalier Eynard, à Genève.

Nauplie, $\frac{1}{13}$ juin 1831.

J'ai tardé longtemps à répondre à plusieurs de vos lettres. La toute dernière est du 11 avril. Vous ne me ferez pas le tort de croire que ce retard est volontaire. Acca-

blé comme je le suis de travail et de tracasseries, il m'est impossible de disposer de mon temps comme je le voudrais, même pour les véritables et grands intérêts de cette malheureuse nation ; il est tout dépensé en petite monnaie pour des affaires de détail et en conférences.

Je dois me rendre partout où l'on tâche de troubler la tranquillité et le bon ordre. Une fois de retour à Nauplie, il y a des milliers de lettres, de requêtes et de rapports, dont je dois m'occuper en personne, et auxquels le plus souvent je dois faire réponse en minuant l'acte ou la résolution qui y a trait. Ajoutez à cela les audiences de tous les jours, et vous verrez comment je passe ma vie.

J'ai envoyé à M. Odier, votre neveu, quelques lignes par lesquelles je vous ai annoncé la réception des 200,000 francs. Grâce à ce secours, j'ai fait le trimestre de l'armée et de la marine, et toutes les intrigues par lesquelles on avait espéré de porter l'une et l'autre à la révolte ont été déjouées.

En tout dernier lieu les meneurs ont poussé le jeune Karatassos dans la Grèce orientale. Cet homme qui ne sait ni lire ni écrire, les poches pleines de proclamations, avait le projet d'insurger les troupes et de les déclarer l'armée constitutionnelle dont il se nommait le chef. Il n'a pu séduire que quelques soldats et quelques officiers. Les bataillons et les habitants des provinces se sont levés en masse pour chasser et poursuivre ce soi-disant chef avec sa suite.

Afin de mettre à la raison ces braves gens, j'ai expédié

en Livadie mon frère avec la cavalerie régulière. Les brigands ont mis bas les armes. Quatre des officiers les plus marquants ont été arrêtés. Karatassos s'est sauvé en Thessalie; mais là même il est suivi, et l'on vient de me donner l'assurance qu'on l'arrêtera.

Cette échauffourée a tourné à l'avantage du pays et de l'armée. Il en sera sous peu de même de Sparte et d'Hydra. A Sparte des bandits concentrés à Liméni ont arboré un pavillon sur lequel sont peints Lycurgue et Léonidas. A Hydra on imprime un journal dont chaque numéro n'est qu'un tissu de mensonges, de calomnies, et de commentaires ridicules sur des questions que les lecteurs ne comprennent pas.

Ce double scandale s'use, et il finira du moment que les hommes qui peut-être l'ont provoqué, se convaincront que des moyens semblables ne peuvent à la longue que mettre encore cette nation dans l'état de la plus affreuse anarchie.

Cependant les meneurs, qui en veulent à la personne du gouvernement, savent bien que de toutes ces intrigues résultent trois choses. Le gouvernement est forcé de vouer son temps et ses soins à conjurer ces petits orages; il doit employer pour cela le peu de ressources qui sont à sa disposition; et il ne peut utiliser celles que le pays lui offrirait, s'il avait le loisir de s'occuper du grand travail concernant les domaines nationaux, le partage des terres, et l'aliénation d'une partie de celles qui sont depuis trop longtemps en friche.

Indépendamment de ces trois conséquences fâcheuses, il y en a une autre qui me gêne le plus. Les menées de nos prétendus patriotes donnent un prétexte aux fermiers pour n'être pas exacts à verser dans la caisse les revenus publics, et les contribuables à leur tour ne perdent pas non plus l'occasion de retarder les paiements qu'ils doivent. Jugez de notre détresse. J'ai fait et je ferai toutes les économies possibles; je me tirerai d'affaire pour l'entretien de l'armée et de la flotte; mais comment paierai-je le trimestre qui sera dû à la fin de juillet?

Je fais des vœux pour que la conférence de Londres approuve votre proposition, ou que d'une autre manière quelconque elle vienne à notre secours. Dans le cas contraire je doute de pouvoir maintenir un état de choses supportable. J'en ai écrit au prince Soutzos depuis le mois de février, et je n'ai pas cessé successivement de le charger de présenter des notes à la conférence de Londres, au ministère français, et à Messieurs les ambassadeurs d'Angleterre et de Russie, accrédités à Paris. Il en sera ce que le bon Dieu aura arrêté dans ses impénétrables décrets.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Nauplie, $\frac{2}{14}$ juin 1831.

Peu de jours après vous avoir écrit ma lettre du 14 (26)

mai, j'ai reçu vos numéros 20 et 21 en date du 5 du même mois. Je suis bien aise d'apprendre que mes lettres datées du 16 (28) avril vous soient arrivées promptement, et que vous en ayez fait l'objet de nouvelles communications aux cours alliées.

Vos démarches antérieures ont déjà obtenu un premier résultat. Indépendamment de la lettre dont m'a honoré M. le comte Sébastiani, le ministère français vient de donner à M. de Rouen, au général Schneider et à M. le commandant Lalande les instructions que vous m'annoncez par vos derniers numéros. Il est à désirer maintenant que la conférence de Londres donne à son tour les mêmes instructions collectives à Messieurs les résidents d'Angleterre et de Russie, et qu'elle nous envoie une avance quelconque sur l'emprunt, ne fût-ce que pour la modique somme de 5 à 600,000 francs.

Vous verrez par la copie ci-jointe d'une lettre que j'adresse à M. le général Schneider, comment j'envisage l'appui qu'il vient de m'offrir en se déclarant prêt à m'envoyer 500 hommes, soit à Nauplie, soit à Argos.

M. de Rouen vient aussi de m'en parler, et il est utile que vous connaissiez littéralement les observations que je lui ai faites à ce sujet aujourd'hui.

« Si les intrigues au moyen desquelles on s'efforce de
« compromettre la tranquillité dont jouit encore la Grèce
« et l'avenir qu'on lui promet, arrivaient au point que le
« gouvernement fût réduit à ne pouvoir se faire écouter à
« Nauplie et à Argos qu'au moyen de troupes auxiliaires,

« soyez bien assuré, Monsieur le baron, que ce n'est pas
« moi qui serais ce gouvernement. Nous ne sommes pas
« encore à des extrémités semblables; et nous les préven-
« drons, j'espère, pour peu que les intrigants connaissent
« d'une manière bien positive les ordres que vous avez
« reçus. »

C'est dans ce sens que je me suis expliqué avec M. de Rouen, et que je m'expliquerai aussi avec ses collègues dans une conférence à laquelle je les ai invités pour demain.

Quand même je serais dans la pénible nécessité d'avoir recours à l'appui des troupes étrangères, ce ne sera assurément pas pour les établir dans la résidence du gouvernement; car une démonstration semblable anéantirait dans l'opinion du pays l'influence que donnent au gouvernement les services qu'il a rendus, et les sentiments de gratitude et de confiance dont il l'honore.

Si, pour déjouer les coupables menées des intrigants, un mouvement de troupes auxiliaires devenait nécessaire, je ne consentirais qu'à un mouvement semblable à celui dont j'avais entretenu le général Schneider par ma lettre du 14 (26) mai, que je vous ai transmise en copie par ma précédente.

Il y aurait aussi une autre combinaison dont j'ai fait mention dans la note que je viens d'adresser à Messieurs les résidents, et de laquelle M. Rizos vous enverra aujourd'hui une copie.

Ainsi que je l'ai fait observer par toutes mes lettres

précédentes, et comme vous l'avez fait vous-même par vos communications aux cours alliées, ce qu'il importe c'est de frapper les Grecs et les Turcs de la conviction que l'alliance existe, et qu'elle veut aujourd'hui ce qu'elle a voulu l'année dernière. Or pour produire cet effet salutaire, pour garantir la tranquillité intérieure de la Grèce, et pour satisfaire encore tous les Turcs du voisinage, pourquoi les troupes françaises ne prendraient-elles pas position sur notre ligne de frontière actuelle? Pourquoi les commissaires délimitateurs ne se porteraient-ils pas sur les lieux pour reconnaître la ligne tracée par le protocole du 3 février? Cette reconnaissance prouverait aux Turcs qu'à moins d'une véritable rectification l'état Grec n'aurait pas de frontière, et ne serait nullement en mesures de se garantir, et de garantir le voisinage, des invasions des éphètes.

Je n'ai pas développé cette idée dans ma note à Messieurs les résidents; mais je l'ai fait de vive voix avec M. de Rouen, et je m'acquitterai aussi de ce devoir à l'égard de ses collègues dans la conférence de demain. Je les prierai d'en faire l'objet d'un rapport à leurs cours et à Messieurs les ambassadeurs à Constantinople.

Puisqu'on se propose de traiter avec la Porte d'une nouvelle délimitation, est-ce qu'un rapport par lequel les trois délimitateurs démontreraient l'impossibilité de tracer une frontière d'après les points marqués dans le protocole du 3 février ne serait pas un document d'une immense utilité?

Il ne nous appartient pas de prendre l'initiative sur ces questions, et c'est pour cela que dans ma note je ne présente l'apparition des troupes françaises sur la frontière que comme une mesure qui offrirait aux Turcs et aux Grecs des gages de tranquillité et de bon ordre.

Si M. de Rouen en écrit à M. le comte Sébastiani, vous serez en mesures d'expliquer à ce ministre la pensée du gouvernement grec. Dans ce cas vous ferez de ces observations l'objet de vos entretiens avec Messieurs les ambassadeurs d'Angleterre et de Russie.

Je vous ai marqué tantôt que la nation jouit encore d'une pleine tranquillité, et qu'elle se montre jusqu'à présent animée de sentiments de gratitude et de confiance envers le gouvernement. En voici la preuve.

Le chef de bataillon Karatassos, lancé par les meneurs dans la Grèce orientale, a été chassé et poursuivi par tous les bataillons et par les provinces levées en masse. Mon frère, avec le commandant de la cavalerie régulière, vient de faire une tournée dans ces provinces. Ses rapports me donnent l'assurance que les troupes irrégulières, aussi bien que le peuple et les primats, apprécient avec assez de bon sens leurs propres intérêts, pour rejeter les armes à la main, s'il le faut, tous les projets insensés et criminels de la clique. Je reçois des rapports semblables de la part des chefs militaires et des gouverneurs civils de la Grèce occidentale, du Péloponèse et de l'Archipel.

Les mesures que j'ai prises pour déjouer les complots organisés au moyen des soi-disant voleurs de grand chemin

dans le Péloponèse, commencent à produire leur effet, et j'aime à espérer que le mal sera coupé dans sa racine.

Les Spartiates sont toujours cernés à Liméni et à Cimova. Ils m'envoient des messagers pour obtenir une transaction. Je leur ai fait répondre que nulle transaction n'est possible, à moins que les coryphées ne se rendent repentants à la résidence du gouvernement. Les autres provinces de Sparte restent tranquilles, et sollicitent, comme je vous l'ai dit par ma lettre du 16 (28) avril, les ordres du gouvernement, afin de contraindre par la force les hommes de Liméni à l'obéissance.

Dans le foyer de toutes ces misérables intrigues, à Hydra, les principaux faiseurs délibèrent sérieusement sur ce qu'ils ont à faire pour sortir de la position périlleuse où ils se sont volontairement placés. Pour ma part je leur ai facilité et je leur en faciliterai les moyens, sans toutefois porter la bonhomie au point d'encourager par des actes de faiblesse l'esprit de mutinerie et de révolte.

Tel est l'état des choses aujourd'hui. Si vous ajoutez, mon prince, à ces notices celles que j'ai consignées en résumé dans ma lettre au général Schneider, vous aurez le tableau exact de la situation du pays et de celle du gouvernement.

Je crois ne pas me tromper dans l'appréciation de l'une et de l'autre. J'ose encore vous répéter que si les actes de la conférence de Londres et le modique subside que j'ai sollicité tardent un peu trop à arriver, la Grèce ne figurera au nombre des contrées qu'en s'associant aux me-

neurs insurrectionnels du temps, qui menacent le monde d'une longue crise.

Veuillez considérer qu'au moment où je vous écris je n'ai en caisse que 30,000 francs, que j'en dois 100,000 pour le paiement de la solde des troupes régulières, et que sous peu de jours j'en devrai 300,000 pour payer le trimestre de la marine et de l'armée. Veuillez aussi considérer que la rentrée des revenus est entravée, et que tous les efforts des meneurs tendent à ce but.

Cependant je suis bien loin de me décourager. Je ne recule pas d'une seule ligne dans la marche droite que le devoir me trace, et je compte sur les prompts décisions de la conférence de Londres.

Vous ferez, mon prince, de l'ensemble de ces informations l'usage que vous jugerez le plus utile. Je vous en laisse entière liberté. Je n'ai pas besoin de vous dire combien je vous sais gré des preuves de zèle et de talent que vous donnez à la Grèce dans ce moment décisif. Vous ne doutez pas non plus, j'espère, de l'empressement que je mettrai à vous prouver par des témoignages de sa part toute sa gratitude au premier moment favorable.

A M. le Comte Mocénigo, à Turin.

Nauplie, $\frac{2}{14}$ juin 1831.

Je vous rends mille actions de grâce, mon cher comte,

de votre bonne lettre du 1 (13) février. J'ai tardé à vous en accuser la réception, parce que les jours, les semaines, les mois et les années passent ici de manière à ce que je ne m'en aperçois que par l'affaiblissement de ma pauvre santé. Elle a souffert et souffre de cet enfer, mais pas assez cependant pour me mettre hors d'état de remplir mes devoirs.

Ma position et celle de ce malheureux pays s'aggravent tous les jours davantage. Les événements du dehors ne promettent nullement une prompte décision sur les questions dont la conférence de Londres doit prononcer. En attendant, l'esprit du temps fait tourner la tête à une poignée de brigands, et donne de l'importance à une petite troupe de jeunes faiseurs. Les uns et les autres cependant n'ont réussi qu'à provoquer du scandale. J'en écris à Naranzi, et je me dispense de vous répéter les mêmes choses. Ce qui me gêne le plus c'est la détresse des finances. Cependant je ne me décourage pas. Je marche droit, et il en sera ce que le bon Dieu voudra.

J'ignore quand et comment dans sa miséricorde il me délivrera des affaires. Je mettrai à profit cette grâce pour refaire ma santé. Sans cela elle finira par ne pouvoir plus se soutenir. Ce que je redoute le plus, c'est une vieillesse accompagnée de maladie, qui rend la vie à charge non-seulement à soi-même, mais à ceux qui vous entourent.

Laissons de côté ces idées misérables. Espérons, mon cher comte, que j'en sortirai; que j'aurai le plaisir de

vous recevoir, et de passer avec vous quelque temps aux bains ou au coin d'une cheminée.

Tout ce que vous me dites de mes travaux dépose pour les sentiments de prédilection dont vous m'avez honoré de tout temps. Il n'y a pas grand mérite dans mon fait. J'ai subi, et je subis une situation qui n'est pas mon ouvrage, et qu'assurément je n'ai pas ambitionnée. C'est l'idée du devoir, peut-être un peu ambiguë et pas à la mode de nos jours, qui est le principe de toutes mes actions, et peut-être de quelque succès.

Cette idée cependant n'entre pas dans la tête, et très-rarement dans le cœur de tout le monde; et celui au milieu duquel je me trouve est le moins fait par ses antécédents pour la comprendre et pour en faire le principe de sa conduite. De là toutes les difficultés que j'ai à combattre, et toutes les peines que je me donne pour peu de résultats. Ajoutez à cela les contrariétés du dehors, et vous aurez bien pitié de moi. Je vous le répète, je ne me décourage pas.

*A. M. M. les Commissaires extraordinaires
et les Gouverneurs civils de l'état.*

Nauplie, $\frac{5}{17}$ juin 1831.

Les vœux que nous avons exprimés dans notre circulaire du 7 mai s'accomplissent, et nous nous empressons

de vous faire partager la satisfaction que nous en éprouvons.

La nation a répondu à l'attente légitime de son gouvernement. Elle est demeurée calme et tranquille, au moment où des hommes de malheur se sont efforcés de troubler son repos, à l'effet de justifier les assertions mensongères qu'ils tâchent de propager par les voies de la presse sur sa situation actuelle. Les provinces où ces hommes avaient osé mettre en œuvre leurs coupables machinations, les troupes qu'ils ont essayé de séduire, ont rejeté avec indignation leurs insinuations perfides, et ont fait preuve encore une fois des nobles sentiments qui les attachent à leurs serments et à l'honneur.

Les rapports circonstanciés que vient de nous soumettre notre lieutenant plénipotentiaire de retour de la Grèce orientale, nous donnent la mesure du dévouement à la patrie et du zèle dont ont fait preuve les chefs militaires et les soldats, ainsi que le commissaire extraordinaire et tous les employés civils dans ce département.

Le jeune J. Karatassos, accompagné à peine d'une douzaine de soldats, a été contraint pour se sauver de franchir la frontière. Ceux qu'il avait séduits, au nombre de deux cents environ, se sont rendus. D'autres avec quatre officiers ont été arrêtés et seront jugés.

Les bataillons cantonnés dans la Grèce occidentale nous ont aussi témoigné par l'organe de leurs chefs combien ils détestaient l'action coupable et insensée du jeune Karatassos, et combien ils étaient prêts à répon-

dre à l'appel du gouvernement, toutes les fois qu'il s'agirait de réprimer par la force des armes les tentatives qu'on ferait, afin de porter atteinte par des mouvements insurrectionnels à l'ordre de choses actuellement établi en Grèce.

Nous aimons à espérer que nous ne serons pas dans la nécessité d'y avoir recours; mais nous n'apprécions pas moins tout ce que la nation doit à l'excellent esprit qui caractérise l'armée.

Dans le Péloponèse les brigands sont cernés; et sous peu, nous nous flattons, les provinces de Calavrita et de Gastouni ne redouteront plus de voir compromis la sécurité et le bon ordre, dont malgré l'apparition des brigands elles n'ont cessé de jouir. Nous devons ce résultat au zèle des officiers d'état-major péloponésiens et de leur chef.

Ce qui reste encore à désirer au gouvernement, c'est que les hommes égarés par des séductions perfides, tant à Hydra qu'à Linéni, fassent un retour sur eux-mêmes, et reconnaissent tout ce que l'expérience de ces derniers temps leur doit apprendre. Ils reconnaîtront que le gouvernement leur a laissé le temps et leur a offert les moyens de renoncer à leurs erreurs, d'une manière dont un patriotisme éclairé devrait s'honorer. Enfin ils ne douteront plus peut-être que dans la situation où se trouve la Grèce, et lorsqu'elle est dans l'attente des décisions par lesquelles les cours alliées vont prononcer définitivement sur les questions majeures qui concernent son sort,

la nation se doit à elle-même de contribuer à ce grand résultat, et qu'elle ne le peut utilement qu'en demeurant paisible et en avançant sous les auspices de la concorde l'œuvre de sa restauration.

Nous aimons à espérer que sous peu nous serons dans le cas de vous annoncer que cet espoir s'est aussi réalisé, et que le scandale de Liméni cessera par la coopération des Spartiates eux-mêmes, comme la fausse attitude que quelques hommes ont prise à Hydra se redressera par la sage intervention des primats et des notables de l'île.

Nous vous engageons à porter ces informations à la connaissance des démogérontes, des primats, et des autres citoyens de la province que vous administrez.

A M. le Général Schneider.

Nauplie, $\frac{8}{20}$ juin 1831.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'annoncer par ma lettre du 1 (13), je vais aujourd'hui vous faire part de mes observations sur les conditions auxquelles le bienfait d'une colonisation française pourrait être procuré à la Grèce.

Je ne vous enverrai pas un mémoire : mes nombreuses et pénibles occupations ne m'en laissent pas le temps. Je causerai néanmoins, Monsieur le général, avec vous la plume à la main de cette affaire majeure.

La population de la Grèce, sortie à peine de quatre siècles d'esclavage, et réduite par la domination turque à moins d'un tiers de ce que peut nourrir le sol fertile du pays, a été aussi décimée, dispersée, durant une lutte sanglante et l'absence de tout pouvoir sagement et fortement organisé.

Les hommes cependant qui se sont efforcés, dans cette époque de désordre et de crise, de donner à la nation des lois et de la gouverner, ont statué par un acte législatif que chaque village avait droit de labourer les domaines qui dans ses limites appartenaient naguère aux Turcs, et que chacun pouvait en outre défricher et cultiver telle terre qu'il aurait choisie, sauf à payer dans un cas comme dans l'autre une triple dîme à la caisse publique. Depuis deux ans cette redevance a été réduite d'un tiers.

Indépendamment de cet acte législatif, d'autres ont été rendus, autorisant l'aliénation des biens-fonds et des terres. Plus tard de nouveaux actes les ont invalidés; mais ce que nul acte n'a empêché, ce sont les usurpations des propriétés de l'état, lesquelles sont encore retenues dans ce moment comme propriétés particulières, et dont on prétend que la valeur est très-considérable.

De cet état de choses il résulte :

1°. Que les paysans se considèrent comme les héritiers légitimes de toutes les propriétés turques, et notamment de celles qui par la nature du sol ou par les avantages de l'irrigation exigent peu de travail et offrent un produit très-considérable. Ils se contentent donc d'en jouir aux condi-

tions auxquelles ils prétendent les cultiver maintenant.

2°. Une grande partie des citoyens qui sont dans la classe des primats et des démogérontes, ne pouvant et ne sachant s'élever à l'appréciation véritable de leurs propres intérêts, ne sont nullement disposés à employer leur influence afin de faire cesser les abus qui se commettent journellement dans l'exécution des mesures concernant les terres nationales, abus qui arrêtent dans sa source non-seulement toute amélioration agricole quelconque, mais qui en se perpétuant rendraient même impossible la restauration sociale et politique de la Grèce.

Quant au premier point, il suffit d'observer que le paysan laboure aujourd'hui la terre qui lui convient, et qu'il ne paie l'impôt qu'en raison du produit. Quant au second, il est aisé de concevoir comment des hommes formés pendant si longtemps à l'école du gouvernement turc, ne se familiarisent pas volontiers avec l'idée que ce n'est qu'en plaçant la propriété sous la sauvegarde du bon droit qu'ils peuvent fonder leur constitution. Ils aiment plutôt laisser les choses *in statu quo* et se trouver encore, comme par le passé, les chefs de prolétaires, et non citoyens ayant chacun quelque propriété légitime, ne fût-ce que de quelques arpents de terre.

Depuis que j'ai eu la direction des intérêts de la Grèce, mes efforts ont tendu constamment à porter, d'une part les cultivateurs, de l'autre les primats et les démogérontes, à reconnaître d'un commun accord qu'il faut procéder sans retard aux mesures suivantes :

1°. A la légitimation des propriétés particulières acquises depuis 1821, et par conséquent à l'examen des titres sur lesquels chacun se croit en droit de les faire confirmer.

2°. A doter chaque province, c'est-à-dire les citoyens qui la composent et qui ne seraient pas propriétaires, d'une portion de terre analogue aux moyens qu'ils auraient de la cultiver.

3°. A l'estimation de la valeur de ces portions, et selon le prix de l'estimation, à l'inscription au crédit de la caisse publique du montant du capital, à charge du citoyen qui serait devenu propriétaire.

4°. Cette dette serait payée par lui, à raison d'un tant pour 100 par an sur le capital, selon la qualité de la terre, et proportionnellement au revenu qu'il en retirerait. Par exemple un citoyen qui serait devenu acquéreur d'un terrain dont l'estimation aurait fixé la valeur à 10,000 phénix, se libérerait de sa dette en vingt-cinq ans, si c'était le 4 pour 100 qu'il en payât. Il est entendu que l'acquéreur paierait en sus la dime sur le produit des différentes récoltes qu'il ferait.

5°. Aux mêmes conditions pourraient aussi acquérir des terres ceux des citoyens des provinces qui en possèdent déjà; mais ces derniers ne les obtiendraient qu'aux enchères publiques, qui en seraient faites par le gouvernement.

En exécutant les dispositions de l'article 4 on constituerait les provinces, et en donnant suite à celles de l'article 5 on ne refuserait pas aux propriétaires un moyen

peu onéreux de donner de l'accroissement et de la consistance à leur fortune.

C'est en partant de ces principes et de ces vues, que j'ai eu souvent des entretiens avec les primats et les laboureurs de plusieurs provinces, et j'ose me flatter de leur avoir fait partager ma conviction.

Je n'en dirai pas autant à l'égard du sénat, auquel j'ai adressé depuis une année et demie des messages sur ces questions. Cependant sans l'assentiment du sénat il m'est impossible de procéder aux mesures d'exécution, attendu que les décrets du congrès d'Argos exigent le concours de son opinion, toutes les fois qu'il s'agit de dispositions concernant les biens nationaux. Ayant néanmoins persévéré dans ma résolution de rendre dépendante de l'organisation de la propriété l'organisation constitutionnelle du pays, j'aime à espérer que sous peu le sénat consentira aux mesures indiquées ci-dessus.

Je suis entré, Monsieur le général, dans ces détails pour arriver à une première conclusion sur la question de savoir comment les colons étrangers et leurs familles peuvent être assurés de trouver en Grèce protection, sécurité et facilité pour leur établissement, et pour acquitter peu à peu le prix du terrain qui leur serait accordé.

Mon opinion est que le gouvernement ne saurait leur offrir ces garanties, que du moment où les habitants des provinces, au milieu desquelles les colons fonderaient leur établissement, seraient devenus eux-mêmes propriétaires, d'après le système dont j'ai tracé plus haut les bases.

Les Grecs ne sont pas assez avancés dans la civilisation pour ne pas être jaloux des étrangers qui viendraient s'établir dans leur pays, au moyen de la protection et des avantages que le gouvernement leur offrirait.

Il y a plus. Ces sentiments s'exaspéreraient par des observations que des malveillants ne manqueraient pas de faire. Ils diraient aux habitants : « Vous avez prodigué les sacrifices pour vous affranchir des Turcs, qui seuls étaient les propriétaires de votre sol. Vous êtes demeurés prolétaires; ce sont encore des étrangers qui vont devenir vos maîtres, et c'est à eux que votre gouvernement donne la préférence; c'est à eux qu'il commence à donner des terrains et le droit de propriété. »

Un exemple très-récemment me confirme dans cette appréhension. Les Candiotes qui se sont réfugiés dans le nouvel état ont obtenu, avec l'assentiment du sénat, quelques arpents de terre dans plusieurs provinces. A l'exception des habitants de Coron, qui leur ont fait bon accueil, les autres ont protesté contre les mesures du gouvernement; et ce n'est pas sans beaucoup de peine que j'ai pu parvenir à ménager à ces malheureux Candiotes l'espoir de vivre paisiblement du prix de leur travail, aux environs des villes, telles que Argos, Corinthe, et Monembasie.

Les mesures qui les concernent ont été enfin arrêtées avec l'assentiment des primats de ces provinces; mais cet assentiment est-il sincère? A plus forte raison il en serait de même des difficultés insurmontables que le gouvernement rencontrerait pour l'établissement de colons étrangers

dans la plaine qui s'étend de Gargaliano à Arcadie ou dans la vallée de l'Alphée, s'il n'organisait d'avance, comme je l'ai exprimé tantôt, la propriété des habitants des provinces qui touchent la belle vallée et la magnifique plaine dont il est question.

On pourrait objecter peut-être que la proximité des places de la Messénie et l'occupation militaire de ces places donneraient des gages de sécurité et de protection à la colonie. Je ne pense pas que des garanties semblables soient celles qu'il faut réclamer, et moins encore que le gouvernement grec doive être appelé à les procurer à leur égard.

En considérant donc l'établissement d'une ou de plusieurs colonies, indépendamment de tout appui de la part des troupes étrangères, je répèterai encore la même opinion. « Je ne crois pas que le gouvernement puisse répondre de la protection, de la sécurité, des avantages, et des facilités qu'il devrait accorder aux colons, avant d'avoir assigné aux provinces respectives les terres qui seraient réparties parmi les habitants, et dont ils auraient la propriété. »

Cette opération préalable mettrait le gouvernement en mesures de disposer du surplus des terres, sans que les habitants pussent élever la moindre réclamation, tandis qu'il ne le pourrait pas légalement aujourd'hui, et avant que la répartition susmentionnée soit faite. Il opérerait d'une part sans avoir des données positives sur les besoins de telle et telle province, et ouvrirait de l'autre la voie à

des réclamations qui auraient au moins l'apparence de la légitimité.

Comme j'ai eu l'honneur de vous le faire observer, j'aime à espérer que le sénat accueillera mon plan, et que sous peu je serai dans le cas de le mettre à exécution.

Dans les entrefaites le temps pourrait être mis à profit de part et d'autre, pour hâter le moment où la colonie serait établie. Le gouvernement grec vous annoncerait officiellement les conditions auxquelles il ferait des concessions de terres aux colons, et votre gouvernement se plairait à son tour à lui faire connaître les conditions auxquelles il permettrait que des Français vinssent s'établir en Grèce. Sur l'une et sur l'autre partie de cette transaction, je ne puis vous donner ici que mon opinion personnelle, sans contracter d'avance aucune responsabilité quant à celle qu'émettrait le sénat.

Selon moi le gouvernement devrait accorder aux colons étrangers des terres aux mêmes conditions auxquelles il les aurait accordées aux Grecs eux-mêmes, bien entendu toutefois que les colons contracteraient l'engagement de se faire naturaliser et de devenir citoyens du nouvel état. Ces conditions sont celles dont j'ai fait mention dans les articles 3 et 4.

En supposant que les colons fissent les premiers frais d'établissement, le gouvernement pourrait leur accorder en compensation les dégrèvements dont on conviendrait.

Dans l'hypothèse que les colons voulussent se réserver le droit de rentrer dans leur pays à l'expiration

d'un terme qui serait fixé, ils seraient en droit d'aliéner leurs propriétés, mais à des citoyens grecs ou à des étrangers qui s'engageraient à le devenir aux mêmes conditions que leurs devanciers.

Il ne m'appartient pas d'annoncer ici les garanties que le gouvernement grec devrait exiger sous le rapport de la moralité, de la conduite et des bonnes habitudes de travail des colons.

Si les colons se décident à devenir citoyens du nouvel état, c'est après trois années révolues, à dater du jour de leur établissement en Grèce, qu'ils seront appelés à exercer les droits dont jouissent les indigènes, en ce qui concerne le droit politique, c'est-à-dire le droit de suffrage. Sous tous les autres rapports ils seront considérés comme les autres citoyens de l'état. Si c'était pour un temps limité qu'ils devinssent colons, alors ils n'obtiendraient pas le droit de suffrage, mais ils seraient assimilés pour le reste aux autres citoyens de la province.

Si votre gouvernement, Monsieur le général, désire donner suite à cette œuvre de bien, j'oserai vous engager à lui proposer de vouloir bien s'adresser officiellement au gouvernement grec, et lui faire part des arrangements qu'il considérerait comme propres à rendre possible et utile une colonisation française en Grèce. En réponse le gouvernement grec s'empresserait de mettre sous ses yeux les clauses qu'il accepterait, et de cette manière l'affaire marcherait promptement vers son but.

Je vous demande pardon, Monsieur le général, de la

longueur de cette lettre ; à peine , j'ose vous le répéter , me laiss et-on le temps de la lire. Je vous réitère l'assurance de ma considération la plus distinguée.

A M. le Général Schneider.

Nauplie, $\frac{8}{20}$ juin 1831.

Je regrette que vous ne m'ayez pas indiqué dans le post-scriptum de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 15, où il serait bien que je donnasse l'ordre de faire mettre en état une caserne pour y loger 20 officiers et 500 soldats.

Je ne pense pas que ce soit à Nauplie ou à Argos. D'abord il n'y a pas de bâtiment disponible ou qu'on puisse mettre en état ; il faudrait en construire un depuis les fondements jusqu'au toit. D'ailleurs ayant causé avec M. de Rouen du post-scriptum de votre lettre , je lui ai exprimé sans réserve ni restriction mon opinion sur l'autorisation que vous avez reçue , Monsieur le général , de déférer à la demande que je vous ferais d'un détachement de 4 ou 500 hommes , lequel viendrait à Nauplie et à Argos pour aider le gouvernement grec de son appui moral.

Si M. le baron de Rouen vous a fait part de notre entrevue , il vous aura dit , Monsieur le général , que ce ne sera pas moi qui aurai recours à une mesure semblable.

Si en effet le gouvernement grec était réduit au point de ne se faire écouter dans sa propre résidence qu'au moyen d'une garnison étrangère, je vous le demande, pourquoi ce gouvernement se ferait-il encore illusion sur sa position? Dans une extrémité semblable, il aurait perdu la confiance de la nation, et dès lors il devrait résigner ses fonctions, et quitter une place dont il lui serait impossible de remplir les devoirs. Mais si la nation lui donne tous les jours de nouveaux gages de sa confiance, en réprouvant par le fait et par des déclarations les menées coupables de quelques intrigants, l'apparition du détachement dont il s'agit dans sa résidence, ne ferait-elle pas un effet contraire à celui que nous nous proposerions de produire?

Les intrigants diraient, comme le journal de Smyrne : Il n'y a plus de gouvernement en Grèce; la nation n'en veut pas, et la preuve en est que pour la contraindre à le respecter, il se fait entourer de baïonnettes étrangères.

L'armée et le peuple lui demanderaient compte de sa méfiance, et n'en concevraient pas les motifs d'une manière qui lui fût favorable.

Je ne vous fatiguerai pas, Monsieur le général, d'observations ultérieures sur cette question; à mes yeux elle paraît résolue. M. le prince Soutzos a reçu l'ordre d'en entretenir M. le comte Sébastiani.

Pour vous tenir au courant de notre situation, du moins pour autant que je erois la comprendre, je joins

ici une copie d'une seconde circulaire que les gouverneurs civils vont recevoir par la poste de ce jour. Si l'on achève la traduction des rapports que j'ai reçus de Sparte, je vous les enverrai, afin que vous jugiez combien les hommes de Liméni ont abusé de la mission dont a été chargé le brick qui y fut expédié par M. Lalande.

A M. M. les Résidents des Cours alliées.

Nauplie, $\frac{9}{21}$ juin 1831.

Dans la conférence que, conjointement avec Messieurs vos collègues, vous avez bien voulu m'accorder le 2 (14) du courant, j'ai cru de mon devoir de vous entretenir de la situation déplorable où se sont placés quelques-uns des citoyens d'Hydra à l'égard du gouvernement.

J'ai mis sous vos yeux les faits, qui prouvent d'une manière incontestable que des hommes en armes et soudoyés maîtrisent la communauté, au point que les autorités locales sont hors d'état de remplir leurs fonctions. En effet la démogérontie, par l'organe de laquelle le gouvernement fait exécuter toutes les mesures relatives à l'administration et à la police, lui a déclaré officiellement qu'à moins de recourir à l'emploi de la force, et d'être par conséquent aidée par des troupes que le gouvernement lui enverrait, elle ne peut plus s'acquitter de ses devoirs.

En fixant votre attention sur ce fait affligeant, j'ai dû vous faire observer que, si un pareil état de choses continue encore, le gouvernement se trouvera dans la douloureuse nécessité de refuser aux bâtimens hydriotes et à leurs barques mêmes les diplômes de navigation, attendu que ces diplômes ne sont délivrés que sur les actes de la démogérontie. C'est elle qui reconnaît les titres des pétitionnaires, qui reçoit de leur part, et donne au gouvernement, les garanties proposées par le règlement de marine. Or du moment que, par suite des circonstances mentionnées ci-dessus, les magistrats d'Hydra ne sont pas en état de remplir leurs devoirs en ce qui concerne l'exécution des ordres du gouvernement, celui-ci peut-il admettre la validité de leurs actes pour ce qui concerne la navigation?

Mais en refusant à la marine d'Hydra le moyen légal de navigation, quels en seront les résultats, et par rapport à l'île même, et par rapport à la police de l'Archipel? Cette seconde question étant du ressort de Messieurs les commandants des forces navales des cours alliées dans ces parages, j'ai l'honneur de vous faire observer, Monsieur le résident, que c'est à vous, ainsi qu'à vos collègues, de la prendre en considération le cas échéant.

Les réponses que vous avez faites à mes observations à ce sujet ne m'ont laissé rien à désirer; et c'est alors que j'ai pris la liberté de vous engager à vouloir bien intervenir officieusement dans cette affaire, afin d'éclairer, s'il se peut, sur vos véritables intentions au moins les Hydrio-

tes qui se déclarent les chefs de cette opposition hostile.

Vous avez eu l'extrême complaisance d'accueillir ma proposition, et vous venez d'avoir un entretien avec MM. Miaoulis, Condouriotis et Mavrocordatos. Ces messieurs, d'après ce que vous m'avez fait l'honneur de me dire dans la conférence du 4 (16), ne considèrent pas que le gouvernement puisse refuser à leurs marins les diplômes nécessaires à la navigation, attendu que leur système de conduite est fondé en droit, à moins que les griefs qu'ils ont à articuler contre le gouvernement ne soient redressés.

Leur ayant fait comprendre qu'il ne pourrait pas vous appartenir de discuter avec eux leurs griefs, quelle qu'en puisse être la nature, vous les avez engagés à les articuler par-devant le gouvernement, vu que vous ne doutiez pas du bon résultat de leurs démarches. Ces messieurs vous ont déclaré qu'ils n'avaient pas mission pour faire des démarches semblables; mais que si le gouvernement les invitait à s'entretenir avec lui sur l'état des choses à Hydra et sur les motifs qui en étaient la cause, ils s'y prêteraient, et que dans ce cas ils se permettraient de se présenter au président.

Ce n'est assurément pas sans éprouver une peine très-profonde, que j'ai eu, par la réponse que ces messieurs vous ont faite, la mesure tout entière de leur aveuglement. Depuis que j'ai accepté la direction des affaires de ce pays, j'ai fait et je fais tous les jours et à chaque instant abstraction complète de moi-même, et en mon par-

ticulier il n'y a pas de sacrifice qui soit au-dessus des sentiments qui m'animent en faveur de la Grèce ; mais les sentiments de l'homme doivent se taire là où les devoirs du magistrat parlent haut. Condamné à être encore le chef du gouvernement de ce pays, j'aurais manqué à tous mes devoirs, si j'avais consenti d'aller au-devant d'une poignée de citoyens, qui se reconnaissent le droit d'opposer la résistance des armes et celle des intrigues à l'exécution des actes du gouvernement qu'ils jugent illégalement.

Les choses en sont restées là, et j'aime encore à espérer que si le bon sens et la saine raison peuvent encore prévaloir dans l'esprit de ces gens, leur voyage à Nauplie peut contribuer au rétablissement du bon ordre dans la communauté d'Hydra.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'exprimer dans notre dernier entretien, j'ai résumé dans la présente lettre confidentielle le précis de nos deux conférences, afin de constater par un document les faits auxquels elles se rapportent. Ce document témoigne d'une part tout ce que le gouvernement doit à l'intérêt bienveillant avec lequel il vous a plu de joindre vos efforts aux siens, afin de hâter par la voie de la persuasion la cessation du scandale à Hydra. Il témoigne aussi que le gouvernement a fait tout ce qui peut dépendre de lui, à l'effet d'atteindre ce même but.

Il se peut cependant que l'obstination dépasse toute limite, et que le scandale diminue. Dans ce cas le gou-

vernement devra remplir ses devoirs, et il les remplira sans redouter que les conséquences fassent peser sur lui aucune responsabilité.

Je vous fais, Monsieur le résident, bien des excuses pour la longueur de cette lettre.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Nauplie, $\frac{15}{27}$ juin 1831.

Je continuerai, mon prince, la longue lettre que je vous ai écrite en date du 1 (13) de ce mois. Les documents que M. Rizos vous envoie par le paquet ci-joint, et ceux que je joins encore à la présente, vous prouveront que nous sommes à la veille de pouvoir mieux caractériser la crise dans laquelle se trouvent les intérêts de la Grèce.

Vous verrez par la copie des instructions dont est muni le sénateur Karapavlos, et par la note que j'ai adressée à cette occasion à Messieurs les résidents, combien le gouvernement a été empressé de justifier aux yeux des Turcs et des Puissances alliées le prix qu'il attache à maintenir des rapports de bon voisinage avec le visir, et de garantir pour autant qu'il peut dépendre de lui la tranquillité et le bon ordre dans les provinces de la Grèce continentale. Nos envoyés sont partis; espérons que leur mission aura un résultat satisfaisant.

Le succès que le visir a eu contre le pacha de Scutari

semble favoriser la mise à exécution des mesures sévères par lesquelles il tâchera de délivrer le pays des bandes de cleplites. Le jeune Karatassos, avec le peu de soldats qui l'ont suivi, s'est réfugié à Maşkohuni d'Agrapha, où il s'est associé aux brigands Pandoullis et Théocharis, tous faisant environ 300 hommes. On me mande qu'ils font des préparatifs pour se ménager une retraite en deçà de notre frontière actuelle. Je crois la chose possible, du moment que les forces du visir ne permettront plus à cette bande de continuer ses courses, et de vivre aux frais du pays, en y portant la dévastation et la mort.

Le gouvernement fait et fera tout ce qui pourra dépendre de lui pour profiter de cette chance, et arrêter ou faire détruire ces hommes de malheur. Je ne vous dissimule cependant pas que le mouvement des troupes que cet état de choses rend indispensable, met à découvert encore plus qu'il ne faut la détresse de la caisse publique. Je vous le répète, je lutte contre des difficultés insurmontables, et je n'ai à ma disposition que 24 ou 30,000 francs.

D'autre part les affaires de Sparte et celles d'Hydra sont dans un état de stagnation, tandis qu'elles auraient dû être finies et bien finies.

La communication confidentielle que j'ai cru de mon devoir d'adresser à Messieurs les résidents, ainsi qu'à M. le général Schneider et à M. Lalande, vous fera bien comprendre à quoi tient peut-être l'hésitation que montrent nos soi-disant constitutionnels à faire amende ho-

norable, et à ne pas devenir l'occasion ou le prétexte de complications plus sérieuses et de malheurs plus grands.

Les hommes de Liméni ont abusé des procédés du commandant du brick français, M. Ornano, et du langage qu'il doit leur avoir parlé. Nous verrons sous peu quelles pourront être les conséquences de cet abus.

Au moment où je vous éeris, MM. Condouriotis, Miaoulis et Mavrocordatos ont des explications avec Messieurs les résidents. Voici ce qui a donné lieu à ces explications. Dans la conférence que j'ai eue avec Messieurs les résidents le lendemain de l'expédition de la dernière lettre que je vous ai écrite, je leur ai fait part des informations que je reçois tous les jours du désordre et de l'anarchie qui dominent la communauté d'Hydra. La municipalité ou démogérontie, qui n'appartient pas au parti des Condouriotis, n'a plus de pouvoir dans le pays. C'est le gazetier entouré de quelques hommes en armes et ses collaborateurs, qui ont l'air de faire la loi à Hydra; mais dans le fond c'est Condouriotis et les siens qui, en payant ces hommes armés, veulent mettre la démogérontie dans l'impossibilité d'exécuter les ordres du gouvernement. Les pièces ci-jointes que j'ai lues à Messieurs les résidents, montrent la situation alarmante où se trouve l'île d'Hydra.

En partant de ces faits déplorables, j'ai demandé à Messieurs les résidents, si le gouvernement pourrait reconnaître les actes d'une municipalité qui se trouve hors d'état de remplir ses devoirs; s'il ne peut recon-

naître ses actes, peut-il munir de passeports et de patentes les bâtimens et les barques d'Hydra? Messieurs les résidents n'ignorent pas que ce n'est que sur les actes des municipalités que le gouvernement offre sa garantie à l'étranger, en donnant par ses passeports et par ses diplômes la reconnaissance du pavillon national, et pleine et entière confiance sur la moralité et la bonne conduite des capitaines et des équipages.

Ayant ainsi démontré à Messieurs les résidents que si cet état d'anarchie continuait à Hydra, le gouvernement se verrait forcé de refuser à la marine et au commerce de cette île la protection qu'il accorde aux habitants des autres îles, j'ai posé les deux questions suivantes :

1°. Si les Hydriotes privés de papiers légalisés par le gouvernement obtiendraient de la part de Messieurs les résidents en Grèce, ou de Messieurs les ambassadeurs à Constantinople, les passeports et les patentes étrangères que dans ce cas ils ne manqueraient pas de solliciter.

2°. Si, en supposant qu'ils naviguassent sans aucun document légal, la station des cours alliées dans l'Archipel ne serait pas dans la pénible nécessité de les traiter en pirates.

Messieurs les résidents ont répondu affirmativement à cette seconde question, et m'ont déclaré de même que les chancelleries respectives ne délivreraient ni passeport ni patente, que lorsque les pétitionnaires pourraient appuyer leur demande sur des actes officiels et légaux du gouvernement grec.

Ces deux points importants ainsi éclaircis, j'ai exprimé à Messieurs les résidents le vœu que le gouvernement devait former, afin que les primats d'Hydra fussent avertis à temps des périls auxquels les exposait l'attitude inconsidérée et hostile qu'ils avaient fait prendre à leur communauté à l'égard du gouvernement. Messieurs les résidents ont partagé ce vœu, et m'ont demandé le temps d'engager deux ou trois des primats à se rendre à Nauplie, afin de pouvoir leur parler clair, et faire disparaître ainsi les illusions qui les aveuglent sur le plan de conduite qu'ils semblent s'être imposé.

Ces messieurs sont ici depuis cinq jours. J'ai été moi-même à Argos pour assister à l'inauguration d'une nouvelle école; je ne suis de retour à Nauplie que depuis hier. J'ignore le résultat des avertissements que Messieurs les résidents doivent avoir donnés aux députés d'Hydra. Si avant le départ du courrier j'en ai connaissance, je vous en ferai part. Je vous avouerai, mon prince, que je ne m'attends à rien de bien satisfaisant. Ces hommes sont hautement compromis, et les motifs, pour ne pas dire les personnes, qui ont agi sur leur faible esprit subsistent toujours, exercent la même influence, et veulent la même chose à quelque nuance près. Cette chose, c'est un changement qui rend impossible la continuation de mon ministère en Grèce. .

Ne me gênant pas avec qui que ce soit au monde, lorsqu'il s'agit de remplir mes devoirs comme je les entends, j'ai fait plus d'une fois observer à plusieurs per-

sonnages grecs et étrangers, que je marchais avec les messieurs de la soi-disant opposition vers un même but, mais par des voies opposées. Je désire autant qu'eux, et plus qu'eux, et du fond de l'âme, d'être quitte pour toujours de l'immense responsabilité que fait peser sur moi la direction des affaires de la Grèce, surtout à cette époque : mais pour cela je ne trahirai ni la confiance de la nation, ni ce que je me dois à moi-même. Les voies que j'ai suivies pour atteindre ce but sont honorables ; elles sont connues, et je ne serai jamais dans le cas de les désavouer. Ces messieurs peuvent-ils en dire autant ? Au reste je me garderai bien de descendre si bas pour établir une comparaison entre ma conduite et la leur. Quoi qu'il en soit, les peines que se sont données Messieurs les résidents produiront nécessairement quelque effet, et nous pourrons sous peu voir plus clair dans cette partie de nos affaires.

On avait voulu provoquer du désordre dans le Péloponèse au moyen d'une bande de brigands ; mais ils n'ont pas même bien commencé, qu'ils semblent toucher au terme de leur entreprise. Les chefs de l'état-major de la presqu'île ont arrêté ces brigands. Quelques-uns se sont rendus ; d'autres demandent à être pardonnés.

Je dois compléter les informations que je vous donne aujourd'hui, en vous envoyant ci-jointe la copie d'une lettre que vient de m'écrire M. le général Schneider sur la question d'une colonisation française, et celle de la

réponse que je lui ai faite il y a peu de jours. Je joins ici encore la copie d'une seconde lettre, par laquelle je répons à la proposition qu'il me fait, d'ordonner qu'on mette en état une caserne capable de loger 500 hommes et 20 officiers, sans m'indiquer où. Tous ces documents vous mettront en mesures, mon prince, de répondre avec connaissance de cause aux questions que le ministère français, ou Messieurs les ambassadeurs d'Angleterre ou de Russie, pourront vous adresser sur notre situation actuelle.

Vous jugerez vous-même si, sans être appelé à donner des éclaircissements sur les affaires dont il s'agit dans la présente, il peut être utile que vous preniez l'initiative, pour donner soit à M. le comte Sébastiani, soit à lord Granville et à M. le comte Pozzo di Borgo, les informations que vous recevez.

Si la conférence de Londres n'a pas terminé ses travaux, il est d'une grande urgence qu'elle se hâte. Dans ce cas vous pouvez encore une fois puiser dans le récit fidèle que je vous fais de l'état des choses les arguments les plus incontestables, pour lui démontrer la nécessité majeure d'en finir.

Je ne vous répète pas que sans un prompt secours pécuniaire je ne répons pas de la possibilité de maintenir le *statu quo*. S'il y a du désordre, je ne puis pas non plus répondre des conséquences.

P. S. Je viens de voir Messieurs les résidents. Leurs

explications avec les Hydriotes ne me semblent pas de bon augure. Les réponses qu'ils ont eu la patience de se laisser donner dans une conférence, caractérisent assez les hommes et les choses. Je ne puis pas me flatter que l'intervention officieuse de Messieurs les résidents dans les affaires d'Hydra puisse amener aucun résultat satisfaisant. Sous peu de jours je serai sans doute dans la pénible nécessité de vous en écrire encore. Le cas échéant, vous pourrez faire toutes les communications qui seront jugées nécessaires.

A. M. Lawkins, Résident d'Angleterre.

Nauplie, $\frac{20 \text{ juin}}{2 \text{ juillet}}$ 1831.

C'est mettre le comble aux soins officieux que de m'annoncer, comme vous avez bien voulu le faire par votre lettre d'hier, les prétentions que forment MM. Condouriotis, Miaoulis et Mavrocordatos.

Vous n'ignorez pas, Monsieur le résident, que ces messieurs se sont abstenus de se présenter à leur gouvernement, et j'ajouterai que jamais ils ne m'ont adressé aucune réclamation, ni verbale ni écrite, sur la prétendue non-exécution des décrets du congrès d'Argos.

Je tiens trop à votre opinion personnelle et à celle de Messieurs vos collègues, pour ne pas mettre un grand prix à appeler votre attention sur des faits qui caracté-

risent assez les hommes et les choses dont vous avez eu la bonté de vous occuper ces jours derniers, dans le noble but de donner une nouvelle-preuve d'intérêt à la Grèce et à son gouvernement.

Je vous ferai observer avant tout que les griefs dont il s'agit n'étant pas articulés, il m'est impossible d'en démontrer la nullité ou d'en reconnaître la justice. Je puis cependant vous donner l'assurance la plus positive et la plus formelle que le gouvernement dans son administration, et en général dans tous ses actes, ne s'est pas écarté d'une seule ligne, non-seulement de l'esprit, mais encore de la lettre des décrets d'Argos. Je n'hésiterai pas à contracter dès aujourd'hui l'engagement de répondre victorieusement à toutes les récriminations qu'on adresserait au gouvernement sur ce point.

Mais quel titre ont MM. Condouriotis, Miaoulis et Mavrocordatos, pour se constituer les censeurs du gouvernement? ou bien quel est celui de leurs intérêts personnels que la prétendue non-exécution des décrets d'Argos blesse ou sacrifie? Je ne sache pas qu'en leur qualité de citoyens ces messieurs aient jamais porté plainte au gouvernement à cet égard; et sans manquer à tous ses devoirs envers la Grèce, le gouvernement ne pourrait leur reconnaître la mission qu'ils se donnent en se qualifiant les organes d'un vœu national.

Mais il y a plus. Ces messieurs ne se bornent pas à parler arbitrairement au nom de la nation; il n'y a pas d'efforts qu'ils ne fassent pour justifier leur assertion par

des faits; et ces faits ne sont ni plus ni moins que des insurrections.

Je ne vous fatiguerai pas de détails qui ne vous laisseraient pas de doute sur ces déplorables menées. Les preuves ne manqueront pas au gouvernement le jour où il se trouvera dans la douloureuse nécessité d'y avoir recours, pour légitimer les mesures qu'il sera forcé de prendre, si l'aveuglement et l'obstination de cette poignée d'hommes continuent à être inaccessibles aux conseils que, conjointement avec vos collègues, vous leur avez bien voulu donner.

Pour vous convaincre, Monsieur le résident, que les prétentions dont ces messieurs vous ont entretenu ne sont pas celles qui forment l'objet de leurs sinistres combinaisons, je vous prie d'observer que si en effet elles étaient véritables, si elles étaient fondées au moins sur les vœux de la nation et sur ses intentions réelles, pourquoi se sont-ils refusés à les soutenir par-devant leur gouvernement, et à se conformer aussi aux avis salutaires que vous leur avez donnés? Ne les ayant articulées sous aucune forme quelconque, n'ayant jamais eu par conséquent la preuve que le gouvernement les rejette sans examen et sans discussion, où ces messieurs trouvent-ils les motifs d'exciter dans la communauté d'Hydra une espèce d'insurrection, et d'essayer d'en faire autant partout où des émissaires peuvent gagner quelques hommes qui n'ont rien à perdre et qui espèrent gagner quelque chose dans le désordre et dans l'anarchie?

Le moyen le plus sûr de mettre ces hommes une fois pour toutes en mesures de ne se faire illusion ni sur leur situation ni sur les vœux véritables du pays, ce serait de leur laisser atteindre le but qu'ils poursuivent : c'est-à-dire de leur livrer la direction des affaires de l'état.

Je n'aurais pas hésité à adopter cette mesure, si deux considérations également graves ne m'en empêchaient. D'une part je ne justifierais aucunement la confiance que me témoignent chaque jour dans ces circonstances toutes les provinces de l'état; de l'autre je ne répondrais pas à celle dont m'honorent les trois cours alliées.

Espérons que les décisions de la conférence de Londres ne tarderont pas à nous être connues, et que dès lors le bien pourra encore se faire en Grèce, sans que ce pays ait encore à subir de nouvelles et douloureuses calamités : l'anarchie et le désordre.

Je vous fais mes excuses de vous avoir entretenu si longtemps de ces affaires : mais laissez-moi espérer que vous agréerez les sentiments qui ont guidé ma plume dans cette communication confidentielle.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Nauplie, $\frac{25 \text{ juin}}{7 \text{ juillet}}$ 1831.

Votre lettre du 16 (28) m'est arrivée par l'avant-dernier courrier. Je vous remercie du zèle avec lequel vous

tâchez de me procurer les informations les plus rassurantes sur notre avenir. Je fais des vœux bien sincères pour que les délibérations de la conférence soient à leur terme, et que le courrier dont vous me parlez nous apporte enfin de quoi prévenir les conséquences funestes dont les intrigants menacent ce malheureux pays.

Les documents que je vous envoie aujourd'hui, et qui sont au nombre de onze, vous prouveront que les meneurs marchent vers leur but, et que les entretiens que leurs coryphées ont eus avec Messieurs les résidents ne les ont point découragés.

Ce fait est bien saillant, et mérite attention; en voici un second qui n'est pas moins remarquable. Je vous ai dit par ma lettre du 15 (27) que les hommes de Karatassos, arrêtés dans la Grèce orientale, avaient des papiers, et que l'enquête avait mis au grand jour le complot. Je viens de recevoir les premiers rapports de l'employé qui a géré les fonctions de juge instructeur. Ce rapport renferme la preuve matérielle que la seconde comme la première échafaudée de Karatassos faisaient partie du plan général dont je vous ai tracé le contenu par ma précédente lettre. Ce plan a été conçu, et l'exécution a été dirigée, par les chefs d'une association secrète, qui tiennent leur quartier général à Hydra. Cette association a pour but le renversement du gouvernement actuel.

Si ce but ne peut pas être atteint par le fait, il suffit aux chefs de l'association de faire croire par la voie de la correspondance et des gazettes de Smyrne et d'Hydra,

qu'il est au moins dans les vœux de la nation. C'est ainsi qu'ils espèrent accréditer en France et ailleurs l'opinion que la Grèce va se lever en masse pour secouer le joug de son gouvernement actuel.

Mieux conseillé dans les nombreuses conférences qui ont eu lieu à Nauplie, M. Mavrocordatos a prétendu donner une nouvelle direction aux manœuvres de l'association dont il est un des chefs. De son côté et pour sa part, il se borne à donner pour motif du soi-disant mécontentement de la nation, la marche non-constitutionnelle du gouvernement. Mais en même temps il fait présenter par les communautés d'Hydra et de Syra des adresses au gouvernement, par lesquelles les signataires demandent au nom de la nation que le gouvernement convoque une assemblée nationale, laquelle ait mission de donner une constitution à la Grèce.

Je viens de recevoir les adresses de Syra; celles d'Hydra sont en route. Des adresses semblables pourront être fabriquées dans quelque autre communauté de l'Archipel; mais d'autre part le Péloponèse et la Grèce continentale ne cessent d'en envoyer au gouvernement en sens contraire. C'est pour le moment la guerre civile à coups de plume; il serait déplorable qu'elle arrivât aux coups de fusil.

Tout ceci s'explique aisément, et je crois en avoir assez dit pour le moment dans ma seconde lettre à M. Dawkins. Ce qui complètera les explications qu'il est de mon devoir de donner, ce sera la réfutation que je

ferai des prétendus griefs que renferme la lettre dont la copie est cotée numéro 11. Je n'ai pas le temps de vous développer le peu de mots que je vous écris; je le ferai sous peu de jours.

Si la conférence de Londres ne s'est pas prononcée jusqu'ici sur les questions dont elle s'occupe, et sur celles que vous avez mises tout dernièrement sous ses yeux, le désordre et l'anarchie détruiront en peu de jours tout le bien qui s'est fait grâce aux secours de l'alliance.

Le contenu de cette lettre vous servira pour vos communications ultérieures avec le ministère français et avec Messieurs les ambassadeurs d'Angleterre et de Russie, et pour ne pas laisser l'opinion publique dans l'erreur. Acquittons-nous de nos devoirs avec droiture et bonne foi, et que la Providence fasse le reste.

A M. le Contre-amiral Lalande.

Nauplie, $\frac{1}{13}$ juillet 1831.

M. le baron de Rouen qui va vous arriver à Navarin veut bien se charger de la présente.

Je vous remercie avant tout des explications que renferme la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 26 juin, et plus encore de celles dont M. de Rouen vient de me faire part confidentiellement.

Nous sommes bien convaincus à cette heure que l'apparition de votre brick dans les parages de Liméni, loin d'intimider, a grandement encouragé l'esprit sauvage et malicieux des brigands qui se sont groupés dans ce district. Espérons que la seconde leçon que vous leur avez donnée sera plus salutaire.

Tout ce que je sais, c'est qu'ils ne trouvent pas de prosélytes dans les provinces de Sparte, faute d'argent. Leurs véritables patrons, les grands faiseurs qui ont leur quartier général à Hydra, ne semblent pas disposés jusqu'à présent à leur en donner. Il se peut que plus tard ils s'y décident.

Ces hommes marchent vers leur but; plus ils se flattent de la faveur des circonstances, et plus ils intriguent pour ne pas rester isolés. Leur projet est de renverser l'ordre actuel des choses, et de porter le gouvernement à faire de deux choses l'une : ou à subir les menées de cette intrigue ourdie de longue main, ou à résigner ses fonctions.

Je connaissais ces trames, et je me suis bien gardé d'en couper le fil. Il m'a semblé d'un grand intérêt, et pour la Grèce et pour les Puissances qui protègent sa restauration, de ne rien prendre sur ma conscience, et de laisser parler les faits.

Les faits désormais parlent haut; il est temps de songer aux remèdes. Les véritables remèdes ne peuvent venir que de la conférence de Londres. Nous les avons sollicités; on nous les promet; mais jusqu'à ce que cette

promesse s'accomplisse, il ne faut pas laisser mourir le malade. Il ne s'agit donc pour le moment que d'affaiblir dans sa source le principe du mal.

Il est bien prouvé que c'est à Hydra que réside ce principe. La communauté de cette île, ou en d'autres termes les hommes qui la maîtrisent, se sont assez déclarés en pleine révolte. Le gouvernement ne peut pas, sans déplaire hautement à toutes les autres provinces de l'état, et peut-être même sans provoquer une complète révolution, tolérer qu'une communauté prétende le soumettre à ses folles exigences. Si elle avait des griefs légitimes à lui exposer, les moyens légaux étaient à sa disposition; les a-t-elle employés alors qu'il en était encore temps? Non; elle a préféré se jeter dès le commencement dans les voies de l'insurrection, et y pousser tous les hommes qui ne trouvent de ressource que dans le pillage et le désordre. Elle a prouvé par là que le but véritable de ses efforts n'était pas le redressement de quelques abus ou de quelques griefs, mais l'établissement d'un nouvel ordre de choses, par suite duquel les intrigants qui se sont faits ses perfides conseillers se seraient emparés du pouvoir.

Dans cet état de choses le gouvernement devrait cesser tout rapport avec les Hydriotes, et leur refuser les papiers de navigation. Dès lors ils se verraient dans la funeste alternative, ou de se lancer dans l'Archipel en s'étayant de la force illégale de leurs bâtiments, ou de périr de faim. Pour prévenir de semblables extrémités, il suffirait

d'une seule déclaration verbale de la part des commandants des stations alliées. Le gouvernement leur dirait d'une part : Vous me placez dans la douloureuse nécessité de vous refuser les papiers de navigation. Les commandants des stations alliées leur annonceraient en même temps : Si vous sortez sans papiers de navigation, nous serons dans le pénible devoir de vous faire rentrer dans votre port, puisque nous ne voulons pas vous aller chercher dans l'Archipel. Alors ils reconnaîtraient qu'ils doivent avoir recours au gouvernement, et le gouvernement faciliterait, autant que les intérêts de l'état le permettraient, un arrangement au moyen duquel les choses rentreraient dans l'ordre, ou au moins le désordre ne deviendrait pas plus grand.

Tel est le but de la coopération que le gouvernement vous demande, Monsieur le commandant, ainsi qu'à M. l'amiral Ricord et à M. le commandant de la station anglaise.

M. de Rouen aura la complaisance de vous donner toutes les explications qu'il a bien voulu recueillir de ma part, et en suite desquelles il est plus que démontré que, s'il est dans vos pouvoirs de prêter au gouvernement l'assistance qu'il vous demande, il est d'une grande urgence que vous la lui prêtiez un moment plus tôt. M. de Rouen m'a fait espérer que vous nous arrivez ici; veuillez donc hâter ce moment. Dans tous les cas ne me laissez pas attendre longtemps un mot de votre part.

A M. le Prince Soutzas, à Paris.

Nauplie, $\frac{1}{13}$ juillet 1831.

M. le baron de Rouen va faire une course jusqu'à Navarin, et il a la complaisance de m'avertir qu'un bâtiment partira après demain pour Toulon. Je ne veux pas, mon prince, laisser passer cette occasion sans vous donner de mes nouvelles.

Il se peut que M. de Rouen, M. Lalande, et M. le général Schneider, en donnant à leurs ministères respectifs. Vous devez être mis en état de fournir les explications que le ministère français et Messieurs les ambassadeurs seront dans le cas de vous demander.

La lettre que je vous ai écrite en date du 25 juin (7 juillet) et les documents qu'elle accompagne vous donneront une idée complète de l'état des choses, jusqu'au moment où je vous l'ai expédiée. Depuis lors voici ce qui est arrivé. Miaoulis, Condouriotis et Mavrocordatos, de retour à Hydra, se sont engagés plus que jamais à poursuivre leur but.

Ils ont lancé par conséquent un acte d'accusation contre le gouvernement sous la forme d'adresse; et leurs émissaires ont poussé les aventuriers et les avides spéculateurs qui fourmillent à Syra, à en faire autant. D'autres émissaires ont été expédiés dans les autres îles de l'Archipel.

A Tinos ils ont échoué, quelque grands qu'aient été les efforts de MM. Vlacoutzis et Xénos. Ces messieurs ont tâché de gagner les employés du gouvernement en leur offrant quelque argent; cette offre a été rejetée.

Les minutes de ces adresses qu'on colporte dans les îles, sont faites à Hydra. On dit que la rédaction est de Mavrocordatos.

Des essais ont été faits dans quelques provinces du Péloponèse. On n'a réussi nulle part.

Par son adresse la communauté d'Hydra dit au gouvernement : Vous avez violé vos serments. Vous avez juré de gouverner d'après les principes constitutionnels des actes de Trézène, et vous gouvernez arbitrairement. Convoquez donc une assemblée nationale, pour rendre compte de votre administration, et pour donner à l'état une constitution représentative.

Je vous enverrai sous peu de jours ces libelles avec des notes marginales, et vous verrez où nous en sommes.

Vous verrez par la copie ci-jointe de la lettre que j'écris aujourd'hui à M. Lalande quelle est la coopération que je lui demande. M. l'amiral Ricord ne la refuse pas. M. Dawkins hésite. Cependant il m'a répété plus d'une fois que, si les bâtiments de la station anglaise rencontrent en mer des bâtiments grecs sans papiers de navigation, ils les traiteront en pirates.

Ma proposition est plus simple et plus directe. Au lieu que les bâtiments des stations aillent les chercher, je leur demande de les empêcher de sortir. Je doute que

M. Dawkins adopte cette mesure. Je doute aussi de la coopération de M. Lalande. Chacun a de son côté ses instructions, et il ne lui est pas permis de s'en écarter.

La timidité avec laquelle les résidents d'Angleterre et de France traitent les questions relatives aux soi-disant patriotes constitutionnels de la prétendue opposition, est au point que l'un et l'autre ont fait entendre à M. Rukmann, résident de Russie, qu'ils ne conçoivent pas comment M. Ricord avait osé improuver hautement à Poros la conduite de deux ou trois hommes que le gouvernement a tirés de l'obscurité et de la misère, et qui conspirent aujourd'hui publiquement contre lui. Or je vous le demande, mon prince, lorsque les résidents des cours alliées ne désapprouvent pas les Grecs qui intriquent contre l'ordre actuel des choses, est-ce qu'ils soutiennent de toute leur influence ce même ordre de choses?

M. Dawkins dit qu'il n'a pas d'instructions; mais M. de Rouen en a reçu; cependant c'est M. de Rouen qui a porté la parole auprès de M. Rukmann.

M. Rukmann ne m'a pas dit le mot. Sa discrétion passe la mesure; le fait est cependant positif.

Tout ceci est bien déplorable pour ce malheureux pays, et très-heureux pour moi. Je commence à espérer que je serai bientôt quitte de l'immense responsabilité qui pèse sur ma tête.

Je reviens aux affaires d'Hydra. Pour vous mettre à même de ne pas confondre les questions, j'ajouterai que

je me garderai bien de priver les habitants d'Hydra des papiers de navigation à cause de l'aete d'aeusation. C'est sur un fait moins thèorique que je baserai mes mesures; le voiei réduit aux termes les plus simples.

Par une seconde adresse les Hydriotes demandent une nouvelle démogérontie. Je leur répondrai qu'ils n'ont qu'à l'élire comme bon leur semble; mais que je ne la reconnaitrai que si elle se charge d'exécuter les ordres que la démogérontie aetuelle a été placée dans l'impossibilité de faire exécuter. S'ils s'y refusaient, je ne pourrais pas leur donner les papiers de navigation.

Sous ee point de vue les comandants des stations alliées ne préjugent, eomme on dit, aucune question de prinèipes. Ils interviendraient pour préserver l'Archipel d'une navigation illégale, et par conséquent non permise.

Je ne me presse pas de donner suite à eette discussion et aux mesures qui en dépendent, parce que suis dans l'attente du courrier que vous m'avez promis. Mais si ee courrier n'arrive pas, dois-je laisser détruire pièce à pièce la frêle machine de l'administration de la Grèce? Dois-je aussi indirectement provoquer l'anarchie, la guerre civile, et le renouvellement du brigandage? Je ne le puis pas.

Comme si ces tracasseries ne suffisaient pas, j'en ai eu aussi avec M. le général Gérard.* Je vous enverrai

* Colonel au service de France; il fut envoyé par le duc d'Angoulême en Grèce, où il reçut le grade de général et le commandement des troupes régulières.

sous peu ses lettres et mes réponses, et vous pourrez en cas de besoin les mettre sous les yeux de M. le duc de Dalmatie.

Le général Gérard et les autres officiers français au service de la Grèce, passent leur vie avec les coryphées de notre ridicule opposition. Il n'y a pas de propos indécent, pour ne pas dire davantage, contre le gouvernement, qu'ils ne lancent à la figure des officiers grecs. Ceux-ci s'en offensent et viennent m'en porter plainte. Je laisse dire et je ne cesse de recommander la prudence et la modération. Cependant les choses ont été poussées plus loin, et je me suis trouvé dans la pénible alternative de me prononcer définitivement entre un officier supérieur français et un officier supérieur grec. Je n'ai pas hésité; le Grec a obtenu, comme il en avait droit, la préférence.

M. Pélion, fait par le gouvernement lieutenant-colonel, avait le commandement et l'inspection de la cavalerie; et M. Calergis, lieutenant-colonel, devait servir sous ses ordres dans ce même corps, attendu que M. Pélion occupe aussi la place de chef de l'état-major du corps régulier.

M. Calergis a été nommé et placé dans la cavalerie régulière, sur la demande et d'après les recommandations de Monsieur le général et de M. Pélion.

Depuis quelque temps ces deux officiers ont commencé à être jaloux l'un de l'autre. Mais les officiers du corps ont montré de la prédilection pour M. Calergis.

M. Pélion a tâché de la lui enlever, mais sans succès. Dès lors il y a eu des froissements dans le service, et ils ont été si loin que le gouvernement devait faire de deux choses l'une, ou renvoyer M. Calergis, ou engager M. Pélion à concentrer ses services dans l'état-major. C'est le parti que j'ai pris, parce qu'autrement tous les officiers du corps m'auraient demandé leur démission.

Vous aurez, mon prince, une idée plus complète de ces pauvres affaires par les documents que je vous envoie, et vous serez frappé comme moi de la conduite pour le moins inconsidérée du général Gérard.

Je finis cette longue lettre. Je suis fatigué; cependant je me tiendrai sur la brèche jusqu'au dernier moment, et au risque d'y succomber.

*A S. A. le Prince de Metternich,
à Vienne.*

Nauplie, $\frac{3}{15}$ juillet 1831.

Je m'empresse d'accuser à Votre Altesse la réception de la lettre qu'elle m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 27 avril,* pour m'annoncer que S. M. I. et R. dési-

* *Lettre de S. A. le prince de Metternich à S. E. le comte Capodistrias, président de la Grèce.*

Vienne, 27 avril 1831.

Monsieur le comte, L'indépendance de la Grèce ayant été formelle-

rant mieux régulariser les relations de commerce tant entre ses états et la Grèce, et voulant aussi au gouvernement provisoire de ce pays une preuve manifeste de ses dispositions amicales, a daigné nommer des consuls dans les trois échelles de Nauplie, de Syra, et de Patras.

Le haut prix que le gouvernement attache au succès d'intérêt bienveillant dont S. M. I. vient d'honorer le nouvel état, s'accroît de l'espoir fondé sur les avantages

reconnue par la Porte ottomane, S. M. l'empereur et roi se reconnaît la faculté de venir à l'aide des intérêts commerciaux de ses sujets relativement à la Grèce. La position géographique des deux états les appelle à un échange fréquent et mutuellement avantageux de leurs produits.

En se réservant pour un autre moment la nomination d'un agent diplomatique, l'empereur a jugé opportun de s'occuper en attendant des moyens de mieux régulariser les relations de commerce. C'est dans cette vue et pour donner au gouvernement provisoire une preuve manifeste de ses dispositions amicales, que S. M. a résolu d'établir des consuls nationaux sur les points les plus importants, savoir: à Nauplie, à Patras et à Syra; et elle a daigné nommer à ces places M. Gropius, M. de Maïersbaech, et M. de Walembourg.

Je m'empresse d'informer Votre Excellence de cette détermination de mon auguste maître, en la priant de prêter une oreille favorable aux dits fonctionnaires, ainsi que de les faire reconnaître par les autorités du pays, et jouir dans l'exercice de leur emploi, non-seulement de prérogatives y attachées, mais aussi de toute la protection et assistance à laquelle leur qualité officielle leur donne le droit de s'attendre. Les instructions dont ils sont munis leur imposent le devoir de mériter la bienveillance personnelle de Votre Excellence.

Je saisis en mon particulier cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le comte, l'assurance des sentiments de ma considération très-distinguée.

Signé, DE METTERNICH.

rances de Votre Altesse que la nomination des consuls sera suivie de celle d'un agent diplomatique.

Le gouvernement grec se trouve en attendant heureux de témoigner sa reconnaissance, en ne négligeant rien de ce qui sera en son pouvoir afin de garantir aux consuls de S. M. I. la plénitude des mêmes droits dont jouissent en Grèce, dans l'exercice de leurs fonctions, les agents des souverains alliés.

M. de Walembourg, M. de Maïersbaeh et M. Gropius, doivent donc compter sur l'empressement que le gouvernement mettra à leur accorder de la manière la plus efficace l'assistance et la protection à laquelle ils pourraient, le cas échéant, avoir recours, et qu'il invoquerait sans doute avec succès lui-même en faveur de ses agents consulaires, au moment où il serait en mesures d'en établir dans l'état de S. M. I.

Quant à la clause des instructions dont sont munis les fonctionnaires désignés ci-dessus, et que Votre Altesse veut bien citer à la fin de sa lettre dans des termes auxquels je ne saurais être assez sensible, ces messieurs l'ont remplie d'avance, honorés qu'ils sont de la confiance de leur auguste souverain.

Que Votre Altesse veuille être auprès de S. M. I. l'interprète des sentiments et des vœux dont la présente renferme l'expression.

*A Milord Palmerston, Ministre de S. M.
le Roi de la Grande-Bretagne.*

Nauplie, $\frac{9}{21}$ juillet 1831.

Milord, Lors de mon dernier voyage en Angleterre Votre Excellence m'a honoré d'un accueil bienveillant, et s'est plu à me donner des gages de l'intérêt que lui inspirait la situation de la Grèce, et à prévoir même ce que je pourrais faire à l'avantage de ce pays, en me chargeant de son gouvernement provisoire. C'est à ce double titre que je prends la liberté, Milord, de vous adresser la présente, et que je vous supplie d'accorder quelque attention aux observations qu'elle renferme.

D'après la communication confidentielle que M. Dawkins m'a faite des instructions dont Votre Excellence l'a muni en dernier lieu, je vois avec une peine inexprimable que vous êtes porté à croire, Milord, que la crise dont la Grèce est menacée dépend en grande partie du système suivi par le gouvernement actuel.

Ce système semble avoir été caractérisé à vos yeux sous les couleurs les plus défavorables. Il est, dit-on, impopulaire; les étrangers envahissent tous les emplois; l'espionnage est le principal ressort de l'administration.

Ignorant les faits sur lesquels on se fonde pour étayer des assertions semblables, j'ai dû demander à M. Dawkins quelques éclaircissements à leur égard. Ceux qu'il

a voulu me donner ne m'ont appris rien de nouveau.

Plus d'une fois dans nos entretiens confidentiels M. Dawkins s'est efforcé, en déployant infiniment de zèle, de m'engager à rappeler auprès de moi des personnes qui ont résigné volontairement les emplois publics qu'elles occupaient, dans le dessein bien arrêté d'avance de composer ce qu'elles appellent l'opposition. M. Dawkins pense depuis longtemps qu'en m'associant à cette poignée d'hommes je rendrais mon gouvernement populaire, et que tout le monde le bénirait.

Je n'ai pas partagé, et je ne partage pas son opinion. Souffrez, Milord, que je vous en donne les motifs.

Ces hommes auxquels je suis le premier à reconnaître le plus de capacité, sont ceux qui, sous différentes formes et couleurs, ont eu la direction des affaires de la Grèce depuis le commencement de la révolution jusqu'à mon arrivée. Tout le monde connaît ce que la Grèce est devenue sous leur administration; et j'en appelle plus particulièrement au témoignage de l'amiral Codrington, qui a vu le pays à l'époque de la bataille de Navarin, et qui a traité d'affaires avec le gouvernement d'alors.

La Grèce, c'était Nauplie et Égine; c'étaient quelques positions fortes, mal défendues, sur le continent et dans l'Archipel. La population errait dans les montagnes, ou était agglomérée sur ces points, subissant le plus affreux des despotismes, celui du soldat, que la misère et la faim poussaient au brigandage sur terre et sur mer.

Je suis loin d'attribuer cette catastrophe tout entière aux hommes qui prétendaient gouverner la Grèce; mais malheureusement pour eux le pays n'est pas si indulgent à leur égard, et il leur attribue l'énorme dette étrangère, la guerre civile, les progrès qu'avait faits Ibrahim-Pacha, la piraterie, et toutes les calamités qui avaient mis la nation au bord du tombeau.

Cependant à mon arrivée en Grèce, ce sont ces mêmes hommes que j'ai appelés auprès de moi, et c'est avec eux que j'ai désiré partager la responsabilité de l'administration provisoire. Comment ont-ils répondu à mon attente?

Il n'y a pas eu d'occasion dont ils n'aient habilement profité, et il n'y a pas eu d'affaire un peu grave qu'ils n'aient exploitée, dans le but d'entraver, de déconsidérer et de paralyser, le gouvernement dont ils faisaient partie. Les preuves matérielles de cette déplorable vérité sont déposées aux archives, et il m'est permis de croire que celles même des ministres des cours alliées n'en manqueraient pas, du moment que la conférence de Londres jugerait devoir se donner la peine d'envisager sous ce point de vue les notions qu'elle possède sur la situation intérieure de la Grèce.

Je ne place pas sur la même ligne tous les Grecs qui composent ce parti. Les véritables intrigants et par conséquent les eoryphées, nous sont légués par l'école du Phanare et par celle de feu Ali-Pacha de Janina. Le reste se compose, d'une part de quelques primats qui con-

voient l'influence qu'ils exerçaient dans leurs provinces sous la domination turque, de l'autre de jeunes gens qui sortent des sociétés secrètes de France et d'Allemagne. Les premiers comme les derniers ne s'accommodent guère d'un gouvernement qui peut se passer d'eux. Ils travaillent dans l'espoir d'en créer un qui soit par le fait dans leur dépendance la plus absolue.

En effet, comment ces primats placés à la tête des affaires pourraient-ils trouver en eux-mêmes les ressources nécessaires pour exercer le pouvoir, lorsqu'ils manquent des connaissances les plus élémentaires, lorsqu'ils ne savent ni écrire ni lire que très-médiocrement leur propre langue?

D'ailleurs cette prétendue aristocratie forme-t-elle, peut-elle former un corps dont l'esprit et l'action aient quelque unité? Tant que durera la génération actuelle, les Grecs de cette classe, par la nature des intérêts et des passions qui les font agir, pourront bien s'entendre pour intriguer et pour paralyser, jamais pour soutenir et encore moins pour fonder, un ordre de choses quelconque.

M. Dawkins en pense de même. Il m'a avoué plus d'une fois que selon son opinion le jour où ces hommes composeraient encore une fois le gouvernement de l'état, le pays retomberait bientôt dans l'anarchie la plus funeste.

J'ajouterai que n'ayant et ne pouvant plus avoir aucune influence sur le peuple, ils ne sauraient pas même jouer le rôle d'un gouvernement illusoire, à moins qu'ils

ne fussent sous la sauvegarde d'une force étrangère, non-seulement morale, mais matérielle.

S'il en était autrement de l'influence de ce parti, pourquoi depuis trois ans, et surtout dans ces derniers temps, n'a-t-il pu atteindre le but de ses efforts? Et certes il n'a pas manqué et il ne manque pas d'encouragement. Il a essayé de mettre en pleine révolte l'armée; trois fois il a échoué. Il a tâché de soulever les provinces de la Grèce continentale et du Péloponèse, et ces provinces sont restées tranquilles. Aujourd'hui enfin il tend à séparer de la nation les îles de l'Archipel, au moyen d'un journal qui excite le peuple à la révolte, et au moyen d'adresses qui prétendent la légaliser.

Cependant jusqu'ici l'ordre général n'a été troublé nulle part. Tous les fonctionnaires sont à leur place, et les revenus publics se perçoivent, avec peine à la vérité, mais ils rentrent pourtant dans la caisse publique. Or je vous le demande, Milord, si le peuple ne voulait pas de son gouvernement actuel, comment ce dernier pourrait-il remplir ses devoirs ainsi qu'il les remplit, c'est-à-dire par l'action régulière des moyens légaux et ordinaires?

Au surplus les informations que Votre Excellence a reçues sur la position de ce gouvernement sont dénuées de toute vérité. Rien ne le prouve davantage que ce que j'ai vu dans la clôture des instructions de M. Dawkins. Il est dit que la personne du président est mise à l'abri de tout danger, parce que les troupes françaises

ont reçu l'autorisation de le prendre sous leurs auspices.

Lorsque cette offre me fut faite par M. le général Schneider, j'y ai répondu par la lettre dont je prends la liberté de joindre ici une copie.

Ce dont je puis, Milord, vous donner l'assurance la plus positive, c'est que j'ai voyagé et que je demeure aujourd'hui en Grèce, comme je l'ai fait depuis le premier jour que j'y ai débarqué, et qu'aujourd'hui comme alors, comme toujours, je me place sous la garde de Dieu et de ma propre conduite.

Je ne dissimulerai pas à Votre Excellence que ma position est devenue plus difficile et plus critique, non cependant à raison de l'ingratitude ou de l'esprit factieux des Grecs, mais à raison, je le dirai avec une entière franchise, de l'appui que trouvent auprès des agents étrangers les hommes qui intriguent contre le gouvernement.

Ces messieurs se croient dans l'obligation d'accueillir ces hommes, et de les honorer de leurs égards et de leur bienveillance. Est-ce de cette manière que les agents étrangers persuadent à la nation que son gouvernement jouit de l'appui moral des Puissances alliées?

Le journal de Smyrne, la gazette grecque d'Hydra, qui prêchent l'insurrection, arrivent régulièrement chez ces agents, et ce sont leurs employés qui font lire ces feuilles aux gens du pays qui s'en soucient le moins.

Je ne continuerai pas cet affligeant récit. Je n'ai cité ces faits que pour vous prouver, Milord, qu'un gouver-

nement qui malgré toutes ces hostilités est encore en mesures de se faire écouter de la nation et de lui garantir la tranquillité et le bon ordre, ne peut pas être un gouvernement impopulaire.

Telle est cependant l'aveugle exaltation des coryphées de notre parti révolutionnaire, qu'en tout dernier lieu ils ont fait colporter les articles des journaux français qui parlent de la prétendue alliance de la Russie avec la Porte. De plus le grand secret du parti (et il n'y a pas de secret possible en Grèce), consiste à faire accroire à ses dupes que, du moment où la nation se sera débarrassée de son gouvernement actuel, et qu'elle se sera donné un gouvernement constitutionnel, la France et l'Angleterre procureront à la Grèce des frontières très-étendues, Candie et Samos.

Je m'arrête ici, pour passer au second chef d'accusation. Ce sont, dit-on, les étrangers qui occupent les emplois les plus lucratifs.

Il n'y a d'étrangers que dans le commandement des troupes régulières, dans les arsenaux, dans le génie, et dans toutes les parties de l'administration où les Grecs ne pourraient être placés que pour apprendre. Ni la justice, ni les finances, ne peuvent pour quelques années être utilement organisées en Grèce, à moins que les étrangers possédant beaucoup de talents, de probité, et une position complètement indépendante, n'en soient exclusivement chargés.

Je n'abuserai pas, Milord, de votre temps pour vous

donner tous les développements, qui ne vous laisseraient pas de doute sur la justesse et l'importance de cette observation. Je ne répondrai pas non plus, et par de longs raisonnements, à l'information fausse qu'on vous a donnée relativement à l'espionnage et à la tyrannie du gouvernement.

Si tels étaient le caractère et les ressorts du gouvernement, pourquoi aurait-il laissé subsister des menées qui datent de loin contre son administration. Les espions lui auraient révélé à temps les faits, les prisons auraient fait le reste.

Si les provinces, si la masse de la nation m'expriment des plaintes, c'est justement de n'avoir pas depuis longtemps renvoyé du pays les Phanariotes et les élèves d'Ali-Pacha, qui mènent tous ces coupables complots. Je n'ai pas adopté cette mesure, parce que je me suis d'abord bercé de l'espoir que ces hommes s'amenderaient dans la nouvelle position où je les plaçais, et par la suite j'ai préféré qu'ils fussent jugés par leurs œuvres, et tôt ou tard ils le seront.

J'aime à espérer que cette longue lettre vous arrivera, Milord, lorsque la conférence de Londres aura enfin prononcé sur le sort de la Grèce ; mais s'il en était autrement, hâtez, je vous en supplie, ses décisions, et ne permettez pas que ce pays continue à courir les chances de la démoralisation, de la guerre civile, du désordre et de l'anarchie. Les conséquences en seraient bien plus graves qu'on ne le pense peut-être.

Les provinces limitrophes de l'empire Ottoman sont en pleine insurrection, et le visir se tient sur la défensive. Qu'en adviendra-t-il, si les Rouméliotes à leur tour se livrent à leurs anciennes habitudes, et aux combinaisons des hommes qui prétendent exercer parmi eux, comme par le passé, leur influence? L'Archipel sera encore une fois infesté de pirates, et les Puissances seront forcées par cet état de choses d'adopter des mesures qui ne sont nullement en rapport avec les principes et le but de leur alliance.

Il ne m'appartient pas, Milord, de vous en dire davantage; je vous prie seulement de lire cette lettre avec indulgence; et si l'accomplissement du sort de ce pays peut exiger que mon administration soit soumise au jugement des cours alliées et au vôtre, vous voudrez bien, j'espère, ne pas arrêter vos opinions sans me faire l'honneur de m'entendre. Cette déférence, je la réclame, et je l'attends de votre équité.

Ma profession de foi vous est connue, Milord. J'ai déclaré aux cours alliées avant de me charger du gouvernement provisoire de la Grèce, j'ai répété à leurs ambassadeurs réunis en conférence à Poros et plus tard à leurs résidents, que pour faire de la Grèce un état libre et indépendant il fallait lui donner un souverain, et que je serais heureux de préparer la voie à l'accomplissement de cette combinaison salulaire.

Les faits et ma propre expérience ont rendu, s'il se peut, encore plus intime la conviction que j'ai exprimée

alors. Je n'ai donc travaillé en Grèce ni pour moi ni pour les miens, et mon administration comme mes opinions sont complètement indépendantes de tout intérêt personnel, à moins qu'on ne considère comme un intérêt personnel d'un ordre élevé l'abnégation complète que j'ai faite de moi-même.

Au point où sont les choses hors de la Grèce et en Grèce, ce que j'ai sollicité, ce que je ne cesserai de solliciter, c'est que les Puissances tranchent d'une manière quelconque la grande question du gouvernement de ce pays.

Soyez bien assuré, Milord, que de toutes les décisions la plus conforme à mes vœux sera celle qui me procurera une heure plus tôt le moyen de mettre un terme à la pénible tâche qui m'est imposée.

*A MM. les Commissaires extraordinaires
& les Gouverneurs civils de l'état.*

Nauplie, $\frac{11}{23}$ juillet 1831.

Nos circulaires du 7 mai et du 5 juin ont porté à la connaissance de la province que vous administrez les menées par lesquelles une poignée d'hommes que nous ne qualifierons plus, s'efforçaient de troubler l'ordre et la tranquillité de l'état, afin de montrer à l'étranger et aux Puissances alliées que la Grèce est impatiente de se

délivrer de l'ordre actuel des choses, pour s'en donner elle-même et sans retard ultérieur un nouveau, qu'ils appellent constitutionnel.

Les habitants des provinces, par l'organe de leurs primats et de leurs démogérontes, ont exprimé dans les adresses qu'ils nous ont transmises en dernier lieu combien ils réprouvaient ces intrigues, et combien ils tenaient à honneur de faire preuve dans ces grandes circonstances des nobles sentiments qui les animent. Ils apprendront par conséquent aujourd'hui avec autant d'indignation que de peine que ces mêmes hommes que nous avons déjà signalés se sont laissés aveugler au point de se croire dépositaires de la confiance de la nation, ses mandataires, et les juges des actes du gouvernement actuel. Ils demandent la convocation d'un congrès et la mise en vigueur d'une constitution.

Nous ne pouvons, sans manquer à ce que nous nous devons à nous-mêmes, prendre dès aujourd'hui en considération les prétendus griefs que la plus insigne mauvaise foi a forgés afin de provoquer des démarches semblables. Quand même ces griefs seraient fondés, il n'appartiendrait qu'à un congrès d'en réclamer le redressement. C'est à cette assemblée souveraine, et non à quelques citoyens, que le gouvernement est comptable de ses actes.

Nous appelons de tous nos vœux le moment où nous pourrions soumettre au jugement et à la sanction d'un congrès national l'ensemble de notre administration.

Nous l'aurions hâté ce moment, si des considérations d'un ordre plus élevé ne nous en avaient empêchés.

La nation n'ignore pas que les Puissances alliées se sont réservé la décision des questions majeures relatives à la délimitation territoriale et à l'établissement du gouvernement définitif du nouvel état. Nous sommes assurés de la manière la plus positive que ces questions vont être résolues, et que bientôt nous connaîtrons les décisions qui en seront la conséquence.

Nous venons aussi de recevoir de la part des cours alliées des communications officielles, qui ne nous laissent pas de doute sur la haute importance que les dites cours attachent au maintien de l'ordre actuel des choses en Grèce, jusqu'à la conclusion des arrangements dont elles s'occupent afin d'accomplir l'œuvre de sa restauration politique.

Nous ne croyons donc pas que les prétentions articulées par des hommes qui se laissent égarer par des combinaisons insensées ou perfides, puissent être mises en balance avec les plus grands comme les plus essentiels des intérêts du nouvel état.

Fermement décidés à ne pas dévier de la marche que nous tracent les devoirs dont la nation nous a fait l'honneur de nous charger, nous travaillons à faire coïncider la convocation du congrès avec le moment où nous pourrons connaître les décisions des cours alliées. Nous aimons à espérer que ce moment ne tardera pas; cependant si nous devons rester dans cette pénible attente

jusqu'au mois d'octobre, alors nous jugerions nécessaire de convoquer le congrès, soit pour pourvoir aux mesures que l'état des finances réclame, soit pour soumettre aux représentants de la nation les travaux que le congrès d'Argos nous a confiés.

Telles sont, Monsieur, les explications que nous vous invitons à donner aux démogérontes et aux primats de la province, qu'à cet effet vous réunirez en conférence. Vous recueillerez avec une scrupuleuse exactitude les observations qu'ils jugeront devoir faire sur la teneur de la présente communication; vous en tiendrez procès-verbal, et vous nous transmettrez ce document.

Plus le génie du mal s'efforce de troubler la tranquillité et l'ordre dont jouit la nation, grâce au bon esprit et à la sagesse qui la caractérisent, plus les citoyens de chaque province doivent redoubler d'attention et de vigilance, afin de se préserver des suggestions insidieuses dont la malveillance tâche de les circonvenir.

Ce grand but a été atteint jusqu'ici, et nous ne doutons pas qu'avec l'aide de Dieu la Grèce ne traverse cette époque d'épreuve et de crise de la manière la plus honorable. Elle en recueillera le fruit, en contribuant encore une fois à l'heureux accomplissement de ses destinées, et en acquérant de nouveaux titres à l'estime des nations qui fixent sur elle un regard attentif.

A M. M. les Présidents des Cours alliées.

Nauplie, $\frac{11}{23}$ juillet 1831.

Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-jointe copie de la circulaire que nous venons d'adresser aux provinces de l'état, par l'organe des commissaires extraordinaires et des gouverneurs civils.

Nous ne nous arrêtons pas à développer ici les motifs qui nous ont portés à appeler l'attention du pays sur les égarements auxquels la malveillance entraîne des hommes qui, en suivant de bonne foi les leçons de l'expérience, ont sans doute contribué, et peuvent contribuer encore, aux véritables progrès de la restauration du pays.

Nous ne vous expliquons pas non plus les raisons qui nous ont engagés, d'une part à faire partager à la nation l'espoir que nous donnent les assurances que nous avons reçues en dernier lieu relativement à la prochaine décision des questions concernant le sort de la Grèce, de l'autre à lui faire connaître l'intérêt bienveillant que les cours alliées nous témoignent, en nous faisant connaître le prix qu'elles attachent au maintien de l'ordre de choses établi provisoirement dans le nouvel état, jusqu'à ce que les mesures définitives dont elles s'occupent puissent s'accomplir.

Nous nous bornons à vous prier, Monsieur le résident,

de mettre sous les yeux de votre gouvernement la circulaire susmentionnée, et d'accompagner cette communication des observations que vous jugerez devoir faire, à l'effet de hâter, s'il en était encore besoin, le moment où la Grèce pourra sortir de la situation périlleuse où la placent les grands événements qui ont lieu en Europe, et l'influence qu'ils ne peuvent pas manquer d'avoir sur l'état intérieur du pays.

A. M. Lambkins, Résident d'Angleterre

Nauplie, $\frac{15}{27}$ juillet 1831.

Je m'empresse de répondre à l'office que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, pour me communiquer de la part de S. E. M. Gordon, ambassadeur de S. M. Britannique, le mémorandum que lui a remis le ministère des affaires étrangères de la sublime Porte, relativement à la tournée faite par le général Pisa dans les provinces de la Grèce occidentale.

Le mémoire que je joins ici, Monsieur le résident, expose les faits avec une scrupuleuse exactitude, et j'aime à espérer que ce témoignage ne laissera subsister dans l'opinion de S. E. le reis-effendi aucun doute sur la pureté des motifs qui ont engagé M. le général Pisa à demander le passage par le pont de Tataréna.

La sublime Porte peut être assurée que le gouverne-

ment grec n'a négligé et ne négligera aucun soin pour établir dès aujourd'hui avec elle des rapports d'amitié et de bon voisinage.

Du moment que les actes de la conférence de Londres lui ont été communiqués, il a pris à tâche de maintenir partout le *statu quo*, la tranquillité et le bon ordre, dans l'attente des mesures ultérieures que motivera l'exécution des actes concernant le nouvel état Grec.

Il fera redoubler, s'il se peut, par ses employés de vigilance et de zèle, afin d'atteindre ce moment sous les auspices les plus favorables à l'affermissement de la paix et du bonheur des habitants des dites provinces.

Telles sont, Monsieur le résident, les explications et les assurances que je vous prie de vouloir bien transmettre à S. E. Monsieur l'ambassadeur de votre auguste souverain auprès de la Porte.

A. M. M. les Présidents des Cours alliés.

Nauplie, $\frac{16}{28}$ juillet 1831.

Le gouvernement n'a pas manqué de vous faire part des informations qui sont parvenues à sa connaissance, relativement aux menées au moyen desquelles des hommes réunis à Hydra s'efforcent de troubler l'ordre et la tranquillité dont jouit encore la Grèce, et de compromettre par conséquent les grands intérêts que les augustes

cours alliées honorent de leur bienveillante protection.

La longanimité du gouvernement, votre intervention officieuse, celle de Messieurs vos collègues, rien n'a pu porter ces hommes à reconnaître leurs erreurs et à renoncer à leurs coupables intrigues.

Aujourd'hui il y a plus. Un fait grave signale désormais le but qu'ils se proposent et caractérise les moyens dont ils se servent pour l'atteindre.

Dans la nuit du 14 (26) du courant cent cinquante Hydriotes, sous la conduite d'un chef que nous ne nommons pas encore, parce que nous ne croyons guère possible un égarement semblable de sa part, se sont rendus dans le port de Poros, et se sont emparés de la frégate l'Hellas.

Leur projet est de l'enlever et de la faire accompagner d'autres bâtiments que l'on arme à Hydra. D'autres prétendent que ces gens veulent aussi s'emparer de l'arsenal.

Le gouvernement a pris immédiatement toutes les mesures qui sont en son pouvoir, et il aime espérer qu'elles arrêteront le mal dans sa source; mais pour en assurer le succès, il est dans le devoir de demander la coopération des forces navales des cours alliées en station dans ces parages.

D'après les observations que, conjointement avec vos collègues, vous nous avez fait l'honneur de nous communiquer confidentiellement, vous nous avez donné l'assurance que les stations des forces navales des Puissances

alliées considéraient les bâtimens grecs privés de papiers de navigation comme des pirates. Or les actes de piraterie ont commencé, car celui dont nous venons de vous informer ne peut être autrement qualifié.

Il est par conséquent de notre devoir de vous prier, Monsieur le résident, de vous réunir avec vos collègues, afin d'engager Messieurs les commandants des stations alliées à se concerter avec nous, pour prendre sans retard des mesures propres à convaincre les hommes d'Hydra qui sont les moteurs d'actes aussi insensés que criminels, que les Puissances alliées ne les toléreront pas, et qu'elles sont résolues à les flétrir d'une manière exemplaire.

Nous ne doutons pas, Monsieur le résident, que telles ne soient en effet les intentions de S. M. votre auguste souverain, parce que nous avons sous les yeux des documents qui nous le prouvent.

Nous ne doutons pas non plus de l'assistance que M. l'amiral Ricord, M. Lalande et M. Lyons prêteront au gouvernement, afin qu'il puisse prévenir les conséquences des désordres qui menacent de nouveau l'Archipel.

VARIANTES DANS LES TROIS COMMUNICATIONS.

Dans celle pour le résident de Russie.

Nous regrettons que M. de Rouen soit absent de sa ré-

sidence, que M. Lalande soit à Navarin, et que M. Lyons soit parti hier. Cependant, vu l'urgence des circonstances, nous aimons à espérer que vous engagerez M. l'amiral Ricord à se rendre à Poros, pour empêcher les pirates d'Hydra d'accomplir leur projet.

Dans celle pour le résident d'Angleterre.

Nous regrettons, Monsieur, que justement hier dans la matinée la frégate le Madagasear ait quitté Nauplie.

Dans celle pour le résident de France.

Nous regrettons infiniment, Monsieur le baron, que votre retour à Nauplie soit retardé jusqu'à présent. Dans l'espérance que vous êtes déjà en voyage pour revenir, nous envoyons la présente à votre chancellerie.

*A M. M. les Commissaires extraordinaires
& les Gouverneurs civils de l'état.*

Nauplie, $\frac{16}{28}$ juillet 1831.

Un fait grave vient de signaler le but que se proposent les hommes d'Hydra, et de caractériser les moyens dont ils se servent pour l'accomplir. Ils ont lancé sur Poros deux cents marins, qui sont arrivés à l'improviste,

dans le projet de s'emparer de la frégate l'Hellas qui était désarmée.

Le gouvernement a eu recours à l'assistance des commandants des stations alliées, et il a aussi envoyé à Poros des troupes légères pour arrêter le mal dans sa source. Des trois commandants des stations alliées il ne s'est trouvé à Nauplie dans ce moment décisif que M. l'amiral Ricord, lequel, sur l'invitation qui lui en a été faite par M. le baron Rukmann, résident de Russie, est immédiatement parti pour Poros avec tous les bâtiments sous ses ordres.

Messieurs les résidents de France et d'Angleterre ont reçu les mêmes communications de notre part; et nous n'hésitons pas à compter sur la coopération des bâtiments des stations française et anglaise, aussitôt que leurs commandants auront été informés des demandes du gouvernement.

Tel est l'état actuel des choses aujourd'hui. Il est à espérer que cette crise finira d'une manière favorable au maintien de l'ordre et de la tranquillité. Dans le cas contraire de nouvelles épreuves sont réservées à la nation; mais nous ne doutons nullement que, grâce au bon esprit des habitants de toutes les provinces et au zèle dont les employés publics seront animés, elle n'en sorte honorablement.

Nous vous donnons ces informations précises pour vous mettre à même de repousser les alarmes et de démentir les bruits que la malveillance ne manquera pas

de répandre, afin d'égarer les paisibles habitants de la province dont vous avez l'administration.

Le secrétaire d'état vous tiendra au courant des nouvelles que nous recevrons de Poros.

A M. Dawkins, Résident d'Angleterre.

Nauplie, $\frac{16}{28}$ juillet 1831.

Les rapports que j'ai reçus hier au soir de Poros m'annoncent que la frégate de S. M. Britannique, le Madagascar, n'a fait que passer à la hauteur de cette île, mais qu'elle a continué sa route vers Salamine et vers Athènes. Ainsi donc l'espoir que j'avais entretenu, et que vous avez bien voulu partager avec moi hier, s'est pour le moment évanoui. C'est M. l'amiral Ricord qui seul se trouve à Poros.

Cependant les informations qu'il donne à M. le baron Rukmann, celles qui parviennent directement à ma connaissance, me prouvent de plus en plus que les Hydriotes sont dans la conviction que les stations anglaise et française ne s'opposent pas à ce qu'ils accomplissent leurs desseins. Il est par conséquent d'une urgence impérieuse de les tirer de cette erreur, dont les conséquences vont devenir funestes tant à la marine qu'à la Grèce entière.

Comme j'ai eu l'honneur de vous le dire hier par

mon billet confidentiel, Miaoulis a déclaré au gouverneur civil que du moment que les stations alliées lui déclareront qu'il doit se retirer de Poros avec les siens, ils se retireront.

Le même Miaoulis s'est exprimé en termes encore plus positifs avec M. l'amiral Ricord, en lui déclarant que cette affaire serait terminée dans un instant, et que la frégate l'Hellas rentrerait de suite en possession du gouvernement, si à côté de la frégate Lowitz se trouvaient un bâtiment anglais et un français.

Il me paraît, Monsieur le résident, qu'il serait impossible de ne pas reconnaître désormais qu'un seul mot de votre part, comme de celle de vos collègues, éteindrait dans sa source le principe du désordre et de l'anarchie dont la Grèce est menacée.

M. le baron de Rouen se fait encore attendre. Mais ne pourriez-vous pas, conjointement avec M. le baron Rukmann, donner aujourd'hui une déclaration par laquelle vous feriez connaître aux Hydriotes qui se sont emparés de la frégate, et qui semblent vouloir en faire autant de l'arsenal, que vous les sommez au nom de vos cours de se retirer immédiatement chez eux, attendu que les stations des cours alliées ne peuvent les reconnaître que comme pirates, du moment qu'ils montent des bâtiments grecs sans être brevetés et autorisés formellement par leur gouvernement?

Cette déclaration que, conjointement avec M. Rukmann, vous pourrez porter à leur connaissance de la

manière que vous jugerez la plus convenable, suffira sans doute; et je vous demande avec instance de prendre dans la matinée la mesure que je prends la liberté de vous proposer.

Il est de mon devoir de faire tout ce qui peut dépendre de moi, afin de prévenir les voies de fait ou l'anarchie.

L'appui moral que je vous demande, Monsieur le résident, est, si je ne me trompe, dans l'esprit et dans la lettre des instructions dont vous a muni Milord Palmerston, et dont vous m'avez fait l'honneur de me donner communication.

J'en dis autant des instructions de M. le baron de Rouen, et je n'hésite pas à croire qu'en arrivant ici il ne se plaise à accueillir la demande que je lui adresse aujourd'hui même, en lui transmettant la copie de la présente.

Les Hydriotes ayant osé notifier publiquement à la Grèce qu'ils ne se retireront pas, à moins que les trois stations ne l'exigent, et ayant fait cette notification lorsque M. l'amiral Ricord avec les bâtiments sous ses ordres s'est mis en bataille à l'embouchure du port de Poros, en faisant sentir aux Hydriotes qu'ils n'en sortiront pas sans passer sur le corps à ses bâtiments, je vous le demande, Monsieur le résident, quelle est l'impression que produisent sur l'esprit des Grecs le départ du Madagascar, son apparition instantanée à la hauteur de Poros, et son éloignement immédiat?

L'absence de M. de Rouen, le retard que met M. Lalande à arriver, enfin la réponse que m'a faite M. Vaillant, commandant du brick français l'Actéon qui est maintenant à Nauplie, quel effet produiront-ils? J'ajouterai : Que devrait penser le gouvernement grec lui-même, au cas où vous jugeriez devoir vous refuser à la demande que j'indique par la présente?

Il est tout simple que les Grecs aiment à croire, comme les Hydriotes, que Messieurs les résidents de France et d'Angleterre sont portés à reconnaître la nation et le gouvernement grec plutôt à Hydra qu'à Nauplie. Dans ce cas croiront-ils aux manifestations que je leur ai faites en dernier lieu, en leur annonçant que les cours alliées mettent un grand prix au maintien de l'ordre et de l'état actuel pacifique des choses?

Je vous prie, Monsieur le résident, d'honorer de votre attention ces observations, et de vous concerter dans la journée avec M. le baron Rukmann, afin de faire partir sans retard pour Poros la déclaration collective que je viens de vous demander.

Je ne vous écris pas d'office, pour ne pas retarder l'envoi de la présente. Si vous le désirez, elle vous arrivera sous la forme officielle dans la journée. Je communique, en attendant, la copie de la présente à MM. les barons Rukmann et de Rouen.

A M. le Sénateur Aninian.

Nauplie, $\frac{21 \text{ juillet}}{2 \text{ août}}$ 1831.

C'est par votre intermédiaire que les sieurs Georges et Constantin Mavromichalis ont sollicité le gouvernement de consentir à ce qu'ils se rendissent à Liméni, afin d'engager leurs parents, les sieurs Katzakos, Anastase et Démétrius Mavromichalis, et ceux de leur suite qui voudront les suivre, à venir auprès du gouvernement pour obtenir leur pardon, et pour terminer ainsi les scandales qui ont eu lieu à Sparte à cause de leur conduite inconsidérée et coupable.

Les sieurs Georges et Constantin nous ont présenté à cet effet la requête ci-jointe en copie; et ayant prêté pleine et entière confiance à vos observations sur la sincérité du repentir de la famille Mavromichalis, nous avons consenti et nous consentons aux dispositions suivantes :

1°. Vous êtes chargé de vous rendre à Liméni, en prenant avec vous les sieurs Constantin et Georges Mavromichalis. Le ministre de la marine mettra à cet effet un bâtiment national à votre disposition.

2°. Arrivé à Liméni, vous prendrez les mesures que vous jugerez les plus convenables pour mettre MM. Mavromichalis à même de faire partager à leurs parents les sentiments qu'ils nous ont exprimés dans leur pétition

du 5 de ce mois. Du moment qu'ils vous donneront cette assurance par écrit, et que leurs parents s'y seront associés au moyen d'une déclaration signée par eux, vous leur ferez savoir que le gouvernement étant satisfait de ce témoignage de repentir, leur pardonne, à condition cependant qu'ils s'embarqueront avec vous et avec les sieurs Constantin et Georges, et qu'ils viendront à Nauplie. Vous leur déclarerez aussi de notre part qu'arrivés dans la résidence du gouvernement, ils se réuniront au chef de leur famille Pierre Mavromichalis, ainsi qu'à leur oncle Jean Mavromichalis, et qu'ils se rendront tous en pleine liberté à Égine. Enfin que le gouvernement pourvoira à leurs besoins, et leur offrira de quoi subsister convenablement jusqu'au moment où les affaires de Sparte seront définitivement arrangées.

3°. Pour vous mettre en état de faciliter le départ des sieurs Katzakos, Anastase et Démétrius Mavromichalis et de leurs familles, si elles veulent les suivre, nous vous munissons d'une somme de . . . phénix, de l'emploi de laquelle vous nous rendrez compte à votre retour.*

4°. Dans la supposition que les conseils des sieurs Georges et Constantin Mavromichalis restent sans effet auprès de leurs parents, et que ces derniers persévèrent dans le système de conduite qu'ils ont suivi dans ces derniers jours, vous reviendrez à Nauplie accompagné

* Cette mesure fut exécutée, mais elle n'eut point de résultat.

des sieurs Georges et Constantin Mavromichalis, sans faire aucune promesse ni accorder aucun soulagement pécuniaire à leur famille.

5°. Nous communiquons les présentes au gouverneur civil de Sparte, et nous vous engageons à l'informer exactement du résultat de votre mission. Pour votre information nous joignons ici copie des instructions que nous adressons à M. Eugénidès en cette circonstance.

Nous ne doutons pas, Monsieur le sénateur, du zèle que vous déploierez pour terminer une affaire qui a trop longtemps compromis les plus chers des intérêts des provinces de Sparte.

A M. Eugénidès, Gouverneur de Sparte.

Nauplie, $\frac{21 \text{ juillet}}{2 \text{ août}}$ 1831.

En prenant connaissance des instructions dont nous munissons M. le sénateur Ainian, vous verrez que le gouvernement désire encore une fois offrir à la famille Mavromichalis le moyen de faire amende honorable pour ce qui s'est passé à Liméni dans ces derniers temps. Il veut plus : il désire aussi lui ménager l'occasion de reprendre avec le temps la situation qui lui convient dans l'ordre politique de la Grèce.

M. le sénateur Ainian vous informera du résultat de sa mission. S'il est conforme aux vœux que nous ont

exprimés les sieurs Georges et Constantin Mavromichalis, vous êtes autorisé à engager de la manière la plus positive et la plus formelle ceux des Spartiates qui, pour préserver leurs provinces des incursions dont les menacent les hommes de Liméni, ont porté et portent les armes, à les déposer et à vivre paisiblement dans leurs foyers.

Une fois que les Mavromichalis se seront retirés, et que les hommes de leur suite auront contracté aussi l'engagement de déposer les armes, vous déclarerez aux provinces que le gouvernement va s'occuper immédiatement d'un ordre de choses provisoire, qui puisse entretenir la bonne harmonie et la paix dans l'intérieur, et qu'il s'occupera en même temps à recueillir l'opinion de leurs primats, sur les mesures définitives que le gouvernement devra proposer à l'assemblée nationale, pour asseoir sur une base solide le bonheur et la prospérité de Sparte.

Vous engagerez de notre part M. le sénateur Zanétakis à contribuer avec le zèle qui le caractérise, à ce que ses compatriotes coopèrent au succès de la mission de M. le sénateur Ainian, et à celui aussi de toutes les mesures que nous venons de vous indiquer comme propres à rétablir pour toujours l'ordre et la tranquillité dans le pays dont l'administration vous est confiée.

*A MM. les Présidents des Cours alliés.*Nauplie, $\frac{28 \text{ juillet}}{9 \text{ août}}$ 1831.

MM. les capitaines Lyons et Lalande, commandants des stations anglaise et française, nous ont fait l'honneur de nous entretenir de la mission dont ils ont bien voulu se charger, conjointement avec S. E. M. l'amiral Ricord, afin de ramener à leur devoir les hommes égarés qui se sont emparés des bâtimens de l'état et de l'arsenal de Poros.

Il est d'un grand intérêt que le gouvernement grec puisse publier une heure plus tôt, et les déclarations que Messieurs les commandants des stations alliées ont faites à M. Miaoulis, et les réponses que ce dernier s'est permis de leur donner.

Du moment que la nation connaîtra que Messieurs les commandants, au nom de leurs cours respectives, ont sommé les Hydriotes de se retirer, en laissant les bâtimens et l'arsenal de Poros dans l'état où ils les ont trouvés; du moment qu'elle apprendra que Messieurs les commandants ont annoncé de la manière la plus formelle qu'ils ne toléreraient pas que les bâtimens de guerre grecs stationnés à Poros, ni aucun autre, missent à la mer sans être munis de patentes de la part du gouvernement; lorsqu'elle saura que M. Miaoulis, alléguant les ordres de ses supérieurs, s'est obstinément refusé à se confor-

mer à la sommation susmentionnée, la nation Grecque déplorera un semblable aveuglement, mais ne redoutera pour elle aucune de ses funestes conséquences.

Nous vous prions par conséquent, Monsieur le résident, de nous mettre à même, le plus tôt que faire se pourra, de porter à la connaissance du public les rapports que vous ont donnés Messieurs les commandants des stations alliées.

*A M. le Baron Rukmann, Président
de Russie.*

Nauplie, $\frac{30 \text{ juillet}}{11 \text{ août}}$ 1831.

Le gouvernement grec éprouvait un besoin si impérieux d'épancher dans le sein de la nation entière la douleur dont le pénétraient les déplorables événements de Poros, qu'il s'est empressé de le satisfaire au moyen d'un acte public et solennel.

C'est la copie de cet acte que nous avons l'honneur, Monsieur le baron, de vous transmettre ci-jointe, en réponse à la lettre que vous avez bien voulu nous adresser en date du 27 du courant.*

* Lettre de M. le baron Rukmann à S. E. le président de la Grèce.

Nauplie, 27 juillet 1831.

Monsieur le président, Votre Excellence est déjà informée de l'atten-

Vous verrez que la Grèce a déjà flétri d'avance, si nous pouvons nous exprimer ainsi, les auteurs de l'attentat consommé contre le pavillon impérial, et qu'elle les rend par conséquent seuls solidaires de l'atteinte funeste qu'il peut porter à ses intérêts les plus essentiels, lorsque les rapports de M. l'amiral Ricord et les vôtres, M. le baron, seront parvenus en Russie.

La Grèce et son gouvernement osent donc se flatter que, dans sa justice et dans sa bienveillance, S. M. I. daignera ne pas confondre la grande masse de la nation, qui est pénétrée de gratitude pour les bienfaits qu'elle

tat que les Hydriotes renfermés à Poros ont osé commettre contre un des bâtimens de l'escadre de S. M. I.

Le gouvernement grec comme toute la nation auront appris, j'en ai l'intime conviction, avec une profonde indignation que ces hommes de malheur ont poussé l'ingratitude et l'audace jusqu'à tirer sur le pavillon d'une Puissance qui n'a épargné pour sauver leur patrie, ni le sang de ses soldats, ni l'argent de ses trésors. Après tant de bienfaits que la Russie a répandus sur ce pays, après la constante protection qu'elle a accordée à la nation Grecque, après tous les services que ses agents rendent encore journellement dans l'étendue de l'empire Ottoman à ces mêmes Hydriotes qui n'y viennent que sous l'égide du pavillon qu'ils ont aujourd'hui inondé de sang, la Russie pouvait sans doute se croire à l'abri d'une pareille atteinte et d'une aussi noire ingratitude.

Je me plais à croire que Votre Excellence prendra, autant que cela peut dépendre d'elle, toutes les mesures pour empêcher le retour d'un méfait propre à flétrir le nom Grec.

En attendant je suis dans la pénible obligation de porter à la connaissance de mon auguste cour les détails de ce déplorable événement. Je vais en donner également avis à la mission de S. M. I. à Constantinople, afin qu'elle puisse adopter dès à présent les mesures qu'elle jugera à propos contre les bâtimens hydriotes qui se trouvent actuellement dans les ports russes de la mer Noire.

Signé, Le baron RUKMANN.

lui doit, avec quelques hommes dont l'opiniâtreté à poursuivre des projets insensés et coupables, caractérise assez l'égarement.

Nous prendrons, n'en veuillez pas douter, toutes les mesures qui seront en notre pouvoir, pour prévenir le renouvellement de complications semblables à celles que nous avons à déplorer, et pour dessiller les yeux des Hydriotes sur le long avenir de malheurs que de perfides suggestions leur préparent. La proclamation que je me fais un devoir de vous communiquer aujourd'hui, ainsi que la publication de l'office auquel nous répondons, nous faciliteront peut-être les moyens d'obtenir ce double résultat.

Nous le désirons d'autant plus vivement, que l'alliance s'occupe en ce moment décisif avec une active sollicitude d'accomplir l'œuvre de la restauration politique de la Grèce.

*A. M. M. les Commissaires extraordinaires
& les Gouverneurs civils de l'état.*

Nauplie, $\frac{3}{15}$ août 1831.

Par notre circulaire sous le numéro 4,055, nous avons informé la province confiée à votre administration de l'attentat que les Hydriotes venaient de commettre, en s'emparant des bâtiments de l'état et de l'arsenal de la

marine à Poros. Nous avons porté aussi à sa connaissance la déclaration par laquelle Messieurs les résidents se sont empressés d'improver hautement cet acte criminel. Il est maintenant de notre devoir de ne point laisser ignorer au pays les événements qui se sont succédé à Poros depuis lors jusqu'à ce jour, et nous nous en acquittons par la présente communication, à laquelle vous êtes chargé de donner la plus grande publicité.

MM. les capitaines Lyons et Lalande, commandants des stations anglaise et française, ayant rejoint à Poros M. l'amiral Ricord, réitérèrent aux chefs de l'expédition insurrectionnelle les mêmes déclarations que Messieurs les résidents avaient déjà faites au nom de leurs cours. Ils les sommèrent de se retirer et de remettre au gouvernement les bâtiments nationaux et l'arsenal. MM. Mavrocordatos et Miaoulis alléguèrent les ordres péremptaires dont les avait munis la communauté d'Hydra, pour ne point se soumettre à cette injonction, et ces ordres furent plus tard confirmés par une députation arrivée à cet effet d'Hydra à Poros.

Dans cet état de choses MM. Lyons et Lalande appareillèrent pour Nauplie, afin d'en conférer avec Messieurs les résidents et avec le gouvernement grec. M. l'amiral Ricord resta sur les lieux, protégeant avec sa frégate et l'un de ses bricks la grande entrée du port, tandis que la petite passe était gardée par un second brick russe, le *Télémaque*.

Dans la soirée qui suivit le départ de MM. les com-

mandants Lyons et Lalande, une corvette venant d'Hydra tenta de pénétrer par la petite passe dans la rade. Le canot russe qui avait été détaché du brick afin d'avertir la corvette de se retirer, fut repoussé à coups de fusils. Aussitôt le fort de Poros, rendu par une lâche trahison aux insurgés, ainsi que la corvette Spetzia dont ils s'étaient emparés, tirèrent simultanément contre le Télémaque. Après un combat de près de deux heures la corvette Spetzia fut démâtée, et l'autre forcée de revenir sur ses pas.

Notre proclamation sous le numéro 4,154 a déjà instruit toutes les provinces de cet événement déplorable, du méfait qui l'a provoqué, et des vœux que nous devons former pour qu'il contribuât du moins à arrêter sur le bord du précipice les hommes que de perfides conseillers continuent à pousser dans les voies du crime.

Cependant, malgré la sanglante expérience que les Hydriotes réunis à Poros venaient de faire, ils paraissaient loin de vouloir renoncer à leurs projets insensés de résistance, ou à ceux plus insensés encore d'agression. En conséquence ils renouvelèrent l'équipage de la corvette Spetzia, renforcèrent d'autres bâtiments, demandèrent enfin des renforts à leur communauté.

M. l'amiral Ricord jugea dès lors nécessaire de les prévenir dans leurs desseins, en s'emparant des deux corvettes qui se trouvaient dans la baie du monastère. Le brick l'Ulysse reçut l'ordre d'exécuter cette commission, tandis que deux autres bricks canonneraient le fort. Le brick

l'Achille qui arrivait à l'instant même de Nauplie put seconder ces trois bâtimens. Quelques minutes suffirent pour faire sauter la corvette Spetzia, et l'autre baissa pavillon.

Ce résultat meurtrier frappa les Hydriotes de terreur. Serrés de près par les bâtimens de M. l'amiral Ricord et par les troupes du gouvernement, dont une partie occupaient déjà les hauteurs qui dominent la ville, ils commencèrent à désertir en masse leur poste. Le lendemain de la destruction de la corvette Spetzia, M. Miaoulis n'avait à bord de la frégate qu'une vingtaine d'hommes. D'autre part les habitants de Poros demandaient eux-mêmes avec instance que le gouverneur civil rentrât dans la ville accompagné de quelques centaines de soldats du corps régulier.

Nous ne saurions nous priver de la satisfaction de donner à cette occasion au général Nikitas et à M. le lieutenant Calergis, qui commandaient les troupes, ce premier témoignage de la reconnaissance que le gouvernement leur doit pour la fermeté, le zèle et le patriotisme, dont ils ont fait preuve dans l'accomplissement de la tâche difficile qui leur était prescrite.

M. Miaoulis, se voyant comme nous l'avons dit plus haut, successivement abandonné de tous les siens, fit savoir indirectement à M. l'amiral Ricord, par l'entremise du commandant du brick français le Grenadier qui était arrivé l'avant-veille à Poros, et par MM. Sactouris et Sahinis, qu'un premier mouvement hostile qui serait en-

trepris contre l'Hellas, il brûlerait ce bâtiment, ainsi que tous ceux qui étaient en son pouvoir.

La connaissance d'une détermination semblable, digne de la barbarie stupide des hommes qui l'avaient conçue, engagea M. l'amiral à donner sa parole qu'il suspendrait toute hostilité quelconque jusqu'à l'arrivée de ses collègues, dont il connaissait le départ de Nauplie, et qui ne tarderaient pas sans doute à se réunir à lui, pour mettre un terme à toute cette déplorable affaire.

On convint donc d'un arrangement, en vertu duquel les bateaux à vapeur et autres bâtiments nationaux devaient immédiatement être évacués par les Hydriotes. M. Miaoulis garderait la frégate avec cinquante hommes; enfin les troupes du gouvernement entreraient au nombre de 150 hommes dans la ville de Poros.

Ces dispositions étaient en partie arrêtées et mises à exécution dans la matinée du 1 (13) août. Tout semblait donc présager une suite aussi prompte et aussi satisfaisante que possible.

Voici dans quels termes s'exprimait quelques heures plus tard le brave Canaris, dans un rapport qu'il adressa à S. E. le président.

« Poros, 1 (13) août, dix heures et demie du matin.

« Miaoulis vient de livrer aux flammes la frégate Hellas et la corvette Hydra. Que l'auteur de cet acte de monstrueuse barbarie soit livré pour toujours à l'exécution. »

Les troupes ont occupé la ville, le fort et les bateaux à

vapeur qui existent encore. Dans ceux-ci, dans l'arsenal, dans les magasins, on a trouvé des mèches déjà apposées aux mines qui devaient faire de Poros un monceau de décombres; quelques instants seuls paraissent avoir manqué à Miaoulis et à ses complices pour achever cette œuvre de désolation.

Tel est l'exposé succinct mais fidèle des événements dont Poros a été le théâtre ces jours derniers. Toute expression par laquelle nous tâcherions de caractériser des faits semblables, resterait au-dessous de leur affreuse vérité et des sentiments de douleur qu'ils nous inspirent, et que partagera avec nous la nation entière.

Que les malheureux qui, après avoir violé leur parole, ont lâchement porté une main incendiaire sur notre marine nationale naissante, osent maintenant se proclamer, comme ils le faisaient naguère avec impudence, les défenseurs des habitants de l'Archipel, les champions de leurs droits lésés. L'infamie dont ils viennent de se couvrir démentira les plus crédules.

Comme si tout devait concourir à rendre la catastrophe du 1 (13) août plus révoltante, elle eut lieu au moment même où les commandants des stations anglaise et française étaient dans le voisinage de Poros, et portaient avec eux la déclaration dont ils étaient convenus avec le gouvernement grec, animés comme lui du ferme espoir que ce document mettrait un terme à l'effusion du sang, à la destruction, et peut-être aussi au funeste aveuglement des Hydriotes.

Nous publierons incessamment, ainsi que cette déclaration, les actes qui vous annonceront les mesures ultérieures que le gouvernement devra prendre.

Aux Hellènes.

Nauplie, $\frac{3}{15}$ août 1831.

Hellènes, Des motifs d'un ordre supérieur nous portent à hâter la convocation d'un congrès national. Nous ne vous indiquerons point ici ces motifs, mais vos représentants les connaîtront et en jugeront.

Les commissaires extraordinaires et les gouverneurs civils, en se conformant au décret du 4 mars 1829, sous le numéro 10,049, réuniront les assemblées électorales.

Celles-ci pourront, ou confirmer les députés qui ont siégé au congrès d'Argos en 1829, ou en élire de nouveaux dans le nombre et les proportions voulus par la loi.

Les députés plénipotentiaires doivent être rendus à Argos le 1 (13) septembre pour qu'il soit procédé, dans les formes usitées, à la reconnaissance des actes d'élection et de confirmation dont ils seront munis de la part des provinces.*

* Le président avait d'abord convoqué pour le mois d'octobre le congrès national auquel il désirait rendre compte de son administration. Il

A MM. les Présidents des Cours alliés.

Nauplie, $\frac{3}{15}$ août 1831.

Monsieur le résident, Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-jointe la copie de la proclamation par laquelle nous convoquons pour le 15 septembre le congrès national à Argos.

Ainsi que nous l'avons fait par notre office du . . . en vous envoyant notre circulaire du 11 (23), nous vous prions de même aujourd'hui, Monsieur le résident, de porter cet acte à la connaissance de votre cour.

Nous ne vous répétons pas encore une fois combien il est urgent que la conférence de Londres hâte la décision des questions relatives au sort de la Grèce.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Nauplie, $\frac{3}{15}$ août 1831.

Je m'empresse de vous faire part des événements fu-

espérait qu'à cette époque les décisions de l'alliance concernant le sort de la Grèce seraient définitivement arrêtées, et qu'il pourrait enfin déposer la responsabilité qui pesait sur lui. Les représentations des résidents de France et d'Angleterre lui firent rapprocher la convocation du congrès qu'il fixa au 15 septembre. Mais il n'eut pas la satisfaction de le voir assemblé.

nestes qui mettent la Grèce en deuil. La perte qu'elle vient de faire est immense. Dieu veuille qu'elle puisse un jour la réparer.

La circulaire ci-jointe renferme le précis exact de la catastrophe de Poros. Les faits parlent haut. Ils caractérisent assez les hommes qui en sont les auteurs.

Il est d'un grand intérêt pour l'honneur de la nation, que la conférence de Londres ait sous ses yeux, le plus tôt que faire se pourra, l'exposé que je vous transmets. Si j'en avais le temps, je m'acquitterais moi-même de ce devoir. Ne l'ayant pas, je vous charge de rédiger vous-même un mémoire d'après la teneur de la présente, et de l'accompagner des documents qui sont annexés à la circulaire, ainsi que de ceux que je joins ici.

Ceux sur lesquels je vous engage à fixer l'attention de LL. EE. Messieurs les plénipotentiaires, sont le rapport de Messieurs les commandants Lyons et Lalande, et les observations que je n'ai pas pu me dispenser de faire sur quelques points essentiels de ce même rapport.

Je n'ai pas voulu répéter dans mes notes les observations que j'ai articulées de vive voix à Messieurs les commandants, ainsi qu'à Messieurs les résidents, dans deux entretiens que j'ai eus avec eux ces jours derniers. Je crois cependant devoir les consigner ici pour que vous en fassiez usage.

Messieurs les résidents par des déclarations solennelles ont réprouvé les mouvements insurrectionnels qui venaient de se faire à Poros. Ils ont annoncé qu'à l'arrivée

de M. le baron de Rouen et de Messieurs les capitaines Lalande et Lyons, les chefs de ces mouvements seraient sans doute ramenés au devoir, si une première déclaration ne suffisait pas.

Le surlendemain parurent à la hauteur de Nauplie les frégates la Calypso et le Madagascar. Elles se dirigèrent immédiatement sur Poros, sans que Messieurs les commandants eussent pu s'aboucher préalablement, ni avec Messieurs les résidents ni avec moi, sur l'importante mission qu'ils allaient remplir. Arrivés sur les lieux, quelles mesures ont-ils prises pour ramener au devoir les chefs égarés? Ils ont traité avec eux sans fruit, et rien ne le prouve plus que le rapport dont je vous transmets la copie.

Pouvaient-ils, devaient-ils, traiter avec des hommes en révolte, admettre qu'ils pussent rejeter les moyens de salut qu'ils leur offraient, et puis quitter Poros pour venir conférer avec Messieurs les résidents et avec moi?

Quel but pouvait avoir cette conférence? Obtenir du gouvernement des concessions en faveur des Hydriotes, lesquels ne tendent à rien moins qu'à renverser l'ordre de choses provisoirement établi, que les Puissances alliées ont déclaré vouloir maintenir.

En posant ainsi la question, je n'ai pas laissé ignorer à Messieurs les commandants, que par le fait de leurs pourparlers avec les Hydriotes, ceux-ci se trouvaient jouir de l'appui moral qui devait être exclusivement prêté au gouvernement; que dans ce cas l'insurrection s'éten-

draît, et que le gouvernement devrait alors se retirer et se considérer comme non-responsable des conséquences.

Je leur ai démontré avec les documents à la main que les intrigants qui se sont réunis à Hydra ont essayé à plusieurs reprises, mais en vain, d'insurger l'armée et les provinces du Péloponèse et de la Grèce continentale; que leurs essais ont eu quelque succès dans l'Archipel, mais que dans les îles mêmes où ils ont pu séduire quelques aventuriers et les hommes timides, la grande majorité des citoyens honnêtes et paisibles ne cessent de m'envoyer des suppliques, par lesquelles ils invoquent l'assistance du gouvernement pour délivrer les îles des Hydriotes.

J'ai enfin prouvé à Messieurs les résidents et à Messieurs les commandants que je ne pouvais ni traiter avec l'insurrection, ni lui faire de concessions, sans trahir la confiance dont la nation m'honore.

En effet les provinces du Péloponèse et de la Grèce continentale ont répondu à ma circulaire en date du 11 (23) juillet, et elles s'expriment de manière à ne plus laisser de doute sur la haute improbation dont elles frappent les projets et les mouvements insurrectionnels des Hydriotes, ainsi que de la poignée d'hommes qui les dirigent. Ces adresses sont publiées à mesure que le gouvernement les reçoit. Ce qui prouve que les citoyens de chaque province ont été en pleine liberté d'exprimer leurs opinions et leurs vœux, c'est que j'ai également

reçu et fait publier les adresses du peu de citoyens de Calavrita, de Vonitza, de Patras, et de quelques étrangers qui se trouvent à Nauplie, lesquels semblent sympathiser avec les Hydriotes. Lorsque toutes les adresses avec leurs signatures auront été publiées, il sera aisé de voir de quel côté se trouve l'immense majorité.

L'ensemble de ces témoignages paraît avoir fait quelque impression sur l'esprit de Messieurs les commandants, et j'ose le croire, même sur celui de Messieurs les résidents. Je dois m'en flatter, en songeant qu'après quelques pourparlers nous sommes convenus de la déclaration que MM. Lalande et Lyons devaient aller faire encore une fois, et une dernière fois, à la communauté d'Hydra.

L'acte de lâcheté et de barbarie consommé à Poros le 1^{er} août, achève, j'espère, de convaincre ces messieurs que les Grecs dont ils ont aimé à s'entourer ont constamment surpris leur bonne foi. Ils leur avaient persuadé que toute la nation allait se lever pour soutenir le mouvement d'Hydra. Ils verront que toute la nation se lève pour flétrir ce mouvement et ceux qui en sont les coupables auteurs.

Le congrès national est convoqué pour le 15 septembre, et ses délibérations en offriront la preuve.

J'ignore quels autres désastres sont réservés à ce malheureux pays. Ceux qui me semblent les plus imminents sont la piraterie, la peste et le choléra-morbus.

Des forbans se sont déjà montrés au cap Sunium. Un

bâtiment arrivé de Constantinople à Spetzia, quoique ayant eu dans sa traversée un homme mort et un autre malade, a été admis immédiatement à la libre pratique, nulle autorité n'étant respectée à Spetzia, pas plus qu'à Hydra et à Syra.

En résumant ce déplorable état de choses dans votre mémoire, vous ne manquerez pas de demander avec instance de prompts remèdes à la conférence de Londres.

Vous devez répéter que, si elle avait daigné accueillir les vœux que j'ai pris la liberté de lui exprimer par votre entremise depuis le mois de janvier jusqu'à ce jour, les malheurs qui pèsent déjà sur la Grèce, ceux plus graves encore qui la menacent, auraient été prévenus.

Des instructions collectives aux résidents auraient découragé la clique; elles auraient fait plus : elles auraient préservé Messieurs les résidents de France et d'Angleterre des suggestions d'une poignée d'hommes qui n'ont rien à perdre en Grèce, et qui veulent, n'importe par quel moyen, s'emparer sinon du pouvoir, du moins de la direction des affaires.

J'ai sollicité des secours pécuniaires; ces secours ont été promis, mais je les attends encore.

J'ai encore insisté pour qu'on accélérât la décision des questions majeures desquelles dépend l'avenir de la Grèce; et au cas où une décision semblable serait impossible pour le moment, j'ai demandé que les cours alliées déclarassent d'une manière claire et positive leurs intentions quant au maintien de l'état provisoire. Vous n'igno-

rez pas dans quels termes M. Dawkins a été autorisé à me faire confidentiellement cette déclaration. Vous avez reçu la copie de la lettre que j'ai adressée à ce sujet à Milord Palmerston.

Aucune responsabilité ne pèse donc plus sur moi, et vous devez énoncer bien positivement cette vérité dans votre mémoire. Je ne me crois pas pour cela dispensé de remplir mes devoirs envers le pays, et je les remplirai.

Je vous charge par conséquent de demander à la conférence de Londres de munir d'instructions collectives tant Messieurs les résidents que Messieurs les commandants des stations alliées. Ces instructions doivent leur enjoindre de se concerter avec le gouvernement sur toutes les mesures qu'il est d'une flagrante urgence de prendre :

1°. Pour éteindre l'insurrection d'Hydra, et pour en préserver les autres îles de la mer Égée.

2°. Pour garantir de la piraterie la navigation et le commerce.

3°. Pour mettre le gouvernement à même de préserver la Grèce de l'irruption de la peste et du choléra-morbus.

Ces mesures résultent du principe déjà admis par Messieurs les commandants, savoir, qu'ils ne peuvent permettre la libre navigation qu'à ceux des bâtiments grecs qui sont munis de commissions ou de patentes de leur gouvernement.

Il serait à désirer que Messieurs les commandants fussent aussi autorisés à enlever à l'île d'Hydra, tant qu'elle reste en révolte, les bâtiments qu'elle arme en son port,

et à ne lui laisser que les embarcations qui sont nécessaires à son ravitaillement.

Si ces mesures avaient été mises à exécution depuis un mois, ainsi que j'en ai fait plusieurs fois la demande à Messieurs les commandants, nous n'aurions pas à déplorer aujourd'hui les scènes sanglantes de Poros, et le sombre avenir dont elles menacent la marine grecque.

Je vous engage à répéter encore une fois combien sont ardents et sincères les vœux que je forme, pour que les augustes cours alliées décident enfin les questions dont elles s'occupent, pour qu'elles procèdent au choix du prince souverain, et qu'elles me délivrent ainsi du fardeau dont les circonstances du dehors rendent tous les jours le poids plus insupportable.

Je ne ferai que vous accuser la réception de vos lettres du 23 (5) et du 27 (9) sous le numéro 24. Ai-je besoin de vous dire qu'au moment où je vous écris, la caisse publique contient à peine 30,000 francs?

Je ne doute pas du zèle et de l'habileté avec lesquels vous remplirez la commission importante dont je vous charge aujourd'hui.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Nauplie, $\frac{3}{15}$ août 1831.

Je joins ici, mon prince, deux pièces qui vous donnent

l'idée du plan révolutionnaire des Hydriotes, et des moyens qu'ils ont osé employer pour le mettre à exécution.

Je n'ai pas assez de secrétaires pour faire traduire ou copier un volume de documents, lesquels jettent un grand jour sur ces infâmes menées. Je vous en donne un court extrait.

Il résulte de ces documents que depuis quelques mois les directeurs de la société secrète avaient gagné les hygienomes de l'Archipel, chargés des fonctions de commissaires de la poste aux lettres. Ceux-ci envoyaient toute la correspondance du gouvernement avec ses employés dans l'Archipel aux directeurs d'Hydra. On retenait à Hydra les dépêches qui pouvaient éclairer les Grecs sur l'état des choses et sur les intérêts du gouvernement. On expédiait ceux que l'on pensait commenter pour rendre l'administration impopulaire. La gazette d'Hydra publiait les commentaires.

On a traduit l'article du *Globe*, qui parle de la prétendue alliance de la Russie avec la Porte. On a ajouté que la Russie s'est entendue avec le sultan pour faire du Péloponèse seul une principauté dont je serai l'hospodar. C'est en prenant la populace sur cette thèse, qu'on a révolutionné Syra et quelques autres îles de la mer Égée. Le gouverneur de Syra a trahi ses devoirs. On prétend que les Hydriotes l'ont bien payé pour cela.

Ce qui a donné de la force à cette coupable entreprise, c'est que nos meneurs ont annoncé publiquement et par

leur correspondance, que la France et l'Angleterre ne se mêleront pas des affaires intérieures, et qu'elles ne peuvent pas improuver des mouvements semblables à ceux qui caractérisent la grande semaine de Paris de l'année dernière et ses conséquences en Belgique et ailleurs. Ils ont ajouté que la Russie sera forcée de suivre la même ligne de conduite.

L'attitude prise par Messieurs les résidents de France et d'Angleterre, celle des commandants des deux stations, les rapports d'intimité que les uns et les autres ont toujours entretenus et entretiennent avec les chefs de la révolte, tout cela a fait des prosélytes aux coryphées d'Hydra, et notamment à Mavrocordatos qui en est le principal.

Ce qui nous a sauvés pour le moment, c'est la fermeté avec laquelle l'amiral Ricord a rempli les ordres de sa cour. On a fait tout au monde pour l'intimider et pour le paralyser. Il a tenu ferme, et Miaoulis est resté presque seul à Poros; il se serait retiré sans incendier nos bâtiments, si des conseils perfides ne lui avaient fait envisager sa retraite sans incendie comme un acte de lâcheté.

Bref, on a voulu priver le pauvre état Grec de sa frégate, de deux corvettes, de deux bateaux à vapeur, et de tout le matériel de sa marine. On a voulu mettre le gouvernement dans l'impossibilité de se faire respecter dans l'Archipel.

Ces lignes et les événements vous expliqueront où trouver la source de tant de perfidies, et leur but véritable.

Est-ce que les mille bâtimens marchands grecs, qui ont passé par le Bosphore dans la première année de notre restauration (et quelle restauration) n'en sont pas une des causes? Je ne vous développe pas cette observation, mais elle vous frappera sans doute.

J'ai dit : Grâce à la fermeté inébranlable de l'amiral Ricord. Supposez-le en effet quittant Poros avec ses collègues, et y laissant Miaoulis maître de diriger où bon lui semblait les bâtimens armés, la révolution des côtes du Péloponèse et celle de la Grèce continentale était toute prête, et allait éclater. Elle n'aurait pas fait de progrès, mais la guerre civile en eût été la conséquence funeste.

Admettons que Miaoulis eût promis aux commandans des stations alliées qu'il ne ferait pas sortir les bâtimens qu'il avait enlevés ; mais d'autres seraient sortis d'Hydra, comme en effet deux allèrent, l'un à Salamine portant Karatassos, l'autre à Cranidi portant d'autres intrigants.

Quand même nul bâtiment insurgé ne fût sorti ni de Poros ni d'Hydra, il n'est pas moins vrai que les insurgés auraient acquis aux yeux de la nation le caractère d'un pouvoir légitime, lequel traite d'égal à égal avec le gouvernement par la médiation des commandans des cours alliées.

Quelle eût été l'impression de ce fait dans l'esprit des Grecs? et quelles en auraient été les conséquences? Les Grecs auraient pensé que c'est à l'insurrection que les sou-

verains alliés donnent leur appui moral. Dès lors quel moyen aurait pu faire respecter l'état des choses, que d'autre part les Puissances veulent maintenir? •

Je dicte à la hâte ces observations, et je vous engage à en faire bon usage.

À M. le Chevalier Eynard, à Genève.

Nauplie, $\frac{3}{15}$ août 1831.

Je vous écris, mon cher Eynard, ces lignes pour vous donner signe de vie, et pour vous prier de rabattre les neuf dixièmes de toutes les nouvelles que l'on vous donnera sur notre situation. Elle n'est nullement bonne, mais elle pourrait être plus mauvaise.

Des Hydriotes, menés par nos faiseurs de grandes semaines, se sont mis en révolte, avec la prétention de se faire suivre par l'Archipel, et puis par les provinces du Péloponèse et de la Grèce continentale. Ils n'ont réussi qu'à faire brûler par Miaoulis la seule frégate que nous avions et une corvette.

Cette catastrophe et toutes ses circonstances menacent d'anéantir notre marine et notre commerce. Je fais tout ce qui peut dépendre de moi pour prévenir cette grande calamité.

Je suis toujours sans aucun secours pécuniaire, et très-peu aidé par l'alliance sous tous les rapports; néanmoins

je ne me décourage pas, puisque je sais que Dieu est avec nous.

Vous ne serez pas étonné si dans ce moment je ne réponds pas à votre lettre du 20 mai de Florence.

A M. le Contre-amiral Lalande.

Nauplie, $\frac{5}{17}$ août 1831.

L'inspecteur des troupes légères cantonnées dans la Grèce orientale vient d'annoncer au secrétaire pour la guerre en date du 1 (13) du courant de Talandi :

« Que dans la soirée du même jour, le brick l'Antizilos (l'Émule) avait quitté sa station devant les magasins de Talandi, emportant à son bord la caisse militaire qui renfermait 25,000 phénix, et que ce brick avait, dit-on, reçu de Miaoulis l'ordre de se rendre immédiatement à Poros. »

Ce fait vous prouvera encore une fois, Monsieur le commandant, que les plans insurrectionnels des Hydriotes ne se bornent pas à l'Archipel, mais que leurs efforts tendent surtout à mettre en pleine révolte l'armée. Or ils se flattent d'y réussir, s'ils parviennent à enlever au gouvernement les pauvres ressources au moyen desquelles il peut payer ses soldats.

Les termes de la déclaration dont, conjointement avec Messieurs vos collègues, vous avez bien voulu convenir

avec le gouvernement grec, sont trop positifs pour que je développe ici toutes les considérations qui me portent à vous prier avec instance de prendre des mesures aussi promptes que faire se pourra, dans le but d'obtenir des Hydriotes la restitution immédiate du bâtiment et de l'argent tombés en leur pouvoir par la lâche défection du capitaine de l'Émule.

Il vous plaira sans doute de faire part de cette demande à M. le commandant Lyons, et je communiquerai moi-même le contenu de la présente à M. l'amiral Ricord.

J'attends une réponse favorable de votre part.

A M. le Commandant Lalande.

Nauplie, $\frac{8}{20}$ août 1831.

J'ai l'honneur de vous remercier des informations que vous voulez bien me transmettre par votre lettre de ce jour.

J'aime à espérer que la surveillance que vos bricks exercent dans les parages d'Hydra, garantira l'Archipel de nouveaux désastres. Je vais adresser à Messieurs les résidents un rapport que je viens de recevoir de la part du gouverneur de Tinos, en date du 31 juillet (vieux style).

Il y est dit qu'une goëlette hydriote a conduit dans l'île d'Andros des commissaires chargés de changer le

personnel de l'administration. Ils se sont acquittés de cette mission en renvoyant le gouverneur, et en le faisant remplacer par un Hydriote.

Ils ont accompli ce nouvel attentat en substituant au pavillon national celui de France.

J'envoie à Messieurs les résidents la traduction exacte du rapport en question, et je les prie de prendre en considération les faits graves qu'il annonce.

La circulaire sur laquelle vous avez bien voulu me communiquer quelques observations, est le résumé fidèle de tous les rapports que j'ai reçus de la part des autorités civiles et militaires qui se trouvaient à Poros.

Comme les conventions dont la circulaire fait mention, n'ont pu être que le résultat des pourparlers qui ont eu lieu par l'intermédiaire de trois ou de quatre personnes, il se peut bien qu'on m'ait annoncé comme définitivement arrêté et acquitté, ce qui paraissait être dans le vœu de toutes les parties intervenantes.

Ce qui est avéré et positif, c'est que M. l'amiral Ricord a donné par écrit à M. Miaoulis l'assurance qu'il garderait le *statu quo* jusqu'à votre arrivée et jusqu'à celle de M. Lyons, et ce fait suppose, ce me semble, une proposition de la part de M. Miaoulis.

Quoi qu'il en soit, et de quelque manière qu'on envisage les circonstances dont il s'agit, elles ne peuvent dans aucun cas rendre moins odieuse et moins coupable la conduite des Hydriotes à Poros.

Je vous remercie de nouveau, Monsieur le comman-

dant, de l'empressement avec lequel il vous plaît de me faire part de vos informations.

A MM. les Résidents des Cours alliées.

Nauplie, $\frac{8}{20}$ août 1831.

Monsieur le résident, Nous ne saurions nous dispenser de porter à votre connaissance le rapport que vient de nous adresser Monsieur le gouverneur de Tinos.

Les faits dont il rend compte nous semblent de nature à mériter votre attention. Ils nous prouvent encore une fois quels sont les moyens dont se servent les hommes de malheur réunis à Hydra, pour révolutionner les îles de la mer Égée.

Il vous plaira peut-être, conjointement avec vos collègues, de prendre en considération le nouvel attentat commis à Andros, et d'offrir au gouvernement les moyens qui sont en votre pouvoir pour démontrer aux paisibles habitants de l'Archipel que l'insulte faite au pavillon français ne saurait être tolérée ni par Monsieur le résident de France, ni par M. le commandant Lalande.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Nauplie, $\frac{13}{25}$ août 1831.

C'est par la voie d'Ancône que je vous ai envoyé, mon prince, mes lettres en date du 3 (15) août. Je les ai accompagnées de beaucoup de documents. Je joins ici la suite; et pour mettre à votre disposition les adresses de l'armée et de la marine, je joins aussi la gazette grecque, laquelle vient de publier ces pièces.

Vous verrez que la nation tout entière réprouve hautement les attentats de Poros, et qu'elle demande au gouvernement la punition exemplaire des auteurs et des promoteurs. Le ministère de la justice s'occupe d'un rapport qui sera publié, et par lequel le gouvernement sera fondé à appeler devant la cour destinée aux crimes de haute trahison les chefs de la révolte.

Ce qui me fait le plus de peine dans ces graves circonstances, c'est que ces hommes de malheur semblent tous les jours plus encouragés à ne pas se désister de leurs coupables desseins. Quoique surveillés par un brick français qui défend la sortie d'Hydra à tout bâtiment armé, quoique M. l'amiral Ricord soit à la poursuite de deux bricks hydriotes qui s'étaient échappés avant l'établissement de la croisière, les meneurs ne renoncent pas à la tâche de faire des complices.

Ils ont envoyé et ils envoient par des voies détournées

des émissaires partout où ils espèrent pouvoir gagner des prosélytes. En tout dernier lieu ils en ont envoyé à Liméni, et tâchent en même temps de débaucher les équipages des petits bâtiments grecs qui veillent sur les côtes du Magne afin de préserver la navigation de la piraterie. J'ignore s'ils ont complètement réussi à attirer à Hydra deux de ces bâtiments.

Autant que je puis en juger, notre situation est toujours critique, à raison de la persévérance de nos révolutionnaires et des circonstances extérieures qui la motivent. Je dis des circonstances, pour ne pas dire davantage. Si, comme M. l'amiral Ricord et M. le baron Rukmann, Messieurs les commandants des stations alliées et MM. de Rouen et Dawkins se prononçaient et agissaient d'une manière positive, nul doute que des hommes égarés n'eussent déjà fait un retour sur la route de l'honneur et du devoir; nul doute aussi que les principaux auteurs de cette funeste parodie révolutionnaire n'eussent demandé grâce et pardon.

Quoi qu'il en soit, le temps nous dévoilera ce mystère. Espérons que ce sera sous peu de jours. Sans cela je ne puis pas vous dire ce qui adviendra de ce malheureux pays.

Je vous ai recommandé par mes lettres du 3 (15) août de présenter un mémoire à la conférence de Londres; et dans la ferme conviction que vous avez déjà rempli cette tâche, je vous engage aujourd'hui à faire l'extrait des documents que je vous envoie, à les accompagner avec les observa-

tions que je viens de vous tracer à la hâte, et à envoyer le tout à LL. EE. Messieurs les plénipotentiaires, afin qu'ils ne jugent pas de la situation actuelle de la Grèce sans avoir pleine connaissance de toutes choses.

Comme si ce n'était pas assez des entreprises révolutionnaires des Hydriotes pour paralyser le gouvernement, j'ai tous les jours à lutter avec quelques-uns des officiers supérieurs français au service de l'état. L'un d'eux, le commandant de l'artillerie et directeur de l'école centrale militaire, M. ***, capitaine français et lieutenant-colonel au service de la Grèce, a mis le comble à ses égarements contre le gouvernement qu'il prétendait servir. Dans ses relations sociales, et qui plus est envers les officiers sous ses ordres, M. *** n'a cessé, surtout dans ces derniers temps, de saisir toutes les occasions pour déverser du blâme et du mépris sur tous les actes du gouvernement. Désirant conserver cet officier au service à raison de ses capacités et de son mérite réel, j'ai fait tout ce qui a pu dépendre de moi pour le ramener à d'autres sentiments et à une conduite plus analogue à ses devoirs. J'ai demandé pour lui des faveurs de la part de son gouvernement, et j'ai pris la liberté d'en écrire dans le temps à Monsieur le maréchal duc de Dalmatic.

Lorsqu'en janvier et février il a itérativement demandé sa démission pour des démêlés qu'il avait avec M. le général Gérard, directeur du corps régulier, et avec M. Pourchet, directeur du matériel de l'artillerie, je me suis interposé, et j'ai tâché, grâce aussi à l'intervention de

Monsieur le commandant de l'artillerie française, de ne pas donner suite aux demandes de M. *** et de le faire rester à sa place. Mais connaissant par une pénible expérience combien il était important de mettre un frein au caractère de cet officier, je me suis bien gardé de faire donner aucune réponse à ses demandes de démission.

Les funestes événements d'Hydra et de Poros excitèrent ses sympathies au point qu'il ne sut pas se contenir. Sa correspondance avec Monsieur le secrétaire pour la guerre dans la moindre petite affaire devint inadmissible à raison, non de l'inconvenance, mais de l'injure.

S'il se permettait de manquer au gouvernement par ses lettres, jugez de ce qui en était de son langage envers des élèves dont il devait diriger l'éducation, envers des officiers qu'il devait former à la discipline. Il n'y avait pas de jour où je ne fusse accablé de plaintes et de récriminations de la part des officiers grecs qui ne toléraient pas de voir le gouvernement méprisé en public par cet officier supérieur.

Tous les efforts que j'ai faits, en appelant auprès de moi M. *** et en le priant de se modérer, ont été inutiles.

Il ne me restait donc qu'à accepter aujourd'hui la demande de démission qu'il m'avait adressée en janvier.

Avant d'arrêter cette mesure, j'en ai prévenu le général Gérard. M. ***, pour me faire changer de détermination, m'a adressé une lettre dont je joins ici copie. Ce document me dispense d'y joindre une foule d'autres, qui tous caractérisent assez l'homme.

Si au moment de demander au gouvernement une faveur, M. *** ne sait que l'insulter grossièrement, jugez de quelle manière il se comporte dans ses relations journalières avec Monsieur le secrétaire pour la guerre.

Je joins ici une lettre que j'adresse à S. E. le duc de Dalmatie, pour lui faire part en peu de mots des motifs qui m'ont forcé à accorder aujourd'hui à M. *** sa démission du service de la Grèce. Je prie Monsieur le maréchal de vous donner audience pour que vous puissiez l'entretenir plus en détail de cette affaire désagréable.

Les officiers français qui, comme M. Pourchet, remplissent avec zèle leurs devoirs, et qui font profession de sentiments honorables, sont chéris par le gouvernement, et il se félicite toutes les fois qu'il peut saisir une occasion de leur témoigner sa confiance et sa gratitude.

En désirant pacifier le commandant de l'artillerie et le directeur de l'école centrale militaire, j'ai confié distinctement la direction du matériel de l'artillerie à M. Pourchet, en le plaçant, ainsi qu'il l'a désiré, de manière à ce qu'il n'ait de relations directes qu'avec le secrétaire pour la guerre.

Vous pouvez donner à Monsieur le duc de Dalmatie l'assurance que c'est pour prévenir le désordre qui allait avoir lieu, tant dans le bataillon d'artillerie que dans l'école centrale, que j'ai dû dispenser M. *** de continuer ses services à la Grèce.

Je suis loin de vouloir faire pour cela du tort à la carrière que cet officier peut faire en France dans une autre

position, placé sous les ordres de chefs qui savent et qui peuvent maintenir leurs subordonnés dans le devoir, M. ***, par ses capacités qui semblent incontestables, servira encore la France avec distinction.

Si, comme je l'espère, Monsieur le maréchal duc de Dalmatie vous accorde un entretien, veuillez lui faire part de toutes ces observations et mettre sous ses yeux la copie de la lettre de M. *** que je vous envoie.

A M. le Commandant Lalande.

Nauplie, $\frac{14}{26}$ août 1831.

Ce n'est point un seul bâtiment qui est sorti d'Hydra, mais trois. L'Antizilos, et une autre goëlette bien armée qui portait à son bord Karatassos. Cette expédition a pour but, à ce qu'on prétend, la Grèce orientale; c'est donc vers Salamine ou vers Talandi qu'elle se dirige.

Un brick connu sous le nom de *Vieux-Sactouris* est parti aussi, et celui-là paraît destiné à rallier sous ses ordres les petits bâtiments du gouvernement qui gardaient la côte du Magne, et à l'égard desquels j'ai eu l'honneur de vous écrire avant-hier.

Ces informations me sont arrivées hier au soir. C'est M. Tzamados, président du sénat, qui les a recueillies lui-même d'un homme de sa confiance arrivé d'Hydra.

Les intrigants accréditent ces phrases de révolution et

de malheur, parce que dans leurs entreprises ils ne rencontrent aucun obstacle réel, ni de votre part, Monsieur le commandant, ni de la part de M. Lyons. Ces hommes s'en vantent, et cela se conçoit, parce que sans la ressource de cette séduction leur procès serait perdu sans retour.

Ces gens poussent l'audace au point d'ébruiter qu'ils préparent une nouvelle expédition pour aller brûler ce qui reste de matériel à Poros.

Dans cet état de choses permettez-moi, Monsieur le commandant, de vous demander ce que vous en pensez, et ce que vous pouvez faire pour aider le gouvernement à arrêter le mal dans sa source.

Je vais faire la même demande à Monsieur l'amiral Ricord qui est arrivé ici depuis hier matin. Il s'est borné dans sa course devant Syra, à séquestrer dans cette île le brick de Miaoulis.

Du moment que vous me déclarerez qu'il n'est pas en votre pouvoir de faire respecter aux Hydriotes les injonctions que vous leur avez faites itérativement, je verrai alors quelles sont les mesures générales que le gouvernement devra prendre pour garantir le pays du désordre et du brigandage, dont ces hommes le menacent.

Je vous supplie de me faire l'honneur d'un mot de réponse; le temps presse, et la responsabilité pèse sur moi.

*A M. le Baron Rukmann, Résident
de Russie.*

Nauplie, $\frac{19}{31}$ août 1831.

Le gouvernement est assuré que par vos rapports le ministère impérial a été déjà informé de tout ce que la Grèce doit à la persévérance avec laquelle M. le contre-amiral Ricord a su mettre un frein aux entreprises révolutionnaires des Hydriotes. Néanmoins il est de notre devoir de vous prier de mettre sous les yeux de votre auguste souverain les vœux que nous formons pour qu'il daigne apprécier la haute importance des services que M. l'amiral a rendus dans ces graves circonstances.

Pénétré de l'esprit des instructions dont il était muni, il sut reconnaître les devoirs qu'il avait à remplir dans un moment où le gouvernement lui demandait d'arrêter par sa présence à Poros les mouvements insurrectionnels des Hydriotes qui s'étaient emparés des bâtiments et de l'arsenal de l'état.

Messieurs les résidents des cours alliées réprouvèrent alors par une déclaration solennelle ces mouvements. Ils promirent même la coopération des commandants des stations navales, afin de ramener à l'ordre les hommes égarés.

Messieurs les commandants des stations anglaise et française se rendirent en effet à Poros; mais les rapports qu'ils

adressèrent à leurs chefs respectifs en cette occasion, signalèrent assez le point de vue sous lequel ils croyaient devoir envisager la révolte des Hydriotes. Ils traitèrent avec ceux qui en étaient les chefs; et par cette démarche ils les encouragèrent, involontairement sans doute, à persévérer dans leurs coupables desseins, et à commettre tous les attentats que nous déplorons maintenant.

N'ayant obtenu aucun résultat conforme à la déclaration de Messieurs les résidents, MM. Lalande et Lyons engagèrent M. l'amiral Ricord à quitter Poros et à se joindre à eux pour se rendre à Nauplie. Si Monsieur l'amiral avait adhéré à cette proposition, la révolte aurait eu aux yeux du pays la sanction pleine et unanime des commandants des stations alliées. Les conséquences étaient faciles à prévoir.

Pendant Monsieur l'amiral demeura à son poste. Par sa présence il encouragea une grande partie des habitants de Poros et des côtes voisines du Péloponèse à rejeter les perfides insinuations des Hydriotes. Il fit plus: il donna des secours et de sages conseils à nos troupes et aux marins qui étaient restés fidèles à leur gouvernement.

Les hostilités que Miaoulis eut la coupable audace de commencer contre les bâtiments de guerre sous les ordres de Monsieur l'amiral, l'expédition que la communauté d'Hydra fit de deux bâtiments armés, l'un à Salamine, l'autre à Cranidi, dans le but de soulever l'armée et les provinces, sont autant de faits qui se sont passés sous les yeux de Monsieur l'amiral.

A quels excès ces hommes de malheur ne se fussent-ils pas livrés, si Monsieur l'amiral, en suivant les conseils de MM. Lyons et Lalande, eût quitté Poros pour se rendre à Nauplie? Les Hydriotes n'auraient eu de succès ni dans la Grèce continentale, ni dans le Péloponèse; mais les habitants auraient été contraints de prendre les armes. Le désordre, la confusion et la violence, auraient dû prévaloir dans des provinces qui jouissent de la plus complète tranquillité, et qui respectent et affectionnent leur gouvernement.

L'amiral Ricord, auquel la Grèce doit le bienfait de s'être préservée jusqu'ici de la contagion révolutionnaire, continue encore aujourd'hui à aider puissamment le gouvernement dans la grande tâche de rendre impossibles les communications que les révoltés s'efforcent de conserver ou d'établir avec l'Archipel, avec Sparte, et avec la Grèce orientale.

Cette persévérance de leur part serait inconcevable, si les déclarations réitérées que Messieurs les commandants des stations anglaise et française leur ont faites avaient eu une suite réelle. Elles n'en ont eu aucune.

En effet, quoiqu'un brick français se soit placé en croisière devant Hydra, quatre bâtiments armés ont échappé à sa surveillance, et se sont rendus à Salamine, ayant à leur bord Karatassos et quelques autres émissaires qui lui ressemblent. Un autre brick a éludé avec la même facilité la croisière française, et s'est porté dans les parages du Magne, pour enlever les bâtiments légers que le gouverne-

nement tient en station, et pour pousser encore à la révolte les hommes de Liméni, que nous étions sur le point voir rentrer dans la voie de l'honneur et du devoir.

Il ne nous appartient pas d'approfondir les intentions de Messieurs les commandants des stations anglaise et française. Nous nous bornons à signaler les faits. Nous devons par conséquent reconnaître que si Monsieur l'amiral avait partagé la manière de voir et d'agir de Messieurs ses collègues, à cette heure l'anarchie aurait envahi toute la Grèce, tandis que maintenant, grâce à la noble et loyale conduite de M. l'amiral Ricord, grâce à l'infatigable activité des officiers sous ses ordres, la Grèce, à l'exception d'Hydra et de quelques îles de la mer Égée, est encore tranquille, et se montre plus que jamais résolue à maintenir l'ordre actuel des choses, jusqu'au moment où elle connaîtra les décisions des augustes Puissances alliées.

Ce court mais véridique exposé des faits, à l'égard desquels nous n'hésitons pas, Monsieur le baron, à invoquer votre propre témoignage, nous semble assez caractériser l'importance des services que M. l'amiral Ricord rend dans ce moment à la Grèce, et nous osons le dire aux Puissances alliées mêmes.

Nous aimons à espérer que S. M. I. daignera les prendre en considération, et qu'il lui plaira d'honorer de son auguste suffrage la conduite de M. l'amiral.

Nous oserons ajouter que nous regarderions comme un nouveau bienfait de S. M. I. envers ce pays, les mar-

ques de bienveillance qu'elle daignerait à cette occasion accorder à l'amiral et aux officiers qui se sont distingués.

Pour notre part, nous ne pouvons nous acquitter de la dette de reconnaissance que la Grèce a contractée envers eux, que par cette demande. Nous nous en acquitterons en vous priant, Monsieur le baron, de mettre la présente lettre sous les yeux de S. M. I.

*A MM. les Représentants d'Angleterre,
de France & de Prusse, composant la
Conférence de Londres pour les Affaires
de la Grèce.*

Nauplie, $\frac{24 \text{ août}}{5 \text{ septembre}}$ 1831.

Le gouvernement provisoire de la Grèce a chargé M. le prince Soutzos de présenter à Vos Excellences l'exposé des événements déplorables qui ont menacé en dernier lieu, et qui peuvent menacer encore, la Grèce des horreurs de l'anarchie.

Nous nous acquittons nous-mêmes aujourd'hui de ce devoir, à raison des circonstances qui nous semblent aggraver de plus en plus la situation du pays, et rendre par conséquent plus urgente la nécessité d'un prompt remède. Il ne peut appartenir qu'à la conférence de Lon-

dres d'en adopter un, et d'en faire l'application la plus immédiate.

Nous n'abuserons pas de l'indulgente attention de Vos Excellences, en détaillant encore une fois les faits qui caractérisent les projets révolutionnaires de quelques hommes réunis à Hydra, ni ceux qui constituent les attentats de Poros. M. le prince Soutzos doit les avoir mis sous vos yeux, et Messieurs les commandants des stations navales en Grèce les auront sans doute portés aussi à votre connaissance.

Cependant ayant désormais la certitude que ces faits sont appréciés sous des points de vue divers, tant par Messieurs les résidents que par Messieurs les commandants, nous sommes dans l'obligation de les présenter sous le jour qui nous semble le véritable. Vos Excellences en jugeront.

Depuis bien longtemps la tendance à l'opposition et à la mutinerie avait prévalu dans l'esprit borné, mais orgueilleux, des primats d'Hydra. Encouragés par l'astuce et l'artifice de quelques Grecs étrangers au pays, mais non aux calamités dont il a failli être la victime durant la guerre, les primats d'Hydra commencèrent par méconnaître dans leur île l'autorité des fonctionnaires du gouvernement.

Les grands événements qui eurent lieu en France dans le courant du mois de juillet 1830, ceux qui finirent par faire de la Belgique un état indépendant, ceux enfin qui accumulent malheurs sur malheurs dans d'autres

contrées de l'Europe, fournirent tant de moyens de séduction aux meneurs, qu'ils parvinrent à frapper de vertige les hommes les plus sensés et les plus considérés parmi les Hydriotes.

Ne nous faisant pas illusion sur la nature et le but de ces menées, ni sur les circonstances qui les favorisent, nous sollicitâmes itérativement Vos Excellences par l'entremise de M. le prince Soutzos de vouloir munir Messieurs les résidents d'instructions collectives, au moyen desquelles ils pussent d'un commun accord déclarer au gouvernement provisoire les intentions de l'alliance.

Ces instructions furent données; mais ne résultant pas d'un acte de la conférence, n'étant pas collectives, elles ne pouvaient mettre Messieurs les résidents en mesures de ramener au devoir par leur influence les hommes qui travaillent à révolutionner la Grèce.

Nous n'avons cessé de demander aussi quelques subsides. En les obtenant par un acte de la conférence de Londres, le gouvernement aurait pu non-seulement satisfaire les besoins les plus pressants de l'administration, mais il aurait en même temps désabusé les citoyens honorables d'Hydra, auxquels les perfides conseillers faisaient et font croire encore que le gouvernement actuel manque de l'appui réel des Puissances alliées, et que celles-ci approuvent tacitement les mouvements qui tendent à changer l'ordre de choses établi en Grèce. Ces illusions se seraient dissipées à l'aspect seul des secours donnés par les trois cabinets à compte de l'emprunt.

Rien ne prouve davantage l'insuffisance des déclarations que Messieurs les résidents ont données en date du 20 juillet (1 août) pour engager les Hydriotes à se retirer de Poros, que les vains efforts faits par MM. les capitaines Lyons et Lalande pour atteindre ce même but.

Il y a plus : à en juger par les résultats, il paraîtrait que ces efforts n'ont abouti qu'à exalter davantage les chefs de la révolte. Ils se sont crus en droit de se considérer comme un pouvoir véritable, lequel, par le fait des négociations entamées avec eux, se trouvait placé au moins sur la même ligne que le gouvernement provisoire. Dès lors la stupide arrogance des hommes d'action et la malveillance de leurs conseillers n'ont plus connu de bornes.

Les attentats consommés à Poros nous en donnent la douloureuse conviction.

Après la catastrophe du 1 (13) août, Messieurs les commandants ont réitéré encore leur déclaration ; M. Lalande a établi une croisière devant Hydra.

Ni la déclaration, ni la croisière confiée au brick le *Palinure*, n'ont empêché les auteurs de la révolution de faire sortir du port bloqué des bâtiments armés en guerre, et de les expédier dans les îles de l'Archipel, dans les parages de la Grèce orientale, dans ceux du Magne, et partout où ils se berçaient de l'espoir d'exciter les habitants à la révolte, de susciter au gouvernement des embarras, et pour le moins de le contraindre à des dépenses qu'il est dans l'impossibilité de faire.

Ces hommes veulent paralyser et renverser l'adminis-

tration actuelle, ou en d'autres termes le gouvernement.

En déployant l'étendard insurrectionnel, ils ont proclamé vouloir délivrer la nation d'un gouvernement arbitraire, et lui procurer les bienfaits d'un ordre constitutionnel. C'est sous ce drapeau qu'ils se sont flattés de pouvoir rallier de nombreux partisans.

Pour mieux réussir ils ont institué une société secrète, appelée la société *de la force* sous les auspices d'Hercule. Les coryphées de la société, en promettant de donner à l'état un ordre constitutionnel, promettent aux initiés des places, des emplois, des grades.

Il y a de quoi attirer dans leur système tous les ambitieux, tous les mécontents, tous les aventuriers. Cependant ni la prétendue constitution, ni la société secrète avec ses promesses, ni la protection de la part de l'Angleterre et de la France, que les chefs ont l'audace d'annoncer comme leur étant garantie, rien n'a pu ébranler la nation.

Toutes les provinces du Péloponèse et de la Grèce continentale, plusieurs des îles de l'Archipel, se sont prononcées et se prononcent tous les jours davantage, en improuvant la révolte d'Hydra, et en demandant au gouvernement de venger la nation, en prenant des mesures sévères contre les auteurs de tant d'attentats.

L'île de Syra a subi le joug révolutionnaire; quelques autres communautés des îles de la mer Égée ont feint de s'y soumettre, redoutant la présence des bâtiments hydriotes.

A l'exception des catholiques qui sont les véritables habitants, l'île de Syra s'est peuplée durant la guerre de tous les Grecs sans feu ni lieu, et de tous ceux qui, n'importe par quel moyen, tâchent de faire fortune. Ces derniers ont réussi dans ce but, lors du débarquement d'Ibrahim-Pacha en Morée, en devenant les fournisseurs des flottes turques, en prenant part à la piraterie et à la fabrication de la fausse monnaie, enfin en se livrant à toutes sortes d'opérations ou d'actes coupables.

Ces Grecs redoutaient toujours la justice d'un gouvernement, et quelques-uns d'entre eux se trouvant à la veille de manquer à leurs engagements envers d'autres honnêtes négociants de l'étranger, se sont associés aux coryphées de la révolte, et l'ont provoquée à Syra, pour se soustraire à la rigueur de la loi.

Nous ne joindrons pas ici la série des documents qui démontrent jusqu'à la dernière évidence la vérité des faits que nous venons de résumer.

Toutes les fois que dans nos entretiens avec Messieurs les résidents de France et d'Angleterre, et avec Messieurs les commandants des forces navales de ces deux Puissances, nous avons présenté ces faits sous ce point de vue, en appelant à leur propre opinion, nous n'avons pas eu lieu de nous apercevoir qu'ils en eussent une différente, mais nous ne pouvons non plus affirmer qu'ils partageassent la nôtre.

Néanmoins d'autres indices nous donnent la pénible persuasion qu'à leurs yeux la révolte n'est que de l'op-

position. Ils ont pensé et pensent peut-être encore, que la nation tout entière se serait prononcée pour le système d'Hydra, si l'action du gouvernement ne retenait forcément dans l'obéissance les provinces du Péloponèse et de la Grèce continentale.

L'expérience devrait cependant avoir éclairé à ce sujet Messieurs les résidents et Messieurs les commandants. Plus les Hydriotes et le peu de Grecs ou d'étrangers qui les secondent, ont fait d'efforts pour se procurer des adhérents dans les provinces, et plus la nation a prouvé par sa conduite et par son langage qu'elle repousse leurs insinuations, leurs projets, et que fidèle à ses véritables intérêts elle veut l'être aussi à son gouvernement provisoire.

Quels sont les moyens dont le gouvernement s'est servi pour empêcher que la nation ne s'associât aux Hydriotes et à leurs combinaisons? Il n'y en a assurément pas dans ce pays de plus puissant que celui-ci de l'argent. Les fonds sont épuisés. La caisse publique ne contient que 30 ou 40,000 francs. L'armée n'a pas été soldée, et les employés civils manquent de leur traitement depuis trois mois.

Cependant c'est l'armée, ce sont les employés civils, ce sont les habitants en masse, qui ont rejeté le fusil à la main les apôtres de révolution, que nos soi-disant constitutionnels leur ont envoyés à plusieurs reprises dans le courant de ces derniers mois.

Si l'on veut apprécier ce fait, on n'a qu'à considérer

quels sont les hommes qui dirigent le mouvement révolutionnaire. Ce sont les mêmes qui ont entraîné la nation au bord du tombeau durant les huit années de la lutte contre les Turcs, contre la guerre civile et l'anarchie. Le foyer où ils se sont concentrés est l'île d'Hydra. Or quand même les antécédents leur seraient moins défavorables, il suffit qu'ils comptent sur l'influence et sur les moyens de cette île, pour que le Péloponèse et la Grèce continentale les abjurent et les réprouvent.

Les antipathies, nous dirons presque les haines naturelles qui divisent les hommes de ces parties de la Grèce, s'accroissent aussi de la dissemblance, si ce n'est de l'opposition des intérêts respectifs, tels que ces hommes les entendent.

Une autre cause plus puissante encore a préservé l'immense majorité des Grecs de la contagion révolutionnaire. C'est la crainte fondée de perdre au milieu de nouvelles secousses la prospérité matérielle qu'ils ont pu acquérir, conserver et étendre, sous une administration régulière. Ils comparent sous ce rapport si essentiel le présent avec les époques où, vivant sous un prétendu régime de liberté, ils subissaient l'autorité vexatoire des mêmes hommes qui se servent maintenant des Hydriotes pour la ressaisir; et par cette comparaison ils se fortifient de plus en plus dans la résolution de s'opposer de tous leurs efforts aux tentatives que l'intrigue et la violence multiplient, dans le dessein de détruire l'ordre des choses existant.

Nous ne développerons pas davantage ces observations; mais nous affirmerons, sans craindre que les faits viennent nous démentir, que jamais les primats d'Hydra, joints à deux ou trois anciens boyards du Péloponèse et à de jeunes faiseurs grecs et étrangers, enfin que jamais cette poignée d'hommes qui veulent aujourd'hui révolutionner le pays, ne réuniront en leur faveur le suffrage véritable de la nation.

On peut les lui imposer par la force des armes, mais encore ces mêmes hommes, aujourd'hui d'accord pour renverser le pouvoir, resteront-ils unis pour l'exercer? On peut hardiment répondre que non. Le lendemain de leur installation, quelle que soit la place qu'ils occuperont, ils ne travailleront qu'à se supplanter mutuellement. Ils ont montré ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent, ce qu'ils peuvent, avant notre arrivée en Grèce.

Nous les appelâmes aux affaires. Ils promirent de s'associer au système du gouvernement provisoire. Celui-ci eut la patience, ou plutôt la longanimité, de les mettre à l'épreuve pendant deux ans environ; sans manquer à tous ses devoirs, il n'aurait pu les conserver plus longtemps dans l'administration.

Mais quand même l'esprit de parti aurait influencé cette opinion du gouvernement à leur égard, leur conduite actuelle n'est-elle pas faite pour la justifier? Ne les caractérise-t-elle pas une fois pour toutes?

Ils ont entrepris de révolutionner la nation, dans un moment où les Puissances alliées ont déclaré par l'or-

gane de leurs agents, qu'elles attachent le plus grand prix au maintien de l'état actuel des choses.

La nation les réprouve : ils persévèrent, ils commettent d'énormes attentats. La nation les flétrit, les couvre de malédictions, et demande au gouvernement de les punir selon la justice.

Comment et pourquoi Messieurs les résidents d'Angleterre et de France, ainsi que MM. Lyons et Lalande, les honorent-ils de leur intérêt?

S'il était dans les vues bienveillantes des cours alliées de donner un autre caractère au gouvernement provisoire, et de lui faire adopter un système autre que celui qu'il a suivi jusqu'ici avec l'assentiment de la nation, les Puissances n'auraient-elles pas daigné annoncer leurs intentions au gouvernement lui-même? Celui-ci en aurait fait part à l'assemblée nationale, et sans doute elle se serait empressée d'accueillir avec reconnaissance ces nouveaux gages de la protection éclairée des augustes bienfaiteurs de la Grèce.

M. le prince Soutzos accompagnera le présent mémoire des documents que nous lui transmettons, et d'un bulletin qui rendra compte de la situation des choses au jour où le courrier partira.

Nous ne pouvons plus répondre de ce que deviendra ce pays, si les résidents des cours alliées et les commandants de leurs stations ne reçoivent des instructions collectives, au moyen desquelles ils puissent adopter un langage et suivre une marche identique.

Nous le répétons, s'il est de l'intention des cours alliées de porter la Grèce à se donner un nouveau gouvernement représentatif, avec les formes suivies dans les pays qui sont avancés dans la civilisation, qu'elles se plaisent à l'annoncer. L'assemblée nationale en fera l'objet de ses délibérations, et le résultat sera dans ce cas, nous le pensons, conforme aux vues des Puissances.

Toutefois nous n'hésitons pas à affirmer que, d'après notre opinion particulière, un système semblable organiserait, s'il est permis de s'exprimer ainsi, l'anarchie, peut-être la guerre civile, et mènerait en peu de temps cette malheureuse nation au despotisme de la force des armes, quelles qu'elles soient, étrangères ou nationales.

Que si les Puissances préfèrent de fonder une décision sur les vœux et sur les besoins véritables de la nation, elles considéreront d'abord l'état moral où l'ont laissée des siècles d'esclavage et de longues années d'anarchie; elles jugeront en second lieu des progrès qu'elle a faits en moins de quatre ans vers sa restauration, sous la direction d'un gouvernement légal, modéré, mais non subordonné à l'opinion des hommes qui ne sauraient en avoir une indépendante.

Pour que la Grèce puisse jouir d'un gouvernement représentatif, tel que de nos jours il en existe en Europe, il faut avant tout que la propriété des citoyens soit constituée, et elle ne l'est pas.

Il faut que le cultivateur obtienne un morceau de

terre en toute propriété, et les neuf dixièmes des cultivateurs sont prolétaires.

Il faut que le peuple puisse avoir non-seulement le sentiment de sa liberté, mais l'état assuré qui la lui fasse apprécier à sa juste valeur, et il ne l'a pas.

Il faut enfin que la nation tout entière s'habitue graduellement et par une utile expérience aux formes judiciaires des actes légaux, qui garantissent les intérêts du commerce, de la navigation, et qui constituent dans le fond la prospérité intérieure d'un état.

C'est vers ces grands résultats qu'ont tendu tous les efforts du gouvernement actuel, et il les aurait sans doute atteints avec la bénédiction du peuple, si les mêmes hommes qui sont aujourd'hui à la tête des mouvements révolutionnaires n'avaient constamment entravé et empêché l'exécution des mesures qu'il a prises dans ce but.

Ce que la nation veut, c'est sa restauration, c'est la fondation de son existence politique sur des bases solides. Elle veut sans doute aussi jouir d'un gouvernement constitutionnel; mais elle a trop de bon sens, pour ne pas reconnaître que cette forme de gouvernement ne doit pas être le principe, mais bien la conséquence, de sa restauration.

Tels sont, du moins selon notre opinion, les vœux véritables de la Grèce, et ils sont strictement conformes à ses plus chers intérêts. Ces vœux sont ceux que nous avons pris dans le temps la liberté d'exprimer à S. A. R.

le prince Léopold, lorsque la Grèce était dans l'attente que S. A. aurait accompli les vues bienfaisantes des Puissances alliées en sa faveur.

Quoi qu'il en soit, ce qu'il est de notre devoir de demander instamment à Vos Excellences, c'est :

1°. De hâter autant que possible la décision des questions qui concernent le sort définitif de la Grèce.

2°. Jusque-là, de munir d'instructions collectives Messieurs les résidents et Messieurs les commandants des stations, afin qu'ils agissent d'un commun accord, et selon un système décidément arrêté, tant par rapport au gouvernement actuel, que par rapport aux hommes qui s'efforcent d'insurger le pays.

3°. D'envoyer sans retard ultérieur quelques subsides à compte de l'emprunt.

En soumettant à Vos Excellences les demandes ainsi que les observations qui précèdent, nous nous sommes acquittés de cette tâche avec la franchise que nous impose la confiance dont la Grèce, dont les augustes cours alliées, nous honorent.

Qu'elles se plaisent en retour à nous faire connaître, par l'organe de Vos Excellences, leurs décisions. Qu'elles daignent surtout, nous les en supplions, nous donner à cette occasion un nouveau gage de leur haute bienveillance, en abordant sans réserve toute considération qui nous serait personnelle. Nous leur en aurons une profonde reconnaissance; car ce que la Grèce attend avec impatience, nous dirons avec angoisse, c'est d'être fixée

une heure plus tôt sur le sort que l'intérêt généreux des Puissances lui réserve.

Nous croyons inutile d'exprimer ici encore une fois l'opinion respectueuse que nous avons émise sur cette grave question. Nous nous bornons par conséquent à renouveler l'expression des vœux sincères que nous formons, pour que Vos Excellences hâtent par le choix du prince souverain le moment où nous pourrons nous considérer comme au terme de notre carrière.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Nauplie, $\frac{24 \text{ août}}{5 \text{ septembre}}$ 1831.

C'est le 18 (30) de ce mois que j'ai reçu, mon prince, vos dépêches du 30 juillet, et le 7 de ce même mois celles sous les numéros 25 et 26.

Je ne saurais assez vous remercier du zèle et de l'empressement que vous avez mis à me faire parvenir les informations importantes qu'elles renferment.

L'ensemble de ces informations, les détails que nous apportent les journaux ministériels et ceux de l'opposition, me font grandement soupçonner que la guerre est inévitable, quels que soient les efforts que fait et fera la diplomatie pour la retarder au moins pour le moment.

La guerre est dans les choses, ou si l'on veut dans les

intérêts; que peuvent dès lors les paroles qui ne représentent ni les unes ni les autres?

Je suis porté à croire que la communication confidentielle qu'on vous a faite est de bonne source. Je pense aussi que si la guerre éclate, l'Angleterre ne se prononcera pas, et qu'elle demeurera neutre.

Un homme très-sage et très-profond a dit qu'en politique souvent ce qui ne paraît pas probable est possible. S'il doit en être ainsi dans ces graves et périlleuses circonstances, il se peut encore que la paix se maintienne, et que dès lors l'affaire de la Grèce se décide sous les auspices de l'alliance.

Dans cette dernière hypothèse comme dans toute autre, nous devons remplir nos devoirs en honneur et conscience.

Fermement résolu de remplir les miens jusqu'à la dernière extrémité, je vous transmets aujourd'hui le mémoire adressé à la conférence de Londres, que je vous ai annoncé par mes dernières lettres. Je vous envoie aussi plusieurs documents que vous vous empresserez de mettre également sous les yeux de LL. EE. les représentants des cours alliées.

Ces documents sont : le contenu des adresses des provinces et de l'armée, le rapport du ministère de la justice sur la révolution d'Hydra et sur les attentats de Poros. Les autres qui font suite à cette pièce donneront l'idée de l'état des choses jusqu'au moment du départ du courrier.

Ces documents et ceux dont ils résultent jettent, ce me semble, un grand jour sur notre situation intérieure, et ne laissent pas de doute sur la nature des remèdes dont la prompt application peut faire encore le salut de la Grèce.

Si la conférence de Londres existe encore, ces remèdes sont faciles. Si elle ne les a pas adoptés sur vos demandes réitérées, elle pourra encore les adopter, et ce pays sera encore en état de répondre aux vœux des Puissances alliées. Dans le cas contraire, quelles que soient les combinaisons, nous devons faire connaître la vérité tout entière à chacun des trois cabinets. Dans cette hypothèse vous vous donnerez la peine de tirer des copies du mémoire, et vous les ferez parvenir officiellement aux ministères anglais et français, et à Messieurs les ambassadeurs de Russie. Vous tâcherez d'obtenir au moins un accusé de réception.

Je ne répondrai aujourd'hui ni aux questions qui regardent les revenus des provinces dont on se propose de demander la concession à la Porte, ni à celles des Vacoûfs; je crois tout ceci hors de saison. Quand même je me tromperais, il y aura toujours temps de faire amende honorable.

J'en dis de même de la proposition que vous m'avez faite quant au mode de pourvoir aux objets d'équipement pour nos troupes. Votre plan suppose l'emprunt et une avance; si cette double supposition se réalise, j'approuve votre idée et je vous autorise à y donner suite.

Je mets un si grand intérêt à vous faire recevoir promptement et sûrement le mémoire et la présente dépêche, que j'expédie un courrier *ad hoc* à Ancône.

Je vous le répèterai. Soyez bien assuré, mon prince, que je demeurerai ferme à mon poste jusqu'au dernier moment, et que si des circonstances majeures m'engagent à le quitter, je ne le ferai jamais qu'en employant tous mes efforts pour justifier la confiance dont la nation me donne tous les jours des preuves très-touchantes.

P. S. Au moment de faire cacheter le paquet, je reçois deux rapports de Salamine et un de Syra. Je les fais copier et je les joins ici.

Vous verrez quelle est la mission dont a été chargée la corvette française la *Lionne*. Son commandant a réprimandé le gouverneur civil et les officiers de la garnison, d'avoir opposé aux Hydriotes la résistance des armes. Il leur a dit en toutes lettres que sous peu de jours les patriotes d'Hydra triompheront du président, que M. Ricord sera renvoyé avec ses bâtimens, et que ceux qui s'opposent aux Hydriotes agissent en aveugles qui ne connaissent pas leurs véritables intérêts.

M. Lyons a engagé les coryphées de la révolte de Syra à délier la bourse, attendu que le président est fort du Péloponèse et de la Grèce continentale, qu'il a de l'argent, et que s'il réunit le congrès ils seront perdus, attendu que les Puissances alliées ne peuvent pas intervenir dans les affaires intérieures.

Ces documents sont d'une haute importance. Ils prouvent que le gouvernement provisoire lutte, non avec les Hydriotes et le peu d'hommes qui les mènent, mais avec les grands patrons qui les protègent désormais ouvertement.

M. l'ambassadeur Gordon vient d'arriver de Constantinople. Il a passé par Hydra. Il a à son bord M. Clonars, l'un des brouillons que le gouvernement a dû faire sortir d'Argos.

Je fais complimenter Monsieur l'ambassadeur. Il viendra me voir; je lui parlerai clair. C'est une ancienne connaissance. Tout ce que vous apporte le courrier de ce jour, vous donne assez la mesure des circonstances périlleuses et critiques dans lesquelles se trouvent le pays et son gouvernement.

A M. le Chevalier Eynard, à Genève.

Nauplie, $\frac{24 \text{ août}}{5 \text{ septembre}}$ 1831.

C'est avec une véritable satisfaction que j'ai reçu, mon cher Eynard, en tout dernier lieu votre lettre de Genève en date du 18 juin.

Comme je vous l'ai dit par ma lettre du 3 (15) août, je suis condamné à combattre les folies qui nous viennent du dehors, et je les combats en manquant complètement du moyen le plus efficace, c'est-à-dire d'argent. Néan-

moins j'ai une pleine confiance en Dieu, et je ne perds pas courage. Jusqu'ici la masse de la nation s'est montrée sous un jour très-honorable. Il en est de même de l'armée; elle a un trimestre à recevoir, et cependant elle demeure ferme dans les sentiments d'honneur et de fidélité. La marine s'est laissé gagner par les séductions de ses ennemis. Cependant l'île de Spetzia, une grande partie des Psariotes, et quelques Hydriotes sont restés fidèles; et nous avons encore à la voile quelques bâtimens armés à la hâte après la catastrophe de Poros.

Ne soyez pas en peine pour vos 200,000 francs. Je vous les ferai garantir par l'assemblée nationale, ce qui vaudra mieux que toute autre autorité.

Le prince Soutzos m'écrit en date du 7 août. Il espère encore le maintien de la paix et la possibilité des subsides que les Puissances alliées nous ont promis. Je voudrais bien partager la même espérance, mais je n'ose pas y compter.

Dites mille choses de ma part à M^{me} Eynard. Je vous serre la main de tout mon cœur.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Nauplie, $\frac{31 \text{ août}}{12 \text{ septembre}}$ 1831.

Nous avons ici les journaux français jusqu'à la date du 18, mais je n'ai pas reçu par cette occasion de vos nou-

velles. Les dernières sont du 7; je vous ai répondu par mon expédition en date du 24 de ce mois, voie d'Ancône; et je joins ici le duplicata des documents qu'elle vous porte. J'en ajoute deux autres qui vous mettent en mesures de bien apprécier la situation des îles de la mer Égée.

Vous pouvez par conséquent donner des informations positives sur le véritable état des choses. Je le résume encore une fois.

La clique d'Hydra, protégée toujours par les commandants des stations française et anglaise et par Messieurs les résidents de ces deux Puissances, reste ferme dans ses projets subversifs.

Tous mes efforts se réduisent aujourd'hui à maintenir le *statu quo*, au moins jusqu'à l'arrivée des réponses qu'on attend de France et d'Angleterre, et qu'on lui fait espérer favorables à l'accomplissement de ses desseins. Ce *statu quo* n'est rien moins qu'innoffensif pour la nation. Les bâtimens hydriotes oppriment et ravagent l'Archipel, fomentent les troubles et la guerre civile dans le Magne, coupent enfin, autant qu'ils le peuvent, les communications maritimes du gouvernement avec différents points de l'état.

Plus cette crise se prolonge, et plus le gouvernement est dans la douloureuse nécessité d'armer les citoyens pour la défense de leurs propres foyers. Tout ceci se passe au moment où je n'ai, comme je vous l'ai marqué itérativement, ni fonds en caisse, ni subsides, ni crédit, ni

l'espoir d'obtenir des uns ni de l'autre. Néanmoins nous nous défendons, et la révolution ne fait pas de progrès. Si elle n'était pas encouragée, elle ferait des pas rétrogrades sur le terrain étroit qu'elle a choisi pour le centre de ses folles et criminelles entreprises.

Dans cet état de choses, M. Gordon de retour de son ambassade à Constantinople est arrivé à Nauplie après avoir visité Athènes. J'ai l'honneur de connaître M. Gordon depuis longtemps, ayant été en relations d'affaires avec lui à Vienne, à Carlsbad, à Laybach et ailleurs. Nous nous sommes donc entretenus longuement à cœur ouvert sur la déplorable situation de la Grèce. Je lui ai fait part avec un entier abandon des observations que j'avais pris la liberté d'adresser à Milord Palmerston, et de celles que j'ai consignées dans le mémoire destiné à la conférence de Londres.

M. Gordon semble avoir jugé des hommes et des choses comme un personnage de sa sphère le doit, et les vœux qu'il m'a témoignés le prouvent. Il a désiré contribuer à rétablir en quelque sorte la confiance entre les représentants des cours alliées, les commandants des stations et le gouvernement, et leur faire adopter d'un commun accord des mesures au moyen desquelles on puisse arrêter dans leur source les menées révolutionnaires, au moins jusqu'à ce que la conférence de Londres se prononce ou que le congrès national soit assemblé.

Je ne vous répéterai pas les longs entretiens que j'ai eus avec M. Gordon. Vous en aurez une première idée

dans la copie ci-jointe d'un billet que m'a écrit hier matin M. le baron Rukmann, et dans la courte réponse que je lui ai faite.

Le courrier de ce jour partira avant que la négociation dont M. Gordon a eu l'extrême bonté d'être l'intermédiaire ait un dénouement. Ce que je puis vous dire cependant d'avance, c'est qu'elle ne peut avoir de suite, que pour autant que le gouvernement s'assurera que les Hydriotes sont mis dans l'impossibilité matérielle et morale de continuer leurs pratiques hostiles contre le gouvernement et les provinces de l'état, tant dans l'Archipel que dans le Péloponèse et dans la Grèce continentale.

Ils seront dans l'impossibilité matérielle, lorsque les commandants des stations alliées leur auront enlevé les moyens de faire sortir du port d'Hydra des bâtiments armés, ou lorsqu'ils n'auront plus en main des gages qui leur donnent une pleine et entière sécurité à cet égard.

Ils seront dans l'impossibilité morale, lorsqu'en prenant ces mesures on procèdera dans des formes qui puissent convaincre les hommes de la révolution et tous les Hellènes de la haute improbation dont les représentants des cours alliées frappent les projets insensés et coupables, qui menacent des suites de l'anarchie ce malheureux pays.

Hors de là, tout ce qu'on ferait dans un système de prétendue conciliation aggraverait le mal, et rendrait peut-être inefficace plus tard l'action salutaire d'un prompt remède.

Ma conviction est à cet égard aussi profonde qu'invariable; M. Gordon paraît ne pas en douter. Nous allons voir ce qui en résultera; mais je ne m'attends à rien de bien satisfaisant, et la raison en est que Messieurs les résidents et Messieurs les commandants se sont trop avancés avec les coryphées de notre essai révolutionnaire.

Ils ont pensé, et ils pensent encore, que le peu d'hommes dont ils se sont laissés entourer depuis deux ans, représentent la nation. Ils ont accordé à ces hommes pleine confiance. Ils ont répété peut-être à leurs cours les informations qu'ils leur ont données. Messieurs les résidents et Messieurs les commandants sont donc dans la pénible nécessité de les soutenir. Il ne leur suffit pas de les sauver. Ils veulent plus : ils veulent leur garantir une espèce de considération et d'influence, si ce n'est dans le pays, au moins auprès de leurs cours.

Toute la question est là. Je n'ose pas me flatter que M. Gordon puisse la trancher de manière à satisfaire Messieurs les résidents et Messieurs les commandants, et à obtenir en même temps l'assentiment du gouvernement provisoire.

Quelles que soient mes dispositions personnelles à tout concilier, je ne puis pas y donner suite au prix des devoirs que j'ai à remplir pour répondre à la confiance de la nation.

En jetant un coup d'œil sur l'ensemble des faits, il me semble démontré jusqu'à la dernière évidence que le gouvernement a toujours voulu ramener les hommes

égarés, par la voie de la persuasion et non par celle de la force.

Tant qu'ils n'ont fait que parler, écrire des adresses, et imprimer des libelles, il les a laissés faire. Les menées et les complots durent du mois de janvier. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour les arrêter? Aucune. Il a voulu que ces hommes fussent jugés par leurs œuvres. Il a voulu plus : il a mis à l'épreuve la nation. Il s'est dit : Si elle sait apprécier ses véritables intérêts, elle ne se laissera pas ébranler, et elle demeurera tranquille. Cette attente n'a pas été trompée. La nation en masse a rejeté et rejette les projets coupables de nos révolutionnaires, quoique appuyés au moins par les apparences d'une protection imposante.

Mais le gouvernement pouvait-il, devait-il, laisser ces hommes agir hostilement contre lui, et ce qui est plus encore, contre les provinces amies de l'ordre et de la tranquillité? C'est alors, et ce n'est qu'alors, qu'il a dû se garantir au moyen de la force.

Tel est le point de vue sous lequel je vous engage à faire envisager nos tristes affaires et la position du gouvernement, toutes les fois qu'il s'agira de faire des apologies. Je répugne à croire que la conférence de Londres vous place dans cette nécessité.

Les expéditions que les Hydriotes ont faites à Maïna portent leur fruit. On se bat dans les montagnes. J'ai été obligé de mettre à l'abri d'un coup de main Calamata et Mistra. En attendant, la piraterie a commencé

sur les côtes du Magne. J'y ai envoyé trois de nos bâtiments. J'ignore ce qu'ils pourront faire.

Les choses restant dans l'état actuel, c'est-à-dire si l'insurrection continue à être protégée, le mal empirera tous les jours davantage. Il sera plus tard difficile, sinon impossible, d'y remédier. Pendant qu'il en est temps encore, tout peut être sauvé. L'ordre peut se rétablir : mais il faut que la conférence de Londres se prononce; il faut qu'elle envoie des subsides. Ce sont les deux conditions de rigueur.

Insistez sur ces points. Faisons notre devoir; Dieu fera le reste.

P. S. Les protecteurs des Hydriotes se plaignent maintenant que le gouvernement ait mis en accusation les promoteurs de la catastrophe de Poros.

En réponse j'ai fait une observation, sur laquelle il importe que vous vous arrêtiez en cas de besoin.

L'attentat de Poros a été consommé le 1 (13) août. Le rapport du ministère de la justice et la proclamation du gouvernement portent la date du 14 (26). Que s'est-il passé dans cet intervalle?

Messieurs les commandants des stations alliées ont déclaré aux Hydriotes que leurs bâtiments ne sortiraient pas du port; et que s'ils sortaient, ils y seraient refoulés, et qu'une croisière allait être établie à cet effet.

Malgré la déclaration, malgré la croisière, trois expéditions ont passé sous les yeux du brick chargé de la

croisière : l'une pour Salamine, l'autre pour l'Archipel, et la troisième pour Maïna.

Ce n'est que lorsque le gouvernement a reçu les rapports de Salamine, de Maïna, de Syra et de Siplinos, qu'il a signé la proclamation du 14 (26), et expédié des troupes sur la côte du Péloponèse opposée à l'île d'Hydra. Pouvait-il se dispenser de prendre ces mesures? Il a laissé aux Hydriotes le temps de reconnaître leur crime, et de revenir spontanément sur la route du devoir et de l'honneur. Il leur aurait pardonné; ils ne l'ont pas voulu.

Si les déclarations de Messieurs les commandants des stations alliées étaient vraies et formelles, en ne s'y conformant pas les Hydriotes n'auraient-ils pas dû perdre tout droit quelconque à l'intervention de Messieurs les commandants et de Messieurs les résidents? Tout au contraire : ces messieurs les protègent encore.

Je reviens avec une peine inexprimable sur ces observations. Vous en ferez l'usage que vous jugerez le plus nécessaire.

A M. Dawkins, Président d'Angleterre.

Nauplie, $\frac{2}{14}$ septembre 1831.

C'est en éprouvant une peine et des regrets que nous ne saurions pas assez exprimer, que nous sommes encore

de nouveau dans l'obligation de revenir sur les questions que motive l'office que vous nous avez fait l'honneur de nous adresser en date du 1 (13) de ce mois.

Nous ne les discuterons pas une autre fois; mais nous tâcherons de les placer dans leur jour véritable, afin que si le ministère de S. M. Britannique veut s'en occuper, il puisse le faire avec pleine connaissance de cause.

Le gouvernement a donné à Messieurs les résidents des cours alliées, ainsi qu'à Messieurs les commandants de leurs stations, l'assurance qu'il n'avait nullement l'intention de chasser par la force des armes les Hydriotes révoltés des bâtiments et de l'arsenal de Poros. C'est pour cela qu'il a demandé à Messieurs les résidents la déclaration qu'ils ont donnée le 20 juillet (1 août), et qu'il a insisté auprès d'eux, pour que les commandants des stations voulussent bien se charger de donner suite aux injonctions exprimées au nom des cours alliées dans la dite déclaration.

Si en vous rapportant donc, Monsieur le résident, à ce moment et à cette déclaration, vous avez donné à l'un des pétitionnaires l'assurance qu'il n'avait rien à craindre, vous avez fondé votre conviction sur celle où était le gouvernement, savoir que la déclaration solennelle que Messieurs les commandants des stations avaient faite aux Hydriotes aurait suffi pour les engager à se retirer.

Nous avons appris avec autant de surprise que de peine que les Hydriotes rejetaient hautement les injonctions de Messieurs les commandants, et que Messieurs les

commandants jugeaient convenable, non-seulement de ne pas insister au moyen de mesures coercitives, mais de conférer sur cette opposition de la part des Hydriotes avec vous, avec Messieurs vos collègues, et avec nous.

Les Hydriotes ont fait plus dans ces entrefaites; ils ont commencé les hostilités contre les bâtimens russes sous les ordres de M. l'amiral Ricord.

N'était-il pas temps alors de prévenir les pétitionnaires, et de les engager à mettre en sûreté leurs propriétés?

Par leur réponse hautaine, et par le fait des hostilités commencées de leur part, les Hydriotes ont assez donné la mesure des désastres que leur aveugle malveillance amoncelait sur la ville de Poros, soit qu'ils fussent contraints de vive force, soit qu'on les eût strictement bloqués dans le port et dans l'enceinte de Poros.

Plusieurs jours se sont passés avant la catastrophe. Pourquoi donc Monsieur le consul n'a-t-il pas soigné les intérêts des étrangers qui jouissent de sa protection?

Nous regrettons que le fait du bâtiment nolisé par les pétitionnaires et retenu par les troupes n'ait pas été allégué dans leur pétition. Nous aurions tâché de prendre des informations : mais quand même ce bâtiment aurait été retenu pour le service public, Monsieur le consul n'aurait-il pu en trouver d'autres?

Assurément le moment n'était pas le plus opportun, attendu que les Hydriotes avaient commencé les hostilités; mais alors, nous le répétons, Monsieur le consul

aurait pu sauver dans sa propre maison ces effets. Leur volume n'aurait pas été embarrassant, du moins à en juger par les listes données par les pétitionnaires.

Nous ne pouvons non plus admettre que l'exécution des mesures du gouvernement dans la ville de Poros se soit faite précipitamment. La bande armée sous les ordres de Karatassos devait couvrir la fuite des marins, et c'est pour cela qu'elle combattait contre les soldats du gouvernement.

L'entrée des troupes était-elle précipitée, lorsque les Hydriotes avaient allumé des mèches pour faire sauter l'arsenal, les bateaux à vapeur, les magasins à poudre et par conséquent la ville ?

Nous ne pouvons admettre finalement dans aucun cas que tous les Hydriotes puissent être responsables envers les étrangers auxquels la catastrophe de Poros aurait apporté des dommages.

Si l'on admettait ce principe, on caractériserait la révolte comme une guerre civile, et le gouvernement se garderait de se méprendre à ce point sur ses propres devoirs envers la nation qui lui a confié la direction de ses intérêts les plus chers.

Nous finissons, Monsieur le résident, par vous prier de mettre sous les yeux de votre gouvernement ce peu d'observations, conjointement avec celles que nous avons eu l'honneur de vous adresser en date du 16 (28) juillet. Nous ne doutons pas que les ordres que vous recevrez ne soient conformes à l'opinion que nous avons énoncée. .

Nous vous répétons encore qu'au moment où les finances de l'état sortiront de l'extrême détresse où elles se trouvent dans ce moment, nous serons empressés d'offrir quelque soulagement aux pétitionnaires qui ont des titres à votre intervention.

*A M. le Baron de Rouen, Président
de France.*

Nauplie, $\frac{10}{22}$ septembre 1831.

Le gouvernement provisoire de la Grèce s'empresse de vous transmettre ci-jointe la copie d'une communication importante qu'il vient de recevoir de la part de M. le général Guéhéneue, commandant les troupes françaises dans les places de la Messénie, ainsi que de la réponse qu'il va lui adresser par le courrier de ce jour.

Il vous prie, Monsieur le baron, de vouloir bien accorder votre attention à ces deux documents, et de faire part à M. le général Guéhéneue de votre opinion, tant sur les explications que sur les propositions que renferme la réponse du gouvernement à son office du 17 de ce mois.

En mettant ces pièces sous les yeux de votre gouvernement, il vous sera facile de ne plus laisser de doute sur le caractère véritable des mouvements révolutionnaires qui partent du foyer d'Hydra, et que la mal-

veillance tâche de répandre aujourd'hui dans le Péloponèse.

L'incendie de Poros et le pillage dont était menacée Calamata, en disent plus que tout ce que le gouvernement pourrait ajouter sur ces tristes circonstances.

Il ne doit pas vous laisser ignorer, Monsieur le baron, que déjà les côtes de la Messénie commencent à être infestées de pirates.

Nous portons le contenu du présent office à la connaissance de Messieurs vos collègues.

*A M. le Baron de Rouen, Président
de France.*

Nauplie, $\frac{10}{22}$ septembre 1831.

Désirant vous épargner des communications officielles, je vous transmets ci-jointe confidentiellement la copie de la lettre que M. le général Guéhéneuc m'a écrite, ainsi que celle de la réponse que je lui adresse.*

* Cet officier, successeur du général Schneider en Morée, avait de sa propre autorité fait occuper Calamata par les troupes françaises. La copie de cette correspondance manque aux archives du président; mais voici la réponse du résident de France.

Nauplie, 22 septembre 1831.

Monsieur le comte, J'ai reçu le billet confidentiel que Votre Excellence

Je vous réitère en même temps ici la prière de vouloir lui faire part de votre opinion sur les mesures que je lui propose. Mon courrier partira demain avant midi, et il est à votre disposition, si vous voulez écrire au général par cette occasion.

m'a fait l'honneur de m'écrire, et je la remercie de la communication qu'elle veut bien me donner des observations qu'elle adresse à M. le général Guéhéneuc au sujet de l'occupation de Calamata par un bataillon de la brigade française.

Le général m'avait également informé de ce mouvement de nos troupes, et quel que puisse être le motif qui a déterminé celles du gouvernement grec chargées de défendre cette place, à l'abandonner, je pense comme lui qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour la préserver du pillage dont elle était menacée.

Quant aux dispositions ultérieures que Votre Excellence se propose de prendre pour obliger les Maïnotes à rentrer dans leurs montagnes et à n'en plus sortir, elles sont toutes militaires. Je ne saurais, ainsi qu'elle veut bien m'y inviter, émettre à cet égard aucune opinion à l'égard du général, et c'est à lui qu'il appartient de juger de leur opportunité.

Persuadé d'ailleurs qu'il n'a eu d'autre but en faisant marcher des troupes sur la Messénie, que de sauver cette province de la dévastation et du pillage, et de donner au gouvernement grec une nouvelle preuve de l'appui que nous n'avons cessé de lui prêter pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité, je ne doute pas non plus que Votre Excellence ne trouve M. le général Guéhéneuc entièrement disposé à s'entendre avec elle sur l'emploi des mesures qui pourront contribuer à mettre pour le présent comme pour l'avenir les places de la Messénie à l'abri de nouvelles incursions des Maïnotes, et des dangers dont l'envoi des troupes françaises vient de la préserver.

J'ai répondu à M. le général Guéhéneuc par un de nos bricks que M. le commandant Lalande a expédié cette nuit pour Navarin, et je ne pourrai profiter de l'occasion que Votre Excellence a bien voulu m'offrir.

Signé, Baron A. DE ROUEN.

A M. le Prince Soutzos, à Paris.

Nauplie, $\frac{14}{26}$ septembre 1831.

M. de Regny est arrivé, et il vient de me remettre votre lettre du 10 (22) août. Vous ne m'accusez que la réception des miennes en date du 1 (13) juillet. Celles qui les ont suivies jusqu'à la date du 31 du mois passé, et que je vous ai expédiées par la voie d'Ancône et de Modon, doivent à cette heure vous être parvenues. J'aime à espérer que, muni de toutes les informations qu'elles vous apportent, vous aurez pu remplir avec succès la tâche importante que la confiance du gouvernement vous a assignée.

Je continuerai d'abord le récit de nos misères. Je vous avais annoncé par ma dernière du 31 août (12 septembre) les négociations amicales de M. Gordon; mais en même temps je ne vous ai point laissé ignorer le peu d'espoir que j'entretenais d'un résultat satisfaisant.

Les pièces ci-jointes sous les lettres A et B vous prouvent que je ne me suis pas trompé. La première est un projet de note verbale dont la rédaction appartient, me dit-on, à M. le commandant Lalande. M. Gordon en me la communiquant confidentiellement a reconnu avec moi qu'il m'était impossible de l'admettre. L'esprit dans lequel cette pièce était conçue, les termes dans lesquels elle exposait l'état des choses, les mesures enfin qu'elle

proposait pour y remédier, tout était de nature à encourager d'une part l'insurrection, et de l'autre à déconsidérer le gouvernement. Le peu de notes dont j'accompagne cette pièce vous donnent le résumé de mon entretien avec M. Gordon.

Ayant reconnu, comme je viens de vous le faire observer, qu'il m'était impossible de recevoir une semblable communication et de consentir aux mesures qu'elle proposait, M. Gordon prit la plume, et voulut bien tracer sur le papier la courte proposition que je lui exposai de vive voix. C'est l'annexe sous la lettre B.

Après avoir expliqué encore une fois à M. Gordon toute ma pensée sur la situation intérieure du pays, je l'ai instamment prié de solliciter les décisions définitives de la conférence, ne fût-ce que sur les deux questions vitales, c'est-à-dire la nomination du prince souverain et les subsides.

M. Gordon est parti le jour même, et j'aime à me flatter qu'il ne tardera pas à informer Milord Palmerston des faits dont il a été témoin durant le peu de jours qu'il est resté ici.

Le lendemain du départ de M. Gordon, Messieurs les commandants des stations alliées m'ont fait l'honneur de venir me voir. Ils m'ont parlé de deux propositions que M. Gordon leur avait communiquées. J'en ai pris connaissance, et je leur ai répété que j'étais prêt à les adopter, et à concourir de tous mes efforts pour que les mesures qu'elles indiquent soient mises à exécution.

M. Lalande qui portait la parole de la part de ses collègues revint alors sur la nécessité d'accorder aux Hydriotes la liberté de faire sortir leurs bâtimens de commerce , et de leur promettre en même temps qu'ils sraient reçus dans les ports de l'état.

Il serait trop long , mon prince , de répéter ici toutes les observations que j'ai dû faire à M. Lalande , pour lui démontrer que le gouvernement ne pouvait consentir ni à l'une ni à l'autre de ces deux demandes.

Ma conclusion a été : que les Hydriotes rappellent tous les bâtimens armés qu'ils ont expédiés sur les côtes du Péloponèse et dans la mer Égée ; qu'ils désarment ; qu'ils montrent par le fait qu'ils ne sont plus en état d'hostilités envers la nation et le gouvernement. Alors le gouvernement pourra leur ménager le moyen de ravitailler leur île ; peut-être même celui de la réconciliation , non avec les hommes sur lesquels pèse l'accusation de haute trahison , mais avec la communauté d'Hydra , laquelle est victime innocente de tant de crimes et de folies.

Voyant que nulle insistance ultérieure ne pourrait me faire changer de détermination , M. Lalande se chargea de faire connaître aux Hydriotes les conditions auxquelles ils obtiendraient les sûretés que je venais de donner à Messieurs les commandants. Pour hâter ce résultat , ces messieurs sont convenus de faire arriver à bord de leurs bâtimens une députation d'Hydra.

Dans les entrefaites j'ai appris que dans l'île on pré-

paraît une nouvelle expédition de trois bâtimens armés. J'en ai prévenu moi-même Messieurs les commandans, et je leur ai déclaré que si, au moment où ils honoraient encore les hommes d'Hydra de leur intérêt, ces derniers leur manquaient au point de faire une nouvelle expédition, je ne consentais plus à la possibilité d'un arrangement quelconque.

M. Lalande me répondit qu'il savait bien qu'on armait des bâtimens, mais qu'il était assuré que c'étaient des bâtimens qu'on destinait au commerce.

J'insistai à mon tour auprès de lui, comme auprès de M. l'amiral Ricord, pour que ces bâtimens fussent empêchés de sortir.

Peines perdues. Les bâtimens armés sortirent, en surprenant la vigilance des croiseurs. Deux se rendirent dans les îles de Zéa et de Thermia, pour châtier les habitans qui avaient rejeté leurs agents révolutionnaires, et qui avaient appelé à leur secours le brave Canaris. Un troisième, dit-on, est allé renforcer la division hydriote qui travaille à insurger les hommes de Liméni et de Calamata.

C'est sous ces auspices que la députation d'Hydra embarquée sur un brick français vint dans le golfe de Nauplie, et que M. Lalande me fit dire par un de ses officiers qu'il désirait connaître mes intentions.

Ma réponse a été courte et claire. La voici : « Du moment que les Hydriotes ont manqué à tout ce qu'ils devaient au bienveillant intérêt de Messieurs les comman-

dants, et qu'ils ont fait partir leurs bricks armés malgré leurs déclarations réitérées et le blocus, il m'est impossible d'admettre que Messieurs les commandants puissent désormais compter sur la parole de ces gens-là. Par conséquent je ne puis plus consentir à ce qu'on leur promette rien, mais rien au monde, au nom et de la part du gouvernement. »

J'ai fait la même réponse à M. l'amiral Ricord, et je me suis abstenu de toute autre explication. La députation est retournée à Hydra. J'ignore ce qui en adviendra.

Si ces gens rappellent tous leurs bâtiments, s'ils renoncent à se considérer comme le noyau autour duquel doit bientôt se grouper une soi-disant représentation nationale; en un mot s'ils veulent et peuvent demeurer paisibles dans leur île, et que les faits m'aient assuré que telle est leur situation et leur détermination, assurément je ne persisterai plus alors dans les mesures de rigueur dont je les environne dans ce moment. Les principales consistent dans quelques troupes que j'ai fait camper sur la côte du Péloponèse opposée à Hydra, et dans les ordres donnés aux employés du gouvernement de ne pas recevoir dans les ports de l'état les barques et les bâtiments d'Hydra.

Les choses en sont restées là jusqu'à ce moment, pour ce qui concerne le foyer de l'insurrection.

Il n'en est pas de même d'une de ses émanations, le foyer de Liméni. Les bâtiments hydriotes échappés, dit-on, à la croisière arrivèrent à Liméni. Les brigands qui

s'y tenaient assemblés, sans cependant avoir osé rien entreprendre depuis le mois de mai, reçurent une députation d'Hydra, laquelle leur apporta enfin des déclarations, des munitions de guerre, des vivres, et qui plus est une somme d'argent considérable.

Le projet de cette députation révolutionnaire était d'armer les Spartiates en masse, de les pousser d'une part vers Calamata, dans les provinces de la Messénie, de là vers Tripolitza et, s'il était possible, jusqu'à Argos; de l'autre par Marathonisi et Mistra.

Les Spartiates ont rejeté les offres de la députation d'Hydra; et à l'exception des Mavromichalis, et de 5 à 600 hommes qui ont été gagnés par de fortes paies, le reste des provinces est demeuré tranquille et attaché au gouvernement.

Les Mavromichalis avec leur suite, aidés par les bâtimens hydriotes, se sont présentés aux environs de Calamata. Ils ont même occupé cette ville. Les troupes que j'y avais envoyées pour la défendre auraient suffi, si les bâtimens de l'état étaient arrivés à temps.

Le retard qu'ils ont mis à se rallier à cause des temps contraires, et une foule d'autres circonstances, ont favorisé les insurgés. Calamata a été pillée, dévastée, rançonnée par ces héros constitutionnels.

Au moment où les bâtimens étaient arrivés, et que des renforts considérables de troupes s'assemblaient aux environs de Calamata, au moment où ces troupes allaient prendre des positions pour forcer les Mainotes et

les Hydriotes à se retirer, M. le général Guéhéneuc se décida de son propre mouvement à y envoyer un détachement de ses troupes.

Je joins ici sous les lettres C, D, E, la lettre qu'il m'a adressée, la réponse que je lui ai faite, et celle aussi que M. de Rouen me donna, par une suite de la communication confidentielle que je lui fis de cette correspondance.

Je ne doute pas que M. le général Guéhéneuc n'admette ma demande. Si je dois cependant m'en tenir aux informations que je reçois à chaque instant, et de Calamata et des villages et des faubourgs qui sont entre les places de la Messénie et ce point central, les Français ont répandu le bruit qu'ils vont occuper militairement Calamata, et qu'ils y resteront jusqu'à ce que le général reçoive des ordres de Paris.

Ces bruits me semblent tout à fait malveillants, et je ne veux leur donner aucun crédit. Au surplus je ne puis en juger que sur le témoignage des faits, et la réponse que le général m'enverra en constatera le principe.

Jusqu'ici cependant il paraît que le commandant Barthélemy a aussi voulu occuper Nisi, où se trouvent assemblées les troupes du gouvernement sous les ordres du général Colocotronis. Sur l'invitation qui lui a été faite de se retirer, il a répondu comme il devait. Il a déclaré qu'il ne bougerait pas, à moins qu'on ne lui présentât un ordre du gouvernement.

Si avant le départ du courrier je reçois la réponse du général Guéhéneuc, je vous en ferai part.*

Je viens aussi de recevoir la nouvelle qu'à l'arrivée de la petite division des bâtimens de l'état et de M. l'amiral Ricord dans le golfe de Calamata, les insurgés ont mis le feu à trois de nos bâtimens et en ont fait échouer un.

Ces nouvelles catastrophes et l'invasion de Calamata ont produit un double résultat, lequel est utile, quels que soient les regrets et la peine que doivent faire éprouver les circonstances dont il dépend.

Il est prouvé de l'aveu même du général Guéhéneuc (voyez sa lettre) que la soi-disant commission constitutionnelle de Liméni, ainsi que son auxiliaire la commission constitutionnelle d'Hydra, est un assemblage de brigands dont le mouvement ne peut produire que spoliation et anarchie.

Il est prouvé en second lieu que la totalité de la population guerrière de Sparte est restée inébranlable dans ses sentiments envers le gouvernement, et qu'elle veut l'ordre et la tranquillité, même à Sparte.

Il est prouvé en troisième lieu que le Péloponèse réprouve les menées révolutionnaires des Hydriotes, attendu que le général Colocotronis a sous ses ordres 1,500 hommes de la milice de toutes les provinces.

* Cette demande du président au général Guéhéneuc était de laisser Calamata aux troupes du gouvernement. La réponse fut négative; mais elle manque aussi aux archives du président.

Si les dispositions des habitants de ces provinces étaient différentes, nul doute que les constitutionnels de Sparte et d'Hydra n'eussent fait des progrès. Ni le temps, ni l'argent, ni la protection, ne leur ont manqué.

Non le temps; parce que l'incendie de Poros et la désorganisation complète du service de la marine ayant enlevé au gouvernement les moyens d'armer promptement des bâtiments, les Hydriotes ont eu l'avantage de se montrer sur tous les points des côtes de Maïna pendant environ six semaines.

Non l'argent; ils ont apporté avec eux environ 50,000 francs. Le gouvernement n'a jamais eu en caisse et disponibles dans ces périlleuses circonstances au delà de 15 à 20,000 francs, et n'a pu payer les marins et les soldats qu'avec de petits à-compte et avec des assignations.

Non la protection; parce que après les déclarations de Messieurs les commandants des stations alliées et malgré la croisière, la sortie des bâtiments hydriotes est envisagée par les Grecs comme une forte présomption en faveur de la protection dont jouissent les insurgés de la part des Français et des Anglais.

Plusieurs autres circonstances les confirment dans cette opinion. Quelques officiers français radicaux approuvent et encouragent dans leur particulier les menées qui ont pour but un prétendu changement constitutionnel dans l'ordre intérieur du pays.

On va même jusqu'à répéter que les hommes de Li-

méni ont reçu de Modon et de Navarin des munitions de guerre.

Tout ceci peut tourner à mieux. Ces opinions peuvent se rectifier, si le général Guéhéneuc retire de Calamata son détachement. Dans le cas contraire on ne persuadera pas aux Grecs que les Maïnotes n'agissent point par une impulsion étrangère.

Les Mavromichalis, ainsi que les Hydriotes, sont restés à Calamata, et sont maintenant sous la sauvegarde des troupes françaises.

Peuvent-ils y rester sans produire une impression défavorable dans l'esprit de la nation qui les improuve, qui les combat, qui les maudit, parce qu'ils veulent troubler la tranquillité intérieure, tranquillité que d'ailleurs on leur recommande de maintenir au nom et de la part des Puissances alliées?

J'aime à espérer, mon prince, que vous n'aurez pas besoin de faire usage des informations que renferme la présente pour hâter les décisions de la conférence de Londres.

Ces décisions doivent être prises à cette heure. Mais vous en ferez usage pour démontrer à LL. EE. qu'ils n'ont plus de temps à perdre.

Les faits déplorables que je vous retrace viennent vous démontrer que je ne me suis pas trompé en jugeant depuis le mois de mai de notre situation, des causes qui la rendent périlleuse et critique, et des remèdes que j'ai sollicités et que je sollicite en vain depuis lors.

Je vous répète et je vous autorise à répéter, que je ne dévierai pas de ma marche. Je ne trahirai aucun de mes devoirs. Je les remplirai tous jusqu'au dernier moment.

Lorsque j'aurai la conviction de ne pouvoir plus rien faire pour sauver ce malheureux pays des horreurs de la guerre civile, de l'anarchie ou bien d'une occupation militaire, je mettrai sous les yeux de la nation Grecque et du monde l'historique vrai et sincère des choses et des hommes, et je me retirerai en emportant avec moi le plus grand des biens, la pureté et le repos de ma conscience.

Il me reste à vous dire un mot du congrès national. Les élections commencent à se faire. La plupart des provinces ont préféré des hommes nouveaux pour plénipotentiaires. Les nominations sont bonnes. Je ne presse pas la réunion. Elle devrait avoir lieu après-demain. Il se peut qu'elle tarde encore un mois. Je le désire pour que les îles de l'Archipel aient le temps d'envoyer aussi leurs députés. D'ailleurs il se peut que jusque-là la conférence de Londres nous ait fait connaître ses décisions, soit définitives, soit transitoires.

A M. le Chevalier Eynard, à Genève.

Nauplie, $\frac{14}{26}$ septembre 1831.

Mon cher Eynard, M. de Regny est arrivé. Je viens

de le voir; il m'a remis votre lettre du 5 du mois passé.

Je vous remercie infiniment du secours que vous m'envoyez dans cet homme, qui me paraît aussi être celui que je cherche depuis longtemps.

Il dînera demain chez moi avec les employés des finances. Il tâchera avant tout de connaître l'état actuel de notre administration; il me donnera ensuite ses idées.

Dieu veuille que dans ces entrefaites les événements du dehors me laissent les moyens et le temps d'utiliser M. de Regny. Je vous dis les événements du dehors, parce que nos petites échauffourées révolutionnaires ne sont que la conséquence directe et immédiate de ces mêmes événements, et des efforts des hommes qui les exploitent à leur avantage personnel.

Ces hommes ne sont pas seulement ceux qui composent la clique d'Hydra; il y en a d'autres ici même à Nauplie, qui les poussent. Ce sont ces derniers dont les événements du dehors devraient nous délivrer. Sans cela à la longue il n'y a pas de salut véritable pour ce malheureux pays.

Au moment où je vous écris, je n'ai pas un sou en caisse. Je fais néanmoins aller le service avec une espèce de papier-monnaie, que le gouvernement reçoit en son temps en paiement des revenus et des droits de douane.

Cet expédient réussit, mais cela ne peut pas aller longtemps. Il faut du crédit, et le gouvernement ne peut pas en avoir, lorsque les cours alliées lui promettent depuis six mois des secours pécuniaires sans les lui donner; lorsque les commandants des stations et Messieurs les résidents

de France et d'Angleterre témoignent de l'intérêt aux hommes assemblés à Hydra, lorsque enfin les incertitudes planent sur ce même gouvernement, que l'alliance prétend étayer de son appui moral.

C'en est assez sur ce grand et triste chapitre.

Quelques personnes et quelques journaux se montrent peu satisfaits du gouvernement grec : je ne m'en étonne pas, vu leurs opinions politiques ; cependant le témoignage qui me paraît le seul irrécusable est celui des faits, et les faits prouvent que le gouvernement n'a éloigné des affaires et du service que ceux qui malversaient ou qui tâchaient de le renverser. Le général Schneider qui est arrivé en France, donnera, j'espère, des renseignements qui ne seront pas défavorables au gouvernement grec.

Ni la crainte des intrigues et des intrigants, ni celle des longues colonnes de quelques journaux, ne me fera dévier de ma marche. On dira, on écrira ce qu'on voudra ; mais à la longue les hommes ne sont pas jugés d'après ce qu'on dit ou écrit de leurs actions, mais d'après le témoignage de ces mêmes actions. Fort de cette maxime, j'ai vécu dans le monde avec ces principes jusqu'au déclin de ma vie, et je m'en suis bien trouvé. Il m'est impossible à cette heure d'en changer ; je ferai ce que je dois, adienne ce qui pourra.

*A M. M. les Gouverneurs civils & les
Commandants militaires.*

Nauplie, $\frac{14}{26}$ septembre 1831.

Le conseiller aulique de S. M. le roi de Bavière et professeur à l'université de Munich, M. E. Thiersch, est porteur de la présente.

Cet homme si connu dans l'Europe savante par ses lumières, et si estimé des Hellènes à cause des services qu'il a rendus à leur cause, est arrivé récemment comme voyageur sur le sol de la Grèce, muni de lettres de recommandation de la part de S. M. pour le gouvernement grec.

Désirant en conséquence qu'il reçoive au milieu des Grecs des marques de la gratitude de la nation envers S. M., nous vous ordonnons de l'accueillir avec tous les égards possibles, et de le faire escorter d'une garde militaire pendant ses tournées dans les pays placés sous votre administration, lui offrant toutes les facilités nécessaires, soit dans le voyage, soit dans les fouilles qu'il aura à faire pour des découvertes archéologiques.

A. M. Thiersch, Professeur.

Nauplie, $\frac{22 \text{ septembre}}{4 \text{ octobre}}$ 1831.

Monsieur le professeur, Désirant contribuer à ce que la tournée que vous allez faire ait le plus de succès possible pour les progrès de l'archéologie, des arts et des sciences, nous avons l'honneur de vous mettre en relation avec M. Mustoxidis, auquel nous avons confié la direction du petit muséum national, ainsi que les soins au moyen desquels nous espérons pouvoir l'enrichir d'objets d'art que renferme le sol classique de la Grèce.

Il vous plaira peut-être de lui faire part des notions qui concernent vos recherches et les fouilles que vous voulez entreprendre.

Il vous paiera d'un juste retour, et il ne vous laissera pas ignorer les siennes. En mettant ainsi en commun vos notions et vos efforts, les fouilles auront des résultats plus assurés.

Nous n'avons pas besoin de vous répéter, Monsieur le professeur, que le gouvernement sera heureux de mettre à la disposition de S. M. votre auguste souverain les objets d'art qui sont déjà classés dans le muséum national, si S. M. daigne en agréer quelqu'un pour le faire placer dans la riche collection de Munich.

Dans sa munificence et dans son noble intérêt pour la Grèce, S. M. trouverait aisément le moyen de rendre à la

nation, contre ces objets d'art, d'autres objets tels que livres, cartes géographiques, instruments de physique et de chimie, dont nos établissements d'instruction publique ont le besoin le plus pressant.

*A M. W. W.**

Nauplie, vendredi $\frac{26 \text{ septembre}}{9 \text{ octobre}}$ 1831.

Mon cher N. N., L'affaire sera réglée comme vous le désirez. Les sentiments qui vous portent à n'accepter rien pour les services que vous avez rendus au pays, honorent votre noble caractère, et me font éprouver une véritable satisfaction; je vous en sais un gré infini. C'est du baume pour mon âme abreuvée à chaque instant d'amertume. Je vous serre la main.

Signé, CAPODISTRIAS.

* Ce billet sans adresse fut trouvé sur la table du président, qui l'avait écrit le matin même du jour de sa mort.

PIÈCES ADDITIONNELLES N° 1.

Les résidents des Puissances alliées à S. E. le président de la Grèce.

Nauplie, $\frac{27 \text{ mars}}{8 \text{ avril}}$ 1830.

Les résidents des cours alliées accrédités auprès du gouvernement grec ont reçu l'ordre de porter à sa connaissance les résolutions définitives que leurs cabinets ont adoptées, pour atteindre le but qu'ils se sont proposé en stipulant le traité du 6 juillet et les actes qui en sont le complément.

A cet effet les plénipotentiaires des Puissances alliées ont signé le 22 janvier (3 février) un protocole dont les soussignés ont l'honneur de soumettre une copie à Votre Excellence, et qui consacre l'indépendance complète de la Grèce, ainsi que d'autres bienfaits qui sont également le fruit de la médiation persévérante et unanime des trois cours.

Le premier effet de cet acte comme le premier but de tous les efforts qui en ont amené la conclusion doit être de faire cesser entièrement et sans le moindre délai toute hostilité entre les forces grecques de terre et de mer, et les forces ottomanes. Il est par conséquent indispensable que le gouvernement grec remplisse aujourd'hui l'obligation qu'il a contractée avec empressement de déposer les armes dès que les Turcs donneraient leur adhésion au traité du 6 juillet. Cette condition se trouvant remplie, et des démarches simultanées ayant eu lieu auprès de la Porte, les cours alliées ont transmis à leurs résidents l'ordre de réclamer du gouvernement grec l'adoption immédiate et entière des mesures suivantes :

1°. La publication officielle de l'armistice qui existe de fait.

2°. L'évacuation par les troupes et les escadres grecques de tous les pays, points et îles, qui ne doivent pas faire partie de la Grèce, et leur retraite derrière la ligne de démarcation désignée dans le protocole.

3°. Le respect des personnes et des propriétés en faveur des musulmans qui resteraient en Grèce.

Les Puissances alliées réclament l'adoption de ces arrangements avec la conviction qu'en les exécutant avec empressement la Grèce continuera à se montrer digne des bienfaits dont elle est devenue l'objet.

Le protocole qui stipule ces avantages renferme un article dont l'exécution a fait l'objet de nouvelles stipulations.

En reconnaissant qu'un gouvernement monarchique et héréditaire pouvait seul offrir les gages de stabilité que réclamait encore l'œuvre de paix dont les Puissances alliées s'étaient occupées, elles sont encore convenues qu'il serait placé à la tête du nouvel état un prince, dont le caractère fût pour la Grèce et pour l'Europe entière une garantie rassurante.

Leur choix n'a pas tardé à se fixer unanimement sur S. A. R. le prince Léopold de Cobourg, dont les qualités personnelles et l'existence sociale et indépendante offraient à un haut degré toutes les conditions désirées.

En réglant ces intérêts, les Puissances alliées ont arrêté également quelques déterminations spéciales, qu'elles ont prescrit à leurs résidents de porter aussi à la connaissance du gouvernement grec.

La première se rapporte à la résolution prise par les trois cours d'assurer au nouvel état des secours pécuniaires au moyen de la garantie d'un emprunt que fera le gouvernement grec, et dont le but sera de pourvoir à la solde et à l'entretien des troupes que le prince souverain sera dans le cas de lever à son service.

En même temps il a été convenu de laisser à la disposition de S. A. R., pour le terme d'une année, le corps de troupes françaises qui se trouve actuellement en Grèce. Dans le cas où un plus long séjour de ce détachement serait jugé indispensable, les Puissances s'entendraient avec le prince souverain pour condescendre à ses vœux.

Indépendamment des stipulations qui viennent d'être rapportées, il a été arrêté un arrangement séparé à l'égard des catholiques qui habitent ce pays.

S. M. le roi de France qui exerçait envers les chrétiens de ce rite un patronage spécial tant qu'ils se trouvaient soumis à la domination de la Porte, croit devoir aujourd'hui se dessaisir de cette prérogative (quant aux provinces qui doivent composer le nouvel état) et en confier l'exercice au souverain appelé à régner sur la Grèce. Mais en même temps S. M. T. C. a réclamé en faveur des catholiques des garanties capables

de suppléer à l'action que la France a exercée jusqu'à ce jour en leur faveur.

La justice de cette démarche ayant été reconnue, il a été stipulé que la religion catholique jouira dans le nouvel état du libre exercice de son culte, que ses propriétés lui seront garanties, que ses évêques seront maintenus dans l'intégrité des fonctions, des droits et des privilèges dont ils ont joui sous le patronage des rois de France, et qu'enfin d'après le même principe les propriétés appartenant aux anciennes missions françaises ou établissements français, seront reconnues et respectées.

Les plénipotentiaires des cours alliées qui ont réglé ces intérêts, ayant voulu donner en outre à la Grèce une nouvelle preuve de la sollicitude bienveillante de leurs souverains à son égard et préserver ce pays des malheurs que la rivalité des cultes qui y sont professés pourrait y susciter, sont convenus que tous les sujets du nouvel état, quel que soit leur culte, devront être admissibles à tous les emplois, fonctions et honneurs publics, et traités sur le pied d'une entière égalité, sans égard à la différence des croyances dans tous leurs rapports religieux, civils et politiques.

En s'acquittant des communications qui leur ont été prescrites par leurs gouvernements, les résidents des Puissances alliées se flattent de les voir accueillies avec les sentiments de reconnaissance que ces actes doivent inspirer à la nation Grecque, et avec la confiance qu'elle a manifestée jusqu'à ce jour envers ses puissants protecteurs.

Ces sentiments doivent lui être inspirés par des motifs bien légitimes. La Grèce est redevable de son existence aux secours de tout genre que les trois Puissances lui ont prodigués. Elles l'ont délivrée, prise sous leur protection immédiate, et sauvée d'une perte inévitable. A ces titres elles ont acquis des droits positifs à une entière déférence de sa part. Elles en acquièrent de nouveaux à sa gratitude en complétant aujourd'hui son système insulaire, et en lui assurant la possession des pays qui peuvent, soit lui être chers par leurs souvenirs, soit lui offrir des avantages par leur position géographique. En accordant à ce nouvel état une indépendance complète et tous les droits qui en dérivent, les cours alliées l'ont encore libéré de toute clause onéreuse. Elles ont aussi rempli le plus ardent de ses vœux, et surpassé de beaucoup les espérances qu'il avait droit de nourrir : le développement de sa prospérité intérieure et la reconnaissance de son commerce sont assurés. Le choix même du prince qui va la gouverner lui offre toutes les garanties d'ordre et de

repos intérieur dont il a besoin, ainsi que tous les moyens de se constituer d'après les principes salutaires qui font le bonheur des états.

Les cours alliées ont donné l'ordre à leurs résidents de déclarer encore que jusqu'à l'arrivée du prince en Grèce, les rapports établis entre l'administration actuelle de ce pays et l'alliance, seront maintenus tels qu'ils existent dans ce moment.

Des ordres analogues aux instructions qui ont été adressées aux missions des trois Puissances en Grèce, ont été expédiés à leurs ambassadeurs à Constantinople et aux amiraux, commandants des escadres stationnées dans ces mers, et ils ont reçu l'ordre de concourir ensemble à l'exécution du protocole du 22 janvier (3 février).

Signés, DAWKINS.

BARON A. DE ROUEN.

Comte N. DE PANIN.

ANNEXE A

AU PROTOCOLE DE LA CONFÉRENCE DU 3 FÉVRIER 1829.

Dépêche collective des ambassadeurs de la Grande-Bretagne et de France transmettant la déclaration de la Porte ottomane du 9 septembre 1829 à M. le comte Aberdeen.

La sublime Porte désirant complètement répondre aux vœux des trois cours signataires du traité du 6 juillet 1827, et s'en remettre à leur impartiale équité pour l'entière exécution de ce traité, vient de nous remettre la déclaration dont nous transmettons ci-jointe à Votre Excellence une traduction fidèle et authentique.

Elle y prend l'engagement solennel de souscrire à tout ce que résoudra la conférence de Loudres.

Ainsi se trouve remplie, dans son objet essentiel, la mission qui nous avait été confiée par les trois hautes Puissances.

Nous ajoutons que, vu les circonstances, il nous a paru nécessaire de faire parvenir à M. le comte Diebitch, commandant de l'armée russe en Roumélie, une expédition également authentique de la déclaration de la sublime Porte, qui d'ailleurs a déjà transmis l'ordre à ses plénipotentiaires à Andrinople de faire à ceux de S. M. I. une notification analogue.

Signé, Comte GUILLEMINOT.

ANNEXE B

AU PROTOCOLE N° 1 DE LA CONFÉRENCE DU 3 FÉVRIER 1829.

Déclaration de la Porte ottomane en date du 9 septembre 1829.

La sublime Porte déclare qu'ayant déjà adhéré au traité de Londres, elle promet et s'engage de plus aujourd'hui envers les représentants des Puissances signataires du dit traité, à souscrire entièrement à toutes les déterminations que prendra la conférence de Londres relativement à son exécution.

Pour copie conforme, *signé*, DAWKINS.

ANNEXE C

AU PROTOCOLE N° 1 DE LA CONFÉRENCE DU 3 FÉVRIER 1829.

Instructions pour les plénipotentiaires des trois cours à Constantinople sur l'établissement immédiat d'un armistice entre les Grecs et les Turcs.

L'adhésion de la Porte ottomane, au traité du 6 juillet impose aux Puissances signataires de cet acte l'obligation absolue d'amener une prompte et entière cessation d'hostilités entre les Turcs et les Grecs.

Vous voudrez bien, Monsieur, faire part de cette obligation au reis-efendi; et après lui avoir exprimé combien les trois cours ont été sensibles au témoignage de confiance que la Porte vient de leur offrir, vous l'inviterez à faire expédier le plus promptement possible (s'ils n'ont pas déjà été transmis) les ordres nécessaires pour que les commandants turcs cessent, dès ce moment, les hostilités contre les Grecs, sur terre et sur mer.

Les trois cours adressent la même demande au gouvernement grec, par l'entremise de leurs agents, qui recevront à cet égard l'instruction commune ci-jointe.

Les trois amiraux dans l'Archipel ont également été munis, pour le même but, d'ordres dont Votre Excellence trouvera ci-après une copie.

L'alliance n'admet pas de refus de la part des Grecs à la réclamation d'armistice qu'elle leur fait parvenir. Elle n'admet non plus aucun doute

sur les déterminations du gouvernement turc, sous ce rapport. Par son adhésion au traité de Londres, ce gouvernement a déjà consenti de fait à la cessation des hostilités, et s'il voulait aujourd'hui invalider des déclarations récentes et si précises, il prendrait une résolution dont il lui serait facile d'apprécier les funestes conséquences.

La conférence de Loudres est convaincue au reste que vous n'aurez pas besoin, Monsieur, de recourir à cette observation pour assurer le succès de votre démarche. Il est indispensable que vous en fassiez connaître le résultat aux résidents des trois cours en Grèce et à leurs amiraux.

Votre Excellence procédera à cette démarche de concert avec ses collègues de et de, qui recevront mot pour mot les mêmes instructions.

Signés, LIEVEN.

MONTMORENCY-LAVAL.

ABERDEEN.

ANNEXE D

AU PROTOCOLE N° 1 DE LA CONFÉRENCE DU 3 FÉVRIER 1829.

Instructions pour les amiraux des trois cours alliées sur l'établissement immédiat d'un armistice entre les Turcs et les Grecs.

En prenant lecture des instructions ci-jointes que la conférence de Londres adresse aux plénipotentiaires des trois cours à Constantinople et à leurs résidents en Grèce, Votre Excellence verra que leur ferme résolution est d'amener immédiatement une entière cessation d'hostilités entre les Turcs et les Grecs.

La conférence de Londres est persuadée que les uns et les autres vont déférer avec un égal empressement à la demande qui leur sera communiquée sous ce rapport; car les uns et les autres ont déjà consenti de fait à l'établissement d'un armistice sur terre et sur mer, moyennant leur adhésion au traité du 6 juillet.

Si cependant et contre toute attente il s'élevait des difficultés à cet égard, la conférence de Londres vous invite à concerter alors sans retard avec vos collègues de et de les mesures que vous jugerez les plus promptes et les plus efficaces pour faire cesser sur mer tout acte d'hostilité de la part de ceux des belligérants qui manifesteraient le des-

sein de continuer la guerre, malgré les représentations des cours alliées.

Leurs plénipotentiaires à Constantinople et leurs résidents en Grèce auront l'honneur d'informer Votre Excellence du résultat des démarches qu'ils ont ordre de faire dans le même but.

La paix étant rétablie entre la Russie et la Porte ottomane, l'amiral russe recevra, ainsi que Votre Excellence, la présente instruction, et vous aurez, Monsieur, à vous concerter avec lui, comme avec votre collègue de . . . , sur l'exécution des ordres qu'elle renferme.

Signés, LIEVEN.

MONTMORENCY-LAVAL.

ABERDEEN.

EXTRAIT DE LA CORRESPONDANCE DU PRINCE LÉOPOLD

RELATIVEMENT A LA SOUVERAINETÉ DE LA GRÈCE.

N° 1. *Milord Aberdeen au prince Léopold.*

Argyll-House, 30 janvier 1830.

Avant de transmettre officiellement au prince Léopold les protocoles qui vont être incessamment signés, Milord Aberdeen se croit obligé de revenir sur les observations que S. A. lui avait faites la veille, et qui semblent marquer l'éloignement à accepter la souveraineté de la Grèce, dans le cas où Candie ne ferait pas partie du nouvel état grec.

Il ne pouvait encore une fois qu'en témoigner une vive surprise. S. A. avait sans doute le droit de refuser la souveraineté, même à présent. Elle pouvait avoir des raisons suffisantes pour changer d'opinion, Milord Aberdeen ne croyait pas nécessaire de le nier; mais il devait ajouter respectueusement que l'exclusion de Candie ne saurait en aucune manière justifier une semblable décision.

Le protocole du 22 mars fut publié subreptivement peu de mois après dans la gazette d'Augsbourg, et ce n'est que sur ce document que S. A. a pu fonder le désir qu'il conçut d'obtenir la principauté de la Grèce. On y stipule non-seulement l'exclusion de Candie, mais le vasselage du prince; c'était en stricte conformité avec la lettre et l'esprit du traité de Londres; et l'article 10 de la transaction signée à Andrinople, en forçant

la Porte à accéder au protocole du 22 mars, y donne une nouvelle confirmation; mais quoique cette convention ne soit aucunement obligatoire, et pour l'Angleterre et pour la France, elle devait en quelque sorte sanctionner les prévisions du protocole.

Il est vrai que l'on a négocié depuis dans le but d'abolir la clause de suzeraineté, mais il ne fut jamais question de Candie.

Lorsque S. A. sollicita la coopération du roi de France pour l'accomplissement de ses désirs, et que S. M. T. C. l'eut promise définitivement le 20 novembre dernier, on ne fit sans doute aucune mention de Candie. Au retour de S. A. en Angleterre, et lors de la correspondance qu'il eut subséquemment avec le duc de Wellington, qui s'efforçait de son côté à lever divers obstacles relatifs à la position personnelle du prince Léopold, pas un mot ne fut articulé sur Candie.

S. A. n'en parla que mercredi passé, et seulement sur la possibilité qu'il y aurait à entamer par la suite une négociation amicale avec la Porte, afin de l'engager à céder cette île contre une indemnité pécuniaire. M. lord Aberdeen lui répondit à cette occasion que le prince souverain de la Grèce serait le maître d'entreprendre des négociations, et qu'à l'égard de Candie le choix du prince Léopold diminuerait considérablement la jalousie qui existerait autrement, dans le cas où l'île de Candie devrait appartenir à tout autre gouvernement qu'à la Porte.

Quelle que soit la coïncidence qui existe entre les sentiments de S. A. et le but politique de quelques personnes dans ce pays par qui elle a peut-être été conseillée, il croit que le prince ne tardera pas à reconnaître combien peu une semblable conduite pourrait contribuer à sa dignité et à son caractère.

Il craint que les Puissances alliées, qui après des retards et des difficultés innombrables, sont enfin tombées d'accord sur le plan qu'elles envisagent comme le plus désirable pour l'établissement définitif de la Grèce et qui ont offert la souveraineté à S. A. conformément à son propre désir, n'aient aucune intention de négocier avec elle; elles devront nécessairement attendre une accession aux termes de cette proposition, et on ne saurait révoquer en doute que toute réponse conditionnelle ne soit considérée comme un refus de fait de cette souveraineté, dont jusqu'à hier matin on avait tout lieu de croire que S. A. ambitionnait la possession.

N° 2. *Le prince Léopold à Milord Aberdeen.*

Claremont, 3 février 1830.

D'après la lettre de Milord Aberdeen, le prince Léopold voit qu'il envisage les choses sous un point de vue tout à fait différent. Les transactions de S. A. R. avec le gouvernement britannique n'ont eu rapport jusqu'à présent qu'à des affaires domestiques; mais il paraît que le noble lord le considère comme forcément lié aux clauses d'un protocole dont S. A. prit lecture à la hâte, et pour la première fois, le 30 du mois passé.

Il s'attendait au contraire :

1°. Que le protocole donnerait une notion précise de ce que la Grèce devait être.

2°. Que le prince aurait non-seulement la faculté de demander des explications, mais celle de donner après une mûre considération une réponse conditionnelle, comme il le jugerait convenable.

S. A. se fondait sur le principe qu'elle devait naturellement être partie; quoiqu'elle convienne que les circonstances limitaient considérablement ses droits; S. A. n'avait cependant jamais pensé qu'il lui serait interdit d'objecter à toute clause qui lui paraîtrait fatale à l'œuvre qu'elle doit entreprendre. Le prince de Cobourg n'a pas cru en conséquence devoir élever des contestations, avant qu'on lui eût fait l'offre formelle de la souveraineté. C'est pourquoi il considère même à présent comme prématurées les observations relatives à Candie, qui ont été faites au noble lord le 30 janvier. Loin de partager l'opinion consignée dans sa lettre, le prince répète encore qu'il ne voit point le moyen de pacifier la Grèce si Candie n'est pas incorporée au nouvel état.

S. A. doit en outre se disculper de la supposition qu'elle ait puisé dans la gazette d'Angsbourg le désir d'obtenir la souveraineté de la Grèce. Quels qu'aient pu être il y a quelque temps ses sentiments à l'égard de la Grèce, la résolution d'accepter cette tâche, si on pouvait la rendre praticable, ne date que de la conversation qu'elle a eue depuis peu avec Milord Stuart à Paris.

Jamais le prince ne demanda la coopération du roi de France. S. M. aborda ce sujet d'elle-même à l'audience de congé, disant qu'elle désirait que l'on offrit d'abord la souveraineté au prince Jean, Saxon, et puis au prince de Cobourg. Il ne fut nullement question de Candie, et S. A.

n'entama jamais la question des limites avec le duc de Wellington.

La circonstance que S. A. n'ait point appuyé sur l'affaire de Candie dans l'entrevue du 27 janvier, et d'avoir exprimé ensuite plus clairement ses sentiments dans celle qui eut lieu le 30 avec le noble lord, doit être attribuée à d'autres motifs que ceux qu'il veut bien donner. S. A. avait entendu, il est vrai, qu'on avait l'intention d'exclure Candie, mais que d'un autre côté rien n'avait été encore décidé, et que cette affaire était ouverte à de nouvelles négociations. Elle n'avait d'ailleurs rien appris qui puisse invalider l'opinion générale, que la force des circonstances finirait par contraindre les Puissances à admettre cette île dans la composition de l'état Grec.

Lorsque S. A. mentionna Candie le 27 janvier, c'était principalement pour apprendre quel pourrait être le meilleur mode de pacification dans l'hypothèse contraire; mais quand elle fut informée que les armes ottomanes seraient peut-être le seul moyen efficace, elle se persuada de plus en plus que l'exclusion de Candie deviendrait un obstacle insurmontable pour celui qui se chargerait de la direction de l'état Grec. C'est uniquement par suite de cette conviction, que le 30 janvier dernier elle exprima franchement son opinion à ce sujet.

Milord Aberdeen s'abandonne à la crainte que les Puissances ne voudront pas négocier avec le prince; mais S. A. ne saurait croire avant d'en avoir eu la confirmation, qu'il puisse entrer dans les intentions des Puissances que celui qui gouvernera la Grèce doive commencer par se soumettre aveuglément à leurs décisions, et abandonner les obligations qu'il contracte dès le moment qu'il accepte leur proposition.

N° 3. *Milord Aberdeen au prince Léopold.*

Argyll-House, 4 février 1830.

Par suite de quelques expressions contenues dans la lettre du prince, Milord Aberdeen exprime la crainte qu'il n'y ait peut-être quelque malentendu dans la manière dont S. A. envisage les intentions futures des plénipotentiaires des Puissances alliées, et il s'empresse de l'assurer que, bien qu'ils considèrent les négociations comme terminées, c'est néanmoins leur désir et en même temps leur devoir de lui offrir des explications détaillées sur les protocoles. Il se flatte que leur lecture et celle des documents qui s'y trouvent annexés, pourront tranquilliser les appréhen-

sions de S. A. relativement à Candie, et il s'estimera heureux de pouvoir lui communiquer tous les renseignements possibles, soit en se présentant seul chez S. A., soit ensemble avec ses collègues de France et de Russie.

N° 7. *Le prince Léopold au duc de Wellington.*

Claremont, février 1830.

Le prince Léopold pense que si le protocole du 3 février doit être dûment exécuté, il aura établi :

1°. Un armistice et une paix *de facto*, si les moyens pacifiques suffisent à cet effet.

2°. Il aura donné naissance à un état Grec, avec la promesse d'une indépendance politique.

3°. Il aura tracé des limites suffisantes, sous le rapport de la défense et des revenus.

4°. Il aura trouvé un souverain pour le nouvel état.

Voilà tout ce qu'il contient, et S. A. se trouve en conséquence obligée de s'informer avant de donner son adhésion au protocole, si le traité subséquent contiendra des stipulations telles que nécessite le nouvel état, et sans lesquelles il ne pourrait guère exister longtemps, quoiqu'elle n'en doute aucunement; mais il est de son devoir de s'en assurer d'avance.

S. A. prie le duc en qualité de ministre anglais de vouloir bien éclairer préalablement les doutes suivants :

1°. Dans quelle position l'adhésion au protocole mettra-t-elle le prince Léopold relativement au traité subséquent?

2°. Le duc de Wellington doute-t-il que le nouvel état Grec soit reconnu par toutes les Puissances européennes?

3°. Croit-il que la garantie ne sera que partielle, et pas aussi complète que le chef futur du gouvernement grec doit le désirer et l'attendre?

4°. Quel contingent fourniront les Puissances jusqu'à ce que le gouvernement grec devienne stable?

5°. Pour quelle durée et à quelles conditions accordera-t-on le contingent, et son séjour pourra-t-il être prolongé au delà de l'époque convenue, si les circonstances venaient à le nécessiter?

6°. Quelle protection aura la Grèce pour le cas d'invasion étrangère?

7°. Quels secours recevrait la Grèce dans le cas que ses ressources se-

raient diminuées au point de pas pouvoir suffire aux besoins du gouvernement? S. A. prie le duc de répondre catégoriquement sur ce point, puis- qu'elle apprend que le gouvernement provisoire n'a pu exister que par des subsides étrangers, et que ceux-là allaient cesser.

8°. Quelle sera la base de la politique de la Grande-Bretagne dans les relations à venir avec l'état Grec?

Il y a encore quelques points que le prince Léopold doit particulièrement recommander à son attention, et dont le principal est la question de Candie. Comme il ne peut aucunement voir qu'il soit de la politique anglaise d'exclure Candie, S. A. décèle la crainte que l'intérêt caché qui a présidé à la séparation, n'augure rien de favorable pour le nouvel état.

La Grèce en sera mutilée, appauvrie, exposée continuellement à l'invasion des Turcs, et offrira une foule de difficultés au chef de son gouvernement, car les Grecs ne pourront jamais comprendre la nécessité qu'il y aura à en exclure Candie.

Est-il probable aussi que les Grecs perdent de leur sympathie pour de malheureux coreligionnaires ou que ceux-ci oublient qu'ils sont Grecs? Comme la force sera probablement le seul moyen de pacification, il pourrait paraître au moins à la nation Grecque que le même traité qui place le prince Léopold à sa tête sanctionne le carnage de leurs frères; et de quels yeux le regardera-t-elle?

Il s'abstient d'entrer dans d'autres détails non moins pénibles qui peuvent le compromettre à l'égard des Puissances et ternir sa réputation. Si donc on ne saurait changer de décisions à l'égard de Candie, S. A. croira de son devoir pour le cas de son adhésion au protocole de demander, non une amnistie turque, mais des engagements solennels. Elle engagera en même temps les Puissances à se prévaloir du paragraphe 3 du traité de Londres pour obtenir une amélioration dans l'état des habitants chrétiens de Samos et de Candie.

Si Milord Aberdeen a voulu tourner au préjudice de S. A. la circonstance qu'elle aurait dû être préparée par les journaux à l'exclusion de Candie, au moins ne s'attendait-elle pas à voir de semblables limites au nord-ouest de la Grèce. Le prince les considère comme trop insuffisantes pour ne pas élever les plus fortes objections à leur égard.

Il ne pourra se prononcer qu'après l'éclaircissement de tous ces points, et il désirerait d'un autre côté que si l'on communique en attendant sa nomination aux Grecs, ils puissent librement émettre leur opinion sur le choix de leur nouveau souverain.

S. A. entend par l'article 3 du protocole qu'elle aura le droit de dou-

ner, ou de ne pas accorder les institutions compatibles avec une monarchie qu'elle jugera nécessaire au bonheur de l'état.

Jusqu'à présent S. A. ne s'est encore consultée avec personne sur ces matières délicates, et elle s'en abstiendra avant d'avoir reçu une réponse du duc, et lui avoir désigné la personne à qui elle s'adressera à cet effet.

N° 8. *Milord Wellington au prince Léopold.*

Londres, 10 février 1830.

Depuis l'entrevue que le duc de Wellington eut dans la matinée avec S. A. il a examiné les points contenus dans la lettre du 9, et il espère que les éclaircissements qui se trouvent dans le memorandum annexé la mettront à même de donner une réponse définitive aux plénipotentiaires.

Mémorandum, le 10 février 1830.

1°. Il aura établi un armistice et une paix *de facto*, si les moyens pacifiques suffisent à cet effet.

2°. Il aura donné naissance à un état grec, avec la promesse d'une indépendance politique.

3°. Il aura tracé des limites suffisantes sous le rapport des revenus et de la défense.

4°. Il aura trouvé un souverain pour le nouvel état.

1°. Dans quelle position l'adhésion au protocole mettra-t-elle le prince Léopold relativement au traité subséquent?

Le protocole répond à tous ces points, et les souverains alliés devront naturellement se charger du soin d'établir la paix entre les Turcs et les Grecs.

Le duc diffère ici de S. A.

La faiblesse ou la force d'une frontière doit être comparée avec les moyens de l'état limitrophe, et l'on doit d'ailleurs considérer que le territoire sera garanti. Il ne croit pas aussi qu'une légère augmentation de terrain puisse améliorer les finances.

1°. S. A. R. sera prince souverain de la Grèce en vertu et selon le protocole. Un traité sera nécessaire entre les trois Puissances et la Porte, et peut-être même entre cette dernière et le prince souverain.

2°. Le duc de Wellington doute-t-il que le nouvel état soit reconnu par toutes les Puissances européennes?

3°. Croit-il que la garantie ne sera que partielle et pas aussi complète que le chef futur du gouvernement grec doit le désirer et l'attendre?

4°. Quel contingent fourniront les Puissances jusqu'à ce que le gouvernement grec devienne stable?

5°. Pour quelle durée et à quelles conditions accordera-t-on le contingent, et son séjour pourra-t-il être prolongé au delà de l'époque convenue, si les circonstances venaient à le nécessiter?

6°. Quelle protection aura la Grèce pour le cas d'invasion étrangère?

Mais le duc ne saurait avancer que le traité contiendra quelque chose qui ne soit pas maintenant dans le protocole, sauf une garantie générale.

2°. On ne saurait douter que les Puissances européennes ne reconnaissent le nouvel état.

3°. Il est de l'intérêt et du désir de tous les états européens que la Grèce soit indépendante. Les trois Puissances doivent garantir le territoire désigné dans le protocole. D'autres Puissances seront invitées à accéder au traité.

4°. Chacune des trois Puissances est engagée à ne pas envoyer des troupes en Grèce sans le consentement des autres.

Le souverain indépendant de la Grèce devra décider lui-même s'il aura besoin d'une force militaire pour affermir son autorité ou défendre les frontières, et les Puissances devront naturellement proportionner leurs secours à la demande qui en sera faite.

5°. La réponse à ce paragraphe est contenue dans celle du numéro 4.

6°. La Grèce une fois établie, et ses limites garanties, comme il a été proposé, elle aura le même droit à l'assistance et à la protection en cas d'une agression quel-

conque que tout autre état de l'Europe, dont il y a plusieurs qui, se trouvant dans le voisinage des états les plus puissants, jouissent d'une entière indépendance sous tous les rapports, soit intérieurs, soit extérieurs.

7°. Quel secours recevrait la Grèce dans le cas que ses ressources seraient diminuées au point de ne pas pouvoir suffire aux besoins du gouvernement? S. A. prie le duc de répondre catégoriquement sur ce point, puisqu'elle apprend que le gouvernement provisoire n'a pu exister que par les subsides étrangers et que ceux-là allaient cesser.

8°. Quelle sera la base de la politique de la Grande-Bretagne dans ses relations futures avec l'état Grec?

7°. Le gouvernement de ce pays n'a jamais donné le moindre secours pécuniaire à la Grèce, et ce serait tromper S. A. que de lui en donner l'espoir pour l'avenir. Le duc pense d'ailleurs qu'un semblable secours n'est pas nécessaire.

8°. Le duc répond clairement que la politique de ce pays à l'égard de la Grèce sera basée sur le désir d'entretenir des relations de bon voisinage et de coopérer à la paix intérieure, au bonheur et à la prospérité de la Grèce, et à tous les justes désirs du prince souverain.

S. A. peut être persuadée que les ministres de S. M. n'agissent point d'après les motifs personnels et les sentiments que leur attribuent leurs opposants; et même en admettant cette supposition peu honorable, le duc assure que la politique permanente de l'Angleterre envers la Grèce doit être amicale, si la Grèce est réellement indépendante et se conduit comme une Puissance indépendante.

Pour ce qui regarde Candie, la lettre de S. A. parle : 1°, de la possession, et 2°, de la pacification de cette île par le protocole du 22 mars : les Puissances alliées ont décidé de ne pas en demander la cession à la Porte; et relativement au second point, la meilleure manière d'en venir à une

décision serait de rejeter de la discussion toutes les expressions dures, comme force des armes, verser du sang, et carnage.

Si S. A. voulait bien se donner la peine de lire les détails de la guerre en Candie, elle verrait qu'il y a lieu de se plaindre beaucoup plus des Grecs et surtout du gouvernement grec que des Turcs.

Si Candie doit continuer à être une possession turque, il est indispensable que les habitants, soit Turcs soit Grecs, soient soumis au gouvernement turc sans la moindre intervention étrangère.

On a pris des mesures pour prévenir des actes de vengeance pour ce qui est passé, et il ne manquera pas de bons offices pour empêcher un exercice cruel de l'autorité; mais l'Angleterre ne peut pas contrôler le pouvoir de la Porte dans cette île; et si quelque Puissance le pouvait effectivement, on ne saurait y considérer la Turquie comme puissance indépendante.

S. A. a saisi, je crois, le vrai sens du paragraphe 3 du protocole. Les trois Puissances ne se chargent pas de définir quelles seront les institutions compatibles avec la monarchie par laquelle les Grecs doivent être gouvernés.

N° 11. *Le prince Léopold à Milord Aberdeen.*

Claremont, février 1830.

Ayant mûrement considéré les modifications qui ont été proposées dans la conférence de la veille aux points 4 et 5 contenus dans la réponse de S. A. au protocole, elle est venue à la conclusion qu'elle perdrait la clause la plus essentielle si les Puissances refusaient les troupes, clause qui lui fut non-seulement promise dès le commencement, mais qui peut être envisagée comme une base à tout le reste. Milord Aberdeen est prié de vouloir communiquer à ses collègues la réponse annexée.

N° 15. *Le prince Léopold à Milord Aberdeen.*

Claremont, 23 février 1830.

Réception du projet du protocole du 20 février.

S. A. n'approuve pas entièrement le passage ayant trait à la prolonga-

tion du séjour des troupes françaises au delà du terme, et propose la correction annexée.

Le prince doit avouer franchement qu'il ne goûte pas la modification proposée de la note du 11 du courant numéro 14.

Une telle modification pourrait peut-être invalider l'exactitude du fait relativement à la position que S. A. a cru devoir prendre dans cette occasion. Milord Aberdeen admettra probablement que S. A. ne devrait pas affaiblir lui-même les preuves que ce n'est pas de sa faute si les Grecs n'ont pas eu une part au choix de leur souverain. Si les plénipotentiaires attachent beaucoup d'importance à ces modifications, S. A. consentira par courtoisie à les adopter.

Le projet du protocole ne rappelle nullement la promesse que les plénipotentiaires avaient faite au prince le 15 février relativement aux limites occidentales; c'est pourquoi il prie Milord Aberdeen de donner aux commissaires, pour fixer les limites, des instructions qui puissent les mettre à même d'étendre au moins les limites arrêtées selon le principe des séparations naturelles.

N^o 18. *Le prince Léopold à Milord Aberdeen.*

Marlborough-House, 7 mars 1830.

Si le prince a accédé à la réponse modifiée pour la forme, son adhésion au protocole n'a pas moins été fondée sur la teneur et l'esprit de sa lettre du 11 février adressée aux plénipotentiaires.

Il souhaite qu'on ne considère pas cette explication comme décelant un manque de confiance envers les plénipotentiaires, mais comme destinée uniquement à le garantir lui-même de la possibilité de dévier à l'avenir de l'intention et de l'objet de sa première réponse, puisque S. A. considérerait que tout éloignement du sens de cet engagement lui laisserait la pleine liberté d'agir comme bon lui semblerait.

S. A. revient encore une fois sur la nécessité d'étendre les limites au nord, d'autant plus que Milord Aberdeen s'était lui-même récemment exprimé sur la difficulté qu'il y aurait à adopter la ligne de frontières proposée.

Persuadé qu'il est dans le pouvoir des plénipotentiaires d'opérer ce changement, le prince Léopold prie Milord Aberdeen d'employer ses bons offices en qualité de ministre anglais, afin d'obtenir ce résultat, et

que S. A. considère comme lui étant dû, d'après toutes les circonstances de sa position.

N° 19. *Milord Aberdeen au prince Léopold.*

Foreign-Office, 15 mars 1830.

Les ministres de S. M. ont éprouvé une vive peine en prenant lecture de la lettre du prince Léopold à Milord Aberdeen, parce qu'elle paraît jeter un doute sur la stabilité des engagements que S. A. a contractés, et qu'elle admet en principe un système d'interprétation qui rendrait tout engagement douteux.

S. A. se réserve un droit qu'elle pourra exercer à discrétion: d'appeler de la lettre signée par elle et annexée officiellement au protocole, aux expressions d'une autre lettre qu'elle avait consenti à retirer par suite de la demande des plénipotentiaires.

Il est évident qu'un pareil procédé est en opposition directe avec la nature même d'une transaction diplomatique telle que la présente. Milord Aberdeen ignore les sentiments des plénipotentiaires de France et de Russie à cet égard: mais pour ce qui s'agit des ministres de S. M., ils sont intimement convaincus de l'impossibilité de continuer les discussions si S. A. ne veut pas reprendre sa lettre.

S. A. reconnaîtra sans doute que ni la dignité du roi, ni le caractère de la transaction elle-même, ne comporteraient la possession de ce document s'il n'était pas accompagné d'une contradiction ou explication de sa part.

N° 22. *Le prince Léopold à Milord Aberdeen.*

Marlborough-House, 17 mars 1830.

Substitué au numéro 18 du 7 mars.

L'état actuel des négociations relatives à la Grèce portent S. A. à entretenir Milord Aberdeen sur une question principale qu'il reste encore à décider, et nommément les secours pécuniaires. En ne pas stipulant le montant de l'emprunt qui doit être garanti, le prince croit avoir donné la preuve la plus irréfragable de sa confiance dans les dispositions amicales des Puissances alliées; mais il est de la plus haute importance pour

S. A. de l'apprendre maintenant, car les ressources qui seront désignées au nouvel état pourront seules déterminer la possibilité qu'il y aura d'entreprendre une tâche aussi difficile.

En voici les raisons :

1°. L'état déplorable auquel le pays a été réduit après de longues années d'anarchie et de guerre. 2°. S. A. ignore jusqu'à présent les ressources du pays; mais quelles qu'elles soient, elles éprouvent un besoin indispensable d'être activées par l'emploi immédiat de fonds. 3°. La nécessité de combattre l'anarchie en ramenant les troupes irrégulières de la Grèce à des habitudes d'ordre; pour les établir on doit faire des sacrifices pécuniaires. 4°. L'intérêt que les Puissances alliées doivent avoir à la pacification du levant doit nécessairement rester le même, que l'œuvre s'accomplisse maintenant ou plus tard; mais il est certain que les difficultés augmenteront en proportion des entraves et des retards qu'on y mettra.

N° 24. *Projet d'une convention avec le prince Léopold relativement à un emprunt.*

Le gouvernement britannique garantira les intérêts d'un emprunt pour le prince souverain de la Grèce aux conditions suivantes :

La somme empruntée s'élèvera à 500,000 livres sterling.

Les conditions doivent être soumises à l'approbation du gouvernement britannique.

La somme totale sera avancée en sept versements annuels à la conclusion de l'emprunt.

	80,000 livres sterling.	
En 1831,	70,000	»
1832,	70,000	»
1833,	70,000	»
1834,	70,000	»
1835,	70,000	»
1836,	70,000	»
	500,000	»

Ces versements quoique contractés en même temps doivent être considérés comme des emprunts séparés.

Le prince doit assigner (dans les six premiers mois de son arrivée)

quelques branches spéciales des revenus pour le paiement des dividendes semi-annuels. On déduira du premier versement ce qui est nécessaire pour solder les intérêts de la première demi-année.

La Grande-Bretagne sera garant du paiement des dividendes que le gouvernement grec ne pourrait pas acquitter, et les réclamants auront le droit de se prévaloir de leurs créances six mois après l'échéance, en prouvant que le gouvernement grec ne peut pas les satisfaire.

Les obligations du gouvernement britannique relativement à chaque portion de l'emprunt commenceront aussitôt après leur versement. La garantie du gouvernement britannique est accordée à S. A. R. le prince souverain de la Grèce et à ses descendants; mais dans le cas qu'il résulterait quelque changement dans la situation relative des parties, la Grande-Bretagne se réserve la faculté de retirer sa garantie pour les versements qu'il restera encore à faire, et elle en informera le contractant. Le gouvernement britannique aura également la faculté de rembourser les fonds d'un ou de plusieurs versements garantis par lui, à un taux qui sera convenu, et d'acquiescer par là tous les droits du contractant avec le gouvernement grec.

N° 25. *Le prince Léopold à Milord Aberdeen.*

Marlborough-House, 25 mars 1830.

Les termes du protocole avaient donné au prince le droit d'attendre que, quelle que soit la quote-part de chacune des Puissances, la somme totale de l'emprunt serait garantie par un acte de la conférence. Et il apprend avec un regret sensible que le montant de l'emprunt que le gouvernement britannique veut garantir est totalement au-dessous de ce que S. A. avait de premier abord jugé indispensable pour la Grèce.

Dans toutes les négociations relatives à la souveraineté de la Grèce qui viennent d'avoir lieu, le prince Léopold a toujours cédé aux objections des plénipotentiaires dans l'espoir que l'article 4 du protocole recevrait toute l'extension qu'on lui avait fait espérer, et que par là il pouvait encore trouver le moyen d'accomplir les intentions généreuses des Puissances alliées. Mais pour le cas que la conférence ne se croie pas autorisée à accorder toute la somme demandée, S. A. n'hésite pas à déclarer qu'elle sera forcée à se démettre des hautes fonctions dont les souverains alliés ont bien voulu la revêtir.

N° 26. *Milord Aberdeen au prince Léopold.*

Foreign-Office, 25 mars 1830.

Milord Aberdeen ne tardera pas à communiquer la lettre de S. A. aux plénipotentiaires de France et de Russie.

Ces ministres ne sont pas autorisés à spécifier le montant de l'emprunt que leurs gouvernements sont disposés à garantir. Mais il avait cru devoir aller au-devant de l'anxiété exprimée à cet égard par S. A. en lui transmettant le projet. S. A. a dû connaître d'ailleurs précédemment la détermination qu'avait prise le gouvernement de S. M. de garantir séparément sa portion de l'emprunt.

Les Puissances pourront adopter d'autres résolutions, mais Milord Aberdeen a toujours manifesté la même opinion sur la part que prendrait le cabinet anglais, et il regrette que S. A. ne l'ait peut-être pas compris, malgré tous les soins qu'il avait pris de bien éclaircir ce point. Il est dit d'ailleurs dans la modification même proposée par S. A. : « Les hautes Puissances signataires du traité du 6 juillet 1827 s'engagent conjointement ou séparément à donner leur garantie aux emprunts, etc. »

Milord Aberdeen est très-désireux d'éclaircir un point sur lequel il croyait qu'il ne pouvait pas y avoir de malentendu; car quelles que soient les conditions ou le montant de l'emprunt, le gouvernement britannique ne voudra guère garantir que séparément.

N° 30. *Milord Aberdeen au prince Léopold.*

Argyll-House, 1 mai 1830.

Quoique Milord Aberdeen ait déjà eu l'honneur d'informer S. A. dans la matinée de ce jour, de la résolution prise par les Puissances alliées de garantir la somme de 60,000,000 de francs, les plénipotentiaires désiraient la lui faire d'une manière plus formelle, et personnellement. Dans cette même entrevue, on pourrait terminer quelques détails relatifs à cette affaire.

N° 31. *Le prince Léopold à Milord Aberdeen.*

Marlborough-House, 2 mai 1830.

Je dois vous informer, en réponse à votre lettre d'hier au soir, que, malgré la satisfaction que j'éprouverai toujours à communiquer personnellement avec les plénipotentiaires, il faut que je m'en prive dans la présente occasion.

Les désavantages provenant d'un semblable mode de communication, sont en vérité trop majeurs et sont retombés jusqu'ici exclusivement, je dois ajouter aussi sévèrement, sur moi-même.

Quelles que soient, en conséquence, les communications dont les plénipotentiaires désireraient s'acquitter par la suite relativement à tous les objets sous discussion, je les prie de vouloir bien les faire par écrit.

PIÈCES ADDITIONNELLES N° 2.

Le sénat à S. E. le président de la Grèce.

Nauplie, $\frac{12}{24}$ avril 1830.

Après avoir profondément médité le protocole du 3 février, les pièces y annexées, la notification officielle des résidents des cours alliées, ainsi que le message de Votre Excellence sous le numéro 497, le sénat s'est empressé par sa réponse sous le numéro 67 d'exposer ses observations basées sur les vœux légitimes de la nation, vœux qu'elle a déjà exprimés tant de fois et qui sont contenus dans le mémoire ci-joint.

C'est à Votre Excellence à les mettre sous les yeux de S. A. R. le prince Léopold.

Quant à la députation que vous nous proposez d'envoyer au-devant de S. A. R., le sénat la considérant et comme un devoir et comme étant dans l'intérêt de la nation, il est prêt à se concerter avec Votre Excellence sur son envoi, dès qu'il sera jugé convenable.

Mémoire renfermant les observations du sénat sur le protocole du 3 février, ainsi que sur la note par laquelle cet acte a été communiqué au gouvernement grec par les résidents des cours alliées.

Nauplie, $\frac{12}{24}$ avril 1830.

Le désir ardent de se soustraire au joug d'un long esclavage et de recouvrer son indépendance, détermina la nation Grecque à entreprendre la guerre contre la Turquie; ce même sentiment, durant cette lutte inégale, lui inspira du courage pour affronter la mort, lui prêta des forces pour endurer les plus cruelles privations. Le sénat, qui voit aujourd'hui que ce bien si cher à tous les Grecs leur est accordé par la magnanimité de leurs augustes protecteurs, est pénétré avec la nation entière d'une profonde reconnaissance.

La Grèce n'eut pas plutôt pris les armes, qu'éprouvant le besoin de l'ordre, elle adopta la forme de gouvernement qu'elle jugea la plus convenable à sa situation d'alors. Plus tard au congrès de Trézène elle plaça pour sept ans le timon des affaires entre les mains d'un homme qu'elle regardait, et qu'elle regarde encore, comme digne de sa confiance. Des considérations de haute politique changent aujourd'hui ce système d'administration, et la Grèce, destinée à être régie monarchiquement, va posséder dans son sein S. A. R. le prince Léopold. Le choix d'un prince sage et vertueux, que devance la renommée, offre à la Grèce la perspective d'un avenir heureux; elle s'en félicite d'autant plus qu'elle apprend que S. A. R. s'est noblement refusée à accepter la tâche aussi glorieuse que pénible d'opérer le bonheur d'une nation, avant de s'assurer de l'assentiment de cette même nation. Le principe qui a porté S. A. R. à une résolution si généreuse, ainsi que la loyauté de son caractère, sont les plus sûrs garants de sa disposition à valider les libertés nationales que la Grèce a consacrées dans quatre assemblées, et qu'elle estime aussi nécessaires, aussi précieuses, que l'existence même.

D'autres liens également formés par la gratitude, attachent déjà la nation à S. A. R. Les Grecs ont appris avec émotion le vif empressement qu'elle a mis à défendre les intérêts majeurs de l'état.

Le sénat considère l'extension des limites comme si étroitement liée avec l'indépendance réelle de la Grèce; il la juge tellement nécessaire pour l'accomplissement des intentions généreuses des Puissances signataires du protocole du 3 février, qu'il ne saurait passer sous silence les observations suivantes :

1°. Sur le continent, les provinces qui, avec une population d'environ cent mille âmes, viennent d'être détachées du nouvel état Grec, ont souvent opposé une digue au torrent dévastateur des troupes ottomanes. Sur mer l'île de Candie qui a été exposée pendant neuf ans à toutes les calamités de la guerre, Samos, où tant de fois sont venues se briser les forces de l'ennemi, Psara et Cassos, qui n'ont succombé qu'après une résistance héroïque, ont été comme autant de boulevards contre les flottes de Byzance et d'Alexandrie. Les habitants de ces malheureux pays de quel œil verront-ils qu'eux, les premiers défenseurs de la cause, retombent dans l'esclavage, tandis qu'on rend leurs compagnons d'armes à la liberté? Doivent-ils s'arracher, les uns à un sol que jamais les Turcs n'ont osé fouler, les autres à une terre teinte de leur sang, qui leur rappelle de glorieuses victoires, et les noms de leurs capitaines les plus illustres? Ne serait-il pas à craindre que, dans l'excès de leur désespoir, ils ne renouvelassent les scènes sanglantes de Messolonghi et de Psara? Nous sommes à même de connaître l'enthousiasme avec lequel les habitants de ces contrées tiennent à leur sol natal; nous connaissons aussi le caractère de ces races belliqueuses, et nous frémissons en pensant que des massacres de populations entières viendront bientôt affliger les âmes compatissantes des augustes souverains qui nous protègent.

2°. Les frontières assignées à la partie continentale de l'état ne sont garanties ni par des montagnes d'un accès difficile, ni par de profondes rivières. L'Achéloüs et le Sperchius sont, surtout pendant l'été, de faibles ruisseaux, guéables en plusieurs endroits. La ligne de démarcation, loin de traverser des précipices et des ravins, passe par un pays plat et désert, qui n'offre aucun moyen de défense. Pour couvrir des frontières semblables, il faudrait donc un cordon de plusieurs milliers de soldats, et des sommes énormes pour élever, soit des fortifications, soit des abris pour les troupes.

L'île de Candie étant exclue de l'état Grec, l'Archipel restant ainsi

à découvert du côté de l'Afrique, on sera obligé d'entretenir constamment une force navale considérable. Or dans son état actuel la Grèce, quoique possédant encore les provinces qui vont être séparées d'elle, et dispensée encore des frais qu'exigent les relations diplomatiques et une organisation parfaite dans l'intérieur, peut à peine subvenir avec ses propres revenus; et ces revenus lui suffiront-ils lorsque la Grèce sera démembrée, et constituée avec des frontières dont la défense exigera des frais exorbitants?

3°. Les provinces de la Roumélie cédées à la Porte fournissent les deux tiers de notre armée de terre. Si ces soldats rentrent dans leurs foyers, la Grèce se verra privée du nerf de ses forces, de ces mêmes bras qui ont si héroïquement défendu Messolonghi et Athènes. S'ils restent parmi nous, placés dans l'intérieur de l'état ou sur les frontières, seront-ils spectateurs impassibles de leurs infortunes, fidèles observateurs de la paix? L'exclusion des îles de Candie, de Samos, de Psara, de Cassos, de Chios, d'Icaria, de Patmos, de Léros, de Galymnos, d'Astypaléa, de Carpathos et autres, ne manquera pas de pousser à l'émigration des hommes aguerris et réduits au désespoir, lesquels infesteront les mers de la Grèce, en se livrant à la piraterie, à la faveur de tant d'îlots inhabités et de la proximité des côtes désertes et non gardées. Que deviendrait alors l'état naissant de la Grèce? Quelle serait sa tranquillité sur terre? Quelle serait la sûreté du commerce sur mer? Où la Grèce indépendante trouverait-elle les moyens d'entretenir une flotte considérable et de solder de nombreuses troupes?

4°. Les provinces de la Roumélie, loin de donner à l'empire Ottoman des revenus importants, ont toujours servi d'asile à des peuplades libres et guerrières, et causé à la Porte des inquiétudes et des dépenses presque continues. Ces mêmes provinces, dont l'esprit indépendant et belliqueux a pris un nouvel essor pendant neuf années de guerre, placées pour ainsi dire aux portes des deux états, n'offriront-elles pas une matière prête à s'enflammer au moindre incident, et à rallumer le feu d'une guerre à peine éteinte?

Supposons cependant que tout motif d'une rixe prochaine ait cessé, et qu'on soit parvenu à dompter le caractère martial de ces peuplades abandonnées à la Turquie, les Ottomans occuperont toutes les fortes positions dans les montagnes, et menaceront à chaque instant l'état Grec. Ils exerceront dès lors sur lui une influence inconciliable avec les vues élevées, d'après lesquelles les augustes monarques viennent de fixer ses destinées.

5°. Quand même la Porte désirerait sincèrement une paix durable, ses sujets accoutumés de tout temps à l'insubordination, se conformeraient-ils docilement à ses volontés? et les Grecs indépendants des provinces limitrophes, n'étant point défendus par des frontières naturellement fortes, ne seraient-ils pas continuellement exposés aux invasions subites des hordes albanaises et asiatiques? où serait donc la garantie d'une paix permanente entre les Grecs et les Ottomans?

A-t-on au moins offert aux habitants des contrées séparées de l'état Grec un moyen réel de ne pas perdre leurs propriétés, au cas où ils voudraient renoncer à leur patrie? Non; car si, d'après le protocole du 3 février, il est permis aux Turcs habitants de l'état Grec comme aux Grecs habitants des états Turcs, de vendre leurs biens et d'émigrer, il est évident qu'aux premiers, tels que les Turcs d'Eubée, une pareille vente deviendrait possible et profitable, attendu que leurs biens se trouvent dans un pays qui est appelé à jouir des bienfaits d'une administration régulière. Il en serait tout autrement des Grecs, de ceux de l'Acarnanie par exemple, pour lesquels la vente serait ou peu avantageuse, ou illusoire. En effet quel serait l'homme sensé qui voudrait acquérir les propriétés d'un Acarnanien, là où l'arbitraire seul existe, et dans des contrées en proie au désordre?

Indépendamment de ces résultats funestes, la restriction des limites fera affluer dans la Grèce indépendante des indigents en grand nombre qui quitteront avec les larmes du désespoir leur sol natal, mais esclave. Les habitants de l'état Grec, liés comme ils sont avec eux par les nœuds de la fraternité et par des serments solennels, devront-ils les abandonner à leur misère? Laisseront-ils livrer à tous les malheurs et au fléau des épidémies une population tant de fois décimée par la mort? Membres de la famille Grecque, ces infortunés ne mériteront-ils pas d'être soulagés dans leurs maux? Mais quels sont les moyens de les soulager? Est-ce la terre nationale ou les ressources de la caisse? La terre nationale!

L'article 5 du protocole porte: « L'acte d'amnistie de la Porte proclamera qu'aucun Grec dans toute l'étendue de ses domaines ne pourra être privé de ses propriétés, ni inquiété aucunement à raison de la part qu'il aura prise à l'insurrection de la Grèce. L'acte d'amnistie du gouvernement grec proclamera le même principe en faveur de tous les musulmans ou chrétiens qui auraient pris parti contre sa cause, et il sera de plus entendu et publié que les musulmans qui voudront continuer à habiter les territoires et îles assignés à la Grèce, y conserveront leurs propriétés, etc. »

Nous omettrons de faire observer que l'amnistie existant déjà de fait chez les Grecs n'a été et ne sera jamais qu'illusoire chez les Turcs. Nous passons sous silence que ce même article concernant l'amnistie ne fait aucune mention de tant de Grecs qui, tombés en esclavage, ont été vendus en Turquie, et dont il est douloureux à la nation d'ignorer le sort. Nous n'abordons point ces sujets quoique d'une grande importance, et nous nous arrêtons sur un autre point qui mérite une attention toute particulière.

L'article en question, en établissant l'inviolabilité des propriétés musulmanes, prévoit-il deux cas seulement? le premier, lorsque les Turcs reparaitront en Grèce en qualité de négociants, d'artisans, ou de propriétaires de terres récemment acquises par eux; le second, lorsqu'ils se trouveront, tels que les Turcs de l'Eubée, propriétaires de fait, au moment de l'exécution du protocole. Ou bien s'agirait-il aussi de la restitution des terres nationales, restitution entièrement incompatible avec l'existence du nouvel état? Ces propriétés appartenant jadis aux Grecs, usurpées ensuite par les Turcs durant leur domination, et rachetées aujourd'hui au prix de flots de sang, ont été, ou aliénées à différentes époques, ou hypothéquées lors de la négociation des deux emprunts de Londres. Elles servent maintenant à nourrir les trois quarts d'une population presque nue. Elles ont enfin été destinées, soit à des indemnités, soit à la liquidation des anciennes dettes de l'état, contractées dans l'intérieur.

Ce serait un malheur irréparable, une catastrophe dont la Grèce ne se relèverait jamais, que d'entreprendre la restitution de ces propriétés.

Le sénat qui ne voit dans cette mesure que les résultats les plus funestes, croit s'acquitter d'un devoir sacré en représentant à S. A. R. qu'il a peine à se convaincre que le peuple Grec, se voyant ainsi lésé dans ses droits et dans ses intérêts les plus chers, puisse se résigner patiemment à perdre le fruit de ses travaux, et à voir compromis le présent et l'avenir. Mais quand même par l'effet d'une prudence que dicteraient des circonstances impérieuses il se condamnerait au silence, ne deviendrait-il pas bientôt un troupeau d'esclaves dispersé au milieu des Turcs, assez puissants pour opprimer, puisque d'un côté, par suite des actes qui complètent le protocole du 3 février, les Ottomans seront admissibles à toutes les charges publiques, et que de l'autre ils auront, en qualité de citoyens grecs et au moyen de leurs richesses, le droit exclusif de suffrage? Dans ce cas l'indépendance, ce don précieux des souverains alliés, serait-il pour la Grèce un avantage réel? Qu'aurait gagné l'Hellène après neuf ans d'une lutte sanglante? Vivant dans un désert au milieu des ossements

de ses parents massacrés, il n'aurait fait que légitimer son éternel esclavage.

Nous disons plus; quand même la restitution n'aurait pas lieu, les terres nationales ne suffiraient pas à soulager ceux de nos frères qui se réfugièrent chez nous. Ne faudrait-il pas encore des ressources pécuniaires pour perfectionner et consolider l'organisation intérieure et combler durant plusieurs années encore le déficit dans les recettes de l'état?

Dans la note officielle de Messieurs les résidents des cours alliées, qui accompagne au gouvernement grec l'acte du 3 février, il est dit que l'emprunt, ce nouveau gage de la bienveillance de nos protecteurs, sera affecté à la solde et à l'entretien des troupes que le prince souverain se trouvera dans le cas de lever à son service. Les Grecs cependant aiment à espérer que la renaissance des lettres, l'encouragement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, les indemnités dues à la marine et à l'armée, ainsi que les récompenses que méritent un grand nombre de citoyens signalés par leurs exploits, et que leur patriotisme a plongés dans la misère, seront les premiers objets de la sollicitude paternelle de S. A. R.

Il ne nous reste plus qu'une seule observation à faire. Messieurs les résidents des cours alliées dans leur communication officielle ont annoncé au gouvernement grec qu'un acte stipulé entre S. M. T. C. et S. A. R. assurait la jouissance des droits politiques aux Grecs de l'église d'occident. Cette concession, conforme en grande partie aux lois existantes du pays qui fixent les droits civils, suffit seule pour nous convaincre que la religion grecque sera la religion dominante de l'état.

Mais quelle serait l'allégresse nationale si la religion à laquelle les Hellènes doivent leur existence politique, quelques lumières et la langue de leurs ancêtres, les unissait par des liens sacrés à S. A. R.? Quel serait leur enthousiasme, s'ils voyaient celui qui doit être le prince de la patrie, offrir au Père éternel dans leurs temples la même adoration?

Signés, Le président, G. SISSINIS.

Le secrétaire, P. SOUTZOS.



SUPPLÉMENT.

EXTRAIT DES ACTES DE LA CONFÉRENCE DE POROS.

Lettre adressée à S. E. le comte Capodistrias, président de la Grèce, par S. E. M. Stratford-Canning, ambassadeur d'Angleterre.

Corfou, 13 août 1828.

Monsieur le comte, Les trois cours signataires du traité de Londres, en nous ordonnant à mes collègues et à moi de nous réunir de nouveau pour concourir, en ce qui peut dépendre de nous, à l'exécution de ce traité, nous ont recommandé en outre de nous mettre immédiatement en communication avec le gouvernement grec.

L'objet de cette recommandation est de pouvoir préparer, par une discussion préalablement suivie entre Votre Excellence et nous, le mode d'exécution du traité, en tant qu'il affecte le sort futur de la Grèce. L'opinion des cours à cet égard est de faciliter ainsi (le cas échéant où la sublime Porte, à laquelle M. l'ambassadeur de France et moi, nous avons reçu de nos gouvernements respectifs,

avec l'assentiment du cabinet russe, l'ordre d'en faire la proposition formelle, consentirait à l'envoi de plénipotentiaires autorisés à négocier avec les délégués du gouvernement grec et nous), de faciliter, dis-je, l'accomplissement du rôle de médiatrices qu'elles se sont réservé dès l'origine, comme un des principes de leur alliance. Vous reconnaîtrez sans doute, Monsieur le comte, dans ces récentes dispositions de leur part une nouvelle preuve de l'intérêt qu'elles vouent à la pacification de la Grèce; et nous nous flattons que Votre Excellence voudra bien concourir avec nous sans perte de temps à tout ce qui pourra remplir en cela les intentions de nos augustes souverains.

C'est dans ce but que nous nous disposons à nous rendre à Poros, où nous nous dirigerons aussitôt que les bâtiments qui doivent nous y transporter seront arrivés à Corfou. C'est également dans ce but que nous avons l'honneur d'inviter Votre Excellence à vouloir bien faire préparer d'avance les éléments statistiques et autres, qui devront nous guider dans l'examen à faire entre elle et nous de la question des limites, de celle du tribut, de celle de l'indemnité, enfin de la question relative à la part réservée en principe à la Porte par le traité dans la nomination des autorités grecques. Le commandant du bâtiment chargé de vous porter cette communication, ainsi que celle de mes collègues, a l'ordre de retourner auprès de nous aussitôt que Votre Excellence lui aura remis sa réponse qu'il nous tarde de recevoir.

Après vous avoir ainsi fait connaître, Monsieur le comte, les intentions de nos cours, et vous avoir entretenu des dispositions premières que nous avons, mes collègues et moi, jugé devoir être les plus propres à en accélérer les heureux effets, il ne me reste plus ici qu'à me féliciter personnellement de renouveler avec Votre Excellence les rapports que j'ai déjà eu l'avantage d'entretenir avec elle dans d'autres circonstances.

N. B. LL. EE. M. le comte Guilleminot et M. de Ribaupierre

ont adressé chacun à S. E. M. le président, une communication de la même teneur que celle de leur collègue M. Stratford-Canning, et sous la même date de Corfou.

Réponse de S. E. M. le président, adressée à S. E. M. Stratford-Canning, etc.

Égine, $\frac{14}{26}$ août 1828.

Ce n'est qu'hier au soir que le gouvernement grec a reçu la communication que, conjointement avec ses collègues, Votre Excellence lui a fait l'honneur de lui adresser en date du 13 août.

Il s'empresse d'y répondre, en vous exprimant avant tout, Monsieur l'ambassadeur, les sentiments de reconnaissance dont le pénètrent les nouvelles preuves de l'intérêt que LL. MM. le roi de la Grande-Bretagne, le roi de France, et l'empereur de Russie, daignent porter aux longues infortunes de la Grèce.

C'est depuis le 6 juillet de l'année dernière que cette malheureuse nation a commencé à espérer un meilleur avenir. La bataille de Navarin lui a annoncé que cet avenir serait prochain, et qu'elle recueillerait enfin le fruit de ses sacrifices. Depuis lors jusqu'à ce moment, chaque jour lui a apporté un nouveau bienfait de la part des augustes signataires du traité de Londres, et celui que promet la mission dont Votre Excellence et ses collègues sont chargés sera le plus grand de tous, parce qu'à l'aide de Dieu il achèvera l'œuvre de paix qui fait l'objet des vœux, non-seulement de la Grèce, mais de l'Europe entière.

Pénétré de ces sentiments, le gouvernement grec sera heureux de justifier la confiance dont l'honorent les augustes cours alliées. Il se fera par conséquent un devoir de mettre sous les yeux de Votre Excellence et de ses collègues toutes les notions statistiques qu'il a pu recueillir au milieu des ruines dont se compose la Grèce,

et du désordre qui a nécessairement caractérisé l'administration provisoire de ce pays.

Si à côté de l'exposé des faits, le gouvernement grec est appelé à émettre son opinion sur les questions que les négociations avec les Turcs doivent résoudre sous la puissante médiation des cours alliées, Votre Excellence peut être assurée d'avance qu'il remplira loyalement cette tâche.

Il lui tarde d'être à même de vous en offrir la preuve, Monsieur l'ambassadeur. Il apprend donc avec plaisir que, conjointement avec vos collègues, vous allez vous rendre dans l'Archipel. Il regrette seulement que vous ayez choisi l'île de Poros pour point de réunion. Poros manque complètement d'habitations qui puissent vous être offertes. Spetzia présenterait sous ce rapport plus de ressources. Cependant, quelle que soit la décision que Votre Excellence prenne à cet égard, je me rendrai partout où il lui plaira de s'arrêter.

Dans mon particulier je me félicite, Monsieur l'ambassadeur, de l'occasion qui me procure de nouveau l'avantage d'être en relation directe avec Votre Excellence.

N. B. S. E. M. le président de la Grèce a adressé à M. le comte Guilleminot et à M. de Ribeaupierre une communication de la même teneur, et sous la même date que celle qui précède.

Note verbale adressée à S. E. le président, par les représentants des trois cours alliées.

Poros, 18 septembre 1828.

Les représentants des trois cours signataires du traité de Londres se trouvant réunis à Poros dans le but marqué par leur lettre datée de Corfou, le 13 août, à S. E. M. le comte Capodistrias, ont l'honneur de l'inviter à vouloir bien leur donner communication des no-

tions statistiques, que dans sa réponse du 14 (26) du même mois il s'est engagé à placer sous leurs yeux. Les représentants seront d'ailleurs empressés de connaître également son opinion sur les questions qu'ils ont déjà indiquées dans leur lettre précitée.

Réponse de S. E. le président à la note verbale de LL. EE. les ambassadeurs des trois cours alliées.

Poros, $\frac{7}{19}$ septembre 1828.

Le comte Capodistrias a l'honneur d'accuser à LL. EE. les représentants des trois cours signataires du traité de Londres la réception de la note verbale qu'ils lui ont adressée hier.

Il s'empresera de communiquer à LL. EE. les notions statistiques qu'il a annoncées dans sa réponse du 14 (26) août, du moment que le Panhellénium, auquel il a confié le soin de les rectifier, aura achevé ce travail. Cette base légale est la seule sur laquelle le comte Capodistrias peut fonder une opinion relativement aux questions que LL. EE. ont indiquées dans leur dépêche du 13 août. Il aime par conséquent à espérer que le Panhellénium le mettra incessamment à même de s'acquitter de la tâche à laquelle les souverains augustes qui s'occupent de la restauration de la Grèce, daignent appeler son gouvernement.

Mémoire de S. E. le président, communiqué confidentiellement aux représentants des trois cours alliées.

Poros, $\frac{11}{23}$ septembre 1828.

LL. EE. les représentants des trois cours alliées ont fait l'honneur d'inviter au nom de leurs cours respectives le gouvernement

grec par leurs communications du 13 août et du 18 septembre, à faire préparer les éléments statistiques et autres qui devront guider LL. EE. dans l'examen à faire entre elles et le gouvernement grec, des questions relatives au mode d'exécution du traité de Londres du 6 juillet.

Les travaux statistiques ne pouvant pas être encore achevés, LL. EE. ont bien voulu convenir avec le gouvernement grec que, pour mettre à profit un temps précieux, il pourrait en attendant leur communiquer son opinion sur les questions relatives aux limites, au tribut, à l'indemnité, enfin aux rapports dans lesquels par une suite de l'intervention des Puissances médiatrices, la Grèce devrait se trouver avec la Porte ottomane.

Le gouvernement grec va s'acquitter de ce devoir, en consignait dans le présent mémoire les vœux que relativement à ces questions la nation a déjà exprimés par l'organe de ses représentants dans le congrès d'Épidaure de l'année 1826.

Il développera ici les motifs qui semblent légitimer les espérances de la Grèce sur la question fondamentale des limites. Quant aux autres, il se bornera à énoncer les principes d'après lesquels elles trouveraient, pour ainsi dire, leur solution dans celle de la question principale.

La Grèce ne fait un retour sur le passé que pour trouver dans les vues qui caractérisent l'acte du 6 juillet, les gages les plus rassurants de l'avenir qu'elle attend de la justice des Puissances alliées. Elle trouve aussi ces gages dans l'empressement avec lequel elle a accepté cet acte comme un bienfait.

Elle se rend compte aussi avec une scrupuleuse religion des événements qui ont eu lieu depuis l'époque où le traité de Londres fut porté à sa connaissance comme à celle de la Porte ottomane; et elle se demande si les malheurs que l'obstination des Turcs a fait peser sur elle, ne lui donneraient pas quelques titres pour espérer que les clauses onéreuses du même traité seraient mitigées en sa faveur.

Tel est le point de vue sous lequel le gouvernement grec analysera avant tout les deux principes qui dominent l'acte du 6 juillet, et les combinaisons salutaires que son exécution promet à l'Europe et à la Grèce.

Le premier principe est celui qui établit l'impossibilité de faire désormais coexister dans le même pays les Grecs et les musulmans qui, depuis huit années, portent les armes les uns contre les autres.

La délimitation d'un territoire grec, l'établissement d'un gouvernement, la jouissance de tous les droits qui résultent d'une existence nationale complètement libre, et sous certaines formes indépendantes, seraient les résultats nécessaires de l'application de ce principe; et ces résultats se trouveraient tous à l'avantage des Grecs.

Le second principe est la suzeraineté du sultan.

L'application de ce principe serait, au profit du gouvernement ottoman, le paiement d'un tribut annuel, une indemnité en compensation des propriétés turques qui resteraient aux Grecs, et une certaine part qu'aurait le suzerain dans la formation du gouvernement grec.

Sans porter atteinte, ni à l'un, ni à l'autre de ces deux principes, il est évident que dans leur application, les Puissances, voulant invariablement remplir le but de leur alliance, se sont réservé la faculté de donner une extension plus ou moins grande aux avantages que le traité accorde aux deux parties.

Il paraît même que telle a été l'intention des trois cabinets, lorsqu'ils ont stipulé dans un article additionnel et secret, que leurs plénipotentiaires seraient autorisés à prendre des mesures ultérieures au cas où la médiation serait rejetée.

Ce qui vient encore à l'appui de cette opinion, c'est le mode d'après lequel, selon les dispositions du même traité, la question des frontières qui est dans le fait la question principale, devrait être décidée.

Le traité suppose une négociation entre les Turcs et les Grecs

sous la médiation des Puissances alliées. Si la Porte avait accueilli comme les Grecs la médiation, nul doute que dans son empressement les Puissances n'eussent trouvé une garantie de la stabilité des arrangements dont seraient convenues les deux parties, quelle que fût la limite qu'on eût donné au territoire grec.

S. H. le sultan rejette encore la médiation, lorsque la guerre est allumée dans le nord de ses états, et que les cours alliées, dans leur bienveillant intérêt pour la Grèce, se mettent en contact avec son gouvernement, lui donnent des secours pécuniaires, et emploient la puissance de leurs armes sur mer et sur terre pour la délivrer de la présence des Turcs.

Dans cet état de choses deux inductions semblent incontestables. La première, que le gouvernement turc renonce volontairement aux avantages que lui aurait assurés la médiation, s'il l'eût acceptée sans hésiter. La seconde, que son obstination force les cours alliées à chercher ailleurs que dans son assentiment pour le présent, et dans ses dispositions amicales envers la Grèce pour l'avenir, la garantie la plus essentielle de l'œuvre de paix dont elles s'occupent.

L'expérience de tous les temps, celle que dans des affaires semblables les cabinets alliés ont faite ailleurs (depuis quelques années, et en tout dernier lieu à Constantinople) définissent positivement la nature de la garantie dont il s'agit.

Cette garantie semble ne pouvoir se trouver que dans la nécessité invincible dans laquelle sera placé le gouvernement turc d'accepter par le fait les décisions qui concernent le sort de la Grèce.

Elle serait invincible cette nécessité à l'égard des Turcs, si l'état Grec était séparé des états Ottomans, par une frontière qui mettrait les habitants respectifs dans l'heureuse impossibilité de se nuire mutuellement, et de troubler par de nouvelles hostilités la paix qui serait établie avec ou sans l'assentiment des Turcs.

Les uns et les autres se trouveront dans cette impossibilité, du moment que leurs intérêts respectifs seront réglés avec justice et selon les principes posés par le traité de Londres, et lorsque l'état

Grec, fort de sa position territoriale et des ressources qu'elle lui prêtera, pourra maintenir au besoin l'inviolabilité des transactions sur lesquelles reposera son existence.

Les cours alliées ont déclaré par une clause explicite du traité de Londres, qu'en exécutant cet acte il n'est pas de leur intention de se réserver aucune prépondérance exclusive en Grèce.

Cette dernière considération et celle déjà énoncée paraissent résoudre définitivement la question importante des frontières.

Elle serait résolue d'une manière conforme à l'esprit et au but du traité, si la ligne des frontières ne séparait de la domination musulmane que les provinces et les îles où le principe de l'incompatibilité de la coexistence des deux peuples sur le même terrain aura son application la plus rigoureuse, et où par conséquent la proportion des Grecs à l'égard des Turcs sera au grand avantage des premiers.

D'après ce principe, la frontière la plus restreinte qu'on pourrait donner à la Grèce, serait celle qui, en partant du golfe de Volo laisserait aux Turcs la Thessalie et une grande partie de l'Épire, et en suivant une ligne aussi forte que possible dans les montagnes arriverait à Sayadès.

Une délimitation semblable livrerait néanmoins aux Turcs des provinces où les Grecs composent la partie la plus nombreuse et la plus utile de leur population. Un grand nombre d'entre eux sont déjà dans les rangs de ceux qui ont porté les armes depuis huit ans en Grèce. Leurs frères qui demeureraient sous la domination musulmane, la supporteraient-ils ou pourraient-ils la considérer comme supportable? En les recevant en masse dans le territoire grec, pourrait-on aisément les renfermer dans les limites tracées par le traité, et le désir si naturel de regagner leurs foyers ne les porterait-il pas à allumer encore une fois la guerre dans ces provinces où, depuis des siècles leurs chefs ou capitaines n'ont existé que du métier des armes et de ses conséquences?

Ces observations qui d'ailleurs sont susceptibles d'un grand développement, suffiront peut-être pour porter LL. EE. les représentants

des cours alliées à reconnaître que la frontière la plus naturelle, celle qui donnerait à la conformation territoriale de ce nouvel état le double avantage de lui offrir sur le continent vis-à-vis des Turcs le moyen de se défendre et d'établir une police sanitaire, serait la frontière qui, en partant des bases du mont Olympe dans le golfe de Salonique suivrait le mont Cassia, irait jusqu'à Metzovo, Cormovo, Samarina, Gardiki et Port-Palcrme sur la mer Adriatique.

Quant aux îles, l'Eubée se trouverait naturellement comprise dans les limites de la Grèce, et couvrirait ainsi les côtes de l'Attique qu'elle embrasse dans sa longueur.

L'île de Candie formerait la dernière limite du côté du sud et serait la sauvegarde des autres îles de l'Archipel. La possession de Candie paraît être d'autant plus indispensable aux Grecs que dans l'état actuel des choses l'Archipel et le Péloponèse même seraient exposés aux dangers les plus imminents. Au pouvoir des Turcs ou de Méhémet-Ali, cette île deviendra un dépôt de forces considérables, d'où les Turcs seraient en mesures d'attaquer sourdement la Grèce. D'ailleurs le peuple de Candie qui se défend actuellement des Turcs les armes à la main, se jetterait dans les îles de l'Archipel, et dès lors il serait extrêmement difficile de préserver le commerce des malheurs qui l'ont affligé dans ces derniers temps.

Sous d'autres rapports cette même considération n'échappera pas à l'attention des représentants des cours alliées, lorsqu'ils examineront l'esquisse de la délimitation qui partirait du golfe de Salonique et qui arriverait jusqu'à Port-Palcrme.

Ce sont les hommes de ces contrées qui ont souvent défait les armées turques dans les défilés du Pinde, de l'Olympe, et du Parnasse. Ce sont les mêmes qui ont su se défendre héroïquement à Messolonghi, qui ont remporté la victoire mémorable d'Arachova, et qui ont poussé enfin la résistance jusqu'au dernier terme dans l'acropole. Ces hommes forment une masse considérable de soldats. Ils ne renonceront jamais, ni à l'espoir de regagner leurs foyers, ni à leurs montagnes, ni au métier des armes. Un traité ne les renfer-

merait pas aisément dans des limites étroites et hors de leur terre natale. Ils franchiront ces limites, et les hostilités contre les Turcs recommenceront nécessairement au moment où l'on croira d'avoir pacifié la Grèce.

En soumettant ces dernières réflexions à la sagesse des représentants des cours alliées, le gouvernement grec ne prétend ni les prendre comme une règle invariable de ses opinions, ni entraver, ne fût-ce qu'involontairement, la marche des négociations relatives à l'accomplissement du traité de Londres.

C'est selon la délimitation que les représentants des cours alliées auront arrêtée qu'il sera possible de calculer la somme que la Grèce devra payer aux Turcs à titre de tribut et d'indemnité.

Le principe qui semblerait le plus équitable sous ce double rapport, ce serait peut-être d'établir que l'une et l'autre rétribution seraient fixées en raison des revenus annuels de l'état, et prélevées dans des proportions compatibles avec sa situation financière.

Comme il est à espérer que les ressources de la Grèce augmenteront d'année en année, la rétribution envers les Turcs pourra aussi être augmentée, jusqu'à ce qu'elle atteigne le maximum qui serait fixé par les négociations.

Ces négociations auraient aussi pour objet les prétentions que les Turcs formeraient à l'égard de leurs propriétés particulières, ainsi que les réclamations des Grecs à l'égard des propriétés que les Turcs leur ont confisquées. Une commission mixte, composée de commissaires grecs et ottomans, réglerait définitivement ces intérêts sous la médiation puissante des cours alliées.

La question enfin des rapports dans lesquels se trouverait, par une suite de la médiation, le gouvernement grec avec la Porte, ne peut se résoudre, ainsi qu'il a été observé au commencement de ce mémoire, que d'après la conformation territoriale qui sera donnée à la Grèce.

Si cet état, par son étendue, a en lui-même les éléments et les moyens de son indépendance réelle, ces rapports pourraient être

établis de manière à placer la Porte ottomane dans l'impossibilité d'exercer sur la Grèce toute action qui serait incompatible avec la sûreté de cette dernière, et les vues magnanimes des trois cours alliées.

Communication adressée au gouvernement grec par les représentants des trois cours alliées.

Poros, 9 octobre 1828.

Les représentants des cours alliées ont l'honneur d'accuser à S. E. le président de la Grèce la réception des notes verbales du 16 (28) septembre et du 20 septembre (2 octobre), accompagnant divers rapports et états statistiques, relatifs aux intérêts qui font l'objet de leur examen.

Sans attendre les nouvelles communications qui leur ont été annoncées par S. E. comme complément de celles qu'ils ont déjà reçues, les représentants pensent fournir au gouvernement grec, par l'envoi de la série des questions ci-jointes,* un moyen de diriger plus sûrement ses recherches sur tous les points à l'égard desquels ils désirent être mis le plus tôt possible à portée de former leur opinion. Ils reconnaissent d'ailleurs que parmi les questions posées, il en est plusieurs qui sont déjà résolues en tout ou en partie par les documents qu'ils ont sous les yeux. Mais ils se persuadent qu'en les trouvant reproduites à côté de celles dont la solution ne leur a pas été donnée encore, le gouvernement grec y verra l'avantage de mieux saisir leur pensée tout entière, et de s'épargner ainsi une perte de temps considérable.

* On les trouvera en tête des réponses dans le mémoire annexé à la pièce suivante.

*Note verbale de S. E. le président de la Grèce, adressée à
LL. EE. les représentants des cours alliées.*

Poros, $\frac{18}{30}$ octobre 1828.

Le président du gouvernement provisoire grec s'est empressé de se conformer au désir que lui ont exprimé LL. EE. les représentants des cours alliées par la note verbale qu'ils lui ont fait l'honneur de lui adresser en date du 9 de ce mois.

Il a médité les vingt-huit questions que LL. EE. lui ont proposées dans la vue d'obtenir des renseignements détaillés sur tous les points relatifs à l'exécution du traité de Londres qui font l'objet des délibérations de LL. EE.

Ces renseignements ont été demandés au Panhellénium, et c'est après avoir recueilli les notions et les opinions que ce conseil lui a communiquées, que le président a pu accompagner chacune des vingt-huit questions des observations qu'il met aujourd'hui sous les yeux de LL. EE.

Les représentants des cours alliées n'ignorent aucune des circonstances qui ont rendu très-pénible l'exécution de ce travail. LL. EE. reconnaîtront sûrement, d'une part combien dans le moment actuel il serait impossible au gouvernement grec de donner aux notions statistiques un caractère d'authenticité irrécusable dans tous leurs détails. D'autre part ils apprécieront sans doute les motifs sur lesquels le président s'est appuyé en proposant pour la délimitation les bases que la Grèce réclame de l'intervention puissante de leurs cours, et qu'elle ne cessera d'espérer de la politique éclairée qui préside à leurs déterminations.

L'ensemble des renseignements que renferment les réponses aux vingt-huit questions de la conférence, fait espérer au gouvernement grec que Messieurs les représentants ne tarderont pas à ouvrir leurs délibérations sur les opinions que leurs gouvernements les ont au-

torisés à manifester dans la vue de faciliter et d'accélérer l'accomplissement du traité de Londres.

Le président du gouvernement grec n'ayant négligé de son côté aucun effort pour hâter un résultat si désirable, se flatte de l'espoir que Messieurs les représentants contribueront, avec non moins d'empressement, à cette œuvre salubre que la nation Grecque et le monde appellent de tous leurs vœux.

Première Question. « Quelle était respectivement la force numérique des populations grecque et musulmane avant 1821, dans chacune des divisions du continent et des îles de la Grèce, et quels sont actuellement le nombre et la population des dites populations dans les mêmes divisions? »

Pour répondre catégoriquement, il faudrait que l'étendue du continent et des îles composant l'ensemble qui, dans cette question est indiqué par le mot Grèce, fussent avant tout déterminés.

Si l'on s'en rapporte à l'histoire, aux monuments qui subsistent encore, à l'opinion des voyageurs et des géographes, l'étendue de ce territoire serait limitée au nord par une ligne qui partirait de l'embouchure de la Voïoussa, remonterait cette rivière jusqu'à sa source, passerait par la crête des montagnes de Zagori et de Metzovo, par celles de l'Olympe, et arriverait au golfe de Salonique.

Quant aux îles, l'histoire, les monuments, tout en un mot atteste encore que Chypre, Rhodes, et tant d'autres îles encore, ne sont que des démembrements de la Grèce.

Mais ce que le gouvernement provisoire actuel doit, pour se conformer aux actes des trois congrès de la nation, considérer comme constituant la Grèce, ce sont toutes les provinces qui étaient ou sont même encore sous la domination musulmane, dans lesquelles pendant ou depuis l'an 1821 on a porté les armes contre les Turcs, et dont la grande majorité de la population domiciliée professe la religion chrétienne et parle la langue grecque.

Néanmoins, sans suivre avec une rigoureuse exactitude la ligne

de délimitation qu'on devrait tracer d'après ce principe, on va présenter les notions que, avec tous les soins possibles, on a recueillies relativement à cette première question.

Le Péloponèse n'était point divisé sous le rapport administratif; un visir gouvernait toute cette presqu'île.

La Grèce continentale était divisée en cinq sandjaks, savoir :

1. L'Eubée.
2. Trikala.
3. Lépante.
4. Karéli.
5. Janina.

Si l'on en excepte celles soumises à l'autorité du capitán-pacha, les îles présentaient des divisions administratives assez irrégulières. Néanmoins ces divisions seront indiquées dans le tableau qui suit, et qui présente l'état des populations.

ÎLES.	JUSQU'À 1821.		ACTUELLEMENT.	
	Chrétiens.	Turcs.	Chrétiens.	Turcs.
Zéa	5,000	»	»	»
Thermia	4,500	»	»	»
Siphnos	6,000	»	»	»
Sériphos	2,000	»	»	»
Kimilos	1,000	»	»	»
Mylos	5,000	»	»	»
Polycandros	1,000	»	»	»
Sikinos	600	»	»	»
Ios	5,000	»	»	»
Santorini	17,000	»	»	»
Anaphi	7,00	»	»	»
Cassos	6,000	»	5,000	»
Astypaléa	3,000	»	»	»
Patmos	5,000	»	»	»

ÎLES.	JUSQU'À 1821.		ACTUELLEMENT.	
	Chrétiens.	Turcs.	Chrétiens.	Turcs.
Amorgos.	3,500	»	»	»
Naxos.	13,000	»	»	»
Paros.	7,000	»	»	»
Anti-Paros.	200	»	»	»
Miconi.	5,500	»	»	»

Ces dix-neuf îles étaient sous l'autorité du capitán-pacha.

Samos.	2,500	»	»	»
----------------	-------	---	---	---

Les revenus de cette île étaient affectés au scheik Scheisalam.

Tinos.	28,000	»	»	»
----------------	--------	---	---	---

Les revenus de Tinos étaient affectés à un des ulémas, nommé Véli-sadé-Effendi; après sa mort le sultan en disposait de nouveau.

Andros.	16,000	»	»	»
Syra.	4,500	»	»	»

Les revenus de ces deux îles étaient affectés à une des sultanes; après sa mort elles étaient administrées par le directeur de la monnaie.

Léros.	5,000	»	4,000	»
Calimnos.	6,000	»	4,800	»
Nissiros.	4,000	»	3,300	»
Iélos.	3,000	»	2,800	»
Calice.	1,200	»	»	»
Simi.	8,000	»	4,500	»
Scarpantho.	7,500	»	»	»
Castélorizos.	2,500	»	»	»

Le nombre des habitants de Léros, ainsi que des autres îles qui suivent, a diminué par la désertion. Ces huit îles étaient sous l'administration du bey de Rhodes.

ÎLES.	JUSQU'À 1821.		ACTUELLEMENT.	
	Chrétiens.	Turcs.	Chrétiens.	Turcs.
Candie	160,000	»	90,000	22,000

Cette île était administrée par un pacha à trois queues, sous l'autorité du sultan. La guerre et la peste ont fait de grands ravages dans cette île. L'état actuel de la population est indiqué d'après les rapports des personnes qui en sont arrivées le plus récemment.

Héliodromía	300	»	»	»
Skiathos.	1,500	»	»	»
Skiro	2,500	»	»	»
Chios	120,000	1,100	60,000	800

Avant 1821 on comptait dans l'île de Chios environ 70 Juifs. Des 60,000 Chiotes subsistant encore, une grande partie sont réfugiés à Syra.

Scopélo	7,000	»	»	»
Trikéri	1,700	»	1,300	»

La presqu'île de Trikéri, qui fait partie de la Magnésie thessalienne, entraient cependant dans la juridiction du capitan-pacha.

Psara	8,000	»	5,000	»
Salamine	4,000	»	»	»
Égine	3,000	»	»	»
Spetzia	8,000	»	»	»
Hydra.	16,000	»	»	»
Poros	7,000	»	»	»

2,000 Psariotes sont réfugiés à Égine. Ces six îles étaient sous l'autorité du capitan-pacha.

Tableau relatif à la première question : Qualité respective des populations grecques et turques.

N. B. Nous devons faire observer de nouveau que les nombres

indiqués sont approximatifs seulement, et qu'il nous a été impossible d'en donner de plus précis.

Péloponèse.

JUSQU'À 1821.		ACTUELLEMENT.	
Chrétiens.	Turcs.	Chrétiens.	Turcs.*
458,000	47,750	400,000	

* Il est à présumer que par la suite de l'évacuation de Patras et des forteresses de la Messénie, il ne reste que quelques individus isolés.

Continent.

Sandjak de Nègrepont comprenant l'Attique, Thèbes, Livadie, l'Eubée, Turcochori, Boudounitza, Zeitouni, Talandi, Salona, Lidoriki et Malandrino; ou l'Attique, la Béotie, la Locride opontienne, l'Eubée, la Phocide, la Doride, et une partie de la Locride ozolienne.

156,775	13,360	113,750	6,730
---------	--------	---------	-------

Sandjak de Trikala comprenant presque toute la Thessalie; ou les districts modernes de Trikala, de Chassia, de Cratzova, de Clinoro, d'Aspropotamos, d'une partie d'Agrapha, de Phersala, de Goura, d'Armyro, de Vélestino, de Volos, d'Aya, de Zagora, d'Olympe, d'Alasona, et du Mossalik.

247,560	38,525	239,000	35,500
---------	--------	---------	--------

Sandjak de Lépante comprenant Vénético, Cravari, Apocouro, Carpénisi, Domoco, et Patradjik; ou une partie de la Locride ozolienne, l'Étolie épictète, et une petite partie du sud de la Thessalie.

53,075	5,445	37,600	4,470
--------	-------	--------	-------

Sandjak de Karéli comprenant Messolonghi, Anatolico, Zygos,

Vlochos, Xénoméron, Vonitza, et Valtos; ou l'Étolie proprement dite et l'Acarnanie.

JUSQU'À 1821.		ACTUELLEMENT.	
Chrétiens.	Turcs.	Chrétiens.	Turcs.
38,000	2,060	21,550	250

La partie du sandjak de Janina comprenant les districts de Rado-
vizdi, d'Arta, de Prévésa, de Lamari, de Lakia, de Souli, et de
Malakassi; ou l'Amphilochie, la Selléide, et l'Athamanie.

62,200	3,500	44,260	1,900
--------	-------	--------	-------

Deuxième Question. « A combien s'élève approximativement le
« nombre des réfugiés qui, par suite des événements, sont venus des
« pays situés au delà de l'isthme, chercher un asile? De quel pays
« proviennent-ils respectivement? »

Il est absolument impossible d'indiquer même approximativement
le nombre de ceux qui se trouvent en deçà de l'isthme.

Si l'on jette un coup d'œil sur les tableaux statistiques déjà pré-
sentés à LL. EE., il ne sera pas difficile de trouver à peu de chose
près le total des habitants du continent et même des îles qui, par
suite des événements ont été obligés d'abandonner leurs foyers;
mais comment connaître combien d'entre eux ont cherché leur asile
dans le Péloponèse. En supposant qu'on l'eût connu, l'on ne pour-
rait plus vérifier maintenant quel est le nombre de ceux qui ont plus
tard abandonné cet asile pour se transporter ailleurs, dans des mo-
ments où les habitants de la péninsule même ne s'y trouvaient pas en
sûreté.

On pense que cet aveu sincère est préférable à des calculs hypothé-
tiques qui ne peuvent être basés sur aucune donnée positive.

Troisième Question. « Quelle est la profession dominante dans la
« masse de la population, de chacune de ces divisions? »

La profession dominante dans la masse de la population de chaque localité dépend beaucoup de la situation et de la nature du pays, ainsi que du degré d'oppression qui a pesé ou pèse encore sur les habitants.

Ceux des montagnes sont, ou pasteurs ou guerriers. Ceux des plaines auraient tous cultivé une terre fertile en riches produits, si les persécutions ne les eussent obligés et ne les obligeaient encore souvent d'abandonner la charrue pour prendre les armes et aller chercher la sûreté dans les montagnes.

Les côtes peuplées du continent et des îles, le sont de marins et de négociants.

Telle est la seule réponse positive que l'on peut faire à cette troisième question.

En donnant un tableau indicatif de la profession dominante dans la masse de la population de chaque district, on doit prévenir qu'il a été impossible de le porter au degré d'exactitude que l'on aurait désiré d'atteindre; en effet un district ne comprend pas toujours exclusivement de la plaine ou des côtes, par exemple, il peut s'y trouver des parties montagneuses.

On a donc souvent rencontré dans le même district, des pasteurs, des agriculteurs, des marins, dont le nombre respectif ne différerait pas sensiblement. Toutefois, pour indiquer autant qu'il a été possible de connaître la prédominance numérique d'une profession sur les autres, on a cité la première, celle qui est la plus généralement exercée.

Les noms anciens ont été mis dans le tableau à côté des modernes, parce que souvent ceux-ci ne se trouvent point sur les cartes, et que les premiers sont plus généralement connus.

On n'a pas cité des sandjaks ou divisions turques pour éviter les intercalations. L'Acarnanie et l'Étolie, par exemple, qui forment une province nommée Karéli, étaient souvent, sous le rapport administratif, réunies au sandjak de Nègrepont, tandis que la Doride et la Locride qui se trouvent intercalées dans la province de Karéli

ont presque toujours été administrées par le pacha de Lépante.

La juridiction présentait dans les districts des bizareries encore plus frappantes, par exemple, le voïvode de Patras dans l'Achaïe avait sous sa juridiction la commune de Kioutzuk-Malna, située à l'extrémité de la Messénie, tandis que le pays intermédiaire était divisé en plusieurs autres juridictions.

Tableau relatif à la troisième question.

Grèce continentale, les six sandjaks.

DISTRICTS.		PROFESSION DES HABITANTS.
Noms anciens.	Noms modernes.	
Olympe et Ossa. . .	Kissavos	Pasteurs guerriers.
Plaine de Thessalie		Cultivateurs.
Magnésie thessalienne.	Choria-tou-Volo (villages de Volo). .	Artisans, marins, pasteurs.
Lamie	Zeitouni.	} Artisans, marins, pasteurs.
Phthiotis	Patradjik	
Locris, ou Locride .	Boudounitza	} Cultivateurs, artisans.
	Talandi	
Béotie	Livadie, Thèbes. .	<i>Id.</i>
Attique.		<i>Id.</i>
Phocide	Salona	<i>Id.</i>
Doride et Locride. .	Lidoriki, Malandrinno, Cravari. . .	<i>Id.</i> , pasteurs, prêtres mendiants.
Étolie	Vénético.	Cultivateurs.
	Messolonghi. . . .	Marins, pêcheurs.
	Anatolico	Artisans.
	Zygos.	Cultivateurs.
	Apocoron	<i>Id.</i> , pasteurs.
	Carpénisi	Cultiv., past., artis.
	Vlochos.	Cultivat., pasteurs.

DISTRICTS.		PROFESSION DES HABITANTS.
Noms anciens.	Noms modernes.	
Acarnanie	Xéroméron	Cultivat., armatolis.
	Vonitza	<i>Id.</i> , <i>id.</i>
	Valtos.	<i>Id.</i> , <i>id.</i>
Amphilochie	Radovizdi	<i>Id.</i> , <i>id.</i> , pasteurs.
	Lamari	<i>Id.</i> , artisans.*

* Quelques artisans et négociants se trouvent dans la ville d'Arta.

Selléide	Souli	Guerriers, pasteurs.
	Djoumerka	} Pasteurs, artisans, cultivateurs.
	Aspropotamo.	
	Malacassi	
	Zagori	
	Agrapha	

Péloponèse, province unique.

Achaïe	Patras	} Cultivateurs, négociants, artisans, pasteurs.
	Vostitza.	
	Calavrita	
Élide.	Gastouni	Artisans, pasteurs.
	Pyrgos	Artisans, négociants.
Messénie	Arcadie, Navarin, Modon, Coron, Nissi, Calamata.	} Cultivateurs, négociants, pasteurs.
Messénie.	Kioutzuk-Maina, Androussa, Embrikika, Léondari .	} Cultivateurs, négociants, pasteurs.
Laconie	Magne occidental. .	} Guerriers, marins.
	Magne oriental. . .	
	Napoli de Malvasie.	Cultivateurs.
	Mistra, Prastos . .	<i>Id.</i> , pasteurs.

DISTRICTS.		PROFESSION DES HABITANTS.
Noms anciens.	Noms modernes.	
Arcadie	Hagios-Pétros, Tripolitza, Fanari .	Cultivateurs, pasteurs, artisans.
Argolide	Argos. Napoléon de Romanie .	
Corinthe	Corinthe	<i>Id.</i> , pasteurs.
ILES, Candie.		
Kissamos.	Kissamos	Agricult., artisans.
Élino	Sélinos	<i>Id.</i>
Cydonie	La Canée	Négociants, artisans, cultivat., pasteurs.
Panéeie.	Sphakia	Pasteurs, marins.
Aptéra	Apricorna	Agricult., artisans.
Réthymos.	Réthimo.	Négociants, artisans, agriculteurs.
Lampée	Hagios-Vasilios. . .	Agricult., pasteurs.
Panacre	Amari.	<i>Id.</i> , <i>id.</i>
Avlopotamos	Milopotamo	Cult., past., artisans.
Cnosso	Malvisa	<i>Id.</i> , <i>id.</i>
Écolium	Candie	Négociants, <i>id.</i> , <i>id.</i>
Phœstos	Priatina	Agriculteurs.
Cœnon	Kénouria	<i>Id.</i>
Gortyna	Monofatzi	<i>Id.</i>
Arcadie.	Rizo-Castro	<i>Id.</i> , artisans.
Hiéropétro	Hiérapetra.	<i>Id.</i> , <i>id.</i>
Chéronèse.	Pédiada	<i>Id.</i>
Pétra.	Mirabella	<i>Id.</i> , <i>id.</i>
Lassœum.	Lassithi.	<i>Id.</i> , pasteurs.
Cœtium	Citia	Pasteurs, agricult.

Eubée.

DISTRICTS.		PROFESSION DES HABITANTS.
Noms anciens.	Noms modernes.	
Eubée	Nègrepont.	Cultivat., pasteurs, marins.

Archipel.

Chios	Cultivateurs, négociants, marins.
Samos.	<i>Id., id., id.</i>
Andros	Cultivateurs, marins.
Tinos	<i>Id.</i>
Naxia	<i>Id.</i>
Santorini	Cultivateurs, marins.
Nio	<i>Id.</i>
Hydra.	Marins, négociants.
Spetzia	<i>Id., id.</i>

En général la classe des cultivateurs est la plus nombreuse dans les îles où un terrain fertile ne manque point à la population, mais dans celle où le contraire a lieu, ce qui se rencontre plus particulièrement dans les petites, les marins sont en nombre supérieur.

Quatrième Question. « Dans quelles proportions la propriété foncière était-elle partagée dans chaque division entre les Grecs et les Turcs, antérieurement à 1821 ? Et quel était l'état et la valeur des parties qui appartenaient aux Turcs ? »

Pour répondre à cette question, on récapitulera les tableaux déjà communiqués, en y ajoutant tous les renseignements qu'il a été possible de recueillir postérieurement à leur confection.

Grèce occidentale.

PROVINCES.	TERRES ÉVALUÉES EN STREMMES.		PROPORTION.
	Grecques.	Turques.	
Cravari	87,000		
Vénéticon . . .	29,400	24,600	Comme 5 à 4 environ.
Apocoron . . .	55,170	2,100	» 26 1/4 à 1 »
Carpénisi . . .	10,890	1,400	» 8 à 1.
Agrapha. . . .	173,700		
Zygos	83,250	20,300	» 4 1/4 à 1 »
Messolonghi. } *	29,400	1,280	» 23 à 1 »
Anatolicon. } *	46,150	6,550	» 7 à 1 »
Xéroméron . .	170,200	3,000	» 56 3/4 à 1 »
Vlochos	66,000	75,000	» 13 à 15 »
Vonitza	100,300		
Valtos.	91,200	1,500	» 60 à 1 »
Aspropotamos .	28,000		
Radovizdi } **	208,000	950,000	» 1 à 4 1/2 »
et Arta. } **			
<i>A reporter,</i>	1,179,760	1,085,730	

* La différence qui se fait remarquer relativement à la quantité des stremmes des trois districts de Zygos, Messolonghi et Anatolico, entre le tableau précédemment communiqué et la réponse actuelle, vient de ce que l'on a depuis peu reçu des renseignements plus exacts. Il faut observer en outre que sur les 23,000 stremmes des propriétés indiquées comme turques dans les propriétés de Zygos, environ 6,000 qui appartenaient aux chrétiens, ont été usurpées par les Turcs en 1770; à cette époque les habitants de cette province s'étaient révoltés contre le sultan. En se soumettant de nouveau, ils stipulèrent des conditions pour mettre leur vie et leurs propriétés en sûreté; mais les Turcs violèrent bientôt les conventions arrêtées, et se mirent en possession des propriétés des chrétiens.

** La grande disproportion qui existe entre les propriétés grecques et

PROVINCES.	TERRES ÉVALUÉES EN STREMMES.		PROPORTION.
	Grecques.	Turques.	
<i>Report,</i>	1,179,760	1,085,730	
Lamari	18,000		
Prévésa	10,000		
Souli, Botza- ri, ou Tzé- récovista . }	400,000	20,000	Comme 2 à 1 environ.
Catzanochoria .	30,000		
Total,	1,636,780	1,285,730	

Grèce orientale.

Nègrepont * . .	356,900	413,600	Comme 5 à 6 environ.
Attique	173,100	171,700	Proportion égale.
Thèbes	83,320	172,570	Comme 1 à 2 environ.
Livadie	368,125	95,800	» 4 à 1 »
Talandi	75,350	77,300	Proportion égale.
Turcochori . .	20,250	28,400	Comme 7 à 9 environ.
Boudounitza . .	26,630	28,000	» 13 1/2 à 1.
Salona	56,360	16,600	» 3 1/2 à 1.
Lidoriki. . . .	70,000	10,000	» 7 1/5 à 1.
Malandrino . .	33,000	6,000	» 5 1/3 à 1.

turques dans la province d'Arta, vient de ce que la famille d'Ali-Pacha s'y était emparée par force des propriétés chrétiennes.

* Des 413,600 stremmes de terres turques dans l'île de Nègrepont, une partie considérable appartient aux chrétiens; car à cause des charges onéreuses, et d'une multitude d'autres vexations, vingt-quatre villages grecs possédant environ 34,000 stremmes, se mirent sous la protection du domaine ture, à la charge de payer 20,000 piastres à la Porte pour racheter leur tranquillité, et pour éviter les contributions vexatoires.

PROVINCES.	TERRES ÉVALUÉES EN STREMMES.		PROPORTION.
	Grecques.	Turques.	
Patradjik * . . .	139,480	71,440	» 2 à 1 environ.
Zeitouni. . . .	126,310	150,280	» 2 1/2 à 1 »
Domoco. . . .	27,525	120,225	» 1 à 4 1/2.
Armyro	76,090	61,075	» 7 1/2 à 6.
Magnésie thessalienne. . .	75,000		
Olympe. . . .	3,445,000	760,000	} Pour les parties qui ont pris les armes.
Niaousta . . .			
Madémochoria. . . .			
Cassandra. . .			
Total,	5,178,440	2,082,990 **	

Attendu les circonstances présentes, on ne peut dans ce moment donner des renseignements positifs sur la Thessalie (Tricala).

Péloponèse . .	1,500,000	3,000,000	Comme 1 à 2.
Candie	1,520,000	2,280,000	» 15 à 22.
Chios.	200,000	1,600	» 200 à 1 1/2.

* Des 71,400 stremmes de terres turques dans la province de Patradjik, environ 6,000 sont propriétés grecques; car ils appartenait à un primat nommé Hadji-Christo Économos. A sa mort la Porte confisqua ses propriétés, et les remit ensuite à ses enfants, à charge pour ees derniers de payer 5,500 piastres par an au trésor.

** La différence qui se fait remarquer entre le tableau précédemment communiqué et les derniers renseignements relativement à l'étendue des terres cultivées dans la Grèce orientale, vient de ce qu'ici on a réuni les vignobles, les plantations d'oliviers et les jardins évalués en stremmes.

Iles de l'Archipel.

Toute la terre des Iles de l'Archipel appartenait aux chrétiens sans aucune exception.

Cinquième Question. « Quels sont le nombre et la valeur des propriétés qui, ayant appartenu à la Porte, aux vacoufs, aux timars, et aux ziamets (fiefs militaires), à des personnages apanagés ou à des particuliers musulmans, etc., entrent aujourd'hui dans le domaine de l'état Grec? et dans quelles proportions étaient-elles réparties? »

Les propriétés appartenant à la Porte, celles qui sont connues sous le nom de vacoufs ou donations, et celles appartenant à des particuliers turcs appelées tchiftéliks, sont indiquées dans la quatrième réponse sous le nom de terres turques évaluées en stremmes; mais quelle est la quantité des propriétés qui ont appartenu à la Porte ou à des particuliers turcs, il nous est impossible de donner aucune notion positive sur ce point.

Les timars, les ziamets (fiefs militaires), consistaient en dimes, et montaient dans la Grèce occidentale à 265,870 piastres. Dans la Grèce orientale y compris Armyro, Domokos, Olympe, Niaousta, Madémochoria, et Cassandra, à 1,741,000. En Candie, à 1,500,000. Dans le Péloponèse, à 2,500,000.

Mais dans quelles proportions ces dimes étaient-elles réparties? On l'ignore absolument. Les Iles de l'Archipel n'étaient point grevées de cette taxe.

Sixième Question. « Quelle était, avant 1821, l'estimation approximative des revenus de ces propriétés? »

Il est impossible de donner l'estimation des revenus des propriétés qui ont appartenu à la Porte ou à des particuliers turcs, cependant on pourrait la présumer approximativement par l'indica-

tion qui est donnée dans la quatrième réponse à l'égard des fermages des terres.

Septième Question. « De quels éléments se composaient les vacoufs; en d'autres termes, quels étaient, 1°, ceux administrés directement par l'administration des vacoufs, 2°, ceux possédés par des particuliers musulmans à charge de redevance, 3°, ceux possédés par des sujets chrétiens aux mêmes conditions; ceux enfin qui dépendaient des mosquées ou des fondations pieuses de Constantinople ou d'autres villes de la Turquie? »

De même qu'il a été impossible de savoir dans quelles proportions les dîmes étaient réparties aux timars et aux ziamets, etc., de même aussi il est de toute impossibilité de connaître distinctement quelles étaient les propriétés indiquées dans cette question.

Huitième Question. « A quelle valeur pourraient se monter les propriétés qui, censées faire partie de celles des seigneurs musulmans, appartenaient néanmoins en propre à des chrétiens qui étaient simplement tenus de leur payer certaines redevances? Et dans quelle proportion ces redevances étaient-elles ordinairement réglées dans chacune des catégories dont il est question dans ce paragraphe et dans le précédent? »

Il faudra consulter la quatrième réponse pour la province de Patradjik et pour l'île de Nègrepont.

Il y avait aussi dans le Péloponèse quelques propriétés de cette nature, consistant en vignobles, mais le nombre en était extrêmement borné.

On ne pourrait indiquer aucune proportion dans ces redevances, parce qu'elles étaient réglées en bloc.

Neuvième Question. « A quelles redevances et autres charges les paysans étaient-ils tenus envers leurs propriétaires? »

Les fermiers qui cultivaient les terres turques payaient aux pro-

propriétaires les redevances auxquelles ils s'étaient obligés par leurs baux.

Les conditions de ces baux étaient avantageuses pour le fermier dans les parties de la Grèce où les propriétés étaient étendues, où il y avait beaucoup de terres labourables d'où l'exportation des produits était facile, et où les hommes livrés à l'agriculture étaient en petit nombre.

L'usage avait consacré pour la location des terres trois espèces de baux.

1°. Le *syntrophicon*. D'après celui-ci on prélevait sur le produit brut, tous les frais de production ainsi que la dime régulière; le propriétaire et le métayer prenaient chacun une moitié du surplus.

2°. Le *tritaricon*. En vertu de celui-ci, tous les frais de production restaient à la charge du métayer. La dime était payée sur le produit brut, et le reste était divisé en neuf parties dont trois revenaient au propriétaire, et les six autres au métayer.

3°. Le *giomoro* ou *apocopi*. D'après ce dernier, tous les frais de production ainsi que la dime, étaient à la charge du métayer. De plus celui-ci, soit que la récolte fût abondante ou non, devait donner au propriétaire pour la terre labourable, autant de grain qu'il en fallait pour l'ensemencement. Pour les plants d'oliviers, il devait donner les deux septièmes de leur produit.

Les différentes clauses du bail fixaient les redevances que le propriétaire avait droit d'exiger du métayer sur les autres productions.

Le tritaricon était le plus généralement en usage. Dans les parties de la Grèce qui manquaient de cultivateurs, les propriétaires turcs, afin d'en attirer sur leurs terres, faisaient à ces hommes quelques avantages; par exemple, ils leur prêtaient de petites sommes d'argent pour subvenir à leurs besoins, ou bien ils leur avançaient une partie des frais de culture; mais les corvées auxquelles ces malheureux étaient assujettis, balançaient, et le plus souvent surpassaient de beaucoup la valeur de ces petits secours.

Ainsi ils cultivaient la partie la plus fertile de la ferme, au pro-

fit exclusif du propriétaire, ce qu'on appelait *parasporia*; ils étaient obligés de prêter leurs bêtes de somme pour le service de l'aga; ou bien, ils étaient obligés de céder, outre les autres obligations consignées dans le contrat, une partie du produit de leurs bestiaux.

Les chrétiens avaient aussi différentes espèces de propriétés reconnues comme telles par les Turcs; ce qui est prouvé d'une manière incontestable par le *nusul-avariz* (loyer d'un terrain habité) et de plus par les *tapis* ou *hodjètes* (titre authentique de propriété) délivrés par le spahi, le voïvode, ou le cadi, toutes les fois qu'un Grec vendait à un autre Grec ou à un Turc sa propriété foncière.

Les pachas mêmes les plus puissants (on n'en exceptera point Ali, le satrape de Janina), se munissaient comme les particuliers de ces *tapis* ou *hodjètes*, lorsqu'ils s'appropriaient les terres des chrétiens, parce qu'ils croyaient pouvoir couvrir par ces titres leurs actes arbitraires et de violence, et faire paraître légitime leur possession.

Les mêmes conditions ci-dessus indiquées étaient stipulées dans les baux passés entre les métayers et les propriétaires chrétiens; mais ces derniers assujétissaient rarement leurs coreligionnaires à des corvées onéreuses.

Dixième Question. « Quels étaient d'une part en Grèce l'intérêt de l'argent avant 1821, et de l'autre le prix moyen de vente et d'achat des propriétés? »

La loi turque n'admettait point d'intérêt pour le prêt d'argent, à moins que le capital emprunté n'appartint à des orphelins. Alors les juges toléraient qu'il fût de 10 pour 100 par an.

Ainsi l'intérêt de l'argent n'étant point réglé, variait de 12 à 30 pour 100 selon les temps, les lieux et les besoins des contractants.

Dans les parties de la Grèce où le commerce était régulier, actif, et sous quelque protection étrangère, le premier taux, celui de 12 pour 100 était stipulé à l'égard des commerçants grecs et européens,

et même à l'égard des personnes non commerçantes qui offraient une garantie particulière par leur conduite.

Au contraire, le dernier taux, celui de 30 pour 100, n'était stipulé que dans des circonstances extraordinaires dans les parties de la Grèce où il y avait peu de capitaux en circulation; et à l'égard des hommes dont la situation politique ou la fortune particulière n'offrait point de garanties suffisantes.

Mais dans les endroits où les capitaux en circulation n'étaient pas très-rares, où les transactions commerciales n'étaient pas garanties par une protection étrangère, et où néanmoins les capitalistes trouvaient une certaine sûreté dans le caractère ou dans la fortune de leur débiteur, le taux de l'intérêt montait à 15 et souvent à 18 pour 100.

Si un créancier, en citant son débiteur devant des juges turcs produisait un titre obligatoire où l'intérêt convenu fût indiqué à part du capital, les juges déchargeaient complètement le débiteur des intérêts à moins que le capital n'appartint à des orphelins.

De là vint que dans plusieurs parties de la Grèce on prit l'usage de renouveler chaque semestre les titres de créance en ajoutant l'intérêt au capital.

Quand on recherche la valeur des propriétés foncières en Grèce avant 1821, on ne doit point se laisser guider par ce qui existait dans les villes maritimes où se trouvaient réunis des capitalistes, des commerçants et des artisans. Dans ces endroits la *demande* surpassait l'*offre*. Le prix des terrains propres aux constructions, celui des constructions elles-mêmes, montait à mesure que les avantages des opérations industrielles se multipliaient.

De même, il ne faudrait pas se régler sur le prix de quelques propriétés qui donnaient exclusivement des productions d'une valeur très-élevée, telles que les vignobles où l'on récolte les raisins secs.

En général, eu égard à la situation, à la qualité de la terre, et à la proportion de l'*offre* à la *demande*, le terme le plus bas de la valeur des terres avant 1821 était de 10 piastres par stremme, et le plus élevé de 60 piastres.

Onzième Question. « Dans quelle proportion le service militaire « était-il onéreux aux fiefs turcs ? Et quelle était la valeur des autres impositions dont ces fiefs pouvaient être chargés ? »

Les dimes appelées timars et ziamets, et qui montaient à environ 6,006,870 piastres, étaient en majeure partie dépensées dans le service militaire du pays, une faible partie du reste était versée dans le trésor du sultan, et une autre enfin était offerte aux sultanes ou consacrée à des fondations religieuses; mais il nous est impossible de savoir au juste dans quelle proportion ces dimes étaient réparties.

Douzième Question. « Dans quel cas une propriété turque revenait-elle de droit au sultan ? »

Le sultan est de droit propriétaire de tout le territoire conquis. Le sultan le déclare dans son fameux hattî-schérif. Un semblable territoire est inaliénable à titre lucratif. Mais le sultan peut en faire des legs perpétuels; tels sont les vacoufs. Il peut encore en disposer par donations, soit viagères, soit transmissibles par succession. Parmi les musulmans, les ulémas seuls obtiennent ces dernières.

Les propriétés territoriales des sujets grecs, arméniens et autres, sont aussi transmissibles par succession, moyennant une faible taxe de location que chaque commune est tenue de payer annuellement au trésor.

Excepté celles indiquées ci-dessus, toutes les possessions territoriales des musulmans reviennent au sultan quand les usufructuaires meurent.

Une semblable loi, subversive qu'elle est des principes fondamentaux de toute institution sociale, ne pouvant être exactement observée, le sultan laisse les biens de la majeure partie des particuliers musulmans à leurs héritiers, moyennant une faible somme versée comme équivalent au bectoulmalimiri ou trésor du sultan. Mais le grand seigneur exerce son droit sur toutes les possessions des fonctionnaires publics. Ordinairement ces possessions sont aussi rache-

tées par leurs héritiers à un prix très-modique. Il ne s'élève le plus souvent qu'au triple ou tout au plus au quadruple du revenu annuel.

Indépendamment de son droit de propriété sur les possessions territoriales des fonctionnaires publics, le sultan use toujours d'un autre consacré par le temps et par l'exercice incontesté qu'il en a constamment fait, c'est celui de s'emparer après la mort de ces fonctionnaires de tout le reste de leur fortune, sous prétexte qu'elle a été gagnée aux dépens de l'état, d'où il conclut qu'elle lui appartient.

Quelques-uns des sultans ont voulu à différentes reprises étendre ce droit sur les propriétés des fonctionnaires publics non musulmans, mais des réclamations appuyées sur des hattî-schérifs ou des firmans accordés par leurs prédécesseurs, ont empêché qu'ils ne consacraient par l'usage cette spoliation.

Treizième Question. « Quelles sont l'étendue et la valeur du domaine national acquis par les Grecs dans chaque partie émancipée du pays, et à combien peut-on évaluer l'étendue et la valeur de ce qui lui reste à acquérir dans les autres parties de la Grèce? »

L'étendue du domaine national acquis par les Hellènes dans la Grèce occidentale depuis Cravari jusqu'à Aspropotamos, est d'environ. 179,270 stremmes.

Dans la Grèce orientale depuis l'Attique	»
jusqu'à Zeitouni, y compris Nègrepont. .	1,141,690 »
Dans le Péloponèse	3,000,000 »
En Candie	2,280,000 »
Et à Chios	1,600 »

Total, 6,602,560 »

Quant à l'étendue de celle qui reste à désirer, elle pourrait être évaluée ainsi qu'il suit :

Dans la Grèce occidentale, à Arta, à Lamari, à Lakis, à Prévésa et à Souli 1,150,000 stremmes.

Dans la Grèce orientale, à Armiyros, à Domocos, à Olympe, à Niaousta, à Madémochoria, et à Cassandra. 941,300 stremmes.

La réponse à la quatrième question pourrait être déduite de la valeur approximative du domaine national ci-dessus indiqué.

Quatorzième Question. « Quelles sont les provinces ou les districts de la Grèce continentale qui ont pris une part active et soutenue à l'insurrection? »

Quinzième Question. « Quels sont les territoires, forteresses et positions occupées par les Turcs; quels sont ceux où les Grecs se sont maintenus sans contestation? Quels sont ceux enfin dont ils disputent encore les armes à la main la possession aux Turcs? Et quelle est actuellement la force respective des parties contendantes? »

On a cru ne pouvoir mieux répondre à ces deux questions qu'en présentant un aperçu historique très-concis, mais en même temps aussi exact que possible, de la lutte que les Hellènes ont soutenue avec des chances diverses depuis 1821 jusqu'à ce moment.

On passera en revue toutes les provinces du continent et les îles où la présence des parties belligérantes a amené des actions. On ne parlera point du Péloponèse, puisque maintenant il est presque entièrement délivré de la présence des Turcs. On ne comprendra pas non plus dans ce travail celles des îles qui, habitées par des chrétiens exclusivement, ne furent point attaquées par les Turcs.

A la fin de chaque article on parlera des positions et des places occupées par les Turcs, ainsi que de la force de ces derniers.

On doit faire observer cependant que cette force peut varier dans les provinces continentales d'un jour à l'autre, et que si elle est aujourd'hui sur quelques points inférieure à celles des Hellènes, elle peut néanmoins la dépasser et dans une proportion formidable, dès que le sultan voudra ou pourra diriger sur ces contrées de nouvelles troupes.

Macédoine.

Si l'on tire une ligne à peu près droite depuis le fond du golfe d'Orphano ou de Contessa jusqu'au cap Panomi dans le golfe Thermaïque, on a au sud exclusivement la partie de cette province dont les habitants prirent les armes vers la fin de mai 1821. On y compte plus de cent villages habités par des chrétiens, indépendamment de ceux qui possèdent les trois péninsules du mont Athos, de Longo et de Cassandra. Dans le mois de juin de la même année il y eut des combats très-meurtriers à Sidéro-Kansia, et au passage de Rendino, entre la population grecque et des forces considérables venues de Constantinople et des environs. Un peu plus tard la population se battit encore à Galatée et à Saint-Paraskévi dans l'intérieur du pays, contre les Turcs de Salonique; obligés de quitter la plaine qui était couverte de forces infiniment supérieures, les Hellènes se retirèrent dans les presqu'îles où ils se défendirent avec beaucoup de courage derrière des retranchements faits à la hâte sur les isthmes. Les Turcs perdirent plus de 15,000 hommes pour s'emparer de Cassandra, aussi s'en vengèrent-ils en faisant main basse sur tous ceux qui ne purent se sauver par la fuite. Le mont Athos capitula plus tard. Depuis la fin de décembre 1821 aucun acte d'émancipation ne se manifestait plus dans cette partie méridionale de la Macédoine. Au commencement d'avril 1822 les habitants de Niaousta et de quatre-vingts villages des environs, prirent les armes à l'exemple des Olympiens. Ils auraient pu réussir quelques mois plus tôt lorsque les Turcs assiégeaient encore Cassandra, mais à l'époque où ils commencèrent ils durent succomber au nombre malgré la défense la plus brillante.

La bataille de Niaousta fut une des plus sanglantes dont l'histoire grecque de ces derniers temps ait à faire mention; plus de 14,000 Turcs et de 10,000 Grecs y tombèrent. Ceux-ci furent enfin obligés d'abandonner entièrement le terrain vers la fin du mois de mai. Les

hommes armés, guidés par Karatassos et Gatzos et plusieurs autres capitaines, firent une retraite admirable en traversant la Thessalie. Ils vinrent se réunir aux milices d'Aspropotamos, de Radovizdi et des autres districts de la Grèce occidentale qui se trouvaient alors rassemblés à Petta et à Combotti, dans l'intention de soutenir les efforts de Souli.

Une grande partie des familles périrent par le fer ou par la misère, le reste se sauva dans les îles de Skiathos, de Scopélos, de Skyros, etc.

Olympe.

Les Olympiens ne prirent les armes que vers la fin du mois de mars 1822. Ils se réunirent bientôt aux habitants de Niaousta et des environs dont ils partagèrent le sort. Établis plus tard dans les îles de Skiathos, de Scopélos et d'autres, les uns et les autres ne cessèrent de faire une guerre active aux Turcs de la Macédoine, et parvinrent à sauver de l'esclavage un grand nombre de leurs familles, offrant en échange les prisonniers qui tombaient entre leurs mains. Cette guerre n'a cessé que depuis le commencement de l'année 1828, époque où le gouvernement dut engager les Olympiens à se rendre au camp de Mégare, pour qu'après avoir combattu en braves guerriers la misère ne les fit point vivre en pirates.

Magnésie thessalienne.

La Magnésie thessalienne prit une part active et soutenue dans la révolution depuis le commencement du mois de mai 1821 jusqu'à la fin de juillet 1824. Les Grecs avaient déjà occupé Zochonia et assiégé le petit fort de Volos, lorsqu'à l'approche de l'armée de Dramali qui s'avancait contre le Péloponèse, il furent obligés de lever le siège. On pourrait énumérer plusieurs combats qui eurent des chances diverses. Les plus remarquables sont ceux qui furent livrés

dans les mois de mai, de juin et de juillet 1824 entre l'armée de Kiutahi-Pacha et la force grecque commandée par Karatassos. Ces affaires coûtèrent aux Turcs plus de 5,000 hommes. A cette époque l'occupation de l'Eubée par les Turcs priva les troupes concentrées dans la Magnésie, des moyens de subsistance, et obligea d'évacuer le pays. Les hommes capables de porter les armes se remirent dans les camps grecs, une partie des familles se dispersèrent dans les îles de l'Archipel, les autres restèrent sous le joug. Indépendamment de la faible garnison de Volos, les Turcs ont en Magnésie un petit corps de 200 hommes.

Eubée.

La révolution éclata en Eubée vers le dernier jour du mois d'avril 1821. Les Eubéens, maîtres de tout le pays, cernèrent bientôt les Turcs dans les places de Nègrepont et de Caristo. La première était sur le point de capituler lorsqu'elle fut approvisionnée par des bâtiments autrichiens; néanmoins, à l'exception de ces deux places, les Hellènes occupèrent tout le reste de l'île jusqu'à la fin de juillet 1824. A cette époque la garnison de Nègrepont, renforcée par un corps considérable venu de Zeitouni, se mit en campagne; elle fut battue à l'endroit connu sous le nom de Dervénia, et perdit plus de 1,000 hommes, mais la mésintelligence qui s'établit malheureusement entre les chefs militaires grecs leur fit perdre le fruit de cette victoire. Ils se dispersèrent et les Turcs portèrent le fer et le feu dans tout le pays. Une grande quantité des habitants se réfugièrent dans les îles, le reste subit le joug. C'est sur l'invitation des habitants mêmes que le colonel Fabvier se décida vers la fin de 1825 à se porter en Eubée. Toute la force actuelle régulière et irrégulière des Turcs sur cette île peut être évaluée à 4,000 combattants sous les ordres d'Omer-Pacha de Caristo. D'après les dernières informations, la force régulière qui est la plus considérable est appelée à Constantinople et sera, dit-on, remplacée par des troupes irrégulières.

Phthiotide et Locride opontienne.

Tout le pays ainsi que les villages des environs de Lamie (Zeitouni) prirent les armes au commencement du mois d'avril 1821, le petit fort de Boudounitza se rendit aux Grecs après un siège de quelques jours. Lors du passage de l'armée de Dramali, les habitants de la Locride, en état de porter les armes, occupèrent des positions fortes sur la partie montagneuse du pays et arrêtaient les Turcs. Les femmes, les enfants et les vieillards furent transportés sur l'île de Talandi d'où ils sortirent après la crise. Ce n'est que lors de l'occupation de l'Eubée par les Turcs en 1824 que les Locriens ne pouvant plus être en sûreté dans leur pays, se dispersèrent dans le Péloponèse et dans les îles. Les habitants de la Phthiotide se soutinrent jusqu'à la prise de Messolonghi. D'après les dernières informations les Turcs ont concentré à Patradjik, dans la Phthiotide, presque toute la force qu'ils avaient à Zeitouni et dans les environs; on l'évalue à 3,000 combattants.

Béotie et Attique.

Les habitants de la Béotie et de l'Attique prirent les armes vers la fin du mois de mai 1821; ils s'emparèrent en peu de jours des places de Thèbes et de Livadie, les Turcs ayant capitulé sans opposer une grande résistance. Ceux d'Athènes se soutinrent dans l'acropole pendant plus d'un an. Omer-Vrione et Rischit-Pacha firent une première invasion en 1821, le premier pénétra jusqu'à Athènes pour soutenir la garnison de la citadelle, l'autre entra dans la ville de Thèbes, mais ils furent obligés de se retirer avec beaucoup de perte dans le mois d'octobre de la même année.

Ce pays ravagé déjà par cette première invasion fut continuellement exposé après l'occupation désastreuse de l'Eubée à des excursions. Il fut ruiné lorsque, après la prise de Messolonghi, le séraskier turc y entra à la tête d'une armée formidable et mit le siège devant

Athènes. Une force de 3,500 Turcs occupe aujourd'hui Thèbes, Livadie, et Athènes, ainsi que quelques postes intermédiaires, pour garder leur ligne de communication.

Phocide.

La révolution de Phocide remonte à la même époque que celle de la Béotie et de l'Attique. Les Turcs de Salona qui s'étaient enfermés dans le vieux château de cette ville, se rendirent après un siège de dix-sept jours.

L'affaire de Han de Gravia (mai 1821) dans laquelle Omer-Vrione et Rischit-Pacha perdirent l'élite de leurs troupes, empêcha l'invasion de cette province et retarda celle de la Béotie et de l'Attique. Elle fut également prévenue quelques mois plus tard (août 1821) par la destruction entière du corps de Bahiram-Pacha, qui tâchait de pénétrer par Basilika et par Chalcomata près des Thermopyles.

Rischit-Pacha pénétra pourtant jusqu'à Salona dans le mois d'octobre 1822, pendant qu'Omer-Vrione et Kiutahi avaient mis le siège devant Messolonghi; mais il fut obligé de l'évacuer avant la fin de la même année. En 1824 la bataille d'Abliani, où l'armée de Dervich-Pacha fut mise en déroute, prévint une nouvelle invasion.

En 1825 les Turcs occupèrent encore Saloná, et ils en furent de nouveau chassés. Après la prise de Messolonghi, Kiutahi fit occuper cette province par une partie de ses troupes. La catastrophe de son kihaya à Arachova obligea les Turcs de l'évacuer. La ville de Salona est occupée aujourd'hui par un corps de 500 Turcs, qui sont sur le qui vive, et craignent d'être attaqués par l'armée du stratarque Ypsilantis. On assure qu'ils ont pour deux mois de vivres dans le petit fort qui domine la ville.

Doride et Locride ozole.

Depuis le commencement de la révolution jusqu'à la prise de Mes-

solonghi, ces provinces ne furent pas occupées par les Turcs. Le pacha de Scutari traversa en 1823 avec toute son armée le district de Cravari; mais après ce qui lui était arrivé à Carpénisi, il eut bien garde d'en détacher la moindre partie, pour occuper un pays hérissé de montagnes; il se pressa au contraire d'en sortir, pour arriver devant Messolonghi et Anatolico, dont il entreprit le siège. Maître de Messolonghi, et marchant contre Athènes à la tête d'une armée formidable, Kiutahi ne crut pas prudent de laisser dans cette partie un corps d'occupation, et il se contenta de la soumission apparente du capitaine Schiafaca. Celui-ci fut le premier à se réunir à Karaïskakis, lors de la fameuse campagne de 1826 et de 1827. Après la reddition de l'acropole, Kiutahi se contenta de nouveau de traiter avec le même capitaine, qu'il garda cependant cette fois près de lui, comme otage. Les habitants de ce pays sont encore aujourd'hui sous les armes; plus de 2,000 hommes sous les ordres du chiliarque Tzavellas ont occupé les positions de Macricampi et d'O-xia, pour observer les forces turques concentrées à Patradjik. Ils viennent d'être renforcés par une autre chiliarchie. Ils le seront encore, afin de mettre les chiliarques Tzavellas et Stratos en mesures de faire leur jonction avec le corps d'armée de la Grèce occidentale. La garnison turque de Lépante ne fait pas des sorties fréquentes; on croit qu'elle se compose de 2,800 combattants.

Agraïde.

Les habitants de l'Agraïde prirent les armes dans les premiers jours de juin 1821. Les Turcs de la Thessalie voulurent d'abord disputer la possession du territoire, marchèrent en force contre les habitants, et y exercèrent de grands ravages. Repoussés partout, ils virent l'impossibilité d'occuper un pays montagneux, bravement défendu par les habitants et par les armatolis, que Karaïskakis et Rangos y tenaient alternativement. Aussi se sont-ils contentés de faire de temps à autre des conventions avec ces capitaines, pour

prévenir leurs excursions dans la plaine, et de tenir garnison dans les petits forts de Phanari, de Garditza, situés aux pieds de l'Arta. Après la chute de Messolonghi les Turcs ont continué ce système de trêve, et n'ont point envoyé de troupes dans cette province.

Athamanie.

En 1821 les habitants de Zoumerca, de Malacassi et d'Aspropotamo prirent successivement les armes. Kurchid-Pacha, séraskier de l'armée destinée contre Ali-Pacha de Janina ne tarda pas à les faire attaquer par des forces considérables. La ville de Calaritès fut prise et saccagée par les Turcs. Les Hellènes eurent des avantages à Placa, et désespérant d'occuper militairement les pays, les Turcs se contentèrent de faire des conventions avec les chefs d'armatolis, qui agirent cependant constamment avec les Grecs, toutes les fois que ceux-ci se présentèrent en force; les Turcs ne furent jamais les dupes de cette politique, mais ils trouvèrent qu'il valait mieux feindre de l'ignorer, que de perdre du monde dans une guerre de montagne toujours désavantageuse aux assaillants. Aujourd'hui même les capitaines de ces provinces sont en relation avec les chefs des corps grecs en Acarnanie, et saisiront probablement le premier moment favorable pour faire cause commune avec eux.

Selléide et Amphilochie.

La Selléide et une partie de l'Amphilochie étaient déjà depuis quelque temps engagées avec le parti d'Ali-Pacha contre les armées de la Porte, lorsque la révolution éclata. Il serait trop long d'énumérer dans cet aperçu les faits héroïques des Souliotes et leur belle défense, lorsque après la fin de la guerre contre Ali-Pacha, toute l'armée turque se précipita sur eux. Ils furent obligés de capituler en 1822, et les Turcs ont depuis lors une garnison dans le fort de Kiafa.

Le district de Radovizdi, et tout le pays des environs d'Arta, furent le théâtre de plusieurs actions. En 1821 les Grecs occupèrent pendant quelques jours la ville d'Arta. Ils continuèrent d'en occuper tout le pays jusqu'à l'affaire de Petta en 1822. En 1823 et en 1824 les habitants de Radovizdi prirent une part très-active dans la guerre, et empêchèrent Omer-Pacha d'entrer dans l'Acarnanie. Aujourd'hui les forces des Turcs dans Arta et dans Prévésa ne montent pas à 2,000 hommes. Kiutahi s'occupait à rassembler des troupes albanaises à Janina, mais il n'y réussissait pas, faute d'argent. On prétend néanmoins qu'indépendamment du contingent qu'il a pu envoyer à la grande armée, il a près de lui 6 à 8,000 combattants disponibles. Ces assertions peuvent paraître un peu exagérées.

Acarnanie et Étolie.

La révolution y commença dans les derniers jours du mois de mai 1821. Les Turcs de Vrachori et de Zapandi furent bientôt réduits, et l'affaire brillante de Macrinoros empêcha une invasion. En 1822, dans le mois d'août, les Turcs avec des forces considérables pénétrèrent par Loutraki et Macrinoros. Ils mirent le siège devant Messolonghi vers la fin du mois d'octobre, et furent obligés de le lever à la fin de la même année. Dans les premiers mois de 1823 tout le pays était évacué. Le pacha de Scutari y pénétra cette même année du côté de Carpénisi. Le dévouement héroïque de Marcos Botzaris l'obligea de changer de route, et il fit le tour de Cravari pour entrer dans l'Étolie. Ses efforts devant Anatolico ayant été infructueux, il évacua avant la fin de l'année tout le pays en se retirant sur Arta. En 1824 Omer-Pacha essaya inutilement de pénétrer par Carvassara. En 1825 Kiutahi pénétra de nouveau avec des forces supérieures, et établit son camp devant Messolonghi. L'histoire de ce siège fameux n'est que trop connue. Après la prise de Messolonghi Kiutahi se trouva au milieu d'un désert; il ne négligea rien pour faire revenir dans le pays des habitants qui l'avaient

abandonné, ou qui vivaient sur les montagnes; il n'y est jamais parvenu. Avant la fin de 1826 Karaïskakis expédia un corps qui s'empara de Lessini. En 1827 le général Church s'établit à Dragomestre et à Mitiea, et fit des efforts pour occuper les communications entre Messolonghi et Carvassara. Le capitaine Hastings s'empara de Vassiladi. Maîtres des lagunes de Messolonghi et d'Anatolico, le général Church et le capitaine Hastings essayèrent, il y a quelques mois, de s'emparer de cette dernière ville, mais l'attaque fut repoussée par les Turcs. Il ne restait d'autre mesure à prendre pour empêcher l'approvisionnement de Messolonghi, que de s'emparer du golfe d'Ambracie, et l'on y a dernièrement réussi. La garnison de Messolonghi et d'Anatolico est évaluée à 2,200 hommes; les Turcs occupent en outre les postes de Gouria (sur la rive gauche de l'Achéloüs), de Paliocatuna, de Rigani, de Laspi et de Carvassara. Ces postes forment leur ligne de communication sur la rive opposée, défendue par 1,000 hommes retranchés et par 150 à 200 chevaux servant d'escorte. Il est à espérer que les Turcs seront bientôt obligés d'abandonner toutes ces positions, et d'évacuer entièrement les deux proviucés.

Candie.

La lutte commença en Candie, dans le mois de juin 1821. Malgré leurs brillants succès pendant les deux premiers mois, les chrétiens furent bientôt obligés de se retirer sur les montagnes, faute de munitions. Ils reprirent l'offensive dans le mois de novembre, et parvinrent à bloquer les Turcs dans les places fortes. En 1822 le vice-roi d'Égypte expédia en Candie des forces considérables sous les ordres de Hassan-Pacha, qui fut battu à plusieurs reprises. En 1823 les chrétiens s'emparèrent du fort de Kissamos, et rétablirent le siège devant les places. En 1824 les Turcs reçurent de nouveaux renforts et occupèrent tout le pays plat. La plus grande partie des habitants cherchèrent leur salut dans le Péloponèse et dans les îles;

ceux qui restèrent les armes à la main, se retranchèrent dans les montagnes les plus escarpées. En 1825 les Candiotes réfugiés au dehors préparèrent une expédition et réussirent à s'emparer de Grabuse. Ceux qui restaient sous les armes dans le pays reprirent courage, et firent une guerre de partisans très-active. En 1827 ils purent tenir même la campagne contre les Turcs, et les Sphakiotes se déclarèrent ouvertement. Les Turcs firent une expédition contre eux, mais cernés de tout côté et obligés à la retraite, ils perdirent beaucoup de monde. Encouragés par ce succès les chrétiens s'avancèrent dans la province d'Apocorona et obtinrent de nouveaux avantages. Le dernier massacre des Grecs soumis, dans la ville de Candie, à Réthimo et ailleurs, remplit d'indignation tous les habitants chrétiens de l'île. Réthimo était déjà cerné, et des rassemblements considérables faisaient espérer que Candie le serait bientôt.

On suppose que la force des Turcs est de 6 à 7,000 hommes armés, dont la plus grande partie forme les garnisons de Candie, de la Canée et de Réthimos. Ils occupent en outre Souda, Kissamos, Spina-Longa, et Hiérapétra.

Chios.

Les premiers malheurs de Chios sont généralement connus; les derniers efforts de ses habitants soutenus par le courage et l'habileté du chef de l'expédition, méritaient un tout autre sort. Cette île qui comptait jadis plus de 100,000 habitants, est presque déserte aujourd'hui. Les Turcs y tiennent une garnison de 3,000 hommes à peu près, et ont donné de grands soins à la réparation de la forteresse.

Samos.

Les Samiens furent les premiers à prendre les armes pour la cause de la liberté, qu'ils ont constamment soutenue avec un courage et un

dévouement remarquables. Leurs excursions sur les côtes et même à une distance considérable dans l'intérieur de l'Asie mineure, attirèrent bientôt contre eux toutes les forces, dont la Porte pouvait disposer dans cette partie de l'empire Ottoman. Au commencement de l'été de 1821 plus de 5,000 Turcs rassemblés à Tzangli, et soutenus par une flotte formidable, avaient déjà commencé à débarquer sur l'île de Samos, lorsque l'arrivée de la flotte grecque arrêta le débarquement. Les Samiens encouragés par ce secours qui leur arriva si à propos, fondirent sur le corps turc débarqué qu'ils détruisirent entièrement.

En 1822, après la catastrophe de l'île de Chios, la flotte turque était destinée à réduire également Samos; et la ville d'Éphèse était le rendez-vous des troupes qui devaient y concourir. Mais tout cet appareil de mort et de destruction disparut à la lueur des flammes, qui consumèrent à cette époque le chef de l'expédition et son superbe vaisseau.

Les mêmes dangers se renouvelaient presque tous les ans pour l'île de Samos; mais ils furent heureusement prévenus par le courage et l'habileté de nos marins, qui se sont couverts de gloire dans ces parages.

Psara.

Le pavillon de la croix flottait dès le mois d'avril 1821 sur les bâtiments de Psara, et les marins rivalisaient de gloire avec leurs frères d'Hydra et de Spetzia. S'ils furent la victime d'une grande confiance en leur propre courage, leur défense héroïque offre des traits qui ne se présentent que rarement dans l'histoire. Les Turcs avaient déjà presque achevé la destruction de la ville de Psara, lorsqu'ils furent attaqués par les bâtiments d'Hydra et de Spetzia, et obligés d'évacuer l'île. Peu de familles y sont retournées depuis deux ans; le reste des Psariotes s'est fixé provisoirement à Égine, où ils attendent le moment propice pour rentrer dans leurs foyers. Ils ont continué à prendre une part active dans la lutte maritime.

Cassos.

La catastrophe de l'île de Cassos n'a devancé que de quelques jours celle de Psara. Hussein-Bey qui conduisit cette expédition préparée en Égypte dans le plus grand secret, se présenta devant Cassos au mois de juin 1824. La résistance ne pouvait être longue, vu la supériorité des forces.

Une escadre composée de quelques bâtiments d'Hydra et de Spetzia y accourut à la première nouvelle de cette expédition, mais elle ne put y arriver qu'après coup. Hussein-Bey, après avoir emmené tous les navires des Cassiotes, ne laissa sur l'île qu'un faible corps qu'il retira en 1825, lorsqu'il dut suivre avec sa division l'expédition contre le Péloponèse. Dès lors les Cassiotes sont restés libres, et ont continué d'envoyer leurs représentants au corps législatif; mais privés de leurs bâtiments, ils n'ont pu prendre une part active dans la guerre.

Seizième Question. « Quelle délimitation conviendrait le plus à la Grèce, en lui donnant une frontière continentale fortement marquée, facile à défendre, et qui sépare le mieux les populations? »

« Quelle est aussi la frontière insulaire qui conviendrait le mieux à la Grèce? Et quelles sont les raisons militaires, politiques et autres, qui doivent motiver cette double délimitation? »

L'aperçu historique par lequel on a tâché de répondre aux deux questions (14 et 15), a mis sous les yeux de LL. EE. les représentants des cours alliées la situation véritable où s'est trouvé depuis 1821, et où se trouve maintenant le peuple Grec.

Les faits retracés dans cet aperçu marquent le terrain arrosé du sang des Hellènes sur le continent et dans les îles. Ils marquent aussi les positions et les rapports de population et de force respective des parties belligérantes.

Il reste à considérer quelles frontières peuvent, en séparant pour

toujours ces deux peuples, leur donner des positions assez fortes pour qu'ils puissent maintenir inviolables les transactions qui les auront rendus à la paix et à la tranquillité.

En supposant que cette œuvre de salut s'accomplisse avec l'accession des Turcs, et d'après les clauses contenues dans l'acte du 6 juillet, cette ligne serait tracée par suite des négociations que les plénipotentiaires des parties belligérantes auraient entamées, sous la médiation des trois Puissances, afin de donner un résultat réciproquement satisfaisant.

Dans cette hypothèse, les Turcs comme les Grecs, éclairés par leurs désastres, ne prendraient dans leur détermination que les sages conseils de cette trop déplorable expérience. Ils reconnaîtraient d'un commun accord l'impossibilité absolue de coexister sur le même terrain où ils ont combattu. Alors la frontière qui devrait les séparer serait tracée par les convenances mutuelles, et placée sous les auspices de l'utilité commune. Elle garantirait ainsi les rapports de bon voisinage.

Quand même par cette délimitation quelques districts, quelques provinces, où les chrétiens et les musulmans luttèrent avec des chances diverses, se trouveraient hors du territoire grec, les intérêts des habitants de ces districts et de ces provinces pourraient encore être garantis par des stipulations qui leur assureraient du moins le droit de passer en Grèce, et d'y transporter les débris de leur fortune.

Dans l'hypothèse contraire, c'est-à-dire si les Turcs ne cessent pas de s'obstiner à refuser la médiation des Puissances, ces motifs et ce moyen de conciliation semblent les premiers perdre une grande partie de leur influence, le second ne plus offrir aucune chance de succès.

En effet dans cette hypothèse les Grecs devraient être sans relâche sur la défensive, à l'égard d'un ennemi toujours redoutable, à raison de la supériorité de ses forces, et de sa persévérance dans ses résolutions. L'existence de ceux d'entre les Grecs qui se trou-

veraient encore sous sa domination ne serait que précaire, et le Péloponèse, quelques Iles et quelques districts du continent étant déclarés constituer la Grèce, la population chrétienne des provinces limitrophes, serait obligée de rester en armes pour se défendre, et dernier résultat d'émigrer sur le territoire grec.

C'est en partant de ces considérations générales qu'on essaiera de répondre à la seizième question dans les deux hypothèses indiquées ci-dessous.

Première Hypothèse.

Une fois que la Porte aurait admis le principe de la médiation en faveur des Grecs, non-seulement du Péloponèse et des Iles, mais du continent, il serait à espérer qu'elle n'aurait pas des difficultés insurmontables à la fixation, sur le continent, d'une ligne de délimitation, qui à l'est commencerait au cap Zagora, passerait par la montagne du même nom, et suivant la chaîne des montagnes qui bordent le golfe de Volos, joindrait le mont Othrys, d'où elle se prolongerait vers le nord, par la crête des montagnes Gourra-Youni, Varibovo, Hélovo jusqu'au mont Klitzos, et aboutirait au fond du golfe d'Arta, laissant du côté des Grecs tout le territoire d'Agrapha et de Valtos.

Cette frontière présente néanmoins deux grands inconvénients. En effet, elle couperait par le milieu, 1°, le district de Magnésie habité généralement par des Grecs; 2°, les vallées bordées par l'Aspropotamos.

La frontière serait par conséquent très-faible pour les Grecs, sur ce dernier point. Les Turcs resteraient maîtres des montagnes supérieures; Parga, Souli et les cinq Puits leur appartiendraient, tandis que les restes des habitants de ces contrées portent encore les armes en Grèce.

On obvierrait à cet inconvénient si l'on obtenait par les négociations que du mont Klitzos on tirât une ligne entre Léontitos et le

pont de Tataréna jusqu'à la montagne de Maerinoros, et que suivant la crête de cette montagne on arrivât par Dzoumerca au mont Aynanda, Saint-Dimitri, Saint-Élie, et qu'en suivant la crête des montagnes Vlacherites et Panerati, on allât joindre la mer lonnienne.

Quant à la frontière insulaire, elle semble décidée par le fait. Les îles qui ont pris les armes et qui se sont agrégées durant la lutte à l'état grec en forment une partie intégrante.

Le gouvernement grec ne peut pas s'écarter des actes du congrès de Trézène, et des congrès antérieurs. Ces actes énoncent explicitement les vœux de la nation, relativement à l'île de Candie. D'ailleurs la possession seule de cette île donnerait aux Turcs les moyens de menacer sans cesse la sécurité, l'existence même de l'Archipel et du Péloponèse. Les négociations auxquelles donnerait lieu l'accession de la Porte, base de cette hypothèse, laisseront sans doute à l'équité et à la prévoyante sagesse des Puissances médiatrices, les moyens de parvenir à un arrangement qui donne à la Grèce une frontière continentale et une frontière maritime, fortement marquées, faciles à défendre, et qui séparent le mieux possible les deux populations.

Seconde Hypothèse.

Pour obtenir un résultat semblable dans la seconde hypothèse, il suffirait de suivre la frontière que la nature elle-même paraît avoir assignée aux Grecs. La ligne naturelle de démarcation, ou plutôt la séparation est celle que trace le mont Olympe depuis Catuna jusqu'aux sommets du Pinde, sur Zygos, ou Metzovo; non loin de Katrin, cette ligne rencontre le fleuve Haliacmon ou Judge-Karasson, qu'elle suit à travers Servia et Grévéna.

C'est cette frontière qui séparait anciennement la Grèce des pays limitrophes au nord.

Au moyen âge et même dans les temps modernes la Thessalie s'est toujours conservée grecque, tandis que la Macédoine fut occupée

par les Slaves et par plusieurs autres peuples. La Thessalie doit à sa position géographique d'être restée à l'abri de toute invasion et de tout mélange avec les peuples étrangers.

Quant à la seconde partie de cette ligne de délimitation, sa direction la plus naturelle est celle qui suit le fleuve Aous ou la Vofoussa. Mais si des considérations d'un ordre supérieur portaient les cours alliées à donner une autre direction à cette ligne, la meilleure dans ce cas serait celle que trace à travers Zygos la chaîne des montagnes, et la crête supérieure des monts Paléo-Vouni, Mavro-Vouni, les monts Chaumoussi et Pharmaco, continue jusqu'au village de Leftocaria, d'où elle arrive à la mer en suivant les cours du Thyamis ou Calanios.

Il est sans doute inutile de faire observer que cette frontière sépare le plus nettement possible les deux populations, et qu'elle offre à la Grèce dans les habitants belliqueux qu'elle lui laisse, des défenseurs aguerris.

Toutefois cette frontière embrasse quelques parties de la Grèce dont les habitants n'ont pas pris part à la guerre. Mais en considérant qu'elle ne comprend pas plusieurs contrées qui se sont distinguées par leurs efforts, et leurs sacrifices en faveur de l'indépendance, telles que Niaousta, la presqu'île de Cassandra, Madémochoria et le mont Athos, il est évident qu'il y aurait pour l'autre partie une large compensation.

On ne fera pas mention ici de Cydoniès ou Ayvali et de Mosconissia sur les côtes de l'Asie. Cependant les habitants de ces malheureuses contrées se sont réfugiés en Grèce.

On terminera par une observation seule. En séparant de la domination musulmane le territoire qui serait compris dans cette frontière, on ne porterait presque aucune atteinte à la puissance militaire, ni aux ressources financières de la Porte ottomane. La Porte au contraire ne peut qu'y gagner sous ces deux rapports. En effet les capitaines grecs, avec leurs nombreux compagnons d'armes, ont presque sans relâche combattu les Turcs, et ce n'est qu'au

moyen d'arrangements précaires qu'ils ont suivi quelques pachas, et notamment ceux qui se sont montrés le moins soumis aux sultans.

Quant aux ressources financières on citera un exemple seul.

Les revenus que les pêcheries, les salines et les douanes de Mesolonghi donnaient à la Porte ne montaient qu'à 30,000 piastres. En 1824 le gouvernement grec, malgré la guerre, en a retiré 800,000.

On ne parle point ici de la délimitation maritime, les considérations articulées à cet égard dans la première hypothèse ne semblent pas de nature à motiver des développements ultérieurs.

Dix-septième Question. « A combien se montaient les charges « légales, particulières aux rayas, que chacune des divisions du pays « payait annuellement à la Porte, en distinguant le droit de capita- « tion, les impôts sur les terres, maisons et tout autre? Et quel « était le mode de perception? »

	CAPITATION OU BARATZ.	NUSUL-AVARIZ ET DROITS RÉUNIS.
Dans la Grèce occidentale, depuis Cra- vari jusqu'à Aspropotamo. Piastres.	144,130	30,670
Et depuis Arta jusqu'à Laka-Botzari . .	69,300	Inconnu.
Dans la Grèce orientale, depuis l'At- tique jusqu'à Zeitouni	255,500	266,000
Et depuis Armyro jusqu'à Cassandra . .	398,000	445,000
Pour la Thessalie nous n'avons encore aucune notion.		
Dans le Péloponèse	383,000	555,000
En Candie	300,000	450,000
A Chios	220,000	380,000

Dans l'Archipel les sommes que les insulaires payaient au capitana-pacha, au bey de Rhodes et autres, en qualité d'impôts réglés par la Porte, montaient à environ 550,000 piastres.

Quant au mode de perception de ces impôts, la Porte envoyait un nombre déterminé de haratz-kiajdit, ou billets de capitation, dans quelques provinces, qu'elle faisait distribuer selon le nombre des habitants.

Les autres impôts étaient perçus par les gouverneurs des provinces.

Dix-huitième Question. « Quelles étaient celles de ces taxes dont « le produit était affecté, ou censé l'être, à des dépenses locales, et « celles dont le montant devait directement alimenter le miri de « Constantinople? »

Les taxes qui étaient versées au miri, étaient le haratz, le nusul-avariz, la partie des dimes et des droits réunis, qui n'était point affectée aux spahis, accordée à des familles de distinction, ou liguée à des fondations religieuses.

Les taxes affectées à des dépenses locales étaient : 1°, la partie des dimes et des droits réunis qui revenait aux spahis; 2°, le kondoumié (imposition annuelle au profit des pachas); 3°, les salaires des capidji-bachis (officiers de police); 4°, les frais des postes; 5°, les dépenses éventuelles sous le nom de *guélen-guétzen* et *messarifs*.

Dix-neuvième Question. « Quel était le montant des contribu- « tions en nature, que quelques villes ou cantons payaient au sé- « rail? »

A Chios les vingt-cinq villages nommés Masticochoria, à la place du haratz donnaient tous les ans régulièrement au sérail 20,000 oques de mastic, et de 40 à 80 paras par famille.

On ne connaît point d'autres villes ou cantons de la Grèce qui aient été, ou soient grevées de contributions semblables.

Vingtième Question. « Quelles taxes régulières les propriétaires « turcs payaient-ils à la Porte, et dans quelle proportion à la valeur

« de leurs terres, et aux taxes semblables payées par les rayas? »

Il est impossible de fixer aucune proportion entre les taxes que payaient les propriétaires turcs, et celles payées par les rayas, car les Turcs n'étaient tenus qu'au paiement de la dime pour le produit de leurs propriétés, tandis que les chrétiens outre la dime étaient obligés, chacun selon sa fortune mobilière ou immobilière, à contribuer aux dépenses qui survenaient.

Vingt-unième Question. « A quoi en général fait-on monter le « revenu effectif retiré par le sultan de chacune des divisions de la « Grèce? »

Les revenus que touchait le sultan sont indiqués dans la dix-septième réponse, mais nous n'avons point de données suffisantes pour fixer la qualité et la quantité des dimes versées directement à son trésor.

Vingt-deuxième Question. « Quel a pu être dans les trois dernières années, et notamment dans le dernier semestre, le montant approximatif des revenus, soit pour les parties de la Morée, « soit pour les îles qui ont obéi pendant ce temps au gouvernement « grec? »

Le gouvernement grec à cause des guerres continuelles, qui attirèrent toute son attention et tous ses soins, n'eut pas le temps d'établir un système d'administration financière. Il continua celui que suivait le gouvernement turc. Selon ce système, les revenus de l'état ne sont pas perçus directement pour le compte du gouvernement, mais ils sont vendus à l'encan.

Les revenus de la Grèce consistent principalement dans les dimes et dans le produits des douanes; on a introduit en 1827, mais avec beaucoup de peine, le dasmos (droit d'importation et d'exportation).

Il était impossible à cause des invasions continuelles de l'ennemi, que les revenus publics ne présentassent de grandes différences dans le total de chaque année. Aussi le tableau suivant pourra-t-il paraître

tre irrégulier, mais il est présenté tel qu'il se trouve dans les livres du ministère des finances.

	MORÉE.	GRÈCE CONTINENTALE.	ÎLES.
En 1825 . . . Piastres.	3,903,470	645,110	1,040,930
En 1826	274,727	397,710	978,055
En 1827	847,546	16,025 *	769,108

Dans le dernier semestre de 1828, après l'arrivée du président, les revenus pour l'année 1828 sont :

	DANS LA MORÉE.	DANS LES ÎLES.
Des dîmes Piastres.	2,481,996	631,225
Des douanes	190,520	676,850
Des dasmos.	54,800	540,700
Des viviers	62,775	550
Des droits divers	5,900	10,640
Total, Piastres.	2,795,991	1,859,965

Le produit des douanes et des dasmos de quelques parties importantes de la Grèce est recueilli directement pour le compte du gouvernement, mais on ne sait pas encore quel en sera le montant.

Vingt-troisième Question. « Quelle était la taxe que l'évêque « diocésain prélevait sur chaque maison grecque, et combien cette « taxe donnait-elle pour produit total? »

Les évêques diocésains percevaient des revenus appelés les uns réguliers, les autres casuels. Ces derniers provenant de l'agiasmos (eau bénite), des messes, célébrations de mariages, nominations, et autres, n'avaient rien de fixe. Ils augmentaient ou diminuaient,

* Indépendamment des 16,025 piastres qui sont entrées dans la caisse, les provinces du continent ont fourni leur dîme en nature à l'armée sous les ordres du général Karaïskakis.

selon les circonstances, la fortune des chrétiens, et le caractère de l'évêque. Quelquefois il est arrivé que la somme des revenus casuels a balancé, même surpassé dans certaines parties de la Grèce, celle des revenus réguliers.

Ceux-ci consistaient dans ce que les évêques, d'après l'ancienne coutume, retiraient par an, des familles chrétiennes de leur diocèse, savoir, 20 paras de chaque père de famille, et 10 de chaque famille privée de son chef.

En combinant cette donnée avec la réponse faite sur la première question, on peut reconnaître approximativement le total des droits réguliers que percevaient les évêques.

Ces taxes devinrent aussi irrégulières, car les évêques voyant que la fortune de la majeure partie des familles chrétiennes consistait en produits agricoles, introduisirent dans leur propre intérêt l'usage de retirer annuellement de ces familles une partie fixe des produits qu'elles avaient obtenus.

Ainsi au lieu de 20 ou 10 paras ils prenaient 11 à 12 oques de blé, ou une demi-livre de soie, ou bien une certaine quantité d'huile, etc. On l'appelait redevance, *zitia*, ou *roya*.

Plus tard les évêques la touchèrent en argent, ou en nature à leur volonté.

Quelquefois même selon l'influence qu'ils avaient, et selon la fortune des contribuables, ils prenaient en même temps et l'argent, et la part en nature. Ce qui faisait que la plupart d'entre eux percevaient, par an, de chaque famille 3 piastres au plus, ou 40 paras au moins.

Vingt-quatrième Question. « Quelles étaient les autorités ottomanes qui existaient en Grèce depuis le pacha jusqu'au codja-bachi, le pouvoir dont elles étaient revêtues, ainsi que l'étendue de la juridiction que le capitán-pacha exerçait sur les îles de l'Archipel? »

Si l'on voulait remonter aux causes principales qui avaient déter-

miné les musulmans à établir en Grèce le système administratif qui n'a cessé d'y exister qu'en 1821, il faudrait faire un volume, tandis qu'il s'agit ici d'une note succincte; en conséquence on se contentera d'exposer ce système tel qu'il existait dans chacune des divisions appelées par les Turcs *sandjaks* ou *agielétés*, et l'on commencera par le Péloponèse.

Cette péninsule était une agielété, où la Porte envoyait un pacha à trois queues, sous le titre de *Mora-valessi*; la durée de son administration dépendait de sa conduite, ainsi que de la volonté du sultan. Un interprète pour les langues étrangères, muni directement d'un diplôme du sultan, était attaché à ce pacha.

Deux autres pachas à deux queues relevant du Mora-valessi, étaient préposés à la garde, l'un de la forteresse de Nauplie, et l'autre de celle de Modon. Quoique gouverneur civil et militaire, et en tout absolu, le pacha devait se conformer aux décrets impérieux qui réglaient l'administration intérieure. Le Péloponèse était divisé en 24 provinces, savoir : Corinthe, Vonitza, Calavrita, Patras, Gastouni, Pyrgos, Cariténa, Arcadie, Néocastron, Modon, Coron, Androussa, Nissi, Calamata, Léondari, Mistra, Monembasie, Tripolitza, Hagios-Pétros, Argos, Amblakika, Phanari, et Kato-Nakayé. Dans chacune de ces provinces il y avait un cadi, un volvode, deux codja-bachis, un sendouk-émiri (caissier), un capu-buluk-bachi (officier de police). Il y avait de plus, dans chaque bourg ou village, deux ou trois proëstos (primats). Outre cela, dans celles des provinces où il y avait des habitants turcs, le plus considérable d'entre eux était nommé ayan.

A chaque nouvelle nomination de pacha dans le Péloponèse, toutes ces autorités étaient en devoir d'aller lui présenter leurs hommages à Tripolitza, résidence du gouvernement. Le pacha faisait lire dans son divan, et en présence des employés tures, ainsi que des eodja-bachis de première classe, les ordres du sultan. Il donnait l'investiture ou le *caphtan* aux fonctionnaires publics; il formait son conseil composé d'un ou de deux Turcs pris parmi les plus nota-

bles, de deux codja-bachis les plus influents, et de l'interprète, et enfin il entraînait dans l'exercice de ses fonctions, en faisant connaître, par des circulaires adressées à toutes les provinces, son arrivée et les ordres du sultan.

Lorsque le pacha voulait introduire quelque innovation, il devait soumettre son projet à toutes les autorités locales, et s'en remettre à la Porte. Il demandait pour ses actes l'avis du conseil, mais sa volonté décidait de tout.

Quoique le pacha fût assisté de son conseil, il devait encore convoquer tous les ans à Tripolitza les codja-bachis des provinces, et en assemblée générale leur communiquer les ordres de la Porte, leur indiquer les besoins de l'administration intérieure, et leur faire connaître le montant des impôts, ainsi que les nominations des voïvodes. Après avoir demandé et obtenu leur consentement sur ces communications, il émettait les ordres nécessaires.

Dans des circonstances extraordinaires, par exemple si l'on prévoyait une guerre extérieure, ou qu'il y eût quelques troubles intérieurs, le pacha invitait aussi les évêques pour s'assurer de la soumission des chrétiens.

Ces décisions, à l'exception de quelques-unes dictées par les circonstances, devaient être fondées sur l'*ilam* de Mahomet.

La Porte nommait aussi deux officiers auprès du pacha, l'un avait le titre de *moucabileitzi*, et l'autre celui de *dephter-kihaya*. Le premier tenait tous les registres, où étaient indiqués, 1°, les délimitations des provinces, des villages, des terres cultivées, ou en friche, 2°, le nombre des habitants tel que l'indiquait un dénombrement fait depuis fort longtemps. Cet officier devait donner au gouvernement des renseignements sur toutes ces matières; lorsque ces registres étaient ouverts, le *dephter-kihaya* devait être présent, et il devait aussi les sceller de nouveau. Le *moucabileitzi* n'avait point le droit de les ouvrir seul. Ces deux officiers, ainsi que les deux pachas des forteresses, n'avaient aucune participation aux affaires politiques.

La Porte envoyait deux autres officiers, sous le titre d'*alay-bey's*, dont l'un habitait Tripolitza, et l'autre Mistra. Ils étaient les chefs des deux établissements militaires appelés spahis. Ils n'avaient pas non plus la moindre part aux affaires politiques.

Chaque province avait un cadi, choisi par le *Rouméli-cadilesker* dans la classe des hommes de lois. La durée de ses fonctions était de six à douze mois et rarement de dix-huit. Il jugeait sans appel toutes les affaires civiles et commerciales, de quelque espèce et de quelque importance qu'elles fussent. Il était lui-même l'exécuteur de ses sentences dont le pacha seul pouvait suspendre l'exécution, en évoquant l'affaire à Tripolitza, pour y être révisée; cette évocation facultative n'était cependant qu'un abus d'autorité.

Bien que les sentences du cadi fussent exécutoires, cependant les procès se prolongeaient indéfiniment, car la jurisprudence turque, obscure et contradictoire, était diversement interprétée par les *ulémas*, ce qui entravait de plus en plus la procédure.

A la nomination d'un nouveau pacha, ou d'un nouveau cadi, les choses jugées pouvaient être remises en question, et souvent la sentence du nouveau cadi était en opposition avec celle de son prédécesseur; car celui-là prononçait par exemple, selon l'opinion du *moussein-effendi*, tandis que celui-ci avait basé son arrêt sur celle d'*aty-effendi*; les coutumes locales et le temps pouvaient seuls donner un terme à de pareils procès.

Quant aux affaires criminelles, le cadi s'en rapportait au pacha, et ne pouvait en connaître que sur l'ordre exprès de celui-ci.

Le cadi avait de plus le droit d'entendre les plaintes des citoyens et de les exposer aux autorités civiles, d'exercer un contrôle sur les impôts, et de constater les erreurs ou les abus, par un acte adressé au pacha. Cet acte appelé *ilam* avait un certain poids.

Toutes les ventes de vignobles, maisons, arbres, boutiques, etc., étaient soumises au cadi. Le *hodjète* (acte de propriété) émané de son autorité, était indispensable pour que la vente fût valide; des témoins turcs ou chrétiens attestaient dans cet acte la réalité de la vente.

Dans les différends entre les chrétiens et les musulmans, le témoignage d'un chrétien n'était admis, ni à charge ni à décharge.

Le cadi avait encore le droit d'annexer un certificat aux pétitions provinciales adressées au pacha ou à la Porte, néanmoins il lui était sévèrement défendu de prendre aucune part aux affaires politiques.

Avant l'avènement du sultan actuel, le voïvode était nommé par la Porte sur la demande de la communauté, ou sur celle des *mali-kiam-saabi* (acheteurs de la dime); mais en vertu d'un décret du sultan actuel, les pachas nommaient ces voïvodes.

Le voïvode devait percevoir le haratz (capitation), suivre les instructions du pacha, exécuter les sentences du tribunal, et se prêter à ce que demanderaient les codja-bachis relativement à la police intérieure, ou à la perception des impôts.

Pour toute vente de terre il avait le droit de délivrer l'acte de validité nommé *tapis*, acte qui seul rendait la vente inattaquable.

Le voïvode était nommé pour un an; l'ayan nommé par le pacha était institué pour défendre les droits de ses coreligionnaires.

Le capu-buluk-bachi, élu par les codja-bachis, était avec 10 ou 15 gens d'armes attaché au voïvode, mais il ne pouvait exécuter aucun ordre qui ne fût approuvé par les codja-bachis.

Les codja-bachis étaient élus par les proëstos des bourgs et des villages. Ils se réunissaient dans la métropole de la province; là ils procédaient à l'élection qui avait lieu à la pluralité des voix; et sans qu'aucune autorité turque y prît la moindre part. L'élection terminée, les électeurs eux-mêmes en présentaient au cadi le résultat dans un acte revêtu de leurs signatures et de leurs cachets, et demandaient son *ilam*. Le cadi en présence du voïvode, de l'ayan et des Turcs les plus notables qui portaient témoignage de la volonté des proëstos, délivrait le certificat demandé, et le tout était envoyé à la ratification du pacha.

Les codja-bachis étaient nommés pour un an. Chacun de ces fonctionnaires devait à la fin de sa gestion en rendre compte à la province, pour obtenir un acquit. Les provinces qui étaient con-

tentes de leurs codja-bachis, le témoignaient dans des adresses présentées au pacha, qui maintenait ordinairement ces fonctionnaires dans leurs emplois, pour l'année suivante.

Ils réglaient le mode de perception des impôts, et pouvaient faire des dépenses extraordinaires qu'ils soumettaient ensuite à l'assemblée provinciale. Ils avaient le droit de postuler en général toutes les affaires des rayas, ainsi que de juger leurs différends, de quelque nature qu'ils fussent; et lorsque les parties étaient satisfaites, aucune autorité turque ne pouvait s'immiscer dans la connaissance de l'affaire. Les chrétiens, quand ils étaient emprisonnés, pouvaient recourir aux codja-bachis pour obtenir leur délivrance.

Aucune répartition, ou perception d'impôt, ne pouvait être effectuée sans la permission et l'avis des codja-bachis. Leur rapport au pacha était d'un grand poids; toutes les pétitions des bourgs ou villages devaient être envoyées par leur intermédiaire aux autorités turques. Ils ne devaient rendre compte de leur administration à aucune autre autorité qu'au pacha, qui seul avait le droit de les punir, ou de les récompenser.

La grande influence des codja-bachis dans le Péloponèse venait, 1^o, de ce que les Turcs y étaient en petit nombre, et constamment divisés entre eux; 2^o, de ce que depuis fort longtemps les provinces envoyaient à Constantinople un ou deux primats, qui, recommandés en qualité de représentants, émettaient librement leur avis à la Porte. Cette recommandation devint avec le temps un droit pour le Péloponèse, qui envoyait des représentants munis de mandats en forme, tant de la part des chrétiens que de la part des Turcs.

La coutume chez les Turcs prévalait à la loi; c'est par suite de cela que deux ou trois, et quelquefois quatre codja-bachis, sous le nom de *véhils de Morée*, devaient nécessairement résider à Constantinople. Le crédit dont ces envoyés jouissaient auprès de la Porte, par les ressources que leur procurait leur patrie, inspirait une certaine retenue aux pachas, dont quelques-uns ont été destitués par suite de leurs démarches.

Le *sendouk-émiri* (caissier) gardait toutes les sommes d'argent qui devaient être transmises par ses mains aux autorités turques. Il tenait les registres des comptes de chaque province et conservait les états des impositions qui étaient signés par les *codja-bachis*. Cet officier, quoique relevant du pacha, devait se conformer aux ordres de ceux-ci.

Les *proëstos* des bourgs et villages avaient aussi un caissier particulier nommé *capsimali*. Il était élu de la même manière que les *codja-bachis* auxquels il était obligé de se rapporter pour les affaires concernant les villages.

Telle était l'administration civile du Péloponèse; mais peut-on croire qu'un pacha, souvent parvenu à ce poste éminent de boucher qu'il était peu de temps avant, ignorant d'ailleurs, délégué d'un maître absolu, peut-on croire qu'un tel homme fût bien capable de se conduire avec clémence, et de se conformer à des règlements administratifs?

Ordinairement ces hommes connus principalement par leur cruauté et leur caractère intraitable étaient recommandés à la faveur du sultan, comme plus dignes que tout autre de gouverner le peuple.

Dans les gouvernements arbitraires tout se fait par la volonté des chefs, ils ont la faculté de faire des lois et de les appliquer selon leur bon plaisir; l'intrigue, la fraude et le dol, président à leurs actes. Tout cela existait d'une manière plus effrayante qu'ailleurs, dans ceux du gouvernement turc où l'instruction était proscrite.

Personne ne pouvait parler devant un pacha qui avait droit de vie et de mort sur ses administrés, et c'était toujours avec un sentiment de frayeur qu'on approchait de son palais; on était épouvanté avant même de voir ce despote, et d'entendre sa voix menaçante; 150 gens d'armes appelés *cavasses*, un *itz-aga*, et le *bourreau* gardaient constamment la porte du pacha; un seul signe de sa tête décadait de la vie du suppliant.

La province de Sparte avait un système différent. Elle était administrée avant 1770 par des capitaines, parmi lesquels était choisi

le chef portant le titre de *bacha-capitan*. Cette province payait à la Porte 4,000 piastres pour la capitation.

Dans la Maïna il n'a jamais existé aucune autorité turque; ce n'est que depuis 1770 que le capitán-pacha a été autorisé par le sultan à y nommer un gouverneur sous le titre de *bey de Maïna*, et depuis lors cette province a été obligée de payer 15,000 piastres de capitation.

Le bey devait veiller au maintien du bon ordre, envoyer les impôts au capitán-pacha, et en cas de besoin lui demander du secours.

Le sandjak de Nègrepont comprenait l'île d'Eubée, l'Attique, Thèbes, Livadie, Turcochori, Boudounitza, Zeitouni, Salona, Lidoriki, et Malandrino. Celui de Karéli, l'Étolie et l'Acarnanie, qui comprenait Messolonghi, Anatolico, Vlochos, Xéroméron, Valto et Vonitza, étaient compris dans l'administration du sandjak de Nègrepont; mais comme la dime du sandjak de Karéli était donnée en apanage à la validé (mère du sultan), elle obtint que le gouverneur en fût nommé directement par la Porte, et reconnu seulement par le pacha de Nègrepont, sous le titre de *Karéli-mussélim*.

Naupacte, Apocoron, Cravari, Carpénisi, Patradjik, et Domoco, formaient un sandjak séparé. Les provinces d'Aspropotamos et d'Agrapha relevaient du sandjak de Trikala.

Les pachas nommés à ces sandjaks étaient à trois queues; le système d'administration était semblable à celui du Péloponèse et ne différait qu'à l'égard de l'autorité des codja-bachis, qui n'y étaient point élus par les provinces; de plus ces provinces n'avaient point le droit d'envoyer des vékils à Constantinople.

Cette forme du gouvernement intérieur a été observée jusqu'à l'époque d'Ali-Pacha dont le despotisme n'a rien respecté.

L'île d'Hydra relevait du capitán-pacha et était administrée par des indigènes sous des formes aristocratiques. Les primats de cette île, les plus considérables en richesses et en influence, étaient divisés en deux sections, dont chacune administrait alternativement l'île pour un an.

Le corps des primats faisait des règlements pour le maintien de l'ordre, pour le commerce et la police maritime. Un des indigènes faisait les fonctions de chef de police sous le titre de *zapite*; la nomination de cet officier était soumise à l'approbation du capitain-pacha.

Il y avait aussi une chancellerie composée d'un chancelier et de quelques assesseurs qui jugeaient les différends. Leurs décisions étaient approuvées par les primats, le chancelier faisait aussi les fonctions de notaire.

Enfin un tribunal ecclésiastique jugeait les différends qui s'élevaient au sujet des mariages, divorces, etc.

L'île de Spetzia avait la même forme d'administration que celle d'Hydra.

L'île de Psara relevait du capitain-pacha, et était gouvernée par des démogérontes élus par le peuple. Tous les citoyens se rassemblaient en assemblée générale et procédaient à l'élection de douze électeurs qui élisaient pour un an trois démogérontes et un caissier.

Le caissier, assisté de deux adjoints appelés *dadziers*, percevait tous les revenus; mais lorsqu'il s'agissait d'affaires de grande importance, les démogérontes étaient tenus de convoquer le peuple en assemblée pour qu'il les décidât unanimement.

Tous les différends pour affaires civiles ou commerciales étaient soumis à des arbitres.

Le capitain-pacha ratifiait les élections ainsi que les décisions des arbitres, sans y prendre la moindre part. Il ne connaissait que des affaires criminelles.

Les îles de l'Archipel, Scopélos, Skiathos, Héliodromia, Skyros, Salamine, Égine, Poros, Zéa, Thermia, Sérifo, Sifnos, Amorgo, Milos, Polycandro, Sikino, Ios, Santorini, Anaphi, Cassos, Astypaléa, Patmos, Naxos, Paros, Anti-Paros, Micono, Trikéri, relevaient aussi du capitain-pacha, qui envoyait à chacune d'elles un préposé à la dime, musulman ou chrétien, sous le titre de *zapite*.

Chacune de ces îles avait ses *protostos* qui devaient être élus

dans la classe des plus riches et des plus influents, ils étaient assistés de deux adjoints. Les différends étaient jugés par les proëstos ou par les arbitres, mais on en appelait au capitán-pacha, qui prononçait toujours en matière criminelle.

Aucune autre autorité turque n'avait la moindre influence dans ces îles, et le sultan lui-même n'y envoyait pas d'ordres directs.

L'île de Samos relevait du *scheisalam*, qui y envoyait tous les ans un gouverneur turc; cette île avait aussi des proëstos.

L'île de Tinos relevait du *zarap-hané* qui y envoyait un zabite. L'administration de cette île était la même que celle des autres, et le zabite ne pouvait rien sans le consentement du proëstos.

L'île d'Andros relevant d'abord de la sultane, fut donnée après sa mort au zarap-hané, qui y envoyait un zabite pour le maintien de l'ordre et pour juger les différends des indigènes.

Cette île avait un codja-bachi qui, aussitôt qu'il était élu par le peuple se rendait à Constantinople, où il payait ce qu'on appelait l'*eltizamé* de l'île, et, investi dans sa charge par le *zarap-hané-émini*, il revenait pour exercer ses fonctions. Ce zabite n'exécutait aucune décision judiciaire sans le consentement des codja-bachis.

Les îles de Léro, Calymozos, Kissino, Délos, Halky, Scarpathos, Symi, et Castéloriso, étaient soumises au bey de Rhodes, qui y envoyait des zabites. Cependant elles avaient aussi leurs proëstos et jouissaient du droit de les élire.

Système administratif de l'île de Chios sous les Turcs.

Lors de la dernière reddition de Chios aux Turcs en 1694, les chrétiens, habitants de l'île, obtinrent par un traité plusieurs privilèges dont voici les principaux :

1. La liberté religieuse absolue.
2. La direction des affaires du pays par une communauté.
3. L'exemption de la dime qui fut réduite à un droit très-faible appelé *tahrîl*.

4. L'île ne devait avoir qu'un seul gouverneur turc appelé *moussélim*.

5. Aucune famille turque ne pouvait habiter dans l'île.

6. Le nombre des Turcs qui occupaient la forteresse était fixé, et la garnison devait être changée de temps en temps.

7. Un seul aga turc venait chaque année recevoir le tribut de 20,000 oques de mastic.

Les habitants étaient soumis au haratz. Plus tard les habitants perdirent plusieurs de ces privilèges, et en 1820 le système administratif de Chios était établi sur les bases suivantes :

Le sultan envoyait toutes les deux années un gouverneur appelé *moussélim* aussi, et qui, moyennant une certaine somme qu'il payait à son souverain, administrait l'île pour son propre compte. Le *moussélim* avait un chef de police appelé *sonbassi*.

La forteresse avait un commandant dont la durée des fonctions était illimitée, et qui avait sous ses ordres des officiers et une garnison turque.

Un juge turc appelé *cadi* était envoyé de Constantinople. Toutes les affaires civiles et criminelles qui concernaient les Turcs et les *rayas* étaient de son ressort. La durée de ses fonctions était illimitée.

On envoyait également de Constantinople un Turc chargé de recevoir le mastic. Il était appelé *sakiz-émini*. Quoique sans aucun pouvoir direct sur l'île, il était devenu par abus le protecteur et le chef des villages où se faisait le mastic, situés au sud de l'île, et au nombre de vingt-un. De cette manière il séparait les habitants de ces villages, qui étaient tous chrétiens, de la communauté de Chios. Non content de cela, il leur faisait payer des amendes excessives, et les traitait avec cruauté. Enfin ces malheureux étaient forcés de donner outre le tribut de 20,000 oques tout le mastic qui leur restait, et qui ne leur était payé qu'à raison d'un sixième du prix courant.

Plusieurs de ces gouverneurs et de leurs officiers subalternes faisaient venir leurs familles, et ainsi fut violé le privilège accordé aux

chrétiens qu'aucune famille turque ne pourrait habiter dans l'île.

Outre ces autorités, la Porte ottomane reconnaissait la communauté de Chios, ou démogérontie composée de cinq habitants indigènes. Ces démogérontes étaient renouvelés chaque année. La Porte ottomane s'adressait toujours à eux pour toutes les affaires relatives aux rayas, et pour toutes les demandes extraordinaires et abusives qu'elle faisait d'argent.

Ces démogérontes avaient à Constantinople des représentants choisis chaque année parmi les négociants chiotes dans cette ville. Ceux-ci pour les affaires de la communauté avec la métropole recevaient des instructions des démogérontes de Chios. Outre la démogérontie, il y avait aussi dans l'île des autorités civiles chrétiennes dépendant plus ou moins de la première. Ces démogéronties guidées par les coutumes et les décisions des différentes assemblées des primats du pays, avaient plein pouvoir pour toutes les affaires civiles, religieuses, de finance, de philanthropie et d'enseignement public. Ils devaient, avant de quitter leur poste, rendre compte de leur gestion à la communauté.

Cette communauté soutenue par tous les chrétiens (les habitants des villages du Mastic, à cause du motif ci-dessus annoncé n'en faisaient pas partie), était respectée par la Porte ottomane. Cette union des chrétiens, et le paiement qu'ils faisaient de sommes considérables, mettaient un frein au penchant des Turcs pour les abus. Ils jouissaient, de même que les juifs, d'une existence civile et religieuse, autant qu'il est possible sous de tels tyrans.

Vingt-cinquième Question. « Quels étaient les privilèges ou « droits municipaux qu'on avait laissés aux Grecs, et les avantages « particuliers accordés à certains cantons ou îles? »

Le Péloponèse jouissait du privilège d'avoir des codja-bachis, ainsi que de celui de les élire. Sparte avait un gouvernement qui ne relevait du capitain-pacha que par la nomination du bey.

Le sultan actuel, par un de ses décrets, avait aboli dans le Pélopo-

nèse l'usage pratiqué dans le reste de la Turquie, de confisquer les biens que laissaient à leur mort les chrétiens qui remplissaient des fonctions publiques.

De plus quelques provinces du Péloponèse jouissaient de certains privilèges, par exemple comme les dîmes de Patras étaient affectées au tombeau du sultan Hamid, cette province ne contribuait pas aux dépenses de l'administration du Péloponèse, et comme les pachas n'y exerçaient aucune influence, Patras était devenue l'asile de ceux qui étaient persécutés; mais après l'avènement du sultan Mahmoud, tous ces privilèges ont été abrogés.

Les privilèges des îles maritimes, soit dans leur administration intérieure, soit dans la modicité des impôts auxquels elles étaient soumises, sont restés intacts jusqu'à 1821.

L'église d'orient avait ses chefs reconnus officiellement comme tels par la Porte ottomane.

Les évêques nommés à vie dans les provinces par le patriarche de Constantinople recevaient de la Porte un diplôme nommé *bérat*. Ce diplôme leur donnait la faculté de juger tous les différends des chrétiens sans appel dans les matières de mariage, de divorce, etc., ainsi que les affaires concernant l'ordre ecclésiastique.

De plus, dans les grandes villes, les corporations industrielles avaient le droit de nommer des représentants, qui jugeaient arbitrairement les différends qui survenaient entre les artisans.

Vingt-sixième Question. « Quelle espèce d'autorité locale, soit « judiciaire soit administrative ou de police, était-il permis aux « Grecs d'exercer eux-mêmes dans chaque division sous la sanction « du gouvernement turc? »

Dans la réponse sur l'administration intérieure de chaque division on a indiqué le degré d'autorité locale, soit judiciaire soit administrative, qu'exerçaient les chrétiens; quant à ce qui concernait la police, les Grecs avaient le droit de choisir un capitaine commandant 20 à 30 gens d'armes selon l'étendue de la province.

Cette compagnie avait pour attribution de prévenir les vols et de veiller à la sûreté des chemins. Ce capitaine était élu par les codja-bachis, et nommé par le pachia sur la recommandation de ceux-ci. En examinant bien la chose on trouvera que ce privilège n'était pas volontairement accordé par les Turcs, mais qu'il était toléré par nécessité.

La Maïna n'étant point sous l'influence turque servait d'asile à tous ceux qui ne pouvaient supporter la tyrannie musulmane. Ils s'associaient pendant la belle saison pour inquiéter les Turcs, les agas étaient obligés de ménager de tels hommes.

De plus, en 1770 le sultan, pour éteindre l'insurrection qui eut lieu à cette époque, fit entrer dans le Péloponèse 12,000 Albanais qui s'emparèrent du pays et se révoltèrent à leur tour. La Porte envoya contre eux le capitán-pacha qui sut appeler à son secours des capitaines chrétiens qui occupaient les montagnes du Péloponèse avec 4,000 hommes armés. Ceux-ci s'étant rendus à son invitation chassèrent les Albanais et furent nommés en récompense *armatolis* des provinces.

L'usage étant d'un grand poids chez les Turcs, la nomination des capitaines devint dans la suite un droit de police qui fut exercé par les Grecs jusqu'à 1805, époque à laquelle les Turcs, inquiétés d'un côté par la guerre de la Russie, et de l'autre par l'influence que ces capitaines commençaient à avoir, les persécutèrent, en tuèrent quelques-uns, et forcèrent les autres à chercher un asile dans les îles Ioniennes. Depuis cette époque le sultan défendit qu'on nommât aucun chrétien pour *armatolis*. Néanmoins dans quelques provinces où les codja-bachis avaient une grande influence, ils parvenaient à nommer des capitaines chrétiens, mais avec le consentement du pacha.

Quant aux droits de police exercés en Roumélie, la Porte n'a jamais pu réussir malgré tous ses efforts à faire cesser l'autorité des capitaines. Il faut l'attribuer en partie à ce que ceux-ci étaient en assez bonne intelligence avec les Albanais leurs voisins, et en par-

tie aux localités. Ces capitaines, du temps d'Ali-Pacha, devinrent chaque jour plus nombreux et plus puissants à cause du système militaire suivi par ce tyran.

Vingt-septième Question. « Dans quelle classe de personnes résidait cette autorité avant la révolution grecque? Quel était le nombre des personnes qui en étaient revêtues? Comment étaient-elles nommées et envers qui étaient-elles responsables?

Il n'y avait aucune classe de personnes privilégiées en Grèce. L'arbitraire du gouvernement élevait les individus de la classe la plus abjecte au plus haut degré de l'échelle sociale. Dans les nominations aux places inférieures accordées aux chrétiens, on exigeait de la fortune et une certaine influence morale, 1°, parce qu'ils étaient élus par des chrétiens, et 2°, parce que les Turcs voulaient trouver une certaine garantie pour l'argent que ces primats étaient chargés de percevoir pour la Porte.

Il est à observer que tous les codja-bachis étaient aussi les plus forts propriétaires, et que, une fois nommés à cet emploi ils le conservaient pendant leur vie et le transmettaient même quelquefois héréditairement, sauf dans le cas de persécution qui n'était pas rare. Quant au nombre des personnes qui étaient revêtues de ces autorités; quant au mode de leur nomination et à la propagation de leurs fonctions; quant aux autorités supérieures auxquelles elles étaient soumises, on croit avoir indiqué suffisamment toutes ces choses quand on a exposé en général le mode d'administration.

Vingt-huitième Question. « Dans quels endroits sous la juridiction grecque continua-t-on d'exercer une semblable autorité (savoir l'autorité administrative locale qui existait du temps des Turcs), et dans le cas contraire quelle espèce de police ou d'administration lui a-t-on substituée?

Ayant secoué le joug turc, le peuple Grec ne devait et ne pouvait plus respecter les autorités locales qui avaient été constituées par

un pouvoir qu'il venait de renverser; aussi n'en reste-t-il aucune.

Mais les hommes qui exerçaient de l'influence dans les différentes provinces s'étant eux-mêmes prononcés les premiers pour la cause de l'indépendance, ils ont continué à prendre une part active dans la direction des affaires, tant militaires qu'administratives.

Dans le Péloponèse ce furent les primats; au delà de l'isthme les capitaines, excepté dans les villes de Livadie, d'Athènes, de Mesolonghi et quelques autres endroits.

Au premier moment le pouvoir de ces chefs, tant civils que militaires, n'eut nécessairement pour objet que d'armer et de diriger les habitants des provinces contre l'ennemi, et de fournir aux frais de la guerre, en percevant les dimes et les autres impôts.

Dans la province de Malna seule, Pierre Mavromichalis, chef civil et militaire sous le gouvernement turc, se trouva à la tête de toute la belliqueuse population de ce pays, et prit part aux opérations de la guerre et aux institutions politiques dont la nation entière reconnut la nécessité.

En Candie où, si l'on excepte le district de Sphakia, il n'y avait ni primats, ni capitaines; les chefs des Sphakiotes s'emparèrent de fait du pouvoir dans toute l'étendue du pays, où ils surent pénétrer par la force des armes.

A Psara les primats composèrent un sénat.

A Hydra et à Spetzia le pouvoir fut d'abord entre les mains du peuple. Plus tard les primats y participèrent.

Dans les autres îles de l'Archipel ce furent des Grecs non indigènes qui se placèrent à la tête de l'administration.

Peu de mois suffirent pour que chacun de ces autorités créées dans un mouvement d'enthousiasme connussent que leur action isolée ne pouvait amener aucun résultat heureux. Les Péloponésiens les premiers sentirent le besoin d'organiser et de centraliser l'administration de la péninsule. Aussi établirent-ils un sénat composé de sept membres, choisis parmi les primats, et dont Pierre Mavromichalis fut nommé président.

Les provinces de l'Eubée, de la Magnésie thessalienne, de quelques pays de la Macédoine, tels que Niaousta et Cassandra, Boudounitza, et celles de Talandi, de la Livadie, de Thèbes, d'Attique, de Salona et de Lidoriki, envoyèrent des députés à une assemblée qui eut lieu à Salona dans le mois d'octobre 1821.

Cette assemblée élut un sénat composé de treize membres. Elle lui donna le nom d'*aréopage*. Elle nomma en même temps les députés pour le congrès national.

Une troisième assemblée fut convoquée à Messolonghi, presque à la même époque. Les députés de Malacassi, d'Aspropotamos, d'Agrapha, de Souli, d'Arta, de Valtos, de Vonitza, de Xéroméron, de Vlochos, de Zygos, de Messolonghi, d'Anatolico, de Vénético, de Cravari, d'Apocoron, et de Carpénisi, la composèrent. Elle constitua un troisième sénat composé de neuf membres, et elle procéda également à l'élection des députés de cette partie du continent de la Grèce pour une assemblée nationale.

Congrès d'Épidaure.

Ce congrès eut lieu dans le mois de décembre 1821. Il rédigea et promulgua, sur les propositions d'une commission élue dans son sein, le premier acte constitutionnel, et convoqua le congrès d'Astros pour le mois de janvier 1823.

L'acte constitutionnel proclamait des principes généraux, créait trois pouvoirs, l'un législatif, l'autre exécutif, et le troisième judiciaire. Il laissait subsister les trois sénats, jusqu'à ce que le corps législatif eût réglé uniformément l'administration de l'état, d'après une loi générale.

Ces institutions ne remplirent que très-incomplètement les vœux de la nation. Leur peu d'analogie avec les habitudes et les mœurs des habitants, leur peu de convenance par rapport à la situation du pays, tout cela fut encore méconnu peut-être dans les délibérations du congrès d'Astros.

Congrès d'Astros.

Ce congrès se réunit au mois de mars. Il procéda à la révision de l'acte constitutionnel d'Épidaure, et promulgua des lois organiques dont l'exécution devait faire cesser l'autorité des deux sénats et de l'aréopage.

Le renouvellement des autorités constituées n'ajouta rien à l'établissement de l'ordre; on ne put concilier l'exécution d'aucune des lois organiques avec les grands intérêts qui semblaient les avoir motivées; et bientôt les revers qu'éprouva la Grèce, à raison de la discorde civile, et de l'action plus menaçante de l'ennemi, firent que la nation dut chercher pour la troisième fois un remède dans la réunion solennelle de ses députés.

Second congrès d'Épidaure.

Sa première convocation eut lieu dans le mois d'août 1826. On s'y occupa de nommer une commission diplomatique, et de la munir d'instructions et de pouvoirs nécessaires pour entamer des négociations avec la Porte ottomane, sous les auspices et la médiation de la Grande-Bretagne.

On y institua aussi une commission de onze membres, chargée de l'administration générale de l'état.

Ce congrès s'ajourna, et après de longues discussions il put encore s'assembler à Trézène au mois de mai 1827.

Congrès de Trézène.

Dans cette seconde session il s'occupa principalement de la révision de l'acte constitutionnel, et promulgua en peu de jours celui que nous joignons ici.

Il nomma aussi un généralissime pour les forces de terre, un grand-amiral pour les forces navales, et le président actuel.

Il institua encore une commission de trois membres, à laquelle il conféra le pouvoir d'administrer l'état, jusqu'à l'arrivée du président.

Enfin il installa, conformément aux dispositions de l'acte constitutionnel, le conseil législatif.

Le président arriva le 6 janvier. A cette époque celles des provinces du Péloponèse qu'Ibrahim-Pacha n'occupait pas, étaient dans le plus grand désordre et la plus affreuse misère. Sur le continent les débris de l'armée grecque campée à Dragomestre, à Éleusis et à Trizouia, manquaient souvent de tout moyen de subsistance. Dans la mer Égée les habitants des îles gémissaient sous la tyrannie des bandits et des brigands. La piraterie compromettait l'existence et l'honneur de la nation. La commission du gouvernement et le conseil législatif se tenaient à Égine dans l'inaction. Nul effort de leur part ne pouvait plus leur procurer, ni l'influence morale, ni les moyens pécuniaires indispensables pour exercer les fonctions qui leur étaient confiées. Il n'existait pas de caisse publique. Les faibles revenus de l'état étaient épuisés d'avance par des assignations que l'urgence des besoins et souvent l'anarchie arrachaient à la faible administration du pays.

Tel était l'état des choses que le président eut à reconnaître, et qu'il prit en considération conjointement avec la commission du gouvernement et avec les membres les plus marquants du conseil législatif.

Il leur fit part avec loyauté de l'opinion peu favorable que les cabinets alliés, ainsi que leurs amiraux dans la Méditerranée, avaient conçue du gouvernement qui résidait à Égine.

En remontant aux causes de la crise fatale dont était menacée la patrie, au moment même où elle était appelée à contribuer à son salut, le président fit aisément reconnaître à ces fonctionnaires, dans des entretiens particuliers et dans des conférences officielles :

1°. Qu'il était de toute urgence de prouver aux cours alliées, par le témoignage de faits concluants, que la Grèce voulait et pou-

vait sortir promptement de l'anarchie, et réparer ses longs malheurs par l'action salutaire d'une administration légale.

2°. Que ce résultat majeur, d'après les cruels précédents par lesquels la nation avait dû s'instruire, ne semblait pas pouvoir être obtenu aussi promptement que l'exigeait le salut commun; que l'administration de l'état devait être réglée d'après les dispositions de l'acte constitutionnel de Trézène.

3°. Que plus il désirait répondre, et comme président et comme homme, par un dévouement sans bornes à la confiance dont la nation l'honorait, plus il devait s'abstenir de contracter, aux yeux de cette nation et à ceux du monde, les obligations que prescrivait au chef du gouvernement grec l'acte de Trézène.

4°. Que parmi ces obligations, celle qui lui serait imposée par la formule du serment était la plus inadmissible; cette formule portant que le président s'engage à maintenir l'indépendance de la Grèce, indépendance qui n'existait pas de fait, et qui n'existait pas non plus de droit, puisque la nation avait accepté comme base de son avenir les principes posés par le traité de Londres du 6 juillet.

5°. Que si le conseil législatif ne méconnaissait point l'évidence des observations qu'on vient de mentionner ci-dessus, et pensait comme le président, que le salut de l'état était la première de toutes les lois, on ajournerait l'exécution de l'acte constitutionnel de Trézène, et on établirait une administration provisoire jusqu'à la convocation du congrès national.

6°. Que cette administration ne serait point arbitraire, mais fondée sur les principes posés par tous les congrès, et composée par des fonctionnaires publics sur lesquels la nation avait déjà plus d'une fois fixé son choix.

D'une voix unanime la commission du gouvernement et le conseil législatif énoncèrent une opinion conforme à celle du président sur les six points susmentionnés, et de cet accord confidentiel et sincère résultèrent les actes dont la copie est ci-jointe.

Contrairement à l'opinion de plusieurs fonctionnaires publics, le

président s'était flatté de pouvoir assembler le congrès national au mois d'avril. Aussi le conseil législatif en avait-il annoncé la convocation pour cette époque. Mais à mesure que le nouveau gouvernement provisoire développa son action sur les provinces, il acquit la douloureuse conviction que l'élection des députés ne pouvait se faire légalement, à moins que, avant tout, l'administration des provinces ne fût organisée. En conséquence il a ajourné, du consentement du Panhellénium, la convocation du congrès.

L'état fut alors, sur les propositions faites par le Panhellénium, divisé en treize départements. Chaque département reçut une commission extraordinaire chargée de l'organisation des provinces respectives, et notamment de l'institution des démogéronties ou municipalités. D'après les lois existantes ces magistrats sont élus par le peuple, et ces élections eurent lieu dans des formes légales et en général avec le plus grand ordre.

Un nouveau fléau, la peste, vint dans le mois de mai entraver et retarder les progrès de l'organisation qui touchait à sa fin. C'est donc bientôt que la nation pourra procéder à l'élection de ses députés au congrès national.

Le système du gouvernement provisoire paraît avoir mérité le suffrage de la nation. On est du moins porté à le croire, en considérant l'empressement avec lequel les citoyens de toutes les classes répondirent à l'appel que leur adressa le président, lorsqu'il institua la banque nationale.

Le message et les lettres ci-jointes expliquent le point de vue sous lequel le gouvernement envisagea et présenta à la nation le sacrifice qu'il lui demandait.

Dans l'espace de quelques semaines les citoyens grecs portèrent à la banque les débris de leur fortune, et la somme d'environ 80,000 écus vint attester combien la nation accueillait avec satisfaction un ordre de choses, au moyen duquel elle espérait justifier le bienveillant intérêt des Puissances alliées.

Ses espérances commencent à s'accomplir. Les subsides qui la

font exister maintenant, les agents que les cours alliées viennent d'accréditer auprès de son gouvernement, la délivrance du Péloponèse, la mission enfin dont sont chargés LL. EE. les représentants des trois cabinets, sont pour la Grèce des gages qui lui garantissent son avenir.

Les progrès qu'avec ses seuls moyens elle a pu faire, depuis le mois de janvier jusqu'au mois de juin, pour le rétablissement de l'ordre dans son administration intérieure, la soutiennent dans l'espoir qu'elle s'élèvera, sans trop tarder, à la hauteur que dans leur munificence et leur justice les cours alliées daigneront lui faire atteindre.

*Lettre confidentielle adressée à S. E. M. Stratford-Canning, par
S. E. le président de la Grèce.*

Poros, $\frac{30 \text{ octobre}}{11 \text{ novembre}}$ 1828.

En transmettant à Votre Excellence les mémoires officiels et confidentiels qui concernent l'affaire majeure des secours pécuniaires que la Grèce sollicite de la munificence des cours alliées, je prendrai la liberté de vous répéter par écrit les observations que j'ai eu l'honneur de vous faire dans les entretiens que nous avons eus à ce sujet.

En admettant l'hypothèse, qu'au lieu du cabinet britannique ce fût une compagnie de capitalistes qui nous fournit dans l'espace de dix ans les 10,000,000 de francs que nous sollicitons, il s'agit de savoir quelles sont les garanties que la Grèce pourrait lui donner, indépendamment de celle que lui offrirait le fonds d'amortissement créé par l'emprunt.

La première serait, selon mon opinion, l'engagement solennel que prendrait le gouvernement grec de ne faire de nouveaux em-

prunts qu'après s'être acquitté de la dette qu'il aurait contractée par ce troisième.

La deuxième consisterait dans les gages qu'il pourrait donner aux prêteurs, moyennant l'hypothèque des terres nationales dont il disposerait en vertu des actes d'un congrès, qui aurait statué bien explicitement sur cet objet.

La troisième, celle qui serait sans contredit la garantie la plus sûre, consisterait dans la nature et dans la force matérielle et morale du gouvernement, auquel la Grèce confierait sa restauration et ses destinées. Je n'ai pas hésité, et je n'hésiterai pas non plus, à faire part à Votre Excellence de mes opinions personnelles sur cette dernière question.

Il ne me reste qu'à ajouter ici une seule observation. Des besoins pressants environnent de toutes parts cette malheureuse nation. S. M. le roi de France lui donne 500,000 francs par mois, depuis le mois de mai. L'empereur de Russie a mis jusqu'ici à la disposition du gouvernement 1,500,000 roubles en assignations. La Grande-Bretagne ne lui prêterait-elle pas aussi son assistance, ne fût-ce qu'en lui fournissant des vivres, des objets de guerre, des agrès pour la marine, du drap, etc.?

Quand même la Grèce devrait un jour payer ces avances, dans ce moment du moins elles seraient pour elle un bienfait à raison, je le répète, des misères qui l'accablent, et de la part bienveillante que S. M. Britannique, conjointement avec ses alliés, aurait daigné prendre pour la soulager.

L'accueil dont Votre Excellence voudra bien honorer ces observations, nous fait espérer qu'enfin le ministère de S. M. Britannique exaucera les vœux de la Grèce.

Mémoire officiel communiqué aux représentants des trois cours alliées.

Poros, $\frac{30 \text{ octobre}}{11 \text{ novembre}}$ 1828.

Depuis le mois de juin la cour de France donne en espèces 500,000 francs par mois au gouvernement grec. Elle n'a point déterminé jusqu'à quelle époque elle se proposait de lui accorder ce secours; mais le ministre des affaires étrangères de S. M. T. C. a bien voulu, dans ses dernières dépêches, assurer au même gouvernement, qu'il est dans l'intention du roi de le lui continuer.

Dès l'année dernière l'empereur de Russie reconnut la nécessité de ne pas laisser périr de misère le peuple Grec. En mettant dans le mois de mai de l'année courante, à la disposition de son gouvernement, 1,500,000 roubles en assignations, S. M. I. fit espérer que sa munificence ne s'arrêterait pas là.

La Grèce ne cessera jamais de réitérer ses instances respectueuses auprès de S. M. Britannique, afin qu'il lui plaise de s'associer à ses alliés, dans une mesure qui seule peut rendre possible l'accomplissement des vues salutaires du traité de Londres du 6 juillet.

Plus la Grèce reçoit et recevra avec profonde reconnaissance ces bienfaits, plus elle désire accélérer l'époque où elle pourra offrir en retour, à chacune des nations, les avantages que sa restauration promet à l'industrie et au commerce, et plus son gouvernement doit chercher dès à présent le moyen de donner aux efforts qu'il va faire pour atteindre ce but, une direction qui leur assure des résultats prompts, réels et stables.

La Grèce est aujourd'hui un pays en grande partie désert, qu'une longue suite de malheurs a presque frappé de stérilité.

Ce n'est donc qu'au moyen d'avances employées sagement, qu'une administration fortement constituée peut la rappeler à la vie, c'est-à-dire à la production et à la consommation.

Dans son dénuement actuel, dans les premiers jours de sa nouvelle existence, où la Grèce peut-elle trouver ces avances?

La dette énorme de 2,800,000 livres sterling qui pèse sur elle, l'impossibilité où elle a été, et où elle est encore d'en payer les intérêts, ne lui permettent point d'espérer que les capitalistes étrangers lui accordent le secours d'un nouvel emprunt. D'autre part, quelque illimitée que soit sa confiance dans la continuation des subsides de ses augustes bienfaiteurs, son gouvernement ne saurait néanmoins asseoir sur cette base un système financier, ni obtenir par le crédit les fonds que les revenus de l'état ne lui fourniront pas de si tôt.

En communiquant ces observations à LL. EE. les représentants des cours alliées, le gouvernement grec espère qu'ils voudront bien faciliter, par leurs suffrages et par leurs bons offices, l'accomplissement des vœux qu'il exprime dans les articles suivants :

1°. LL. MM. le roi de France et l'empereur de Russie sont suppliées de continuer les subsides de 500,000 francs par mois, que chacune d'elles a la générosité d'accorder à la Grèce, jusqu'à ce qu'il leur plaise de lui prêter 1,000,000 de francs, non par mois, mais par année, et pendant dix années consécutives.

2°. S. M. le roi de la Grande-Bretagne est également supplié de s'associer à ses augustes alliés, tant pour le secours qui fait exister la Grèce depuis le mois de juin, que relativement à celui qu'elle sollicite aujourd'hui.

3°. La somme susmentionnée de 3,000,000 de francs serait placée chaque année dans la banque de France, ou dans celle d'Angleterre, à l'effet d'assurer le paiement du dividende d'un emprunt que la nation grecque contracterait avec les banquiers les plus respectables de l'Europe, et à des conditions très-avantageuses.

Si les vœux que le gouvernement grec vient d'exprimer ici étaient accueillis par les cours alliées, il s'empresserait avant tout d'inviter les porteurs de bons des emprunts des années 1824 et 1825, à nommer des fondés de pouvoirs qui procèderaient, de concert avec les siens, à un arrangement équitable.

La Grèce remplirait ainsi ses engagements, autant que ses moyens pourraient le lui permettre. Elle réglerait ses dépenses annuelles sur les fonds qui resteraient à sa disposition, de manière à devoir en employer nécessairement une partie à l'instruction élémentaire et publique, au rétablissement des villages, et même des villes qui sont détruites, à la construction des grandes routes et aux exploitations agricoles.

Des terres d'une étendue considérable seraient mises en valeur; le peuple, en contribuant à ce résultat d'une importance majeure, vivrait de son travail; un grand nombre de cultivateurs étrangers pourraient prendre part à ce mouvement industriel. Ils apporteraient en Grèce les connaissances dont le régime musulman a privé depuis quatre siècles les habitants de ces contrées, et sous ces heureux auspices la Grèce justifierait en peu de temps le généreux intérêt dont l'honorent dans leur munificence ses augustes bienfaiteurs.

Mémoire confidentiel adressé à LL. EE. les représentants des cours alliées.

Poros, $\frac{30 \text{ octobre}}{11 \text{ novembre}}$ 1828.

La Grèce attache une si haute importance à placer son crédit financier, comme tous ses intérêts, sous les auspices des Puissances alliées, que son gouvernement se fait un devoir d'accompagner le mémoire ci-joint de la communication suivante.

Pour exister, pour se défendre, ou pour remplir envers les Turcs les conditions que lui imposera l'exécution du traité de Londres, pour sauver son crédit, enfin pour procéder graduellement à quelques améliorations intérieures, la Grèce ne peut pas se passer, dans les premières années de sa restauration, d'un secours de 1,000,000 de francs par mois.

Sa dette envers les créanciers des deux emprunts de 1824 et de 1825 est connue, et quelles que soient les facilités que les porteurs de bons grecs veuillent ou puissent apporter dans les arrangements auxquels le gouvernement les invitera, on ne peut guère espérer qu'il parvienne à les satisfaire par des sacrifices peu coûteux.

C'est en partant de ces deux considérations, que le gouvernement grec regarde comme indispensable le capital que lui donnerait l'emprunt qu'il contracterait d'après les bases énoncées dans le mémoire. Ce capital serait d'environ 60,000,000 de francs, payables en quatre ou cinq ans.

La pièce ci-jointe indique sommairement l'emploi qu'il en ferait.

Cependant comme le but principal auquel tendent les vœux de la Grèce est d'obtenir ce secours par un acte de libéralité, fait collectivement par les trois cabinets, le président du gouvernement provisoire exprimera ici les observations qu'à ce sujet il a pris la liberté de faire de vive voix à LL. EE. les représentants des cours alliées.

Quelle que soit en effet la modicité des fonds que la Grèce sollicite des cours alliées, elles pourraient néanmoins juger ne devoir les lui accorder qu'à condition qu'elle les leur restituerait.

Dans ce cas le gouvernement conviendrait, avec chacun des trois cabinets, des arrangements au moyen desquels la Grèce s'acquitterait de sa dette envers eux, soit pour les secours qu'elle reçoit, et qu'elle aurait obtenus pour se soutenir jusqu'au moment de faire un emprunt, soit pour les 10,000,000 que dans l'espace de dix ans chaque Puissance lui aurait donnés.

Si les propositions consignées dans le mémoire étaient prises en considération d'après ce principe, une seconde combinaison pourrait peut-être faciliter la décision collective des trois cabinets sur cette question.

Il se peut que des considérations d'un ordre supérieur, ou des maximes irrévocables, mettent quelqu'un des cabinets dans l'impossibilité de fournir directement pour sa part, les avances pécuniaires dont il s'agit.

Dans cette hypothèse, ne serait-il pas à espérer que ce même cabinet, en reconnaissant la nécessité impérieuse du secours que la Grèce implore, portât par son influence une compagnie de capitalistes à en faire le prêt?

Cette compagnie ne se déciderait-elle pas à donner la somme modique de 1,000,000 de francs par an pendant dix années?

L'opération pourrait être combinée de manière à n'exposer ces capitalistes à aucune perte.

L'emprunt se ferait avec un fonds d'amortissement, au moyen duquel ils auraient, pour ainsi dire, entre leurs mains les gages de sécurité les plus satisfaisants.

Budget approximatif de la Grèce, en lui supposant une étendue de territoire conforme aux vœux manifestés par les Grecs.

FINANCES.

a. Intérêt et amortissement annuel de

la dette extérieure	Francs. 2,000,000	}	3,868,000
b. Intérêt de la dette intérieure . . .	1,500,000		
c. Frais de perception.	368,000		

SERVICE CIVIL.

Frais d'administration, gouverneurs civils, etc.	576,000	}	1,979,000
Justice, tribunaux de première instance et d'appel	386,000		
d. Clergé, évêques et leurs chapitres.	215,000		
Santé, employés supérieurs et subalternes	264,000		
e. Postes.	106,000		
Liste civile, chancellerie, secrétaires.	432,000		

A reporter, Francs. 5,847,000

Report, Francs. 5,847,000

SERVICE MILITAIRE.

<i>f.</i> Rations et dépenses d'habillement de dix bataillons d'infanterie régulière.	2,576,000	}	5,175,000
Rations, fourrage, habillement et équipement de deux escadrons de cavalerie.	365,000		
Solde, rations et habillement de six compagnies d'artillerie.	258,000		
<i>Id.</i> , <i>id.</i> de trois chiliarchies demi-régulières	1,016,000		
<i>g.</i> Armes, munitions, objets d'artillerie.	960,000		
Réparations, arsenaux.			

MARINE.

<i>h.</i> Solde, nourriture, etc.	950,000	}	2,070,000
Achat de matériaux, constructions, ré- parations, munitions, arsenal, etc.	1,120,000		
Total, Francs.			13,092,000

Observations.

a. En indiquant cette somme, on a supposé qu'on parviendrait à un arrangement qui réduirait la dette extérieure à 35,000,000 de francs, et l'on a ajouté à cette somme dernière 250,000 francs pour l'amortissement.

b. La dette intérieure n'est pas encore exactement connue. On a cru ne pas s'éloigner de la vérité en supposant que, toute réduction faite, elle sera d'environ 30,000,000 de francs, dont l'intérêt annuel à 5 pour 100 est de 1,500,000 francs.

c. L'amélioration du système de perception des impôts déter-

mine une augmentation de frais, et cette somme ne sera plus suffisante.

d. On n'a compris dans ce calcul que le haut clergé. En introduisant plus tard le même système pour tout le clergé, les dépenses seront portées à plus de 1,000,000.

e. Ce calcul est fait sur un système provisoire.

f. La force d'un bataillon doit être, d'après le règlement actuel, de 853 hommes effectifs, et le calcul est fait sur la solde et la nourriture fixées par le même règlement; mais il est hors de doute que le soldat est mal payé, mal nourri, et très-mesquinement vêtu. Quant aux officiers, leur solde ne suffirait pas même à leur habillement, et le gouvernement a été obligé de leur accorder une gratification; il devient donc indispensable d'augmenter la solde, ainsi que d'améliorer la nourriture; dans ce cas la somme ci-contre indiquée suffirait à peine pour l'entretien de six bataillons ou de 5,118 hommes effectifs.

S'il s'agissait d'avoir un bataillon de Suisses ou d'autres troupes étrangères pour servir de noyau ou de type, les dépenses seraient beaucoup plus grandes encore, et la somme indiquée ne suffirait que pour l'entretien de 4,000 hommes, y compris le bataillon étranger. Les observations relatives à l'infanterie peuvent être reproduites pour la cavalerie et pour l'artillerie, avec cette seule différence, qu'ici il ne pourra plus être question de réduire la force à peine suffisante; mais qu'il faudra augmenter la somme de quatre dixièmes, pour obtenir le total approximatif des dépenses.

g. Vu l'état actuel des arsenaux, ce calcul a été fait sur une échelle très-bornée, surtout pour les deux ou trois premières années, pendant lesquelles il y aura tout à faire.

h. Ce calcul et le suivant ont été faits sur l'hypothèse que l'on tiendrait en mer douze bâtiments de différente grandeur, tels que corvettes, bricks et goélettes, et un nombre égal de barques ou chaloupes canonnières, force à peine suffisante pour protéger le cabotage sur toute l'étendue des côtes, et pour prévenir le renouvel-

lement de la piraterie dans l'Archipel. Il faut observer cependant qu'on n'a point calculé les dépenses d'habillement, qui seront inévitables, dès que le gouvernement voudra avoir une marine régulière. Pour y suppléer il faudra diminuer d'un cinquième la force, si l'on ne veut pas augmenter les dépenses. Quant à la somme destinée pour le matériel, comme il y a tout à créer dans cette branche importante du service, il est hors de doute qu'elle ne suffira pas pendant les premières années, malgré l'économie la plus stricte et la mieux entendue.

Il est permis d'évaluer à 4,000,000 de francs par an les revenus que la Grèce pourra progressivement donner à la caisse publique, si, comme il est à espérer, son administration s'affermît de plus en plus, sous la sauvegarde des lois.

Ce fonds serait destiné aux avances que le gouvernement devrait faire pour la restauration des villages, des villes, etc. La confection des grandes routes, l'établissement et l'entretien des écoles, les dépenses extraordinaires seraient prises sur le même fonds.

Note verbale confidentielle adressée au gouvernement grec par les représentants des cours alliées.

Poros, 8 décembre 1828.

Les représentants voyant approcher le terme de la mission qui les a conduits à Poros, et dont ils avaient fait connaître de Corfou, à M. le comte Capodistrias, la nature et le but, pensent lui offrir une nouvelle preuve du vif intérêt qu'ils vouent au sort de la Grèce, en l'instruisant confidentiellement ici des résultats de leurs délibérations sur les questions à l'égard desquelles les renseignements que leur a fournis S. E. les ont mis à portée de se former une opinion, et en le priant de vouloir bien aussi leur communiquer confidentiellement la sienne, tant sur ces mêmes résultats que sur un

dernier point, que sans le secours de ses lumières ils craindraient de ne pouvoir pas résoudre avec un degré suffisant de certitude.

Les représentants croient d'ailleurs inutile de faire observer ici que leur opinion est uniquement destinée à servir de sujet aux délibérations des cours alliées. La question qui en premier lieu a dû fixer leur attention est celle de la délimitation, que, pour remplir essentiellement le but du traité de Londres, il leur a paru convenable de proposer pour la Grèce. Les représentants pensent que pour la partie continentale de cette délimitation, la ligne qui parmi toutes celles qui sont offertes à leur considération satisferait le plus à la sûreté et aux intérêts de la Grèce, est celle qui commençant près de l'entrée du golfe de Volo suivrait la crête de l'Othrys, traverserait le Pinde et aboutirait à la mer par le golfe d'Arta. Quant à la délimitation maritime, les représentants n'hésitent point à exprimer la pensée que toutes les îles situées, d'une part, entre le 36^{me} et le 39^{me} degré de latitude; et de l'autre, entre le continent grec et le 26^{me} degré de longitude (méridien de Greenwich), doivent être comprises dans les limites de la Grèce; Chios, Samos et Candie ne figurent point, il est vrai, dans cette délimitation, mais pour ce qui est de la première, sa situation présente fait juger aux représentants qu'il est impossible de songer à la réunir à la Grèce. Quant aux îles de Samos et de Candie, dont l'une a depuis sept ans maintenu son indépendance, et dont l'autre est actuellement encore en pleine insurrection, les représentants se feront un devoir d'exposer tous leurs titres à la haute protection de l'alliance, et à l'application, en leur faveur, des principes du traité de Londres.

La question qui s'est offerte ensuite à l'examen des représentants est celle du tribut, que, suivant les termes et l'esprit du traité, la Grèce devra payer annuellement à la Porte : ils sont d'avis qu'une somme annuelle de 1,500,000 piastres turques n'imposerait pas à la Grèce un trop lourd sacrifice, surtout si ce tribut ne devait être acquitté que graduellement et en raison de l'accroissement des revenus.

En troisième lieu venait la question de l'indemnité stipulée en principe par le traité de Londres, pour les propriétés particulières turques, dont il assure la possession à l'état Grec. Les représentants pensent que ces propriétés mêmes devront répondre de l'indemnité, que du moment où la Porte aura reconnu le nouvel ordre de choses en Grèce, tout propriétaire turc dépossédé devrait être admis à faire valoir ses titres; qu'ils seraient examinés par une commission mixte nommée *ad hoc*, sauf appel à l'arbitrage d'une autre commission nommée par les cours alliées; que s'ils sont reconnus légitimes, le réclamant pourra, dans un temps donné, vendre sa propriété lui-même ou par un fondé de pouvoirs; finalement que, passé ce terme, la commission d'arbitrage procédera à une évaluation équitable de cette propriété, et délivrera ensuite au propriétaire une ou plusieurs reconnaissances de liquidation, payables par le gouvernement grec à des échéances déterminées.

Les représentants n'ont donc plus aujourd'hui, pour arriver au terme de leur mission, qu'une question à résoudre: celle des rapports de suzeraineté dans lesquels la Grèce, par une suite de médiation des cours, serait placée envers la Porte; rapports qui, pour remplir le but du traité de Londres, devraient être établis de telle sorte que l'indépendance pratique des Grecs y fût conciliée, autant que possible, avec les garanties à offrir au gouvernement turc pour la jouissance des droits que ce même traité lui assure.

Mais une question si grave, et de laquelle dépend en grande partie l'affermissement de la tranquillité et de la prospérité de la Grèce, se lie nécessairement à l'organisation définitive de son gouvernement, et c'est cette intime liaison entre l'une et l'autre, qui fait particulièrement éprouver aux représentants le besoin de recourir, à ce sujet, aux lumières de S. E. le comte Capodistrias.

*Réponse du gouvernement grec à la note verbale confidentielle
des représentants des cours alliées.*

Poros, $\frac{27 \text{ novembre}}{9 \text{ décembre}}$ 1828.

III LL. EE. les représentants des cours alliées ont bien voulu recueillir, par l'entremise du gouvernement grec, les notions statistiques qui pouvaient fournir des données sur les questions relatives à l'accomplissement du traité de Londres.

Ils ont aussi jugé nécessaire de connaître l'opinion du même gouvernement sur la question fondamentale des frontières.

Au moment d'achever leur travail, il a plu à LL. EE. de communiquer au comte Capodistrias, dans des entretiens confidentiels, le résultat de leurs délibérations, et de l'inviter en même temps à énoncer son opinion personnelle sur les propositions qui vont faire l'objet des décisions des cours alliées, et par conséquent du sort définitif de la Grèce.

La note verbale et confidentielle que LL. EE. viennent de lui adresser en date du 8 décembre, fixe d'une manière plus positive les propositions susmentionnées, et c'est en exprimant sur chacune de ces propositions les vœux qu'il forme, que le comte Capodistrias répètera dans la présente les observations qu'il a eu l'honneur de faire de vive voix à LL. EE.

La confiance dont les représentants des cours alliées l'honorent, lui offre un nouveau moyen de remplir ses devoirs envers la Grèce et ajoute, s'il se peut, à la reconnaissance qu'il doit à LL. EE.

Il ne saurait mieux remplir ces devoirs qu'en énonçant avec franchise envers les cours alliées quelles sont les seules conditions auxquelles la Grèce sera à même de répondre à leurs vues bienfaisantes.

Avant tout elle doit exister, et ce n'est qu'en se constituant sous la sauvegarde tutélaire de l'alliance consacrée par le traité de Lon-

dres, qu'elle peut devenir par sa restauration un moyen, peut-être même une des bases, de la pacification du levant.

Elle sera un moyen, si les Turcs s'obstinent encore pour longtemps à rejeter la médiation; elle sera une base, s'ils se décident enfin à l'accepter.

Le comte Capodistrias se dispense de démontrer ici encore une fois, que si un commencement d'ordre a pu être établi dans ce pays depuis peu de temps, la Grèce ne le doit qu'au double bienfait que les Puissances alliées ont bien voulu lui accorder. D'une part c'est dans les rapports directs qu'elles ont établis entre elles et son gouvernement, que ce dernier a puisé la force morale que nul autre appui n'aurait pu lui prêter. D'un autre côté, ce sont leurs subsides qui lui ont offert le moyen de donner à cette même force une application utile.

En partant de ces faits, le comte Capodistrias regrette de ne pas être appelé par la note verbale de LL. EE. à leur soumettre encore une fois ses observations sur les secours dont la Grèce a le besoin le plus pressant et le plus indispensable pour exister, et afin de pouvoir prendre part à l'accomplissement du système de pacification, que dans leur justice et dans leur prévoyance les cours alliées auront arrêté.

En espérant que par leurs délibérations elles sanctionneront le résultat des travaux de leurs représentants, le gouvernement grec doit nécessairement se demander si les mesures qui en dépendent peuvent être mises en œuvre, sans que les trois cours accordent collectivement à la Grèce le secours que son gouvernement a sollicité de leur munificence.

Le comte Capodistrias s'arrêtera encore un instant sur cette question vitale.

En la décidant conformément aux vœux de la Grèce, il sera alors possible aux cours alliées de mettre à exécution tout ce qu'elles auront arrêté sur les autres questions.

En les écartant de leurs délibérations, les clauses du traité de

Londres, pour ce qui concerne la Grèce, peuvent être remplies virtuellement; mais elles ne le seront jamais par le fait, soit que les Turcs acceptent la médiation, soit qu'ils s'obstinent toujours à la rejeter.

Et en effet, quelle que soit la ligne de frontière sur le continent que les Puissances jugent devoir donner à la Grèce, encore faut-il qu'elle prenne possession de cette ligne, en forçant les Turcs à évacuer les forteresses et les positions qu'ils occupent. Quand même dans d'autres circonstances les troupes grecques pourraient s'acquitter, à elles seules, de cette honorable tâche, les Turcs maintenant leur opposeraient une longue et peut-être invincible résistance. Ils connaissent à cette heure comment s'est opérée l'évacuation du Péloponèse. En se voyant cernés par des troupes grecques *seules*, pourraient-ils croire que les Puissances sont résolues de les faire sortir de leurs retranchements? Et ne le croyant pas, pourquoi consentiraient-ils à se retirer?

Il en serait bien autrement, si les troupes françaises dont la présence seule a suffi pour délivrer le Péloponèse des Égyptiens et des Turcs, appuyaient de leur apparition au nom des trois Puissances les mouvements des Grecs sur le continent. En peu de jours la partie de ces contrées, que les Puissances comprendraient dans la frontière grecque, serait complètement évacuée par les Turcs.

Si à côté de ce bienfait les trois cours ajoutaient en même temps celui des secours pécuniaires, selon le mode proposé par le gouvernement grec, on ne saurait douter qu'il ne parvint, dans le court espace de trois ou quatre mois, à organiser ses propres troupes, ou 4,000 hommes recrutés dans l'étranger. C'est ainsi que la pierre fondamentale de l'état Grec serait enfin posée.

Ce n'est qu'en obtenant de la munificence des cours alliées le subside modique pour dix ans que le gouvernement grec sollicite par le mémoire du 30 octobre (11 novembre) 1828, qu'il lui sera donné d'organiser ses troupes, d'affermir une administration régulière, et que, fort lui-même de cette double garantie il lui sera pos-

sible de donner à son tour aux Puissances alliées celle qu'elles lui demanderont, relativement aux obligations qu'il contractera envers la Porte, et envers les Turcs qui avaient des propriétés en Grèce. Hors de là on peut bien lui imposer des obligations, mais il ne sera jamais en état d'en remplir aucune, et dès lors le but de la pacification sera manqué.

Le comte Capodistrias s'abstiendra de fixer davantage l'attention de LL. EE. sur ce point. Il les prie néanmoins de vouloir bien faire considérer à leurs cours respectives la question des secours pécuniaires comme étroitement liée aux autres questions, attendu que la solution des unes ne peut être pratique et utile, qu'autant que la solution de l'autre l'aura précédée.

La ligne sur le continent qui commencerait à l'entrée du golfe de Volo suivrait la crête de l'Othrys, traverserait le Pinde, et aboutirait au golfe d'Arta jusqu'à la mer, renfermerait sans contredit un territoire assez étendu pour que les Grecs qui ont porté les armes durant la lutte puissent y trouver une patrie, du repos et de la tranquillité. Ceux qui resteraient hors de cette limite pourraient peut-être, sous la sauvegarde des conventions qui auraient lieu entre les Turcs et les Grecs sous la médiation des trois Puissances, s'établir dans le nouvel état Grec, et accomplir encore mieux la clause du traité qui regarde la séparation complète de deux peuples qui ont porté les armes.

Dans cette supposition les inconvénients que peut présenter cette ligne, à raison des contacts immédiats qu'elle rendrait nécessaires entre les Turcs et les Grecs, seraient atténués. Les musulmans limitrophes commenceraient par n'être pas en hostilité avec les Grecs, et le temps ferait le reste.

Il n'en serait pas de même si les Turcs du voisinage devaient continuer pour longtemps à considérer les Grecs en état de guerre, comme ils les considèrent maintenant.

Quoi qu'il en soit, au reste, de cette considération et de toutes celles qui ont déjà été développées dans les communications offi-

cielles que le gouvernement grec a eu l'honneur de transmettre à LL. EE. les représentants, la ligne qu'ils proposent est un véritable bienfait, pourvu que les cours alliées accordent au gouvernement grec les moyens de l'occuper militairement.

La délimitation maritime ne semble pouvoir être arrêtée définitivement que par les décisions concernant Candie et Samos; mais le gouvernement grec doit espérer que les cabinets alliés, en reconnaissant les titres de ces deux îles à l'application, en leur faveur, des principes du traité de Londres, les associeront au sort qu'ils destinent à l'Archipel, au Péloponèse et au continent.

Jusque-là la Grèce ne cessera d'invoquer l'assistance puissante des cours alliées, afin qu'il ne soit plus permis au pacha d'Égypte d'envoyer de nouveaux renforts aux garnisons qui restent encore dans les places de Candie.

Le tribut annuel de 1,500,000 piastres que le gouvernement grec, une fois reconnu par la Porte, devrait lui payer graduellement et en raison de l'accroissement de ses revenus, ne semble pas trop incompatible d'une part avec les obligations que le traité impose à la Grèce, et de l'autre avec les ressources que pourront procurer successivement à ce pays les fonds et le crédit financier que son gouvernement sollicite de la bienfaisance des cours alliées.

Le comte Capodistrias prendra cependant la liberté de faire observer qu'il serait d'un grand intérêt de déterminer le rapport de la piastre turque avec la piastre d'Espagne, ou avec toute autre monnaie qui représente une valeur fixe.

Le mode d'après lequel le gouvernement grec sera obligé de faire droit aux réclamations des propriétaires turcs ne lui laissera rien à désirer, si l'on spécifie d'une manière positive que l'indemnité ne pourra être calculée qu'en raison de l'état où se trouvent les biens-fonds qui feront l'objet de la réclamation.

Les maisons que les villes de Tripolitza et de Corinthe renfermaient étaient en grande partie des propriétés turques. Ibrahim-Pacha et Dramali ont détruit de fond en comble et l'une et l'autre

de ces villes; serait-il juste que les Grecs eussent à indemniser les Turcs de la destruction qui est leur propre ouvrage?

Le comte Capodistrias a cru de son devoir de faire observer à LL. EE. que les Grecs aussi avaient des réclamations à présenter par le fait des confiscations dont leurs propriétés ont été frappées par le gouvernement turc, depuis l'année 1821. Les Puissances médiatrices n'admettraient-elles pas les réclamations que les Grecs produiraient, à ce sujet, devant la commission d'arbitres? En faisant droit à ces réclamations, la commission faciliterait peut-être les arrangements relatifs à cette partie importante de la pacification.

Le dernier article de la note verbale sur laquelle le comte Capodistrias est appelé à émettre son opinion personnelle, regarde les rapports de suzeraineté dans lesquels la Grèce serait placée envers la Porte.

Ces rapports ne peuvent être établis d'une manière positive, que lorsque l'organisation intérieure et politique de la Grèce sera définitivement arrêtée par les représentants de la nation.

Les trois congrès, celui surtout de Trézène, expriment assez par leurs actes les vœux de la Grèce. Elle reconnaît, par l'acte de ce dernier, la nécessité et l'utilité de confier pendant l'espace de sept ans, à un seul chef, la direction du gouvernement; mais à juste titre elle se garantit à elle-même le droit de voter par ses représentants les lois, et les lois les plus essentielles de toutes, celles des finances.

C'est sur cette base que les représentants de la nation Grecque, éclairés désormais par leur propre expérience, arrêteront, il ne faut pas en douter, l'organisation définitive de l'administration de l'état.

Quel que soit le résultat des délibérations de cette assemblée, il constituera sans doute un gouvernement; et les rapports de suzeraineté dont il s'agit, pourraient consister dans l'acte de reconnaissance que la Porte serait tenue de donner à ce même gouvernement, toutes les fois qu'il serait renouvelé selon la loi.

Le comte Capodistrias ne se dissimule pas ici un grand danger, celui des complications auxquelles pourraient donner lieu le renouvellement du gouvernement et l'acte de reconnaissance de la Porte ottomane.

Il sent aussi combien il lui est difficile de proposer les moyens par lesquels, en préservant la Grèce de ce danger, on pourrait lui assurer un gouvernement fort du principe sur lequel reposerait sa stabilité ; si ce gouvernement était environné des garanties les plus augustes, il pourrait à son tour donner à la nation des gages d'une restauration complète, permanente et honorable.

LL. EE. ne feront pas au comte Capodistrias l'injustice de penser qu'il puisse, dans aucun cas, voir dans sa personne le gouvernement qui offrirait la moindre chance à une combinaison semblable. Il est enfin de son devoir de déclarer qu'il ne voit pas non plus dans sa personne le gouvernement qui pourrait établir et entretenir utilement les rapports qui seraient une des conséquences de la suzeraineté de la Porte. Il dépendra toujours de la haute sagesse des cours alliées de prendre en considération les questions qui se rattachent à cette clause du traité de Londres, et de faire connaître au gouvernement grec leurs intentions magnanimes.

Plus la communication qu'elles voudraient bien lui faire à cet égard serait prompte, et plus la nation Grecque l'accueillerait comme un nouveau bienfait.

Note verbale adressée à S. E. le président de la Grèce, par les représentants des cours alliées.

Poros, 13 décembre 1828.

Ayant terminé les travaux qui avaient particulièrement motivé notre venue dans l'Archipel, et dont nous eûmes l'honneur de faire connaître l'objet à Votre Excellence par la lettre que nous lui adres-

sâmes de Corfou, nous nous trouvons, mes collègues et moi, au moment de quitter Poros, pour aller nous mettre plus immédiatement en communication avec nos gouvernements respectifs.

Le sort futur de la Grèce dépend de l'accomplissement des vues bienfaisantes qui ont dicté le traité du 6 juillet, et grâce aux informations que Votre Excellence a bien voulu ne rien négliger pour nous procurer, nous espérons avoir réuni sur les questions qui sont relatives à l'exécution des clauses de cet acte les notions les plus propres à éclairer nos cours, quant aux moyens les mieux adaptés à faire atteindre ce but.

Le succès qu'ont eu jusqu'ici vos efforts pour mettre terme à la piraterie et pour établir un commencement d'ordre dans l'intérieur du pays, nous est garant de ceux que Votre Excellence continuera de faire pour justifier en tout point l'intérêt bienveillant dont les Puissances alliées honorent la Grèce.

C'est dans cette persuasion que nous exprimons ici le vœu que l'établissement de cet ordre s'achève sous la sauvegarde d'une sage législation, ne doutant pas, Monsieur le comte, qu'en persévérant à vouer à cette tâche les soins éclairés et le noble dévouement qui vous distinguent si éminemment, vous n'acquerriez aussi de nouveaux titres à la reconnaissance de la nation, dont les suffrages vous ont appelé à la tête de ses affaires.

De notre côté nous ne saurions, mes collègues et moi, nous éloigner de la Grèce, sans témoigner personnellement à Votre Excellence combien nous sera précieux le souvenir des relations que nous avons eu l'honneur d'entretenir avec elle.

Communication adressée par le gouvernement grec aux représentants des cours alliées, en réponse à leur note du 13 décembre.

Poros, $\frac{3}{15}$ décembre 1828.

Si quelque chose pouvait ajouter aux sentiments de reconnaissance dont la Grèce est pénétrée envers ses augustes bienfaiteurs, ce serait assurément les travaux que Votre Excellence a consacrés, conjointement avec ses collègues, au grand but d'accélérer la décision de son sort, et de lui assurer les moyens de l'accomplir. Ses vœux les plus ardents accompagnent, Monsieur l'ambassadeur, vos nobles travaux aux pieds de votre auguste souverain.

Éclairées par Votre Excellence et par ses collègues sur la situation véritable de ce pays, les trois cours alliées daigneront, j'ose du moins m'en flatter, accorder à la Grèce la continuation de ce bienveillant intérêt, qui seul peut lui assurer les bienfaits dont l'acte du 6 juillet est l'expression. La Grèce redoublera d'efforts pour s'en rendre digne, et son gouvernement ne saurait mieux atteindre ce but, qu'en affermissant l'ordre, et en se plaçant, quant à sa législation, sous l'égide des principes et de l'expérience qui assurent la tranquillité et le bonheur des états.

C'est par une marche graduelle et persévérante que, dès les premiers jours de son établissement, le gouvernement provisoire grec a cru devoir travailler à des améliorations dont le résultat nécessaire serait un ordre de choses légal et stable.

C'est pour lui un vrai bonheur d'avoir mérité les suffrages dont Votre Excellence et ses collègues ont bien voulu l'honorer dans cette occasion.

Quelque pénible et difficile que soit la tâche qu'il est appelé à remplir, il la poursuivra avec fermeté et circonspection; mais ses efforts seraient couronnés plus promptement de succès, si Votre Excellence et ses collègues interposaient leurs bons offices auprès

des augustes bienfaiteurs de la Grèce, afin de lui assurer les éléments de crédit destinés à servir de base à son système financier, sans lequel toute organisation sociale est lente et difficile, pour ne pas dire impossible.

Vous acquerrez ainsi, Monsieur l'ambassadeur, de nouveaux titres à la reconnaissance profonde de la nation Grecque, qui s'est montrée digne de la haute bienveillance des souverains alliés, du moment où ils ont fixé leurs regards tutélaires sur elle.

En vous témoignant, au nom du gouvernement dont j'ai l'honneur d'être le chef, l'expression de toute sa gratitude, en mon particulier je ne saurais assez assurer Votre Excellence de tout le prix que j'attache au souvenir que je conserverai toujours, des relations qu'elle a bien voulu entretenir avec moi, dans une époque aussi importante que décisive pour la Grèce.

TABLE.



Aux résidents des cours alliées	<i>Page</i>	1.
Aux mêmes		5.
Au sénat		6.
Au prince Léopold		8.
Au même		10.
Au même.		15.
Au chevalier Eynard.		20.
Au comte de Panin, résident de Russie		22.
Au chevalier Eynard.		23.
A l'amiral Rioord		27.
Au chevalier Mustoxidis		29.
Au maréchal Maison		31.
Au chevalier Eynard		33.
A M. Mavromatis, commissaire extr. des Sporades occidentales.		39.
Aux commissaires extraordinaires et aux gouverneurs provisoires.		42.
Au prince Léopold		45.
Au chevalier Eynard.		47.
Au prince Léopold		48.
Au général Schneider		52.
A M. Colettis, commissaire extraord. des Sporades orientales.		58.
A l'amiral Heyden		60.
Au chevalier Eynard.		63.
Au même		67.

A M. A. de Stourdza	Page 69.
Aux commissaires extraordinaires et aux gouverneurs provisoires	73.
A M. Lycurgue Logothétis, directeur de Samos	76.
Au sénat	77.
Au prince Léopold	79.
Aux résidents des cours alliées	85.
Au sénat	87.
Au général Schneider	89.
Au chevalier Eynard	91.
Au prince Soutzos	94.
Au général Schneider	101.
Aux résidents des cours alliées	102.
Au prince Soutzos	105.
A M. Lycurgue Logothétis, directeur de Samos	107.
A M. A. de Stourdza	109.
Aux résidents des cours alliées	112.
Aux mêmes	113.
A M. Condostavlos, membre de la commission des finances	114.
Aux résidents des cours alliées	116.
A MM. Calogéropoulos, Manos, et Missoglou	117.
Au sénat	122.
Au même	125.
Au sénateur Métaxas, en commission à Sparte	130.
Au baron de Saint-Vincent	<i>Ib.</i>
Au chevalier Eynard	134.
Au prince Soutzos	139.
Au même	143.
Au colonel Heideck	147.
A M. Crud	150.
Au chevalier Eynard	155.
Au prince Soutzos	156.
Aux professeurs de l'école ecclésiastique	163.
Au chevalier Eynard	164.
A M. A. de Stourdza	167.
Au général Adam	172.

<u>Au mirarque Canaris</u>	<i>Page</i> 175.
<u>A. M. Bétant</u>	177.
<u>Au comte Mocénigo</u>	182.
<u>Au maréchal Maison, ministre des affaires étrangères de S. M. le</u> <u>roi des Français</u>	183.
<u>Au baron Rukmann, résident de Russie</u>	186.
<u>A M. Mavromatis, gouverneur d'Hydra et de Spetzia</u>	188.
<u>A M. Péroukkas, sénateur et plénipotentiaire du gouvernement</u>	190.
<u>Au général Schneider</u>	191.
<u>A M. Giannitzis, gouverneur d'Égine</u>	193.
<u>Au visir de Roumélie</u>	195.
<u>Au commissaire extraordinaire de la Grèce occidentale</u>	196.
<u>Au secrétaire d'état</u>	198.
<u>A M. Dawkins, résident d'Angleterre</u>	199.
<u>Au gouverneur provisoire de Sparte.</u>	201.
<u>Au prince Soutzos</u>	203.
<u>Au chevalier Eynard.</u>	215.
<u>Aux résidents des cours alliées</u>	218.
<u>Au prince Soutzos</u>	219.
<u>Au comte Sébastiani, ministre des affaires étrangères de S. M. le</u> <u>roi des Français</u>	224.
<u>A Milord Granville, ambassadeur d'Angleterre.</u>	225.
<u>Au sénat.</u>	227.
<u>A MM. Sugdouris et Doumas</u>	230.
<u>Au prince Soutzos.</u>	232.
<u>Au chevalier Eynard.</u>	237.
<u>Au prince Soutzos.</u>	238.
<u>Au chevalier Eynard.</u>	245.
<u>Au général Schneider</u>	246.
<u>A l'amiral Ricord.</u>	249.
<u>Aux résidents des cours alliées</u>	251.
<u>Au maréchal Soult, ministre de S. M. le roi des Français</u>	254.
<u>Au chevalier Eynard.</u>	<i>Id.</i>
<u>Au prince Soutzos.</u>	257.
<u>Au comte Mocénigo</u>	263.

Aux commissaires extr. et aux gouverneurs civils de l'état.	Page 265.
Au général Schneider	268.
Au même.	277.
Aux résidents des cours alliées	279.
Au prince Soutzos.	283.
A M. Dawkins, résident d'Angleterre	290.
Au prince Soutzos	293.
Au contre-amiral Lalande	296.
Au prince Soutzos.	300.
Au prince de Metternich	305.
A Milord Palmerston, ministre de S. M. le roi de la Grande-Bre-	
tagne	308.
Aux commissaires extraordin. et aux gouverneurs civils de l'état.	317.
Aux résidents des cours alliées	321.
A M. Dawkins, résident d'Angleterre	322.
Aux résidents des cours alliées	323.
Aux commissaires extraord. et aux gouverneurs civils de l'état. .	326.
A M. Dawkins, résident d'Angleterre	328.
Au sénateur Aïnian	332.
A M. Eugénides, gouverneur de Sparte	334.
Aux résidents des cours alliées	336.
Au baron Rukmann, résident de Russie	337.
Aux commissaires extraordinaires et aux gouverneurs civils de	
l'état	339.
Aux Hellènes	345.
Aux résidents des cours alliées	346.
Au prince Soutzos.	Id.
Au même	353.
Au chevalier Eynard.	357.
Au contre-amiral Lalande	358.
Au commandant Lalande	359.
Aux résidents des cours alliées	361.
Au prince Soutzos.	362.
Au commandant Lalande	367.
Au baron Rukmann, résident de Russie	369.

<u>Aux représentants d'Angleterre, de France et de Russie, compo-</u> <u>sant la Conférence de Londres pour les affaires de la Grèce. Page</u>	<u>373.</u>
<u>Au prince Soutzos</u>	<u>386.</u>
<u>Au chevalier Eynard.</u>	<u>390.</u>
<u>Au prince Soutzos</u>	<u>391.</u>
<u>A M. Dawkins, résident d'Angleterre.</u>	<u>398.</u>
<u>Au baron de Rouen, résident de France</u>	<u>402.</u>
<u>Au même</u>	<u>403.</u>
<u>Au prince Soutzos</u>	<u>405.</u>
<u>Au chevalier Eynard.</u>	<u>415.</u>
<u>Aux gouverneurs civils et aux commandants militaires</u>	<u>418.</u>
<u>A M. Thiersch, professeur.</u>	<u>419.</u>
<u>A M. N. N.</u>	<u>420.</u>
<u>PIÈCES ADDITIONNELLES</u>	<u>421.</u>
<u>SUPPLÉMENT</u>	<u>449.</u>

TABLE GÉNÉRALE DES CORRESPONDANTS.



Abbé du couvent de Saint-Georges, tome III, page 452.

Aberdeen, II, 435.

Abraham de Zygovistos, II, 57.

Adam, I, 340, 369, 416, 447, 448; II, 110, 386; IV, 172.

Ainian, II, 351; III, 258; IV, 332.

Amiraux des Puissances alliées, II, 316.

Apostolacas, I, 257.

Aumônier du corps régulier, III, 63.

Autorités administratives de l'état, I, 426.

Archevêque de Corinthe, III, 58.

Archevêque de Patras, III, 11.

Archevêque de Samos, III, 91.

Archevêque de Sparte, I, 537.

Archevêques du mont Olympe, III, 198.

Bambukis, III, 135.

Baynes, I, 437.

Benthyllos, III, 390.

Bétant, IV, 177.

Blamis, I, 512.

Botzaris (Démétrius), II, 273; III, 183.

Botzaris (venve de Marcos), I, 366.

Buas, II, 244, 263.

Bubas, I, 162.

Bulgari, III, 42, 159, 172.

Bulgari (Stamatis), II, 19, 48, 137, 262, 412; III, 36.

Cabinets (aux trois), I, 213, 235, 262, 263.

Caïris, II, 310.

Calergis, II, 41, 49, 66, 72, 117; III, 52, 173.

Calogérópoulos, IV, 117.

- Canaris, II, [209](#); III, [94](#); IV, [175](#).
 Capitaines de Sparte, [I](#), [537](#).
 Caradza, [I](#), [148](#), [309](#).
 Carantinos, III, [135](#).
 Caritziotis, [I](#), [252](#).
 Chambre des comptes, III, [304](#).
 Chef du gouvernement provisoire de la Grèce, [I](#), [198](#).
 Chefs militaires du Péloponèse, II, [385](#).
 Chlados, III, [260](#).
 Christidès, III, [136](#).
 Church, [I](#), [201](#), [370](#), [451](#), [486](#), [501](#), [507](#), [529](#); II, [21](#), [97](#), [158](#), [163](#), [202](#), [260](#), [301](#), [364](#), [431](#), [488](#), [490](#); III, [6](#), [19](#), [88](#), [111](#).
 Clonarès, II, [181](#).
 Cochrane, II, [365](#).
 Coconis, III, [353](#).
 Codrington, [I](#), [373](#), [404](#), [419](#), [431](#), [456](#), [459](#), [478](#), [480](#), [516](#); II, [86](#), [113](#), [140](#), [144](#), [213](#), [219](#), [288](#); III, [287](#).
 Godzia, II, [470](#).
 Colettis, [I](#), [383](#); II, [124](#), [388](#); IV, [58](#).
 Colocotronis, II, [107](#), [149](#), [166](#), [383](#); III, [38](#), [178](#), [456](#).
 Commandant supérieur des forteresses et places de l'Argolide, II, [54](#).
 Commandants en chef des deux armées, II, [133](#), [295](#).
 Commandants militaires, IV, [418](#).
 Commissaire extraordinaire de l'Achaïe, II, [387](#), [439](#), [479](#); III, [290](#).
 Commissaire extraordinaire de l'Arcadie, III, [99](#), [121](#), [176](#).
 Commissaire extraordinaire de l'Argolide, II, [450](#); III, [290](#), [301](#), [364](#), [394](#).
 Commissaire extraordinaire des Cyclades septentrionales, III, [455](#).
 Commissaire extraordinaire de l'Élide, II, [387](#); III, [112](#).
 Commissaire extraordinaire de la Grèce occidentale, IV, [196](#).
 Commissaire extraordinaire de la Laconie, II, [471](#); III, [290](#).
 Commissaire extraordinaire de la basse Messénie, II, [471](#).
 Commissaire extraordinaire des Sporades occidentales, II, [257](#), [403](#), [441](#); III, [179](#).
 Commissaire extraordinaire des Sporades orientales, II, [256](#).
 Commissaires extraordinaires, II, [241](#), [280](#), [291](#), [295](#); III, [69](#), [105](#), [150](#), [199](#), [224](#), [324](#), [411](#); IV, [42](#), [73](#), [265](#), [317](#), [326](#), [339](#).
 Commissaires extraordinaires dans l'Archipel, II, [119](#); III, [21](#), [190](#), [463](#).
 Commissaires extraordinaires dans le Péloponèse, II, [105](#), [149](#), [278](#); III, [21](#).
 Commissariat général, II, [211](#); III, [30](#), [200](#).
 Commissariat dans l'armée de la Grèce occidentale, II, [160](#).
 Commissariat de la marine, III, [209](#), [240](#).
 Commission d'administration générale, II, [205](#), [310](#), [313](#).

- Commission de la banque, I, 429, 534.
 Commission des finances, II, 444, 507; III, 208, 292, 316.
 Commission du gouvernement, I, 388.
 Commission de la marine, II, 63.
 Commission de l'orphantotrophie, III, 295.
 Comités philhelléniques de New-York et de Boston, II, 437.
 Communauté de Psara, II, 404.
 Communauté de Spetzia, II, 404.
 Condostavlos, II, 4, 217; IV, 114.
 Condouriotis (Georges), II, 415.
 Condouriotis (Lazare), I, 484; III, 440.
 Congrès national, III, 210, 250.
 Gonophaos, II, 242.
 Conseil de Candie, II, 502, 540; III, 51.
 Conseil ecclésiastique, II, 446.
 Conseil ministériel, III, 45, 48, 68, 76, 80, 85, 89, 92, 98, 104, 160, 168.
 Coray, III, 330.
 Costas, I, 162.
 Cousin, III, 64.
 Crud, I, 350; IV, 150.
 Gambaris, I, 162.

 Damas (baron de), I, 234, 278.
 Dandolo, II, 281; III, 422.
 Dawkins, III, 142; IV, 199, 290, 322, 328, 398.
 De la Harpe, I, 337.
 Délégianis, II, 117.
 Démogérontes de la haute Messénie, II, 222.
 Démogérontes de Nauplie, I, 384, 386.
 Démogérontie de Chios, I, 441.
 Démogérontie d'Hydra, I, 528; III, 201, 446, 455.
 Démogérontie de Psara, I, 528; II, 77.
 Démogérontie de Spetzia, I, 528; III, 192, 446, 455.
 Dentzel, III, 206, 236, 266.
 Desjardins, II, 438, 483.
 Diamantis, III, 234.
 Didot, III, 358.
 Dondonville, II, 329.
 Doumas, IV, 230.
 Dupin, I, 210.
 Durrieu, II, 505, 530; III, 268.
 Dutrône, III, 353.

 Économos, I, 258; III, 389.

Électeurs de Siphnos, III, 175.

Empereur de Russie, I, 150.

Eugénides, IV, 334.

Eynard, I, 129, 131, 132, 134, 136, 140, 148, 160, 206, 224, 248, 280, 285, 288, 303, 336, 341, 363, 368, 372, 396, 465, 493, 518; II, 30, 81, 138, 177, 196, 220, 235, 271, 298, 333, 453, 496; III, 1, 40, 95, 100, 123, 170, 265, 269, 271, 282, 320, 361, 382, 387, 396, 402, 417, 419, 430, 434, 471, 485, 494, 505, 527; IV, 20, 23, 33, 47, 63, 67, 91, 134, 155, 164, 215, 237, 245, 254, 357, 390, 415.

Faber, II, 379.

Fabriguette, III, 293.

Fabvier, I, 443; II, 15, 210.

Favre-Bertrand, I, 282.

Ferronnays (comte de la), II, 188, 233, 287, 466, 512, 516; III, 8.

Finlay, III, 52.

Fitz-James, III, 131.

Fonctionnaires publics, II, 130.

Forster, I, 322; III, 307.

Frangullis, I, 203.

Gargullis, I, 162.

Garnot, II, 262.

Gennadios, II, 4; III, 390.

Géaovellis, II, 73, 368.

Géorgaadas, II, 26.

Giannitzis, I, 494; IV, 193.

Gosse, III, 60.

Gouvernement provisoire, I, 199, 246, 381.

Gouvernement d'Hydra, II, 61.

Gouverneur civil de Corinthe, III, 22.

Gouverneur des places de la Messénie, III, 107.

Gouverneur provisoire de Corinthe, III, 122, 238.

Gouverneur provisoire d'Égine, II, 75; III, 498.

Gouverneur provisoire d'Hydra, III, 446, 498.

Gouverneur provisoire de Nauplie, III, 65.

Gouverneur provisoire de Poros, II, 135; III, 203, 455.

Gouverneur provisoire de Sparte, IV, 201.

Gouverneur provisoire de Syra, II, 129.

Gouverneurs civils, IV, 265, 317, 326, 339, 418.

Gouverneurs provisoires, III, 69, 150, 199, 224, 324, 411; IV, 42, 73.

Gouverneurs provisoires dans l'Archipel, III, 190, 463.

Gouverneurs provisoires dans le Péloponèse, III, 105.

- Granville, I, 277, 352; II, 193; IV, 225.
 Grecs, I, 389.
 Grecs de Chios, I, 315.
 Grecs demeurant à Ancône, à Trieste, à Venise et à Livourne, II, 85.
 Grivas, I, 382; III, 450.
 Guillaume (prince) de Prusse, III, 32.
 Guilleminot, I, 521.

 Hane, II, 70, 198; III, 205.
 Hastings, I, 474; II, 20, 67, 114, 127.
 Heideck, I, 403, 420, 520, 526, 531; II, 53, 255, 339, 359, 378,
441, 469, 473, 509, 526, 531; III, 5, 232, 501; IV, 147.
 Hellènes, IV, 345.
 Hentsch de Chaastel, I, 173, 211, 305; II, 338; III, 79, 97.
 Heyden, I, 413, 419, 461; II, 93, 128, 237, 268, 286, 317, 332;
III, 16, 287, 360, 378; IV, 60.
 Higonet, II, 504; III, 268.
 Hoogendorp, II, 326.
 Howes, III, 87.
 Hufeland, I, 470.
 Humbert, I, 320.

 Ibrahim-Pacha, I, 513.
 Ignace, I, 147, 339, 342, 359, 467; II, 185, 269.
 Inglessis, I, 140, 190.
 Iskos, II, 362.

 Jersey (Lady), I, 204.

 Lalande, IV, 296, 358, 359, 367.
 Lansdowne, I, 202.
 Lasteyrie, III, 275.
 Latris, II, 345, 423, 484.
 Léopold (prince) de Saxe-Cobourg, III, 152, 510, 521; IV, 8, 10,
15, 45, 48, 79.
 Lesseps, III, 191.
 Lévées, III, 502.
 Lieutenant plénipotentiaire, III, 57, 75, 105, 141, 299, 327.
 Lieven, I, 230, 239, 276, 318, 354; II, 107.
 Logothétis, IV, 107.
 Louis, III, 274.
 Loverdo, I, 327; II, 194, 454; III, 15.
 Lucien (M^{me}), princesse de Canino, I, 329.
 Lucopoulos, III, 349.

- Lutteroth, III, [129](#), [166](#), [328](#).
- Maison, II, [320](#), [321](#), [344](#), [354](#), [358](#), [372](#), [420](#), [481](#), [522](#), [525](#);
III, [12](#), [25](#), [26](#), [31](#), [55](#), [66](#), [84](#), [115](#), [116](#), [130](#), [131](#), [279](#), [287](#),
[427](#); IV, [31](#), [183](#).
- Maîtres des écoles d'enseignement mutuel, III, [119](#), [535](#).
- Malcolm, II, [308](#), [332](#), [537](#).
- Mandesley, II, [390](#).
- Manos, IV, [117](#).
- Marchand, II, [345](#).
- Marinoglou, III, [3](#).
- Marulli, I, [330](#), [334](#); II, [29](#), [296](#).
- Matsarovitch, III, [171](#).
- Matzas, I, [162](#).
- Mavrocordatos, I, [203](#); II, [500](#); III, [52](#), [225](#).
- Mavromatis (Georges), II, [58](#), [245](#); III, [332](#), [447](#); IV, [39](#), [188](#).
- Mavromatis (Nicolas), II, [19](#).
- Mavromichalis (Jean), II, [207](#).
- Mavromichalis (Pierre), II, [381](#), [409](#); III, [41](#).
- Mavros, III, [9](#), [24](#), [165](#).
- Membre du commissariat pour l'armée, III, [276](#), [423](#), [425](#).
- Métaxas, III, [312](#), [313](#), [332](#), [535](#); IV, [130](#).
- Metternich, IV, [305](#).
- Miaoulis, I, [497](#); III, [29](#), [56](#), [138](#), [348](#), [507](#).
- Militaires grecs, I, [391](#).
- Missaël, I, [251](#).
- Missoglou, IV, [117](#).
- Mocénigo, I, [365](#); III, [148](#); IV, [182](#), [263](#).
- Montalivet, III, [133](#).
- Moraïtinis, I, [314](#).
- Mostras, III, [391](#).
- Munier, I, [188](#).
- Mustoxidis, I, [184](#), [292](#), [317](#), [324](#), [360](#); II, [36](#), [111](#), [146](#), [270](#),
[330](#), [473](#), [495](#); III, [169](#), [350](#), [351](#); IV, [29](#).
- N. N., IV, [420](#).
- Nakos, II, [351](#).
- Naranzi, I, [347](#).
- Négociants de Syra, III, [531](#).
- Nesselrode, I, [168](#).
- Nikitas, II, [169](#), [343](#), [361](#).
- Nikitopoulos, II, [56](#); III, [353](#).
- Orlandos, I, [483](#).
- Orléans (duc d'), III, [134](#).

- Pahlen, I, 155, 243.
 Pallis, I, 162, 258.
 Palmerston, IV, 308.
 Panhellénism, I, 400, 402, 475, 530, 533; II, 6, 8, 10, 11, 13, 27, 61, 64, 151, 171, 240, 291, 295, 324, 399, 405, 411, 413, 417, 418, 428, 447, 449, 499, 508; III, 7, 17, 20, 47, 113.
 Panin, III, 188, 303, 392; IV, 22.
 Papadopoulos, I, 514; II, 122.
 Pape, I, 333.
 Parker, I, 446, 482; II, 68, 175; III, 439.
 Patriarche de Constantinople, II, 153.
 Paximadis, I, 162.
 Péroukkas, II, 212; IV, 199.
 Pétrocokinos, II, 304.
 Pictet-Cazenove, I, 307.
 Pinon, I, 283.
 Pisa, III, 395.
 Plaisance (M^{me} la duchesse de), I, 294.
 Polignac, III, 405.
 Ponsomby, I, 379, 381.
 Portalis, III, 261.
 Pozzo di Borgo, I, 242, 356; II, 193.
 Président de l'assemblée nationale, I, 193.
 Président de la commission chargée de l'organisat. de l'armée, III, 432.
 Président de la commission de l'orphantrophe, III, 354, 381.
 Primats d'Athènes, II, 393.
 Primats d'Hydra, I, 432; II, 78, 197; III, 43.
 Primats de Kissamos, de Scélino, de la Canée, et d'Apocorona, III, 181.
 Primats du mont Olympe, III, 198.
 Primats de la Roumélie, II, 351.
 Primats de Spetzia, III, 416.
 Professeurs de l'école ecclésiastique, IV, 163.
 Psyllas, II, 343, 366.

 Radinos, I, 284.
 Raiko, III, 227, 257, 285, 296, 309, 459, 509.
 Rallis, II, 509.
 Rallis (frères), I, 203, 231.
 Ramphos, I, 473.
 Rangos, II, 393.
 Rayneval, II, 337.
 Représentants d'Angleterre, de France et de Russie, IV, 373.
 Représentants des trois cours alliées, IV, 453, 461, 527, 529, 537, 544.
 Résidents des cours alliées, II, 486, 487; III, 241, 452, 462; IV, 1, 5, 85, 102, 112, 113, 116, 218, 279, 321, 323, 336, 346, 361.

- Rheineck, II, 538.
 Ricord, IV, 27, 249.
 Rigny, I, 453, 461; II, 38, 103, 264, 309, 332; III, 287, 319.
 Risaris, I, 162.
 Rizos, II, 4.
 Rodocanakis, I, 203.
 Roi de Bavière, I, 162; III, 182.
 Roi de France, II, 234; III, 130.
 Ronen (baron de), III, 263, 335, 338, 376, 199; IV, 402, 403.
 Rouphos, II, 245.
 Rukmann, IV, 186, 337, 369.

 Sactouris, II, -1, 226, 335.
 Saint-Denis, II, 180, 229, 323, 408, 451.
 Saint-Léger, III, 241.
 Saint-Vincent, IV, 130.
 Sakellarios, I, 312; II, 328.
 Schneider, III, 138, 161, 185, 196, 243, 300, 317, 370, 371, 374, 408, 416, 476; IV, 52, 89, 101, 191, 246, 268, 277.
 Sébastiani, IV, 224.
 Secrétaire d'état, III, 61; IV, 198.
 Sékoulidis, I, 203.
 Sénat, III, 343, 414, 465, 477, 479; IV, 6, 87, 122, 125, 227.
 Société philanthropique de Paris, III, 356.
 Sout, IV, 254.
 Soutzos (Grégoire), II, 181.
 Soutzos (prince Michel), IV, 94, 105, 139, 143, 156, 203, 219, 232, 238, 257, 283, 293, 300, 316, 353, 362, 386, 391, 405.
 Spiliadis, II, 500.
 Spina, I, 335.
 Steiger, I, 290.
 Stein, I, 318.
 Stevenson, II, 95, 116.
 Stovens, I, 496.
 Stourdza, I, 145, 158, 468; III, 413; IV, 69, 109, 167.
 Stratford-Canning, II, 290; IV, 451, 525.
 Stratos, I, 382.
 Sugdouris, IV, 230.

 Ternaux, II, 184.
 Théodose, III, 92.
 Thiersch, IV, 419.
 Trézel, III, 233, 297, 305, 363, 368.
 Tricoupis, III, 82.
 Tsumagas, I, 162.

Tzavellas, I, 387 ; II, 115, 398.

Tzounis, I, 424 ; II, 16, 27, 223, 341, 343 ; III, 318.

Typaldos, I, 178, 209.

Valianos, I, 440.

Vernet, I, 286.

Viaro Capodistrias, I, 138, 171, 175, 225, 244, 357, 374, 392, 450,
491 ; II, 79, 124.

Villemain, III, 64.

Visir de Roumélie, IV, 195.

Wieland, I, 279.

Willmot-Horton, I, 227, 265.

Woronzoff, I, 192, 321.

Xidas, I, 162.

Ypsilantis, I, 433, 444, 452, 472, 541 ; II, 24, 100, 170, 200, 228, 246,
249, 253, 274, 348, 369, 397, 425, 428, 434, 475, 492, 498, 508, 528 ;
III, 19, 180, 181, 193, 204, 228, 230, 245, 246, 247, 252, 254, 278, 284,
299, 315, 333.

Zossimas, I, 162, 260 ; II, 502.

Fin du Tome quatrième et dernier.



22621



